



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

24e Législature — 1re session

Vol. 1 - Séances du 12 novembre 1952 au 16 janvier 1953

1952-1953

Texte établi par Éric Vaillancourt et Donald Chouinard

Orateur : l'honorable Alexandre Taché

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

24e Législature – 1re session

Vol. 1 - Séances du 12 novembre 1952 au 16 janvier 1953

1952-1953



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

24^e Législature — 1^{re} session

Vol. 1 - Séances du 12 novembre 1952 au 16 janvier 1953

1952-1953

Texte établi par Éric Vaillancourt et Donald Chouinard

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Éric Vaillancourt Donald Chouinard Maria Buttazzoni
Introduction:	Jules Racine
Traduction:	Conceptum
Révision et édition:	Caroline Bilodeau Donald Chouinard Michel Rhéaume
Indexation:	Monique Fortier
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Rénald Buteau Marthe Bussièrès Gilles Gallichan Martin Pelletier Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés
Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2010
Bibliothèque et Archives nationales Québec
ISBN 978-2-551-23903-0
ISSN 0847-4273
15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le monde en 1952-1953 : bipolarités politiques et sociales

La guerre froide, principe organisateur de l'ensemble des relations internationales, polarise les idéologies adverses depuis 1947. Aux États-Unis, l'inquisition anti-communiste bat son plein sous l'impulsion du sénateur Joseph McCarthy. Le président récemment élu, Dwight Eisenhower, désire poursuivre la lutte aux indésirables, lui qui refuse la clémence au couple Ethel et Julius Rosenberg, le 11 février 1953. Le 19 juin suivant, malgré l'absence de preuve concluante à leur endroit et les suppliques d'artistes et d'intellectuels de la communauté internationale, ceux-ci deviendront les seuls citoyens américains mis à mort pour espionnage durant la guerre froide.

Les tensions internationales favorisent le rapprochement du Canada et des États-Unis. Mise à mal par la Deuxième Guerre mondiale, la Grande-Bretagne, auparavant pôle économique majeur des relations commerciales canadiennes, doit désormais compter sur l'aide financière du Canada pour l'achat de ressources, principalement du blé. Les rôles pluriséculaires de la mère patrie et de l'enfant colonial semblent ainsi bel et bien choses du passé. Au Canada, les compagnies américaines, plus prospères que jamais, comblent le vide économique creusé par les difficultés de la Grande-Bretagne. L'effet conjugué de la proximité géographique et de la conjoncture politique mondiale achève donc de faire passer l'économie canadienne dans l'orbite américaine¹.

En dix ans, de 1945 à 1955, comme le rapporte l'historien Desmond Morton, « l'apport de capitaux américains au Canada passe de 4,9 milliards à 10,3 milliards de dollars tandis que les investissements directs sont multipliés par trois² ». Ce rapprochement continental trouve une résonance particulière dans une période de croissance économique telle que celle que vit le Québec à ce moment, puisque les compagnies américaines sont souvent les seules qui possèdent l'expertise et la technologie nécessaires à l'expansion en cours dans les secteurs primaire et secondaire.

La croissance économique globale d'après-guerre favorise l'essor de la syndicalisation au Québec. De 1945 à 1950, 203 nouveaux syndicats se sont formés. Au total, ce sont 239 000 travailleurs dont les droits sont protégés par les « unions »³. Ce mouvement est toutefois en butte aux efforts déployés par les entreprises et par l'État québécois pour inhiber sa progression, jugée néfaste par Duplessis pour le maintien de capitaux et d'investissements étrangers en sol canadien-français. Les nombreuses crises ouvrières qui ponctuent cette période éclairent certains intellectuels et activistes – notamment Francis Reginald (Frank) Scott, Pierre Elliott Trudeau, Jean Marchand, Gérard Pelletier, Michel Chartrand, etc. – sur le fossé qui se creuse entre les intérêts des ouvriers locaux et ceux d'un patronat lointain et étranger aux réalités d'une province en marche vers la modernité.

Trois grandes grèves éclatent au printemps 1952 : la première, le 17 mars 1952, à l'Associated Textile de Louiseville; la seconde, le 2 mai, chez Dupuis Frères à Montréal, qui engage majoritairement des femmes; et la troisième, le 17 mai, à la Sorel Clothing. De ces trois épisodes de lutte ouvrière, seule la grève de Louiseville s'inscrira à l'ordre du jour de l'Assemblée législative.

Sur le plan symbolique, un changement de garde important à la tête de l'État canadien survient au mois de février 1952. La mort du roi George VI, le 6 février, permet à sa fille Elizabeth d'accéder au trône et au sommet de l'Empire britannique. Le 28 du même mois, Vincent Massey succède au vicomte Alexander de Tunis et devient le premier gouverneur général d'origine canadienne de l'histoire de la Confédération.

Le nouveau gouverneur général s'est fait connaître du public en coprésidant, de 1949 à 1951, la Commission d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences au Canada. Le rapport qu'il a remis le 1^{er} juin 1951 avalise la position centralisatrice adoptée par le gouvernement fédéral depuis la grande crise.

Le 6 septembre 1952, ce mouvement centralisateur trouve une nouvelle manifestation lorsque Radio-Canada inaugure à Montréal le premier poste de télévision au pays : CBTF. Bien

que le nombre de récepteurs télé soit encore assez restreint, il ne tardera pas à exploser, de telle sorte qu'à la fin de la décennie 88,8 % des foyers québécois posséderont un téléviseur⁴. Dès 1952, les politiciens réalisent le potentiel médiatique de cet appareil et discutent en Chambre de la censure à y appliquer.

Le petit écran apparaît dans le paysage médiatique québécois au moment même où son grand frère, le cinéma, connaît un succès grandissant. L'année 1952 voit le nombre d'entrées dans les salles culminer au Québec alors que 59 millions de billets sont achetés pour «les vues». Bien que la plupart des films qui font vibrer les Canadiens français soient encore tournés dans les studios d'Hollywood, la production québécoise n'est pas en reste. *Tit-Coq*, la pièce de Gratien Gélinas adaptée au grand écran, attire à elle seule 300 000 spectateurs en deux mois. Autre succès, *Aurore, l'enfant martyr*, inspiré d'une histoire vécue, bouleversera le cœur de plus de 750 000 spectateurs. Cette même année, la ville de Québec attire l'un des réalisateurs les plus en vue du cinéma américain, le père du film de suspense : Alfred Hitchcock, qui y tourne *I confess*. En août, les foules de curieux se massent dans le Vieux-Québec dans l'espoir d'apercevoir une des stars du film : Montgomery Clift, Karl Malden, Anne Baxter ou encore des vedettes locales comme Gilles Pelletier ou Ovila Légaré qui y tiennent des seconds rôles.

À travers les nombreux changements qu'engendrent les développements économiques et technologiques dans la société québécoise, l'Église parvient à maintenir une position prédominante dans la province. Malgré les inquiétudes de l'épiscopat face à la désaffection des églises dans les centres urbains, les valeurs religieuses et le respect de l'Église continuent d'être partagés par la majorité. À l'instar de la députation en Chambre, l'ensemble des Canadiens français applaudit « avec une grande joie » la nomination de Paul-Émile Léger à la dignité de cardinal, le 2 décembre. Lorsque l'archevêque de Montréal reçoit sa pourpre, le 12 janvier 1953, des félicitations sont placardées dans les journaux depuis plus d'un mois par des entreprises comme Dupuis Frères ou Les marchés Dionne⁵.

Sur le plan politique, l'été 1952 est marqué par les élections générales tenues le 16 juillet : l'Union nationale remporte une nouvelle majorité sur les libéraux. La 1^{re} session de la 24^e Législature s'ouvre donc sous le signe de l'inégalité. Avec 68 députés⁶ élus contre 23⁷ pour le Parti libéral et un indépendant, la majorité des unionistes se trouve amoindrie par rapport à la précédente élection. Néanmoins, elle place les libéraux dans une situation d'impuissance et de frustration qu'ils exprimeront à plusieurs reprises lors de la session, rappelant fréquemment à l'arrogance de Duplessis ses 15 sièges perdus et la réduction de sa majorité aux voix, dont 46 % sont allées aux libéraux, le 16 juillet 1952.

Les parlementaires

Devant des tribunes « remplies à déborder⁸ », la première séance de la session s'ouvre le 12 novembre par un hommage aux disparus. Cette année, comme le relève Pierre Laporte, la chronique nécrologique est « particulièrement abondante⁹ ».

En Chambre, les parlementaires rendent hommage aux figures célèbres emportées par la mort : Louis-Alexandre Taschereau, ancien premier ministre libéral, Henri Bourassa, député nationaliste et fondateur du journal *Le Devoir*¹⁰, et Mathias Tellier, ancien chef de l'opposition conservatrice.

Des éloges sont ensuite adressés aux députés qui étaient de la législature précédente, John G. Rennie, André Pelletier et à ceux qui auraient dû siéger parmi eux ce jour-là. Les libéraux déplorent ainsi la perte d'Henri Groulx, député d'Outremont, mort d'un arrêt cardiaque le soir même de son élection, tandis que les unionistes regrettent l'accident de voiture qui a emporté la vie du député de la Matapédia, Louis-Philippe Cossette, le 23 septembre précédent. Le premier jour de la session, des gerbes de fleurs sont déposées sur les bureaux des deux députés. Des 92 banquettes du Salon vert, seules 90 seront occupées au cours de l'année.

Le Conseil législatif aussi entame la session amputé de deux membres auxquels les députés rendent hommage le jour de l'ouverture. Maurice Duplessis dit ainsi de Joseph-Charles-Ernest Ouellet, représentant de La Vallière, qu'il fut l'« un des plus grands tribuns libéraux qui sont jamais passés dans notre province », alors que George Marler rappelle le dévouement de Charles Delagrave, représentant de La Durantaye. Les défunts sont remplacés séance tenante par

Joseph Boulanger, organisateur en chef de l'Union nationale dans le comté de Montmagny, et Patrice Tardif, ministre d'État défait aux récentes élections, ce qui réduit d'autant la majorité du Parti libéral au Salon rouge, portant à 9 le nombre de conseillers unionistes, contre 15 libéraux.

Pour une troisième législature consécutive, l'honorable Alexandre Taché (Hull) est élu président de l'Assemblée législative. Il s'agit d'un record pour celui dont l'impartialité était souvent mise en doute par l'opposition en raison de sa propension à donner raison aux députés unionistes. Robert Rumilly, grand apologiste du parti de Duplessis, se montre plus indulgent au sujet de Taché, se bormant à admettre qu'« il ne possède pas l'art de faire accepter ses décisions avec un sourire, comme Paul Sauvé dans le même poste y réussissait¹¹ ». Maurice Tellier, le fils de feu Mathias, assumera tout au long de la session de nombreuses suppléances à titre de vice-président de la Chambre.

À la suite des élections, le 5 août, Duplessis a augmenté son cabinet de trois nouveaux ministres. Le 5 août, Jacques Miquelon, député d'Abitibi-Est, Wilfrid Labbé, député d'Arthabaska, et Arthur Leclerc, député de Charlevoix, sont assermentés ministres d'État. Outre ces additions, aucun changement n'est à noter. Les principaux protagonistes qui parviennent à sortir de l'ombre imposante de Duplessis sont toujours le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, Paul Sauvé, qui intervient souvent en avant-garde de son chef lors des débats, Laurent Barré, ministre de l'Agriculture, Antonio Barrette, ministre du Travail, et Onésime Gagnon, ministre des Finances.

Pour donner la réplique à ces acteurs de premier plan, l'équipe libérale s'est grossie de 15 nouveaux députés, aux dernières élections, dont plusieurs s'illustreront par leur verve fougueuse. Au nombre de ces « jeunes députés », comme Duplessis se plaît à les appeler, soulignons la présence remarquée de René Hamel, de Gérard Courmoyer, d'Émilien Lafrance – qui occuperont plusieurs ministères sous le gouvernement Lesage – et d'Yvon Dupuis.

Duplessis et l'Union nationale : le cavalier bien en selle

Au pouvoir pour un troisième mandat consécutif, l'Union nationale affirme en cette première session une confiance qui pousse à l'arrogance¹². Confortablement installé au pouvoir, Duplessis dirige son parti et la Chambre avec une poigne de fer et un sourire narquois. Les débats parlementaires se déroulent selon son gré. L'affirmation du journaliste du *Devoir*, Pierre Laporte, à l'effet que Duplessis « dominait complètement ses ministres¹³ » se vérifie abondamment lors de cette session et elle peut s'étendre à l'ensemble de la députation. Lorsqu'il ne prend pas lui-même l'initiative de la réplique aux attaques de l'opposition, c'est qu'il se réserve le dernier mot. Duplessis fait alors fi des remontrances adressées par les libéraux et ferme le débat avec superbe. Comme le souligne Laporte, les discours que prononcent ses ministres paraissent souvent inspirés, voire directement soufflés par le chef lui-même : « Monsieur Duplessis soufflait des mots à tous ses orateurs. Quand celui qui parlait était placé trop loin, il soufflait si fort qu'on l'entendait du haut de la tribune des journalistes. Parfois, les députés se relayaient le mot jusqu'à ce qu'il parvint à l'oreille du destinataire¹⁴! »

Autoritaire à l'égard de ses ministres, Duplessis l'est tout autant à l'endroit du parti adverse. De la part des députés oppositionnels, le premier ministre ne tolère aucune dissidence. Bénéficiant de la bienveillance de l'Orateur, M. Taché, c'est Duplessis, et non le président de la Chambre, qui dirige les débats. Son attitude cavalière face à certains députés révèle un chef politique bien en selle sur « son » gouvernement. À de nombreuses reprises, il traite les allégations de l'opposition de « ridicules », de « niaiseries », etc. À un point tel qu'Yvon Dupuis, député libéral de Montréal-Sainte-Marie, s'en plaint le 11 février : « Ce n'est pas sérieux de s'attaquer à la vie privée des gens comme le ministre l'a fait. Tout ce qu'on entend, quand nous parlons, ce sont les remarques : "Enfantin", "pas sérieux", "ridicule", etc. »

Maîtrisant les règlements de l'Assemblée comme nul autre, le chef impose la loi et l'ordre (qui sont souvent *sa* loi et *son* ordre) en soulevant des points d'ordre au moindre écart de conduite de la part de l'opposition¹⁵. Un bel exemple de cette tactique parlementaire destinée à faire perdre sa contenance à l'adversaire survient le 14 janvier durant le houleux débat sur la grève de Louiseville. Duplessis y opère un habile retournement de situation à la faveur de l'Union nationale lorsqu'il renverse un point d'ordre contre le chef de l'opposition, George Marler, qui venait de le soulever contre Germain Caron, député unioniste.

M. Caron (Maskinongé): Puisqu'on me le demande, le grand responsable et l'organisateur de la journée du 10 mars c'est nul autre que l'ex-président de la Fédération du textile, le directeur de la grève, un député de l'opposition, l'actuel député de Shefford, M. Ledoux. C'était criminel pour le député de Shefford d'avoir, par ses paroles, incité les ouvriers de Louiseville à se jeter dans un conflit ouvrier-patronal, d'être le grand responsable de la grève. Sa responsabilité est terrible, M. l'Orateur, et je ne voudrais pas avoir à porter la responsabilité de cet acte que je considère comme criminel. Par sa décision inopportune, par son geste que je vous laisse le soin de qualifier, il a semé la misère, la division, la haine et la rancœur parmi la brave population ouvrière de Louiseville.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je soulève un point d'ordre. Je crois que, parmi les paroles prononcées par le député de Maskinongé, le mot criminel dit à l'égard d'un membre de cette Chambre est absolument hors d'ordre. Cette expression n'est pas parlementaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Maskinongé a parlé du président de la Fédération et du député de Shefford. On ne sait pas si c'est le même homme.

M. l'Orateur: Je crois que, si la personne dont parlait le député est la même, l'expression n'est certainement pas parlementaire.

[...]

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si c'était la même personne, que le député de Shefford se lève et dise si c'est lui. Alors, on verra.
(Rires)

M. l'Orateur: Est-ce que le chef de l'opposition admet que c'est la même personne?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Certainement.

M. Caron (Maskinongé) retire l'expression

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'insulter un de ses propres partisans en disant qu'il pose des actes criminels.

Par des stratagèmes du même acabit, Duplessis tente constamment de détourner les critiques de ses vis-à-vis. Les projets de loi présentés par le gouvernement, s'ils sont souvent âprement discutés, parfois durant plusieurs séances d'affilée, sont rarement amendés. C'est ainsi que le conservatisme socio-économique et l'autonomisme politique, qui constituent les deux lignes de force idéologiques de l'Union nationale, trouvent dans les lois votées en Chambre une voie d'expression pratiquement sans entrave¹⁶.

Sur le plan social, le conservatisme de Duplessis, dont les idées orientent fortement son parti, se manifeste par une ferme intransigeance quant à l'irrespect de l'autorité, qu'elle soit politique, cléricale ou patronale. Comme il le clame lui-même devant l'Assemblée : « Il est certains principes qui, à mon sens, sont indéniables. L'un de ces principes, c'est que, dans un pays où nous sommes appelés à de si grandes destinées, il est de notre devoir de faire respecter l'ordre et la loi. » (14 janvier)

Sa position au sujet du syndicalisme est teintée d'une méfiance certaine à l'égard du communisme. Cette facette de son idéologie reflète en tous points la « peur rouge » (*Red scare*) qui hante alors la société américaine¹⁷. Duplessis fait grand usage de la paranoïa anticommuniste ambiante dans les débats. Elle lui sert à étouffer les critiques de l'opposition, comme en témoigne la discussion tenue le 21 novembre au sujet de la censure à appliquer aux émissions télévisées de Radio-Canada. À Gérard Cournoyer, député libéral de Richelieu, qui remet en question la nécessité de surimposer la censure provinciale à celle qu'applique déjà Radio-Canada

sur ses émissions, Duplessis rétorque en accusant le diffuseur canadien d'être un « organisme propagandiste imprégné et infesté de communistes notoires ».

Économiquement, le conservatisme de Duplessis suppose un engagement minimal de l'État dans les affaires économiques. Comme le premier ministre le déclare lui-même en réponse à l'adresse au discours du trône, l'État doit s'abstenir d'intervenir dans toutes les sphères où son intervention n'est pas requise, afin de laisser libre cours à la concurrence qui est seule garante d'une croissance économique prolongée : « Le gouvernement ne peut remplacer la charité et la philanthropie. Autrement, ce serait la fin de la démocratie et nous serions à la veille du désastre. » (18 novembre) Là encore, la position de Duplessis est adossée au repoussoir communiste, considéré comme l'écueil fatal de l'État-providence.

Un autre fer de lance idéologique de Duplessis, l'autonomisme, tient une importance primordiale au cours de la session, puisque c'est le 13 janvier 1953 que le premier ministre présente le bill 37 instituant une commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels. Déjà le 13 novembre, en réponse à l'adresse au discours du trône, Duplessis avait donné à voir la rigidité de sa position sur cette question : « Mais qu'Ottawa ne s'imagine pas que nous sommes prêts à l'abdication. On a dit que la province est seule maintenant, mais, quand on a avec soi la justice, la vérité, la décence et le patriotisme, on n'est jamais seul. Nous voulons obtenir les sources de revenus auxquelles nous avons droit. Nous ne transigerons pas à ce sujet. » Sur cet aspect idéologique, assurément, le programme de l'Union nationale avait mieux su saisir le sentiment populaire que les libéraux.

Les libéraux et leurs chefs : en attendant Lapalme...

L'histoire du Parti libéral des années 1952-1953 en est une d'absence. L'absence, déplorée par les libéraux, raillée par les unionistes, du chef du parti, Georges-Émile Lapalme. Passé d'Ottawa à Québec en 1950, il a subi l'humiliation de la défaite aux mains d'Antonio Barrette, ministre du Travail, aux élections. Cela fait donc deux ans qu'il attend d'entrer en Chambre lorsque la présente session s'ouvre, le 12 novembre. Or, Duplessis ne manifestant aucune velléité de déclencher des élections partielles, tout indique que Lapalme devra prendre son mal en patience et continuer, impuissant, de lire dans les journaux les insultes que le premier ministre ajoute en Chambre à l'injure de la défaite électorale.

C'est George Carlyle Marler, député de Westmount, qui assume le rôle de chef de l'opposition à l'Assemblée législative durant la session parlementaire. Celui qui avait agi comme chef intérimaire du parti libéral du Québec, après la défection d'Adélard Godbout en 1948, prend ses responsabilités avec une dignité et une droiture manifestes. Ce sont d'ailleurs ces mots qui reviennent constamment sous la plume de ceux qui l'ont côtoyé. L'ancien député René Chaloult, que tout opposait à Marler en principe, signe ainsi son portrait : « Mon amitié lui fut toujours acquise. C'était un homme droit et sincère, un vrai gentleman.¹⁸ » Même Duplessis, qui savait à ses heures se montrer beau joueur, reconnaît la valeur de son adversaire. Il en fait un bref éloge, le 15 janvier, lorsque la députation se vote une augmentation salariale (bill 33) : « Quant au chef de l'opposition, je ne suis pas davantage surpris de l'attitude qu'il prend. Nous pouvons différer d'opinions, mais tous reconnaissent sa courtoisie naturelle, une courtoisie qui n'est pas de parade, mais une courtoisie née. »

Cette politesse, cette rectitude intellectuelle, ce sens de l'honneur servent bien le chef de l'opposition dans la position intérimaire qu'est la sienne. Tout au long de la session, il essuie sans broncher les nombreuses piques lancées par son opposant au sujet tantôt de ses origines britanniques, confondues allègrement à une allégeance obligée à Ottawa dans la rhétorique duplessiste, et tantôt de l'amère défaite subie par son parti et son chef le 16 juillet précédent. Avec un flegme imperturbable, Marler maintient sa fidélité au chef de son parti, dont Duplessis fait le procès par contumace, comme en fait foi cet extrait d'une discussion sur les crédits qui, le 15 février, dévie vers la tenue d'élections partielles :

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au chef de l'opposition d'être lui-même et de cesser de se cacher derrière une feuille de palmier (Référence au nom du chef des libéraux, G.-É. Lapalme), au lieu de se placer au crochet d'un chef mort-né.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) : [...] J'invite le premier ministre à ouvrir le comté d'Outremont, il sera amusant de voir ce qui s'y produira. [...]

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition est dans une curieuse de situation. S'il exprimait les idées du député de Westmount, il serait dans l'erreur, mais ne manquerait peut-être pas de logique. Mais il doit se faire le porte-parole du chef absent, qui est à 150 milles d'ici, un chef qui a été écrasé aux dernières élections.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre ne manque jamais une occasion d'humilier mon chef. Si le premier ministre est si brave qu'il ouvre le comté d'Outremont. [...]

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons assisté à l'enterrement du chef de mon ami, un chef archibattu dans Joliette, dans Montcalm et dans l'Assomption, d'un chef qui a eu peur d'une élection par acclamation, qui n'a pas eu le courage de se présenter alors que nous lui offrons un siège et il veut le voir encore écrasé le plus vite possible. On dirait que le chef de l'opposition s'ingénie à vouloir l'enterrement définitif de son chef mort-né. Il sait qu'il a été battu, écrasé, que ses principaux lieutenants ont été défaits et il n'est pas encore satisfait. Nous allons lui faire ce plaisir avant longtemps.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Il n'est pas mort!

Une voix à droite: Mais il n'est pas fort!

En plus de l'absence de son chef en Chambre, le Parti libéral doit composer avec quelques difficultés financières. À l'automne, des députés libéraux défaits veulent contester certains résultats des élections générales de juillet 1952, mais le parti n'a pas le premier sou nécessaire aux coûteuses entreprises judiciaires que cela nécessiterait¹⁹.

Au manque de ressources matérielles s'ajoutent aussi les défaillances des appuis traditionnels fédéraux. Les félicitations adressées, en 1951, par le premier ministre canadien Louis Saint-Laurent à Duplessis concernant sa politique de développement économique dans l'Ungava – vertement critiquée par les libéraux provinciaux dans la seconde moitié des années 1940 – sont encore ressenties comme une trahison par les membres du Parti libéral du Québec.

Grevé par ces problèmes, le Parti libéral offre l'image d'une organisation en transition en cette année 1952. À l'ouverture de la session, une certaine consternation règne sur les bancs de l'opposition, ce que Duplessis constate avec une satisfaction à peine dissimulée²⁰. Seuls les plus énergiques – et souvent les plus jeunes – députés libéraux s'agitent encore contre les nombreux projets de loi dont les inondent les ministériels. Si la position idéologique de leur parti est plus difficile à cerner, condamnée qu'elle est à s'inscrire en faux contre les politiques gouvernementales, il est néanmoins possible d'en tracer les grands traits.

Par le vote qu'ils accordent à la création d'une commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels, les libéraux font montre d'une sensibilité renouvelée sur la question de l'autonomie provinciale. À en juger aussi par la réaction épidermique de certains députés oppositionnels lors des débats sur les affaires urbaines, il est tentant d'opposer à l'« agriculturisme » des unionistes un attachement certain aux phénomènes urbains et à la classe ouvrière. Si le parti de l'Union nationale est essentiellement un parti rural, les libéraux, eux, tirent principalement leur capital politique des villes.

À l'agriculture et à la colonisation, les libéraux de Georges-Émile Lapalme préfèrent ce que leur programme électoral de 1952 résumait par le concept de « justice sociale ». Concrètement, cette tendance rapproche le parti des préoccupations des syndicats ouvriers : logements décents, éducation de qualité et abordable, soins médicaux accessibles, etc.

À l'étalement géographique privilégié par les unionistes, Lapalme, comme il le dira dans ses mémoires, préférerait définitivement l'élévation culturelle : « L'éducation était tout près; les terres étaient au loin. On restait avec une éducation fermée et on ouvrait les terres. Aucun peuple

n'a fait autant pour la "civilisation de la chrétienté" parmi les bouleaux, les pins gris et le minéral de fer.²¹ »

Le discours du trône

Le 12 novembre, le représentant de la reine au Québec, Gaspard Fauteux, établit le programme législatif de la session. Celui-ci reflète le conservatisme économique de l'Union nationale, conservatisme que le lieutenant-gouverneur rappelle d'emblée : « [A] notre avis, le paternalisme d'État est un sérieux obstacle à la prospérité durable de notre province et constitue un danger pour le régime démocratique. »

Comme cela est devenu la tradition depuis le retour des unionistes au pouvoir en 1944, l'agriculture figure au premier rang des priorités du gouvernement duplessiste en cette première session de la 24^e Législature. Pour développer ce secteur, le gouvernement promet de nouveaux subsides finançant l'électrification rurale, le drainage des fermes et la mécanisation agricole. Intimement « liée à l'agriculture », la colonisation se voit aussi promettre sa juste part d'attention. La voirie, enfin, complète ce triptyque traditionnel du gouvernement Duplessis. Le discours du trône annonce la poursuite du développement du réseau routier, afin notamment d'en étendre les ramifications aux régions minières et forestières, dont l'Union nationale promet d'« assurer la mise en valeur et la complète utilisation ».

Dans le but de former une main-d'œuvre capable de participer à l'exploitation des ressources naturelles, le gouvernement envisage également de continuer d'octroyer des « subsides remarquablement généreux consacrés au succès de l'éducation, à tous ses paliers, et en particulier au succès de l'enseignement spécialisé ».

Sur le plan de la santé publique, le gouvernement entend bien préserver la forme physique des citoyens, mais prévient qu'un corps sain doit nécessairement abriter un esprit sain. C'est pourquoi toute politique de santé doit aussi obligatoirement porter sur les problèmes moraux qui affligent la société québécoise. « Il est certain que la santé de l'âme et de l'esprit est d'importance vitale et mon gouvernement entend la protéger efficacement. Il maintiendra sa lutte énergique et sans compromis contre la propagande subversive et d'inspiration athée. »

L'adresse en réponse au discours du trône, qui peut parfois s'étendre sur plusieurs semaines, ne dure que trois jours. L'opposition passe au crible le déficit démocratique du processus électoral tel qu'il s'est transformé depuis l'avènement de Duplessis au pouvoir; les investissements en agriculture qui, selon Marler, ne se rendent pas dans les poches des cultivateurs et qui, depuis quelques années déjà, désertent les campagnes dans l'espoir de jours meilleurs en ville²²; et la détérioration de la condition salariale des ouvriers, désavantagés par le favoritisme du gouvernement à l'endroit du patronat. À ces doléances, Duplessis réplique en brossant un portrait idéalisé des mandats successifs obtenus par son gouvernement. Il rappelle les succès obtenus contre la tuberculose, la diphtérie et la coqueluche. Noircissant le passé des gouvernements antérieurs, le premier ministre fait l'éloge de ses accomplissements en matière d'éducation notamment.

L'appui que l'électorat lui a accordé à répétition signifie pour Duplessis que la population reconnaît ses efforts salvateurs pour contrer la « tyrannie » de la centralisation, ce vice effroyable dans lequel les libéraux voudraient, dit-il, abîmer le Québec.

Le 19 novembre, un quiproquo provoque la fin abrupte de l'adresse au discours du trône. En principe, le discours de Joseph-Antoine Marquis, député libéral de Québec-Est, aurait dû être suivi de nombreuses autres interventions. Or, personne ne se levant pour prendre la relève du côté oppositionnel, le président Taché demande si la motion terminant l'adresse est adoptée, ce à quoi les ministériels s'empressent de répondre « adopté », fermant ainsi cette portion de la session. Les députés de l'opposition se trouvent aussitôt privés du loisir de critiquer le gouvernement sur tout ce qui leur semble digne d'intérêt²³.

Les finances publiques

Le 5 février 1953, le ministre des Finances, Onésime Gagnon, présente pour la neuvième année de suite son budget devant l'Assemblée législative. Après avoir souhaité lui aussi à la jeune reine d'Angleterre un règne aussi long et bénéfique au Canada que fut celui de son ancêtre Victoria, Gagnon entame la lecture de son budget, non sans avoir au préalable vanté les mérites de l'administration unioniste à grand renfort de citations tirées de journaux étrangers.

Fièrement, il annonce d'abord les surplus provisoires²⁴ accumulés pour l'année 1952-1953, qui s'élèveront à 42 239 300 \$ après avoir soustrait des 280 766 300 \$ de revenus ordinaires des dépenses de 238 527 000 \$.

Pour l'année en cours, le budget prévoit des revenus ordinaires de 288 494 900\$ et des dépenses de 237 999 800 \$. Additionnée aux dépenses allouées aux immobilisations, la somme des dépenses totales s'élève à 286 904 800 \$. La Voirie, qui accapare un cinquième (19,4 %) du budget prévisionnel total pour l'année 1953-1954, représente une fois de plus la principale dépense du gouvernement de l'Union nationale. Cependant, ses 55 725 000 \$ constituent une diminution marquée de plus de 32 000 000 \$ par rapport au budget précédent qui, rappelons-le, était suivi d'élections générales. Outre cette baisse aussi radicale que prévisible, aucun ministère ne subit de coupures importantes. La Santé suit de près dans la hiérarchie financière du gouvernement, puisque 15,7 % des revenus lui sont alloués. Viennent ensuite l'Instruction publique (11 %), le Bien-être et la Jeunesse (10,4 %), les Travaux publics (6,2 %) et l'Agriculture (6,1 %).

Le 10 février, le chef de l'opposition Marler, fêru d'arithmétique selon le souvenir qu'en a gardé Chaloult²⁵, rend son verdict. À l'évidence, celui-ci ne s'accorde pas à la complaisance dont a fait montre Gagnon au sujet de son gouvernement lors de sa présentation du budget. Selon les calculs de Marler, la province ne jouirait pas d'un surplus, mais traînerait plutôt un déficit. En effet, si l'on additionne toutes les dépenses, incluant les immobilisations et le service de la dette, on obtient un total de 319 672 000 \$ qui, soustrait aux 288 766 300 \$ de revenus annoncés, donne un déficit de 38 905 700 \$. Accusant le gouvernement d'avoir cherché à farder ce déficit par une grossière manipulation comptable, Marler donne le ton aux critiques que l'opposition formulera à l'encontre du budget durant les 10 séances que durera l'étude détaillée des crédits.

Faits marquants de la session

Des 181 bills présentés à l'Assemblée durant la session, 169 reçoivent la sanction royale du lieutenant-gouverneur. Cette session est aussi longue (65 séances en 50 jours) que dense. Le journal *Le Droit* en trace le bilan : « Le programme législatif [...] était l'un des plus chargés depuis plusieurs années. [...] Elle fut aussi l'une au cours desquelles des [sic] débats les plus bruyants et orageux ont été soulevés depuis les élections de 1948²⁶. »

Cette session donne lieu à de nombreux débats animés et à de grands coups d'éclat de la part de certains députés de l'opposition. Par leurs virulentes sorties, les députés Émilien Lafrance et Arthur Dupré, en particulier, témoignent d'une frustration persistante dans le camp libéral face à l'orgueilleux autoritarisme que Duplessis déploie en Chambre.

Par deux fois, Lafrance, que l'historien Rumilly décrit comme « un homme tout d'une pièce, outrancier jusque dans le bien, un fanatique de la tempérance », est expulsé du Salon vert pour ses propos antiparlementaires, voire incendiaires (28 janvier et 25 février). Ce Lacordaire²⁷ catholique ne peut tolérer les débordements de moralité auxquels s'adonnent, selon lui, certains membres de l'Union nationale. Son excès de zèle lui vaudra une seconde expulsion le 25 février.

Dupré, député de Verchères, provoque lui aussi un esclandre le 25 février, la veille de la prorogation de la session. Accusant les unionistes de garnir leur caisse électorale en distribuant les contrats de manière discrétionnaire, Dupré finit par sortir de son propre chef après avoir été rappelé à l'ordre par une intervention spéciale de l'Orateur en comité de résolution. Lorsqu'il ferme la porte derrière lui, il entend encore les chants de quelques collègues qui ont entonné *La Marseillaise*: « Liberté, liberté chérie! »

Déficit démocratique?

La question du processus électoral fait vibrer une corde sensible dans le camp libéral. Goûtant encore l'amertume de leur défaite aux élections générales du 16 juillet, les députés de l'opposition, privés de leur chef, Georges-Émile Lapalme, affichent une ardeur marquée lors des débats touchant à la question électorale. Déjà lors de l'adresse en réponse au discours du trône, Marler dénonce l'inégalité des moyens financiers mis à la disposition des deux partis lors du dernier scrutin : « Le peuple québécois n'a jamais vu un parti politique dépenser autant d'argent pour sa propagande que l'Union nationale au cours des mois de juin et juillet 1952. L'Union nationale inonde les électeurs dans les journaux, à la radio et sous forme de pancartes et d'imprimés divers. » (18 novembre) La sensibilité affleurante de la minorité libérale en Chambre sera mise à rude épreuve par la proposition de deux bills en rapport avec la question électorale, au cours de la session.

Le 20 janvier 1953, au terme d'un « violent débat²⁸ », le projet de loi 31 modifiant la loi sur les élections contestées est adopté en troisième lecture. Ce projet vise à transférer à la Cour de magistrat la juridiction exercée jusque-là par la Cour supérieure. En manière de justification à son projet, Duplessis affirme vouloir décharger la Cour supérieure, dont les travaux sont encombrés par de trop nombreuses responsabilités, et affirmer l'autonomie de la province en confiant le règlement de ses affaires à une institution québécoise. Immédiatement, cette modification soulève la méfiance des députés de l'opposition, qui voient en elle un moyen de plus, pour le gouvernement, de s'assurer le contrôle sur les résultats électoraux. Après de « vives passes d'armes entre les ministériels et les oppositionnistes²⁹ », Marler résume avec prudence l'argumentaire des siens. D'abord, le règlement de contestations d'élections est une charge trop lourde pour la Cour de magistrat, qui doit s'occuper de petites affaires. Au surplus, ce projet de loi met en danger l'impartialité des juges en situation de contestation, puisque les magistrats sont nommés et partiellement rémunérés par le gouvernement. Enfin, ce projet est inutile puisque les contestations de résultats électoraux sont rares; elles ne surtaxent donc pas la Cour supérieure. En définitive, une telle loi ne pourrait profiter qu'à une entité : le parti de l'Union nationale qui, par les lois qu'il propose depuis qu'il est au pouvoir, « ne fait que consacrer des méthodes électorales que nous [les libéraux] ne pouvons pas et n'allons pas condamner ni accepter. » En dépit de ces vaines protestations, le bill est adopté à 56 contre 18.

Ce n'était cependant que partie remise, puisque une semaine plus tard, le 27 janvier, survient l'un des débats les plus longs et acrimonieux de la session au sujet du bill 34. Ce bill projette notamment de ne plus maintenir qu'un seul recenseur électoral³⁰ dans les scrutins urbains, à l'instar de la procédure en vigueur dans les campagnes. Par cette mesure, le gouvernement désire aussi porter à 53 jours la période qui sépare la dissolution des Chambres de la date de l'élection. En outre, l'Union nationale propose de tenir la nomination et la votation aux mêmes jours dans toute la province, imposant un écart de 14 jours entre les deux opérations.

Ce projet de loi, dont Lapalme se souviendra comme ayant conféré « la mainmise entière du gouvernement sur l'ensemble du mécanisme électoral³¹ », soulève l'ire des libéraux. Lors du débat, le député Lionel Ross, de Montréal-Verdun, le décrit rageusement comme « le plus mauvais de tous ceux que le premier ministre nous a présentés jusqu'à maintenant dans cette Chambre. C'est un sabotage général de la loi électorale pour rendre impossible le renversement du régime et permettre au gouvernement de se maintenir indéfiniment au pouvoir ». Les critiques de l'opposition gravitent autour de la crainte que les énumérateurs, même nommés par le président des élections, ne soient plus que des créatures du parti au pouvoir, alors qu'auparavant la coutume plaçait les deux partis sur « un pied d'égalité » en installant un vérificateur de chaque parti dans les circonscriptions urbaines. Le 28 janvier, la tension culmine avec l'expulsion, à la demande de Duplessis, d'Émilien Lafrance, député de Richmond, pour ne pas avoir respecté l'interdiction de parler que lui avait imposée l'Orateur après qu'il eut tenu des propos trop violents.

Grève à Louiseville

Un autre épisode tumultueux de cette session survient le 14 janvier lors du débat sur la grève à Louiseville. À l'ouverture de cette séance, il y a déjà 10 mois que les 800 travailleurs de l'Associated Textile sont entrés en grève.

Mécontents de leurs conditions salariales, ceux-ci étaient en renégociation de convention collective depuis 11 mois avant que la grève soit décrétée. La compagnie, une filiale américaine, offrait 8,5 cents d'augmentation, alors que le syndicat en demandait 25³². Déçue par le jugement du tribunal d'arbitrage, qui ne lui accorde aucun gain sur les points de litige, allant même jusqu'à amoindrir l'offre de rétroactivité faite par l'Associated Textile, la partie syndicale menace d'entrer en grève si la compagnie ne manifeste aucune ouverture. Grâce aux efforts déployés par le ministre du Travail, Antonio Barrette, les travailleurs acceptent l'augmentation de 12 cents suggérée en échange d'un contrat de travail de deux ans. Seulement, l'Associated Textile revient ensuite sur son offre initiale. Avant de signer l'entente, elle exige le retrait de quatre clauses majeures, qui avait pour effet, à toutes fins pratiques, de réduire le syndicat au silence³³. Devant ces modifications aussi soudaines qu'inacceptables, les employés décrètent la grève.

À son commencement, celle-ci est légale et s'attire la sympathie du public. Seulement, des événements violents viennent troubler l'ordre lorsque l'Associated Textile embauche des briseurs de grève et fait appel à la police provinciale. C'est à ce moment que la question de ce conflit fait une première incursion dans les débats de l'Assemblée.

Le 11 décembre 1952, au lendemain de l'explosion provoquée par les travailleurs de Louiseville dans un autobus – explosion qui a entraîné une violente échauffourée ponctuée de coups de feu et la lecture de l'acte d'émeute –, le chef de l'opposition intervient dans le « Salon de la race » sur une question de privilège pour demander au gouvernement « s'il ne ferait pas part de ses intentions pour mettre fin à cette grève commencée il y a neuf mois ». Par une réponse dilatoire, Duplessis parvient à faire avorter le débat. Celui-ci refait toutefois surface le 14 janvier 1953.

Comme l'atteste Arthur Langlois, de *La Presse*, « le débat a été très violent par moments ». Constamment interrompue par des points d'ordre au sujet d'aspects du débat qui sont sous le regard des tribunaux, cette discussion offre néanmoins au député Émilien Lafrance l'occasion de se distinguer. Celui-ci fait alors une apologie des grévistes sentie et inspirée, qui le démarque de ses pairs.

En laissant la police provinciale réprimer violemment une grève légale, le gouvernement, affirme Lafrance, « a prostitué son autorité ». Compte tenu des abus de la compagnie, qui a profité de la faveur des tribunaux arbitraux et d'une intervention timide du gouvernement pour tenter de mettre à bas le syndicat, la grève était légitime. Le devoir moral de tout gouvernement « qui se dit chrétien » est « de protéger le faible, le petit peuple sans défense contre les puissants ». En prenant fait et cause pour l'Associated Textile, une « compagnie étrangère qui abuse de sa puissance », l'Union nationale en cette affaire a « trahi sa mission de gardien du bien commun et de protecteur des droits du faible, du peuple de chez nous ».

À cet appel à la charité chrétienne, le gouvernement répond par une lecture fort différente des événements. Selon les ministériels, la grève a été rendue illégale par les agissements des grévistes qui ont cadenassé l'usine, empêchant les directeurs d'y entrer. Toujours aussi prompt à agiter le spectre du communisme, Duplessis rappelle que le « droit de grève ne doit pas dégénérer en un droit au sabotage, à l'anarchie et au crime » comme cela a été le cas à Louiseville. Sous l'impulsion de chefs syndicaux venus de l'extérieur qui, « consciemment ou inconsciemment [...] suivent le programme édicté par [les leaders communistes notoires] Tim Buck et Fred Rose », les actes criminels des travailleurs de l'Associated Textile ont rendu l'intervention policière nécessaire. Le premier ministre dénonce aussi l'utilisation politique que font les libéraux de cette grève, s'affichant comme les fiers défenseurs de la classe ouvrière. Au terme de six heures de débats, Duplessis termine cette séance en rappelant les lourdes responsabilités qui incombent au « père de la nation » :

Je regrette tout ce débat. Nous étions obligés de le faire, pour ne pas laisser s'accréditer certaines déclarations, pour sonner le coup de clairon, signaler le danger, rétablir certains faits et rallier les bonnes volontés. Personnellement, je ne sais pas encore combien la Providence me réserve de temps sur cette terre. Le jour où le Juge Suprême me rappellera à lui, je n'ai pas d'enfant et je ne laisserai personne en arrière dont je serai inquiet. (Le premier ministre regarde toute la Chambre³⁴.)

Je me bats et je me tiens debout pour vos enfants et vos petits-enfants. Il serait plus facile pour moi de laisser aller le bateau à la dérive. Si je voulais être égoïste,

je laisserais l'anarchie s'infiltrer petit à petit pour s'établir définitivement sur les ruines de nos traditions, sur les ruines de l'Église. Mais j'ai un devoir à remplir et je le remplirai. Je ferai mon devoir, tout mon devoir. (14 janvier)

Margarine et taudis

La sensibilité de la question ouvrière agite quelque peu les députés lors de débats sur les bills 19 et 4, qui se tiennent respectivement les 25 et 27 novembre. Le bill 19 modifiant la loi sur l'industrie laitière fait ressurgir l'épineuse question de la légalité de la margarine au sujet de laquelle les libéraux avaient déjà campé leur position, en 1949, en votant en bloc contre la loi qui en interdisait la production et la vente au Québec. Ils étaient alors huit députés et comme le souligne Pierre Laporte, ils « sont maintenant 22, mais n'ont pas changé d'opinion³⁵ ».

Ce bill vise à raffermir le bannissement des succédanés du beurre au Québec en autorisant la saisie de toute marchandise illégale. Cette loi rendrait donc criminelles non plus uniquement la production et la vente, mais elle criminaliserait aussi la possession et l'usage de la margarine ou de tout autre produit de remplacement du beurre.

L'opposition juge cette mesure inefficace puisque la margarine continue de se vendre en contrebande, peu importe la loi³⁶. Elle est aussi outrancière puisqu'elle ne définit pas clairement ce qu'est la margarine ou un succédané du beurre. Elle est enfin « immorale », comme le clame Jean-Paul Noël, député de Montréal-Jeanne-Mance, parce qu'elle encourage la délation des contrevenants et qu'elle mine le pouvoir d'achat des ouvriers qui souvent ne peuvent se permettre l'achat du beurre. Une fois de plus, le Parti libéral se fait la voix de la classe ouvrière. « L'ouvrier veut de la margarine », affirme, le 25 novembre, le député Dupré, de Verchères, un comté pourtant rural à l'époque.

Plutôt que le bannissement pur et dur, les députés de la gauche suggèrent l'étiquetage de la composition des succédanés du beurre, afin d'en permettre la vente libre et l'achat informé.

Le clivage sociographique qui sépare la gauche de la droite dans le Salon vert réapparaît deux jours plus tard, le 27 novembre, lorsqu'il est question du bill 4 sur l'amélioration des conditions d'habitation. Ce problème est, de l'avis du député Lafrance, le problème numéro un du Québec. La pénurie de logements constitue un problème chronique au Québec depuis la fin du XIX^e siècle et la question des taudis revient chaque année à l'Assemblée depuis que le phénomène s'est exacerbé durant la crise économique des années 1930³⁷. En guise de panacée, le gouvernement propose une aide de 40 000 000 \$ à la construction de nouveaux logements pour les ouvriers. Les libéraux suggèrent plutôt l'adoption d'un crédit urbain à l'image du crédit agricole. Encore une fois, le débat dérive sur la priorité relative accordée par le gouvernement à l'électorat rural et urbain. Par-delà les différends entre les partis sur les modalités d'action préférables, ce débat sur la propriété ouvre une porte sur l'esprit matérialiste des années 1950, qui faisait de la propriété foncière une nécessité et de la promiscuité des taudis, un cloaque de vice physique, hygiénique et moral.

La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels

L'invasion du gouvernement fédéral dans les juridictions provinciales est un sujet récurrent dans les discussions parlementaires. En 1952-1953, ce sujet entre dans le programme législatif par la porte des universités. Depuis le dépôt, le 1^{er} juin 1951, du rapport de la commission Massey-Lévesque recommandant la création d'un conseil canadien des arts et le versement d'une aide fédérale aux universités, le chef de l'Union nationale doit faire face aux pressions des recteurs et des principaux des universités québécoises. Ceux-ci désirent l'intervention du fédéral afin de remettre sur pied leurs budgets déficitaires. Quand le gouvernement d'Ottawa offre une aide de 7 000 000 \$ aux universités québécoises, le gouvernement de l'Union nationale doit réagir.

La question a d'abord été soulevée par un mémoire présenté en Chambre, le 21 novembre 1952, par les représentants de la chambre de commerce et de l'Union des municipalités. Par ce mémoire, la chambre de commerce du district de Montréal « prie le gouvernement de la province de Québec de prendre toutes les responsabilités et d'apporter lui-même, dès le début de la session

d'automne, une solution au problème financier des universités de la province³⁸ ». Sans intervenir directement pour régler le litige, Duplessis propose d'instituer une commission d'enquête chargée de formuler des recommandations. C'est à cette fin que le 21 janvier, le bill 37 est lu une deuxième fois.

D'entrée de jeu, Duplessis situe avec soin ce débat au-dessus des considérations partisans. Il en va, dit-il, de la vie ou de la mort des provinces. Chaque année, elles voient leur autonomie atrophiée au profit du gouvernement central par les ententes bilatérales qu'il signe avec les provinces. Par ces contrats, les provinces confient à Ottawa, pour une durée renouvelable de cinq ans, leurs pouvoirs d'imposition des corporations, des particuliers et de taxation sur les successions, en échange d'une compensation monétaire plus avantageuse que les revenus prêtés au gouvernement central. En 1942, Adélard Godbout avait délégué au fédéral le pouvoir de taxation provincial sur les successions par une simple lettre, reprochent ainsi les unionistes. Or, la Constitution étant « un pacte d'honneur [...] non seulement entre les quatre provinces pionnières, mais surtout entre les deux grandes races », il importe de comprendre que l'abandon progressif des pouvoirs administratifs de la province de Québec signifierait la fin du « berceau de la race d'expression française et catholique » en Amérique. Il faut donc clarifier la délimitation des pouvoirs, afin de préserver l'autonomie des provinces en perdition. Tel est le mandat de la commission que le premier ministre désire instituer.

À ces arguments nationalistes, Marler oppose une lecture plus froide de la réalité fiscale canadienne : le gouvernement fédéral et le palier provincial détiennent tous deux des pouvoirs conjoints de taxation sur les revenus des corporations et sur les successions qui impliquent des sommes trop vastes pour que jamais un gouvernement ou l'autre n'envisage de s'en départir. Il ne suffit donc pas de plaider pour une clarification des règles constitutionnelles, mais il faut davantage proposer des méthodes de règlement de ce conflit susceptibles de plaire aux deux parties. Or, Duplessis ne propose rien. Plutôt qu'une commission d'enquête, le gouvernement québécois devrait demander la tenue d'une conférence interprovinciale et formuler des contre-propositions concrètes en faveur de l'autonomie provinciale :

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) : [...] Quelles devraient être ces contre-propositions? À mon avis, l'essentiel de ces contre-propositions devrait être :

1. Faire participer la province, dans une plus grande mesure, aux grandes sources gouvernementales de revenus;
 2. Le droit exclusif pour Québec de percevoir les droits sur les successions;
 3. La conservation des pouvoirs de taxation de la province pour lui permettre d'exercer pleinement sa juridiction exclusive, en ce qui touche notamment l'éducation, les problèmes sociaux et l'utilisation de ses ressources naturelles.
- Jusqu'ici, les provinces n'ont jamais eu d'action concertée. Une conférence interprovinciale permettrait peut-être encore aux provinces non seulement de discuter, mais d'arriver à l'unanimité sur au moins quelques-unes des questions. [...]

Le lendemain, 22 janvier, le débat sur le bill 37 reprend l'examen détaillé des articles de la loi. Interrogé par le député libéral René Hamel sur les limites de sa tolérance en matière constitutionnelle, Duplessis fait cette réponse :

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) : [...] Lors d'une Conférence intergouvernementale à Ottawa, l'honorable M. Smith, jeune procureur général du Manitoba, [...] a déclaré que le Québec était un obstacle au progrès du pays et a fait remarquer que, si des attitudes comme celle-là créent des empêchements au progrès du pays, il est temps qu'il y ait une révolution. Je suis sûr que ce jeune procureur général n'exprimait pas l'opinion de son premier ministre et de son gouvernement.

J'ai répondu que, si on considérait la province de Québec comme un obstacle au progrès dans la Confédération, nous étions prêts à nous retirer.

Réglementer la conduite

En cette décennie 1950 où l'achat d'automobiles connaissait une hausse fulgurante³⁹, l'Assemblée législative s'est penchée sur certains problèmes engendrés par l'afflux croissant d'automobilistes sur les routes québécoises. Les 9 et 10 décembre, les députés étudient le bill 9 modifiant la loi sur les automobiles.

Les libéraux déplorent d'emblée le manque de policiers sur les routes qui favorise l'abus d'alcool au volant contraire à la législation, ce qui augmente le nombre d'accidents de façon marquée par rapport aux autres provinces. Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, Paul Earl, déclare : « Dans les petits villages de la province, l'alcool est servi à toute personne âgée de 14 ans et plus. Les autorités ne font pas appliquer assez strictement le code de la route. [...] Dans la province, nous avons 41,329 milles de routes. Il n'y a que 400 policiers pour surveiller le réseau routier, pour patrouiller 27,148 milles de routes, en ne tenant compte que des routes de première classe et de deuxième classe. » (9 décembre) Pour contrer le phénomène d'alcool au volant, il suggère la publicisation d'un slogan qui fera école : « Si vous conduisez, ne buvez pas; si vous buvez, ne conduisez pas. »

Sur un ton collaboratif, l'opposition propose d'opérer une surveillance accrue des conducteurs à risque : les jeunes de 18-24 ans et les récidivistes. (9 décembre) Le 10, à la reprise du débat, Marler demande, entre autres choses, des éclaircissements quant aux examens que cette loi vise à rendre obligatoires pour obtenir un permis de conducteur, ce à quoi Duplessis répond :

Ces examens tendront à déterminer si les candidats ont les aptitudes physiques nécessaires pour prendre place au volant d'une voiture et s'ils ont les qualités intellectuelles et morales requises. Nous sommes très larges. Il s'agit de déterminer si le candidat n'a pas d'infirmité, si sa vue est bonne, s'il connaît l'essentiel de la loi. Il ne s'agit pas d'exiger de tout conducteur qu'il soit un génie, mais qu'il ait un sens certain des responsabilités et une connaissance suffisante du Code de la route.

De choses et d'autres...

L'importance de la question automobile est telle qu'elle nécessite la création d'un ministère qui lui soit voué. Le 27 novembre 1952 est ainsi créé le ministère des Transports et des Communications, par la sanction du lieutenant-gouverneur apposée sur le bill 8. Ce ministère, déclare Duplessis le 25 novembre, au moment de soumettre le projet en deuxième lecture, « s'occupera des règlements de la circulation, de la grosseur, de la pesanteur et de la largeur des camions et remorques, etc. En résumé, le problème est devenu si important qu'il importe de créer ce nouveau département. » Le premier titulaire de ce ministère sera Antoine Rivard, nommé le 30 juin 1954.

En une période de larges flux migratoires telle que le furent les années d'après-guerre, les États ont parfois tendance à adopter des mesures protégeant les privilèges de leurs citoyens. C'est le cas du bill 225 proposé le 18 décembre et sanctionné le 30 janvier. Cette loi oblige les architectes à détenir la citoyenneté canadienne pour pouvoir pratiquer au Québec. Duplessis la promulgue afin « que les professions soient réservées d'abord aux gens de la province de Québec ». (18 décembre)

Une idole populaire, Maurice Richard, se taille bien malgré lui une place dans les débats de l'Assemblée, en décembre 1952, alors qu'il fait l'objet de critiques de la part des députés. Sous son nom, qu'il a prêté au journal montréalais *Samedi-dimanche*, ont été publiés des propos jugés blessants à l'endroit des gens de Québec, que l'article accuse de manquer d'esprit sportif. Le député de Saint-Sauveur, Francis Boudreau, regrette que le nom de ce « fameux athlète » soit associé à « des basses injures, des mensonges flagrants et des épithètes qu'un homme respectable se garde de prononcer » (9 décembre). Prenant bien soin de préciser que Maurice Richard lui-même n'a pas émis ces jugements de valeur, mais que son nom est emprunté par un prête-nom du journal, le député Boudreau obtient de la Chambre qu'elle adopte sa motion et exige une rétractation officielle du journal.

Faits divers, faits cocasses

Des députés qui parient en Chambre!

Avant les récentes élections générales, les chefs avaient parié sur leurs majorités respectives. Le 18 novembre, au commencement de la session, le chef de l'opposition rappelle à son opposant le premier ministre que les bons comptes font les bons amis. Pour une rare fois dans la session, Duplessis se rend aux arguments de son vis-à-vis.

Il [M. Marler] rappelle au premier ministre, avec humour, qu'à la fin de la dernière session, il avait parié avec le premier ministre que sa majorité serait plus considérable que la sienne, aux prochaines élections. Si je me rappelle bien les faits, dit-il, on avait mentionné la somme de \$1 de ce côté-ci de la Chambre, et la somme plus considérable de \$100 du côté ministériel. Eh bien! Les élections sont passées et si ma majorité a baissé de 9,879 à 9,179, celle du premier ministre, chose étrange, a baissé de 12,261 à 5, 135, soit une diminution de 7,126 votes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pardon, ma majorité fut exactement de 5,460 voix.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne me chicanerai pas. À part les sommes en jeu, je suis prêt à sacrifier 300 votes. J'espère que le premier ministre n'attendra pas la publication, en 1954 ou 1955, du rapport officiel sur les élections générales de juillet 1952 pour donner suite à la discussion à laquelle je fais allusion et à ses engagements. J'espère que je ne serai pas obligé d'attendre à 1953 ou 1954 pour toucher le produit de mon pari.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Page! Il (l'honorable M. Duplessis) tire a de sa poche un billet de banque de \$1 et l'envoie porter par un page à M. Marler, au grand amusement de la Chambre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): (Sous les applaudissements de la députation) Je remercie le premier ministre de s'être acquitté de ses obligations envers moi. Mais cela ne m'empêchera pas de revenir de temps à autre sur le sujet au cours de la session.

Des vœux de Noël spirituels?

Les souhaits de Noël et de nouvelle année donnent lieu à un échange particulièrement croustillant entre les deux chefs respectifs, Marler et Duplessis. Encore une fois, Duplessis fait preuve de vivacité d'esprit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons suspendre la session.
(Le premier ministre sourit.)

J'espère que le congé des fêtes va être assez long pour permettre au chef de l'opposition (M. Marler) et au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) d'aller se confesser.

M. Ledoux (Shefford): Est-ce que le premier ministre nous promet aussi qu'il ira se confesser?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement! Dans cette question-là, il n'y a jamais de grève⁴⁰.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si le premier ministre va se confesser, j'ai bien peur qu'il ne soit pas de retour pour le 13 janvier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si j'explique au confesseur l'obligation dans laquelle je me trouve d'avoir l'opposition en face de moi tous les jours, je suis sûr qu'il ne me donnera pas d'autre pénitence.

Statistique biblique

Intervention révélatrice de l'esprit judéo-chrétien consensuel de l'époque. Lors du débat sur le bill 34, l'opposition entretient de fortes réserves quant au retrait du deuxième recenseur électoral. Les députés de la gauche affirment que la présence d'un second recenseur permettait de contre-vérifier les listes électorales afin d'y déceler les fraudes du collègue. L'unique recenseur aura beau jeu, maintenant, de favoriser outrageusement le parti au pouvoir s'il lui doit allégeance. Afin de faire comprendre que tous les officiers électoraux de la province ne peuvent être tenus pour d'honnêtes fonctionnaires, le député Hamel y va d'une statistique biblique de son cru.

M. Hamel (Saint-Maurice): Parmi les 12 apôtres, il y a eu Judas. C'est le douzième et, si on applique le même pourcentage aux 40,990 officiers d'élection qui ont dirigé la consultation populaire de 1952, on arrive à un chiffre possible de plus de 3,000 personnes qui pourraient ne pas remplir leur devoir, en dépit de leur serment d'office. Il y aurait plus d'impartialité avec deux énumérateurs qu'avec un seul nommé par le président des élections, lequel est ordinairement un ami du gouvernement. La loi est très dangereuse.

Jules Racine

Critique des sources

Les membres de la Tribune de la presse en 1952-1953

Vice-président l'année précédente, Dostaler O'Leary, de *La Patrie*, est élu président de la Tribune de la presse en 1952. Il succède à Pierre Laporte, du *Devoir*. Henri Dutil, chroniqueur du *Soleil*, agit quant à lui à titre de secrétaire, alors que le représentant de la *British United Press*, Marc-Edmond Thivierge, est élu vice-président. Outre ces responsables, les autres membres connus de la Tribune sont : Guy Beaudry, du journal *The Montreal Daily Star*; Maurice Bernier, du *Montréal-Matin*; Calixte Dumas, de *L'Action catholique*; Arthur-W. Langlais, de *La Presse*; Pierre Laporte, du *Devoir*; Jacques Monnier, de *L'Événement-Journal*; Charles-Eugène Pelletier, du *Droit*, et Abel Vineberg, de la *Gazette*.

Pour reconstituer les débats de cette session, on a pu recourir à l'un des hebdomadaires régionaux suivants : *Joliette-Journal*, *L'Avenir du Nord*, *L'Éclaireur*, *La Bonne Parole*, *La Chronique de Magog*, *La Feuille d'Érable*, *La Frontière*, *La Gazette de Maniwaki-Gatineau*, *La Gazette des Campagnes*, *La Revue de Granby/La Nouvelle Revue*, *La Parole*, *La Rive-Sud*, *La Terre de Chez Nous*, *La Tribune*, *La Tribune de Lévis*, *La Victoire de Deux-Montagnes*, *La Voix de Gaspé*, *La Voix de l'Est*, *La Voix de Matane*, *La Voix de Shawinigan*, *La Voix des Bois-Francs*, *La Voix des Mille-Isles*, *La Voix du Peuple*, *L'Action populaire*, *L'Autorité*, *L'Avant-poste gaspésien*, *Le Berthelais*, *Le Bien Public*, *Le Bulletin des Agriculteurs*, *Le Canada Français*, *Le Canadien de Thetford*, *Le Clairon de Saint-Hyacinthe*, *Le Courrier de Bellechasse*, *Le Courrier de Berthierville*, *Le Courrier de Laviolette*, *Le Courrier de Montmagny*, *Le Courrier de Papineau*, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, *Le Dorchester*, *Le Droit*, *Le Front Ouvrier*, *Le Guide*, *Le Journal de Waterloo*, *Le Messenger de Verdun*, *Le Monde Ouvrier*, *Le Nicolétain*, *Le Petit Journal*, *Le Peuple*, *Le Progrès de Coaticook*, *Le Progrès de L'Islet*, *Le Progrès de Valleyfield*, *Le Progrès du Golfe*, *Le Progrès du Richelieu*, *Le Progrès du Saguenay*, *Le Régional*, *Le Réveil*, *Le Saint-Laurent*, *Le Salaberry*, *L'Écho abitibien*, *L'Écho de Frontenac*, *L'Écho de Lotbinière*, *L'Écho de Louiseville*, *L'Écho de Portneuf-Presse*, *L'Écho des Laurentides*, *L'Écho du Bas-St-Laurent*, *L'Écho du Nord*, *L'Écho/L'Hebdo du Saint-Maurice*, *L'Étoile du Lac*, *L'Étoile du Nord*, *L'Homme libre*, *L'Opinion de Hull*, *L'Union des Cantons-de-l'Est*, *Sherbrooke Daily Record*, *Sherbrooke Telegram*, *The Canadian Labor Press*, *The Drummondville Spokesman*, *The Herald*, *The Lakeshore News*, *The Rouyn-Noranda Press*, *The Shawinigan Standard*, *The St.Maurice Valley Chronicle*, *The Stanstead Journal*.

Une source reconstituée

Les débats qui s'offrent ici au lecteur actuel forment, il ne faut jamais l'oublier, une source reconstruite à partir de ce que les courriéristes parlementaires ont pu entendre et retranscrire. Pour combler du mieux possible cette lacune, les historiens qui ont reconstitué les débats ont puisé à toutes les sources susceptibles de donner un compte rendu de ce qui se disait à l'Assemblée. On peut donc raisonnablement croire que le résultat qui se trouve colligé en ces pages est très largement fidèle aux propos émis par les députés. Néanmoins, il faut se garder de lire ici la retranscription intégrale et parfaite des mots échangés au Salon vert en 1952-1953. Reconstitués, les débats eux-mêmes exhibent quelques failles au fil des séances.

On remarque très souvent que les discours prononcés ont été tantôt rapportés dans leur intégralité et tantôt résumés par les journalistes. Il en est ainsi, par exemple, d'une discussion qui eut lieu durant l'étude détaillée des crédits, le 18 février, dont *L'Événement-Journal* nous dit qu'elle a duré 45 minutes⁴¹ et dont les journalistes n'ont conservé qu'une seule intervention, celle du premier ministre, le reste étant succinctement tronqué par une phrase laconique :

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il gagne aujourd'hui \$1,700.

(La discussion se poursuit ainsi pendant un certain temps.)

Souvent, cette troncature s'opère à l'intérieur même d'une intervention d'un député. Son propos est alors synthétisé et rapporté à la troisième personne du singulier, alors que d'autres extraits de son discours apparaissent dans leur intégralité, tels qu'ils ont été prononcés.

Même quand un discours semble rapporté intégralement par la presse, il se révèle parfois lacunaire à la lumière de la réponse que lui adresse le député adverse. Un exemple de ceci survient le 19 novembre, lors du débat sur les bills 2 et 3 autorisant de nouveaux crédits agricoles. Le ministre de l'Agriculture, Laurent Barré, présente son bill en s'en tenant aux questions d'argent, aux prêts. Or, en réponse au projet de loi, le député Dupré, critiqué par Duplessis pour s'être écarté du sujet, rappelle que le ministre de l'Agriculture « a parlé des moulées, de l'engrais, du transport » et que c'était « en dehors de la loi ». Seulement, nulle part dans le discours du ministre qui précède est-il fait mention de moulée, d'engrais, ou de transport, ce qui fait foi du caractère partiel des données primaires qui étaient mises à la disposition des historiens lors de la reconstitution des débats.

Il est plausible que ces lacunes soient imputables à la doctrine de l'intérêt bien compris. Après tout, les moyens limités de la presse à l'époque obligeaient la plupart des journaux à « quémander des contrats d'impression gouvernementaux⁴² ». De plus, certains journalistes entretenaient ouvertement une amitié avec des membres de la Chambre. C'était le cas d'Abel Vineberg, qu'on surnommait le « confesseur laïc » de Duplessis. La séance du 11 décembre 1952 est d'ailleurs ajournée pour permettre la tenue d'une réception où sont conviés la plupart des députés de haut rang de l'Assemblée pour célébrer la retraite de cet ami du premier ministre. Ce soir-là, le premier ministre lui remet même un chèque « substantiel » en guise de reconnaissance⁴³.

Peut-être la partialité de la presse pouvait-elle, par moments, égarer certains journalistes de leur devoir et les pousser à omettre ou diminuer l'importance de certains passages gênants pour le parti où allait leur allégeance. Avec l'historien Jean-Guy Genest, on peut rappeler que l'éthique journalistique du temps de Duplessis ne répondait pas aux critères de la moralité actuelle : « Quant à la presse, ce chien de garde de la démocratie, elle n'avait pas encore appris son rôle, ou l'avait oublié. Son attitude étonne quand on sait les accrocs infligés par l'Union nationale dans le processus électoral, la vie parlementaire et la gestion des biens de l'État. La presse, à l'exception du *Devoir* et de quelques journalistes qui sortaient parfois du rang, était à la merci de l'Union nationale.⁴⁴ »

Cependant, les députés à l'époque ne se gênaient pas pour dénoncer en Chambre les distorsions faites à leur pensée dans les journaux. Les débats reconstitués sont émaillés de plaintes à cet égard. Or, la session 1952-1953 ne comportant aucune intervention à ce sujet, il y fort à parier que les troncatures présentes dans les comptes rendus journalistiques résument assez fidèlement l'esprit et la lettre des débats de l'Assemblée. Plutôt que de croire en une éthique douteuse des courriéristes parlementaires, il est bien plus probable que les lacunes inscrites dans les débats reconstitués soient imputables à la nature même de leur travail.

Par la force des choses, le journaliste affecté à la couverture des débats agit comme un filtre entre l'émetteur du message (le responsable politique) et son récepteur (le citoyen), et ce filtre doit composer avec certaines contraintes.

La première contrainte est d'ordre matériel. Le courriériste parlementaire ne jouit pas toujours de l'espace suffisant pour rapporter l'intégralité des débats dans les quelques pages que consacre son journal à l'actualité de la colline parlementaire. Il doit donc retenir les extraits qui sont susceptibles d'intéresser le public. C'est ainsi que certaines parties des débats, voire des sujets entiers peuvent avoir été perdus, faute d'avoir su capter l'intérêt des journalistes présents. On retrouve, çà et là dans les débats de l'année 1952-1953, de ces traces d'élisions laissées par les journalistes aux historiens qui ont reconstitué la session. Le 16 février uniquement : « Le débat se poursuit sur la question des coopératives d'électricité. » ; « Le débat se poursuit et, à un moment donné, il est question du dollar que M. Duplessis avait payé à M. Marler à la suite d'un pari sur les majorités des deux hommes aux dernières élections. » ; « Le comité entreprend une discussion sur la Régie des loyers. », etc. C'est tout dire.

En plus des contraintes d'espace, les journalistes devaient aussi composer avec certaines difficultés physiques inhérentes à leur travail. Le premier de ces obstacles tenait assurément dans l'acte même de prise de notes. Sténographier tout ce qui se disait au Salon vert était une tâche fort difficile. Les débats parfois très animés se déroulant à vive allure, il était normal de ne pas être en mesure de tout retenir. De plus, juchés qu'ils étaient sur le « perchoir » de la Tribune de la presse, ils ne pouvaient tout entendre des échanges qui se déroulaient à leurs pieds. L'acoustique de l'Assemblée pose même un problème aux députés d'arrière-ban. Le 26 février, à

la dernière intervention de la session, Alcide Montpetit, député de Maisonneuve, se plaint de ne pas entendre certaines allocutions de députés plus lointains. Il réclame l'installation d'un système de son qui permettrait d'amplifier les discours, une suggestion que Duplessis se promet d'étudier « avec soin », mais qui ne trouvera sa concrétisation matérielle qu'en 1964.

Jules Racine

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1989, p. 226 et 274.
2. Desmond Morton, « Crises d'abondance », dans Craig Brown et Paul-André Linteau (dir.), *Histoire générale du Canada*, Montréal, Boréal compact, 1990 (1987), p. 577.
3. Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec*, T. 4 : 1867 à 1960, Sillery, Septentrion, 1997, p. 345.
4. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain...*, p. 390.
5. *Le Devoir*, 1^{er} décembre 1952, p. 5; *Le Devoir*, 29 janvier 1953, p. 5.
6. Seuls 67 députés de l'Union nationale siègeront durant la session.
7. Seuls 22 députés libéraux siègeront durant la session.
8. « L'Assemblée législative a tenu sa première séance », *L'Action catholique*, 13 novembre 1952, p. 3.
9. Pierre Laporte, « Oubli ou omission? », *Le Devoir*, 18 novembre 1952, p. 4.
10. Notons que Duplessis provoque la déception de Pierre Laporte en ne mentionnant pas Henri Bourassa dans son oraison.
11. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, T. 2 (1944-1959), Montréal, Fides, 1973, p. 458.
12. René Chaloult, député indépendant de 1948 à 1952, percevait déjà cette arrogance dans le second mandat de Duplessis, qui avait alors face à lui une opposition plus réduite encore que celle de la 24^e Législature. « Duplessis, devenu beaucoup trop puissant, abusait manifestement de sa force. » René Chaloult, *Mémoires politiques*, Montréal, Éditions du jour, 1969, p. 182.
13. Pierre Laporte, *Le vrai visage de Duplessis*, Montréal, Éditions de l'homme, 1960, p. 65.
14. *Ibid.*, p. 61.
15. C'était une tactique habituelle chez Duplessis, comme le souligne Laporte. *Ibid.*, p. 58.
16. Illustrant ces fers de lance idéologiques, le 13 novembre, lors de l'adresse en réponse au discours du trône, le député Lavallée (Berthier) loue son chef comme le « protecteur contre les deux graves dangers qui menacent actuellement notre chère province, le communisme et la centralisation ».
17. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain...*, p. 311.
18. R. Chaloult, *Mémoires politiques...* p. 188.
19. C'est du moins ainsi que se le rappelle Lapalme dans ses mémoires. « M. Georges Pelletier, notre candidat dans L'Islet, voudrait contester l'élection du vainqueur. Il possède des commencements de preuve; il demande que le parti l'aide à contester. Le voudrions-nous que nous n'avons pas un sou. Et un autre, et un autre, et un autre...Mêmes demandes, mêmes réponses : pas un sou. » Georges-Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli*, Montréal, Leméac, 1970, p. 135.
20. Duplessis relève d'ailleurs avec ironie cette apathie de l'opposition en deuxième séance, le 13 novembre, à la suite de l'ajournement demandé par Marler. « Je constate que le chef de l'opposition s'est levé dans un silence de mort. Aucun membre de son parti ne l'a applaudi. Le chef de l'opposition a beaucoup de mérite en venant se battre pour un chef absent, qui reste à 150 milles de la Chambre, ajoute-t-il avec humour. J'espère qu'il rencontrera et pourra compter sur un peu plus d'élan et de combativité à l'avenir parmi le groupe qui l'accompagne en Chambre. »
21. G.-É. Lapalme, *Le vent de l'oubli*, p. 117. Au sujet de la filiation d'intérêts entre le Parti libéral et le syndicalisme, il écrit : « À Québec et à Montréal des contacts s'établissaient avec le monde ouvrier et il ne paraissait pas vain de croire à d'éventuels rapprochements. Entre eux et nous, le climat baignait dans le social d'abord. »
22. Pour un graphique illustrant cet exode rural, on consultera John Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Sainte-Foy, Septentrion, 1995, p. 288.
23. Dans le *Montréal-Matin*, on peut lire que ce « débat restera l'un des plus brefs qu'on ait vus à l'Assemblée législative » Maurice Bernier, « Fin soudaine du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône à Québec », *Montréal-Matin*, 20 novembre 1952, p. 5. Il est à noter qu'à la session de 1933 et à celle de 1934 les adresses en réponse au discours du trône ont été très brèves également.
24. Il reste encore trois mois à écouler pour compléter l'année fiscale, lorsque Gagnon confectionne son budget.
25. R. Chaloult, *Mémoires politiques...*, p. 186.
26. « Le lieutenant-gouverneur proroge la 1^{re} session de la 24^e législature », *Le Droit*, 27 février 1953, p. 13.
27. C'est-à-dire membre d'un cercle Lacordaire, association catholique dont les membres renonçaient volontairement à toute consommation d'alcool.
28. Hervé Biron, « Contestations d'élections provinciales jugées par nos magistrats – Violent débat », *Le Nouvelliste*, 21 janvier 1953, p. 1.
29. Henri Dutil, « La cour supérieure voit sa juridiction diminuée », *Le Soleil*, 21 janvier 1953, p. 3.
30. Le recenseur électoral, appelé improprement « énumérateur », est l'officier de l'État chargé d'établir la liste des électeurs.
31. G.-É. Lapalme, *Le vent de l'oubli*, p. 140.
32. En raison du peu de documentation historiographique que nous possédons sur cette grève, il est difficile d'établir les données principales du problème avec certitude. Si l'offre patronale semble faire consensus parmi les sources, la demande syndicale, elle, oscille entre 20 et 25 cents. Nous avons conservé le chiffre que cite le député Gaston Ledoux, qui était président de la Fédération du textile au moment des négociations et donc en faveur des ouvriers, puisqu'il est plus élevé que celui que donne Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1999, p. 463.
33. Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme au Québec, des origines à nos jours*, Montréal, Boréal, 1989, p. 273-275.
34. Il est souligné dans *The Montreal Daily Star* du 15 janvier 1953, à la page 5 : « Plusieurs représentants de la CTCC étaient dans les gradins de l'Assemblée législative lorsque M. Duplessis s'est lancé dans une dénonciation acerbe des méthodes utilisées lors des dernières grèves. »

-
35. P. Laporte, «Vif débat entre ministériels et libéraux sur la margarine », *Le Devoir*, 26 novembre 1952, p. 3.
36. Par exemple, les grévistes d'Asbestos, le 18 mars 1949, avaient reçu 1000 livres de margarine en marque de solidarité de la part d'ouvriers d'une usine de salaison. Ce qui marque bien l'importance de la margarine pour le prolétariat urbain. J. Lacoursière, *Histoire populaire du Québec*..., p. 358.
37. Le débat du 27 novembre 1952 donne d'ailleurs à lire des arguments qui ont été prononcés presque mot pour mot l'année précédente à pareille date à l'Assemblée. Voir la séance du 13 novembre 1951.
38. Cité par R. Rumilly, *Maurice Duplessis*..., p. 407.
39. Même si seulement 36 % des ménages possédaient une automobile en 1953, les députés font déjà état de 700 000 conducteurs accrédités. À la même époque en Ontario, 65 % des ménages possèdent une automobile. Le retard relatif du Québec dans l'achat de voitures motorisées sera bientôt rattrapé puisque, en 1960, « 56 % des ménages québécois ont une auto ». P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, p. 253.
40. Rappelons que Gaston Ledoux, ex-chef syndical, était chaud partisan des ouvriers.
41. «L'Événement-Journal», 19 février 1953, p. 1.
42. Jocelyn Saint-Pierre, *Histoire de la tribune de la presse à Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2007, p. 117.
43. *Ibid.*, p. 140 et 262-266. Voir aussi *La tribune de la presse vue par...*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1996, p. 60-61.
44. Jean-Guy Genest, « Lapalme, chef du parti libéral », dans : Jean-François Léonard (dir.), *Georges-Émile Lapalme*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1988, p. 196.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Herald, The
Montreal Star, The
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avant-poste gaspésien L'
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Clarté, La
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Drummondville Spokesman, The
Écho abitibien, L'
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Louiseville, L'
Écho de Portneuf-Presse, L'
Écho des Laurentides, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile du lac, L'
Étoile du Nord, L'
Feuille d'érable, La
Front, ouvrier, Le
Frontière, La

Gazette des campagnes, La
Guide, Le
Homme libre, L'
Joliette-Journal
Journal de Waterloo, Le
Lakeshore News, The
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Montréal-Matin, Le
Nicolétain, Le
Nouvelliste, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de Coaticook, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Richelieu
Progrès du Saguenay, Le
Régional, Le
Réveil, Le
Revue de Granby, La
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Salaberry, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
St. Maurice Valley Chronicle, The
Stanstead Journal, The
Temps, Le
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Lévis, La
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Victoire de Deux-Montagnes, La
Voix de l'Est, La
Voix de Shawinigan, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Gagnon, Onésime. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable O. Gagnon, Ministre des Finances à l'Assemblée législative de Québec, 5 février 1953.* [s.l.]: 1953. 44 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1952-1953, Québec 1952-1953.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1952-1953, Québec 1952-1953.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1952-1953.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1952-1953, Vol. LXXXVIII*, Québec, 1953, xvi, 461, xli, xxxvii p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 1-2 Élisabeth II, Québec, Imprimeur de la reine, Québec, 1953, 877, xxi p.

Rapports des comités généraux, 1^e session, 1952-1953.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xxii
Bibliographie.....	xxvii
Table des matières.....	xxxï
L'Exécutif en 1952-1953.....	xxxv
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxxvii
Par ordre de circonscription	xxxix
Débats	
1 Séance du mercredi 12 novembre 1952	1
2 Séance du jeudi 13 novembre 1952	11
3 Séance du mardi 18 novembre 1952	21
4 Séance du mercredi 19 novembre 1952	37
5 Séance du jeudi 20 novembre 1952	55
6 Séance du vendredi 21 novembre 1952.....	81
7 Séance du mardi 25 novembre 1952	93
8 Séance du mercredi 26 novembre 1952	117
9 Séance du jeudi 27 novembre 1952	131
10 Séance du vendredi 28 novembre 1952.....	157
11 Séance du mardi 2 décembre 1952.....	165
12 Séance du mercredi 3 décembre 1952.....	187
13 Séance du jeudi 4 décembre 1952.....	195
14 Séance du vendredi 5 décembre 1952.....	209
15 Séance du mardi 9 décembre 1952.....	223
16 Séance du mercredi 10 décembre 1952.....	243
17 Séance du jeudi 11 décembre 1952.....	255

18	Séance du vendredi 12 décembre 1952.....	269
19	Séance du mardi 16 décembre 1952.....	279
20	Séance du mercredi 17 décembre 1952.....	299
21	Séance du jeudi 18 décembre 1952.....	301
22	Séance du mardi 13 janvier 1953.....	319
23	Séance du mercredi 14 janvier 1953.....	329
24	Séance du jeudi 15 janvier 1953.....	353
25	Séance du vendredi 16 janvier 1953.....	369
26	Séance du mardi 20 janvier 1953.....	381
27	Séance du mercredi 21 janvier 1953.....	395
28	Séance du jeudi 22 janvier 1953.....	415
29	Séance du vendredi 23 janvier 1953.....	429
30	Séance du mardi 27 janvier 1953.....	435
31	Séance du mercredi 28 janvier 1953.....	459
32	Séance du jeudi 29 janvier 1953.....	477
33	Séance du vendredi 30 janvier 1953.....	487
34	Séance du mardi 3 février 1953.....	505
35	Séance du mercredi 4 février 1953.....	519
36	Séance du jeudi 5 février 1953.....	537
37	Séance du vendredi 6 février 1953.....	575
38	Séance du mardi 10 février 1953.....	587
39	Séance du mercredi 11 février 1953.....	607
40	Séance du jeudi 12 février 1953.....	617
41	Séance du vendredi 13 février 1953.....	633
42	Séance du lundi 16 février 1953.....	653
43	Séance du mardi 17 février 1953.....	673
44	Séance du mercredi 18 février 1953.....	691
45	Séance du jeudi 19 février 1953.....	709

46	Séance du vendredi 20 février 1953	723
47	Séance du lundi 23 février 1953.....	733
48	Séance du mardi 24 février 1953.....	749
49	Séance du mercredi 25 février 1953.....	771
50	Séance du jeudi 26 février 1953.....	799

Index des participants	813
Index des sujets	849
Index des bills publics et privés	875

L'HONORABLE GASPARD FAUTEUX

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif 1952-1953

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre et procureur général

L'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales

L'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse

L'honorable Camille-Eugène Pouliot, ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries

L'honorable Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation

L'honorable Onésime Gagnon, ministre des Finances

L'honorable Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Charles Daniel French, ministre des Mines

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé

L'honorable Omer Côté, secrétaire et registraire de la province

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Ressources Hydrauliques et ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antoine Rivard, solliciteur général

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail

L'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics

L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie

L'honorable Antonio Élie, ministre d'État

L'honorable Tancrede Labbé, ministre d'État

L'honorable Wilfrid Labbé, ministre d'État

L'honorable Arthur Leclerc, ministre d'État

L'honorable Jacques Miquelon, ministre d'État

Orateur

L'honorable Alexandre Taché

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUGER, Antonio	UN	Lac-Saint-Jean
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BARRIÈRE, Omer	UN	Laval
BEAULIEU, Jean-Paul	UN	Saint-Jean
BÉDARD, Jean-Jacques	L	Québec
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BÉLANGER, Raynold	L	Lévis
BELLEMARE, Maurice	UN	Champlain
BERNATCHEZ, René	UN	Lotbinière
BERTRAND, Jean-Jacques	UN	Missisquoi
BLANCHARD, Joseph-Léonard	UN	Terrebonne
BOUDREAU, Francis	UN	Saint-Sauveur
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
CARON, Germain	UN	Maskinongé
CHARTIER, Ernest-Joseph	UN	Saint-Hyacinthe
CHARTRAND, Victor-Stanislas	UN	L'Assomption
CLOUTIER, Maurice	UN	Québec-Centre
CÔTÉ, Omer	UN	Montréal-Saint-Jacques
COTTINGHAM, William McOvat	UN	Argenteuil
COURNOYER, Gérard	L	Richelieu
COUTURIER, Alphonse	UN	Gaspé-Nord
DALLAIRE, Guy	UN	Rouyn-Noranda
DESJARDINS, Gérard	UN	Gatineau
DUBÉ, Alfred	UN	Rimouski
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUPRÉ, Arthur	L	Verchères
DUPUIS, Yvon	L	Montréal-Sainte-Marie
DUSSAULT, Bona	UN	Portneuf
EARL, Paul	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FOX, Charles James Warwick	UN	Brome
FRENCH, Charles Daniel	UN	Compton
GAGNÉ, Roméo	UN	Rivière-du-Loup
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GÉRIN, Léon-Denis	UN	Stanstead
GOULET, Paul-Oliva	L	Témiscamingue
HAMEL, René	L	Saint-Maurice
HANLEY, Frank	I	Montréal-Sainte-Anne
HÉBERT, Edgar	UN	Beauharnois
JEANNOTTE, Joseph-Édouard	UN	Vaudreuil-Soulanges
JOHNSON (père), Daniel	UN	Bagot
JOHNSTON, Raymond Thomas	UN	Pontiac
JOLICOEUR, Henri	UN	Bonaventure
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier
LABBÉ, Tancrède	UN	Mégantic
LABBÉ, Wilfrid	UN	Arthabaska
LABERGE, Arthur	UN	Châteauguay
LAFRANCE, Émilien	L	Richmond

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
LALONDE, Philippe	L	Montréal-Saint-Henri
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LAVALLEE, Azellus	UN	Berthier
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix
LEDoux, Gaston	L	Shefford
LEMIEUX, Gérard	L	Wolfe
LESAGE, Émile	UN	Abitibi-Ouest
LIZOTTE, Fernand	UN	L'Islet
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MARCOTTE, Antoine	UN	Roberval
MARLER, George Carlyle	L	Westmount-Saint-Georges
MARQUIS, Joseph-Antoin	L	Québec-Est
MIQUELON, Jacques	UN	Abitibi-Est
MONTPETIT, Alcide	L	Maisonneuve
NOËL, Gérard	L	Frontenac
NOËL, Jean-Paul	L	Montréal-Jeanne-Mance
OUELLET, Pierre	UN	Saguenay
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PINARD, Bernard	L	Drummond
PLOURDE, Alfred	UN	Kamouraska
POIRIER, Alphée	UN	Bellechasse
POULIN, Georges-Octave	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
PRÉVOST, Yves	UN	Montmorency
PROVENÇAL, Paul	UN	Montréal-Laurier
RAYMOND, Joseph-Antoine	UN	Témiscouata
RIENDEAU, Hercule	UN	Napierville-Laprairie
RIVARD, Antoine	UN	Montmagny
ROCHE, John Redmond	UN	Chambly
ROCHON, Dave	L	Montréal-Saint-Louis
ROSS, Lionel-Alfred	L	Montréal-Verdun
ROY, Camille	UN	Nicolet
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
SAVARD, Jules	L	Québec-Ouest
SOMERVILLE, Henry Alister Darby	UN	Huntingdon
TACHÉ, Alexandre	UN	Hull
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
THUOT, Yvon	UN	Iberville

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI-EST	UN	Miquelon, Jacques
ABITIBI-OUEST	UN	Lesage, Émile
ARGENTEUIL	UN	Cottingham, William McOvat
ARTHABASKA	UN	Labbé, Wilfrid
BAGOT	UN	Johnson (père), Daniel
BEAUCE	UN	Poulin, Georges-Octave
BEAUHARNOIS	UN	Hébert, Edgar
BELLECHASSE	UN	Poirier, Alphée
BERTHIER	UN	Lavallée, Azellus
BONAVENTURE	UN	Jolicoeur, Henri
BROME	UN	Fox, Charles James Warwick
CHAMBLY	UN	Roche, John Redmond
CHAMPLAIN	UN	Bellemare, Maurice
CHARLEVOIX	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Laberge, Arthur
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	UN	French, Charles Daniel
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	L	Pinard, Bernard
FRONTENAC	L	Noël, Gérard
GASPÉ-NORD	UN	Couturier, Alphonse
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Desjardins, Gérard
HULL	UN	Taché, Alexandre
HUNTINGDON	UN	Somerville, Henry Alister Darby
IBERVILLE	UN	Thuot, Yvon
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA	UN	Plourde, Alfred
L'ASSOMPTION	UN	Chartrand, Victor-Stanislas
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	UN	Auger, Antonio
LAVAL	UN	Barrière, Omer
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	L	Bélanger, Raynold
L'ISLET	UN	Lizotte, Fernand
LOTBINIÈRE	UN	Bernatchez, René
MAISONNEUVE	L	Montpetit, Alcide
MASKINONGÉ	UN	Caron, Germain
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrède
MISSISQUOI	UN	Bertrand, Jean-Jacques
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	UN	Rivard, Antoine
MONTMORENCY	UN	Prévost, Yves
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	L	Noël, Jean-Paul
MONTRÉAL-LAURIER	UN	Provençal, Paul
MONTRÉAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	L	Earl, Paul
MONTRÉAL-SAINT-ANNE	I	Hanley, Frank
MONTRÉAL-SAINT-MARIE	L	Dupuis, Yvon
MONTRÉAL-SAINT-HENRI	L	Lalonde, Philippe
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	UN	Côté, Omer
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Rochon, Dave
MONTRÉAL-VERDUN	L	Ross, Lionel-Alfred
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Riendeau, Hercule
NICOLET	UN	Roy, Camille
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	UN	Johnston, Raymond Thomas
PORTNEUF	UN	Dussault, Bona
QUÉBEC	L	Bédard, Jean-Jacques
QUÉBEC-CENTRE	UN	Cloutier, Maurice
QUÉBEC-EST	L	Marquis, Joseph-Antonin
QUÉBEC-ouest	L	Savard, Jules
RICHELIEU	L	Courmoyer, Gérard
RICHMOND	L	Lafrance, Émilien
RIMOUSKI	UN	Dubé, Alfred
RIVIÈRE-DU-LOUP	UN	Gagné, Roméo
ROBERVAL	UN	Marcotte, Antoine
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
ROUYN-NORANDA	UN	Dallaire, Guy
SAGUENAY	UN	Ouellet, Pierre
SAINT-HYACINTHE	UN	Chartier, Ernest-Joseph
SAINT-JEAN	UN	Beaulieu, Jean-Paul
SAINT-MAURICE	L	Hamel, René
SAINT-SAUVEUR	UN	Boudreau, Francis
SHEFFORD	L	Ledoux, Gaston
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	UN	Gérin, Léon-Denis
TÉMISCAMINGUE	L	Goulet, Paul-Oliva
TÉMISCOUATA	UN	Raymond, Joseph-Antoine
TERREBONNE	UN	Blanchard, Joseph-Léonard
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	UN	Jeannotte, Joseph-Édouard
VERCHÈRES	L	Dupré, Arthur
WESTMOUNT-SAINT-GEORGES	L	Marler, George Carlyle
WOLFE	L	Lemieux, Gérard
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

Séance du mercredi 12 novembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

La vingt-troisième législature ayant été prorogée le 23 janvier 1952 et la Chambre dissoute ensuite par proclamation le 28 mai 1952, les députés élus au scrutin du 16 juillet 1952 sont convoqués aujourd'hui à l'ouverture d'une nouvelle législature par proclamation pour l'expédition des affaires.

À la première séance de la première session de la vingt-quatrième législature¹ de la province de Québec pour l'expédition des affaires, les députés présents qui ont prêté le serment d'allégeance prennent leur siège.

Prière.

M. le Greffier: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes²!

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

M. le Greffier: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. le greffier et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif.

M. l'Orateur du Conseil législatif: Honorables Messieurs, Messieurs de l'Assemblée législative, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature de la province de Québec avant qu'un Orateur pour l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais quand ce choix sera fait, l'honorable lieutenant-gouverneur expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Les députés, précédés de M. le greffier, reviennent à la salle de l'Assemblée législative.

Dépôt de documents:

**Députés élus aux élections générales
du 16 juillet 1952**

M. le Greffier dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

BUREAU DU PRÉSIDENT
GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Liste indiquant le nom des personnes qui, aux élections générales tenues conformément aux brefs émis le 28 mai 1952, ont été déclarées élues députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, ainsi que le nom des personnes à qui lesdits brefs avaient été adressés. (Document de la session no 3)

Élection de l'Orateur

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Accueilli par les applaudissements des députés de la droite)³ Il m'incombe, en cette circonstance, le devoir de faire une proposition de la plus haute importance. Dans les Parlements, l'Orateur joue un rôle remarquablement distingué, utile et nécessaire. La coutume parlementaire veut qu'avant la lecture du discours du trône, l'Assemblée législative élise un Orateur. C'est souvent un choix difficile à faire, mais parfois, il est plus facile. Mais tel n'est pas le cas dans le moment parce que nous avons l'avantage d'avoir ici, en cette Chambre, un homme et un député très distingué qui porte noblement un grand nom et qui, depuis déjà huit ans, remplit avec dignité et honneur les difficiles et hautes fonctions d'Orateur de cette Chambre, avec une distinction singulière, une compétence incontestable et de hautes qualifications. Le représentant de Hull a établi ici une tradition que la Mère des Parlements a consacrée.

Il est de tradition, dans le parlementarisme britannique, que la fonction de l'Orateur soit permanente. Dans le cas du représentant de Hull, dit-il en souriant, sa permanence lui est facilitée par la permanence du gouvernement. À titre de député de Trois-Rivières, je propose donc, appuyé par le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) que l'honorable Alexandre Taché, député du district électoral de Hull, soit nommé Orateur de l'Assemblée législative et qu'il prenne place au fauteuil comme tel.

(Applaudissements)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): (Applaudissements) La motion n'est pas discutable, dit-il, et au surplus, je n'ai aucunement l'intention de m'objecter à la nomination de l'honorable député de Hull. Je suis heureux d'appuyer cette candidature. Il a accompli jusqu'ici sa tâche avec une grande distinction et il ne peut être question de s'opposer à cette proposition. Je veux, dit-il, faire remarquer et je crois, après avoir consulté les archives et passé en revue la liste des anciens Orateurs, que nous assistons à un événement un peu historique parce que personne n'avait encore présidé aux délibérations de la Chambre pendant plus de huit sessions. Le député de Hull en est à sa neuvième session comme tel et, au nom de tous mes collègues, je l'en félicite.

M. le Greffier soumet la motion du député de Trois-Rivières à la Chambre et en donne lecture en français et en anglais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) (Le greffier ayant désigné en anglais le premier ministre comme étant "deputy of Three-Rivers") corrige immédiatement M. le Greffier en disant "Trois-Rivières". Je rappelle, dit-il, que les noms géographiques, en général, ne se traduisent pas.

La motion est agréée *nemine contradicente*.
(Applaudissements)

M. le Greffier⁴: Je déclare l'honorable M. Taché, député de Hull, élu Orateur de cette Chambre à l'unanimité⁵. Je l'invite à prendre le fauteuil présidentiel.

Le représentant de Hull est conduit au fauteuil présidentiel par le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et par le député de Matane (l'honorable M. Gagnon)⁶.
(Applaudissements)

M. l'Orateur, arrivé au degré supérieur de l'éstrade, exprime ses remerciements à la Chambre comme suit:

Messieurs, je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur, et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas que je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi, je compte sur la bienveillance et le concours de tous les

membres de cette Chambre pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber.

J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et privilèges, à faire respecter notre Règlement et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.

Alors, M. l'Orateur prend place au fauteuil, et la masse, qui auparavant était sous le bureau, est posée sur le bureau.

La séance est suspendue.

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. l'Orateur informe la Chambre que M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, a apporté un second message, dont il fait lecture:

M. l'Orateur, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative: Monsieur le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et, afin que l'Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers sa Souveraine et son pays, je réclame de sa part tous les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés; spécialement, je demande qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de votre personne en temps opportun, et que vous veuillez bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes.

M. l'Orateur du Conseil législatif: M. l'Orateur, je suis chargé par l'honorable

lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, dans votre intelligence et dans votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu, et de vous informer que Sa Majesté vous reconnaît pour Orateur de l'Assemblée législative.

Je suis aussi chargé de vous assurer que l'Assemblée législative aura libre accès auprès de l'honorable lieutenant-gouverneur en temps opportun et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations ainsi que vos paroles et vos actes.

Discours du trône⁷

Monsieur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'est agréable de vous voir réunis pour commencer les travaux parlementaires de la première session de notre vingt-quatrième législature.

Avant de commencer les travaux législatifs, nous désirons évoquer un instant le souvenir ému du bon roi George VI. Nulle part la mort du Souverain n'a laissé des regrets plus vifs que dans la province de Québec où chacun avait appris à l'aimer et à voir en lui le monarque constitutionnel, gardien de nos libertés.

Nous offrons à Sa Majesté la reine Elizabeth II, en même temps que nos respectueuses sympathies réitérées, nos meilleurs souhaits d'un règne heureux et fécond marqué par la paix et l'harmonie entre les nations.

Évidemment, il ne saurait être question pour le gouvernement de proposer, dès cette première session, toutes les mesures progressives qu'il préconise.

En ces derniers temps, de multiples et fructueuses initiatives ont été réalisées dans tous les domaines de l'administration provinciale. Mon gouvernement a donné à la législation et à l'administration de la province une orientation définitive, fondée sur une saine politique familiale, sociale et nationale qu'il entend compléter et perfectionner.

À notre avis, le paternalisme d'État est un sérieux obstacle à la prospérité durable de notre province et constitue un danger pour le régime démocratique.

Le gouvernement est irrévocablement convaincu que le sens de la responsabilité personnelle est essentiel et que l'initiative individuelle, c'est-à-dire l'entreprise privée, est le système économique le mieux adapté à nos traditions, aux besoins de notre province et le seul capable de garantir à notre jeunesse de fertiles et riches carrières.

Parmi les entreprises privées, aucune n'a plus d'importance que l'agriculture qui doit toujours occuper une place prépondérante dans notre économie.

Afin de continuer l'œuvre salubre du prêt agricole provincial, institué en 1936 en vertu des pouvoirs constitutionnels exercés par le gouvernement à cette époque, vous serez appelés à faire certaines modifications législatives et à voter de nouveaux et importants subsides à ces fins.

Seront accélérés et multipliés les énormes progrès réalisés dans le domaine de l'électrification rurale, du drainage des fermes et de la mécanisation des travaux agricoles, des moyens de communication ruraux, ainsi que dans celui de la construction et de l'agrandissement des écoles d'agriculture et autres écoles contribuant à la prospérité agricole.

De plus, le gouvernement désire appliquer les meilleures méthodes constitutionnelles pour faciliter davantage la vente des produits agricoles et rendre pleine justice aux cultivateurs sans léser les droits des consommateurs.

Mon gouvernement est d'opinion que la colonisation est intimement liée à l'agriculture et qu'elle est indispensable à la stabilité économique de la province. Il continuera d'adopter les mesures les plus opportunes pour en assurer le succès.

La conservation de la santé physique, une des plus grandes richesses humaines, a toujours été au premier rang des préoccupations du gouvernement, et les immenses améliorations par lui accomplies à ce sujet seront multipliées.

Il est certain que la santé de l'âme et de l'esprit est d'importance vitale et mon gouvernement entend la protéger efficacement. Il maintiendra sa lutte énergique et sans compromis contre la propagande subversive et d'inspiration athée.

En outre, seront continués les subsides remarquablement généreux consacrés au succès de l'éducation, à tous ses paliers, et en particulier au succès de l'enseignement spécialisé dont les progrès sont énormes et incontestables.

Comme toujours, mon gouvernement est convaincu qu'en matières éducationnelles, les droits

des parents et ceux du Conseil de l'instruction publique doivent être intégralement respectés.

Le gouvernement entend assurer la mise en valeur et la complète utilisation de toutes nos ressources naturelles, forêts, pouvoirs d'eau, mines, etc., pour le bénéfice de la population et, en particulier, pour garantir l'établissement durable de notre jeunesse.

C'est pourquoi l'essor prodigieux, dont bénéficie la province depuis quelques années, a été précédé et accompagné de développements et de progrès extraordinaires dans le domaine de l'éducation, à tous ses paliers.

Mon gouvernement a puissamment aidé les commissions scolaires et libéré d'autant la petite propriété de charges onéreuses qui mettaient son existence en danger. Cette politique progressive sera poursuivie.

Il ne faut jamais oublier que l'éducation relève exclusivement de la juridiction provinciale et que la province a droit à toutes les sources de revenus qui lui sont nécessaires pour exercer ses prérogatives, remplir ses obligations et coopérer au progrès de l'éducation et au développement phénoménal de la province.

Dans la mise en application de son programme, le gouvernement s'inspire du fait que l'immensité territoriale de notre province exige une politique de voirie appropriée, qui tient compte des besoins de toute la province, en particulier des besoins de nos villages et de nos paroisses agricoles.

La construction de chemins de mines et l'adoption de plusieurs nouvelles mesures coopératives ont contribué puissamment à faciliter les développements miniers prodigieux dont profite la province et qui s'annoncent de plus en plus considérables et avantageux. La politique de mon gouvernement est de coopérer adéquatement à la mise en valeur de toutes nos richesses minières.

Le gouvernement sait la grande importance de nos pêcheries maritimes et de nos pêcheries sportives. Il entend collaborer à la mise en application des meilleures méthodes de conservation et d'expansion.

Vous aurez à étudier des projets législatifs destinés à assurer la sécurité des voyageurs sur les chemins publics et à protéger convenablement les immenses capitaux investis dans notre système de voirie provinciale.

Les services signalés rendus à notre peuple par les différentes professions sont hautement appréciés; toutes seront traitées avec justice, mais la classe agricole et la classe ouvrière seront l'objet d'une légitime sollicitude.

Nous considérons comme un impératif et patriotique devoir une coopération juste et loyale entre le capital et le travail. L'employé et l'employeur ont tous deux des droits incontestables, mais tous deux doivent se souvenir qu'ils ont des devoirs non moins incontestables. L'accomplissement du devoir est toujours la meilleure garantie de l'exercice d'un droit.

Il ne faut jamais oublier que la sécurité et la stabilité scolaire, municipale et provinciale sont intimement liées à la sécurité et à la stabilité constitutionnelle. Il est d'élémentaire justice et nécessaire que notre province, en tout temps et, spécialement, à l'époque des progrès extraordinaires dont elle bénéficie et qui s'annoncent de plus en plus grands, puisse jouir, dans leur plénitude, des droits, prérogatives et libertés qui lui appartiennent légitimement et que lui reconnait la Constitution canadienne.

C'est l'opinion irrévocable de mon gouvernement que la Constitution canadienne est un pacte d'honneur entre les deux grandes races. La province de Québec entend le respecter et demande à tous d'en faire autant. Le règlement définitif des problèmes constitutionnels est plus à l'ordre du jour que jamais. À ce sujet, une législation appropriée sera soumise à votre approbation.

Des projets législatifs concernant l'amélioration de la crise du logement, les relations entre propriétaires et locataires, l'organisation et la juridiction de nos tribunaux, les élections provinciales, la protection de l'enfance, la télévision et d'autres projets d'intérêt public qui se rapportent à plusieurs domaines administratifs seront soumis à votre approbation.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de la dernière année fiscale vous seront communiqués. Il vous incombera de voter les crédits nécessaires pour le prochain exercice.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je prie la divine Providence de bénir et féconder vos travaux au cours de cette session que j'ai l'honneur d'inaugurer au nom de Sa Majesté la reine.

M. l'Orateur et les députés reviennent dans la salle de l'Assemblée législative⁸.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative:
J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre

vient de se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif, que là, j'ai informé l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur que l'Assemblée législative m'avait choisi pour son Orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Chambre, réclamé tous ses droits et privilèges et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de M. le lieutenant-gouverneur lorsque les circonstances l'exigeront, et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous les actes et délibérations de cette Chambre; que, sur ce, M. le lieutenant-gouverneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à notre Assemblée tous les privilèges que lui accorde la Constitution, qu'elle aurait, en temps opportun, un accès facile auprès de lui et qu'il interpréterait toujours favorablement nos délibérations, nos paroles et nos actes.

Projets de loi:

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office⁹.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône¹⁰

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, aujourd'hui, auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province; et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Il est résolu que la Chambre dispense l'Orateur de relire le discours du trône.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le discours du trône soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

Institution des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Adopté.

Comité spécial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité permanent dont la Chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités; et que les honorables MM. Duplessis, Gagnon, Élie, Leclerc, et MM. Bellemare, Dupré, Johnston, Kirkland, Langlais, Marler et Ross forment ledit comité spécial qui se réunira demain à 11 heures.

Adopté.

Motions des députés:

Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai inscrit deux motions à l'ordre de jour: l'une pour accélérer le travail de la Chambre et qui concerne la

procédure relative aux séances du vendredi, et l'autre au sujet du quorum nécessaire pour la tenue d'une séance¹¹. Un quorum de 15 au sein d'une Assemblée de 92 membres n'est pas convenable, car il donne l'impression que les députés n'assistent pas aux séances.

Je propose, du consentement unanime, que:

a. l'article 93 du Règlement de l'Assemblée législative et ses amendements soient abrogés et remplacés par l'article suivant:

"93. Durant les sessions, la Chambre, à moins qu'elle n'en décide autrement sur une motion annoncée, se réunit à trois heures de l'après-midi le mardi, le mercredi et le jeudi.

Le vendredi, à moins qu'elle n'en décide autrement, la Chambre se réunit à onze heures de l'avant-midi¹², et cette séance se continue automatiquement de trois heures jusqu'à six heures de l'après-midi."

b. l'article 100 du Règlement de l'Assemblée législative, tel qu'amendé le 16 février 1950, soit de nouveau amendé en retranchant, dans la sixième ligne du premier paragraphe, tous les mots après "et le jeudi", et en les remplaçant par les suivants: "et le vendredi, à six heures du soir, alors qu'elle reste ajournée jusqu'à la semaine suivante".

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La Chambre ne siégera toutefois pas vendredi de cette semaine. Il est entendu que ce régime n'entrera en vigueur que la semaine prochaine.

La motion est adoptée.

Modification au Règlement de la Chambre, augmentation du quorum

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le quorum actuel est de 15 membres. Il est ridicule de penser que, sur une députation de 92 députés, quinze suffisent pour faire le travail. On donne l'impression que les députés n'assistent pas aux séances et que le gouvernement et même l'opposition ne font rien. Je suis convaincu que personne n'aura d'objection à la motion. Je propose, du consentement unanime, que, pour porter le quorum de la Chambre de 15 à 30, l'article 87 du Règlement de l'Assemblée législative soit amendé en remplaçant, dans la première ligne, le mot "quinze" par le mot "trente".

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)
transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur.

Imprimeur de la Reine

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement
Québec, 12 novembre 1952
(Document de la session no 4)

Motions de condoléances:

Ajournement en signe de deuil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
fait l'éloge, en son nom personnel et au nom du gouvernement, de quelques personnages disparus depuis la dernière session: l'honorable M. Alexandre Taschereau, ancien premier ministre de la province, de Sir Mathias Tellier, ancien juge en chef de la province et ancien chef de l'opposition, et des honorables J.-C. Ouellet et Charles Delagrave, conseillers législatifs, de l'honorable M. Groulx, député du comté de Montréal-Outremont et de M. Philippe Cossette, député du comté de Matapédia¹³.

Il commence par un hommage à la mémoire de l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre pendant 15 ans de sa province. Je salue un travailleur et un studieux, qui mérite d'être cité en exemple, surtout en un siècle où l'on recherche la vie facile. M. Taschereau, l'une des figures les plus

marquantes de la politique québécoise, est décédé au cours de l'été après une vie longue, laborieuse et bien remplie. J'ai combattu M. Taschereau, échangé de rudes coups avec lui, mais j'ai la satisfaction de dire comme il l'a dit lui-même, lors de la visite du président Auriol et de Son Excellence Mgr Maurice Roy, à Bois-de-Coulonge, nous nous sommes toujours battus visières levées. L'ancien premier ministre fut un studieux et un bourreau de travail.

Il a posé des actes politiques qui ont été critiqués. Il ne m'appartient pas de les juger ici aujourd'hui. Le jugement appartient maintenant à l'histoire qui se chargera d'apprécier son œuvre considérable, mieux que peuvent le faire ses contemporains. Il faudra attendre que les passions soient dissipées pour apprécier son œuvre considérable. Sa sincérité n'a jamais été mise en doute. Plus tard, les historiens apprécieront.

Mais je crois juste de dire dès maintenant qu'il a toujours été un adversaire loyal. Il a été un adversaire acharné de la centralisation et un champion irréductible de l'autonomie provinciale et il a su défendre en toute occasion les droits de la province. Il a donné l'exemple dans ce domaine et n'a jamais dévié sur ce point de la ligne de conduite qu'il s'était tracée. Il est resté fidèle aux saines traditions du Parti libéral. Je renouvelle à la famille de M. Taschereau l'expression de mes vives condoléances.

Il (l'honorable M. Duplessis) vante ensuite la grande intégrité proverbiale de Sir Mathias Tellier et ses vastes connaissances juridiques. Il a joué, dit-il, un rôle éminent dans la politique provinciale ainsi que dans la magistrature. Il a occupé les plus hautes fonctions judiciaires dans notre province. Sa compétence juridique jetait de l'éclat sur la province. J'ai appris à l'apprécier et à l'admirer. C'est un homme qui a fait honneur à sa race.

Sir Mathias était un ami intime de mon père, le juge N.-L. Duplessis, et de ma famille et j'ai appris très jeune à l'admirer. Il venait faire les luttes de mon père dans Trois-Rivières et mon père allait lui aider dans Joliette. Il fut un ami loyal de mon père et, à la mort de ma mère, sa visite fut une grande consolation pour mon père. C'est donc avec une émotion particulière que je réitère l'expression de mes condoléances à la famille en deuil et particulièrement à son fils, le député de Montcalm (M. Tellier), qui siège non loin de moi.

L'honorable J.-C.-E. Ouellet, conseiller législatif, fut un des plus grands tribuns libéraux qui sont jamais passés dans notre province. C'était un homme sincère qui exprimait ses opinions d'une

façon tranchée, mais qui n'avait pas d'ennemi. Personne n'a jamais mis en doute son ardent patriotisme. Il est mort après une longue maladie supportée de la façon chrétienne qui avait toujours caractérisé ses activités. J'avais beaucoup d'estime pour l'honorable Charles Delagrave, conseiller législatif, qui a exercé sa profession avec beaucoup de distinction, qui a toujours fait preuve de sincérité et dont il fallait admirer les réelles qualités de cœur et d'esprit.

Le notaire Louis-Philippe Cossette, tué dans un accident d'auto, fut un collègue charmant, que j'avais connu dans ma jeunesse, un ami sincère et un homme loyal. Il laisse le souvenir d'un député dévoué et d'un Canadien distingué.

Nous avons perdu un collègue charmant et distingué en la personne de M. Groulx. L'honorable Henri Groulx est décédé de façon tragique, le soir de l'élection. L'ancien député d'Outremont laisse le souvenir d'un homme dont le dévouement était à toute épreuve, d'un ami loyal et d'un citoyen distingué. M. Groulx fut un député modèle, un gentilhomme qui offre un exemple dont plusieurs pourraient s'inspirer. Sa gentilhommie devrait être une source d'inspiration. Il a siégé en cette Chambre pendant plusieurs années et a laissé une réputation d'intégrité, de sincérité, d'honnêteté, que personne n'a jamais mise en doute.

Enfin, je propose que la Chambre s'ajourne par respect pour la mémoire de ces défunts.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)
seconde la motion avec les mêmes sentiments de tristesse que ceux exprimés par le premier ministre pour rappeler la mémoire des disparus.

Il fait l'éloge de M. Groulx, du notaire Cossette, de M. John G. Rennie, de M. André Pelletier, tous députés dans le dernier Parlement, des honorables Charles Delagrave, Valmore Bienvenue, juge de la Cour supérieure et ancien ministre libéral, Alexandre Taschereau, de M. Henri Bourassa, qui a déjà siégé à l'Assemblée législative et de Sir Mathias Tellier.

Je songe d'abord, dit-il, à mon ami personnel, l'honorable M. Henri Groulx, qui était mon voisin de pupitre en cette Chambre, décédé, le soir de l'élection, après avoir reçu de ses électeurs un nouveau témoignage de confiance. Au moment de commencer cette session, je constate combien son absence m'est pénible et je réalise combien sa présence et ses conseils m'étaient précieux dans l'accomplissement de ma tâche. L'honorable Henri Groulx n'avait que des amis partout. Son

encouragement et sa sympathie lui ont aidé énormément à alléger plus d'une fois la tâche très lourde du chef de l'opposition.

Je garde, dit-il, du notaire Cossette le souvenir d'un confrère dans le notariat et la vie parlementaire dont je ne partageais pas les opinions politiques, mais avec lequel j'ai toujours eu des relations très amicales.

Il rappelle le souvenir de M. John Rennie, député de Huntingdon, décédé subitement dans le cours de l'année, et il fait l'éloge de M. André Pelletier, ancien député de Témiscouata, également décédé.

J'avais fait, dit-il, la connaissance de l'honorable Charles Delagrave à la Chambre des notaires au début de ma carrière, mentionne le chef de l'opposition. J'admire sa compétence notariale et j'ai admiré par la suite son dévouement comme député.

L'honorable Valmore Bienvenue fut un juriste distingué, dit-il, après avoir été un politicien d'une belle élévation de pensée. Il a brillé partout où il est passé, notamment à l'Assemblée législative où il fut député et ministre.

M. Taschereau a siégé dans cette Chambre, pendant 36 ans, comme député de Montmorency, de 1900 à 1936, et 16 ans comme premier ministre.

Je ne veux pas faire l'énumération des législations et des œuvres immenses à son honneur, mais je dirai qu'il a été un grand chef, un légiste éminent, un patriote éclairé, un vrai gentilhomme et un grand Canadien.

Parlant de M. Bourassa, le chef de l'opposition déclare: C'était un orateur exceptionnel, extraordinaire, un homme d'idées et de grand talent, un citoyen sincère, dont les convictions étaient profondes et qui, à cause de son talent, a exercé une grande influence sur la politique canadienne. Son œuvre restera. Il aura toujours sa place dans notre histoire.

Il fait un émouvant éloge de Sir Mathias Tellier. Il a connu une longue carrière politique au cours de laquelle il fut chef de l'opposition pendant sept ans et député pendant 25 ans. Sa Majesté a reconnu les mérites de ce juriste éminent et ce grand Canadien, qui a bien servi sa province et son pays, en le créant chevalier.

Il accéda aux plus hautes fonctions, devenant en 1938 juge en chef de la Cour d'appel. Ce fut un grand Canadien qui a dignement servi sa province et son pays.

J'offre, au nom de l'opposition et en mon nom personnel, mes plus sincères sympathies à

l'honorable député de Montcalm (M. Maurice Tellier), vice-président de l'Assemblée législative, et à toute sa famille.

M. Savard (Québec-Ouest)¹⁴ s'associe au chef de l'opposition et évoque à son tour la mémoire de l'honorable M. Charles Delagrave.

Avant d'être nommé à la Chambre haute, dit-il, l'honorable M. Delagrave a été représentant à l'Assemblée législative, pour le comté de Québec-Ouest, de 1935 à 1944, dont j'ai l'honneur d'être le député.

Tous ceux, parmi la députation, qui ont connu l'honorable M. Delagrave, se souviendront du grand gentilhomme qu'il a été et de l'affabilité qu'il manifestait toujours à l'égard de ses collègues, indépendamment de leurs nuances politiques.

Dans le comté de Québec-Ouest, il a laissé le souvenir d'un bon serviteur de ses électeurs, et son départ n'est compensé que par les grands services qu'il leur a rendus, indépendamment de leur rang et de leur affiliation politique.

À la famille Delagrave, j'offre en mon nom, ainsi qu'au nom de ses anciens collègues, mes plus sincères sympathies.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 5 h 15¹⁵.

NOTES

1. La cérémonie d'ouverture fut particulièrement imposante. Reçu par une garde d'honneur de 100 marins et soldats, selon *L'Action catholique* du 11 novembre 1952, à la page 9, le lieutenant-gouverneur Gaspard Fauteux était, pour "la première fois dans notre histoire", d'après *Le Soleil* du 12 novembre 1952, à la page 1, accompagné de son épouse, lors de son entrée au Parlement par le vaste hall dont les escaliers "avaient été décorés de palmes et couverts de tapis rouges".

2. Il est à noter que le *Montréal-Matin* du 12 novembre 1952, à la page 7, soutient que le nombre des invités à l'ouverture de la session "est plus considérable que les années dernières. Près de

500 personnes ont accepté l'invitation qui leur a été adressée". "Les galeries se remplissent à déborder", précise-t-on dans *L'Action catholique* du 13 novembre 1952, à la page 3.

3. Selon *L'Événement-Journal* du 13 novembre 1952, à la page 2, Maurice Duplessis a fait son entrée à la Chambre basse à 3 h 10 sous les claquements des mains sur les pupitres, alors que ce fut "une minute d'un silence froid du côté de l'opposition". En parlant des nouveaux et jeunes députés, *La Patrie* du 13 novembre 1952, aux pages 3 et 12, indique que, lors de l'entrée du premier ministre en Chambre, "ils joignirent leurs applaudissements à ceux qui provenaient des bancs ministériels pour, après avoir regardé autour d'eux, croiser immédiatement les bras tout comme leurs aînés".

4. Jusqu'à ce moment, c'est le greffier M. Antoine Lemieux qui avait présidé la séance, selon *L'Action catholique* du 13 novembre 1952, à la page 3.

5. Selon *L'Action catholique* du 13 novembre 1952, à la page 3, l'honorable Alexandre Taché devient alors le premier Orateur de la Chambre à exercer pendant neuf sessions consécutives. Avant lui, l'honorable J.-N. Francoeur avait établi un record de longévité en occupant le fauteuil au cours de huit sessions, soit de 1919 à 1928.

6. Comme le souligne le journaliste de *L'Événement-Journal* du 13 novembre 1952, à la page 3: "Provisoirement assis à la place du Dr C.-E.-F. Lizotte (L'Islet), suivant la coutume, il fait mine de résister à leur invitation."

7. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 5, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. *L'Action catholique* du 13 novembre 1952, à la page 11, souligne toutefois cette exemption, ce qui nous porte à croire, malgré la contradiction entre les deux sources, que seule la lecture au Conseil législatif ait eu lieu.

On avait rarement vu une telle affluence sur le parquet et dans les galeries du Conseil législatif,

selon *La Presse* du 13 novembre 1952, à la page 5. Le *Montréal-Matin* du 13 novembre 1952, à la page 5, précise que la lecture du discours en français et en anglais n'a commencé qu'à 4 heures moins 20 minutes.

8. L'édition du *Montréal-Matin* du 13 novembre 1952, à la page 3, indique qu'ils sont à leur fauteuil depuis 3 heures lorsque le premier ministre arrive. Selon *L'Action catholique* du 13 novembre 1952, aux pages 3 et 11, il est 4 h 45 quand la séance reprend. *La Presse* du 13 novembre 1952, à la page 4, soutient plutôt qu'il est 4 heures, alors que le *Montréal-Matin* du 13 novembre 1952, à la page 5, mentionne que "la séance commence à 4 h 30, au retour ovationné du premier ministre d'une réception qui suivait la cérémonie d'ouverture".

9. "Il s'agit ainsi de marquer, par une mesure traditionnelle et par simple formalité, l'indépendance complète de l'Assemblée législative", tel qu'indiqué dans *La Presse* du 13 novembre 1952, à la page 4.

10. Voir note 7 (premier paragraphe).

11. *Le Devoir* du 12 novembre 1952, à la page 1, nous indique que cette motion a été inscrite au *Feuilleton* dans l'avant-midi précédant l'ouverture de la session. Par ailleurs, *Le Soleil* du 12 novembre 1952, à la page 1, affirme que: "C'est la première fois qu'une motion de ce genre apparaît à l'agenda aussi de bonne heure et cela dénote l'intention du gouvernement de procéder le plus rapidement possible avec le travail sessionnel."

12. Selon *L'Action catholique* du 13 novembre 1952, aux pages 3 et 11, la séance du matin devait se terminer à 1 heure de l'après-midi et, dans le passé, les séances du vendredi n'avaient lieu que de 11 heures à 1 heure seulement.

13. *L'Action catholique* du 13 novembre 1952, à la page 3, précise que des couronnes de fleurs sont placées sur les pupitres occupés lors la dernière législature par l'honorable Henri Groulx, député libéral d'Outremont, décédé le soir des élections générales du 16 juillet et par le notaire L.-P. Cossette, député de Matapédia, décédé le 23 septembre, à la suite d'un tragique accident d'automobile.

14. *L'Événement-Journal* du 13 novembre 1952, à la page 3, mentionne que le nouveau député libéral

du Québec-Ouest prend la parole pour la première fois à l'Assemblée législative.

15. La première séance de l'Assemblée législative qui, d'après *L'Action catholique* du 13 novembre 1952, à la page 3, ne soulève jamais un intérêt considérable aura duré moins de 60 minutes.

Séance du jeudi 13 novembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la Fédération catholique des institutrices inc. et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Boudreau);

- de commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village Saint-Charles, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation (M. Caron);

- de Joseph Laurent Gérard Bégin alias Gérard Roberge, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Gérard-L. Bégin en celui de Gérard-L. Roberge (M. Blanchard);

- de la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);

- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec (M. Johnson);

- de Raymond Eric Parsons, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit (M. Earl);

- de Ludwik Rabcewicz Zubrowski, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la profession d'avocat dans la province de Québec (M. Johnson);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Hauteville, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant un contrat intervenu entre Manicouagan Power Company (M. Ouellet);

- de Arthur Holmes et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les requérants sous le nom de "Drummondville Protestant Cemetery Company Incorporated" (M. Johnson);

- de The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fox);

- de Louis Kenneth Weiner et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Beth Moishe" (M. Rochon);

- de Mlle Alice Taschereau et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la Protection de la jeunesse féminine (M. Johnson);

- de The Montréal Thistle Curling Club, demandant l'adoption d'une loi modifiant ladite loi d'incorporation aux fins d'augmenter ses pouvoirs (M. Cottingham);

- des commissaires d'écoles catholiques de la municipalité de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);

- de la communauté des sœurs de Charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi relative aux titres de propriété du couvent de Saint-Vincent-de-Paul (M. Barrière);

- de Adélar-H. Champagne et autres, demandant l'adoption d'une loi pour demander l'annulation de l'abandon de la charte de Wellington Hotel Company (M. Desjardins);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe de vente dite taxe d'éducation (M. Hébert);

- de la corporation du Séminaire de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi aux fins de changer son nom (M. Roy)¹;

- de Anatole Côté, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Institut des comptables agréés de la province de Québec, à l'admettre comme membre (M. Barrière);

- de l'hôpital Brome-Missisquoi-Perkins, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze².

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

Comité permanent des bills privés en général:

Président: M. Ducharme.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bourque, Côté, Duplessis, Dussault, Élie, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Leclerc, Rivard, Sauvé; MM. Auger, Barrière, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Coumoyer, Dallaire, Desjardins, Dupré, Dupuis, Gérin, Hamel, Hanley, Hébert, Johnston, Jolicoeur, Lafrance, Langlais, Ledoux, Lemieux, Marcotte, Marler, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Plourde, Prévost, Provençal, Riendeau, Roche, Rochon, Ross, Savard, Somerville, Thibeault,

Nombre des membres: 53.

Quorum: 16.

Comité permanent des bills publics en général:

Président: L'honorable M. Duplessis.

Les honorables MM. Élie, Gagnon, Labbé (Mégantic), Lorrain, Miquelon, Paquette, Rivard, Sauvé, Talbot; MM. Bédard, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Cloutier, Cottingham, Coumoyer, Dallaire, Fox, Hamel, Jeannotte, Johnson, Kirkland, Langlais, Lesage, Marler, Marquis, Noël (Frontenac), Pinard, Roche.

Nombre des membres: 30.

Quorum: 12.

Comité permanent des règlements:

Président: M. Blanchard.

MM. Auger, Bélanger, Bernatchez, Boudreau, Dubé, Fox, Goulet, Jeannotte, Lalonde, Lavallée, Lesage, Lizotte, Poirier, Poulin, Raymond, Roche, Ross, Thibeault.

Nombre des membres: 19.

Quorum: 6.

Comité permanent des industries et du commerce:

Président: M. Fox.

Les honorables MM. Beaulieu, Bourque, Labbé (Mégantic); MM. Barrière, Boudreau, Chartier, Chartrand, Cloutier, Couturier, Desjardins, Dupré, Dupuis, Earl, Gérin, Goulet, Hébert, Johnston, Laberge, Lalonde, Lesage, Marcotte, Marquis, Montpetit, Plourde, Poulin, Roche, Thuot.

Nombre des membres: 28.

Quorum: 10.

Comité permanent des privilèges et des élections:

Président: M. Johnson.

Les honorables MM. Barrette, Bourque, Duplessis, Élie, Labbé (Mégantic), Leclerc, Miquelon; MM. Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Gérin,

Kirkland, Lavallée, Ledoux, Marcotte, Marquis, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Savard, Somerville.

Nombre des membres: 25.

Quorum: 12.

Comité permanent du Code municipal:

Président: M. Prévost.

Les honorables MM. Dussault, French, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Paquette; MM. Bélanger, Bernatchez, Bertrand, Caron, Chartier, Chartrand, Cottingham, Desjardins, Dubé, Dupré, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Jolicoeur, Kirkland, Lafrance, Lavallée, Pinard, Plourde, Raymond, Riendeau, Rochon, Ross.

Nombre des membres: 30.

Quorum: 12.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:

Président: M. Chartier.

Les honorables MM. Beaulieu, Gagnon, Paquette, Pouliot; MM. Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Chartrand, Cloutier, Couturier, Dubé, Ducharme, Dupuis, Jolicoeur, Laberge, Lalonde, Lemieux, Lesage, Marcotte, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Plourde, Poirier, Raymond, Rochon, Roy, Savard, Somerville.

Nombre des membres: 30.

Quorum: 12.

Comité permanent des comptes publics:

Président: M. Bertrand.

Les honorables MM. Beaulieu, Duplessis, French, Gagnon, Labbé (Arthabaska), Miquelon; MM. Bernatchez, Boudreau, Coumoyer, Desjardins, Earl, Hébert, Johnson, Laberge, Lavallée, Marler, Marquis, Noël (Frontenac), Plourde, Poirier, Poulin, Roy, Savard, Thuot.

Nombre des membres: 25.

Quorum: 12.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Président: L'honorable M. Élie.

Les honorables MM. Barré, Bégin, Duplessis, French, Labbé (Arthabaska), Leclerc, Miquelon; MM. Bédard, Bernatchez, Chartrand, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Dupré, Goulet, Jolicoeur, Laberge, Lafrance, Langlais, Lavallée, Ledoux, Lemieux, Lesage, Marcotte, Marler, Noël (Frontenac), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Roy.

Nombre des membres: 35.

Quorum: 16.

Projets de loi:**Prêts
agricoles**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi du
crédit agricole**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

Il s'agit, dit-il, de porter les prêts de \$6,000 à \$7,000 et d'augmenter le montant des prêts jusqu'à concurrence de 75 % de la valeur des fermes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Amélioration des conditions
de l'habitation**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi sur la conciliation entre
locataires et propriétaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas obligé d'en donner, mais je me rendrai avec plaisir à la requête du chef de l'opposition. Nous prolongeons d'un an le délai pour l'application de la loi. De plus, contrairement à ce qui se faisait du temps de l'opposition, nous distribuons le bill avant même la première lecture.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Pouvoirs spéciaux pour
la crise du logement**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Aide aux sinistrés
de Saint-Urbain**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 7 pour venir en aide aux sinistrés de Saint-Urbain.

Il s'agit d'un nouvel acte de philanthropie et de coopération généreuse à l'endroit des sinistrés de Saint-Urbain. Si l'opposition ne le sait pas, Saint-Urbain est une paroisse située non loin de Québec, qui était autrefois dans le diocèse de Chicoutimi et qui est aujourd'hui dans le diocèse de Québec. Cette paroisse a été ravagée par un incendie, et comme cela arrive généralement, plusieurs maisons ont été détruites.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Département des Transports
et des Communications**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 constituant le département des Transports et Communications.

Il s'agit d'un nouveau ministère pour faciliter à l'opposition ses voyages d'Ottawa à Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
véhicules automobiles**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 9 modifiant la loi des véhicules automobiles.

C'est une loi qui aura pour effet de rendre plus sévère la loi actuelle. La loi empêchera de conduire ceux qui ne sont pas dans un état normal, de s'installer au volant.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cours du recorder

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 concernant les recorders et les Cours du recorder.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Censure du cinéma et spectacles télévisés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 concernant le Bureau de censure du cinéma et la surveillance des spectacles télévisés.

Une censure a déjà été imposée par le peuple le 16 juillet. Dans le cas présent, nous croyons dans l'intérêt de la morale que la télévision doit être censurée tout comme le cinéma.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Prisons de réforme pour les jeunes délinquants

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 abrogeant la loi des prisons de réforme pour les jeunes délinquants.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Impression des Statuts

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 14 relatif à l'impression des Statuts.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la nomination des constables

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 modifiant la loi de la nomination des constables.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi sur la législation agricole

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 modifiant la loi relative aux problèmes de législation agricole.

Il s'agit de prolonger de 12 à 15 mois le délai qu'a le comité permanent pour l'étude des problèmes agricoles avant de faire rapport.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Oka-sur-le-Lac

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cumul des fonctions des membres de l'exécutif

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 modifiant la loi de l'exécutif.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Industrie laitière

L'honorable M. Élie (Yamaska) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 modifiant la loi protégeant l'industrie laitière dans la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la Régie des transports

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 modifiant la loi de la Régie des transports.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Coopératives d'électricité

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 concernant les coopératives d'électricité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Relations ouvrières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 22

pour supprimer les retards dans le règlement des différends entre employés et employeurs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

Adopté.

Loi du crédit agricole

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 3 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

Adopté.

Amélioration des conditions de l'habitation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 4 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté.

Loi sur la conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Adopté.

Aide aux sinistrés de Saint-Urbain

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 7 pour venir en aide aux sinistrés de Saint-Urbain.

Adopté.

Département des Transports et des Communications

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 8 constituant le département des Transports et Communications.

Adopté.

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 9 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Adopté.

Censure du cinéma et spectacles télévisés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 11 concernant le Bureau de censure du cinéma et la surveillance des spectacles télévisés.

Adopté.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 12 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

Industrie laitière

L'honorable M. Élie (Yamaska) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 19 modifiant la loi protégeant l'industrie laitière dans la province.

Adopté.

Loi de la Régie des transports

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 20 modifiant la loi de la Régie des transports.

Adopté.

Adresse en réponse au discours du trône³

M. Lavallée (Berthier)⁴ propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Johnston), que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de connaître les motifs de la convocation des Chambres.

(Applaudissements dans les tribunes)

M. l'Orateur rappelle que le public n'avait pas le droit de manifester dans les galeries.

M. Lavallée (Berthier) présente ses félicitations à l'Orateur, exprime des regrets à l'occasion de la mort du roi, prie la divine Providence d'aider la jeune et gracieuse souveraine à porter le poids écrasant de l'autorité et de lui accorder, dit-il, un règne bienfaisant, qui puisse contribuer à la consolidation de la paix dans l'univers.

Parlant de M. Georges Lapalme, la première session de la 24e législature débute par une situation semblable à celle qui existait dans la dernière session de la 23e législature avec une opposition sans tête. M. Lapalme est le chef qui meurt, tandis que le premier ministre est le chef qui demeure. Ce pseudo chef vantard, matamore et fanfaron qui a refusé pendant plusieurs années de siéger dans cette Chambre, parce qu'il avait peur de discuter avec le chef de l'Union nationale, a connu une défaite écrasante non seulement dans la province, mais dans les trois comtés provinciaux qui composaient ses anciens comtés fédéraux: Joliette, L'Assomption et Montcalm⁵. Personne ne l'a pris au sérieux.

L'électorat, particulièrement l'électorat agricole, a vite jugé le ton faux de l'homme d'Ottawa et de ses discours et l'inquiétante contradiction dans ses attitudes⁶. Le cultivateur s'est

alarmé à bon droit d'entendre le chef invisible du Parti libéral parler de la menace communiste comme d'un écran de fumée pendant que les leaders communistes de la province demandaient à leurs partisans de voter libéral. Ils ont compris la logique irréfutable du premier ministre lorsqu'il disait à Pont-Rouge, quelques semaines avant l'élection: "Nos adversaires ne sont pas des communistes, mais ils font l'affaire des communistes. C'est pour cela que les chefs communistes recommandent à leurs partisans de voter pour eux, pour nos adversaires".

Nos cultivateurs ont tenu compte de l'attitude prise par M. Lapalme dans le passé sur le problème communiste. Ils ont appris que l'ex-député fédéral de Joliette-L'Assomption-Montcalm, durant les cinq années obscures où il s'est "bureaucratisé" sur son siège de "backbencher", n'a jamais élevé la voix pour demander l'interdiction du Parti communiste canadien et s'est même défilé. Il s'est absenté de la Chambre, par partisanerie politique, lorsqu'est venu le moment de voter en faveur de cette interdiction. Avec M. Lapalme au pouvoir, c'eût été la reprise et la consommation de la politique d'abandon et de reniement des droits provinciaux du Parti libéral provincial. Le Parti libéral provincial n'était qu'un bureau auxiliaire du parti fédéral.

Une victoire pour le chef du Parti libéral, Georges-Émile Lapalme, lors des élections provinciales aurait signifié la fin des droits de la province et la trahison des agriculteurs. Les cultivateurs de cette province pourraient-ils croire ce soi-disant autonomiste libéral? Pour cet homme, un autonomiste superficiel qui est au fond un centralisateur, la question fondamentale de l'autonomie n'a jamais été qu'une simple question électorale. Le Parti libéral provincial, je le répète, n'est qu'une succursale du parti d'Ottawa.

Je suis un ancien libéral, issu d'une vieille famille libérale. Si j'ai donné un jour mon adhésion sincère au chef de l'Union nationale, c'est parce qu'il a fondé un véritable parti autonomiste, indépendant de tous les partis fédéraux. Les cultivateurs n'ont pas oublié que M. Lapalme s'est moqué cyniquement de l'autonomie. Ils étaient en droit de craindre que, s'il était élu, il signerait avec Ottawa une entente fiscale désavantageuse pour Québec. Nos cultivateurs n'ont pas cru que M. Lapalme était indépendant de ses amis d'Ottawa. Les cultivateurs n'ont jamais oublié que, pendant qu'il était à Ottawa, M. Lapalme n'a jamais pris la parole une seule fois pour défendre les droits de sa province contre les empiètements de la bureaucratie.

Le vote massif accordé à l'Union nationale, le 16 juillet dernier, par la classe rurale, dont je fais

partie, signifie encore que nos cultivateurs ne sont pas des rêveurs, mais des réalistes capables de juger une situation à son mérite. Ils ont préféré un programme de réalisations à un programme de promesses irréalisables.

Les agriculteurs n'ont pas oublié que le chef de l'Union nationale a fait du Québec la première province de la Confédération canadienne et qu'il l'a lancée sur la voie du progrès industriel. Ils se sont rappelés aussi que, pour le chef du gouvernement, l'agriculture demeure le fondement indispensable de la gigantesque structure économique qu'on est actuellement à ériger.

Les cultivateurs ont été dégoûtés par la sale démagogie déployée aux dernières élections par le Parti libéral. Il est bon que l'on sache partout, dans cette province, à quel point M. Lapalme et ses amis ont rabaisé le niveau de nos mœurs électorales et jusqu'à quel point également leur démagogie éhontée a nui à la réputation du Québec auprès des autres provinces du Canada.

Il (M. Lavallée) cite un article du *Droit*, au lendemain de l'élection, et dans lequel M. Camille L'Heureux écrivait que "cette malheureuse campagne (de M. Lapalme) a été loin de contribuer à accroître le respect des Canadiens français chez les Anglo-canadiens des autres provinces. Elle fournira des armes contre nous".

Il cite des articles du R.P. Gustave Sauvé, O.M.I.

Il fait ensuite l'éloge du chef de l'Union nationale et de sa politique. La classe rurale s'est souvenue du crédit agricole, qui a sauvé les cultivateurs de la banqueroute et enrayé la désertion des campagnes. Il insiste sur la loi de l'électrification rurale qui, avec la loi du crédit agricole, a contribué tellement à transformer et à mécaniser notre agriculture. Cette loi bienfaisante, dit-il, a remédié à la situation d'infériorité dans laquelle se trouvait l'agriculture du Québec, vis-à-vis de sa province rivale, la province d'Ontario, province où l'électrification et la mécanisation de la plus grande partie des forces permettaient aux cultivateurs de livrer sur le marché des produits de haute qualité à meilleur prix que les nôtres.

Il (M. Lavallée) parle également de la politique de drainage de l'Union nationale. La comparaison des sommes dépensées par les libéraux et les nationaux, pour les drainages, explique éloquemment l'attachement de la classe rurale à l'Union nationale. Pendant que les libéraux estimaient suffisante la somme de \$1,983,610.45, de 1940 à 1944, l'Union nationale a consacré à cette œuvre vitale, depuis 1944, une somme d'environ \$24,000,000.

En résumé, les cultivateurs de cette province ont reconnu, le 16 juillet, que le premier ministre actuel est le véritable bienfaiteur de l'agriculture québécoise. Ils lui ont exprimé leur reconnaissance pour les \$96,000,000 du crédit agricole, les \$20,000,000 de l'électrification rurale, les \$24,000,000 du drainage des terres, les \$80,000,000 de la colonisation, les \$100,000,000 de la voirie rurale, les \$14,000,000 d'octrois à l'enseignement ménager, les \$40,000,000⁷ de dettes scolaires réglées et les \$60,000,000 pour leurs écoles et l'instruction publique. Quel gouvernement a autant fait pour les cultivateurs de cette province que le gouvernement de l'Union nationale?

Le premier ministre est un protecteur contre les deux graves dangers qui menacent actuellement notre chère province, le communisme et la centralisation. Il loue le chef clairvoyant et courageux qui, dès 1937, a protégé les nôtres en édictant sa loi du cadenas. Il insiste sur les avantages de la loi du cadenas. Il dénonce les empiétements sans cesse grandissants de la bureaucratie centralisatrice. Les cultivateurs ont reconnu dans le premier ministre le véritable champion de l'autonomie provinciale et lui ont renouvelé leur confiance.

Nous désirons rester maîtres chez nous et nous n'accepterons pas la tutelle fédérale en signant, comme les autres provinces, les accords fiscaux proposés par Ottawa. La signature de ces accords, c'est le chemin direct vers la centralisation et l'union législative que nos pères ont combattu de toutes leurs forces.

Il dit encore que depuis que l'Ontario a signé un accord sur la taxation avec le gouvernement fédéral, certains au Québec s'inquiètent parce que la province du Québec est maintenant seule dans sa démarche contre les subventions fédérales en retour de certains champs fiscaux de la province.

Il n'y a rien à craindre au sujet de la possibilité que le gouvernement de l'Union nationale signe une convention fiscale avec le gouvernement fédéral comme l'ont fait les autres provinces.

Retenons bien les paroles que le premier ministre prononçait ces jours-ci devant les délégués de l'Union des municipalités: "Des provinces n'ont pas les moyens de se battre. Quant à nous, nous avons les moyens de nous battre. Nous ne cherchons pas la bataille, mais nous sommes capables de la faire. Et on va s'en rendre compte".

Il évoque les paroles du premier ministre (l'honorable M. Duplessis) qui disait "qu'il n'allait jamais signer l'arrêt de mort de la province". Le Québec ne sera jamais seul aussi longtemps que l'Union nationale sera au pouvoir.

La lutte autonomiste pour la protection des droits sacrés du Québec se continue, plus vive que jamais. Je suis certain que, sous peu, les citoyens de cette province auront l'occasion de comparer une fois de plus les vrais serviteurs du Québec et les complices camouflés d'Ottawa.

(Applaudissements prolongés)

M. Johnston (Pontiac)⁸ seconde l'adresse et félicite l'Orateur de sa réélection et exprime sa gratitude au premier ministre pour la coopération qu'il lui a accordée dans le passé pour les œuvres dont il a doté le comté qu'il représente.

Les résultats des élections générales du Québec, l'été dernier, prouvent que le gouvernement de l'Union nationale a la confiance des Québécois d'une manière incomparable. Il félicite le peuple de la province d'avoir réélu le gouvernement de l'Union nationale en qui il a confiance pour combattre le communisme dont la menace s'étend de plus en plus sur le monde.

Il loue l'œuvre du premier ministre en vue d'assurer le développement de nos richesses naturelles par l'intermédiaire de l'entreprise privée. Beaucoup du crédit qui va souvent à Ottawa pour ce progrès devrait aller à Québec. Depuis cinq ans, les ressources naturelles de la province ont été développées à une allure sans précédent et 5,000 industries nouvelles se sont installées dans le Québec. L'Union nationale est grandement responsable des immenses progrès connus par le Nord-Ouest québécois depuis quelques années.

Il parle de l'avancement de sa région et il invite le premier ministre à la visiter de nouveau. Sa réélection, dit-il, en juillet dernier, est attribuable au fait que le gouvernement a tenu, de 1948 à 1952, toutes les promesses faites aux élections de 1948.

Les publicistes de l'organisation libérale fédérale ont accordé au ministre du Commerce, l'honorable C. D. Howe, beaucoup de mérite pour le développement des ressources naturelles, des mérites qui reviennent à des hommes comme le premier ministre du Québec, le premier ministre de l'Ontario, M. Leslie Frost, le premier ministre de l'Alberta, M. Manning, et autres chefs provinciaux.

Notre premier ministre a été l'un des premiers à s'apercevoir que le seul bon moyen de vaincre la menace rouge au Québec était de développer nos ressources naturelles.

Les hommes d'affaires, les industriels et les principaux financiers ont confiance en le gouvernement de Québec. C'est l'une des raisons pour lesquelles le Québec traverse actuellement son âge d'or.

Tout cela dénote une prospérité sans précédent qui provient particulièrement des heureuses et sages politiques instituées dans la province par l'honorable premier ministre et le gouvernement de l'Union nationale. Le Québec jouit actuellement de la plus grande prospérité de son histoire, mais les cinq prochaines années nous permettront de réaliser des avances telles que nous n'en avons jamais rêvées.

Il (M. Johnston) félicite le ministre de la Santé pour l'amélioration de la santé publique dans la province, la diminution de la mortalité infantile et le taux de mortalité le plus bas de l'histoire de la province en regard de la tuberculose. Il félicite également le ministre de l'Agriculture pour la poussée donnée à l'électrification rurale et pour le crédit agricole qui est une aide importante aux fermiers.

Dans le domaine de l'éducation, le Québec commence à se faire reconnaître partout dans le monde. Les finissants des universités Laval, de Montréal ou McGill sont partout en demande. L'enseignement supérieur s'améliore, ainsi que les écoles d'enseignement secondaire, les écoles spécialisées et les écoles techniques. Nous formons nos jeunes pour qu'ils soient capables d'occuper des postes où ils recevront de bons salaires et où on leur offrira une sécurité et des possibilités d'avenir pour leurs enfants.

Sa majorité qui était de 1,000 votes, dit-il, a augmenté à une majorité de 2,300 votes aux élections de juillet, la plus importante dans l'histoire de son comté. Ceci a été possible en raison de l'équité et de la tolérance du gouvernement de l'Union nationale envers les minorités de la province. Son comté, sur la rivière Outaouais, est l'un de ceux de la province qui comprennent le plus fort élément de langue anglaise.

Il réclame du ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu), que des manufactures soient établies dans Pontiac, pour le bénéfice des ouvriers. Il invite le premier ministre à venir assister à l'ouverture de la nouvelle école de Shawville, érigée au coût de \$600,000, et qui sera fréquentée par 700 écoliers protestants de langue anglaise.

Il invite le premier ministre à venir procéder à l'inauguration officielle du nouveau pont sur la rivière Coulonge. Le pont que les libéraux ont proposé de construire entre l'île aux Allumettes et Pembroke, Ontario, n'était qu'une farce; ce n'était qu'une partie de football pour les libéraux. Il demande au premier ministre de répondre à leur promesse en l'air en érigeant le pont qui est nécessaire au développement du côté québécois de la vallée supérieure de l'Outaouais.

Les principales industries dans cette région sont l'agriculture, le bois et les mines. Toutes trois sont florissantes; les gens vivent en paix et en harmonie et les services sanitaires et éducatifs s'y améliorent. Le chômage n'existe pas dans Pontiac. Le traitement fait à la minorité anglaise, dans la province de Québec, est un exemple que pourraient imiter les autres provinces, même l'Ontario. Il fait de nouveau l'éloge du premier ministre.

(Applaudissements prolongés)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit maintenant ajourné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je constate que le chef de l'opposition s'est levé dans un silence de mort. Aucun membre de son parti ne l'a applaudi.

Le chef de l'opposition a beaucoup de mérite en venant se battre pour un chef absent⁹, qui reste à 150 milles de la Chambre, ajoute-t-il avec humour. J'espère qu'il rencontrera et pourra compter sur un peu plus d'élan et de combativité à l'avenir parmi le groupe qui l'accompagne en Chambre.

Le débat devrait se continuer puisqu'il s'agit de l'adoption d'une adresse de remerciements. Quand on tarde à remercier, dit-il, ce n'est pas poli.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait remarquer qu'il n'a aucune objection à la motion du chef de l'opposition, mais il lui reproche de n'avoir pas eu un mot pour féliciter le proposeur et le secondeur de l'adresse.

Le proposeur, dit-il, est un bon libéral, un libéral honnête, qui a vu la lumière. Je félicite les députés de Berthier (M. Lavallée) et de Pontiac (M. Johnston).

Adopté. Le débat est ajourné.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a préparé, imprimé et distribué à date un nombre considérable de projets de loi. Quant aux bills privés, on comprendra qu'il y a des avis à respecter. Nous ne pourrions convenablement les étudier sans tenir compte des délais prévus.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) déclare qu'il est prêt à coopérer pour que le travail de la Chambre se fasse sans retard. Il n'a aucune objection

à s'entendre avec la droite pour que le comité des bills privés commence à siéger dès la semaine prochaine.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose alors que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTES

1. "Incidentement, nous dit *L'Action catholique* du 14 novembre 1952, à la page 29, c'était la première fois que le nouveau député de Nicolet avait l'occasion de parler en Chambre."

2. Le *Chronicle-Telegraph* du samedi 15 novembre 1952, à la page 3, explique la procédure relative à la formation du comité: "Les membres des comités ont été sélectionnés selon la représentation proportionnelle à la Chambre qui nécessite qu'un tiers de ceux-ci soient des députés de l'opposition du Parti libéral et que les deux tiers soient des députés du parti au pouvoir, soit l'Union nationale."

3. *L'Action catholique* du 14 novembre 1952, à la page 3, nous apprend: "Sous l'Union nationale, le mercredi est consacré à la lecture du discours du trône et le jeudi aux discours du proposeur et du secondeur de l'adresse." Par ailleurs, *Le Soleil* du 14 novembre 1952, à la page 3, soutient que, selon "une coutume qui remonte loin dans notre histoire parlementaire", l'adresse en réponse au discours du trône est le moment de faire l'éloge du gouvernement. Il s'agit, avec le débat sur le budget, du seul moment qui permet "aux députés de parler un peu de tout ce qui peut intéresser leurs électeurs et la province de Québec en général". Toutefois, d'après un règlement mis en application peu avant 1952, nous apprend *La Patrie* du 18 novembre 1952, à la page 10, ils doivent, mis à part les chefs des partis politiques, restreindre leur intervention à une heure lors de ce débat.

4. On nous indique dans *L'Action catholique* du 14 novembre 1952, à la page 29, qu'"une délégation de plus de 60 personnes était venue de Berthier pour entendre le discours de M. Lavallée". Par ailleurs, le journaliste du quotidien *Le Canada* du 21 novembre 1952, à la page 6, dit: "Ce lui fut une heure mémorable de sa petite histoire."

5. Le journaliste du quotidien *The Gazette* du 14 novembre 1952, à la page 4, fait ensuite une précision: "M. Lavallée fait référence à l'offre de M. Duplessis de laisser élire par acclamation M. Lapalme à l'occasion d'une élection partielle."

6. Le correspondant du journal libéral *Le Canada*, Charles Hamel, écrit le 15 novembre 1952: "M. Lavallée a consacré la plus grande partie de son allocution à de basses attaques contre M. Georges Lapalme, chef du Parti libéral provincial, formulant contre lui les accusations les plus fantaisistes et les plus dénuées de fondement." Quant au quotidien *Montréal-Matin* du 14 novembre 1952, à la page 8, il précise que "les députés ministériels applaudissaient à tout rompre ses déclarations".

7. *La Presse* du 14 novembre 1952, à la page 11, parle plutôt de \$4,000,000.

8. Le député s'exprime en anglais, lit-on dans l'édition du *Montréal Star* du 14 novembre 1952, à la page 5.

9. Nous pouvons lire dans le *Montréal-Matin* du 15 novembre 1952, à la page 4: "Dès qu'il eut été désigné pour diriger les destinées du Parti libéral provincial, M. Lapalme a reçu du chef de l'Union nationale l'offre de se faire élire par acclamation. Le demi-chef libéral a refusé, laissant entendre qu'il voulait obtenir une victoire éclatante non seulement dans un comté mais dans toute la province, avant de se rendre à l'Assemblée législative."

Séance du mardi 18 novembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à s'annexer la ville de Riverbend (M. Auger);
- de la corporation de la ville des Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, demandant l'adoption d'une loi aux fins de prolonger les dispositions de la loi 14 George VI, chapitre 137 (M. Auger);
- de la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet);
- de la ville de Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jolicoeur);
- de la corporation du village de Chandler, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jolicoeur);
- de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de la ville d'East Angus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de la ville de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Jeannotte);
- de la ville de Windsor, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dallaire);
- de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);
- de dame Sybil Nemiroff, épouse de Bernard Plotnick, demandant l'adoption d'une loi concluant à la ratification de certains lots (M. Thibault);

- des Écoles ménagères provinciales, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Roche);

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ducharme);

- de Barvue Mines Limited, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation un certain territoire du canton de Barraute, sous le nom de Ville de Barvue (M. Dallaire);

- de dame Kathleen Mary Paquette, demandant l'adoption d'une loi aux fins de légaliser son adoption faite par feu John F. Paquette (M. Gérin);

- des Frères de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom en celui de la Province canadienne des frères de Saint-Vincent-de-Paul (M. Cloutier);

- des révérends Pères Lucien Gagné et autres, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir les pouvoirs et privilèges d'une corporation civile avec siège social dans la cité de Sillery sous le nom de "La Corporation des Pères Maristes" (M. Cloutier).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Fédération catholique des institutrices inc. et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Boudreau);

- des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village Saint-Charles, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation (M. Caron);

- de Joseph Laurent Gérard Bégin alias Gérard Roberge, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Gérard L. Bégin en celui de Gérard L. Roberge (M. Blanchard);

- de la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);

- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec (M. Johnson);

- de Raymond Eric Parsons, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit (M. Earl);

- de Ludwik Rabcewicz Zubrowski, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la profession d'avocat dans la province de Québec (M. Johnson);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant une résolution et un contrat intervenu entre Manicouagan Power Company et eux-mêmes (M. Ouellet);

- de Arthur Holmes et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les requérants sous le nom de "Drummondville Protestant Cemetery Company Incorporated" (M. Johnson);

- de The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fox);

- de Louis Kenneth Weiner et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Beth Moishe" (M. Rochon);

- de Mlle Alice Taschereau et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la Protection de la jeunesse féminine (M. Johnson);

- de The Montreal Thistle Curling Club, demandant l'adoption d'une loi modifiant ladite loi d'incorporation aux fins d'augmenter ses pouvoirs (M. Cottingham);

- des commissaires d'écoles catholiques de la municipalité de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);

- de la communauté des Sœurs de Charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi relative aux titres de propriété du couvent de Saint-Vincent-de-Paul (M. Barrière);

- de Adélar-H. Champagne et autres, demandant l'adoption d'une loi pour demander l'annulation de l'abandon de la charte de Wellington Hotel Company (M. Desjardins);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe de vente dite taxe d'éducation (M. Hébert);

- de la corporation du Séminaire de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi aux fins de changer son nom (M. Roy)¹;

- de Anatole Côté, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Institut des comptables agréés de la province de Québec, à l'admettre comme membre (M. Barrière);

- de l'hôpital Brome-Missisquoi-Perkins, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand).

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) transmet à M. l'Orateur le message suivant de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

Régie interne de l'Assemblée législative

Gaspard Fauteux, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie du rapport de l'honorable Conseil exécutif, en date du 12 novembre 1952, et approuvé par lui le même jour, concernant la Commission de la régie interne de l'Assemblée législative.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 18 novembre 1952
(Document de session no 5)

Dépôt de documents:

Archiviste, rapport 1949-1950 et 1950-1951

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1949-1950 et 1950-1951. (Document de session no 6)

Adresse en réponse au discours du trône²

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 13 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Berthier (M. Lavallée), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)³ félicite d'abord le représentant de Hull (l'honorable M. Taché) de sa réélection pour un troisième mandat et exprime en souriant son regret que le gouvernement ne l'ait pas choisi pour le nommer ministre ou juge. Il espère que l'Orateur de la Chambre appliquera avec impartialité aux deux côtés de la Chambre les règlements qui régissent les débats, non pas par sympathie, mais au nom de la justice.

Après avoir rendu hommage à l'Orateur, il adresse quelques remarques piquantes à l'intention du proposeur et du seconneur de l'adresse, les députés de Berthier (M. Lavallée) et de Pontiac (M. Johnston). Il met de côté les attaques faites contre M. Lapalme la semaine dernière par le député de Berthier suite au fait que le député de Berthier n'avait pas été choisi comme candidat libéral dans la circonscription de Berthier lors de la convention de 1943.

Il rappelle le souvenir du feu roi George VI, bon père de famille qui a fait voir que le véritable bonheur se trouve seulement au sein de la famille. Son courage exemplaire a été un exemple pour tout le monde. Au sujet de la reine Elizabeth II, il a dit qu'elle a conquis facilement l'affection de tous les Canadiens lors de sa visite comme héritière éventuelle. Il a été particulièrement impressionné par le fait qu'elle s'est exprimée dans un français impeccable lors de sa visite. Il offre respectueusement, en son nom et en celui des députés de l'opposition, ses souhaits de bonne santé et d'un règne heureux et bienfaisant.

Il (M. Marler) évoque certains événements récents, dont le centenaire de l'Université Laval. Les délégués éminents venus de toutes les parties du monde ont été unanimes dans l'expression de leur admiration pour l'université de Québec. Je veux exprimer le vœu que cette belle institution continue pour longtemps encore à rendre aux nôtres et à l'enseignement en général les services signalés qu'elle a donnés dans le passé.

Entrant plus immédiatement dans le vif de son discours, il remercie le premier ministre de lui avoir fourni les services d'un conseiller juridique, puis il adresse ses félicitations au premier ministre, qui en est à sa 27^e session parlementaire comme député de Trois-Rivières. Ce doit être une source de très grande satisfaction personnelle pour le premier ministre, ajoute-t-il.

À l'occasion de ses 25 ans de politique, au cours de la campagne, l'Union nationale a publié des annonces où l'on citait, plus ou moins exactement,

des commentaires sur le compte du premier ministre par des gens "en autorité" qui le connaissaient! Parmi les personnes "en autorité" qui complimentaient le chef du gouvernement, on avait inclus le nom du chef de l'opposition.

Je ne m'imaginais jamais que les paroles que je prononçais ici, en cette Chambre, l'an dernier, me feraient considérer comme une "autorité" sur la personnalité du premier ministre! Quoi qu'il en soit, je puis l'assurer de ne pas s'inquiéter, car en dépit de toute l'autorité que les propagandistes de son parti ont semblé m'attribuer, je ne parlerai pas de ses défauts. Ce serait beaucoup trop long.

Il rappelle au premier ministre, avec humour, qu'à la fin de la dernière session, il avait parié avec le premier ministre que sa majorité serait plus considérable que la sienne, aux prochaines élections. Si je me rappelle bien les faits, dit-il, on avait mentionné la somme de \$1 de ce côté-ci de la Chambre, et la somme plus considérable de \$100 du côté ministériel. Eh bien! Les élections sont passées et si ma majorité a baissé de 9,879 à 9,179⁴, celle du premier ministre, chose étrange, a baissé de 12,261 à 5,135, soit une diminution de 7,126 votes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pardon, ma majorité fut exactement de 5,460 voix.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne me chicanerai pas. À part les sommes en jeu, je suis prêt à sacrifier 300 votes. J'espère que le premier ministre n'attendra pas la publication, en 1954 ou 1955, du rapport officiel sur les élections générales de juillet 1952 pour donner suite à la discussion à laquelle je fais allusion et à ses engagements. J'espère que je ne serai pas obligé d'attendre à 1953 ou 1954 pour toucher le produit de mon pari.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Page!⁵

Il (l'honorable M. Duplessis) tire de sa poche un billet de banque de \$1 et l'envoie porter par un page à M. Marler, au grand amusement de la Chambre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): (Sous les applaudissements de la députation) Je remercie le premier ministre de s'être acquitté de ses obligations envers moi. Mais cela ne m'empêchera pas de revenir de temps à autre sur le sujet au cours de la session.

Aux trois nouveaux ministres sans portefeuille, il offre des félicitations, tout en leur conseillant de se

chercher un portefeuille parce que leurs prédécesseurs qui n'en avaient pas, rappelle-t-il, ont été remerciés par leurs électeurs.

Il regrette que les comtés d'Outremont et de Matapédia ne soient pas représentés en Chambre. Je me rappelle, dit-il, que lorsque le premier ministre actuel était chef de l'opposition, il portait un intérêt particulier aux élections complémentaires. Il trouvait injuste que des électeurs payant des taxes ne soient pas représentés dans cette Chambre. Qu'attend donc le gouvernement?

S'agit-il de trouver un candidat pour l'Union nationale, ou s'agit-il de nommer le nouveau ministre des Transports, chargé de poser sa candidature et de disputer le siège à M. Lapalme, avant d'ouvrir le comté? Ou s'agit-il encore d'attendre un changement à la loi électorale pour aider le gouvernement dans sa lutte pour essayer de gagner le comté d'Outremont? Emploie-t-on ce moyen pour empêcher M. Lapalme d'obtenir un siège au Parlement? On dirait que le premier ministre a peur de la présence en Chambre de M. Lapalme, qui a annoncé qu'il se présenterait dans Outremont.

(Rires du côté ministériel)

Il (M. Marler) se demande ensuite si le gouvernement va prétendre, comme en 1948, avoir reçu du peuple, un mandat net, clair et précis quand son programme législatif n'a pas été discuté au cours de la campagne électorale. Sur quoi repose cette thèse, dit-il?

Aux dernières élections, les libéraux ont reçu 220,000 votes de plus qu'en 1948. L'Union nationale n'a pas augmenté son pourcentage du vote, tandis que le Parti libéral a augmenté le sien de 36 % à 45.6 %. Le gouvernement a reçu 50.7 % du vote total et les libéraux, 45.6 %. La majorité globale ministérielle de l'Union nationale sur le Parti libéral n'a été que de 88,779 votes sur un total de 1,679,186. L'Union nationale n'a eu que 885,360 votes contre 768,581 aux libéraux, les indépendants et autres, le reste. C'est dire que le vote populaire s'est divisé à peu près également.

Il donne à son chef, M. Georges Lapalme, tout le crédit de cette augmentation et il le félicite pour son dévouement et pour la campagne agressive qu'il a menée. Cette victoire, nous la devons au travail incessant de M. Lapalme, à son courage, son énergie et ses belles qualités de chef. Il félicite également tous les députés libéraux élus, au nombre de 22. Il se dit confiant de voir M. Lapalme siéger sous peu comme député d'Outremont à l'Assemblée législative et il lui promet à l'avance sa loyauté complète et la collaboration entière de tous les membres de l'opposition.

Il félicite le premier ministre pour sa victoire aux élections du 16 juillet dernier⁶. Par quels moyens l'Union nationale a-t-elle gagné les élections? Le peuple québécois n'a jamais vu un parti politique dépenser autant d'argent pour sa propagande que l'Union nationale au cours des mois de juin et juillet 1952. L'Union nationale inonde les électeurs dans les journaux, à la radio et sous forme de pancartes et d'imprimés divers. Beaucoup d'électeurs se sont demandés d'où venaient les centaines de milliers de dollars employés pour la publicité et s'il n'y avait pas un lien entre ces dépenses considérables et la politique ministérielle du gouvernement de ne jamais demander de soumissions publiques pour ses travaux.

De plus, toutes les pressions imaginables ont été exercées sur les électeurs, notamment des présidents des commissions scolaires, pour les forcer à assister à la réunion de Notre-Dame-de-Grâce et à voter ou travailler pour les candidats de l'Union nationale. Les officiers de certaines institutions de charité ne peuvent pas prendre le risque de s'absenter, car ils croient que l'institution qu'ils représentent pourrait souffrir de la perte de subventions du gouvernement. Ce n'est certainement pas les libéraux qui ont exercé de telles pressions⁷.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Ridicule!

(Applaudissements à gauche)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ces pressions se sont exercées dans toutes les sphères, sur les camionneurs, les taverniers, les hôteliers, les licenciés, soit ceux qui attendaient de l'administration le renouvellement de permis ou licences, des mères nécessiteuses et des vieillards, soit ceux qui attendaient des pensions du gouvernement, les cultivateurs qui demandaient le prêt agricole et les colons, menacés de perdre leurs primes. Tous ceux qui dépendaient en quelque façon du gouvernement ont été mis à contribution. Il accuse l'Union nationale d'avoir obtenu des fonds auprès des fournisseurs et des détenteurs de permis d'alcool. On est allé jusqu'à menacer des gens de la perte de leurs positions et à priver de leurs pensions certains anciens fonctionnaires qui ont travaillé pour le Parti libéral. Il parle de représailles dirigées après les élections contre des candidats libéraux.

Jamais un gouvernement n'a dépensé autant que l'Union nationale a dépensé pour les élections de 1952. Le budget de l'exercice courant, qui prévoyait pourtant des dépenses sans précédent de \$260,000,000, n'a pas suffi au gouvernement. En

même temps que le premier ministre déclarait que les dépenses d'un gouvernement doivent être limitées aux chiffres de ses revenus, son propre gouvernement défonce le budget en dépensant des millions et des millions de plus que les crédits votés. Non seulement le gouvernement a fait cela, mais il a engagé les revenus futurs. À preuve le fait, qu'au 31 mars 1952, il n'y avait aucun bon du Trésor en circulation. Au 31 octobre 1952, sept mois plus tard, les élections terminées, le gouvernement avait emprunté aux banques. Il y avait des bons du Trésor pour \$36,000,000. Et voici que le gouvernement est en train de lancer un nouvel emprunt de \$25,000,000 sur le marché de New York.

De plus, il ne faut pas oublier les comptes non payés, les sommes dues aux entrepreneurs, les promesses de construction d'hôpitaux, d'écoles, toutes choses qui augmentent le passif de la province. Aux dernières élections générales, en 1948, le budget avait été défoncé de \$83,000,000⁸ et le déficit de \$43,000,000 n'avait été réduit à \$31,000,000 que par le truchement du fonds d'éducation. Lorsque les faits principaux seront connus, non pas à cette session, mais lorsque les *Comptes publics* de l'année 1952-1953 seront déposés, on verra encore que, pour l'Union nationale, ce n'est pas l'administration de la province sur une base d'affaires qui compte, mais plutôt le pouvoir à tout prix.

C'est pour cela que nous rejetons la thèse du mandat net, clair et précis, parce que l'Union nationale n'a jamais voulu que les électeurs se prononcent sur l'administration du gouvernement. Parce qu'ils craignent que, si le peuple avait voté librement, il aurait rejeté le régime actuel, cette administration dispendieuse.

Dans le discours du trône, le gouvernement se vante comme d'habitude de donner une place prépondérante à l'agriculture dans notre économie. Mais il n'y paraît guère quand on se reporte aux revenus nets des cultivateurs. La mesure, ce n'est pas la valeur brute de la production agricole mais bien le revenu que le cultivateur reçoit en argent, moins les dépenses d'opération et de dépréciation de ses bâtiments et de sa machinerie.

Sous les libéraux, de 1939 à 1944, le revenu net du cultivateur, et non la valeur brute de la production agricole, a augmenté de \$31,000,000 à \$97,000,000, soit plus de 200 % de 1944 à 1950, période pendant laquelle les prix ont été généralement stables à cause du plafonnement. En 1950, ce chiffre est passé à \$161,000,000, soit une augmentation de 66 % alors que les prix ne cessaient de monter. À

cause du prix élevé des denrées, ce qui importe de savoir, c'est de quelle façon les cultivateurs profitent de l'augmentation de ces prix dans le pays en général.

Il (M. Marler) fait une comparaison entre le cultivateur du Québec et celui de l'Ontario, en tenant compte de la situation géographique plus favorable de cette dernière province, de l'étendue plus grande des fermes ontariennes. Il est naturel qu'à cause de cela le revenu du cultivateur ontarien soit plus grand que celui de son compatriote québécois. Cet examen nous permet de constater que, pour chaque dollar additionnel de revenu net que le cultivateur québécois a reçu depuis la fin de la guerre, son voisin, le cultivateur d'Ontario, a eu \$2 à mettre dans sa poche. Il faut donc chercher la cause de cet écart considérable dans les revenus des deux.

Les statistiques révèlent qu'en 1950 le revenu en espèces des récoltes a été de \$152,000,000 en Ontario et de \$33,000,000 au Québec, cependant que, de 1944 à 1951, la valeur des grandes cultures est passée de \$162,000,000 à \$197,000,000 dans le Québec, soit une augmentation de \$35,000,000 seulement. Alors que, dans l'Ontario, elle est passée de \$219,000,000 à \$452,000,000, soit une augmentation de \$233,000,000 ou de plus de 100 %.

Une des principales raisons de cet écart, c'est que le nombre d'acres affectées aux grandes cultures dans le Québec a diminué de 500,000 dans la même période. La conséquence, c'est que le cultivateur du Québec dépense beaucoup plus d'argent pour l'achat des grains et de la provende venant de l'ouest du pays. De sorte que plus du tiers des revenus que le cultivateur québécois retire de la vente de son bétail, de ses produits laitiers, de ses œufs et de ses volailles sert à payer le coût des grains et de la provende qu'il doit acheter à l'extérieur. Son concurrent de l'Ontario ne dépense que le cinquième. L'Ontario produit deux fois plus d'orge, trois fois plus de grains mélangés, neuf fois plus de luzerne et sept fois plus de blé d'Inde que le Québec.

On ne peut que regretter, dit-il, cette tendance de plus en plus prononcée de dépendre des sources extérieures pour l'alimentation du bétail. Je ne blâme pas nos cultivateurs, loin de là, mais je dis que le temps est venu où le gouvernement doit réorganiser son service d'agronomie, intensifier sa propagande agricole, par la distribution de documents éducatifs relatifs au domaine agricole, et faire un effort spécial pour améliorer la situation actuelle, qui ne peut être que défavorable à l'avenir de notre agriculture. Il faudrait aussi stimuler l'emploi des engrais chimiques. Québec n'en a utilisé que pour \$7,000,000 en 1950, contre \$17,000,000 pour

l'Ontario. Nous soutenons que l'agriculture a besoin d'une politique d'encouragement plus directe et nous croyons que si le gouvernement peut dépenser, comme il l'a fait cette année, près de \$300,000,000, il peut raisonnablement songer à des mesures d'encouragement matérielles et pratiques pour notre agriculture, accorder plus de primes et d'octrois.

À ce sujet, la province ne fait pas son devoir. La diminution des fermes dans le Québec pourrait devenir une catastrophe. La preuve que cet encouragement fait défaut, c'est que, d'après le dernier recensement fédéral, leur nombre est tombé de 154,669 en 1941 à 134,336 en 1951, soit plus de 20,000 de moins, et ce, même en Abitibi où le gouvernement prétend avoir établi des milliers de nouveaux cultivateurs dans presque tous les comtés de la province, sauf au Témiscamingue et à Chicoutimi. Cela nous ramène à la situation de 1901, il y a donc 50 ans. L'étendue totale des fermes occupées n'était plus que de 16,786,405 acres en 1951, contre 18,062,564 en 1941 et 17,304,164 en 1931 et elle est inférieure à celle de 1921.

Je crois que ces faits sont profondément inquiétants et que la politique agricole du gouvernement n'a pas suffi à donner un élan particulier à l'agriculture québécoise et à renverser le mouvement des campagnes vers les villes. Quand le gouvernement se vante d'avoir enravé la désertion des campagnes, les faits lui infligent un démenti formel. Il faut que le gouvernement inaugure quelque chose pour renverser la tendance actuelle par une politique agricole dynamique.

Il note que l'Union nationale se vante d'avoir fait augmenter les salaires de \$755,000,000 par année depuis son arrivée au pouvoir en 1944. Je me demande si ces augmentations sont suffisantes. Il convient de voir comment cette augmentation figure sur le plan national. De 1939 à 1944, les ouvriers du Québec ont reçu des augmentations pour un montant de \$719,000,000, ce qui représentait 30.4 % de la somme des augmentations dans tout le pays.

De 1944 à la fin de 1950, sous l'administration de l'Union nationale, les augmentations de salaire représentent \$748,000,000 pour le Québec; \$1,441,000,000 pour l'Ontario; et \$3,331,000,000 pour tout le pays. C'est dire que, dans cette période, Québec n'a eu que 22.5 % du total national des augmentations de salaire, pendant que l'Ontario a eu 43.3 %. Contraste singulier: 30.4 % de l'augmentation nationale de 1939 à 1944⁹; seulement 22.5 % depuis 1944.

La marge entre la moyenne des salaires payés aux ouvriers de l'Ontario et la moyenne des salaires payés aux ouvriers du Québec ne cesse donc de

grandir. Au 31 août 1944, il y avait une différence de \$2.48 par semaine entre les deux moyennes. Au 1^{er} février 1952, la différence avait atteint \$4.51 et au 1^{er} août 1952, elle était rendue au chiffre sans précédent de \$5.53 par semaine. En d'autres termes, l'ouvrier moyen de l'Ontario gagne à peu près \$300 par année de plus que l'ouvrier de chez nous. Le total des salaires payés dans le Québec n'est que 25.9 % du total des salaires payés au Canada, alors que notre population est de 29 % du total.

Je trouve que cette tendance est inquiétante; et je me demande, lorsque je vois l'Union nationale s'attribuer le mérite des augmentations de salaire, si le gouvernement n'est pas au moins partiellement responsable de la situation actuelle. Il sera difficile de reprendre le terrain que nous avons perdu au cours de ces dernières années, mais je crois qu'il est possible de le faire. Il ne sera possible de reprendre le temps perdu que si le gouvernement montre plus de sympathie pour le mouvement ouvrier. Et, de leur côté, les ouvriers montreront j'en suis sûr, un désir de donner un rendement d'une valeur au moins égale aux salaires augmentés qu'ils toucheront.

Il déplore que le gouvernement n'ait pas relevé, depuis la guerre, le niveau des allocations aux mères nécessiteuses en proportion de la hausse du coût de la vie. Chez nous, une mère avec deux enfants touchait \$30 par mois en 1943. Elle ne reçoit que \$41 par mois en 1952; et une mère avec cinq enfants, \$44 par mois. En Ontario, l'allocation est de \$40 pour la mère et de \$10 pour chaque enfant.

Il (M. Marler) regrette aussi que le discours du trône n'annonce pas l'institution d'une allocation aux infirmes. Cette allocation existe en Ontario. Le gouvernement Frost paie une allocation de \$40 à ces déshérités de la vie. Il dit que son parti continuera à promouvoir un système d'allocations pour les personnes totalement invalides qui s'inspire du programme de l'Ontario.

Il dit qu'il attendra la présentation de la mesure annoncée dans le discours du trône, quand la Chambre discutera le projet de loi, pour parler de la question des relations fédérales-provinciales. Il aborde cependant le problème des relations provinciales-municipales. Je comprends que le gouvernement a des fardeaux très considérables; mais si, pour garder le pouvoir, il peut faire des dépenses de près de \$300,000,000, il peut aussi s'occuper des problèmes urgents qui affectent les grandes villes, tels que le congestionnement du trafic et le coût de l'assistance publique.

La situation de toutes les grandes municipalités est plus ou moins la même, parce que les renseignements

sont publiés dans son rapport financier, je citerai en exemple Montréal. Au cours de l'année terminée le 30 avril 1952, Montréal a dépensé pour l'entretien et le nettoyage de ses rues \$1,477,126 et, pour le déneigement \$3,152,791. En dépit du fait que beaucoup de véhicules qui utilisent ses rues ne sortent pas de son territoire, Montréal ne retire des véhicules automobiles qu'un revenu en chiffres ronds de \$700,000 annuellement. La province seule retire tout le produit de la taxe sur l'essence, qui est de 13 cents le gallon, alors que les villes ont de lourdes dépenses de voirie et Montréal fournit aux automobilistes tout un réseau routier. Le congestionnement (sic) du trafic à Montréal, causé exclusivement par les autos et les camions, dont la ville ne retire que des revenus minima, a déjà entraîné des dépenses très considérables, et si l'administration montréalaise ne veut pas laisser les choses empirer, elle sera appelée à faire des dépenses plus considérables encore, sans que ces dépenses n'augmentent ses revenus.

La province paie le coût des travaux de voirie lorsque les chemins qui composent son réseau routier passent à travers les municipalités d'une population de 5,000 âmes ou moins; et, au cours de la campagne électorale, le gouvernement a dépensé des millions de dollars pour asphalté les rues des petites municipalités. Ne faudrait-il pas, afin de rendre justice aux contribuables des grandes municipalités, envisager une politique de partage avec les municipalités du produit de la taxe sur l'essence, ou exécuter en collaboration avec elles les travaux nécessaires pour leur aider à décongestionner le trafic?

Pour résoudre le second problème, ne serait-il pas opportun que le gouvernement l'étudie à fond en vue de prendre les mesures adéquates? Il suggère au gouvernement de faire une étude approfondie de tout le système, afin de soulager les institutions charitables, de décharger les municipalités urbaines du fardeau de l'assistance publique, qui supportent aujourd'hui bien plus que le tiers des frais de l'assistance. Tous les rapports financiers des grands hôpitaux indiquent que le coût d'hospitalisation dépasse de beaucoup le montant de l'allocation prévue par les règlements de l'assistance publique. Le gouvernement se doit de faire quelque chose de ce côté.

L'Union nationale ne doit sa victoire qu'à une propagande effrénée, à des pressions de toutes sortes, à des dépenses qui, non seulement enfoncent le budget, mais grèvent l'avenir. La politique du gouvernement a été une faillite aussi bien dans le domaine agricole que dans le domaine du travail.

L'attitude de l'opposition continuera de toujours s'inspirer de l'intérêt général dans la discussion des affaires de la province. Nous allons dire notre façon de penser, nous allons critiquer la mauvaise législation que le gouvernement pourra nous apporter et nous allons donner notre appui sans restriction aux bonnes mesures qui nous seront présentées. Nous ne cherchons que le bien général et nous allons continuer, comme par le passé, à travailler à cette fin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹⁰:

Le discours du trône manifeste les sentiments du gouvernement de la province à l'égard de nos souverains. J'ai, dit-il, eu l'honneur, le privilège, comme premier ministre de la province, de recevoir officiellement le monarque défunt dans la Vieille Capitale, de passer plusieurs heures avec George VI, en 1939, et de constater comment il savait accomplir crânement son devoir, que le roi était un héros en dépit d'une santé chancelante et sous l'effet des douleurs lancinantes de tous les jours. Son altesse était héroïque.

Il rappelle également qu'il était premier ministre quand la reine Elizabeth II est venue à Québec, il y a un peu plus d'un an, alors qu'elle était princesse héritière, et qu'il a eu l'occasion de lui présenter des hommages et de lui faire connaître les sentiments de la province de Québec. Il renouvelle à son endroit les sentiments exprimés, dans le discours du trône, de fidélité et d'attachement à la couronne.

Il félicite l'Orateur (l'honorable M. Taché) de sa réélection à ce poste et réitère ses souhaits et sa promesse de coopération. Le chef de l'opposition, précise-t-il, a manifesté le regret et s'est déclaré surpris que vous n'ayez pas été nommé juge avant les élections, puis ministre après le scrutin pour remplacer les ministres défaits. C'était rendre hommage à vos éminentes qualités et à votre intégrité, pour remplir la charge qui vous incombe. Le chef de l'opposition aurait aussi aimé vous voir nommé ministre sans portefeuille. Mais voilà une raison bien simple pour laquelle ces gens sont dans l'opposition. Ils s'occupent trop des affaires des autres et pas assez de celles qui les concernent personnellement!

Dans son discours, le chef de l'opposition a essayé de prouver à la Chambre que l'opposition était au pouvoir et que nous avions été battus. Le chef de l'opposition devrait se rappeler que l'imagination est la folle du logis et qu'il est prudent de s'en éloigner un peu. Les faits sont là. Il n'y a pas un député ministériel qui n'a pas reçu la majorité

absolue des votes dans son comté; l'opposition peut-elle en dire autant? Nous sommes ici 67 députés et les députés de l'opposition sont au nombre de 22. Ils se déclarent satisfaits de se croire au pouvoir avec 22 députés. Laissons-les à ces puérilités.

Puis, au lieu de continuer son discours sur un ton courtois, le chef de l'opposition s'aventure sur un terrain dangereux, sur des sentiers qui ne conviennent pas à sa nature en tentant d'analyser le vote qui est pourtant très clair. Il a prétendu que les électeurs de la province avaient succombé aux promesses ministérielles.

Je proteste contre une telle insulte. Je proteste contre ces paroles. C'est bien peu connaître l'électorat. Mes compatriotes ne se vendent pas. J'affirme que les citoyens de la province de Québec ne sont pas des gens qui vendent leurs convictions politiques. En parlant comme il le fait, mon honorable ami n'a pas le droit de déprécier une province et toute une population¹¹ qui l'habite! La victoire de l'Union nationale a été la victoire du peuple, conscient de ses responsabilités et qui n'a pas voulu se laisser tromper par ceux qui tentaient d'éveiller des appétits qu'ils n'auraient pu satisfaire.

Il (M. Marler) a encore prétendu que le gouvernement avait menacé les électeurs du Québec. Les électeurs québécois sont courageux, ce ne sont pas des peureux. Mais ceux, par exemple, qui ont pratiqué le chantage le plus odieux qu'on n'ait jamais vu dans la province, ce sont ceux qui, en 1939, disaient aux pères et aux mères de famille: Si vous êtes pour Duplessis, vous allez avoir la conscription et vous allez perdre votre enfant.

Il reproche aussi au chef de l'opposition d'avoir dit que ceux qui ont assisté à une certaine assemblée, dans Notre-Dame-de-Grâce, avaient été forcés d'y aller. Cette assemblée, dit-il, était présidée par M. Dunton, président de la Commission des écoles protestantes qui a, au cours de cette réunion, déclaré qu'il était venu en complète liberté et a félicité le gouvernement de respecter la liberté des gens. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dire que ceux qui présidaient et qui venaient à nos assemblées étaient des hypocrites et qu'ils l'ont ensuite appelé pour lui offrir leurs excuses.

Il souligne à son tour la vacance des sièges d'Outremont et de Matapédia. Pour répondre à mon honorable ami, je lui dirai que, dans ces deux comtés, l'élection viendra beaucoup trop vite pour l'opposition.

J'ai donné à l'opposition un avantage que je n'ai jamais eu quand je siégeais à gauche. Je lui ai assuré les services d'un conseiller juridique. Je

conseillerais à mon honorable ami de s'en servir. Une lettre illégale a été envoyée à l'Orateur pour lui demander d'aviser le directeur général des élections de la vacance des sièges.

Ces gens ne savent même pas envoyer une lettre à l'Orateur pour demander des élections. Ces gens sont tellement dépendants d'Ottawa que, dans leur lettre, ils demandent à l'Orateur d'adresser un mandat au directeur général des élections au lieu de le faire auprès du directeur du scrutin. Nous ne sommes pas à Ottawa. Il n'y en a pas, ici, dans Québec, de directeur général des élections. C'est à Ottawa qu'il s'en trouve un. Les députés qui ont signé la lettre, d'autre part, n'ont même pas indiqué qu'ils étaient députés à l'Assemblée législative, les représentants de leurs comtés respectifs. Ils ne savent même pas comment les choses se passent quand on se conforme à la loi. L'opposition ne sait même pas comment rédiger une déclaration de décès d'un de ses députés.

Vacances dans les districts électoraux:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour suppléer à cette lacune¹², comme premier ministre et comme député de Trois-Rivières, je vous avertis, M. l'Orateur, qu'il y a vacance dans deux comtés de la province, dans Outremont et Matapédia, et je vous demanderai, M. l'Orateur, d'envoyer un mandat en conséquence non pas au directeur général des élections, mais au président général des élections, M. François Drouin.

Le débat sur l'adresse se poursuit.

Nous sommes à Québec, nous, et nous donnons à la province une administration à Québec, par Québec et pour Québec. Ces élections viendront trop vite pour l'opposition. Des amis du député de Westmount m'ont déclaré qu'ils avaient voté pour lui, aux dernières élections, pour protester contre la façon injuste dont on l'avait traité à la convention du Parti libéral de 1950, afin de le dédommager de ce que les libéraux lui avaient préféré un homme de moindre valeur que lui comme chef du parti.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre donne libre cours à son imagination.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition croit-il que j'imagine quand

je dis que les électeurs de son comté furent intelligents en l'élisant?

Le chef de l'opposition a parlé de son chef. Ce n'est pas mon habitude de parler moi-même de M. Lapalme, de parler des absents. Je rappellerai simplement que je lui ai offert un siège et une élection par acclamation, si les électeurs voulaient de lui, évidemment. Il a refusé. Il préférerait attendre les élections générales. Il voulait un comté de son choix. Les élections sont venues, il a choisi son comté et il a été battu et archi-battu, écrasé, par mon honorable ami le député de Joliette. Les trois comtés qu'il représentait à Ottawa l'ont battu, rejeté. Dans Joliette, le ministre du Travail l'a emporté par 4,400 voix environ contre lui. Et voilà le chef de l'opposition qui nous demande d'aller dans Outremont et de dire aux électeurs: Acceptez donc l'homme qui a été rejeté par les trois comtés qui le connaissaient bien. Les électeurs jugeront, maintenant.

On me pardonnera ces *a parte* pour répondre aux principaux arguments du chef de l'opposition.

Le chef de l'opposition s'est lancé dans une appréciation du discours du trône, mais il dit qu'il ne veut pas parler présentement des questions constitutionnelles. Il préfère attendre. Il y a des problèmes aigus, mais ils ne l'intéressent pas assez pour en parler tout de suite. Je comprends que ce n'est pas toujours facile de parler en Chambre, de prendre position, quand il faut attendre les instructions d'ailleurs. C'est embarrassant de se prononcer quand on est obligé de prendre son inspiration ailleurs et que le chef est loin de la Chambre.

Le programme du gouvernement se trouve dans le discours du trône, déclare le premier ministre, et aucune concession ne sera faite sur ses principes.

La Constitution veut que la Chambre travaille sur un plan d'ensemble, et le but du discours du trône est de fournir ce plan d'ensemble. Dans le discours du trône nous avons établi clairement les bases sur lesquelles s'appuie la politique de l'Union nationale. Les principes fondamentaux n'ont pas changé. Si la province de Québec jouit d'une prospérité aussi grande, c'est que l'Union nationale, en prenant le pouvoir, a établi un plan d'ensemble et donné une orientation définitive à la politique provinciale. La politique du gouvernement n'est pas désordonnée.

Mon expérience parlementaire de 27 ans me prouve que c'est bien ainsi. Il est des coutumes qui ne peuvent changer et qui ne doivent pas changer. L'Union nationale a un plan d'ensemble, et n'aurait-elle fait que ce plan d'ensemble qu'elle aurait déjà rendu un fier service à la province, en ouvrant larges

les avenues du progrès. Cela seulement constitue un travail énorme, une œuvre formidable. Mais l'Union nationale a fait plus que cela.

Il est admis que le gouvernement ne peut tout faire et ne peut se substituer à l'individu. Le paternalisme d'État conduirait au désordre, au désastre, et ceux qui suscitent des appétits ruinent la démocratie. Nous sommes en faveur de l'initiative et de la responsabilité personnelle et nous estimons que le devoir du gouvernement est d'aider l'individu, de suppléer au travail de l'individu, non de le remplacer. Pas un gouvernement n'est capable de remplacer l'effort individuel et le sens de la responsabilité personnelle. Voilà des principes directeurs qui, à l'instar des quatre points cardinaux, ne changent pas.

Sous l'Union nationale, cela n'a pas changé et ne changera pas. C'est parce que nous sommes en faveur de l'initiative privée que le gouvernement actuel a donné à l'une de nos principales industries, l'agriculture, la place qui lui revient, c'est-à-dire la première.

Pas un peuple ne peut réaliser de progrès sans accorder à l'agriculture sa place, la première. Et d'après les plus grands économistes, il faut donner à l'agriculture la première place.

Sous l'Union nationale, l'agriculture a progressé à pas de géant. En 1944, la production agricole était, dans le Québec, d'environ \$3,000,000,000. En 1951, elle avait plus que doublé, à \$6,910,000,000. C'est déjà énorme, quand on sait qu'à l'avènement de l'Union nationale l'agriculture était vouée à la faillite.

Une voix: Ce n'est pas la production qui compte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La production est un élément essentiel pour juger des progrès de l'agriculture. Un gouvernement qui peut réussir à doubler la production agricole en sept ans est certainement un excellent gouvernement. D'ailleurs, la province de Québec, grâce à l'Union nationale, est en pleine prospérité dans tous les domaines.

La classe agricole était inactive, condamnée, à la veille de la faillite, lorsque l'Union nationale a pris le pouvoir. Les conseils municipaux étaient en faillite, les fabriques étaient dans la ruine. Nous avons donné, par le prêt agricole, \$96,000,000 aux municipalités rurales.

Sous les libéraux, il n'y avait pas d'électrification rurale. En cinq ans, l'électrification rurale a été réalisée dans une proportion de 60 %. En

75 ans, on n'avait réussi à électrifier que 20 % des fermes.

Il (l'honorable M. Duplessis) énumère toutes les autres initiatives de l'Union nationale pour accorder la première place à l'agriculture. La politique des drainages a permis d'agrandir considérablement le domaine cultivable. Nous avons réduit les taxes dans les campagnes en assumant l'entretien de 24,000 milles de routes, soit trois fois la distance d'Halifax à Vancouver et 19,110 milles de routes en hiver¹³. L'Union nationale a favorisé la mécanisation de l'agriculture, l'épierrement et l'établissement des fils de cultivateurs.

Alors que sévit une crise provoquée par l'industrialisation, nous avons réussi à placer 14,500 fils de cultivateurs sur des fermes grâce au crédit agricole. Nous avons bâti des entrepôts frigorifiques, afin que le cultivateur puisse rencontrer les difficultés causées par des conditions climatiques défavorables et nous avons l'intention de continuer avec cette politique progressive. Pas un gouvernement n'a fait en 10 ans le quart de ce que nous avons fait en un an pour la classe agricole.

Nous étudions présentement l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre, celui du prix des denrées agricoles. Les cultivateurs ne reçoivent pas le prix qui leur revient pour les produits de leurs fermes. Cette situation est causée par toutes sortes de conditions. Par exemple, la moulée se vend trop cher, les conditions du marché ne sont pas favorables. Nous voulons aider davantage le cultivateur, lui faciliter l'écoulement de ses produits sans que le consommateur ne soit lésé. Nous allons multiplier les initiatives. Nous voulons une agriculture prospère qui continuera à occuper la première place. La politique de colonisation sera étudiée. La colonisation est indispensable à l'agriculture et, sous l'Union nationale, elle fait des progrès énormes.

Tout le monde parle de sécurité. Il est très légitime et naturel de désirer la sécurité. Est-il possible d'avoir la sécurité sans la stabilité? Le premier élément de la sécurité est la stabilité. Que serviraient les pensions, si les pensionnaires étaient voués à la tombe plutôt que de continuer leur existence?

Quand nous avons pris le pouvoir, le taux de la mortalité par la tuberculose était effarant. En 1944, 64 personnes par 100,000 mouraient de la tuberculose, alors que la province était en plein développement. La province est en plein essor et elle a besoin plus que jamais de son capital humain. Grâce à la politique de l'Union nationale, le taux des décès par la tuberculose a été réduit de 50 %¹⁴ de 1944 à 1951.

Nous avons bâti des sanatoriums, des cliniques, des hôpitaux et encouragé l'inoculation au BCG, et toutes les mesures prises pour enrayer le fléau. Nous avons amélioré la situation à un tel point que tous les journaux et l'honorable M. Paul Martin, ministre fédéral de la Santé, lui-même, n'ont pas craint de déclarer que c'est dans la province de Québec que, dans la lutte contre la maladie, les progrès ont été les plus considérables.

La diphtérie et la coqueluche ont pratiquement disparu. En 1944, dit-il, la diphtérie fauchait trois personnes sur 100,000. Aujourd'hui, il n'en meurt pas une par 100,000. La coqueluche tuait huit personnes par 100,000; aujourd'hui, une seulement. En parlant de coqueluche, je ne crois pas que les gens de l'opposition considèrent leur chef comme leur coqueluche. La typhoïde tuait deux personnes; aujourd'hui, il n'en meurt plus. Même progrès en ce qui concerne les autres maladies!

Ce résultat a été accompli grâce à la coopération du gouvernement et des médecins. Voilà une véritable législation sociale. Voilà la véritable sécurité sociale. Mais il n'y a pas que la santé du corps; il y a aussi la santé de l'âme et de l'esprit.

Quand nous avons pris le pouvoir, la province était considérée comme une des moins pourvues au point de vue des écoles. Les sources de l'enseignement étaient pratiquement taries. C'était le désastre, la ruine. Le gouvernement a remédié à cet état de choses en prenant à sa charge toutes les dettes des commissions scolaires au montant de \$100,000,000. Nous avons construit 2,000 écoles ou 7,000 classes. Nous en avons réparé 9,000. Les subsides que l'Union nationale a accordés à l'éducation sont les plus considérables qui aient été accordés en Amérique du Nord, toutes proportions gardées.

Le gouvernement a organisé le système d'écoles spécialisées le plus complet, le plus parfait au monde, qui fournira à notre jeunesse la formation nécessaire, les moyens d'occuper la première place qui lui revient dans le développement de la province.

Nous avons, à Trois-Rivières, la plus grande école de papeterie au monde. À Montréal, nous avons la plus importante école technique de l'Empire britannique. Nous avons créé l'École de médecine vétérinaire et nous possédons 50 écoles spécialisées. Ces écoles sont payées par la province. Elles ouvrent des carrières florissantes à nos jeunes, alors que nous dégrevons les conseils municipaux.

Les régimes précédents ne faisaient rien. Sous le gouvernement libéral, ces champions de l'autonomie municipale ruinaient le Trésor municipal de Montréal et des autres municipalités. Ils faisaient

contribuer les municipalités à la construction des écoles techniques. Je puis dire dès maintenant qu'une loi sera présentée au cours de la présente session pour libérer la ville de Montréal et toutes les municipalités qui, en vertu d'une loi libérale, sont obligées de contribuer au paiement annuel de millions de dollars au Trésor provincial pour les écoles techniques et les écoles d'arts et métiers. Nous allons prendre toutes ces écoles entièrement à notre charge.

(Applaudissements)

L'opposition fait des promesses. L'Union nationale les réalise. L'opposition taxe. L'Union nationale détaxe. Dans toute l'Amérique du Nord, il n'y a pas de coin de terre où l'on ne constate plus de progrès que dans la province de Québec. Nous avons donné à la jeunesse des garanties de santé physique et morale.

En parlant de l'essor extraordinaire de la province, devant lequel s'étonnent des visiteurs des États-Unis et d'Europe, il dit que le gouvernement actuel a agrandi notre territoire. L'Union nationale, en achetant la seigneurie de Mingan, qui appartenait à des étrangers, a agrandi le domaine de la couronne de 900 milles carrés. Il ajoute que le présent gouvernement s'est aussi porté acquéreur des limites de la Péribonka.

Il dit que le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) a mentionné que l'Union nationale avait dépensé des sommes importantes en publicité lors de la dernière campagne électorale. Je lui répondrai que nos meilleures annonces, ce sont nos hôpitaux, nos écoles, nos chemins améliorés, la mise en place de nos programmes agricoles visant à développer l'agriculture, à fournir de l'électricité aux fermes, à améliorer les terres, le drainage, les installations d'entreposage frigorifiques et les routes rurales. Nos annonces, ce sont nos œuvres. Et c'est tout cela qui a battu l'opposition. Nos œuvres ont été jugées par le peuple et nous en sommes fiers.

De la publicité coûteuse? N'y a-t-il pas de meilleure publicité pour le gouvernement que l'ouverture à la chrétienté, à la civilisation, un territoire de 300 milles carrés dans l'Ungava dont la mise en valeur constitue une des plus grandes réalisations au crédit de n'importe quel gouvernement en Amérique du Nord. C'est le meilleur type de publicité.

Seule une petite partie de cet immense territoire, soit 3,000 milles carrés, a été concédée pour exploitation; mais déjà un chemin de fer de 360 milles de longueur sera bientôt terminé au coût de \$125,000,000, sans que le gouvernement n'ait à payer un cent. Les gouvernements d'autrefois étaient

obligés de payer pour de tels travaux. Le chemin de fer de l'Ungava ouvre à la jeunesse une région immensément riche en ressources minières, et cela, grâce à la politique de l'Union nationale.

Si nous avons suivi la politique des éteignoirs qui nous ont précédés, la politique bolchevique de ceux qui sont prêts à s'inspirer de l'Iran, la province ne pourrait bénéficier aujourd'hui de ces prodigieux développements au point de vue de la sécurité. Il fait appel au témoignage des revues et des visiteurs étrangers provenant de tous les coins du monde, pour appuyer ses affirmations. Je ne fournis pas, dit-il, de recevoir chaque jour des étrangers, des Européens, qui me disent leur émerveillement des progrès qu'ils constatent dans la province de Québec.

Partout dans la province les réalisations se multiplient. Des milliers de personnes travaillent, pour le bénéfice du Québec, dans l'Ungava où l'on dépensera \$225,000,000 sans que le gouvernement n'ait à payer un cent. Ça prenait le gouvernement de l'Union nationale pour obtenir des conditions aussi avantageuses. Il fallait l'Union nationale pour opérer de telles réalisations.

Il (l'honorable M. Duplessis) signale aussi les travaux de harnachement des forces hydrauliques qui se font en cinq ou six endroits de la province. À Clarke City, des projets sont en voie d'exécution pour un montant de \$2,000,000, et où 800 personnes sont au travail. À Manicouagan, \$12,000,000, et de 1,500 à 1,800 ouvriers. À Kénogami, \$12,000,000, et de 10,000 à 12,000 travailleurs. À la Chute-Savane et à la Chute-du-Diable, au Lac-Saint-Jean, travaux de \$125,000,000.

Prochainement, grâce à la vision et au courage de l'Union nationale, qui ne se laisse intimider par qui que ce soit, grâce à la stabilité de sa politique, nous allons voir Hydro-Québec aménager la rivière Bersimis au coût de \$150,000,000¹⁵.

Les placements de capitaux dans notre province se chiffrent par des centaines de millions de dollars. Voilà des œuvres. On juge un arbre à ses fruits. On doit juger un gouvernement par ses œuvres comme une personne par ses actes. Le peuple l'a compris. Aux dernières élections, le peuple a jugé l'Union nationale à ses œuvres. Nous sommes fiers d'avoir été jugés par le peuple.

Mais les réalisations ne s'obtiennent pas avec rien. Ce que le gouvernement provincial a réalisé, il l'a fait malgré la hausse des prix. Toutes ces grandes réalisations se sont poursuivies sans qu'il ne soit nécessaire de limiter les argents nécessaires à d'autres réalisations dans tous les domaines où le secours de l'État était désirable.

Le chef de l'opposition n'a pas parlé de ces choses-là, qu'il était dans l'impossibilité de discuter. La situation est telle que la province a, devant elle, les plus belles perspectives d'avenir. Le chef de l'opposition dira sans doute que la Providence a joué dans tout cela un rôle considérable. Très bien! Je suis d'accord avec lui. Heureux sommes-nous d'avoir un gouvernement qui s'accorde bien avec la Providence.

On dira sans doute également que ce sont les capitaux étrangers qui ont permis de tels développements. Il n'est pas étonnant que, devant la stabilité de la politique et du gouvernement provincial, notre province attire autant de capitaux étrangers. Les garanties de logique qu'il donne sont des gages de succès dont tiennent compte ceux qui ont des millions de dollars à investir dans la mise en valeur des richesses naturelles du Québec.

On demandera pourquoi tant d'étrangers? Certains critiquent les investissements de capitaux étrangers au Québec. Mais ceux qui critiquent sont ceux-là mêmes qui approuvent la politique du gouvernement fédéral, qui impose des taxes très lourdes et injustes, empêchant de plus importants investissements de capitaux canadiens. Je n'ai de reproches à faire à personne. Mais quand les gens de chez nous ont payé leurs taxes, il leur reste peu d'argent pouvant servir au placement des capitaux. Des taxes injustes, inhumaines, au Canada, découragent nos industriels et les empêchent de lancer leurs projets.

L'essor des mines du Québec est également remarquable. L'industrie était de \$90,198,000 en 1944 et elle était de \$255,450,000¹⁶ en 1951. Voilà des progrès. Voilà des réalisations. Les mines de la province de Québec existent depuis toujours. Nos amis ont été au pouvoir pendant 40 ans et ils n'ont pas su en tirer profit.

Au cours de la dernière campagne, on a parlé du Parti libéral, édition de 1952. Après l'élection du 16 juillet, ces gens ont relié leurs volumes de souvenirs en peau de chagrin. Et aujourd'hui, ils vont à l'école de réforme, pardon, au Club de Réforme¹⁷, et devant des jeunes, comme le chef de l'opposition au Conseil législatif, M. Laferté, des orateurs vantent des hommes qui n'étaient pas de l'édition de 1952. Ils clament au lendemain du scrutin: voilà des hommes dont nous sommes fiers, nous sommes fiers de nos chefs. Et pourtant, ils les reniaient pendant la campagne électorale, la veille, parce qu'ils pensaient que ces hommes pouvaient leur nuire. Mais l'Union nationale avance; elle réalise, elle bâtit, elle construit.

Le chef de l'opposition a été surpris du succès remporté par l'Union nationale aux dernières élections. Il parodie le dicton d'un auteur anglais et

dit: c'est en examinant la langue que les médecins découvrent les maladies du corps, mais pour les électeurs, c'est en voyant aller la langue qu'ils découvrent les maladies du cerveau et du cœur. Pour cette raison, mes honorables amis sont dans l'opposition et le resteront longtemps.

(Rires)

C'est un fait incontestable, un fait que personne ne songe à mettre en doute, c'est que la province de Québec connaît le plus grand développement de son histoire. La province de Québec est en pleine prospérité dans tous les domaines. Ces progrès doivent être augmentés et perfectionnés, le gouvernement doit veiller à ce qu'ils continuent. Nous sommes prêts à accepter toutes les suggestions de l'opposition. Nous sommes prêts à écouter toutes les suggestions constructives qu'on voudra bien nous faire.

Mais il nous faut de l'argent pour continuer notre législation sociale, pour que nous puissions continuer à donner leurs pensions aux vieux et aux vieilles, aux mères nécessiteuses, aux infirmes, des pensions que l'Union nationale leur a données et a augmentées. La législation sociale, la province de Québec la doit à l'Union nationale. C'est le présent gouvernement qui a accordé toutes les pensions. Les libéraux étaient contre. Quand les soi-disant libéraux sont revenus au pouvoir de 1939 à 1944, ils les ont réduites.

Et aujourd'hui ce sont ces mêmes hommes qui viennent créer de nouveaux appétits, faire de la politique en faisant des promesses irréalisables, et oublier que les gouvernements administrent avec les argents qui proviennent des taxes. Ceux qui cherchent à aiguïser les appétits en faisant des promesses impossibles sont les ennemis du peuple. Il ne faut pas oublier que le gouvernement n'est pas un manufacturier d'argent, que chaque dollar dépensé vient du peuple. Mais nous ferons ce qui est juste et raisonnable.

Le gouvernement ne peut remplacer la charité et la philanthropie. Autrement, ce serait la fin de la démocratie et nous serions à la veille du désastre. Nous sommes prêts à faire des améliorations. Mais pour faire des améliorations, nous avons besoin de toutes nos sources de revenus, de l'argent qui est accaparé ailleurs. À l'heure actuelle, le gouvernement fédéral perçoit 77 cents par dollar de taxe payée par le contribuable canadien, n'en laissant que 13 cents aux provinces et 10 cents aux municipalités et corporations scolaires.

Quand l'opposition crée, agite suscite des appétits, elle fait le jeu des centralisateurs, de ceux

qui veulent ruiner les provinces. La centralisation rime avec la tyrannie, la dictature et finalement avec le désastre. Il y a deux manières de ruiner un peuple et les provinces: 1) accaparer ses sources de revenus, ce que fait le gouvernement fédéral; 2) augmenter ses dépenses par la création d'appétits. C'est à cette dernière besogne que, malheureusement, se complaît l'opposition.

Le gouvernement de l'Union nationale a déjà affirmé ses positions en matière de relations fédérales-provinciales. Chacun connaît l'opinion de l'Union nationale; elle n'a pas voulu attendre deux ou trois semaines pour réitérer sa manière de voir concernant les problèmes constitutionnels. Son opinion est exprimée dans le discours du trône. Elle est également exprimée dans la correspondance échangée avec Ottawa. Elle n'a jamais varié. Elle est basée sur la logique. Nous avons le droit de vivre, de grandir, comme peuple, de donner à notre jeunesse tous les moyens de prendre la place qui lui revient.

Il faut que nous ayons la part de revenus qui nous revient. Lancée dans un progrès extraordinaire, la province a besoin de tous ses revenus pour continuer sa marche ascendante et survivre. Depuis 1945, le présent gouvernement a tenu une conduite logique, uniforme. Il a manifesté clairement son désir de coopération avec tous les gouvernements pour établir un système qui rendra justice à tous, qui respectera les droits fondamentaux de la province ainsi que des corporations municipales et scolaires.

Mais il n'a cessé de réclamer, dans le domaine fiscal, une redistribution, une délimitation, une fixation claire et précise des sources de revenus et des pouvoirs de taxation entre les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, pour assurer au Canada le règne d'une union véritable basée sur la stricte justice et le droit de chacun. Il a préconisé la modération et la simplification des sources et des pouvoirs de taxation. Ce sont encore nos principes de base.

Il suffit de consulter les mémoires soumis à Ottawa pour trouver l'opinion inchangée de la province de Québec. Nous voulons le respect de nos droits. Nous voulons voir régner la paix, l'harmonie, la bonne entente, mais la paix, l'harmonie et l'accord ne pourront s'obtenir aux dépens de nos droits. Le drapeau de la province de Québec n'en est pas un d'abdication, mais un drapeau d'affirmation de nos droits, de récupération, de justice et de bonne entente.

Mais qu'Ottawa ne s'imagine pas que nous sommes prêts à l'abdication. On a dit que la province est seule maintenant, mais quand on a avec soi la justice, la vérité, la décence et le patriotisme, on

n'est jamais seul. Nous voulons obtenir les sources de revenus auxquelles nous avons droit. Nous ne transigerons pas à ce sujet.

C'est ainsi que nous ne transigerons jamais sur le terrain éducationnel. Ottawa n'a pas le droit d'entrer dans le domaine de l'éducation; et quand je dis Ottawa, je ne vise aucun parti en particulier, mais le gouvernement actuel du pays. Si Ottawa a des millions à consacrer à l'éducation, ce sont des millions qu'il nous a volés¹⁸. Remarquez bien que le mot n'est pas de moi. Il a été prononcé par un conseiller législatif libéral lui-même, le sénateur Jacob Nicol qui a affirmé, en parlant des accords fiscaux temporairement permanents, que quand on emprunte quelque chose et qu'on ne le remet pas, cela s'appelle voler. La province a l'autorité exclusive dans le domaine de l'éducation et c'est un point sur lequel le gouvernement du Québec ne cédera jamais.

Il ne faut pas oublier que la province de Québec n'est pas seulement une entité provinciale. Elle représente une grande race. C'est la race des pionniers, des découvreurs, des civilisateurs de l'Amérique à qui le Canada doit tout. Il y a des vivants qui sont morts et des morts qui vivent, disait le vicomte de Vogüé¹⁹; les morts qui vivent ce sont ceux qui se sont sacrifiés pour la sauvegarde de nos droits, afin de pouvoir vivre selon notre mentalité et notre conception, pour conserver la culture à laquelle nous croyons, la culture que nous aimons et sommes prêts à défendre, la culture française.

Ce sont ceux qui ont donné leur sang et leur vie pour la conservation de notre langue, de notre religion, de nos écoles, de nos traditions. Ceux qui se sont battus pour nous obtenir nos droits "sont véritablement les morts qui parlent"²⁰. Ils nous ont légué un héritage, qu'ils ont conservé en dépit de difficultés de toutes sortes. Avec les facilités que nous possédons, nous devons à ces héros d'accroître et d'enrichir cet héritage, d'améliorer leur œuvre.

Passons donc enfin l'éponge sur nos rancœurs politiques et par-dessus les partis²¹, par-dessus les divisions, les contingences mesquines et secondaires, unissons-nous afin que Québec debout puisse revendiquer fièrement, et puisse reconquérir tous ses droits et obtenir qu'on les respecte et enrichir encore l'héritage que nous ont légué nos ancêtres.

Donnons-nous la main au-dessus de nos controverses, présentons un front uni pour que la province puisse posséder, dans leur plénitude, les droits qui lui sont nécessaires pour grandir et prospérer.

(Applaudissements)

M. Lemieux (Wolfe)²², après les compliments d'usage à l'Orateur, rend hommage aux électeurs de son comté, les remerciant de l'avoir élu pour représenter à Québec une des plus petites circonscriptions de la province, mais, dit-il, sûrement l'une des plus intéressantes. Il est également heureux de venir reprendre, en Chambre, 20 ans plus tard, la place de son père, feu le Dr J.-P.-C. Lemieux, qui a représenté ce comté à l'Assemblée législative pendant 13 ans, de 1920 à 1933.

Mon père, dit-il, a accompli dans le comté de Wolfe des œuvres dont beaucoup sont encore tangibles partout dans le comté et je me propose de marcher sur ses traces. On dira peut-être qu'un député qui n'a été élu que par 66 voix de majorité n'a pas le droit de s'enorgueillir; je répliquerai que Sodome et Gomorrhe auraient été sauvées si elles avaient compté sept justes. Nous en avons 66 chez nous. J'espère bien qu'avant longtemps, j'aurai comme lui l'avantage de siéger à droite de l'Orateur plutôt que de ce côté-ci de la Chambre.

Il dit qu'un incident l'a frappé lors de l'élection de l'Orateur, à l'ouverture de la session. Le greffier ayant traduit "Trois-Rivières" par "Three-Rivers", le premier ministre est intervenu pour que le nom français soit conservé dans la version anglaise. Or, dans les documents électoraux, j'ai remarqué que l'on traduisait bien "Trois-Rivières" par "Three-Rivers".

J'ai consulté les Statuts refondus, et là encore, j'ai constaté que le nom était traduit. Pour éviter le scandale que ne manquerait pas de provoquer le fait que la volonté du premier ministre de la province de Québec prévaut sur la loi, nous nous proposons de présenter un bill pour faire changer, dans la traduction anglaise des Statuts, le mot "Three-Rivers" en celui de "Trois-Rivières".

Il relève une remarque du premier ministre Duplessis, disant, récemment, "que la loi des véhicules-moteurs serait rendue plus sévère afin qu'à des noces, les garçons de gens de l'opposition ne soient pas au volant quand ils ne devraient pas l'être". Ce printemps, dans le comté de Wolfe, à Saint-Adrien, on a ouvert une mine. Les gens de l'Union nationale, venus pour "bénir" comme d'habitude, avaient oublié l'eau bénite, mais avaient apporté le scotch. Après la fête, on a ramassé des enfants le long de la route. La loi devrait donc s'appliquer aussi aux gens qui ont des petits numéros²³.

M. Bourque (Sherbrooke): C'est bien petit, ça.

D'autres députés ministériels protestent.

M. Lafrance (Richmond): Un député n'a-t-il pas le droit de se faire entendre sans être constamment interrompu?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Énervez-vous pas, ça va être long!

M. Lemieux (Wolfe): Le proposeur de l'adresse disait que mon chef...

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Lequel?

M. Lemieux (Wolfe): Celui qui est en cette Chambre et l'autre qui viendra ici après son élection.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle élection?

M. Lemieux (Wolfe): Celle qui aura lieu à Outremont quand le premier ministre voudra bien ouvrir le comté. On devrait avoir honte d'attaquer ainsi un absent et un homme qui a été blessé...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas blessé, mort!

M. Lemieux (Wolfe): Si le premier ministre avait eu le courage d'ouvrir le comté, M. Lapalme serait ici aujourd'hui.

S'il n'a pas voulu accepter de venir en Chambre il y a deux ans, c'est qu'il lui fallait d'abord reformer les cadres du parti et visiter chaque comté de la province, puis discuter avec ses lieutenants, car nous, les libéraux, avons des chefs qui acceptent la discussion et ne s'imaginent pas qu'ils peuvent tout faire seuls.

L'Union nationale se sert du communisme pour des fins électorales, accusant même les libéraux d'appuyer ce mouvement. La justice sociale est encore la meilleure loi du cadenas qui existe.

Il entreprend alors de faire une allégorie en marge du tableau qui orne le plafond de l'Assemblée législative²⁴.

Les gens perdus dans les nuages représentent, dit-il, les supporteurs et les admirateurs de l'Union nationale; la come d'abondance symbolise les contrats sans soumission.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. L'un des personnages que l'on voit là-haut est feu le cardinal Taschereau et

M. Lemieux (Wolfe): Je n'ai pas dit ça, je ferai remarquer au premier ministre que j'ai dit que je me servais du tableau en le modifiant. Il s'agit d'une allégorie. Puis on y voit un homme qui monte l'encens et qui tient la corne d'abondance: ça c'est le premier ministre et ce sont les contrats sans soumissions.

Un député de l'Union nationale: Et la lune de Lapalme!

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Ça fait longtemps que c'est là, ça, vous savez!

Un autre député: C'est pas drôle!

Un député libéral: C'est ça la liberté de parole sous l'Union nationale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour permettre au député de descendre du plafond, nous allons ajourner à demain après-midi, à trois heures!

M. Lemieux (Wolfe) propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Noël), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. "Incidentement, nous dit *L'Action catholique* du 14 novembre 1952, à la page 29, c'était la première fois que le nouveau député de Nicolet avait l'occasion de parler en Chambre."

2. "Une foule très considérable avait pris place dans les galeries pour entendre les deux chefs", dit-on dans *L'Action catholique* du 19 novembre 1952, à la

page 3. *La Presse* du 19 novembre 1952, à la page 13, précise: "C'est devant des galeries bondées d'invités spéciaux et de curieux que l'honorable M. Duplessis et M. Marler ont croisé le fer dans un duel de haute classe."

3. D'après l'édition du 19 novembre 1952, à la page 5, du *Montréal-Matin*, le chef de l'opposition débute un discours en français qui durera une heure et demie au cours duquel il se livre à "une très vive attaque du gouvernement", peut-on lire dans *La Presse* du 19 novembre 1952, à la page 13. Ajoutons que *La Patrie* du 19 novembre 1952, à la page 5, précise que M. Marler est "l'un des meilleurs orateurs français de la Chambre". *Le Soleil* du 19 novembre 1952, à la page 10, établit précisément le début du discours à 3 h 10 et la fin à 4 h 45.

4. Selon les quotidiens *The Gazette* du 19 novembre 1952, à la page 1, et *The Montreal Daily Star* du 19 novembre 1952, à la page 5, il s'agirait de 9,169 voix.

5. D'après *The Gazette* du 19 novembre 1952, à la page 1, le premier ministre "a claqué ses doigts pour appeler un page de l'Assemblée".

6. "Les députés des deux côtés de la Chambre frappaient sur leur pupitre" nous dit-on dans *The Gazette* du 19 novembre 1952, à la page 1.

7. Le journaliste de *La Patrie* du 19 novembre 1952, à la page 5, indique que "ce fut un franc éclat de rire sur les banquettes ministérielles".

8. *Le Devoir* du 19 novembre 1952, à la page 5, soutient plutôt qu'il s'agit de \$89,000,000.

9. *The Chronicle Telegraph* du 19 novembre 1952, à la page 1, fournit un pourcentage différent: 28.2 %.

10. Le premier ministre entame ce que le *Montréal-Matin* du 19 novembre 1952, à la page 3, qualifie être "l'un de ses meilleurs discours à l'Assemblée législative". On y dit encore que la "députation ministérielle a multiplié les ovations à son chef, qui a parlé durant une heure".

11. *L'Action catholique* du 19 novembre 1952, à la page 10, parle plutôt d'une race.

12. *L'Événement-Journal* du 19 novembre 1952, à la page 8, mentionne que le premier ministre se

tourne alors vers le président de l'Assemblée législative.

13. *The Chronicle Telegraph* du 19 novembre 1952, à la page 1, parle de 34,000 milles.

14. *La Patrie* du 19 novembre 1952, à la page 2, avance un autre pourcentage: 60 %.

15. *The Montreal Daily Star* du 19 novembre 1952, à la page 4, parle plutôt de \$25,000,000.

16. *L'Action catholique* du 19 novembre 1952, à la page 25, précise pour sa part: \$225,450,000.

17. On mentionne dans *La Patrie* du 19 novembre 1952, à la page 5, que le premier ministre "simula un lapsus". Il est à noter que le Club de Réforme est une société politique fréquentée par les libéraux.

18. Selon *The Montreal Daily Star* du 19 novembre 1952, à la page 1: "Il s'agit des paroles les plus fortes de sens qu'ait prononcées le premier ministre dans ses énoncés souvent répétés sur les rapports financiers entretenus avec Ottawa."

19. Le premier ministre cite le vicomte et écrivain français Eugène Melchior de Vogüé (1848-1910).

20. Il s'agirait ici d'une expression d'un auteur (probablement de Vogüé) repris par le premier ministre, avance le *Montréal-Matin* du 19 novembre 1952, à la page 28.

21. Pierre Laporte indique dans *Le Devoir* du 19 novembre 1952, à la page 4, que cette demande "c'est peut-être la première fois qu'elle est formulée de façon aussi claire par le chef du parti politique le plus puissant de la province".

22. L'intervention du député s'inscrit toujours dans le débat sur l'adresse, selon *Le Soleil* du 19 novembre 1952, à la page 3. *L'Action catholique* du 19 novembre 1952, à la page 10, nous apprend qu'il a commencé son discours quelques minutes avant l'ajournement. Tandis que *L'Événement-Journal* du 19 novembre 1952, à la page 8, nous dit que le député "a été continuellement interrompu (de) l'Union nationale ou approuvé par les ovations des libéraux".

23. Il était communément répandu parmi les opposants du régime duplessiste que les individus

près du gouvernement de l'Union nationale avaient des plaques d'immatriculation aux numéros facilement identifiables.

24. La peinture *Je me souviens* de Charles Huot (1855-1930) fait la synthèse de l'histoire du Québec, de Jacques Cartier à la fin du XIX^e siècle. Elle a été réalisée entre 1914 et 1920.

Séance du mercredi 19 novembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de la ville de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);
- de la municipalité du village de Pointe-Calumet, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de la corporation de la ville de Bedford, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);
- de Jean Robert Miquelon, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à pratiquer la profession de notaire (M. Boudreau);
- de dame Éliette Fontaine, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'annuler une clause du testament de feu Henri Fortier (M. Boudreau);
- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);
- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);
- de Gaspé Copper Mines Limited et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant en une municipalité de ville un certain territoire du canton de Holland, sous le nom de "Ville de Murdochville" (M. Couturier);
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hamel);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Pointe-Claire ville, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation (M. Jeannotte);

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de Albert Lapointe et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de dame Éva Bélanger (M. Cloutier);

- de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi ratifiant l'adjudication et la vente d'un certain nombre de lots (M. Jeannotte);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de La Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval), demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation (M. Jeannotte);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la corporation de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à s'annexer la ville de Riverbend (M. Auger);

- de la corporation de la ville des Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, demandant l'adoption d'une loi aux fins de prolonger les dispositions de la loi 14 George VI, chapitre 137 (M. Auger);

- de la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet);

- de la ville de Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jolicoeur);

- de la corporation du village de Chandler, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jolicoeur);

- de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la ville d'East Angus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la ville de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Jeannotte);
- de la ville de Windsor, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dallaire);
- de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);
- de dame Sybil Nemiroff, épouse de Bernard Plotnick, demandant l'adoption d'une loi concluant à la ratification de certains lots (M. Thibeault);
- des écoles ménagères provinciales, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Roche);
- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ducharme);
- de Barvue Mines Limited, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation un certain territoire du canton de Barraute, sous le nom de Ville de Barvue (M. Dallaire);
- de dame Kathleen Mary Paquette, demandant l'adoption d'une loi aux fins de légaliser son adoption faite par feu John F. Paquette (M. Gérin).
- des frères de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom en celui de la Province Canadienne des frères de Saint-Vincent-de-Paul (M. Cloutier);
- des révérends Pères Lucien Gagné et autres, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir les pouvoirs et privilèges d'une corporation civile avec siège social dans la cité de Sillery sous le nom de "La Corporation des Pères Maristes" (M. Cloutier).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Charles, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation;
- de la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Raymond Éric Parsons, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la

province de Québec à l'admettre à la pratique du droit;

- de Ludwik Rabcewicz Zubkowski, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la profession d'avocat dans la province de Québec;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant un contrat intervenu entre Manicouagan Power Company;

- de Arthur Holmes et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les requérants sous le nom de "Drummondville Protestant Cemetery Company Incorporated";

- de Louis Kenneth Weiner, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Beth Moïse";

- de Mlle Alice Taschereau et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant "La Protection de la jeunesse féminine";

- des commissaires d'écoles catholiques de la municipalité de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Adélar Champagne et autres, demandant l'adoption d'une loi pour demander l'annulation de l'abandon de la charte de "Wellington Hotel Company";

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe de vente dite taxe d'éducation;

- de la corporation du Séminaire de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi aux fins de changer son nom;

- de l'hôpital Brome-Missisquoi-Perkins, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Raymond Eric Parsons

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond Eric Parsons à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe d'éducation à Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 autorisant les

commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois à imposer une taxe d'éducation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ludwik Rabcewicz Zubkowski

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ludwik Rabcewicz Zubkowski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commissaires d'écoles de Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 concernant les commissaires d'écoles catholiques de la cité de Hull.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Protection de la jeunesse féminine

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 constituant en corporation la Protection de la jeunesse féminine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Wellington Hotel Company

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 concernant Wellington Hotel Company.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Séminaire de Nicolet

M. Roy (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 concernant la corporation du Séminaire de Nicolet.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Drummondville Protestant Cemetery Company

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 constituant en corporation The Drummondville Protestant Cemetery Company.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Brome-Missisquoi-Perkins Hospital

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 modifiant la charte du Brome-Missisquoi-Perkins Hospital.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Écoles de Hauterive et Manicouagan Power Co.

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 validant une résolution adoptée par les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et Manicouagan Power Company pourvoyant à une évaluation fixe pour une période de dix ans.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Congregation Beth Moishe

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 constituant en corporation Congregation Beth Moishe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Écoles de Saint-Charles, Joliette

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 177 concernant la municipalité scolaire du village Saint-Charles, comté de Joliette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Petite industrie

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre copie des arrêtés en conseil passés en vertu de la loi pour stabiliser la petite industrie. (Document de la session no 7)

Loi des pensions

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre copie des arrêtés en conseil passés en vertu de la loi des pensions. (Document de la session no 8)

État des mandats spéciaux

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant. (Voir le tableau ci-dessous)

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 13 novembre 1952		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
3.	Procureur général:			
	Sûreté provinciale:			
	Dépenses diverses	\$ 200,000.00	\$ 199,994.36	\$ 5.64
	Poursuites au criminel	100,000.00	100,000.00	.....
	Dépenses de voyage (Juges de la Cour des sessions de la Paix)	3,000.00	1,936.20	1,063.80
	Coroners:			
	Honoraires et déboursés.....	20,000.00	19,964.66	35.34
	(A. C. no 109, du 27 février 1952)			
4.	Pêcheries:			
	Pour venir en aide à certains sinistrés des Îles-de-la-Madeleine, de la Gaspésie et de la Côte-Nord	40,000.00	37,156.25	2,843.75
	(A. C. no 294, du 27 mars 1952)			
	Finances:			
	Subvention spéciale à la corporation municipale de la cité de Québec	250,000.00	250,000.00	.....
	(A. C. no 295, du 27 mars 1952)			
	Travaux publics:			
	Ponts-routes: - réparations, entretien et construction de ponts en bois	500,000.00	498,009.24	1,990.76
	(A. C. no 306, du 27 mars 1952)			
1.	Finances:			
	Université Laval: pour célébration du centenaire de Laval	25,000.00	25,000.00	.....
	Comité permanent de la Survivance Française: octroi relatif au Congrès de la Langue Française	25,000.00	25,000.00	.....
	(A. C. no 334, du 3 avril 1952)			

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 13 novembre 1952		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
2.	Terres et Forêts:			
	Protection des forêts: (extinction d'incendies forestiers).....	460,000.00	.....	460,000.00
	École des gardes-forestiers à Duchesnay..... (A. C. no 1120, du 29 octobre 1952)	21,000.00	.....	21,000.00
3.	Procureur général:			
	Sûreté provinciale:			
	Dépenses diverses	300,000.00	.....	300,000.00
	Administration des palais de justice et prisons, entretien des prisonniers..... (A. C. no 1130, du 29 octobre 1952)	300,000.00	.....	300,000.00
		\$ 2,244,000.00	\$ 1,157,060.71	\$ 1,086,939.29

Département des Finances, bureau de l'auditeur

L'auditeur de la province,
A.-J. Dolbec

Québec, le 13 novembre 1952

(Document de la session no 9)

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 18 novembre, sur la motion proposée par le représentant de Berthier (M. Lavallée), dont elle a été saisie jeudi le 13 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Lemieux (Wolfe)¹: Je ne remonterai pas au plafond, car cette ascension, au sujet de la peinture qui orne le plafond de la Chambre², donne le vertige aux ministériels.

Au sujet de la lutte à la tuberculose, le gouvernement ne devrait pas trop se vanter, puisqu'il n'y a encore qu'une seule province au Canada, Terre-Neuve, dont le taux de mortalité soit supérieur au nôtre. Il est vrai qu'on a agrandi les sanatoria, mais c'est sur la prévention de la maladie que nous devrions faire porter notre plus grand effort, et c'est le point le plus négligé à l'heure actuelle. Le gouvernement a fait beaucoup pour réduire le taux des mortalités par la tuberculose dans la province, mais il pourrait prendre plus de mesures préventives contre cette maladie.

Le gouvernement devrait réglementer l'usage immodéré et parfois mal à point que l'on fait de médicaments nouveaux, tels que la streptomycine, qui peuvent être nuisibles dans certains cas.

Pour le dépistage de la tuberculose, la radioscopie est souvent insuffisante et devrait être remplacée par la radiographie. Le dépistage devrait être intensifié à l'usine et dans les écoles.

Les cliniques ambulantes font du bien, mais je crois qu'il y a encore beaucoup plus à faire; il faudrait mettre ces cliniques ambulantes à la portée de toutes les industries et les écoles, absolument gratuitement.

Je réclame également la vaccination pré-scolaire obligatoire. Il devrait être obligatoire d'immuniser les enfants, avant qu'ils aillent à l'école, contre la diphtérie et le tétanos, une maladie qui n'a pas encore causé de graves dégâts mais qui demeure quand même une terrible menace pour l'avenir.

Il serait bon de donner des pensions aux infirmes, qu'il s'agisse de victimes de la paralysie ou d'accidentés. Ce projet était au programme libéral. Je réclame ces pensions pour les victimes de paralysie infantile, pour les victimes d'infirmités de toutes sortes, particulièrement les enfants victimes d'accidents de la route et qui ne peuvent être secourus matériellement par ceux qui les ont blessés.

La loi sur les mères nécessiteuses, ajoute-t-il, n'est pas assez large. Les pensions versées aux mères nécessiteuses et aux veuves, créées par les libéraux, ne sont plus suffisantes en 1952. Une mère avec un enfant reçoit présentement \$50 en Ontario, et \$40 dans la province de Québec; une mère avec deux enfants: \$60 en Ontario, et \$41, au Québec; et une mère avec six enfants: \$100 en Ontario, et \$46 au Québec.

Il y aurait lieu aussi d'élargir les règlements, de façon à couvrir même les cas où l'enfant a dépassé l'âge de 16 ans, lorsque la mère est vraiment dans le besoin.

Dans mon comté, il y avait une mère nécessiteuse qui recevait une pension de \$33 par mois. C'était insuffisant pour vivre. Cette mère dut aller travailler et gagna dans l'industrie \$800³ cette année-là. Un employé du gouvernement l'oblige à remettre \$5 par mois jusqu'au 19 juillet 1954. J'ai relevé ces faits durant la dernière campagne électorale. Un inspecteur du gouvernement est venu, le 3 juillet, chez cette femme pour lui enlever des documents compromettants, afin que je ne puisse pas m'en servir.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que le député me nomme cet inspecteur et, si l'accusation est prouvée, je m'engage à le mettre à la porte demain!

M. Lemieux (Wolfe): Il s'agit de l'inspecteur portant le no G1760. Je donnerai son nom au ministre. C'est un type qui vient de Marbleton.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce l'inspecteur du comté de Wolfe?

M. Lemieux (Wolfe): Oui!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Très bien! On n'est pas en campagne électorale, ici.

L'honorable M. Labbé (Arthabaska): Il va nous prouver que ce n'est pas vrai.

M. Lemieux (Wolfe): Les statistiques, poursuit-il, démontrent que 37,000 mères risquent de mourir du cancer de l'utérus au cours des prochaines années. Les comtés ruraux devraient être dotés de petites maternités, afin de réduire les risques de mortalité ou de maladies.

Il faut créer une commission indépendante pour la colonisation, afin de faire cesser l'ingérence malheureuse de la politique dans ce domaine. Il est inadmissible que des colons aient été privés de primes à cause de leurs convictions libérales ou qu'un marchand coupe du bois dans 52 lots de colons, comme cela s'est produit. On a dit à des colons qu'ils n'auraient leurs octrois que dans quatre ans, seulement quand le comté de Wolfe aurait changé de politique.

Les cultivateurs du Québec, comme ceux de l'Ontario, devraient bénéficier de conventions collectives, afin d'assurer une meilleure vente des produits agricoles.

Les autorités provinciales doivent aider les municipalités. Je déplore, dit-il, la situation de tutelle imposée aux municipalités par l'Union nationale et je regrette que les revenus des municipalités, qui grandissent avec notre époque, n'aient pratiquement pas augmenté depuis 50 ans. Les villages se développent et les revenus sont les mêmes; il faut aider les municipalités. Pourquoi n'accorderait-on pas des octrois pour l'installation du système de distribution d'eau potable, de même qu'on accorde des octrois pour l'achat de matériel de pompiers? Un octroi de ce genre avait été promis pour \$15,000 à une municipalité de mon comté. Mais elle n'a rien reçu. Il y a un mois, j'ai écrit une lettre à ce sujet au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) et je n'ai pas encore reçu de réponse.

Une voix à droite: C'est un oubli!

M. Lemieux (Wolfe): Un oubli qui ne vous paraît pas grave, mais qui est proportionné à la grandeur et aux besoins de la municipalité.

Quant au prêt agricole, je constate avec satisfaction, dit-il, que le gouvernement a adopté une idée libérale énoncée au cours de la dernière campagne électorale. En vertu d'une loi présentée à cette session, on augmente le maximum des prêts et la proportion de la valeur de la ferme qui peut servir de garantie.

Quand on a décidé de donner un drapeau à la province de Québec, tout le monde était fier. Qu'a-t-on fait de ce symbole sacré? Par leurs agissements, les partisans du gouvernement ont abaissé le drapeau de la province jusqu'à en faire la swastika de l'Union nationale, lors de la campagne électorale. C'est un sacrilège national.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Je soulève un point d'ordre. Ce mot ne convient pas, il est non parlementaire à l'Union nationale, et les libéraux, qui ont été au pouvoir pendant 40 ans, auraient dû en donner un drapeau à la province!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre sait fort bien qu'il ne peut être question d'un point d'ordre là-dessus.

M. l'Orateur: Je maintiens le point d'ordre; on ne peut traiter le drapeau de la province de swastika; on n'en a pas le droit.

M. Lemieux (Wolfe): Je regrette d'avoir utilisé une figure de style qui a froissé des membres de la droite.

M. l'Orateur: La décision est rendue. Continuez!

M. Lemieux (Wolfe): Ce drapeau de l'Union nationale, on l'a même déchiré pour y mettre des portraits; mais en 1956, après la victoire du Parti libéral, nous le hisserons, ce drapeau, pour qu'il claque enfin au vent de la liberté!

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): J'offre mes félicitations à M. l'Orateur de la Chambre ainsi qu'au proposeur et au seconneur de l'adresse. En me réélisant avec une majorité accrue, dit-il, mes électeurs m'ont manifesté leur intention de me voir continuer en Chambre la ligne de conduite que j'ai suivie depuis 1948. Mes électeurs m'ont donné le mandat de poursuivre mon attitude de coopération et

d'amitié à l'endroit du premier ministre, ce que j'entends faire au cours de la session qui commence.

Il félicite le premier ministre de sa réélection. Je salue, dans le premier ministre, l'un des hommes politiques qui s'est le plus dévoué dans l'intérêt de la province. Nuit et jour, le premier ministre travaille pour favoriser le progrès de la province et de ses citoyens. Vous avez, dit-il, en ces dernières années, transformé le visage de tout le Québec. Je ne crois pas qu'il y ait actuellement un seul coin du monde où l'avenir se présente sous des auspices aussi brillants que chez nous, et cela, M. le Premier Ministre, c'est à vous surtout, à votre clairvoyance et à votre dévouement que nous le devons.

Le premier ministre, dit-il, travaille pour conserver un gouvernement d'une justice incomparable, et les minorités que je représente en cette Chambre en sont très reconnaissantes. Je l'en remercie. Je tiens à souligner qu'il n'y a pas une seule province au Canada où l'on fasse preuve d'autant de générosité à l'endroit de ceux qui ne constituent qu'une faible partie de la population.

Dans le Québec, les anglo-catholiques et les anglo-protestants peuvent proclamer, et ils l'ont fait déjà à plusieurs reprises, qu'ils font partie de la minorité qui reçoit le meilleur traitement au monde. Qu'il me suffise de dire qu'en ce moment, il y a 33 écoles protestantes en construction dans la province française et catholique de Québec. Le Dr W. P. Percival, directeur de l'éducation protestante dans le Québec, a déjà comparé cette aide reçue du gouvernement de la province à un véritable conte de fée. Or, le conte de fée se continue, le conte de fée est une réjouissante réalité.

Sur la question des relations fédérales-provinciales, la plus importante à l'heure actuelle, je félicite le premier ministre d'avoir refusé de signer une entente fiscale comme celle qui a été conclue entre Ottawa et l'Ontario. Et qu'on veuille me croire, je ne possède nullement la mentalité d'un isolationniste. Mais le bon sens et l'équité conservent leurs droits même devant le gouvernement fédéral.

J'ai eu l'avantage de m'entretenir assez longuement avec des experts financiers de la province d'Ontario. Or, pas un n'approuvait la signature de l'entente avec Ottawa qui ne règlera aucun des problèmes de la province. Et tout laisse croire d'ailleurs que le premier ministre Leslie Frost⁵ n'a pas loué, avec la joie dans l'âme, ces sources de revenus qui, sans l'ombre d'un doute, appartiennent aux provinces. M. Frost, pour des raisons que je ne veux pas discuter ici, a-t-il agi contre son gré, sa conscience et contre les meilleurs intérêts de

l'Ontario? Ce n'est pas impossible. Quoi qu'il en soit, il a lui-même, publiquement, reconnu que le contrat auquel il avait consenti ne faisait que démontrer davantage la nécessité d'une nouvelle répartition des sources de revenus. Pour qualifier l'accord conclu, il a eu recours à l'expression "bouche-trou", qui n'était pas sûrement le langage d'un homme satisfait.

Je pense que c'est vrai qu'Ottawa et certaines provinces, peut-être, voient avec un œil d'envie et de jalousie le développement industriel sans précédent que connaît le Québec, grâce à une exploitation raisonnée et intelligente de nos ressources naturelles. Ce n'est pas surprenant qu'avec l'important développement industriel et minier actuel, qu'à voir les développements qui se font dans le Nouveau-Québec au lac Allard et ailleurs, que les bureaucrates fédéraux veuillent à tout prix s'emparer de nos taxes sur les corporations. Je demande à tous les députés de bannir les petites intrigues et politiques et les machinations basées sur le parti pris.

Le gouvernement d'Ottawa se conduit de très étrange façon à notre endroit. Au cours des années de dépression économique, il y a eu beaucoup de misère dans notre province pour les familles nombreuses. Mais jamais le gouvernement fédéral n'a voulu aider la province et les municipalités, n'a voulu tenter le moindre geste pour soulager la détresse des chefs de famille et de leurs enfants. Avec les secours directs, la ville de Montréal s'est trouvée à un certain moment au bord de la faillite. Les mesures sociales du gouvernement fédéral n'étaient pas adéquates.

Et voici qu'aujourd'hui, alors que la situation est beaucoup plus intéressante et l'avenir beaucoup prometteur, Ottawa, le même gouvernement fédéral qui refusait de soulager la détresse des classes pauvres au plus fort de la crise, veut partager avec nous.

Si la province de Québec allait signer une entente similaire avec le pouvoir fédéral, elle ne réglerait aucunement ses problèmes de taxation et, en outre, elle recevrait par tête la somme la plus faible du toutes les provinces du pays, ce qui voudrait dire une injustice ajoutée à une autre injustice.

Si ces corporations sont plus prospères, les taxes qu'elles paieront seront plus élevées. Et comme à ce moment-là, si nous écoutions Ottawa, nous aurions cédé ces impôts pour une somme nominale, c'est le fédéral qui encaisserait beaucoup plus qu'il nous aurait donné. C'est lui qui tirerait profit de notre prospérité. Je remercie le premier ministre de nous avoir protégés contre un si grand péril et je souhaite que la Providence le conserve longtemps à la tête de la province.

Si le gouvernement provincial n'a pas donné aux villes une partie de la taxe sur la gazoline, il a fait beaucoup mieux en assumant les dettes scolaires et en aidant de toutes les façons les contribuables municipaux.

À titre de membre du comité exécutif de la ville de Montréal, je connais très bien les problèmes financiers de la métropole et, à titre de député siégeant à l'Assemblée législative, je suis également au courant des finances du gouvernement de la province. Il est faux de dire que le gouvernement n'a pas fait son devoir envers Montréal. L'honorable premier ministre a toujours fait preuve de beaucoup de générosité à l'endroit de Montréal, mais précisément à cause des accaparements d'Ottawa, qui prend 77 cents de chaque dollar d'impôt, ne laissant que 13 cents aux provinces et 10 cents aux municipalités et commissions scolaires, il n'est pas possible de répondre à toutes les demandes que formule la ville.

C'est pourquoi, à la prochaine séance du conseil municipal de Montréal, je soumettrai une résolution approuvant l'établissement d'une loterie provinciale qui viendrait en aide aux hôpitaux, aux maisons de charité ou d'éducation, et je prédis qu'elle sera adoptée à l'unanimité. Mais il faut le consentement d'Ottawa pour que le Code criminel soit amendé à cette fin et, jusqu'à maintenant, les autorités fédérales ont répondu négativement. Je reviens personnellement à la charge. Le refus d'Ottawa est injuste, parce qu'il néglige de tenir compte de la volonté populaire. Il est insensé et bête parce qu'il favorise une multitude de loteries étrangères et illégales; il est indigne parce qu'il est hypocrite.

Le gouvernement de la province a fait tout ce qu'il pouvait pour Montréal. Il lui a versé plus de \$60,000,000. Il a aidé à combattre les maladies, il a aidé à la construction d'hôpitaux, assumé toutes les dettes des commissions scolaires, a aidé à résoudre la crise du logement par sa loi d'aide à l'habitation.

Quand nous acquittons une taxe quelconque, c'est généralement sans enthousiasme que nous le faisons. La loterie équivaldrait à une taxe, mais à une taxe libre facultative et à une taxe populaire.

Cela n'entre vraisemblablement pas dans les idées d'Ottawa de taxer le moins possible, mais je sais que l'honorable premier ministre de cette province, lui, vise à taxer le moins possible. J'espère même que le développement intense de nos ressources naturelles permettra, dans un avenir que je veux croire rapproché, de taxer encore un peu moins le peuple du Québec, mais à condition, cela va de soi, que le gouvernement fédéral fasse sa part et,

notamment, qu'il consente à une répartition plus équitable des sources de revenus.

Et je félicite le premier ministre, dit-il, d'avoir maintenu la Régie des loyers en proposant de prolonger le contrôle des loyers dans la province pour une autre année. Le premier ministre doit être louangé pour la position qu'il a prise devant un groupe de 500 propriétaires réunis en congrès à Québec, lorsqu'il leur a dit que les mesures de contrôle demeureront en place.

Je vais donner mon appui, dit-il, à la législation gouvernementale visant à aider les agriculteurs du Québec. Ceci a été perçu comme si j'étais en faveur d'une législation plus sévère contre la margarine.

J'ai été réélu comme indépendant, et j'entends rester ce que j'ai été depuis quatre ans. Je ne nourris aucune ambition politique; je mets au défi quiconque de prouver que j'ai reçu à la dernière élection un sou de l'Union nationale ou du Parti libéral et je suis prêt à démissionner comme député si on le prouve. Je n'ai reçu l'appui, dit-il, d'aucun parti et, aujourd'hui encore, je ne demande aucune faveur à personne. C'est pourquoi je suis bien placé pour inviter tous les députés en cette Chambre à seconder le premier ministre dans l'œuvre grandiose qu'il accomplit.

(Applaudissements à droite)

La seule ambition qui m'anime, c'est d'apporter ma faible contribution à la prospérité du comté de Montréal-Sainte-Anne, de la ville de Montréal, de la belle et grande province de Québec. Tout député indépendant que je sois, je désire appuyer le gouvernement dans toutes ses politiques progressives.

M. Marquis (Québec-Est)⁶: Après les compliments d'usage, je veux remercier la population de mon comté et souligner certains deuils récents, entre autres celui du Dr Albert Jobin, ancien député de Québec-Est. Il fait l'éloge de M. Georges-Émile Lapalme, chef du Parti libéral, et déclare que le fait que les ministériels en parlent tant indique qu'ils le craignent.

C'est une admission indirecte de la valeur de notre chef, et c'est surtout la manifestation d'une crainte qui semble devenir une vraie phobie. On craint M. Lapalme et avec raison. Le programme politique qu'il a si vaillamment prêché, avant et pendant la dernière campagne, a secoué, jusqu'à la base, l'édifice de l'Union nationale.

Je suis heureux de servir en Chambre sous le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), chef parlementaire qui, dit-il, lorsque le Parti libéral

sera porté au pouvoir, occupera un poste où il pourra déployer ses grandes qualités administratives.

Je veux répondre à l'accusation de l'Union nationale à l'effet que les libéraux auraient mené une campagne électorale malpropre. Le peuple connaît les moyens employés par l'Union nationale pour gagner les dernières élections. Si l'on veut dire, poursuit-il, que nous n'aurions pas dû dénoncer l'administration de l'Union nationale pour rester propres, que nous n'aurions pas dû toucher du doigt les plaies du gaspillage des deniers publics et des injustices sociales de l'Union nationale, ils ont probablement raison, car ce sont deux domaines où s'impose un grand nettoyage. Je ne critique pas le fait que les budgets sont plus élevés qu'autrefois, mais la façon dont ils sont dépensés.

D'ailleurs, un gouvernement n'a pas le droit de se désintéresser d'une partie de la grande famille québécoise; et c'est pourquoi, si la pension des aveugles est une bonne chose comme la pension de vieillesse, une pension pour les infirmes en serait une autre. Si l'on pratiquait l'économie dans tous les rouages de l'administration, le gouvernement pourrait payer cette pension aux infirmes, les allocations de maternité et corriger la loi des pensions des mères nécessiteuses.

Que dire de l'insinuation malicieuse de l'Union nationale pendant la dernière campagne à l'effet de la supposée intelligence entre les libéraux et les communistes du Québec. Je sais qu'ils sont convaincus que rien de tel n'existe; mais on insinue, insinuation qui n'est pas très propre. Y a-t-il un député de l'Union nationale qui peut jurer que pas un sympathisant communiste, ou un militant communiste, n'a voté pour lui? Pas une société, pas une organisation, pas un groupement au monde ne peut déclarer ne compter aucun sympathisant communiste dans ses rangs. Je ne serais pas surpris que l'Union nationale eût recueilli la plupart des suffrages des communistes, aux élections.

Personne n'accusera la Société de Jésus de communisme. Cependant, n'a-t-elle pas gardé dans son sein, à Rome, au cœur même de la chrétienté, un militant communiste, qui jouait son rôle de prêtre et de prédicateur sans laisser naître aucun soupçon sur le rôle infâme qu'il jouait au sein de cette société? Le propre du communisme, c'est la fourberie, la ruse, l'hypocrisie...

Citant la parole du cardinal Gerlier à l'effet que le communisme est le fruit de l'injustice sociale, il ajoute que des lois boiteuses, telles la loi actuelle des mères nécessiteuses, constituent une injustice sociale. J'affirme que l'Union nationale, en

considérant 46 % de la population du Québec comme exclusivement apte à payer des taxes, mais indigne de recevoir les faveurs du gouvernement, commet une grave injustice sociale.

Le code social de Malines⁷ déclare que les grandes erreurs collectivistes des temps modernes sont le socialisme-marxisme, le communisme, le nationalisme exagéré, les politiques totalitaires. Je classe dans cette catégorie la politique de l'Union nationale.

Toutes ces erreurs que je viens de mentionner sacrifient l'individu à une idéologie. Dans la province de Québec, les intérêts des individus et de la société sont sacrifiés à ceux du parti. Il faut adhérer au parti pour bénéficier des bienfaits de l'État. Les municipalités doivent être du parti, les commissions scolaires doivent être du parti et les individus doivent être du parti. Le parti d'abord, les amis ensuite; la province en troisième lieu; et aux individus, les restes s'il y en a.

Tout doit servir le parti; et en temps d'élections on perd le sens des mesures et l'on voit l'Union nationale s'accaparer le drapeau national pour en faire le drapeau du parti, drapeau qui devrait être le drapeau de tous les citoyens de cette province. L'Union nationale, dit-il, a perdu le sens de la mesure, en apposant dans les plis du drapeau l'effigie d'hommes politiques. Aucun pays au monde n'a eu, jusqu'à date, cette audace.

Je reproche au discours du trône de ne mentionner que la classe agricole et presque pas les ouvriers. J'ai la plus grande admiration pour la classe agricole, dit-il, des rangs de laquelle je suis issu. J'ai d'ailleurs des miens sur la terre paternelle de Saint-Alexandre-de-Kamouraska. Mais je n'ignore pas que la stabilité de la province repose sur trois grands facteurs: l'agriculture, l'industrie et le commerce. Ces trois secteurs de notre économie ne peuvent opérer et se développer sans l'aide de braves valeureux, sans l'aide de la classe ouvrière. La prospérité de l'un ne peut exister sans la prospérité de l'autre.

L'on ne doit pas ignorer que la classe ouvrière représente au-delà de 60 % de toute la population du Québec. Cette classe ouvrière, si elle est surtout groupée dans les centres urbains, se répand également dans les campagnes, et le gouvernement doit la traiter sur un pied d'égalité avec les autres classes de la société.

Les ouvriers attendent depuis des années ce code du travail si longtemps promis et jamais réalisé selon les conceptions du travail sain. Ils attendent la mise au ban des unions de compagnies et le droit

d'appel des décisions de la Commission des relations ouvrières. Je considère que ce droit d'appel serait une heureuse soupape aux différends ouvriers et éviterait de nombreuses et désastreuses grèves.

La grève, comme le disait le révérend père Archambault, S. J., à la semaine sociale de Saint-Jean, le mois dernier, doit être la dernière arme dont doit se servir l'ouvrier, et en rendant finales les décisions de la Commission des relations ouvrières, on ne laisse d'autre alternative que la grève aux ouvriers pour revendiquer leurs droits.

Et puisque j'en suis à ce chapitre des grèves, me permettra-t-on de rappeler ici un passage d'une lettre pastorale de l'évêque de Carcassonne à ses ouailles, déclarant que le travail n'est pas une marchandise, pas plus que l'ouvrier une machine.

Déclarant que l'Église a le droit de prêcher la justice, il a ajouté: "Votre évêque croit remplir son devoir en réclamant votre générosité en faveur des victimes d'événements récents. Le Chrétien ne se demande pas si le malheureux a raison ou a tort, il commence par venir à l'aide de tous, qui que ce soit. L'ouvrier doit être traité comme une personne. De plus, pour le chrétien, l'ouvrier est un frère."

Comme ces paroles s'appliquent bien à certaines grèves qui ont eu lieu dans la province de Québec.

Les grandes villes de la province doivent entretenir, à leurs frais, un réseau routier sans, pour cela, toucher une part des crédits destinés à l'entretien des routes de la province. Or, leurs obligations augmentent.

Dans la ville de Québec, avant l'apparition des autobus, la Quebec Power Co. entretenait, à ses frais, les chaussées où passaient les tramways. Depuis la mise en service des autobus, la charge d'entretenir ces rues incombe à la municipalité; et pourtant, le gouvernement perçoit les taxes sur l'essence payées pour ces autobus dans les limites de la ville.

Les municipalités devraient toucher une partie de ces taxes. Cela les libérerait de la tutelle du gouvernement.

Il existe dans mon comté un problème d'intérêt qui intéresse vivement toute la population de Québec. Je veux parler de la rivière Lairet. Depuis de nombreuses années, l'on demande le remplissage de cette rivière qui constitue une menace pour la santé publique. Cette rivière est un cloaque rempli de tous les microbes pathogènes que l'on connaisse.

Condamnée par le Bureau d'hygiène provincial, condamnée par la Société médicale de Limoilou, elle constitue un danger public. Elle

traverse un quartier populeux et les enfants prennent leurs ébats sur ses rives.

Je sais que c'est dans ce coin de mon comté où l'on rencontre le plus de maladies intestinales causées par les eaux polluées de cette rivière.

On a dit que cette rivière était une rivière électorale. Il n'y a qu'un moyen de faire sortir de la politique cette question de santé publique. Que le gouvernement collabore avec la ville pour assainir le cours d'eau le plus rapidement possible et l'on cessera d'en parler. Je réclame du gouvernement une aide pécuniaire pour aider la ville de Québec à faire disparaître ce danger pour la santé publique dans le quartier Limoilou.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis combien de temps le problème existe-t-il?

M. Marquis (Québec-Est): La situation est plus grave aujourd'hui qu'autrefois, parce que la population a augmenté dans le quartier et que de nombreuses maisons ont été construites le long de la rivière.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi a-t-on laissé construire ces maisons?

M. Marquis (Québec-Est): Les services d'hygiène, tant provincial que municipal, auraient dû s'y objecter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avez-vous soumis le cas à M. Saint-Laurent?

M. Marquis (Québec-Est): Je n'ai pas mission pour parler au nom du député fédéral M. Saint-Laurent, mais j'espère que le ministère provincial de la Santé s'occupera de cette question au point de vue santé publique exclusivement et que nous verrons très bientôt débiter les travaux de remplissage.

Il y a régression de la maladie, grâce à de nouvelles découvertes scientifiques. C'est un peu, dit-il, comme les grands remèdes dont j'ai parlé tout à l'heure. On guérit la typhoïde et la pneumonie en une semaine, grâce à ces médicaments, et l'Union nationale dit que c'est grâce à son administration.

Il reproche à l'Union nationale de porter à son crédit tout ce que les libéraux ont accompli avant eux dans la province⁸.

M. l'Orateur: Cette motion est-elle adoptée?

Un grand nombre de députés ministériels: Adoptée! Répondent-ils en chœur.

M. l'Orateur: Adopté⁹.

Des députés libéraux: Fou! fou!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le député du comté de Québec veut prendre la parole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'adresse est adoptée! Le premier ministre fait allusion à la motion de remerciements à l'adresse du lieutenant-gouverneur¹⁰.

M. Bédard (Québec) se lève aussitôt pour poursuivre le débat sur l'adresse¹¹.

Des voix: Adopté, adopté!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, sans perdre une minute, qu'on passe à l'item 2 de l'ordre du jour: Deuxième lecture du bill no 2.

M. l'Orateur rappelle les députés à l'ordre.

M. Lafrance (Richmond) veut protester. N'avons-nous pas le droit de parler?

M. l'Orateur: À l'ordre. À l'ordre.

Une voix: Assieds-toi!

M. Lafrance (Richmond) fait claquer sa main sur son pupitre et s'assoit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La procédure est parfaitement régulière. L'Orateur a demandé si la motion était adoptée, dit-il. Personne n'a répondu.

Il ne lui restait plus qu'à la conduire à l'adoption. Il a alors proclamé que le débat sur l'adresse était terminé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)¹² se lève pour indiquer qu'il s'est levé avant la décision de l'Orateur.

M. l'Orateur: Après le discours du député de Québec-Est (M. Marquis), comme personne ne se levait, j'ai demandé si la motion était adoptée. Personne ne s'est levé. J'ai déclaré la motion adoptée. Ce n'est que plus tard qu'un député libéral s'est levé. L'adresse est bien adoptée suivant toute la procédure ordinaire¹³.

L'adresse est, en conséquence, adoptée.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 9 heures¹⁴

Nomination de l'Orateur suppléant et président des comités pléniers

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je propose avec plaisir que M. J.-Maurice Tellier, député du collège électoral de Montcalm, ancien Orateur suppléant de cette assemblée, qui s'est acquitté de ses fonctions avec grande distinction, soit de nouveau nommé Orateur suppléant de la Chambre et président des comités pléniers. Sa nomination est proposée avant la première séance du comité plénier toujours présidé par l'Orateur suppléant de la Chambre.

Adopté.

Projets de loi:

Prêts agricoles

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je suggère d'étudier en même temps la loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêt agricole et la loi

modifiant la loi du prêt agricole qui augmente à \$7,000 le maximum du prêt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai pas d'objection, dit-il, à une discussion d'ensemble, à condition qu'on ne répète pas les mêmes arguments quand la Chambre viendra à l'adoption des deux lois.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose:

Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera et sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, autoriser le ministre des Finances de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, un montant de dix millions de dollars, pour être employé aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec, en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6.

En conséquence, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation, en totalité ou en partie.

La loi du crédit agricole et la commission à laquelle elle a donné naissance ont 16 années d'existence. Seize ans dans la vie d'un homme, c'est beaucoup, mais pour un peuple, c'est bien peu.

Le crédit agricole a été établi par l'Union nationale après avoir été obstinément refusé lors du long règne du Parti libéral exercé par le défunt L.-A. Taschereau¹⁵ et l'ancien premier ministre Godbout¹⁶ qui le jugeaient inutile et même dangereux. Les libéraux condamnaient l'idée du crédit agricole en disant que c'était un mauvais principe. Les cultivateurs avaient besoin de cette loi. L'opposition a sans cesse réclamé ce prêt dans des motions, de 1931 à 1935.

La preuve qu'il était nécessaire, c'est qu'en 16 ans, 37,017 emprunteurs, soit plus du quart de tous les cultivateurs de la province, ont profité des occasions offertes par ces prêts.

Ils ont emprunté jusqu'à présent \$91,000,000, répartis en 37,017 prêts. Et le total des pertes s'élève actuellement à \$129.81¹⁷, soit moins de 1½ ¢ par \$10,000 de prêt.

Voilà des chiffres qui prouvent que notre loi a été sage, prudente, opportune et nécessaire. Ceux qui voudraient aujourd'hui qu'on fasse n'importe quoi sont les héritiers en ligne directe de ceux qui ne voulaient aucun système de crédit agricole ni à aucun prix il y a quelques années.

La loi a rendu service parce qu'elle est basée sur des données raisonnables; il ne faudrait pas aujourd'hui gâcher toute l'affaire en recourant à des promesses exagérées. Les améliorations apportées cette année ne sont pas une loi électorale. Le gouvernement a un mandat et il veut le remplir. Même dans la loi de 1936, il y avait une clause qui permettait de porter les prêts à 75 % de la valeur de la ferme, quand c'était nécessaire pour payer tous les créanciers. Désormais, cette proportion de 75 % sera la même pour tout le monde. Quand les prix augmentent partout, il est bon que les cultivateurs sentent que le gouvernement de Québec au moins pense à eux.

Comme corollaire de ce premier changement, le maximum des prêts est porté à \$7,000. Pourquoi pas davantage? D'abord, parce que même l'ancienne limite de \$6,000 rencontrait les besoins dans l'immense majorité des cas. On estime à l'Office qu'il n'y a pas plus de 10 % des cultivateurs qui emprunteraient davantage s'ils en avaient l'opportunité.

Il ne faut pas trop augmenter le prêt maximum, car on favoriserait la fusion des petites fermes et la constitution des grandes fermes, ce qui, à mon avis, est un mauvais principe. Ce serait contraire à une saine politique agricole. Si le nombre des fermes baisse dans la province de Québec, comme du reste dans tout le pays, c'est parce que l'on a actuellement tendance à fusionner les fermes. Celui qui a réussi cherche à acheter la terre de son voisin.

Or, cette tendance n'est pas à encourager parce qu'au point de vue humain et social, c'est mieux d'avoir deux cultivateurs sur deux fermes différentes qu'un seul cultivateur avec l'équivalent des deux fermes¹⁸. Je préfère plusieurs petits prêts plutôt qu'un gros prêt. Ce dont le Québec a besoin, ce n'est pas de plus gros prêts agricoles; je préfère une politique où deux emprunts de \$4,000 peuvent être faits au lieu d'un de \$8,000.

Tant que je serai ministre, je refuserai d'être complice d'un système qui tiendrait au fusionnement des terres.

Hausser le maximum du prêt de \$6,000 à \$7,000, c'est suffisant, comme c'est suffisant de porter le maximum de la valeur hypothécable de 65 % à 75 % de la valeur de la ferme.

M. Dupré (Verchères), après avoir félicité l'Orateur et l'Orateur suppléant, se déclare favorable au principe des deux bills. Il félicite le gouvernement de ces dispositions nouvelles qu'il place dans la loi du crédit agricole.

Après une revue détaillée des circonstances qui ont entouré la création du prêt fédéral puis du prêt provincial, il déclare que le crédit agricole, fondé en 1936 par l'Union nationale, a certainement rendu de grands services à la classe agricole. Il note cependant que les conditions ont changé depuis et que l'édition 1936 du prêt agricole ne convient plus à la classe agricole.

Avec les opinions et les idées du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), ce n'est pas surprenant que les statistiques indiquent 20,000 fermes de moins, en 10 ans¹⁹, de 1941 à 1951, selon les données du recensement du fédéral.

Il importe d'enrayer l'exode des campagnes. C'est que le gouvernement provincial n'a pas aidé suffisamment l'agriculture, dit-il. Il n'a pas aidé le cultivateur à augmenter ses revenus. Le fait que, depuis 10 ans, 20,000 fermes aient été abandonnées dans notre province impose au gouvernement une politique agricole plus généreuse et plus efficace.

L'évolution des temps exige l'évolution des lois et, depuis deux ans, j'ai demandé au ministre de l'Agriculture d'augmenter à \$10,000 le total du prêt agricole. Cette année, pour faire semblant d'aider, on porte ce montant à \$7,000. Ce n'est pas suffisant pour enrayer la désertion des campagnes par les fils de cultivateurs. Les nouveaux maximums de \$7,000 et de 75 %, proposés par le gouvernement, sont des concessions faites au courant d'opinion, amorcé par le Parti libéral.

C'est une bonne chose de porter la limite à \$7,000, ajoute-t-il, et j'en remercie le ministre. Mais il faudrait faire encore plus. Le maximum devrait être de \$8,000, et même \$10,000 ne seraient pas exagérés à la condition que les crédits ouverts par la Chambre soient bien administrés. Il faudrait se rendre à \$10,000 pour permettre à l'agriculteur d'avoir un revenu minimal de \$3,000 à \$4,000. Quel mal y a-t-il à ce qu'un père qui a des fils à établir achète deux ou trois terres? Il y a des fermes inoccupées partout. En adoptant ce moyen et en augmentant à \$10,000 la somme prêtée, on résoudrait une bonne partie du problème agricole.

Avec un prêt raisonnablement élevé, on permet au jeune cultivateur de s'outiller tout de suite pour produire. Qu'on laisse le prêt sur la ferme à \$7,000 si l'on veut, mais qu'on institue en outre un crédit de mécanisation de \$3,000 remboursable en 10 ans. On verra qu'au prochain recensement, le nombre des fermes occupées n'aura pas baissé de 20,000 comme au cours des 10 dernières années.

Un jeune cultivateur pourrait ainsi commencer dès le début de son exploitation à faire de l'argent au lieu de se trouver, comme actuellement, sur une terre nue, sans posséder l'essentiel à une exploitation rémunératrice. Par ce seul moyen, on arrêtera la désertion des campagnes. Si le gouvernement aidait plus les cultivateurs, on ne verrait pas autant de fermes abandonnées par leurs propriétaires. Il faut surtout aider les jeunes à acheter du roulant et des animaux, pour augmenter les revenus.

Je suggère aussi de faire disparaître le paragraphe 15 de la loi de 1936 qui dit: "Lorsque les dettes et obligations de l'emprunteur excèdent 75 % de la valeur de sa, ou de, ses fermes, telle qu'établie par l'Office, celui-ci peut lui prêter jusqu'à concurrence de 75 % de cette valeur, pourvu que les créanciers de l'emprunteur acceptent le montant du prêt en règlement entier de ses dettes et obligations et lui donnent quittance". Je demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de donner son opinion sur cette dernière question.

Il relève une déclaration du ministre de l'Agriculture, voulant que les libéraux au pouvoir se soient opposés à aider financièrement les agriculteurs, alors que le gouvernement de l'Union nationale a prêté à un quart des cultivateurs de la province de Québec.

Jusqu'en 1930 ou 1931, explique-t-il, le gouvernement libéral n'a pu aller contre la volonté des fermiers, et jusqu'à ces années-là, l'Union catholique des cultivateurs et certaines commissions constituées pour étudier la question s'étaient déclarées contre un système de prêts provinciaux. Dès 1923, le gouvernement libéral créa une commission de cinq membres pour étudier la question d'un crédit agricole provincial. Or, aucun de ces experts ne préconisa un système gouvernemental comme celui que nous avons aujourd'hui.

En 1924, l'Union catholique des cultivateurs créa à son tour une commission d'étude. Cette commission se divisa. En ces temps-là, le ministre actuel de l'Agriculture était en faveur des demandes de l'Union catholique des cultivateurs, alors qu'aujourd'hui il les rejette toutes. Ce n'est qu'après

la création du crédit fédéral, en 1929, que l'on commença à se rallier à l'idée d'un système gouvernemental. Dès la première année, il permit à 6,827 cultivateurs d'emprunter la somme de \$3,931,000, pour voir naître dans la province de Québec l'idée de prêts provinciaux.

De toute façon, le gouvernement libéral provincial s'empessa de venir en aide à l'agriculture du Québec en facilitant les emprunts. En 1935, l'administration libérale passa une loi pour permettre de rembourser 2 % d'intérêt aux cultivateurs qui empruntaient du gouvernement fédéral.

En effet, il décida de payer la différence entre l'intérêt de 5 % réclamé par Ottawa sur emprunteurs et 3 % l'intérêt payé à partir de ce moment par les cultivateurs du Québec. Et si cette loi avait été laissée dans les Statuts, beaucoup de cultivateurs emprunteraient encore aujourd'hui du fédéral pour rembourser le crédit agricole provincial. Le fédéral prête jusqu'à \$12,000. Cela réfute le point de vue du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré).

Le ministre de l'Agriculture s'est prononcé, il n'y a pas si longtemps, durant la campagne électorale, à Mariville contre l'augmentation du prêt maximum de \$6,000 et il propose maintenant une augmentation. Le ministre paraît, aujourd'hui, avoir changé d'opinion. C'est, dit-il, qu'il cède aux demandes des libéraux.

Le ministre de l'Agriculture me dit: j'ai mon opinion; vous avez la vôtre. C'est, continue-t-il, avec son opinion que la situation de l'agriculture se détériore, que le nombre d'agronomes diminue, que la prime pour le beurre fond. L'agriculture n'a rien à gagner à suivre les politiques arriérées de 50 ans du député de Rouville (l'honorable M. Barré).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le bill est clair. Qu'on s'en tienne à l'étude du bill.

M. Dupré (Verchères): Le ministre a parlé des moulées, de l'engrais, du transport. C'était en dehors de la loi.

Il relève une contradiction dans les explications données par ceux qui ont exposé l'objet du projet de loi. Les uns ont exprimé la volonté d'accorder des prêts plus élevés, les autres des prêts plus nombreux. Mais ne demandent-ils pas cette année d'ouvrir des crédits de \$10,000,000 seulement, comme l'an dernier et comme il y a deux ans? Et si l'on veut accorder des prêts plus élevés comme le laisse croire la demande d'un prêt maximum de \$7,000 au lieu de \$6,000, comment peut-on espérer accorder plus de prêts? C'est illogique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait l'éloge du ministre de l'Agriculture comme étant un homme dévoué. Il (l'honorable M. Barré) a donné à l'agriculture plus que tous les autres ministres qui ont eu ce portefeuille. Je rappelle qu'il commence sa 27^e session et qu'il a fait partie du groupe oppositionniste qui réclamait le crédit agricole dans la province pour sauver l'agriculture. Les gouvernements libéraux d'alors se sont opposés au crédit agricole pendant 15 ans, pendant que la misère du cultivateur s'aggravait.

Alors que M. Taschereau proclamait que le crédit agricole serait une faillite, cependant M. Godbout affirmait que le cultivateur souffrait de trop de crédit. L'opposition dont il faisait partie a présenté des motions à chaque session pour réclamer un prêt agricole provincial, et toujours les libéraux ont voté contre ces motions. Les libéraux, dit-il, n'avaient pas confiance au prêt agricole et nous l'avons établi quand même.

Mais l'Union nationale, une fois portée au pouvoir, a eu confiance au cultivateur et, en dépit des prophètes de malheur, à peine trois mois après, passait une loi qui a sauvé l'agriculture de la faillite des milliers d'agriculteurs et tous les organismes qui en dépendent. Elle a donné une stabilité incontestable qui garantit l'avenir à la campagne et elle a redonné espoir aux cultivateurs à l'égard de leur profession. C'est la preuve que l'Union nationale a été prévoyante et a vu juste. L'Union nationale a établi le crédit agricole même quand MM. Taschereau et Godbout et les commissions libérales n'avaient pas confiance dans ce crédit.

Le député de Verchères (M. Dupré) a parlé de 20,000 fermes abandonnées de 1941 à 1951. S'il est vrai que 20,000 fermes ont été abandonnées, combien y en aurait-il aujourd'hui si l'Union nationale n'avait pas donné le crédit agricole à la province? Le crédit agricole, institué par l'Union nationale, a sauvé toute l'économie rurale de la province, en incluant les paroisses rurales et les municipalités, ainsi que les commissions scolaires des écoles rurales.

Le gouvernement est déjà fort généreux. Le gouvernement ne peut pas tout faire, ni ignorer nos vieilles traditions. Les pères des jeunes agriculteurs aiment aider leurs fils et ils peuvent toujours leur prêter les \$5,000 supplémentaires. Si les campagnes se sont vidées depuis 10 ans, c'est du côté d'Ottawa qu'il faut chercher des coupables. On a établi des usines de guerre sur les ruines de l'agriculture. L'exode est dû bien davantage à l'industrie de guerre pour la désertion des campagnes et pour la diminution du nombre de fermes dans la province, laquelle a attiré la main-d'œuvre par l'appât de hauts salaires.

Il cite comme exemple les fermes de Saint-Paul-L'Ermite expropriées pour y établir une usine éphémère. L'abandon des fermes s'explique aussi par le fait que bon nombre de fermiers subdivisent leurs terres en terrains à construire, une pratique que je n'encourage pas, mais contre laquelle je ne peux rien faire.

En 14 ans, le prêt agricole fédéral a prêté \$85,931,120 aux cultivateurs dans la province alors que le prêt fédéral, au cours de la même période, prêtait \$79,429,093²⁰ dans tout le Canada.

Le prêt provincial a prêté 300 % de plus que le prêt fédéral. Dans Québec, c'est un prêt qui prête et, avec cette addition de \$10,000,000 cette année, nous aurons avancé \$106,000,000 à nos cultivateurs. Le résultat, c'est 14,462²¹ jeunes gens établis sur des terres. Le résultat, c'est la stabilité générale chez nous.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre n'a pas changé. Il vient de répéter le même discours qu'il a toujours prononcé sur le crédit agricole et il a retourné, déformé les paroles pourtant claires du député de Verchères pour lui faire dire ce qu'il n'avait pas dit. Ottawa a modifié sa législation en 1952 et prête maintenant aux fermiers jusqu'à \$10,000 et \$12,000. Le provincial devrait faire de même. Parce qu'il porte de \$6,000 à \$7,000 la limite du prêt, le gouvernement s' imagine que c'est la fin du monde.

D'ailleurs, c'est un peu la façon de l'Union nationale de considérer ce qu'elle a fait et ce qu'elle fera comme la perfection. Je demande une façon plus moderne de prêter de l'argent aux cultivateurs, façon qui répondra mieux à leurs besoins actuels. Je ne doute pas que le prêt provincial représente 75 % de tous les prêts gouvernementaux. Mais on me permettra de répéter que, depuis juin 1952, le prêt fédéral a été modifié et que l'on prête jusqu'à \$10,000 et \$12,000. Je crois qu'avec un maximum de \$7,000, le prêt provincial est insuffisant en 1952, alors qu'il était de \$6,000 en 1936.

Le prix de la majorité des produits a doublé depuis 10 ans et l'on n'augmente que d'un sixième le maximum du prêt. C'est trop peu. Que l'on considère que les matériaux de construction ont vu leur coût doubler durant cette période; l'indice du bois de construction est passé de 106 à 456 et il en a été de même dans tous les domaines, notamment celui de la machinerie agricole. Le premier ministre dit souvent que notre dollar ne vaut que \$0.40; mettons qu'il ne vaut que la moitié de sa valeur nominale: ceci veut dire que \$6,000 en 1936 valent \$3,000 aujourd'hui. Le crédit devrait être de \$10,000 comme le proposait le Parti libéral dans son programme électoral.

On devrait aussi encourager les particuliers à faire les prêts que l'Office ne peut pas faire. Ce serait encourager les gens de la ville à prêter à la campagne. On sait que les banques à charte sont encouragées par le fédéral à prêter aux cultivateurs pour l'achat de matériel de ferme. J'ai été très étonné de constater que, au cours de l'année terminée le 30 avril 1952, les banques du Québec ont prêté près de \$7,000,000 à l'agriculture, soit presque autant que l'Office du crédit agricole provincial. Cela montre un besoin évident de fonds chez nos cultivateurs dans ce domaine.

Mais il est malheureux que, dans la province de Québec, les caisses populaires ne peuvent pas bénéficier des mêmes avantages que les banques à charte; je ne veux pas faire un parallèle entre les deux, mais je crois qu'on devrait encourager les caisses populaires également. La différence réside dans le fait que les banques possèdent, en vertu des lois du Québec, des garanties que les caisses ne possèdent pas. N'y aurait-il pas lieu d'amender la situation, puisque nous sommes dans le domaine provincial. N'y aurait-il pas lieu aussi d'accorder un prêt d'une durée plus considérable que 18 mois? Ceci favoriserait sûrement l'établissement des nouveaux cultivateurs et serait un excellent moyen d'enrayer la baisse du nombre de nos fermes.

L'honorable M. Barré (Rouville)²²: Je veux que l'on adopte la loi au cours de la soirée. Je mets le député de Verchères (M. Dupré) en garde contre les statistiques dont il s'est servi au sujet de l'abandon de 20,000 fermes dans la province de Québec. Citant le texte du statisticien: "Il ne s'agit que d'une diminution apparente" et ce n'est pas une indication valable parce que la définition employée en 1941 et celle de 1951 ne sont pas les mêmes. En réalité, dit-il, il n'y a pas eu diminution du nombre de fermes. Présentement, 37,000 cultivateurs se sont prévalus du prêt agricole. Je considère que les améliorations apportées à la loi sont suffisantes pour cette année.

M. Dupré (Verchères)²³ reprend le débat et l'ajourne au lendemain.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. M. le Dr Gérard Lemieux reprend son discours de la veille. *L'Action catholique* du 20 novembre 1952, à la page 6, nous dit qu'il a fait preuve de beaucoup d'agressivité. Il a parlé pendant une heure. On ajoute qu'il n'a pas été décontenancé par les points d'ordre et les interruptions.

2. Le journaliste du *Montréal-Matin* du 20 novembre 1952, à la page 5, précise: "Il en était rendu à une prosopopée en s'inspirant des personnages qui apparaissent sur le tableau de Charles Huot à la voûte de l'Assemblée législative, lorsque le premier ministre l'avait rappelé soudainement aux réalités."

3. On parle de \$600 dans *Le Soleil* du 20 novembre 1952, à la page 8.

4. *L'Action catholique* du 20 novembre 1952, à la page 6, décrit le contexte de prononciation du discours de M. Hanley: "Il portait un complet pâle et une cravate remarquablement verte, sur laquelle brillait probablement un diamant. Comme d'habitude, il a parlé avec une fougue qui ne lui a donné répit. À le voir sautiller et gesticuler, à son siège, on avait l'impression d'un boxeur qui s'apprête à livrer un combat à finir. De fait, il a appliqué de nombreux coups de poings sur son pupitre du Dr Kirkland et, sauf erreur, une de ses droites a atteint par mégarde, le député de Jacques-Cartier". De son côté, *L'Événement-Journal* du 20 novembre 1952, à la page 7, dit que le député "s'est exprimé en français et en anglais, sa langue maternelle, avec une verve très méridionale".

5. Leslie Miscampbell Frost (1895-1973), premier ministre conservateur de l'Ontario, de 1949 à 1961.

6. *L'Action catholique* du 20 novembre 1952, à la page 6, dit également du député Antonin Marquis qu'il a parlé durant une heure. D'autre part, *Le Canada* du 20 novembre 1952, à la page 2, indique: "Les tentatives d'interruption de la droite n'ont pas arrêté son élan, et son discours s'est terminé en force, déclenchant les applaudissements nourris de l'opposition".

7. Le code est le résultat d'entretiens tenus en 1925 à Malines entre les théologiens catholiques et les représentants d'une certaine faction de l'Église anglicane. Publié en 1927, les 143 articles qu'il contient sont en fait les solutions organiques et cohérentes au désordre social de l'Europe.

8. D'après le *Montréal-Matin* du 20 novembre 1952, à la page 5, le député Marquis s'assoit et il y a un moment de silence.

9. Cette fin soudaine fera dire au rédacteur du *Montréal-Matin* dans l'édition du 20 novembre 1952, à la page 5, que le "débat restera l'un des plus brefs qu'on ait vus à l'Assemblée législative".

10. *Le Soleil* du 20 novembre 1952, à la page 3, nous apprend qu'une coutume établie depuis deux ou trois sessions veut que le premier ministre demande si la motion est adoptée.

11. On rapporte dans le quotidien *Montréal-Matin* du 20 novembre 1952, à la page 5: "M. Marler et le whip en chef de la gauche, le Dr C.-A. Kirkland, député de Jacques-Cartier, se retournaient ensemble et faisaient signe à un député libéral, M. J.-J. Bédard, de se lever". Dans *L'Action catholique* du 20 novembre 1952, à la page 3, on peut lire qu'"un député libéral bondit de son siège, tendit le bras dans la direction de l'Orateur, mais ne trouva pas apparemment aucune formule pour empêcher les règlements de s'appliquer".

12. *L'Action catholique* du 20 novembre 1952, à la page 6, indique que le chef de l'opposition proteste.

13. L'édition du 20 novembre 1952, à la page 3, du *Soleil*, dit: "Une dizaine de députés libéraux qui devaient parler sur l'adresse en réponse au discours du trône se trouvent ainsi privés d'une excellente occasion de prononcer leur premier grand discours de la session". On y mentionne encore que c'est "le débat le plus court sur l'adresse dont fassent mention les annales de la Législature de Québec".

14. Seul *The Montreal Daily Star* du 20 novembre 1952, à la page 5, indique l'heure de la reprise de la séance ainsi: "Hier soir était le premier soir de la session, qui s'est tenue à 9 heures p.m. à la suite d'un caucus du parti de l'Union nationale qui a pris fin sans avertissement."

15. Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952), ministre des Travaux publics et du Travail dans le cabinet Gouin (1907-1919) et premier ministre libéral du Québec du 9 juillet 1920 au 11 juin 1936. Décédé le 6 juillet 1952.

16. Joseph-Adélard Godbout (1892-1956), agronome et député libéral de L'Islet de 1929 à 1936. Ministre de l'Agriculture dans le cabinet Taschereau de 1930 à 1936. Premier ministre libéral du Québec en 1936 et de 1939 à 1944, puis chef de l'opposition de 1944 à 1948. Nommé conseiller législatif de la division de Montarville en 1949.

17. *Le Soleil* du 20 novembre 1952, à la page 9, indique plutôt \$129.80.

18. *L'Événement-Journal* du 20 novembre 1952, à la page 3, soutient pour sa part qu'il dit: "Il vaut mieux avoir trois cultivateurs sur trois terres moyennes qu'un seul fermier avec un domaine immense."

19. *Le Soleil* du 20 novembre 1952, à la page 3, mentionne pour sa part que cette baisse s'est étalée sur 20 ans.

20. *Le Soleil* du 20 novembre 1952, à la page 9, précise qu'il s'agit de \$79,000,000.

21. *Le Soleil* du 20 novembre 1952, à la page 9, avance par ailleurs qu'il s'agit de 14,600 personnes.

22. Le journaliste de *La Patrie* du 20 novembre 1952, à la page 5, précise qu'il prend la parole alors qu'il est près de 11 heures.

23. *La Patrie* du 20 novembre 1952, à la page 5, soutient que le député a repris le débat à 11 heures.

Séance du jeudi 20 novembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Joseph Robert Ola Ouellet, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Roland Bouchard (M. Dallaire);
- de la ville de Trois-Pistoles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Raymond);
- des syndics Apostoliques des Frères mineurs ou franciscains, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);
- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte aux fins d'obtenir le pouvoir d'imposer une taxe, dite taxe d'éducation (M. Roy);
- de Melchers Distilleries Limited, demandant l'adoption d'une loi ordonnant et décrétant la modification de l'article 3, chapitre 96, 11 George VI (M. Tellier);
- de Charles-E. Chiasson et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant une compagnie en corporation sous le nom de "Montreal & James Bay Railway Company" (M. Blanchard);
- de The Polish National Catholic Church of America in Canada, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant en une corporation ecclésiastique dans la province de Québec (M. Cottingham);
- de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Raymond);
- de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);
- de la ville de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);
- de la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);
- de la ville de Montréal-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Marc, demandant l'adoption

d'une loi aux fins d'imposer et de prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation (M. Prévost);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hanley);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- du Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cottingham);
- des commissaires d'écoles pour la ville de Matane, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et de prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation (M. Dubé);
- de Omer Barbeau, demandant l'adoption d'une loi concernant l'interprétation du testament de feu Alexandre-H. Barbeau (M. Riendeau);
- de la corporation du village de Causapscal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jolicoeur);
- de l'Union Canadienne Compagnie d'Assurance, demandant l'adoption d'une loi ayant pour effet de diviser son capital-action (M. Johnson).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de la ville de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);
- de la municipalité du village de Pointe-Calumet, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de la corporation de la ville de Bedford, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);
- de Jean Robert Miquelon, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à pratiquer la profession de notaire (M. Boudreau);
- de dame Éliette Fontaine, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'annuler une clause du testament de feu Henri Fortier (M. Boudreau);

- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);
- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);
- de "Gaspé Copper Mines Limited" et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant en une municipalité de ville un certain territoire du canton de Holland, sous le nom de "Ville de Murdochville" (M. Couturier);
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hamel);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Pointe-Claire ville, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation (M. Jeannotte);
- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);
- de Albert Lapointe et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de dame Éva Bélanger (M. Cloutier);
- de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi ratifiant l'adjudication et la vente d'un certain nombre de lots (M. Jeannotte);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de La Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval), demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation (M. Jeannotte);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);
- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);
- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Fédération catholique des institutrices inc., et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de Joseph Laurent Gérard Bégin alias Gérard Roberge, demandant l'adoption d'une loi changeant

son nom de Gérard L. Bégin en celui de Gérard L. Roberge;

- de Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la communauté des Sœurs de la Charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi relative aux titres de propriété de couvent de Saint-Vincent-de-Paul;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, demandant l'adoption d'une loi aux fins de prolonger les dispositions de la loi 14 George VI, chapitre 137;
- de la ville de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Sybil Nemiroff, épouse de Bernard Plotnick, demandant l'adoption d'une loi concluant à la ratification de certains lots;
- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Kathleen Mary Paquette, demandant l'adoption d'une loi aux fins de légaliser son adoption faite par feu J. F. Paquette.

Projets de loi:

Commission scolaire de Côte-Saint-Luc

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 concernant la commission scolaire de la municipalité de Côte-Saint-Luc, dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Bernard Plotnick et Sybil Nemiroff

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 concernant un transport fait par Bernard Plotnick, à son épouse dame Sybil Nemiroff.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la ville de Côte-Saint-Luc

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Communauté des Sœurs de
Charité de la Providence**

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 pour donner à la communauté des Sœurs de Charité de la Providence un titre de propriété définitif et absolu à l'immeuble qu'elle occupe actuellement comme maison d'enseignement à Saint-Vincent-de-Paul.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur
de Jésus de Québec**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Corporation des instituteurs
et institutrices catholiques**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 modifiant la loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la cité de
Grand'Mère**

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Écoles au Lac-Saint-Jean

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 concernant les commissions scolaires de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Île Maligne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adoption de
Marie S. A. Leclerc**

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 180 concernant l'adoption de Marie Sarah Alice Leclerc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Royal Trust Company

M. Fox (Brome) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 189 modifiant la charte de The Royal Trust Company.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Joseph Laurent Gérard Bégin

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 192 changeant le nom de Joseph Laurent Gérard Bégin en celui de Gérard Laurent Roberge.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Imposition de l'aide aux sinistrés
de Rimouski par le fédéral¹**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je reçois un avis qui me met au courant d'une situation particulièrement extraordinaire.

Il y a deux ans, en 1950, Rimouski a été ravagée par une conflagration qui a jeté des centaines de familles sur le pavé et provoqué des dommages évalués à des millions de dollars. À la suite de cette catastrophe, d'une gravité quasi nationale, les gouvernements fédéral et provincial se sont entendus pour offrir aux sinistrés \$5,000,000, à raison d'une souscription de \$2,500,000 chacun pour venir en aide aux malheureux privés de logis.

Une souscription publique a également été faite qui a démontré l'esprit de charité et de philanthropie de la population, particulièrement de nos amis de langue anglaise et anglo-protestants et même des citoyens des autres provinces aussi loin que la Colombie-Britannique.

Or, j'apprends que le département ministériel du Revenu national à Ottawa exige maintenant des sinistrés qu'ils paient l'impôt sur la philanthropie et la charité, sur les sommes qui leur ont été données pour aider à reconstruire la ville. Voilà qu'on taxe la philanthropie et l'angoisse.

Des voix: C'est honteux!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je trouve que c'est une façon de procéder injuste et malheureuse, que c'est vraiment aller trop loin.

J'en appelle aux autorités fédérales en faveur de ces sinistrés. Je demande donc à Ottawa de ne pas ajouter au malheur, à la misère et à l'angoisse en taxant maintenant les produits de la philanthropie et de la charité².

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande si la taxe est imposée sur ce que les particuliers ont reçu, c'est-à-dire sur les sommes qui leur ont été données pour reconstruire ou acheter du ménage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui³.

Prêts agricoles⁴

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolution relative au bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

En comité⁵:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Rouville (l'honorable M. Barré) à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera et sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, autoriser le ministre des Finances de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, un montant de dix millions de dollars, pour être employé aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec (Édouard VIII, 2^e session, chapitre 3), en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6.

En conséquence, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation, en totalité ou en partie.

M. Dupré (Verchères) reproche de nouveau au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré)

de préconiser de petits prêts, au lieu d'un prêt substantiel, qui permettrait à un fils de cultivateur de prendre le dessus rapidement. Il ajoute que le prêt fédéral prête jusqu'à \$12,000 et qu'il prête plus que le prêt provincial, précisément parce que les cultivateurs ont aujourd'hui besoin de prêts plus élevés.

Je crois qu'il vaut mieux prêter \$8,000 à deux cultivateurs au lieu de \$4,000 chacun, pour ainsi empêcher ces derniers de "végéter" pendant des années et de "déterrer"⁶.

Le prêt fédéral a été porté à un maximum de \$12,000 et je connais de nombreux cultivateurs qui remboursent le prêt provincial pour emprunter à Ottawa. Le prêt provincial devrait être plus élevé.

Bien plus, depuis huit ans, avec l'endossement d'Ottawa, les banques à charte conformément à la loi fédérale sur le crédit agricole ont prêté \$200,000,000 au Québec et, cette année, elles prêteront sans doute plus que l'Office provincial. Le fédéral a montré la voie à suivre en accordant le crédit pour la mécanisation et le provincial devrait entrer dans ce domaine, pour le plus grand bien des cultivateurs, surtout des jeunes.

Il dit que la mécanisation des opérations agricoles vise seulement à mettre un terme à l'abandon des fermes. En tant que distributeur de machinerie agricole, il est au courant des coûts de la mécanisation des appareils.

Le ministre de l'Agriculture m'a accusé de vouloir protéger les cultivateurs riches. Il sait bien que ce n'est pas le cas et que les terres passeraient à des gens qui les exploiteraient à fond. Est-ce que le gouvernement a perdu confiance dans la compétence de son Office du crédit agricole, pour prêter à ceux qui en ont besoin et empêcher le profitage? Est-ce la raison de la nomination d'un quatrième commissaire, pour surveiller les trois autres?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député vend des tracteurs?

M. Dupré (Verchères): Oui et dans le cas dont je parlais, tantôt, le type a acheté sa machinerie ailleurs, de la "International", alors que je vends de la "Massey-Harris"! Mais j'ai des petits tracteurs pour enfants et j'en enverrai au ministre de la Jeunesse.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Tout ce qu'on peut attendre de l'opposition, ce sont des bebelles!

M. Dupré (Verchères): Nous demandons un prêt pour aider les cultivateurs à s'acheter la

machinerie nécessaire et le ministre est contre ça, il veut leur donner des bebelles. Je pense que le ministre de l'Agriculture est rétrograde dans les politiques que son ministère adopte.

Je demande à tous les députés ruraux de cette Chambre de me seconder pour réclamer du premier ministre, parce qu'il est plus facile à convaincre que son ministre de l'Agriculture, et du gouvernement un prêt plus élevé que celui proposé; ça devrait aller à au moins \$10,000.

M. Bédard (Québec) dit que c'est la première fois qu'il parle en Chambre, mais que ce devrait être la deuxième. Il veut commenter les événements qui l'ont forcé à remettre son discours dans sa poche, ajoutant qu'il prend aujourd'hui la liberté de parler, ce qu'on lui avait refusé hier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au jeune homme de s'asseoir.
(Il se fait un peu d'agitation à gauche)⁷

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) relève des remarques venant de la droite.

Députés de la droite: À l'ordre!

M. le président rappelle la Chambre à l'ordre.

Nouveaux députés de l'opposition: Nous ne pouvons donc pas parler ici? Nous sommes pourtant des députés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il serait utile de faire connaître au jeune homme quelques règlements essentiels de la Chambre. Il y a quelques nouveaux députés dans l'opposition et ils devraient mieux connaître les règlements. L'adresse a été adoptée régulièrement. L'opposition n'a pas le droit de critiquer la décision de l'Orateur sans en demander le rappel. Les députés de l'opposition sont les seuls responsables du retard qu'ils prennent pour se lever.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Drôlement!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et personne n'a le droit de discuter la décision de l'Orateur de la Chambre.

Des députés de l'opposition: Il y aura d'autres débats. Vous pouvez être assuré que nous allons prendre la parole.

M. Bédard (Québec) veut reprendre le fil de son discours.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Vous parlerez quand ce sera le temps!

Une voix: Tu fais mieux de te taire. On a un dossier contre toi.

M. Bédard (Québec) félicite le président de la Chambre et le président du comité plénier, rappelant ensuite la mémoire de son père qui a représenté avant lui le même comté à l'Assemblée. Il évoque des souvenirs du 18 janvier 1928 et des paroles prononcées par son père, sur le parquet de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai bien connu le père du député du comté de Québec. Mais nous discutons présentement des problèmes concernant le crédit agricole et ce n'est pas le moment des oraisons funèbres. Qu'on s'en tienne donc aux résolutions qui sont devant la Chambre.

M. Bédard (Québec): Si le premier ministre est d'accord, je vais parler brièvement de mon père.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le père du député était un bon type, mais ce n'est pas le moment de parler de lui.

M. le président confirme le point d'ordre du premier ministre.

M. Bédard (Québec): Je reviendrai donc au crédit agricole. Je trouve l'augmentation de \$1,000 insuffisante. Dans tout le budget du gouvernement, il n'y a pas suffisamment d'argent consacré à l'agriculture.

Seulement 6 % du budget provincial est consacré aux cultivateurs. Il ne tient pas compte de l'argent voté pour le prêt agricole, par le gouvernement, depuis que les cultivateurs sont obligés de le rembourser avec intérêts. Il réitère sa demande pour une augmentation de la limite des prêts individuels. Il parle des \$50,000 votés pour des recherches dans le domaine agricole.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Point d'ordre. Il ne s'agit pas ici de discuter tout le budget du ministère de l'Agriculture, mais seulement le crédit agricole. Le député veut évidemment refaire son discours d'hier. Je lui demanderai de s'en tenir aux résolutions.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Nous vous avons écouté pendant quatre ans. On a été assez patient. Vous pourriez bien nous écouter un peu.

M. Bédard (Québec) veut continuer dans le même ordre d'idées.

M. le président rappelle qu'il s'agit du prêt agricole et non de l'orientation générale de la politique agricole. Le député ne devrait pas s'écarter de son sujet.

M. Bédard (Québec) invoque un article des règlements.

M. le président répond qu'il n'a pas le droit de critiquer la décision du président.

M. Bédard (Québec): Si nous parlons de prestations plus élevées pour les agriculteurs, il n'y a aucune raison pour que nous ne parlions pas, en relation avec elles, du salaire des travailleurs.

Il est indéniable que la classe agricole jouit d'une prospérité sans précédent; mais elle participe au mouvement général. Et le gouvernement devrait réaliser que ce n'est pas avec \$1,000 de plus à prêter qu'on peut lui aider à tenir la concurrence avec les autres provinces. Après avoir institué la loi du crédit agricole en 1936, l'Union nationale s'est assise sur ses lauriers.

Si le gouvernement porte à la classe agricole l'intérêt qu'il dit, il devrait augmenter le montant des prêts qu'il lui consent. Il dit que les conditions ont changé considérablement depuis 1936, et qu'en 1952, le gouvernement n'a encore qu'une demi-mesure à apporter.

Il fait allusion à la loi inscrite au *Feuilleton*, concernant l'augmentation du traitement de certains juges. Il dit que l'on devrait donner plus aux cultivateurs puisque l'on propose d'augmenter le salaire des juges.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas être désagréable pour le député du comté de Québec. C'est un avocat. Il n'a pas d'excuse pour ne pas connaître les règlements. Il devrait savoir qu'il n'a pas le droit de discuter un projet de loi qui est sur l'ordre du jour et de faire de la démagogie comme il commence à en faire.

M. Bédard (Québec): Soit. Mais je tiens à ajouter qu'il faut tenir compte de l'augmentation du coût de la vie. Si nous avons un crédit de

production, le maximum de \$7,000 serait peut-être suffisant. Mais, comme c'est le seul prêt sur lequel puissent compter les cultivateurs, cette somme n'est pas suffisante.

M. Noël (Frontenac) dit qu'il a entendu hier le discours du premier ministre, que c'est un discours pathologique, un discours de phrases ronflantes, un discours qu'il entend depuis des années, et qui n'a pas changé depuis 1936. La répétition est en effet un cas pathologique. Le discours que le premier ministre a prononcé hier, je le savais par cœur pour l'avoir lu de nombreuses fois dans les journaux.

En se contentant de n'augmenter que de \$1,000 le prêt agricole, il veut en somme punir la classe agricole de n'avoir voté que modérément pour lui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève aussitôt un point d'ordre. Le député, dit-il, ne peut imputer des motifs aux autres. Il n'a pas le droit d'imputer à un membre de cette Chambre des mobiles d'une nature injurieuse. C'est contraire aux règlements et, dans le cas présent, c'est contraire à la vérité, aux faits, parce que les cultivateurs ont voté en grande majorité pour le gouvernement de l'Union nationale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le député s'en tient à la loi en cause. Il ne fait que donner une interprétation de la politique du premier ministre concernant le prêt agricole.

M. Noël (Frontenac): La politicaillerie joue un rôle dans l'administration du prêt agricole dans la province. L'on s'enquiert des allégeances politiques des cultivateurs avant de leur consentir un prêt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Frontenac a déjà dit qu'il n'avait aucun reproche à faire aux administrateurs du prêt agricole.

M. Noël (Frontenac): Il peut prouver, dit-il, ses affirmations par des noms et des documents.

M. le président: Le député a le droit de discuter le bill, mais n'a pas le droit d'imputer des motifs indignes, des mobiles quelconques, à un autre membre de cette Chambre.

M. Noël (Frontenac) dit qu'on lui a dit qu'il pouvait parler indirectement de ce qu'on lui a ordonné de ne pas dire directement. Il n'y a plus de

liberté, si nous n'avons plus le droit de parler. Parlant au nom de mes électeurs, j'ai le droit d'interpréter la loi. J'ai autant le droit que le premier ministre de parler de la classe agricole.

M. le président: Le député n'a pas le droit de faire indirectement ce qu'il ne peut faire directement.

M. Noël (Frontenac): Le premier ministre a dit qu'il avait sauvé la classe agricole.

Des voix à droite: C'est vrai!
(Applaudissements)

M. Noël (Frontenac): Ces applaudissements prouvent que les députés du gouvernement ne comprennent pas la situation. D'ailleurs, ils n'ont pas à comprendre. Ils se contentent d'approuver le premier ministre qui parle pour eux. Il n'y a qu'une voix du côté des ministériels; j'espère que l'attitude actuelle de l'opposition va secouer la léthargie un peu inquiétante des membres de la droite. On ne peut savoir l'opinion des ministériels, car il n'y a qu'un seul député en Chambre: le premier ministre.

Il reproche au premier ministre de dire que les cultivateurs sont prospères grâce à l'Union nationale. Les cultivateurs, dit-il, s'endettent tous les jours. Ils ne sont pas satisfaits du prêt agricole. Les cultivateurs bénéficiaires du prêt sont des éternels hypothéqués.

Il dit être en faveur du projet de loi, mais selon lui, la mesure est insuffisante pour vraiment aider les agriculteurs dans les conditions actuelles. On martyrise les cultivateurs avec le prêt agricole. N'oublions pas, dit-il, que le sang des martyrs est une semence de chrétiens. La classe agricole est inquiète. Il est temps de faire une politique agricole sérieuse. Les agriculteurs du comté de Frontenac l'ont prouvé puisqu'ils m'ont élu.

J'ai déjà appuyé le gouvernement; mais si je suis ici aujourd'hui à gauche de la Chambre, c'est parce que je me suis rendu compte que le premier ministre n'était pas sincère.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne sommes plus en campagne électorale. Ici, c'est la politesse qui doit prévaloir. La campagne d'injures et de démagogie qui vient de se terminer ne recommencera pas en cette Chambre. Je demande au député de retirer ses paroles et de les retirer sans restrictions.

Le débat à la Chambre doit se poursuivre poliment et les nouveaux venus doivent se rappeler

qu'aucunes mauvaises intentions ne doivent être prêtées aux députés soit d'un côté ou de l'autre.

M. Noël (Frontenac): Puis-je dire l'Union nationale au lieu du premier ministre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sans restrictions.

M. Noël (Frontenac): D'accord. Mais les faits sont là. Il ajoute que l'Union nationale ne l'empêchera pas de défendre les cultivateurs. Il dit que les cultivateurs lui ont donné une majorité écrasante. Les électeurs de Frontenac ont prouvé, d'ailleurs, qu'ils n'étaient pas satisfaits des politiques de l'Union nationale en n'élisant pas l'ancien ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les cultivateurs ont voté en grande majorité en faveur de l'ancien député du comté, mais c'est la ville de Mégantic qui a élu le député actuel. Il a eu au-delà de 400 voix de majorité à Mégantic et 300 dans l'ensemble du comté.

M. Noël (Frontenac): C'est la preuve que les ouvriers et les agriculteurs ont tous fait preuve de jugement. Il reprend le débat sur les résolutions et prétend qu'on fait des menaces à ceux qui bénéficient du prêt agricole.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je demanderai au président de ramener l'orateur à son sujet; depuis le début il a parlé de tout, sauf du crédit agricole. Les jeunes députés doivent faire leurs débuts, mais ils ne sont pas excusables de ne pas apprendre leur leçon avant de venir en Chambre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre de la Jeunesse n'a probablement pas suivi le discours du député. Il ne s'est pas écarté de son sujet. Quand il dit que le gouvernement fait du crédit agricole une affaire politique, il demeure dans le sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que les membres de l'opposition s'entendent. Le député de Verchères a dit qu'il avait toute confiance dans le crédit agricole et le député de Westmount vient dire le contraire. L'opposition manque de logique. Son critique agricole est le député de Verchères et il a lui-même dit que les administrateurs de la Commission du crédit agricole étaient des gens

honnêtes. Pourquoi l'un de ses collègues veut-il laisser planer des doutes sur eux, de son côté? Il n'a pas le droit de prétendre qu'il se fait du chantage.

M. Noël (Frontenac): À chaque demande de prêt, c'est l'agent électoral qui intervient. Il cite le cas d'un cultivateur qui, parce qu'il est libéral, n'aurait pas pu obtenir le crédit agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ridicule!

M. Noël (Frontenac): Je sais que c'est ridicule de traiter le prêt agricole de cette façon.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député ne peut citer aucun cas sérieux. Il serait bien embarrassé de citer un seul cas. Hier, le député de Wolfe devait me donner un nom. Il ne l'a pas fait.

M. Noël (Frontenac): Je pourrai en citer en temps et lieu. Il dit qu'il ne veut pas le faire en Chambre.

M. Lemieux (Wolfe): Je ne l'ai pas fait parce que la pensionnée risquait de se voir retirer sa pension.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député n'a pas encore le droit de me prêter de telles intentions. Hier il m'avait promis le nom de la dame qui affirmait qu'elle risquait de perdre son allocation pour les mères nécessiteuses parce que les libéraux avaient utilisé son cas lors de la dernière campagne électorale.

Il ne me l'a pas donné. Après la séance, je lui ai demandé le nom auquel il avait fait allusion et il m'a répondu qu'il parlerait au chef de l'opposition avant de me répondre. Voilà le sérieux des accusations de l'opposition.

M. Lemieux (Wolfe): Si le député me donne sa parole d'honneur qu'il ne retirera pas la pension à la veuve en question, je le lui donnerai en présence du premier ministre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député n'a pas tenu sa parole hier. Qui dit qu'il la tiendra aujourd'hui. Il dit qu'il n'a aucune raison de croire que le député Wolfe allait tenir parole cette fois-ci et personne n'a le droit d'insinuer qu'il a retiré ou qu'il envisage de retirer de l'aide à une mère nécessiteuse pour des raisons politiques.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre devrait savoir qu'entre gentilshommes, on ne met pas sa parole en doute.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): On la tient.

M. Noël (Frontenac): Il s'agit d'aider la classe agricole, de cesser de faire des cultivateurs des éternels hypothéqués. Le prêt agricole est administré de façon partisane. Nous voulons un prêt agricole qui prête. Le prêt agricole actuel, même avec les amendements projetés, ne répond pas aux besoins de mon comté.

Il (M. Noël) demande au gouvernement de porter à \$10,000 la limite du prêt et de mettre fin à l'interférence gouvernementale dans ce domaine. Le premier ministre a dit qu'il voulait augmenter de \$1,000 la limite des prêts. Il est évident que je suis en faveur du bill. Mais je dis que l'augmentation est insuffisante.

Il regrette de ne pas entendre le premier ministre dire qu'il n'y avait plus de partisanerie politique dans l'application du prêt agricole, que les cultivateurs ne seraient plus obligés de se proclamer bleus pour obtenir un prêt. Le prêt, dit-il, est devenu un moyen de partisanerie, un moyen de chantage.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le député veut enlever les hypothèques aux cultivateurs et il parle d'augmenter les hypothèques pour le prêt agricole à \$10,000. Il n'est pas sérieux.

M. Noël (Frontenac): Le coût de la vie a augmenté, le prix des instruments aratoires a augmenté et le prêt agricole n'a pas augmenté en conséquence. Je veux leur bien. Les cultivateurs sont inquiets pour leurs fils.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Pas besoin de vous inquiéter au sujet de vos fils, le fédéral trouvera bien le moyen de les envoyer en Corée un jour ou l'autre.

M. Noël (Frontenac): Le ministre voudrait envoyer les fils de cultivateurs en Corée. Personne n'est forcé d'aller en Corée. Il ajoute qu'il connaît les besoins des cultivateurs, qu'il représente un comté agricole et que personne ne l'empêchera de prendre la défense de la classe agricole.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Attendez! Ce n'est pas moi qui les envoie, mais vos amis, les libéraux d'Ottawa.

M. Noël (Frontenac): Le ministre de l'Agriculture nous dit que 14,000 jeunes gens ont été établis sur des terres. Mais j'ai appris que 25,000 fils de cultivateurs en avaient fait la demande. Dans des comtés comme celui de Frontenac, où les cultivateurs vivent moitié de leur terre, moitié de leur coupe de bois, ces derniers n'ont pas les moyens d'établir leurs fils. Le premier ministre a dit hier qu'il était décidé à écouter les conseils de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député veut sans doute parler de Mackenzie King.

M. Noël (Frontenac): Non, du député de Trois-Rivières. En face des besoins des cultivateurs, il faut augmenter le prêt agricole et améliorer l'environnement agricole pour permettre aux jeunes fermiers de mieux l'utiliser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le prêt agricole n'est pas une école, c'est un prêt.

M. Noël (Frontenac): Le premier ministre a reçu dans Frontenac une leçon assez cuisante. Il devrait savoir que les cultivateurs ne sont pas satisfaits de leur sort.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La plupart des cultivateurs de Frontenac ont voté pour l'Union nationale.

M. Noël (Frontenac): La majorité des cultivateurs de Frontenac a voté pour moi. Je demande que le prêt agricole maximum soit porté à \$10,000 pour que les agriculteurs puissent établir leurs fils sur des terres. Je demande également que les questions politiques n'interviennent pas dans l'octroi des prêts. Jusqu'ici le prêt agricole n'a été qu'un cheval de bataille pour l'Union nationale.

Le gouvernement demande de porter le prêt maximum de \$6,000 à \$7,000; c'est à \$10,000 qu'on devrait le porter. L'Union nationale veut acheter les votes des cultivateurs avec un plat de lentilles. Si le sang des martyrs est une semence de chrétiens, le sang des cultivateurs ne sera jamais une semence de bleus.

M. Ledoux (Shefford) demande quelques statistiques au ministre de l'Agriculture, notamment quel est, depuis 1936, le pourcentage des emprunteurs qui ont obtenu de \$5,000 à \$6,000 par rapport au total des prêts accordés par l'Office.

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous n'avons pas de chiffres, dit-il. Il pourra les procurer plus tard au député.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tous ces renseignements sont donnés dans le rapport annuel du crédit agricole. Le rapport donne les noms des emprunteurs et les sommes empruntées.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'ai le dernier rapport. Il n'y a pas ces renseignements. Il est donc impossible de savoir par ce rapport la proportion des prêts de \$5,000 à \$6,000 au cours de l'année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que l'on pose une question à l'ordre du jour, on y répondra.

M. Ledoux (Shefford): Je pose cette question parce que je suis sous l'impression que très peu de cultivateurs jusqu'ici ont obtenu le maximum du prêt. On m'a dit que les prêts de plus de \$5,000 sont plutôt rares.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ça prouve qu'il n'était pas tellement urgent d'augmenter le maximum.

M. Ledoux (Shefford): Ça prouve que le maximum inscrit dans la loi ne veut pas dire grand-chose si on ne le donne pas aux cultivateurs et que ce bill pourrait bien n'avoir d'autre but que celui de jeter de la poudre aux yeux. La demande d'augmentation du prêt maximum n'a, en pratique, aucune portée.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ce n'était pas le cas, étant donné que la limite du prêt est calculée à partir d'une majoration du pourcentage de la valeur de la ferme. Le montant du prêt est ainsi supérieur à celui qui a été accordé auparavant. L'augmentation est nécessaire puisqu'on a l'intention d'augmenter le pourcentage.

M. Ledoux (Shefford): Je ne veux pas critiquer les députés du Cabinet ni le ministre de l'Agriculture qui est certainement un homme honnête, mais, dans certains comtés, il y a des organisateurs de l'Union nationale qui se servent du crédit agricole pour mener à bonne fin leurs visées politiques. Il (M. Ledoux) cite le cas d'un organisateur de l'Union nationale qui aurait dit à un

cultivateur libéral: "Je vais te parier \$100 que tu n'auras pas ton prêt".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cinquante pour cent des bénéficiaires du crédit agricole sont des libéraux.

M. Ledoux (Shefford): J'ai un autre cas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député sait-il qu'aux dernières élections les hôteliers, les entrepreneurs ont reçu la visite d'organismes libéraux qui les ont menacés de leur faire perdre leurs contrats, leurs licences de vente de vins et liqueurs s'ils prenaient le pouvoir? Il est faux de prétendre que le prêt agricole sert un parti plutôt qu'un autre.

M. Ledoux (Shefford): On se sert des prétextes les plus divers pour refuser le prêt. Et il demande au ministre s'il y a une limite d'âge pour les emprunteurs.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il n'y a pas de limite dans la loi, mais il est bien certain qu'un homme de 80 ans est trop âgé pour emprunter. On veille à ce que l'établissement soit sérieux.

M. Ledoux (Shefford): Je connais un cas où un prêt a été refusé pour cause d'âge. On a refusé un prêt à un homme de 62 ans sous prétexte qu'il était trop vieux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça dépend. Il y a des gens de 25 ans qui sont plus vieux que d'autres de 80.

M. Ledoux (Shefford): J'aimerais que le ministre s'occupe lui-même de ces cas-là. Il verrait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le député ne va-t-il pas demander tous ces renseignements aux administrateurs? Si un électeur a droit au prêt agricole, il l'aura.

M. Ledoux (Shefford): J'ai signalé des cas pour que cela ne se répète pas.

M. Pinard (Drummond): L'opposition n'a pas l'intention de faire systématiquement de l'obstruction pour empêcher l'adoption de la loi. Mais le fait que le gouvernement hausse aujourd'hui le maximum de \$1,000, après que le Parti libéral eut préconisé depuis

longtemps des prêts agricoles pouvant aller jusqu'à \$10,000, prouve que notre intervention est profitable aux cultivateurs. Le principe de l'augmentation demandée est bon.

Les prix ont considérablement augmenté de 1936 à 1952. Il faut que les prêts soient suffisamment élevés si l'on veut qu'ils aient leur utilité pratique. Le Parti libéral n'est pas le seul à réclamer cette hausse à \$10,000. L'Union catholique des cultivateurs (UCC), à Victoriaville, en juillet, a prié le gouvernement de porter les prêts maximums à \$10,000.

Et l'attitude de l'UCC n'est pas plus dictée par la démagogie que celle du Parti libéral. Une augmentation sensible du prêt agricole corrigerait la situation faite à la jeunesse agricole de la province dont l'avenir est menacé. La jeunesse déserte la terre et va en ville parce qu'elle y trouve une rémunération plus avantageuse. Trop de jeunes ruraux n'ont pas les moyens de s'établir même sur la terre paternelle.

Si l'on veut arrêter l'exode des campagnes, il faut donner aux cultivateurs le capital nécessaire non seulement pour payer leurs dettes et changer ainsi de créancier, mais encore pour augmenter leurs troupeaux, leur outillage et, par le fait même, leurs revenus. Le gouvernement de l'Union nationale n'a d'ailleurs pas tellement raison de se vanter du crédit agricole tel qu'il existe, puisque le fermier est créancier du gouvernement. L'agriculteur, qui contracte un prêt agricole, a pour créancier le gouvernement au lieu d'un particulier.

Il (M. Pinard) parle à un moment du prêt fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais l'intérêt à payer est plus petit!

M. Pinard (Drummond): Les prêts sont trop petits maintenant que les prix ont augmenté. Et, par ailleurs, les prêts agricoles ne permettent pas de renouveler le matériel du fermier, d'acheter de l'engrais, de constituer un fonds de roulement. Le gouvernement ne donne donc rien aux cultivateurs.

Il s'élève contre les interventions politiques dans l'octroi des prêts. Il affirme que, dans son comté, des organismes de l'Union nationale sont allés faire chanter des cultivateurs. Le crédit agricole, dit-il, doit bénéficier à tous, sans distinction de doctrines politiques. Et c'est pourquoi l'opposition se pose en défenseur de la classe agricole.

Nous ne voulons pas, continue-t-il, faire de l'obstruction, mais nous avons le droit de discuter les modalités des lois étudiées.

Il reproche encore au gouvernement de laisser leurs dettes aux cultivateurs. Changer le créancier ne suffit pas, dit-il. Il faudrait que les fermiers de chez nous puissent se constituer des réserves financières comme ceux de l'Ontario. L'Union nationale devrait être aussi progressive que les conservateurs de l'Ontario. Les salaires des agriculteurs du Québec sont moins élevés que ceux de l'Ontario et de la Saskatchewan.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous prenons nos exemples dans les traditions de la province de Québec, sans nous occuper d'Ottawa ou de Toronto. En Ontario, le climat est meilleur, et si nous avons une partie du quart de milliard qui est donné aux gens de l'Ouest, bien des choses seraient changées.

M. Pinard (Drummond): Le premier ministre veut-il dire qu'il ne prend conseil de personne?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous prenons conseil du peuple de Québec.

M. Pinard (Drummond): Nous voulons être logiques et c'est pourquoi nous demandons un prêt plus élevé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Vous n'êtes pas logiques avec le passé du parti, alors que vous vous opposiez au prêt agricole.

M. Pinard (Drummond): Les conditions ne sont pas les mêmes en 1952 qu'en 1933. C'est pourquoi nous voulons que le montant des prêts soit plus élevé.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je crois que ce débat a dégénéré en un "free for all". L'opposition essaie de faire obstruction à la loi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je soulève un point d'ordre, M. le président. Il (M. Marler) demande au ministre de retirer ses paroles.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je retire mes paroles; mais que les libéraux donnent une preuve de leur bonne volonté en votant cette loi au plus tôt.

Le député de Drummond (M. Pinard) a dit que le prêt agricole ne donne pas d'argent au cultivateur. C'est vrai. Mais il donne la sécurité et du service.

On a parlé d'ingérence politique. J'affirme qu'il n'y a pas d'ingérence politique à l'Office du crédit agricole. Je puis apporter les preuves les plus positives et les plus concluantes. L'un des premiers prêts consentis dans Rouville, en 1948, fut à un libéral, père de mon adversaire. Je pourrais citer une foule de cas où en maintes régions les organisateurs libéraux ont été les premiers servis, non parce que c'étaient des libéraux, mais parce qu'il n'y a pas de préférence.

Tous les sages du Parti libéral, les Taschereau, les Godbout, les Bouchard, etc., ont toujours été opposés au prêt agricole. Comment croire à la sincérité de ceux qui veulent augmenter le prêt, aujourd'hui?

Ce qui fait la force du système, c'est justement qu'il est maintenu au-dessus de la politique! Un crédit qui aurait fonctionné avec la politcaillerie aurait été un désastre. C'est pour cela que les régimes libéraux n'en voulaient pas. Ils savaient qu'ils ne pourraient réussir à le manier comme tout ce qu'ils avaient fait. Et la preuve qu'il n'y a pas eu de politique, dans le prêt agricole, c'est qu'il a été un succès et la preuve qu'il n'y a pas eu d'ingérence politique. Le système permet actuellement à 37,000 cultivateurs de mener une vie de travail, de sécurité et de stabilité. Au 31 octobre dernier, l'Office avait prêté plus de \$89,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quatre-vingt-onze millions de dollars.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les prêts atteignent rarement le maximum, et ce qui importe le plus au cultivateur, c'est de pouvoir emprunter jusqu'à concurrence de 75 % de la valeur de sa ferme. C'est là que se trouve la plus grosse augmentation. L'autre n'est qu'une mesure corollaire.

Le représentant de Frontenac (M. Noël) a parlé de la désertion des campagnes. C'est un médecin. On ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu.

(Protestations à gauche)

Il trouve inconvenant l'expression du député de Frontenac que les emprunteurs sont des éternels hypothéqués, puisque plus que de \$16,000,000 de prêts ont été remboursés avant échéance. Les remboursements réguliers s'élèvent à date à \$11,980,151, dit-il, alors que les remboursements anticipés s'élèvent à \$16,149,570.

Si le prêt fédéral était tellement avantageux, les cultivateurs ne manqueraient pas d'en profiter. Le prêt fédéral, dont on fait tant état, n'a consenti l'an dernier que 1,437 prêts, dont 172 dans la province de

Québec pour un total de \$370,150. La moyenne des prêts fédéraux a été de \$2,825⁸. C'est bien loin du maximum de \$10,000.

Il dit que ses trois fils sont cultivateurs, que deux de ses filles ont épousé des cultivateurs; c'est parce qu'ils aiment la terre et qu'ils veulent y trouver la sécurité.

On dira que seuls le premier ministre et le ministère de l'Agriculture parlent sur cette loi. On ne fera pas la même chose que l'opposition qui fait parler n'importe qui, n'importe quand et n'importe comment.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je soulève un point d'ordre. Le ministre n'a pas le droit de parler ainsi des députés. Ceci sème le doute sur des députés de la Chambre, dit-il.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'attends pas la décision du président. Je retire mes paroles. L'intérêt de l'opposition est de voter cette loi au plus tôt parce que la province de Québec a démontré qu'elle était satisfaite de cette loi.

M. Noël (Frontenac): Le ministre m'a reproché d'avoir déserté le sol. J'ai aidé mon père et mes frères sur la ferme et je connais tous les travaux agricoles. J'en suis fier. On oublie que presque tous ceux qui sont ici, dans cette Chambre, sont presque tous des descendants du sol. Je suis médecin et maire de ma paroisse, mais je ne suis pas un déserteur. Je suis devenu un médecin et le ministre de l'Agriculture n'aurait peut-être pas atteint le même niveau.

M. Dupré (Verchères) reprend le débat pour dire que le ministre de l'Agriculture a prononcé un discours de Saint-Jean-Baptiste, mais complètement déphasé des temps modernes. Le prêt fédéral prête plus d'argent aux cultivateurs que le prêt agricole provincial.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le but de l'opposition, en faisant cette discussion, c'est d'obtenir pour le cultivateur de la province de Québec un prêt agricole augmenté. Nous voulons que le fils soit plus prospère que son père.

M. Goulet (Témiscamingue): Le ministre ignore ce qui se passe dans son comté s'il croit qu'il n'y a pas d'ingérence politique dans l'administration du crédit agricole. Chez nous, dit-il, les libéraux et les créditistes du Témiscamingue ne peuvent

pratiquement pas emprunter du provincial. Ils sont obligés de s'adresser à Ottawa. Pour avoir un prêt du gouvernement de Québec, il faut prouver qu'on est de l'Union nationale. Il se déclare favorable à l'augmentation du prêt de \$6,000 à \$10,000.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote sur la résolution⁹.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courmoyer, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 81¹⁰.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 2 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courmoyer, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courmoyer, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du crédit agricole

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 3 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm).

L'honorable M. Barré (Rouville) propose:

1. Que l'article 8 de la loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113), modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 40, et par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 25, soit de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *d* par le suivant:

"*d*) Consentir aux agriculteurs déjà établis des prêts garantis par première hypothèque sur des fermes, jusqu'à concurrence de soixante-quinze pour cent de la valeur de chaque ferme, telle qu'établie par l'Office, sauf le cas prévu à l'article 20; ces prêts ne devant en aucun cas excéder sept mille dollars pour chaque emprunteur;"

2. Que l'article 20 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"20. En outre des prêts à base d'amortissement prévus par l'article 16, l'Office peut accorder à l'emprunteur, lorsqu'il le juge opportun, un prêt supplémentaire à échéance plus courte, garanti par une hypothèque de second rang en sa faveur; il doit alors fixer toutes les conditions du prêt dans l'acte d'obligation; mais le total de ces deux prêts ne doit en aucun cas excéder la somme de sept mille dollars, ni soixante-quinze pour cent de la valeur, établie par l'Office, de la ou des fermes hypothéquées en garantie."

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 3 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant la loi du crédit agricole du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël

(Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

La séance est suspendue à 6 heures¹¹.

Reprise des travaux à 8 heures

Projets de loi:

**Raymond Eric
Parsons**

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond Eric Parsons à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commissaires d'écoles catholiques de Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 concernant les commissaires d'écoles catholiques de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Drummondville Protestant Cemetery Company

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 constituant en corporation The Drummondville Protestant Cemetery Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Congregation Beth Moishe

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 constituant en corporation Congregation Beth Moishe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Écoles de Saint-Charles, Joliette

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 concernant la municipalité scolaire du village Saint-Charles, comté de Joliette, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxe d'éducation à Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois à imposer une taxe d'éducation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ludwik Rabcewicz Zubkowski

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ludwik Rabcewicz Zubkowski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Protection de la jeunesse féminine

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 constituant en corporation la Protection de la jeunesse féminine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Wellington Hotel Company

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant Wellington Hotel Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Séminaire de Nicolet

M. Roy (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 concernant la corporation du Séminaire de Nicolet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Brome-Missisquoi-Perkins Hospital

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 modifiant la charte du

Brome-Missisquoi-Perkins Hospital soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Écoles de Hauterive et Manicouagan Power Co.

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 validant une résolution adoptée par les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et Manicouagan Power Company pourvoyant à une évaluation fixe pour une période de dix ans soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dépôt de documents:

Problème du logement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la Commission d'enquête sur le problème du logement. (Document de session no 10)

Projets de loi:

Pouvoirs spéciaux pour la crise du logement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit que les libéraux n'ont pas l'intention de s'opposer à ce projet de loi, qui vise à prolonger jusqu'au 1^{er} juin 1955 les pouvoirs accordés aux corporations municipales en 1948. Mais il dit que l'opposition désire profiter de l'occasion pour attirer l'attention du gouvernement sur la question des améliorations locales.

Il passe rapidement en revue les mesures que les municipalités sont autorisées à prendre pour contribuer à remédier à un problème qui dépasse les ressources municipales: droit de reprendre certains

terrains vagues, ou terrains où se trouvent certains types de construction; de fixer, pour une période de 30 ans, l'évaluation de nouvelles habitations à 50 % de la valeur réelle; de pouvoir faire à leurs frais certains travaux, comme dans le cas des aqueducs, et d'exempter les propriétaires intéressés; de procéder au nivellement de terrains, de façon à les rendre propres à la construction; de faire certaines contributions de nature à réduire le coût des loyers.

Il dit ensuite que les seuls renseignements qu'il ait rencontrés sur cette loi de 1948 se trouvent dans le rapport financier de Montréal pour l'exercice 1951-1952. Cent dix-sept personnes se sont prévaluées de la loi pour acheter des lots pour une valeur totale de \$46,000.

Le pouvoir de vendre des lots vacants pour un dollar aux constructeurs de maisons pour remédier à la crise du logement, dit-il, ne s'applique guère que dans les cas de Montréal et de quelques autres villes. La plupart des municipalités n'en possèdent pas.

La loi de 1948 n'impose pas aux municipalités de prendre les mesures citées, mais leur en donne simplement le pouvoir, afin de leur permettre de contribuer à régler la crise du logement. Et il explique comment, dans certains cas, les municipalités préfèrent ne pas exercer ce pouvoir.

Chaque fois qu'il se construit une nouvelle maison, il faut payer ce qu'il en coûte pour les services nécessaires - trottoirs, aqueducs, etc. Si les nouveaux propriétaires ne sont imposés que pour 50 % de la valeur réelle de leurs immeubles, ils se trouvent favorisés. Leurs voisins, anciens propriétaires, doivent, eux, payer le plein montant. Voilà un facteur qui a déterminé certains conseils municipaux à ne pas se prévaloir de la loi. Il y a aussi le fait que des villes qui n'avaient pas de lots vacants n'ont pas voulu s'endetter pour en acheter et les revendre à perte.

Les libéraux ne feront pas d'opposition au prolongement des pouvoirs accordés aux municipalités par la loi de 1948. Cependant, il considère le moment opportun pour attirer l'attention du gouvernement sur un problème connexe à celui de la contribution municipale au règlement de la crise du logement.

Rappelant que, dans le temps où il siégeait au comité exécutif de Montréal, il en coûtait \$400 par lot de 25 pieds carrés, pour les améliorations locales, il dit qu'il n'est pas douteux qu'il en coûte aujourd'hui beaucoup plus.

Étant donné ce coût élevé, c'est un grand problème pour les municipalités que de donner aux propriétaires des lots où l'on voudrait construire tous

les services nécessaires pour leur permettre d'y édifier de nouvelles habitations. Les maires à qui il (M. Marler) a parlé de cette question ont été unanimes sur ce point. Les municipalités sont-elles capables de répondre à toutes ces demandes qui les débordent, demande-t-il. Le gouvernement ne devrait-il pas prendre des mesures pour les aider le plus possible? Les petites municipalités n'ont pas les mêmes moyens que les grandes villes pour effectuer tous les travaux qui s'imposent; mais ces grandes villes éprouvent elles-mêmes des difficultés et Montréal ne fait pas exception à la règle.

Certaines municipalités ont songé à s'adresser au gouvernement fédéral pour qu'il les aide à faire des améliorations locales. Cela ne doit pas se faire. Les municipalités dépendent du gouvernement provincial; et c'est celui-ci qui doit leur accorder l'appui nécessaire.

Il invite le gouvernement du Québec à voir ce qu'il peut faire. Il demande instamment au gouvernement d'accorder son attention à ce problème, qui risque de devenir aigu, et de voir ce qu'il peut faire pour aider aux municipalités qui, avec des moyens limités, doivent faire face à de très fortes dépenses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer à l'opposition qu'elle aurait pu parler davantage sur le logement et faire perdre moins de temps à la Chambre, lors du débat sur le crédit agricole.

Les cultivateurs s'en souviendront!

(Rires)

Il explique le bill 6, manifestation, dit-il, du souci du gouvernement de respecter l'autonomie municipale. Il s'agit d'une loi importante qui augmente les pouvoirs des corporations municipales et leur autonomie.

Le chef de l'opposition a parlé de Montréal. C'est évidemment là que le problème est le plus aigu, puisqu'il s'agit de la métropole. Mais il existe ailleurs. Il ne faut pas oublier que le gouvernement a engagé \$30,000,000 pour le bénéfice des nouveaux propriétaires et des corporations municipales, de plusieurs façons, y compris par le biais de sa législation qui procure une réduction du taux d'intérêt à ceux qui construisent des maisons conformément à la loi sur l'habitation du Québec. Contre la crise du logement, des maisons nouvelles ont été bâties.

En vertu de cette loi, la valeur des biens-fonds imposables a augmenté de ce fait de \$135,000,000, ce qui a procuré des revenus additionnels aux

municipalités. Par ailleurs le gouvernement a payé les dettes des écoles, pris à sa charge les frais de construction d'écoles et cliniques. Si l'on considère que les taxes municipales atteignent en moyenne 4 %, c'est un revenu de \$5,400,000 qu'elles ont et qu'elles n'avaient pas avant.

Le gouvernement a été très généreux. Mais il ne peut et ne doit pas assumer des obligations qui ne lui appartiennent pas. Je suis d'accord avec le chef de l'opposition sur le fait que les municipalités ne doivent pas s'adresser à Ottawa. Mais on aboutit toujours au même problème, celui de la répartition des taxes.

Tout le mal vient de ce qu'Ottawa s'adjuge 77 % du produit des taxes et impôts du pays. Le fédéral retire 77 % des taxes, les provinces, 13 % et les corporations municipales ou scolaires, 10 %. Je constate que, pendant que le gouvernement provincial décharge les municipalités, ailleurs, on les surcharge. Autrefois, les municipalités payaient pour la construction d'écoles techniques. Le gouvernement de Québec allégeait leur fardeau.

Si les municipalités avaient une plus grande part aux impôts, elles pourraient elles-mêmes assumer de plus nombreuses obligations. C'est là le nœud du problème. Il faut qu'Ottawa consente à délimiter les pouvoirs de taxation sans équivoque possible.

Quant à la province, avec ses faibles moyens, elle a passablement aidé les municipalités, principalement Montréal où le gouvernement a assumé \$53,000,000 de dettes scolaires, aidé à la construction d'écoles, d'hôpitaux, etc. Les écoles techniques n'y coûtent plus un sou.

Mais ce ne sont que des solutions temporaires et Ottawa doit enfin comprendre qu'il doit accepter de jeter du lest. Le règlement se fera quand les pouvoirs de taxation des provinces, du fédéral et des municipalités auront été délimités. La présente loi facilite le crédit des municipalités. Nous en sommes fiers.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Avant de reprendre la discussion, on me permettra d'ouvrir une parenthèse pour féliciter le député de Montcalm (M. Tellier) de sa réélection au poste de vice-président de la Chambre; comme l'Orateur, il est sûrement en train d'établir un record depuis la Confédération. Nous avons toujours eu une amitié personnelle très agréable et il me fait plaisir de lui rendre cet hommage.

Le premier ministre a couvert, tantôt, pas mal de terrain, parlant des écoles techniques, des dettes scolaires, de la répartition des taxes, de la loi sur

l'habitation, etc. Il semble penser que des habitations dans une ville, ce sont des cadeaux pour cette ville; or, pour ceux qui sont au courant de la chose municipale, on sait que la construction entraîne pour les municipalités des obligations considérables.

Le premier ministre semble prétendre qu'en chargeant des taxes aux contribuables, les villes font des profits. Quand il y a plus de maisons, il y a plus de responsabilités et plus de services municipaux. De nouvelles maisons, c'est très bien dans une ville, mais elles entraînent de grandes dépenses pour le développement des services d'utilité publique, la construction de trottoirs, la pose de tuyauterie, etc.

J'ai l'intention de discuter plus tard également, quand je l'aurai lu entièrement, le rapport de la Commission d'enquête sur le logement, rapport qui vient de nous être remis. Nous discuterons du problème de l'habitation proprement dit quand viendra la loi sur le crédit pour l'habitation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À entendre le chef de l'opposition, quand des maisons se construisent, ça n'est pas du progrès, mais de la régression. Ça coûte cher à Montréal.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Voyons!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ça me fait penser au citoyen de Westmount qui s'était rendu à Montréal et qui en était revenu en disant: Ça n'est pas si gros que ça, ça n'est pas fini, ils bâtissent encore des maisons! Notre loi nous permet d'augmenter le crédit de Montréal et, partant, de faciliter la vente de ses débentures. C'est une loi progressive.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

(Souriant) À propos de débentures, le premier ministre peut-il nous dire si son ministre des Finances, qui est présentement à son côté, a rapporté avec lui les \$25,000,000 empruntés à New York? Pourrait-il nous dire s'il est revenu de New York avec son emprunt de \$25,000,000 dans la poche?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il faut prendre ses précautions pour annoncer une pareille nouvelle. Je pourrai lui donner des renseignements à l'oreille. Les libéraux me paraissent bien intéressés à l'argent. Ceci me fournit l'occasion de déclarer que nous avons un excellent ministre des Finances, le premier incidemment, le plus grand dirigeant du Trésor provincial que la province n'ait jamais eu.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas eu de réponse à ma question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je puis dire à mon honorable ami que l'emprunt à New York, émis pour 20 ans, a été un véritable succès; il a fallu une heure ou deux; c'est une raison pour l'opposition de se désoler, pour l'ensemble de la province de se réjouir. Le gouvernement peut se réjouir de sa transaction.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 6 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cours du recorder

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 concernant les recorders et les Cours du recorder soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm).

Le comité étudie les articles 1 et 2 qui se lisent comme suit:

"1. Toute Cour du recorder existante dans la province lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, quelle que soit l'autorité législative en vertu de laquelle elle a été établie, sera dorénavant désignée sous le nom de "Cour municipale de la cité (*nom de la cité*)" ou, selon le cas, sous le nom de "Cour municipale de la ville de (*nom de la ville*)".

"2. Tout recorder en office dans la province lors de l'entrée en vigueur de la présente loi sera par la suite désigné sous le nom de "juge municipal de la cité de (*nom de la cité*)" ou, selon le cas, "juge municipal de la ville de (*nom de la ville*)" et continuera d'exercer les juridictions, de posséder les attributions, droits et prérogatives, d'accomplir les devoirs et de remplir les obligations qui lui sont présentement assignées (sic), comme s'il avait été nommé sous le titre de "juge municipal".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) note que la nouvelle désignation est plus française. Il s'agit simplement d'un changement de nom. Les juges seront désignés comme juges municipaux et les cours, comme cours municipales.

M. Cournoyer (Richelieu) dit qu'il préférerait "juge de la Cour municipale" plutôt que "juge municipal".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vois que le député s'intéresse davantage au nom des cours qu'aux questions constitutionnelles. Ce titre de juge municipal a été suggéré par un éminent juriste.

M. Cournoyer (Richelieu): Comme plusieurs de mes collègues, je devais participer au débat sur l'adresse, mais j'ai dû coucher sur mon discours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'espère que le député se reprendra sur le budget. Nous sommes intéressés à savoir s'il y a réellement dans l'opposition des hommes qui peuvent remplacer celui qui a été battu.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 10 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Impression des Statuts

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 relatif à l'impression des Statuts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 14 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Prisons de réforme pour les jeunes délinquants

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 abrogeant la loi des prisons de réforme pour les jeunes délinquants soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 13 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 17 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cumul des fonctions des membres de l'exécutif

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 modifiant la loi de l'exécutif soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 5 de la loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1941, chapitre 7), modifié par l'article 5 de la loi 6 George VI, chapitre 55, par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 39, et par l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 22, est de nouveau modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Toutefois, une personne faisant partie du Conseil exécutif peut être nommée pour exercer plus d'une des fonctions énumérées au présent article, mais dans ce cas il reçoit le traitement attaché à une seule de ces fonctions."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Un ministère comme celui des Terres et des Forêts et des Ressources hydrauliques, actuellement sous les juridictions administratives d'un seul ministre, pourrait être divisé en deux pour fins administratives, vu l'importance qu'a pris en ces dernières années le harnachement des pouvoirs d'eau. Les ressources hydrauliques sont devenues un facteur si important de l'économie de la province et elles sont la source de tellement de travail qu'un jour il pourrait devenir nécessaire de confier leur administration à un autre ministre, laissant les Terres et Forêts à un ministère séparé. En même temps, le gouvernement pourrait décider de placer sous la juridiction d'un ministre déjà nommé l'administration du nouveau ministère des Transports et des Communications qui doit être créé bientôt.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 18 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Coopératives d'électricité

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 concernant les coopératives d'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie le bill article par article, dont l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 5a de la loi des exemptions de taxes municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 221), édicté par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 38, est remplacé par le suivant:

"5a. Jusqu'au premier mars 1955, les lignes de transmission et de distribution d'énergie électrique des coopératives d'électricité formées en vertu de la loi de l'électrification rurale (9 George VI, chapitre 48) sont exemptes des taxes municipales et scolaires."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande si le gouvernement prévoit que les exemptions seront de nouveau prolongées après ces deux ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Elles le seront tant que les coopératives d'électricité n'auront pas les moyens de payer des taxes. Il ne faut pas oublier que ces organismes sont formés dans un but de service et non de profit.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 21 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la Régie des transports

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 20 modifiant la loi de la Régie des transports.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose: Que l'article 3 de la loi de la Régie des transports (Statuts refondus, 1941, chapitre 16, édicté par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 21) soit modifié en remplaçant dans la première ligne du deuxième alinéa, le mot "trois" par le mot "quatre"¹².

Il (l'honorable M. Duplessis) explique que le transport automobile a augmenté dans la province à un point tel qu'il est maintenant nécessaire de nommer un quatrième membre à la Régie des transports du Québec. Le quatrième membre sera probablement un avocat, car il devra avoir des connaissances juridiques pour exécuter le travail que l'on attend de lui.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit qu'il ne veut pas insinuer que la Régie s'entend bien avec la politique, mais les gens sont généralement sous l'impression que, pour plaider une cause et réussir devant la Régie, il faut s'y faire représenter par un avocat ami du gouvernement. Cela ne devrait pas exister, déclare-t-il. Est-ce que l'on veut

augmenter le nombre des commissaires de la Régie afin d'y placer un ami du gouvernement qui serait fatigué?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La seule raison est celle de l'augmentation du nombre des causes soumises devant la Régie. Du côté du gouvernement, personne n'est fatigué.

Aucun ami du gouvernement n'a besoin de repos avec l'opposition que nous avons. Il y a une foule d'enquêtes sur les lieux à faire par un commissaire.

Les commissaires de la Régie sont sous serment et ce sont d'honnêtes gens. Il n'est pas juste de douter de l'intégrité et de l'honnêteté des commissaires de la Régie.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas fait cela. Si ce qu'on a dit au sujet de la nécessité d'avoir un ami du gouvernement pour plaider devant la Régie est faux, je m'en réjouis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Personne ne mettra en doute l'honnêteté et la compétence de M. Gérard LeMay qui, somme toute, décide des causes. Il en est de même des autres régisseurs.

Mais je n'ai pas d'objection à dire que, quand nous avons une discrétion à observer et que nous avons à décider entre un ami et un adversaire, je déciderai toujours en faveur d'un ami, pourvu évidemment que la justice ne soit pas en cause. Si un ami nous demande une chose qui n'a pas de bon sens et qu'un adversaire demande une chose qui a du bon sens, je donnerai raison à l'adversaire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) répète qu'on lui affirmait fréquemment qu'il fallait un avocat ami du gouvernement pour avoir une chance de succès devant la régie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Sous les anciens gouvernements du Parti libéral, aucun avocat conservateur n'aurait pu plaider devant les comités des bills privés ou publics de l'Assemblée législative. L'opposition a-t-elle un nom à suggérer pour le quatrième commissaire?

M. Cournoyer (Richelieu): Il y a le candidat défait dans Outremont¹³.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richelieu a-t-il tellement hâte de se

débarrasser de M. Lapalme? Il aimerait que M. Lapalme soit battu par un candidat de l'Union nationale aux prochaines élections partielles, afin que le député de Richelieu (M. Cournoyer) puisse prendre le leadership.

M. Cournoyer (Richelieu): Ce n'est pas à lui que je songeais, mais au candidat défait de l'Union nationale. Il dit qu'il est certain que M. Lapalme allait remporter les élections partielles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si on me demandait de choisir un chef parmi nos amis d'en face, franchement, je serais en peine.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Soyez tranquille, on ne vous le demandera pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas nécessaire, vous en avez choisi un à mon goût.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi de la régie des transports soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 20 sans l'amender.

Aide aux sinistrés de Saint-Urbain¹⁴

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de

résolution relative au bill 7 pour venir en aide aux sinistrés de Saint-Urbain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, en capital et intérêt, aux conditions qu'il déterminera, les emprunts obligataires contractés en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution.

Qu'il pourra autoriser le ministre des Finances ou le sous-ministre des Finances de la province à signer, sur chacune des obligations ainsi garanties, un certificat attestant cette garantie et spécifiant que l'emprunt est contracté en vertu de ladite loi, la validité de toute obligation portant un tel certificat étant incontestable.

Que ledit ministre des Finances de la province sera également autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les montants qui pourront devenir exigibles en raison de la garantie du gouvernement.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) remercie le premier ministre d'avoir présenté cette loi dès le début de la session, puis il rappelle que la population de Saint-Urbain a subi des pertes considérables par le feu du mois de juin dernier. Il ajoute que cette loi est le complément de l'aide que le gouvernement a fait parvenir aux sinistrés et qui s'est établie à environ \$100,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) approuve le principe du projet de loi et il demande au premier ministre d'où l'argent des secours est venu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a aucun principe nouveau dans la présente loi. Il (l'honorable M. Duplessis) dit que, quand il a reçu l'appel du représentant de Charlevoix (M. Leclerc) en faveur des sinistrés, il a communiqué immédiatement

avec des philanthropes bien connus, qui veulent garder l'anonymat et il a obtenu une contribution considérable, \$40,000, pour aider les victimes de cet incendie. Nous avons mis l'influence du gouvernement et des ministres à profit pour les sinistrés.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est un précédent dangereux que de permettre à la municipalité de Saint-Urbain d'avoir une hypothèque qui ne sera pas enregistrée sur les biens dont elle assurera la reconstruction par un prêt en vertu de cette loi.

Il (M. Marler) voit des inconvénients sérieux à la clause 7 qui donne la priorité à l'hypothèque de la corporation. Cette hypothèque a priorité sur toute autre hypothèque et sur tout privilège pouvant affecter l'immeuble. On devrait suivre la loi générale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond qu'en principe c'est bien de suivre la loi générale, mais elles sont nombreuses, les hypothèques qui ne sont pas enregistrées sur les propriétés et qui ont priorité sur les autres. Les taxes municipales et scolaires sont de celles-là.

M. Noël (Frontenac) participe au débat pour discuter certains aspects de la loi, particulièrement cette priorité d'hypothèque.

M. Bélanger (Lévis)¹⁵: Dans le cas des constructeurs, la loi les prive du privilège de fournisseurs de matériaux et de services. C'est injuste. Les entrepreneurs et les ouvriers n'auront qu'une garantie illusoire.

M. Bédard (Québec)¹⁶ intervient aussi pour discuter certains aspects de la loi relatifs à la question de priorité d'hypothèque.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): La loi a été faite de façon à prévoir des cas spéciaux, qui ne pourraient, autrement, profiter des avantages qu'apporte une telle législation.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 pour venir en aide aux sinistrés de Saint-Urbain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 7 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande de remettre au lendemain la troisième lecture du bill.

Commission des transports de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce un bill gouvernemental, à la demande de la Commission des transports de Montréal, afin de faciliter une émission d'obligations de Montréal en vue du remboursement d'un emprunt de \$11,300,000 et afin d'obtenir \$500,000 additionnels¹⁷. Le précédent emprunt doit être remboursé en janvier 1953.

Le bill a surtout pour but de clarifier la procédure, afin qu'il n'y ait aucun doute possible concernant les intérêts et les autres conditions de l'emprunt. Le bill vise plus particulièrement à indiquer clairement que la ville a le droit de cautionner les intérêts, les fonds d'amortissement et les capitaux de la nouvelle émission proposée.

Dans le cours ordinaire des choses, il devrait s'agir d'un bill privé, mais les circonstances exigent un bill public. Il s'agit de faire face à des conditions urgentes. L'urgence de mettre sur le marché les nouvelles obligations en période favorable motive la mesure gouvernementale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) ne s'objecte nullement au principe de la mesure. Il fait cependant certaines réserves en ce qui a trait aux clauses du bill concernant le rachat des obligations par anticipation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond qu'il est convaincu, personnellement, que la

loi actuelle couvre la loi en question. Des financiers, dit-il, ont accepté d'écouler les obligations, mais leurs avocats américains s'ingénient à trouver la bête noire partout et demandent des garanties. Ces garanties existent, mais il va falloir mettre les choses trois fois plus claires pour ceux qui ne veulent pas voir.

C'est important de passer le bill le plus vite possible pour permettre la vente des obligations au meilleur moment. C'est pour rendre service à Montréal.

Un député libéral: Il est rare que le premier ministre rende service à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est encore plus rare que le député s'en aperçoive.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit que la Chambre aura probablement à étudier une demande de certaines sociétés de téléphone de campagne, qui voudraient bénéficier d'exemptions de taxes. Il y aurait probablement lieu d'accéder à cette requête, car certaines petites compagnies rendent des services signalés sans faire beaucoup d'argent ou même en accumulant de petits déficits.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 21 novembre 1952, à la page 1, indique que le premier ministre intervient à ce sujet avant que l'ordre du jour ne soit appelé, tandis que *The Gazette* du 21 novembre 1952, à la page 26, écrit: "Le premier ministre Duplessis s'est levé aujourd'hui dans l'Assemblée législative sur un point d'ordre."

2. Le journal *L'Événement-Journal* du 21 novembre 1952, à la page 1, mentionne la réponse du ministre

fédéral du Revenu: "M. McCann a dit qu'il fera une déclaration quand il aura reçu l'appel de M. Duplessis. Cependant, tout ce qu'il peut dire c'est que le fédéral ne taxe pas les dons de charité."

3. Le correspondant d'Ottawa pour *The Montreal Daily Star*, James A. Oastler, rapporte à ce propos, le 21 novembre 1952, à la page 1, les paroles du ministre fédéral du Revenu, le Dr McCann: "Rien n'a été fait à la Division de l'Impôt pour imposer tout montant qu'une victime d'un incendie aurait reçu d'un fonds publiquement souscrit."

4. On nous apprend dans *L'Action catholique* du 21 novembre 1952, à la page 3, que les députés "ont poursuivi le débat jusqu'à six heures à une allure endiablée". Il est ajouté: "Le Dr Noël, tout particulièrement, a fait preuve d'une grande agressivité et d'une grande combativité."

5. La Chambre poursuit la démarche proposée par le chef de l'opposition lors de la séance du 19 novembre, c'est-à-dire étudier en même temps les bills 2 et 3 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêt agricole et modifiant la loi du prêt agricole.

6. Dans *Le Nouvelliste* du 21 novembre 1952, à la page 11, on écrit plutôt le mot "dételer".

7. Deux députés libéraux se dressent immédiatement, J.-P. Noël et Yvon Dupuis, écrit-on dans *Le Soleil* du 21 novembre 1952, à la page 8.

8. On indique dans *Le Soleil* du 21 novembre 1952, à la page 8, que le montant moyen des prêts est \$2,850.

9. "Il est assez rare qu'on prenne le vote sur les résolutions", lit-on dans *L'Action catholique* du 21 novembre 1952, à la page 3.

10. *The Chronicle Telegraph* du 21 novembre 1952, à la page 1, précise que sept députés de l'Union nationale, un du Parti libéral et un indépendant sont absents.

11. L'interruption n'apparaît pas au procès-verbal mais les versions de plusieurs journaux concordent pour annoncer que la séance de l'après-midi se termine avec l'adoption des bills 2 et 3.

12. On apprend dans le *Montréal Matin* du 21 novembre 1952, à la page 2: "La nomination d'un quatrième commissaire a été demandée par le

président, Me Gérard Lemay, à cause d'un surcroît de travail."

13. Il s'agit du chef du Parti libéral, Georges-Émile Lapalme.

14. *L'Action catholique* du 21 novembre 1952, à la page 3, révèle: "De dix heures à onze heures, la discussion a porté sur le projet de loi pour venir en aide aux sinistrés de Saint-Urbain."

15. C'est la première fois que le député s'exprime en Chambre, lit-on dans *L'Action catholique* du 21 novembre 1952, à la page 3.

16. Il semble, selon *La Patrie* du 21 novembre 1952, à la page 5, que "le premier ministre consentit de faire quelques amendements à la demande de l'opposition, tout spécialement, de M. J.-J. Bédard".

17. Le journaliste du quotidien *The Gazette* du 21 novembre 1952, à la page 1, parle plutôt d'un emprunt de \$11,000,000 à rembourser et d'un montant de \$300,000 "pour des urgences".

Séance du vendredi 21 novembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville Sainte-Agathe-des-Monts, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de ville Sainte-Agathe-des-Monts, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer et prélever une taxe d'éducation (M. Blanchard);
- de la ville d'Acton Vale, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);
- de Mortimer Ross Rubenstein, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Mortimer Ross (M. Cottingham);
- de la corporation de la paroisse de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Marie-de-Beauce, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer et prélever une taxe d'éducation (M. Poulin);
- des commissaires d'écoles pour les villes de Val-d'Or et de Malartic, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer et prélever une taxe d'éducation (M. Dallaire);
- de la ville de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi permettant d'annexer un certain territoire (M. Marcotte);
- de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'accomplir les buts primordiaux de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec (M. Jolicoeur).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Joseph Robert Ola Ouellet, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Roland Bouchard (M. Dallaire);

- de la ville de Trois-Pistoles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Raymond);

- des Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte aux fins d'obtenir le pouvoir d'imposer une taxe, dite taxe d'éducation (M. Roy);

- de Melchers Distilleries Limited, demandant l'adoption d'une loi ordonnant et décrétant la modification de l'article 3, chapitre 96, 11 George VI (M. Tellier);

- de Charles E. Chiasson et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant une compagnie en corporation sous le nom de "Montreal & James Bay Railway Company" (M. Blanchard);

- de The Polish National Catholic Church of America in Canada, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant en une corporation ecclésiastique dans la province de Québec (M. Cottingham);

- de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Raymond);

- de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);

- de la ville de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);

- de la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de la ville de Montréal-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Marc, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et de prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation (M. Prévost);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hanley);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- du Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cottingham);

- des commissaires d'écoles pour la ville de Matane, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et de prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation (M. Dubé);

- de Omer Barbeau, demandant l'adoption d'une loi concernant l'interprétation du testament de feu Alexandre H. Barbeau (M. Riendeau);

- de la corporation du village de Causapscaal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jolicoeur);

- de l'Union Canadienne Compagnie d'Assurance, demandant l'adoption d'une loi ayant pour effet de diviser son capital-action (M. Johnson).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'avis que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec;

- de Montreal Thistle Curling Club, demandant l'adoption d'une loi modifiant ladite loi d'incorporation aux fins d'augmenter ses pouvoirs;

- de Jean-Robert Miquelon, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à pratiquer la profession de notaire;
de dame Elliette Fontaine, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'annuler une clause du testament de feu Henri Fortier;

- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Gaspé Copper Mines Ltd. et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant en une municipalité de ville un certain territoire du canton de Holland, sous le nom de Murdochville;

- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Albert Lapointe et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de dame Éva Bélanger;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval), demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation.

Projets de loi:

Jean Robert Miquelon

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 autorisant la

Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean Robert Miquelon.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Association des chiropraticiens

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Testament d'Henri Fortier

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 concernant le testament de feu Henri Fortier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Murdochville

M. Couturier (Gaspé-Nord) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 constituant en corporation la ville de Murdochville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Thistle Curling Club de Montréal

M. Cottingham (Argenteuil) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 modifiant la loi 34 Victoria, chapitre 63, intitulée Acte pour incorporer le Thistle Curling Club de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pont de péage sur la rivière Saint-Maurice

M. Hamel (Saint-Maurice) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 pour permettre à la cité de Shawinigan Falls d'établir un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Écoles de La Présentation de la Sainte-Vierge, Dorval

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 concernant la Commission scolaire de La Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval).

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession d'Éva Bélanger

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 concernant la succession d'Éva Bélanger.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Côte-Saint-Luc

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 concernant la Commission scolaire de la municipalité de Côte-Saint-Luc, dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Bernard Plotnick et Sybil Nemiroff

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 concernant un transport fait par Bernard Plotnick à son épouse, dame Sybil Nemiroff, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Corporation des instituteurs et institutrices catholiques

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 modifiant la loi constituant la Corporation générale des instituteurs et

institutrices catholiques de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Écoles au Lac-Saint-Jean

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 concernant les commissions scolaires de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Île Maligne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Royal Trust Company

M. Fox (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 modifiant la charte de The Royal Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de la ville de Côte-Saint-Luc

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Communauté des Sœurs de Charité de la Providence

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 pour donner à la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence un titre de propriété définitif et absolu à l'immeuble qu'elle occupe actuellement comme maison d'enseignement à Saint-Vincent-de-Paul soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la cité de Grand'Mère

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adoption de
Marie S. A. Leclerc**

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 concernant l'adoption de Marie Sarah Alice Leclerc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Joseph Laurent Gérard Bégin

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 changeant le nom de Joseph Laurent Gérard Bégin en celui de Gérard Laurent Roberge soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission de transport
de Montréal¹**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 relatif aux emprunts de la Commission de transport de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 58 de la loi 14 George VI, chapitre 79, remplacé par l'article 37 de la loi 14-15 George VI, chapitre 124, et modifié par l'article 7 de la loi 15-16 George VI, chapitre 66, et remplacé par le suivant:

"58. La Commission peut contracter, soit sur billets à ordre, soit par émission et vente ou nantissement d'obligations, *déventures* ou autres titres, tous emprunts qu'elle juge nécessaires pour les fins suivantes ou n'importe quelle de ces fins: l'organisation, l'acquisition, l'exploitation, l'entretien, la réparation ou le développement de l'entreprise de transport dont elle a l'administration; l'acquisition du capital-actions de la compagnie; le rachat ou le paiement des obligations et *déventures* visées par l'article 39; le rachat ou le paiement de toutes obligations, *déventures* ou autres titres émis par la Commission ou de tout emprunt quelconque par elle contracté. La Commission est en outre autorisée à vendre ces obligations, *déventures* ou autres titres à prime ou à escompte, selon qu'elle le juge opportun ou nécessaire, eu égard aux conditions du marché financier, et à payer, pour leur rachat avant échéance, telle prime convenue lors de leur émission ou qu'elle croit devoir consentir lors de leur rachat.

"Le terme d'échéance de ces obligations, *déventures* et autres titres ne doit en aucun cas excéder quarante ans.

"La cité de Montréal et toute autre cité ou ville du territoire desservi par le système de transport de la Commission sont autorisées à garantir:

"a) le paiement du principal et des intérêts de ces obligations, *déventures* et autres titres et de tout autre emprunt de la Commission;

"b) le versement, à un fonds d'amortissement ou de réserve, de tout montant qui, selon les conditions de l'emprunt, doit y être versé pour le rachat ou le paiement, en partie ou en entier, de ces obligations, *déventures* ou autres titres;

"c) tout engagement de la Commission de racheter chaque année une partie de ces obligations, *déventures* ou autres titres, soit à même un tel fonds d'amortissement ou de réserve, soit de toute autre manière spécifiée aux conditions de l'emprunt;

"d) le paiement de toute prime stipulée pour le rachat anticipé de ces obligations, *déventures* et autres titres;

"e) l'exécution de tous autres engagements contractés par la Commission à l'égard de ces obligations, *déventures* et autres titres et de tout autre emprunt de la Commission.

"Les obligations, *déventures* et autres titres de la Commission garantis par la cité de Montréal entrent dans la catégorie des biens dans lesquels peuvent être effectués des placements en vertu de l'article 981o du Code civil."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il s'agit de faire face à des conditions urgentes. C'est

pour cette raison qu'on a présenté un projet de loi du gouvernement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) ne s'oppose nullement au principe de la mesure. Il a cependant certaines réserves. Il demande des explications notamment au sujet de l'article 1 du projet de loi, concernant le rachat des obligations avant l'échéance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis bien convaincu, personnellement, que la loi actuelle couvre le cas en question. Mais l'attitude d'avocats, qui trouvent des bêtes noires partout pour justifier leurs honoraires, oblige à préciser les textes en existence. Le gouvernement s'est cru obligé de présenter cette mesure qui fera disparaître tout doute. Les clauses discutées par le chef de l'opposition sont réclamées par ces avocats.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question sur l'origine des avocats.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'avocats américains.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 25 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la Régie des transports

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi de la Régie des transports soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Aide aux sinistrés de Saint-Urbain

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 pour venir en aide aux sinistrés de Saint-Urbain soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il est injuste de vouloir faire passer les hypothèques non enregistrées devant servir de garantie à la municipalité avant toutes les autres. Il demande au représentant de Québec de concrétiser ses objections dans un amendement.

M. Bédard (Québec) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Lafrance), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "Que" par les suivants:

"Le bill 7 intitulé: Loi pour venir en aide aux sinistrés de Saint-Urbain soit envoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de le modifier de façon à empêcher que, pour garantir les prêts à être consentis aux sinistrés, on ne compromette la sécurité des transactions immobilières et les privilèges et hypothèques des autres créanciers de bonne foi."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette que l'opposition présente une motion qui est certainement dirigée contre les sinistrés. L'amendement au sujet de l'inscription hypothécaire sur les prêts consentis aux victimes d'incendie paralyserait l'efficacité de la loi. L'opposition veut paralyser les efforts du gouvernement et ceux de la municipalité en vue de secourir une population malheureuse.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Tout ce que nous demandons, c'est qu'on ne fasse pas de loi d'exception.

Une voix demande le vote.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler,

Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 20.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 57.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) réclame le vote sur la motion principale.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion principale est adoptée. Le bill 7 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Censure du cinéma et spectacles télévisés

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 11 concernant le Bureau de censure du cinéma et la surveillance des spectacles télévisés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 45 de la loi des pensions (Statuts refondus 1941, chapitre 13), édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 2 de la loi 8 George VI, chapitre 9, par l'article 6 de la loi 11 George VI, chapitre 16, par l'article 6 de la loi 13 George VI, chapitre 21, et par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 54, soit de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 10°, le suivant:

"11° Le président du Bureau de censure du cinéma et tout membre de ce bureau qui en a déjà été le président."

2. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 71, le suivant:

"71a. Tout président ou membre du Bureau de censure du cinéma visé par le paragraphe 11° de l'article 45 peut faire compter, pour fins de pension, ses années ou une partie de ses années de service au Bureau de censure du cinéma, en donnant, dans l'année suivant la date à laquelle la section III de la présente loi lui devient applicable, un avis écrit au ministre des finances de la province et en versant au fonds consolidé du revenu, sans intérêt, un montant égal aux retenues qui auraient été effectuées sur son traitement, si ladite section lui avait été alors applicable.

"Ce montant est payable suivant les dispositions de l'article 68."

M. Cournoyer (Richelieu)² félicite l'Orateur de la Chambre pour son élection et le premier ministre pour son parfait retour à la santé. Il regrette cependant que le chef de l'Union nationale n'ait pas jugé à propos d'aller saluer les électeurs de Richelieu durant la campagne électorale. C'est, dit-il, probablement pour cela que l'actuel député de

Richelieu a été élu. J'ai peur que le premier ministre va trouver que je suis une croix pour lui.

On peut s'inquiéter à bon droit de la présentation de cette loi. En principe, personne ne peut s'objecter à la surveillance des émissions de télévision; mais la loi proposée n'aura, en réalité, aucune portée pratique. Les gardiens de la moralité de la province de Québec sont les évêques qui n'ont pas porté plainte jusqu'à présent, relativement aux programmes télévisés et diffusés par le réseau de télévision de Radio-Canada.

Certes, tout le monde est favorable à ce que les spectacles télévisés soient conformes à la morale et à l'ordre public. Mais la loi n'est d'aucune utilité parce que l'intérêt public n'est nullement menacé, vu qu'une certaine surveillance³ est déjà exercée sur tous les programmes par Radio-Canada et les postes privés. Et je ne crois pas que les censeurs provinciaux aient une seule fois l'occasion d'intervenir.

Toutes les stations de radio privées ont leurs propres censeurs, et les programmes de télévision comporteront presque toujours des films qui auront déjà été censurés par le Bureau provincial, car, dans la plupart des cas, ils auront été projetés dans les salles de cinéma. La direction des stations émettrices n'aurait pas d'ailleurs avantage à présenter des spectacles immoraux puisque, agissant autrement, elle aurait à craindre l'intervention des autorités religieuses et civiles, celle notamment du procureur général. Le procureur général, qui peut protéger la moralité et le code criminel lui-même, peut intervenir. Il y aura toujours l'évêque et les prêtres de la paroisse pour voir à la moralité. Nous sommes donc amplement protégés et je ne crois qu'il y ait jamais lieu de se plaindre des spectacles de la télévision.

La loi proposée, une fois votée, n'aura pas la portée qu'on attend d'elle et servira uniquement au gouvernement, et surtout au premier ministre.

En écoutant le premier ministre, j'ai constaté qu'il a déjà découvert la province, qu'il a sauvé l'agriculture, les avocats, les notaires, etc. Il dira maintenant qu'il a sauvé la jeunesse des embûches du démon.

La principale utilité de cette loi, c'est de permettre au gouvernement de faire de nouvelles dépenses et d'acheter des appareils de télévision pour les censeurs, sans qu'il ne leur coûte quelque chose, car il leur en faudra s'ils veulent faire rapport au procureur général.

Le projet est-il bien conforme aux exigences de la Constitution? En 1932, la Cour suprême et, par la suite, le Conseil privé ont déclaré que la radiodiffusion tombait sous la juridiction du gouvernement fédéral

parce que les ondes hertziennes ne peuvent être arrêtées aux limites d'une province et qu'elles produisent des effets bien au-delà de ces limites. Le même argument ne doit-il pas être invoqué pour la télévision?

Or le premier ministre Taschereau soumit un projet de loi sur la responsabilité civile en matière de radio permettant de poursuivre pour libelle⁴, et le propriétaire du poste et l'auteur d'un discours. Le député de Trois-Rivières s'éleva alors contre le bill en prétextant que le gouvernement provincial libéral voulait s'immiscer dans les affaires fédérales. Le projet de loi a été déclaré inconstitutionnel par le Conseil privé en 1932.

Cette attitude contraste avec celle du député de Trois-Rivières, chef du gouvernement. C'était l'époque où l'opposition d'alors marchait, bras dessus, bras dessous, au clair de la lune, avec le gouvernement du temps dirigé par R. B. Bennett, époque idyllique.

Il disait à cette époque qu'à la veille d'une conférence importante, il valait mieux s'entendre que de provoquer et de braver Ottawa. Il était pour la conciliation. Il déclarait alors au premier ministre du temps que, si au lieu de faire adopter par la Législature une loi qui bravait Ottawa, il cherchait à s'entendre avec lui, nous pourrions conserver le contrôle de la radio. Je me demande s'il s'agit bien du même homme; si le chef de l'opposition d'alors et le premier ministre est bien le même homme.

Le représentant de Trois-Rivières allait jusqu'à dire alors, lui si respectueux des lois aujourd'hui, qu'il ne fallait pas tenir compte de la loi de M. Taschereau. Le chef de l'opposition d'alors s'éleva contre cette loi provinciale, disant que c'était une ingérence du gouvernement fédéral, disant que cette loi était intempestive, inconstitutionnelle, digne du gouvernement qui la présentait, mais indigne des droits du peuple. Il proclamait le caractère *ultra vires* de la loi. C'était son attitude quand ses amis étaient au pouvoir à Ottawa. Je demande au premier ministre comment il peut concilier ses deux attitudes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les députés de l'opposition ne perdent aucune occasion de prouver la véracité du proverbe: Chassez le naturel, il revient au galop. On a dit, au cours de la campagne électorale, que l'opposition était indépendante du fédéral, et chaque fois qu'un député de l'opposition se lève en Chambre, c'est pour demander de faire régler nos problèmes par Ottawa. Ils se font les défenseurs d'Ottawa. Il dit qu'il n'est pas surpris de l'attitude du député de Richelieu. Il reçoit ses ordres d'ailleurs, affirme-t-il.

M. Cournoyer (Richelieu): Je soulève un point d'ordre. C'est exactement le contraire que j'ai dit. Le premier ministre ne peut m'imputer des motifs. Et pourquoi s'acharne-t-il à être si désagréable pour moi alors que je parle pour la première fois?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas besoin de le dire. Tout le monde le constate. On demande de régler un problème du Québec et le député nous réfère à Ottawa et à Radio-Canada.

Le député ne sait pas ce qu'il a dit. Le député de Richelieu demande: Pourquoi un contrôle de la télévision quand nous avons déjà la censure de Radio-Canada? J'ose croire qu'il n'a pas pensé à ce qu'il a dit. Il demande que la censure de la télévision soit confiée à Radio-Canada, un organisme propagandiste imprégné et infesté de communistes notoires. C'est à ce genre d'organisme que le député de Richelieu voudrait confier la censure.

Nous aurions des programmes censurés par le Dr Brock Chisholm qui dit aux enfants de ne pas croire au Père Noël, un athée, un homme dont les théories répugnent aux croyances religieuses de la province de Québec. Belle garantie. Allons donc! Il a été obligé de laisser le ministère fédéral de la Santé pour prendre un poste dans le service non officiel, pour joindre les Nations Unies⁵.

Il est regrettable que, dans son premier discours, le député fasse preuve de son incompréhension du rôle du gouvernement du Québec. C'est dangereux quand on est accroché à Ottawa. Il regrette que le député de Richelieu soit accroché à ces gens-là, qu'il reçoive ses ordres d'ailleurs.

Ottawa a des droits sur les longueurs d'onde, mais la province a des droits sur les programmes et elle entend les exercer. Après la sanction de la loi, c'est l'intention du gouvernement de se mettre en relation avec Radio-Canada et les stations de télévision afin de s'entendre, si possible, à l'amiable, et obtenir la garantie de programmes respectant les traditions nationales et religieuses du Québec.

La loi Taschereau obligeait les postes de radio à fermer leur poste au cas où l'émission était répréhensible. C'était une loi inique. Et quand nous sommes arrivés au pouvoir, j'ai abrogé cette loi. Je ne sais pas pourquoi l'opposition prend cette attitude.

Le député de Richelieu prétend que la loi n'est pas demandée par l'opinion publique. Il vient d'Ottawa et ne sait pas ce qui se passe dans la province de Québec. Il ne sait pas que la loi est demandée par les autorités religieuses, par le cinéma

lui-même, que la censure de la télévision est aussi importante que celle du cinéma, elle l'est d'autant plus.

Cette législation est demandée par les plus hautes autorités et par les Bureaux provinciaux de surveillance du cinéma partout au pays. À Toronto, tous les propriétaires de salles de cinéma viennent de préconiser la censure des spectacles télévisés de même qu'on censure les films cinématographiques. La télévision n'est rien d'autre qu'un cinéma populaire à la maison.

Avez-vous déjà vu un député conscient de ses devoirs prendre l'attitude de Ponce Pilate et dire: Que la télévision soit censurée par ceux qui regarderont les programmes. C'est comme un homme de police qui resterait chez lui à fumer sa pipe et qui s'en remettrait à la bonne population pour le maintien de l'ordre.

C'est la première fois que le député prend part à un débat. Il aurait dû prendre la même attitude dans ce débat que dans celui de l'adresse. Il ne se rend pas compte de ses responsabilités. Ce n'est pas ainsi qu'il réussira à remplacer celui que les électeurs ont mis à sa place.

Si la télévision n'est pas censurée, des abus considérables sont à craindre. S'il y a une censure au cinéma, pourquoi n'y en aurait-il pas une pour la télévision, qui est un autre cinéma? De plus, la loi du cinéma interdit aux enfants de moins de 16 ans d'aller au cinéma; or, des enfants de huit ans et moins assisteront aux spectacles télévisés. Et pourtant, le député de Richelieu dit que c'est Ottawa et Radio-Canada qui doivent exercer la censure.

M. Cournoyer (Richelieu): Je n'ai pas dit cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'en est même pas aperçu. La loi est indispensable pour le respect de la morale au Québec, que les émissions de télévision regardées par les enfants de tous âges peuvent mettre encore plus en danger. Ceci affirme une fois de plus les droits de la province dans le domaine de l'éducation. C'est pour cela que le gouvernement la propose.

M. Pinard (Drummond) souligne l'acharnement des ministériels à constamment parler d'Ottawa, à reprocher, dit-il, aux libéraux des liens inexistantes avec Ottawa pour des fins électorales, quand nous ne partageons par leur avis. Le bill n'aurait-il pas comme but de mettre la télévision à la disposition du gouvernement de Québec pour ses manœuvres électorales?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): C'est ce que Radio-Canada fait actuellement.

M. Pinard (Drummond): Je défie le ministre de prouver qu'il ait été empêché de parler une seule fois à la radio. En outre, le gouvernement devrait rendre crédit à Radio-Canada de donner un traitement juste aux nôtres sur le réseau français. La censure de Radio-Canada et l'intégrité naturelle des stations privées sont suffisantes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-ce que ça vient faire dans la discussion?

M. Pinard (Drummond): Il n'y a actuellement aucun danger de corruption de la jeunesse par les programmes de radio.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député approuve-t-il les théories du Dr Chisholm qui est opposé à toute croyance?

M. Pinard (Drummond): Le premier ministre sait bien que les programmes de Radio-Canada ne comportent aucun danger pour l'enfance. Ce que le gouvernement veut, c'est un autre tremplin pour faire sa propagande électorale. Aux prochaines élections, tout ce qu'on verra à la télévision, c'est le portait du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai été premier ministre 11 ans. On ne trouve aucun portrait de moi au parlement. Quand les libéraux ont repris le pouvoir, c'est aux portraits qu'ils ont d'abord pensé. Mon portrait, on le trouve dans les œuvres.

M. Pinard (Drummond): On l'a vu aussi partout dans la province sur les affiches de l'Union nationale. Le projet de loi reflète uniquement le désir du gouvernement de se maintenir au pouvoir. Il me semble aussi que le gouvernement veuille se substituer à l'autorité des parents au foyer. Le premier ministre n'est pas toujours conséquent avec ses paroles, comme le lui a rappelé tantôt le député de Richelieu, en lui citant ses propos de jadis sur la radio. Voilà une autre législation uniquement animée par le désir du gouvernement de se maintenir au pouvoir. Encore une fois, on parle d'autonomie et on veut imputer au fédéral tous les péchés de la terre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis que Radio-Canada a servi de tribune à des

communistes notoires et n'offre aucune garantie; et même s'il y avait des garanties, ce serait le devoir du gouvernement de Québec de faire valoir ses droits.

Je répète qu'en matière d'électricité et de longueur d'ondes, la radio relève d'Ottawa, mais pas en ce qui concerne les programmes, ce qui est du domaine éducationnel, comme le disait le rapport Aird. La province a des droits exclusifs en matière d'éducation et elle a l'intention de les exercer. Le jugement du Conseil privé laisse intact les droits des provinces en matière d'éducation. La commission Aird, qui a été mise sur pied pour étudier le contrôle de la radio au Canada, a placé la censure directement entre les mains des provinces et il n'y a pas de doute quant à l'autorité du Québec. L'Union nationale sera toujours le parti qui va protéger la liberté d'expression.

M. Pinard (Drummond): Le Conseil privé a décidé que le contrôle des longueurs d'ondes de même que des émissions était du domaine de Radio-Canada.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): soutient le contraire, en ce qui a trait aux émissions, qui sont dans le domaine de l'éducation.

M. Bélanger (Lévis): Le premier ministre peut-il nous dire combien de programmes radiophoniques ont été ainsi censurés, jusqu'ici?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y en a pas eu, mais nous veillons à ce que la liberté d'expression soit accordée et nous ne manquons pas à notre devoir. On se souvient qu'en 1930, on a coupé la radio à celui qui parle. La liberté de parole, le gouvernement de l'Union nationale va la faire respecter.

M. Pinard (Drummond): Le premier ministre sait fort bien que la décision rendue par le Conseil privé est à l'encontre de ses prétentions.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous n'avons pas l'intention de nous opposer au passage du bill. Il est normal et dans l'ordre que le gouvernement et le procureur général soient tenus au courant des programmes de télévision.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Une disposition du projet de loi qui place les diffusions en direct sous la supervision des censeurs, qui se rapporteraient directement au procureur général, serait tout à fait réglementaire. Cependant, une

disposition qui place les films de la télévision sous la supervision des censeurs présente plus de difficultés. Le problème est de savoir comment une station du Québec peut couper un film diffusé à partir d'un point de diffusion venant de l'extérieur du Québec sans couper le programme? En 1931, le premier ministre s'opposait à un projet de loi présenté par le gouvernement libéral du défunt Alexandre Taschereau, car il proposait de forcer les stations locales à interrompre un programme censuré. À l'époque, le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) a dit que ce n'était pas constitutionnel. La loi a été déclarée inconstitutionnelle en 1932.

Le projet de loi qui a été présenté à la Chambre hier semble partager une application similaire à la loi préconisée par Taschereau. Elle devrait être soumise à une décision judiciaire. Cependant, la loi est critiquée par les membres du Parti libéral à titre individuel. Il (M. Marler) dit que l'opposition, le Parti libéral, ne s'y oppose pas. Cependant, il est d'avis qu'elle devrait être soumise à la cour, afin d'établir les droits de la province dans le domaine de la censure de la radio et de la télévision.

Je suggère donc qu'on adopte la loi et qu'après le vote, le gouvernement la soumette ensuite à la Cour d'appel de la province qui déterminera si, une fois pour toutes, elle est bien conforme aux principes formulés dans les jugements mentionnés, aux exigences de la Constitution canadienne et si les jugements du Conseil privé font obstacle aux privilèges que le bill donne au gouvernement dans le domaine de la radio, des films et de la télévision.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) est convaincu que la loi pourra s'appliquer sans aucune difficulté.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Dans l'intérêt du public, les tribunaux doivent définir, une fois pour toutes, les droits du gouvernement de la province au sujet de la censure, surtout en ce qui concerne la radiodiffusion.

Il rappelle le problème posé par l'aviation au Nouveau-Brunswick et fait un rapprochement entre l'aviation et la télévision à cause de leurs effets au-delà des limites des provinces.

Pour la loi, dit-il, nous allons voter avec le gouvernement, mais comme le chef de l'opposition, nous demandons au gouvernement de faire diligence pour consulter les tribunaux. Cela rendra service aux postes privés qui peuvent s'installer.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 concernant le Bureau de censure du cinéma et la surveillance des spectacles télévisés soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Coumoyer, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande certaines précisions sur la façon dont procéderont les censeurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceci va simplement être une extension de la censure

des films au théâtre, étant donné que la télévision est diffusée à l'aide de l'électricité au moyen d'un procédé photographique. Nous obligerons tous ceux qui transmettent des spectacles télévisés à soumettre films et photographies télévisées au Bureau de la censure. Dans le cas où l'on téléviserait des films et photographies non censurés, il y aurait confiscation.

Après l'adoption du bill, le gouvernement tâchera de communiquer avec Radio-Canada et les autres postes afin de s'entendre, si possible, à l'amiable pour avoir des garanties de respectabilité des programmes et de respect des traditions. Je ne pense pas qu'on s'objecte à cela. Il va essayer d'obtenir une entente à l'amiable avec Radio-Canada, qui exploite une station de télévision à Montréal, afin que des règlements puissent être établis. Il a dit qu'il doute du fait qu'il soit nécessaire pour le Bureau de la censure du Québec de censurer les programmes à la télévision.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) veut savoir quel type de censure sera donné à des films comme *Ivanhoé* si, d'ici quelques années, on fait une nouvelle version. Y aura-t-il une nouvelle censure?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit que le Bureau de censure chargera des inspecteurs de vérifier si un film et une photo, télévisés, sont bien tels que permis par les censeurs, même si plusieurs mois ou années se sont écoulés depuis le travail de censure. Tout nouveau film, même s'il porte le même nom que le premier film, sera censuré à nouveau.

Nous voulons bâtir un édifice pour le Bureau de la censure, qui est présentement dans un édifice adjacent au palais de justice du Vieux-Montréal. Les censeurs sont actuellement dans un local pas très confortable. Les locaux à la disposition des censeurs sont trop petits et ne répondent pas aux exigences de l'heure; ils sont même dangereux, car il peut arriver que la cellulose d'un film cinématographique ou photographique prenne feu. De nouveaux locaux leur vaudront une plus grande sécurité. Nous voulons donner au Bureau de censure toute l'importance qu'il doit avoir.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des amendes seront appliquées pour la diffusion de films non censurés sur les écrans de télévision au Québec.

Un député: Comment ceci peut-il être appliqué si le programme vient de l'extérieur du Québec sur un réseau national?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout programme de télévision diffusé au Québec est nécessairement transmis par des moyens mécaniques au Québec. Les personnes responsables de cette diffusion pourront être tenues responsables.

M. Ledoux (Shefford): S'il arrive que, durant un spectacle, une scène non recommandable se produise, comme au hockey ou à d'autres programmes, la censure ne pourra pas intervenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si une pièce est immorale, il n'y a évidemment pas un poste qui endurerait ça.

M. Cournoyer (Richelieu): Le premier ministre va finir par admettre mon point de vue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La grande majorité des gens est honnête. Mais il faut de la police quand même, pour la petite minorité qui ne s'occupe pas de la loi.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 11 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux,

Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La semaine prochaine, dit-il, les premiers bills étudiés concerneront la margarine, la création d'un ministère des Transports et des Communications et une modification de la loi des tribunaux judiciaires.

Il révèle que, de façon générale, la Chambre ne siégera pas le mercredi soir d'ici la fin de la session.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTES

1. *L'Événement-Journal* du 22 novembre 1952, à la page 3, indique que le texte du bill no 25 a été remis au chef de l'opposition en début de séance. Le premier ministre lui aurait alors recommandé "de le discuter et de le passer rapidement pour que la Commission puisse émettre ses obligations aux meilleures conditions possibles".

2. Le député de Richelieu (M. Cournoyer) fait ses débuts en Chambre, lit-on dans *L'Action catholique* du 24 novembre 1952, à la page 9. On ajoute qu'il a démontré "un remarquable talent oratoire".

3. Le journaliste de *L'Action catholique* du 24 novembre 1952, à la page 9, parle plutôt d'une censure sévère.

4. *L'Événement-Journal* du 22 novembre 1952, à la page 3, précise qu'il s'agit de libelle à la radio.

5. Le Dr Brock Chisholm est décrit dans le *The Montreal Daily Star* du 21 novembre 1952, à la page 1, comme étant un "ancien directeur des services médicaux de l'Armée canadienne, un ancien sous-ministre au ministère de la santé nationale et maintenant le directeur de l'Organisation mondiale de la santé des Nations Unies." On explique aussi: "Plusieurs mois auparavant, le Dr Chisholm a prononcé un discours litigieux sur les ondes de Radio-Canada".

Séance du mardi 25 novembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cloutier), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Charte de la cité de
Lauzon**

M. Bélanger (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Savard), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Adoption de Peter Thomas Daley

M. Cottingham (Argenteuil) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Johnston), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de John Harold

Cooney et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Peter Thomas Daley en celui de Peter Thomas Cooney, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de John Harold Cooney et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Peter Thomas Daley en celui de Peter Thomas Cooney.

Oeuvre du service familial

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Chartier), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de l'Oeuvre du service familial, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de l'Oeuvre du Service Familial, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Centre médical
Claude Bernard**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Gérin), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de Fernand Grégoire, M.D. et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Centre médical Claude Bernard, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de Fernand Grégoire, M.D. et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Centre médical Claude Bernard.

Charte de la ville de Sainte-Foy

M. Prévost (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Boudreau), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Charte du village de Pointe-au-Pic

M. Prévost (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Boudreau), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition du village de Pointe-au-Pic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- du village de Pointe-au-Pic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville Sainte-Agathe-des-Monts, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville Sainte-Agathe-des-Monts, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer et prélever une taxe d'éducation (M. Blanchard);

- de la ville d'Acton Vale, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);

- de Mortimer Ross Rubenstein, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Mortimer Ross (M. Cottingham);

- de la corporation de la paroisse de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Marie-de-Beauce, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer et prélever une taxe d'éducation (M. Poulin);

- des commissaires d'écoles pour les villes de Val-d'Or et de Malartic, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer et prélever une taxe d'éducation (M. Dallaire);

- de la ville de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi permettant d'annexer un certain territoire (M. Marcotte);

- de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'accomplir les buts primordiaux de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec (M. Jolicoeur).

Projets de loi:

Jean Robert Miquelon

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean Robert Miquelon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Association des chiropraticiens

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques
de Québec**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Testament
d'Henri Fortier**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 concernant le testament de feu Henri Fortier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Murdochville

M. Couturier (Gaspé-Nord) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 constituant en corporation la ville de Murdochville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Écoles de La Présentation
de la Sainte-Vierge, Dorval**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 concernant la commission scolaire de La Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Éva Bélanger

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 concernant la succession Éva Bélanger soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Thistle Curling Club
de Montréal**

M. Cottingham (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 modifiant la loi

34 Victoria, chapitre 63, intitulée Acte pour incorporer le Thistle Curling Club de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Pont de péage sur la rivière
Saint-Maurice**

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 pour permettre à la cité de Shawinigan Falls d'établir un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Code de
procédure civile**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'expropriation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
convictions sommaires**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Département des Transports
et des Communications¹**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 8 constituant le département des Transports et Communications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

Je présente la loi comme une affirmation claire et nette des droits de la province dans ce domaine du transport, où le fédéral a déjà entretenu des velléités d'empiétements. La loi constitue le "département" des Transports, mais il s'agit en réalité

d'un ministère. C'est l'intention du gouvernement de présenter, à la prochaine session, une mesure qui remplacera la désignation "départements" par celle plus française, de "ministères", en ce qui concerne les différentes sphères de l'administration provinciale. Il n'y a pas de raison pour ne pas désigner par le terme "ministère" les sections de l'administration de la province.

Il y aura lieu, aussi, de modifier l'appellation de certains ministres, en particulier du secrétaire provincial. Le gouvernement a déjà donné un exemple, sous ce rapport, en modifiant le titre du trésorier provincial en celui de ministre des Finances de la province. Nous ferons encore des changements pour remplacer le nom de "Secrétariat provincial" et en même temps celui de "département des Transports".

Pour le moment, il s'agit de créer un nouveau département du Transport et des Communications. Dans une province immense comme la nôtre, qui a plus de 600,000 milles carrés de superficie, avec 24,200 milles² de routes améliorées, des centaines de milles de routes en construction, le transport par camions et autobus prend une importance toujours croissante. Le nombre des véhicules automobiles en service va bientôt atteindre le demi-million. Les problèmes qu'il soulève augmentent en proportion. Cela justifie la création d'un nouveau département. Le temps est venu de créer un ministère qui y consacrera toute son attention.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne vois pas beaucoup de changements, si ce n'est un autre ministre pour l'Union nationale, qui aime les multiplier. Le changement principal est de transférer les attributions et pouvoirs en matière de transport du bureau du Revenu au nouveau département. On semble également donner au nouveau département des pouvoirs que ne possèdent pas encore d'autres ministères, et le nouveau département aura autorité sur tout ce qui concerne le transport public. De quelle façon la juridiction sera-t-elle partagée entre le nouveau ministère et la Régie des transports et communications?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère, à ce stade de la discussion, d'aller en comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 5 de la loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1941, chapitre 7), modifié par l'article 5 de la loi 6 George VI, chapitre 55, par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 39, et par l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 22, soit de nouveau modifié en y ajoutant le paragraphe suivant: "18° Un ministre des transports et communications."

2. Que les dépenses du département des Transports et Communications seront, pour la première année financière de son administration, payées à même le fonds consolidé du revenu et, par la suite, à même les montants votés chaque année à ces fins par la Législature, sous réserve des dispositions de l'article 64 de la loi du service civil.

Les changements, au contraire, sont nombreux et considérables. Tout d'abord, en créant un ministère distinct, on donne une importance accrue à la question du transport.

Deuxièmement, c'est une affirmation claire et positive des droits de la province dans ce domaine. Depuis quelques années, il y a eu des velléités de la part du gouvernement fédéral de s'ingérer dans ce domaine, que nous considérons exclusif aux provinces. Le fédéral a fait effectuer une enquête sur le problème par la commission Turgeon, dont nous avons décliné la juridiction. Une cause, originant du Nouveau-Brunswick³, est actuellement devant le Conseil privé.

En troisième lieu, les questions du transport, dans la province, relèvent actuellement du ministère de la Voirie et du ministère des Finances. Le Trésor émet les permis et les licences, tandis que la Voirie édicte les règlements de la circulation et que le département du procureur général prend les poursuites, ce qui est normal.

Aujourd'hui, tout tombera sous un seul département. La Régie tombera sous la juridiction du ministère des Transports. Le procureur général se chargera toujours de poursuivre les coupables. Ainsi, il y aura plus de cohésion et nous aurons la coordination nécessaire. La mesure rendra le travail plus rapide et plus efficace.

Dorénavant, le nouveau ministère s'occupera des règlements de la circulation, de la grosseur, de la pesanteur et de la largeur des camions et remorques, etc. En résumé, le problème est devenu si important qu'il importe de créer ce nouveau département.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) se prononce en faveur du principe du bill mais doute que le projet de loi comporte une affirmation claire des droits de la province en matière de transport.

Je doute que la cause instituée par le Nouveau-Brunswick ait réglé la question du transport entre un pays et un autre, bien que la question soit réglée en ce qui concerne deux provinces du Canada. Je comprends que la Cour suprême s'est prononcée, mais dans le cas de l'appel au Conseil privé, la question des droits de la province sera-t-elle invoquée et défendue?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Nouveau-Brunswick a soumis à la Cour suprême de sa province une cause contre une compagnie américaine qui faisait du transport entre le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse. La Cour du Nouveau-Brunswick a donné raison au gouvernement McNair, lui accordant juridiction entière sur cette compagnie. Cette dernière porta sa cause en appel devant la Cour suprême du Canada et le premier ministre McNair m'a alors écrit pour me demander si la province de Québec allait intervenir. Nous avons accepté et Me L.-É. Beaulieu a été chargé de défendre les intérêts québécois.

La province de Québec a comparu en Cour suprême, lorsque l'appel a été plaidé, et le jugement de la Cour suprême a consacré certains droits des provinces en matière de transport routier. Mais l'Ontario et l'Alberta n'étaient pas satisfaites et ont interjeté l'appel devant le Conseil privé, malgré les tentatives de M. McNair pour empêcher ce recours dilatoire.

Nous avons décidé, quant à nous, que, dans une cause d'espèce comme celle-là, nous n'avions pas intérêt à continuer les procédures jusqu'au Conseil privé, parce que le jugement ne peut pas affecter les droits du Québec en cette matière. On ne peut mieux affirmer les droits de la province qu'en présentant une loi. Cette loi est une affirmation complète de nos droits. Les problèmes de la circulation ont plus de chance d'être réglés rapidement par un seul département dans le gouvernement de Québec.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait ensuite allusion à la décision du Conseil privé qui attribua à Terre-Neuve une importante partie de ce qui avait été jusque là le Labrador québécois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il est dommage que le gouvernement d'alors n'ait pas songé à retenir les services d'un avocat de Trois-Rivières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est surtout malheureux que le gouvernement n'ait pas fait appel à de véritables compétences pour plaider cette cause. Le gouvernement fédéral n'est même pas intervenu, laissant aller une importante partie de notre territoire à Terre-Neuve. On aurait même pu racheter à cette époque tout ce territoire pour \$10,000,000, mais on ne l'a pas fait.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il y aura un nouveau ministre du Transport, c'est bien! Mais quels seront les rapports du nouveau ministère et de la Régie des transports et des communications?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les activités du nouveau ministère ne viendront pas en conflit avec celles de la Régie des transports. Le ministère va s'occuper exclusivement des questions de transport et de communication. Le nouveau département aura juridiction sur des problèmes qui relèvent présentement de la régie des Transports, ainsi que des ministères de la Voirie et des Finances.

Jadis, l'émission des permis d'exploitation et la fusion des entreprises de transport dépendaient jusqu'ici de la Régie, se faisaient par ou sous son autorité; désormais, cela se fera sous la juridiction du ministère. Le ministère du Revenu ou des Finances continuera à s'occuper de la perception des amendes et de l'octroi des permis de conduire. Les poursuites pour infractions à la loi tomberont toujours sous l'autorité du procureur général.

Le nouveau ministère va surveiller l'ensemble du transport sous toutes ses formes et s'occuper de tous les problèmes connexes. Il s'agit en somme de coordonner comme on l'a fait à Ottawa, où on a remplacé par un ministre des Communications les anciens ministères des Chemins de fer et de la Marine, notamment quand M. Cardin est parti dans les circonstances que l'on sait, abandonné par ceux qu'il avait mis au monde.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

S'agit-il de faire une permutation de personnel? Le personnel sera-t-il recruté dans les autres ministères, ou s'agit-il d'engager un nouveau personnel?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les problèmes de transport et de circulation sont devenus tels qu'ils exigent aujourd'hui, pour être résolus, des experts dans le domaine du transport. Ils se verront confier les plus importantes positions. Nous voulons des gens compétents. S'il y en a dans d'autres ministères, nous irons les chercher, mais en général

l'organisation du ministère nécessitera l'embauche d'un personnel gouvernemental supplémentaire entièrement nouveau.

Le gouvernement verra à nommer les hommes les mieux qualifiés dans ce nouveau ministère. Dès qu'un ministre aura été nommé, on lui donnera un sous-ministre, un sous-ministre adjoint ainsi que tous les fonctionnaires dont il aura besoin. Les permutations de fonctionnaires d'un ministère existant dans le nouveau ministère seraient l'exception.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le personnel sera-t-il nommé par le ministre ou le service civil?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce personnel serait nommé par le gouvernement d'après les recommandations du service civil. Le chef de l'opposition devrait savoir que la loi implique que les nominations ne relèvent pas d'un ministre en particulier, mais du cabinet et que les nominations se font sur recommandation du service civil.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas question de désorganiser les autres ministères, mais bien de créer un nouveau ministère dont les cadres seront formés à pied d'œuvre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre parle de spécialistes. A-t-il quelqu'un en vue? Peut-il donner un nom? Peut-il donner le nom du nouveau ministre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Encore une fois, le chef de l'opposition ne paraît pas au courant. Il sait qu'un ministre prête trois serments, dont l'un est de garder le secret sur les délibérations du Conseil des ministres. Même si je voulais parler, je ne le pourrais donc pas. Je ne puis pas dire ce que les ministres ont décidé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je sais surtout que les ministres font de très nombreuses pressions sur le premier ministre qui les écoute toujours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette que mon honorable ami ne puisse assister aux séances et que mon serment d'office m'empêche

de lui dire ce qui s'y passe. Si j'avais la chance d'inviter le chef de l'opposition à assister une seule fois à l'une des séances du cabinet des ministres, ce qu'il ne pourra jamais faire parce qu'il est trop vieux, même s'il n'a que 25 ou 30 ans, il serait émerveillé de la compétence de chacun des ministres dans son ministère et des délibérations harmonieuses qui y règnent.

Il serait émerveillé de voir jusqu'à quel point 22 hommes peuvent s'exprimer librement, exprimer leurs idées, donner leurs points de vue et discuter en toute franchise.

M. Cournoyer (Richelieu): Je comprendrais mieux les paroles du premier ministre s'il employait le mot "surpris" au lieu du mot "émerveillé".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il serait en effet surpris de voir autant d'esprit dans un groupe de 22 hommes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il y a autant de ministres que de membres de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le chef de l'opposition fait-il des attaques de flanc contre ses amis d'Ottawa où il y a non seulement 21 ministres, mais en plus 14 assistants parlementaires avec chacun un salaire de \$5,000 par année.

M. Cournoyer (Richelieu): Y aura-t-il un examen pour choisir le personnel? Est-ce le premier ministre qui va faire les nominations?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais certainement, c'est la Commission du service civil qui mène. Je comprends que le député, qui a siégé à Ottawa, ne sait pas ce qui se passe dans la province. Je lui dirai que les nominations sont toujours faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, c'est-à-dire par le Conseil des ministres.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Dans certains cas, cela veut dire aussi le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est parce que le chef de l'opposition n'a pas l'habitude de rencontrer autant d'esprit dans un groupe de 21 personnes!

M. Cournoyer (Richelieu): Je suis tout surpris de l'apprendre. Le public serait surpris d'apprendre,

de la bouche même du premier ministre, que la Commission du service civil joue un rôle aussi considérable dans les nominations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le public a eu beaucoup de surprises aux dernières élections. Il a été surtout surpris d'apprendre que la majorité du député de Richelieu n'ait pas été plus forte, malgré tout le mal que l'on s'est donné et certaines menées "simardesques"⁴ dans son comté.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)⁵: Mais qui sera ministre? Le premier ministre a-t-il choisi le candidat de l'Union nationale qui se présentera dans Outremont pour en faire le ministre du nouveau département⁶?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remercie le chef de l'opposition d'avoir implicitement reconnu que l'Union nationale était assurée de la victoire dans Outremont.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Êtes-vous réellement sérieux quand vous pensez qu'un candidat de l'Union nationale peut être élu dans Outremont?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous aurons même une majorité qui surprendra le député de Montréal-Saint-Louis. Nous allons gagner par une majorité de 5,000 voix.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 constituant le département des transports et communications soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 8 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Industrie laitière⁷

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 19 modifiant la loi protégeant l'industrie laitière dans la province.

L'honorable M. Élie (Yamaska) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Élie (Yamaska) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Élie (Yamaska)⁸ propose: Que la loi 13 George VI, chapitre 44, soit modifiée en y ajoutant, après l'article 7, le suivant:

"7a. Dans le cas d'infraction à une disposition d'un règlement édicté en vertu de la présente loi, la margarine et tout autre succédané du beurre fabriqués, vendus, mis en vente ou possédés, dans la province, contrairement à ce règlement, doivent être saisis, ainsi que leur contenant et tout véhicule servant à leur transport au moment de l'infraction, et leur confiscation en être prononcée par le tribunal au profit de la couronne; il est disposé des effets saisis selon que le prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil."

(Applaudissements à droite)

Le bill 19 apporte une protection additionnelle à la classe agricole, une amélioration à la loi de 1949. La loi, votée en 1949, à la demande du gouvernement provincial pour défendre la

fabrication, la vente et la possession de margarine au Québec, n'a peut-être pas eu, à cause de son caractère particulier, toute l'efficacité qu'on en attendait.

Pourquoi? D'abord à cause de la nature de la loi. Elle défendait la vente d'un produit et il s'est immédiatement organisé une contrebande funeste à la classe agricole. Nous étions en face d'un nouveau genre de contrebande. C'est que les contrebandiers ont voulu tirer des avantages personnels de la loi sans se soucier du tort qu'ils causaient à leurs compatriotes. Il nous fallait par conséquent lutter contre la complicité tacite d'une foule d'industriels et de commerçants étrangers, qui s'intéressent davantage à leur compte de banque qu'au bien-être de nos compatriotes.

La production et la vente des substituts du beurre constituent une menace pour les industries laitières et pour les agriculteurs. Il y a eu aussi la complicité ouverte des gens qui ne comprennent pas les objectifs réels de la loi du gouvernement central qui laisse importer au pays, sans taxe d'assise, ce qui permettrait aux produits laitiers de lui faire une concurrence raisonnable, les huiles végétales servant à la fabrication de la margarine, et aussi la complicité des gouvernements des provinces environnantes qui n'ont pas voulu adopter une loi comme la nôtre en faveur de la classe agricole. Ils ont prêté l'oreille à la majorité pour se rallier le vote populaire.

À titre de cultivateur, je puis me faire la voix autorisée de tous les cultivateurs de cette province. Je remercie le premier ministre d'avoir eu la sagesse et le courage de faire adopter cette loi contre la margarine, malgré l'opinion de la masse des consommateurs. Le premier ministre a vite compris la place qu'occupe et doit occuper la classe agricole dans cette province. Personne dans cette Chambre ne peut nier l'importance de la reconnaissance rapide qu'a accordée notre premier ministre à l'industrie laitière.

L'industrie laitière constitue la principale source de revenus de nos 150,000 cultivateurs. La valeur annuelle de la vente du lait est de \$13,000,000, plus \$30,000,000 pour le beurre et \$5,000,000 pour la crème glacée. Nous avons une population bovine dépassant le million de têtes valant plus de \$100,000,000, sans compter un stock de remplacement d'une valeur de \$40,000,000. Ils vendent pour plus de \$30,000,000 de beurre par an. Sur chaque ferme, la valeur de la machinerie employée pour la culture mixte, essentielle à l'industrie laitière, dépasse \$10,000.

Voilà pour la production. Si l'on passe à la phase de la transformation du lait, on se trouve en présence d'immenses capitaux et d'un personnel hautement spécialisé qui tire sa subsistance de cette

industrie. Voilà pour l'aspect économique. Il y a aussi l'aspect social.

On peut affirmer que la classe des gens qui vivent de l'industrie laitière constitue la partie la plus stable et la plus saine de la population. Il importe d'assurer aux agriculteurs la stabilité dont ils ont besoin pour ne pas désertir la campagne, surtout chez les fils de cultivateurs. Il faut les mettre dans un état de sécurité absolument à toute épreuve, éloigner d'eux le spectre menaçant de la margarine. C'est tout cela que la loi protège. Elle garantit la stabilité de notre agriculture, base de notre prospérité nationale. Elle empêche la désertion des campagnes. La stabilisation de l'agriculture est la préoccupation première du gouvernement de l'Union nationale et elle le prouve une fois de plus avec la loi actuelle. Nous savons qu'il n'y a pas de prospérité nationale sans prospérité agricole.

La production des substituts du beurre va avoir un effet catastrophique sur l'économie de la province. Étudions soigneusement l'exemple des États-Unis. On a cru là-bas que la margarine ne serait qu'un substitut du beurre, mais voilà qu'elle entre aujourd'hui dans la fabrication de la crème glacée. On en met jusque dans la crème de table, dans le fromage et même dans les matières non grasses du lait et d'autres produits laitiers. Des médecins affirment qu'une consommation trop grande de graisses végétales peut entraîner un déséquilibre grave dans l'organisme humain. Il faut donc éloigner le spectre de la margarine. Le danger est donc très grave.

Il ne s'agit nullement de soulever une classe de la population contre l'autre.

Le premier ministre s'est montré sincère en disant la même chose aux habitants des villes et à ceux de la campagne, que les citoyens devraient faire des sacrifices pour les cultivateurs; il a averti l'ouvrier qu'il fallait protéger le cultivateur et qu'il rendrait la loi contre la margarine encore plus sévère. L'ouvrier des villes comprendra que le cultivateur a droit lui aussi à une juste rétribution pour son travail. Il comprendra que les cultivateurs travaillent jusqu'à 14 et 15 heures par jour. Ils méritent le peu de salaire qu'ils retirent de leur travail. S'ils se payaient des salaires équivalents à ceux qui se paient dans l'industrie, il n'y aurait pas un ouvrier qui aurait le moyen de manger trois fois par jour.

Personne ne peut dire que la margarine aide à remplir un déficit dans la production du beurre, parce que, l'année dernière, le Canada avait un surplus de 17,000,000 de livres.

Nous donnons à la population du Québec ce que les agriculteurs des autres provinces vont bientôt

demander ou demandent présentement à leurs gouvernements respectifs. Les cultivateurs de l'Ontario commencent à s'émouvoir et ils viennent de demander au premier ministre (M. Frost) une loi comme la nôtre. Il est temps de rendre cette législation plus sévère et plus efficace.

M. Dupré (Verchères)⁹ félicite le député de Yamaska (l'honorable M. Élie) du discours qu'il a prononcé et demande qu'on ne considère pas son attitude comme de l'hostilité à l'égard de la classe agricole. J'en suis à ma neuvième session et c'est la première fois que j'ai le plaisir d'entendre la voix du ministre de l'Agriculture no 2. C'est un de mes amis et je le félicite d'avoir si bien fait les choses, surtout avec une cause si mauvaise.

Personnellement, je suis complètement opposé à cette loi. Je suis également assuré que l'on ne verra pas là de l'opposition à l'endroit des intérêts de la classe agricole. Je pense avoir prouvé assez souvent, dans le passé, l'intérêt profond que je porte à la classe agricole, pour que celle-ci sache clairement que je lui suis entièrement dévoué. Si cette loi aidait les cultivateurs, je l'appuierais certainement. Mais elle n'est qu'un mirage.

La loi de 1949 n'a pas été efficace. J'ai voté contre parce que je savais que le gouvernement ne la ferait pas appliquer. On a fait deux ou trois petites causes ici et là pour des quantités insignifiantes de margarine.

Alors que tout le monde sait qu'il s'est vendu, pendant ce temps, des millions de livres de margarine par année dans la province de Québec. Un député de l'Union nationale en a même apporté aux ministres. Je ne sais pas où il a pris ça.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Verchères ne devrait pas répéter des cancans aussi insignifiants. Il devrait plutôt parler de saisies de bière.

M. Dupré (Verchères): Je répète qu'il s'est vendu dans la province quelque 2,000,000 de livres de margarine. Le premier ministre le sait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne le sais pas. J'ai donné des instructions sévères de poursuivre et il y a eu quantité de poursuites, mais probablement que les gens ont été encouragés par l'attitude de l'opposition à violer la loi.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre devrait me remercier de le mettre au courant d'une

telle situation, tout comme il a jadis remercié les évêques et une certaine délégation de l'avoir mis au courant de certaines choses qu'il ignorait jusque-là.

D'ailleurs, la loi ne peut pas être appliquée efficacement tant qu'on ne définira pas la margarine et qu'on ne forcera pas les fabricants de produits semblables à mettre sur l'emballage le résultat de l'analyse. L'année dernière, il (M. Dupré) a demandé que, pour de tels produits, autorisés par le gouvernement, on fournisse l'analyse de leur contenu, mais le gouvernement n'a rien fait à ce sujet. Il est nécessaire de définir nettement ce qu'on entend par succédanés du beurre et de déterminer leur composition chimique. Sinon qu'arrivera-t-il? Les amis du gouvernement pourront changer le nom de leurs produits et continuer à en vendre. S'il n'y a pas d'analyse, qui peut juger si tel ou tel produit est ou non de la margarine?

J'ai dit en 1949 que cette loi était un mirage créé pour calmer la classe agricole, après lui avoir ôté les primes sur le beurre et le fromage. Le ministre de l'Agriculture no 2 vient d'admettre que la loi n'a pas eu toute l'efficacité qu'on en attendait. J'irai plus loin que lui. Cette loi de la margarine ne vaut rien. Elle n'a pas mis un seul sou dans la poche des cultivateurs. Aussi longtemps qu'il n'y aura pas entente entre toutes les provinces, à ce sujet, la loi ne sera pas efficace. Nos cultivateurs n'ont pas vendu leur beurre un seul sou plus cher que les cultivateurs des autres provinces. Le prix du beurre est fixé à l'échelle nationale. Il est le même pour tout le pays. Nous payons le beurre le même prix qu'en Ontario, où l'on vend de la margarine; mais l'on force nos ouvriers à acheter du beurre. Avec la loi de la margarine, le prix du beurre n'a pas monté d'un sou dans le Québec.

Bien plus, des compagnies québécoises dont faisaient partie des amis de l'Union nationale, ont vendu sur le marché certains succédanés du beurre, tels que la Champlain Spread, malgré la loi. Je me suis élevé contre cette injustice l'an dernier. Que m'a-t-on répondu dans cette Chambre? Que ça n'était pas de la margarine. Pourtant, à la veille des élections, au 14 mai exactement, le gouvernement a découvert soudainement que c'était bien de la margarine. On a interdit ce produit.

Je sais bien que notre industrie laitière est de toute première importance. L'an dernier aussi, j'ai demandé que l'on donne l'analyse de ces produits. L'Union nationale a refusé. Et s'il n'y a pas d'analyse, que va-t-on faire pour arrêter quelqu'un? Le ministre de l'Agriculture m'a justement dit, l'an dernier: "du moment qu'on ne sait pas que c'est de la

margarine." Je le répète, cette loi n'a pas mis un sou dans les poches des cultivateurs; mais elle a fait sortir des piastres des poches des ouvriers.

Si le gouvernement voulait aider les cultivateurs, il pourrait suivre l'exemple d'Ottawa, qui accorde \$8 la tonne de subside pour le transport de moulées laitières dans notre province en provenance de l'Ouest, ce qui fait \$6,943,000. Le premier ministre disait, à l'époque où il était dans l'opposition: Les libéraux donnent des primes sur le lait en hiver, nous en donnerons toute l'année. On sait ce qu'il a fait, arrivé au pouvoir. L'Union nationale a fait disparaître les primes sur le beurre et le fromage.

Le futur ministre de l'Agriculture a parlé de l'importance de l'industrie laitière, je suis de son avis. Je sais bien que notre industrie laitière est de toute première importance. Mais quelle est la situation au Canada? Il est important de savoir la position du Canada au point de vue de la production et de la consommation du beurre et du fromage.

En 1951, on a importé au Canada 17,000,000 de livres de beurre en provenance de la Nouvelle-Zélande pour répondre à la demande en beurre. Il y avait eu un surplus de 17,000,000 de livres à la fin de l'année. Nous avons acheté 17,000,000 de livres de beurre de l'étranger, il est vrai, mais nous avons aussi consommé 96,000,000 de livres de margarine. Si nous n'avions pas eu ça, qu'aurions-nous mangé?

L'honorable M. Élie (Yamaska): Du beurre.

M. Dupré (Verchères): Où l'auriez-vous pris?

L'honorable M. Élie (Yamaska): Nous pouvons produire autant de beurre que vous voudrez à condition d'être avertis deux mois à l'avance.

M. Dupré (Verchères): Voyons, voyons. Mais quelle est la situation au Canada? En 1941, alors que la population était de 11,500,000, il s'est produit 285,848,193 de livres de beurre et 207,000,000 de livres de fromage. En 1951, alors que la population dépassait 14,000,000, il ne s'est produit au pays que 257,604,000 livres de beurre, soit une diminution de 28,000,000 de livres de beurre, et 90,000,000 de livres de fromage. C'est une bien grosse diminution.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le député prétend que la margarine est responsable de la naissance de 3,000,000 de personnes?

M. Dupré (Verchères): Ce n'est pas ce que je prétends. Mais je dis aux cultivateurs: Pourquoi n'en produisez-vous pas plus du beurre?

L'honorable M. Élie (Yamaska): Parce que ça n'est pas payant. Ottawa ne veut pas payer. C'est parce que les prix ne sont pas assez élevés que les cultivateurs produisent moins de beurre et de fromage. Faites monter les prix et vous verrez que la production ne tardera pas à s'élever.

M. Dupré (Verchères): Si les prix sont trop bas, pourquoi alors l'Union nationale a-t-elle enlevé les primes sur le beurre?

L'honorable M. Élie (Yamaska): En temps de guerre, il s'en est produit du beurre.

M. Dupré (Verchères): La même chose s'est produite avec le fromage. En 1942, on en a produit 207,000,000 de livres. En 1951, la production a baissé à 90,000,000 de livres, une diminution d'au-delà de 116,000,000 de livres en neuf ans.

L'honorable M. Élie (Yamaska): Il y a eu une diminution du prix de base aussi.

M. Dupré (Verchères): La province avait également enlevé la prime sur le fromage et elle a dit: On va remplacer la prime par la loi sur la margarine. Cela n'a pas donné un seul cent au cultivateur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au contraire, j'ai des milliers de lettres, provenant de groupes agricoles, affirmant que nous avons sauvé des centaines de milliers de dollars aux fermiers.

M. Dupré (Verchères): Quand on gouverne et administre, il faut être juste pour tout le monde, pas seulement pour un petit groupe. Il ne faut pas adopter des lois qui ne donnent rien aux cultivateurs et qui coûtent cher aux ouvriers.

Le ministre a parlé tout à l'heure des capitaux, des soi-disant millions de dollars investis dans l'industrie du lait. Mais les industriels qui transforment les produits laitiers ne sont pas opposés à la fabrication de la margarine. Laissez-les faire et ils vont en produire. Il s'est fabriqué toutes sortes de substituts sous un autre nom et il s'en est vendu 1,000,000 de livres dans la province.

Le ministre a aussi parlé de l'aspect social. Être social, c'est donner justice à tout le monde. Je

vois d'un mauvais œil qu'on passe des lois qui favorisent le cultivateur au détriment des ouvriers et qu'on dise à l'ouvrier: sors tes piastres et achète du beurre. Car je dis que l'ouvrier paie cher. Ils sont obligés de sortir de leur poche des centaines de mille dollars pour acheter du beurre, mais ça ne tombe pas dans la poche du cultivateur parce que notre beurre ne vaut pas un sou de plus, à cause de la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Verchères est injurieux pour les cultivateurs qu'il accuse de ne pas avoir été assez intelligents pour discerner le vrai du faux, puisqu'ils ont voté pour l'Union nationale aux dernières élections.

Ce n'est pas logique. Le député devrait être logique. Si la loi ne vaut rien, elle n'empêche pas la vente de la margarine, elle ne fait dommage à personne. Les ouvriers peuvent donc en acheter. Ils ne peuvent rien perdre. Il (M. Dupré) devrait s'expliquer.

M. Dupré (Verchères): Je vais m'expliquer. Je m'aperçois que le premier ministre comprend très bien, mais qu'il veut faire croire qu'il est dur de "comprendre". Je dis que cette loi n'a pas donné un sou aux cultivateurs. Mais, par exemple, elle a coûté cher aux ouvriers. Si la loi n'a pas pour effet d'aider les cultivateurs, alors elle pourra difficilement prendre l'argent des travailleurs de l'industrie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si elle ne vaut rien, elle ne fait dommage à personne.

M. Dupré (Verchères): Mais elle nuit à l'ouvrier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi?

M. Dupré (Verchères): Parce qu'il ne peut pas en acheter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors elle ne prend pas leur argent.

M. Dupré (Verchères): L'ouvrier veut de la margarine. Je sais bien que les marchands vendent de la margarine dans la province, mais elle se vend sous le comptoir et l'ouvrier ne peut pas en profiter comme s'il s'agissait d'une vente légale. La vente de la margarine va réduire le niveau de vie des ouvriers. Les ouvriers du Québec gagnent moins cher que

ceux de l'Ontario et on veut absolument qu'ils payent plus cher ce qu'ils achètent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si elle se vend sous le comptoir, si les marchands se cachaient, c'est donc que la police surveillait. Alors, la loi est bonne, elle est donc efficace.

M. Dupré (Verchères): J'ai toujours remarqué que, quand j'ai un bon argument, le premier ministre se met à danser. Le ministre a aussi dit que la margarine était mauvaise pour la santé. Le député d'Arthabaska (M. Labbé) avait parlé d'effets nocifs de la margarine sur la santé. Je ne rentrerai pas dans ce domaine, car certains médecins recommandent la margarine comme moins dommageable pour le foie.

Le premier ministre sait bien que la loi sur la margarine n'est qu'un trompe-l'œil; c'est une loi de tapisserie, qui ne vaut rien pour les cultivateurs. On a voulu tapisser les cultivateurs. La plupart des lois agricoles de l'Union nationale ont été des lois de façade qui cachent aux cultivateurs le fait qu'en réalité le gouvernement a fait très peu de chose pour les aider.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si la loi ne vaut rien, elle n'est pas dangereuse.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les salaires, on va en parler au cours de la session. Pour l'instant, je ferai remarquer que les ouvriers n'ont jamais demandé l'abolition de cette loi. Le député de Verchères veut nous faire croire que les ouvriers réclament la margarine. Il est venu ce matin une centaine de délégués, représentant 175,000 ouvriers, qui nous a fait de 25 à 30 demandes. La Fédération des travailleurs du Québec a présenté un memorandum et il n'a pas été question de la margarine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'ailleurs, je ne vois pas pourquoi le député veut tant que les ouvriers mangent de la margarine quand les autres mangent du beurre. Nous voulons que tout le monde mange du beurre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)¹⁰: Si mon petit gars n'était pas si vieux, il rirait.

M. Dupré (Verchères): Il doit être plus vieux que son père, parce que j'ai vu rire le ministre tout à l'heure.

M. Dupré (Verchères) dit qu'il apprécie les explications du premier ministre, mais il se demande

pourquoi le ministre de l'Agriculture ne veut pas répondre à sa question.

L'honorable M. Barré (Rouville): dit qu'il lui reconnaît peu de bon sens.

M. Dupré (Verchères): C'est une loi pour provoquer la chicane et amener les gens à se trahir les uns les autres. Si au moins on définissait la margarine! Si on obligeait les fabricants à imprimer l'analyse sur la boîte, les acheteurs sauraient ce qu'ils achètent. On force les producteurs d'engrais à inscrire l'analyse du produit sur les sacs. Pourquoi ne donnerait-on pas une définition du beurre et de tout substitut interdit? Il (M. Dupré) demande aussi au gouvernement de déterminer quel pourcentage de telle et telle matière doit entrer dans un de ces produits pour qu'il soit légalement vendu sans être assimilé à la margarine, ou bien tomber au contraire sous le coup de la loi. Un homme peut acheter un substitut interdit uniquement parce qu'il n'en possède pas de définition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On n'a pas besoin de définition. Si on définissait les proportions, les fabricants changeraient la formule d'une fraction et éluderaient la loi. Cela restreindrait la portée de la loi. C'est comme pour le communisme. Lors du vote de la loi du cadenas, on ne nous a pas demandé de définition du communisme. Pas besoin de définir ce que c'est, tout le monde le sait.

Un des principaux arguments des libéraux a été que la loi était immorale, parce qu'elle consacrait le principe de la délation. Le mot dénonciation est dans la loi pour couvrir tous les cas. Des clauses semblables ont été mises dans les Statuts en 1909 par M. Gouin, puis confirmées par MM. Taschereau et Godbout. Il existe plusieurs clauses semblables dans les lois fédérales.

M. Pinard (Drummond): Si le premier ministre avait défini le communisme, il ne se serait pas trompé l'autre jour en traitant les employés de Radio-Canada de communistes, en accusant tout le personnel d'être communiste.

M. Dupré (Verchères): Il y a de la dictature là-dedans, c'est-à-dire dans le projet de loi. Comment le ministre de l'Agriculture va-t-il pouvoir poursuivre quand il n'y a pas de définition? Comment allez-vous déterminer la composition des succédanés du beurre?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'ai pas compris. Et je me demande si le député de Verchères a lui-même bien compris.

M. Dupré (Verchères): Comment allez-vous déterminer la composition des succédanés du beurre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Succédanés du beurre, c'est clair!

M. Dupré (Verchères): Il serait bon de préciser. Ça a pris deux ans avant qu'on interdise le commerce du Champlain Spread!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Aussitôt que l'attention du gouvernement eut été attirée sur la nature du Champlain Spread, des analyses ont été faites. Il (l'honorable M. Duplessis) a agi en sa capacité de procureur général. Et la mise en marché a été interdite. La loi a été appliquée. Chaque fois que l'attention du gouvernement a été attirée sur une illégalité, des mesures pour y remédier ont été immédiatement prises.

Je suis d'une ville ouvrière. Là comme ailleurs, j'ai répété qu'il faut protéger l'industrie laitière et que les ouvriers doivent faire leur part comme les autres. Ce que j'ai dit, je le répéterai.

M. Dupré (Verchères): La loi sur la margarine a été proposée dans un but électoral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est faux. L'ordre en conseil pour l'application de la loi a suivi le vote de la loi en 1949.

M. Dupré (Verchères): Mais il y a eu l'ordre en conseil de mai 1952. Le ministre de l'Agriculture ne m'a toujours pas répondu. Sur quoi le ministre va-t-il se baser pour distinguer entre un produit légal et un autre qui ne l'est pas, entre le beurre et un succédané? Est-ce que l'Union nationale a des bases pour déterminer le pourcentage des produits qui entrent dans la formation des succédanés du beurre?

L'honorable M. Barré (Rouville): Non. Le problème c'est que le beurre est un produit québécois alors que les succédanés du beurre sont fabriqués avec des produits étrangers. La réponse est toute faite. Ça ne se ressemble pas du tout. Le député de Verchères me permettra quelques questions. À la fin du débat sur le bill no 19, comment le député votera-t-il? Le député veut-il que l'industrie laitière

disparaisse complètement et que le beurre soit remplacé par des produits étrangers?

M. Dupré (Verchères): Mais le projet de loi qu'on nous soumet n'est qu'une façade qui n'aidera en rien l'agriculture! Ce qu'il nous faut, ce sont des lois agricoles qui ne fassent pas disparaître les primes. Ce que je veux, c'est un ministre de l'Agriculture qui donnerait des lois salvatrices à la classe agricole. Les principes du ministre de l'Agriculture sont arriérés de 50 ans. Ce n'est pas comme cela que l'agriculture ira de l'avant. Nous avons un ministre qui, dans le passé, a rendu des services à la classe agricole, mais qui a ensuite contribué à la faire rétrograder. Il n'est pas en faveur de l'avancement sous tous les rapports. Par sa politique actuelle, la même qu'il pratiquait au temps de sa jeunesse, il a fait reculer la classe agricole. Cela ne l'empêche pas d'être un honnête homme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accuse le député de Verchères d'impolitesse. Il n'y a pas, dit-il, de ministre de l'Agriculture qui ait fait plus que lui pour l'agriculture. Le ministre de l'Agriculture est un leader auprès des agriculteurs depuis plusieurs années et il aide le gouvernement pour qu'ils ne fassent pas faillite. Il est le meilleur ami que les agriculteurs du Québec n'ont jamais eu avant. Il a quadruplé le nombre des écoles d'agriculture.

M. Dupré (Verchères) dit qu'il ne parlait pas de la personnalité du ministre de l'Agriculture, mais de ses principes d'action en agriculture et de ceux de l'Union nationale.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député de Westmount a des illusions. Ce qui importe, c'est la protection à donner à l'industrie laitière. À plusieurs reprises, le député de Verchères a proclamé l'honnêteté du ministre de l'Agriculture. C'est quelque chose de la part d'un député d'une opposition qui a tenté de salir tout ce qui était possible. C'est déjà beau de sa part, après la campagne malpropre que les oppositionnistes ont menée au cours des dernières élections.

Par ailleurs, le député de Verchères a dit que le ministre de l'Agriculture est un arriéré, un bon à rien. Je n'essaierai pas de le suivre sur ce terrain car on ne doit pas se juger réciproquement dans cette Chambre. Je ne le reconnais pas comme un juge compétent. Il existe des agriculteurs qui s'y connaissent mieux en fait d'agriculteurs que le

député de Verchères qui a dû abandonner l'agriculture pour devenir garagiste. Les électeurs sont plus compétents que lui.

La politique du ministre de l'Agriculture a eu sa réponse aux élections successives qui l'ont renvoyé à l'Assemblée législative avec des majorités toujours accrues. Ils ont porté ma majorité comme suit: 10 voix, 9 voix, 1,200 voix, 900 voix et 1,500 voix au cours des dernières élections. Partout, dans la province, l'élément agricole s'est prononcé en faveur du gouvernement. Ce sont les cultivateurs qui ont répondu. J'aime mieux leur jugement que celui du député de Verchères.

Il (l'honorable M. Barré) note que, dans son comté, l'on trouve également des populations ouvrières. Et les ouvriers de Marieville eux-mêmes ont donné une majorité au ministre de l'Agriculture.

Pourquoi le bill no 19? Pour la même raison qui entraîna la loi de 1949. Pourquoi mettre au ban la margarine? C'est que les cultivateurs de la province de Québec ont droit à leur part de protection et que le gouvernement provincial veut la leur donner. Ce gouvernement a le droit d'interdire le commerce de la margarine.

M. Dupré (Verchères): Voilà qu'on parle des "succès damnés" du ministre de l'Agriculture! Est-ce que l'Union nationale a une base pour déterminer la proportion des produits entrant dans les succédanés du beurre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Le gouvernement n'a pas de règles strictes qui lui permette de déterminer le pourcentage des ingrédients entrant dans la composition des substituts du beurre. La principale règle est que le beurre est un produit québécois alors que les succédanés sont fabriqués avec des produits étrangers.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce que j'ai demandé, c'est pourquoi le gouvernement a attendu trois ans pour mettre au ban les succédanés du beurre lorsque des produits ayant des noms comme Champlain Spread étaient sur le marché? La loi de 1949 fut suivie d'un décret visant à interdire la fabrication et le commerce de la margarine et de l'oléo-margarine, mais il fallut attendre 1952 pour qu'un décret parle de "succédané du beurre". Pourquoi le gouvernement a-t-il attendu trois ans?

N'a-t-on pas voulu tromper la population jusqu'au 14 mai 1952? Quant à nous, nous avons toujours compris que la margarine est de la margarine, quel que soit le nom qu'elle porte. Je

répète qu'on a voulu créer une illusion dans l'esprit de la population.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement a fait la loi la plus complète possible. Avant 1949, il n'avait jamais été question au Canada que de production de margarine ou d'oléo-margarine. Un jour le sénateur Euler a convaincu le gouvernement fédéral de ne plus interdire la fabrication de ces produits. Mais il s'est dit: si nous ne défendons plus cette fabrication, nous nous mettons à dos les cultivateurs; et si nous la défendons, nous nous mettons à dos la classe ouvrière.

C'est pourquoi Ottawa a eu l'idée de porter devant les tribunaux la question de la constitutionnalité. Successivement, la Cour suprême du Canada et le Conseil privé de Londres eurent fait savoir que la réglementation de la fabrication et de la vente de la margarine était une affaire relevant de la juridiction des gouvernements provinciaux; les autorités de la province de Québec ne pensèrent à prohiber que la margarine ou l'oléo-margarine. En 1949, quand la loi qu'on veut amender a été passée, il n'était question que de la margarine et de l'oléo-margarine. En 1952, les nouvelles tartinades apparaissant sur le marché ont aussi été déclarées illégales. Nous avons procédé graduellement.

Nous avons fait une loi pour maintenir dans la province ce qui existait avant dans tout le Canada. Les autres provinces décidèrent de permettre la vente, c'était leur affaire. La province de Québec s'est montrée satisfaite de notre loi. Mais des gens ingénieux cherchèrent à tourner la loi pour gagner de l'argent. Le gouvernement mit fin à leur activité dès qu'il fut mis au courant. Quand une autre bête s'est montré la tête, nous avons tiré dessus.

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai dit que l'agriculture de la province de Québec a droit, ce n'est pas une faveur, à la protection qui doit lui permettre de vivre. Je ne refuse pas aux ouvriers la protection à laquelle ils ont droit, mais j'affirme que le cultivateur, tout comme l'ouvrier, a droit à sa part de protection.

Quand le député de Verchères dit que la protection du beurre et du fromage a diminué au Canada et dans la province de Québec, je réponds que, si le prix du beurre et du fromage a été avili, c'est à cause de la vente des substituts du beurre et des importations de l'étranger à des prix moins élevés. Nous ne pouvons interdire leur entrée au pays. Quant à nous, nous faisons notre part pour la protection des agriculteurs

du Québec et, en faisant cela, nous protégeons les habitants des villes qui sont les plus touchés.

Nous avons au Québec le pouvoir d'empêcher la vente de ces produits dans la province. Quand nous avons lu dans les journaux que des produits importés de l'étranger menaçaient certaines industries et les ouvriers, nous n'avons pas refusé d'accepter qu'on protège ces industries et leurs ouvriers. Nous n'avons pas refusé de payer nos chemises deux dollars plus cher que les chemises japonaises. Les cultivateurs font leur part pour la protection de l'ouvrier. Sans les restrictions imposées par le fédéral pour protéger l'industrie, nous pourrions payer \$0.80 une chemise japonaise qu'on nous fait payer \$2.50 ou \$3.

Nous voulons pour l'agriculture une protection identique à celle dont a bénéficié l'industrie. Or, le beurre se vend actuellement à un prix à peine suffisant pour permettre aux fermiers de se rembourser. La margarine risque d'abaisser encore ces prix. D'autre part, l'argent payé pour que la margarine ne profite pas à des Canadiens comme l'argent payé pour le beurre; cet argent va à l'étranger pour l'achat des produits qui entrent dans la fabrication de la margarine. C'est cela que nous voulons empêcher dans la mesure de nos pouvoirs. Et le député de Verchères veut que les Québécois utilisent leurs revenus pour acheter des matières étrangères. Chaque fois qu'un producteur ne peut vendre à des prix rémunérateurs, il réduit sa production. C'est cela qui explique la situation au Canada et dans la province de Québec.

Chaque fois que nous assistons à une crise agricole, nous assistons, aussi, à un déplacement de la population rurale vers les villes, au détriment de l'ouvrier. C'est ce que le gouvernement veut empêcher en protégeant une industrie agricole fondamentale. Les cultivateurs de la province de Québec ont approuvé en 1948 et 1949 notre politique de progrès. La loi de 1949 répondait aux besoins de l'heure. En donnant la politique du progrès dont la province a bénéficié et sur laquelle elle s'est prononcée, en 1948 et en 1952¹¹, on protège non seulement le cultivateur mais encore l'ouvrier des villes.

Nous avons d'autres lois dans la province, pour interdire la vente de certains produits. Dans ce cas-ci, le gouvernement n'a en vue que la protection à laquelle l'agriculteur a droit. Aujourd'hui, il faut aller plus loin. On a parlé de dictature? Est-ce que c'est la première fois? Le projet de loi actuel vise les concurrents déloyaux des agriculteurs. Je félicite le premier ministre et le député de Yamaska (l'honorable M. Élie) du bill.

M. Dupré (Verchères): Jamais, dans la campagne électorale, partout où je suis allé, on peut m'accuser d'avoir attaqué la réputation de mes adversaires.

L'honorable M. Barré (Rouville): C'est différent en Chambre.

M. Dupré (Verchères): Je suis allé dans son comté et je n'ai rien dit contre lui que je ne dirais pas en Chambre. Tout ce que je dis en cette Chambre, je ne le dis pas derrière son dos devant les électeurs. Si j'emploie de telles paroles aujourd'hui, c'est que nous sommes face à face.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député sait-il que jamais, dans la province, on a eu une campagne électorale aussi sale de la part de nos adversaires que lors des dernières élections?

(Protestations à gauche)

Je défie le député de Verchères, et n'importe lequel des 22 députés de l'opposition, de répéter en Chambre ce qu'il a dit en dehors, contre l'Union nationale, durant la campagne électorale¹².

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre s'est aventuré sur un terrain glissant en parlant de majorité. La mienne a doublé, mais celle du premier ministre a considérablement baissé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La majorité de 5,400 voix que j'ai obtenue dans mon comté est bonne et j'en suis satisfait. En dépit de l'acharnement qu'on a mis à me combattre, elle est cinq ou six fois plus élevée que celle qu'ont obtenue des députés libéraux, autrefois. J'invite les députés oppositionnistes à venir dans mon comté; il n'y en a pas eu assez aux dernières élections.

M. Dupré (Verchères): Si le premier ministre avait accordé les primes demandées sur le beurre et le fromage, comme dans un discours à Yamaska, en 1936, s'il avait favorisé le transport des grains de l'Ouest et maintenu les lois libérales pour aider les cultivateurs, il ne serait pas nécessaire de passer une loi pour défendre la fabrication de la margarine.

Il (M. Dupré) répond au ministre de l'Agriculture sur le fait que la production du beurre a diminué dans la province parce que le prix n'en est pas assez élevé. Cette production, dit-il, loin de diminuer, a augmenté de 76,000,000 de livres en 1941 à 92,000,000 de livres en 1951.

Relativement au fromage, le député de Verchères reproche au gouvernement d'avoir enlevé

les primes données par les libéraux. C'est la cause, dit-il, de la diminution de production dans ce domaine. C'est \$4,000,000 par an qu'on fait ainsi perdre aux cultivateurs. Le remède, c'est d'aider le cultivateur à diminuer le coût de production du lait. Aussi longtemps que le gouvernement de Québec ne s'entendra pas avec Ontario sur la prohibition de la vente de la margarine, le cultivateur du Québec ne profitera pas de cette interdiction. Une loi contre la margarine serait inutile et inefficace au Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas du tout ce que j'ai dit, à ce moment. J'ai promis que nous ne nous contenterions pas de primes passagères pour les cultivateurs, que ce que nous voulions pour eux, c'était un système permanent d'encouragement et d'aide. Et c'est ce que nous leur avons donné.

M. Chartrand (L'Assomption): Comment se fait-il que les fermiers de l'Ontario demandent une loi analogue à celle de Québec, concernant la margarine?

M. Dupré (Verchères): Québec aurait dû s'entendre avec l'Ontario pour combattre la margarine. Si l'Ontario a banni les substituts du beurre, ceci pourrait être bon pour la législation au Québec, mais les cultivateurs de l'Ontario sont plus riches que ceux du Québec malgré la concurrence de la margarine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons pas l'intention de nous mettre à la remorque de l'Ontario. Québec ne s'accrochera pas aux autres provinces. J'ai dit d'ailleurs aux ministres de l'Ontario qu'ils ne tarderont pas à regretter de n'avoir pas défendu cette vente de la margarine. Notre loi a empêché les gros manufacturiers de Toronto de se lancer dans la fabrication de la margarine. Québec n'a pas à s'accrocher aux autres provinces. D'ailleurs, les lois qui conviennent à Québec peuvent bien ne pas convenir à l'Ontario. C'est ainsi que l'Ontario n'a pas de prêt agricole. Mais Québec va de l'avant dans la Confédération.

M. Dupré (Verchères): Oui. Si Québec va de l'avant, pourquoi le cultivateur ontarien a-t-il un revenu moyen de \$4,500 et celui de Québec de \$3,300? Le cultivateur de la province voisine a un revenu bien supérieur au cultivateur du Québec. Les statistiques démontrent que les cultivateurs de l'Ontario marchent en avant de ceux de Québec sur un joli temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Climat! Les conditions sont loin d'être les mêmes dans l'Ontario que dans le Québec. Le climat n'est pas le même. Si le député veut prendre la peine de se renseigner, il verra qu'en Ontario, le cultivateur peut faire plusieurs cultures que nous ne faisons pas ici.

Quand on veut faire des comparaisons, il n'est que juste de considérer l'ensemble de la situation. Au point de vue salaire ouvrier, j'affirme qu'industrie pour industrie, les salaires payés dans notre province sont plus élevés qu'en Ontario. Proportions gardées, nous sommes plus avancés qu'en Ontario.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre veut m'entraîner en dehors de la question. Je ne veux pas dire que les cultivateurs du Québec sont en banqueroute, mais je dis que ceux de l'Ontario ont des revenus supérieurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les taxes, en dépit de l'accord avec Ottawa, sont moins élevées ici. Les cultivateurs d'Ontario sont plus taxés.

M. Dupré (Verchères): C'est clair. Si je gagne \$2,000 je paie moins de taxes que si je gagne \$4,000. C'est parce que les cultivateurs d'Ontario ont des revenus plus élevés. Ils gagnent, en moyenne, \$1,200 de plus par année. C'est avec ce surplus qu'ils progressent plus rapidement que les nôtres. L'Ontario dépense plus de \$30,000,000 par année pour améliorer ses fermes, et Québec, à peine \$10,000,000. C'est comme pour le drainage, ça n'est pas comparable à ce qui se fait ici.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dirai que nous sommes en avance sur Ontario là aussi. Nous avons dépensé \$22,540,000 pour le drainage et les libéraux, \$3,000,000 ou \$4,000,000 en tout.

M. Dupré (Verchères): Alors que les producteurs d'engrais chimiques accroissent leur production, ceux du Québec diminuent la leur. Ça dépend du \$1,000 additionnel dans le revenu là-bas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député avait entendu M. Thompson, un autre "backbencher" d'Ottawa, qui a subi une raclée dans le domaine provincial en voulant devenir chef, il verrait que les cultivateurs ontariens ne sont pas aussi prospères que ça. Que les libéraux accordent leurs violons. On ne peut pas toujours déprécier une province qui est au premier rang de la Confédération.

Je suis orgueilleux de la province, de la population, des cultivateurs, et je suis fier de voir le Québec au premier rang de la Confédération.

M. Dupré (Verchères): Je suis fier de défendre les cultivateurs et ma province, et c'est pourquoi je me lève en Chambre pour les défendre et travailler pour eux. Je sais que les cultivateurs de la province d'Ontario inondent le marché de Québec avec des produits beaucoup moindres que les nôtres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais c'est le climat.

M. Dupré (Verchères): Toujours le climat. Je parierai de la betterave alors.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On va éterniser le débat, restons sur la margarine.

M. Dupré (Verchères): À propos de la confiscation des véhicules, je crois qu'on va trop loin. Prenons le cas d'un camionneur qui transporterait, de bonne foi, sans le savoir, de la margarine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député défend-il les cultivateurs ou les camionneurs?

M. Dupré (Verchères): Le bon sens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand on veut supprimer des abus, on remonte à la source. La margarine se fabrique surtout hors de la province. Les voitures seront saisies par le gouvernement. Nous les remettrons si l'on prouve la bonne foi du propriétaire. S'il y a des camionneurs de bonne foi qui sont arrêtés, je suis certain qu'ils seront acquittés par les juges, car il faut le *mens rea*, l'intention, pour commettre un délit. Le gouvernement remettra alors le camion. Ce que nous voulons empêcher, c'est le transport d'un produit défendu et dangereux, une concurrence désastreuse pour notre industrie laitière, une industrie fondamentale.

M. Dupré (Verchères): Si le véhicule appartient à une compagnie de finance? Il (M. Dupré) soumet le cas d'une auto achetée d'après un plan de finance et saisie par le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'auto sera remise s'il n'y a pas eu collusion. Ce sera comme pour les cas de boisson, le camion sera remis à la compagnie propriétaire.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): S'il y a de la margarine sur le train de Saint-Louis, allez-vous saisir le train?
(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Si un train transporte de la margarine pour être vendue dans la province, nous aurons le droit de saisir le wagon et de faire payer la compagnie. Et nous allons le faire. Le gouvernement saisira les wagons de marchandises qui transportent de la margarine et imposera une amende aux compagnies de chemins de fer propriétaires de ces wagons.

M. Dupré (Verchères): Si un député voyage avec de la margarine dans sa valise, va-t-on saisir la valise avec le député?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il faudra d'abord prouver que celui qui est saisi est responsable de ses actes. Il faut un élément indispensable de responsabilité.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je demande au premier ministre de retirer ses paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'ai pas nommé le député. Je ne sais pas pourquoi il se lève. Je ne vois pas comment le député s'est trouvé visé. Trouve-t-il que le chapeau le coiffe?

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre a voulu parler du cas où la margarine aurait été mise dans la valise à l'insu du député.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Sors pas le premier ministre du trou! (Rires.)

À 6 heures la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Projets de loi:

Industrie laitière

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

La Chambre poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Yamaska (l'honorable M. Élie), et dont le texte se lit comme suit:

Que la loi 13 George VI, chapitre 44, soit modifiée en y ajoutant, après l'article 7, le suivant:

"7a. Dans le cas d'infraction à une disposition d'un règlement édicté en vertu de la présente loi, la margarine et tout autre succédané du beurre fabriqués, vendus, mis en vente ou possédés, dans la province, contrairement à ce règlement, doivent être saisis, ainsi que leur contenant et tout véhicule servant à leur transport au moment de l'infraction, et leur confiscation en être prononcée par le tribunal au profit de la couronne; il est disposé des effets saisis selon que le prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil."

M. Dupré (Verchères): (Après avoir résumé ses remarques antérieures au début de la soirée, il en arrive au dernier point de son argumentation.) La loi actuellement discutée n'aide en rien la classe agricole et elle n'est qu'un mirage pour tromper les cultivateurs. Aussi longtemps qu'il n'y aura pas d'entente avec les autres provinces sur ce sujet de la margarine, le prix du beurre ne variera pas, peu importe ce que fera la province de Québec. C'est une loi inique dans cette partie où on encourage la délation, car la moitié de l'amende perçue appartient à la personne qui a porté plainte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député trouve cette clause mauvaise?

M. Dupré (Verchères): Très mauvaise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est une clause qui a été mise dans les Statuts en 1909, au temps de M. Gouin, qui a été confirmée au temps de M. Taschereau et reconfirmée au temps de M. Godbout, en 1909, 1916, 1925 et 1941. On trouvera ça à l'article 5, chapitre 28, des Statuts de 1941.

C'est une disposition générale qui concerne toutes les pénalités en matière de conviction sommaire. Il n'eût pas été nécessaire de la reproduire dans la présente loi, mais nous l'avons mise pour que ce soit plus clair et pour que personne ne soit pris par surprise. D'ailleurs, il existe des clauses semblables dans plusieurs lois fédérales.

M. Dupré (Verchères): Il n'est pas étonnant que l'humeur du premier ministre s'améliore: le voilà qui copie des lois libérales. Quant à moi, je ne m'occupe pas des besoins de 1909, mais des besoins

du temps présent. Si le premier ministre trouve que sa police ne suffit pas, qu'il en augmente l'effectif, mais qu'il ne demande pas aux gens de dénoncer leurs voisins et leurs parents. C'est une disposition qui va encourager les chicanes de voisins. La clause accordant 50 % de l'amende au délateur est une manifestation dictatoriale. Le premier ministre devrait laisser à la police provinciale le soin d'appliquer la loi sur la margarine et ne pas utiliser la disposition de dénonciation dans les querelles de famille, de voisinage et avec les municipalités qui transforment tous les citoyens en informateurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La police montée, Scotland Yard et la gendarmerie de Paris utilisent cette loi qui institue une disposition similaire.

M. Dupré (Verchères): La loi n'aide pas les cultivateurs, dit-il. Il demande ensuite au premier ministre de citer une loi présentée à partir de 1936.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y en a au moins 25.

Quand un vol de banque est commis, on voit des annonces promettant des milliers de dollars à ceux qui pourraient amener l'arrestation des coupables. On permet aux banques d'offrir des primes de dizaines de milliers de dollars aux gens qui dénoncent les bandits. Et voilà qu'on ne veut pas que le gouvernement protège l'agriculture par le même moyen! Pourquoi ce qui est bon pour protéger les banques ne serait-il pas bon pour protéger les cultivateurs?

M. Dupré (Verchères) dit qu'il sera contre la loi aussi longtemps que des lois semblables n'existeront pas dans les autres provinces et que les prix du beurre seront uniformes dans tout le pays. Il estime qu'elle n'apporte aucune protection aux cultivateurs et qu'elle nuit aux ouvriers.

M. Bédard (Québec): Il ne faut pas interpréter la question comme s'il s'agissait d'un conflit entre les ouvriers et les cultivateurs. Ce projet de loi soulève un conflit d'intérêts entre deux classes importantes de notre société.

Les ouvriers s'intéressent à la margarine parce qu'elle coûte beaucoup moins cher que le beurre. Mais ils ne sauraient acheter plus de beurre que ce qu'en produisent les cultivateurs. Or, au Canada, la production de beurre est loin de suffire à la consommation. Entre 1941 et 1951, nous avons

importé 39,230,000 de livres de beurre et 31,000,000 de livres de fromage. La consommation du beurre par personne a diminué parce qu'il n'y en a pas assez, et la loi contre les substituts n'est pas nécessaire.

Est-ce qu'on ne pourrait pas autoriser la vente et la fabrication de la margarine dans la province, mais en spécifiant les ingrédients qui entrent dans sa fabrication, en les réglementant de façon à favoriser soit les fabricants de beurre dont l'outillage peut servir à la fabrication de la margarine, soit les producteurs d'huile végétale? Il y a des huiles végétales qui peuvent être fabriquées avec les produits du sol canadien, avec des graines de soja récoltées au Québec.

L'honorable M. Barré (Rouville): La culture de cette fève a été un échec pendant 25 ans chez nous. C'est un produit qui va bien dans les pays chauds seulement. Les ingrédients qui entrent dans la fabrication de la margarine ne peuvent pas être cultivés dans la province de Québec.

M. Bédard (Québec): Le gouvernement du Québec devrait offrir une prime aux cultivateurs sur la production du beurre. Ne pourrait-on pas imposer une taxe sur la margarine pour établir l'équilibre entre ce produit et le beurre, en laissant le choix libre aux consommateurs de l'une ou l'autre classe?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député du comté de Québec voudrait que les gens paient pour la production du beurre pour leur permettre de manger de la margarine. Il les avertit des dommages irréparables à l'économie qui pourraient être causés si les ouvriers agricoles ne sont pas protégés, car une migration massive vers les villes causerait du chômage et ferait monter le coût des aliments. Tous les économistes éminents s'entendent sur le fait qu'aucun peuple au monde ne peut prospérer si la base de son économie n'est pas l'agriculture. L'industrie laitière est fondamentale pour l'agriculture. C'est dans l'intérêt des ouvriers des industries qu'il faut maintenir une agriculture prospère. Je suis convaincu de la nécessité de la loi et que les ouvriers qui sont justes veulent que les cultivateurs aient leur juste part.

M. Bédard (Québec): Une clause dit qu'en cas d'infraction, le véhicule servant au transport de la margarine "doit" être saisi et confisqué. Pour protéger ceux qui sont de bonne foi, on devrait dire que le véhicule "doit" être saisi et "peut" être confisqué par le tribunal. On devrait laisser la

discretion aux tribunaux, pour le cas où un citoyen, se croyant lésé dans ses droits, s'adresserait à eux pour faire redresser le tort que lui cause cette loi. La manière dont le projet de loi a été conçu force la main aux tribunaux qui n'auront pas le choix de confisquer le véhicule, et il n'y a pas de disposition dans le cas où le véhicule n'est pas la propriété du chauffeur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les tribunaux pourraient exercer leur pouvoir discrétionnaire et le cabinet provincial se prononcerait sur la manière la plus équitable de saisir les véhicules.

La même clause existe dans la loi des liqueurs, et ça n'empêche pas le département de remettre l'auto confisquée lorsque le propriétaire n'a pas participé à l'offense.

On trouve bien pire que ça dans les lois fédérales. Les libéraux ont toujours donné l'exemple en la matière. Un arrêté ministériel du gouvernement fédéral, composé d'amis des membres de l'opposition, forçait les parents à dénoncer leurs enfants pour les faire conscrire. Ottawa a passé un ordre en conseil pour obliger le père à dénoncer le fils conscrit. Il (l'honorable M. Duplessis) cite aussi d'autres dispositifs tant dans les lois fédérales que provinciales ou étrangères aboutissant au même but; il dit que l'on trouve cela dans toutes les législations du monde.

M. Savard (Québec-Ouest): Pourquoi copier les lois que vous dénoncez?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prends le bien où je le trouve. Mais je dis aux membres de l'opposition qu'ils dénoncent des lois faites par des gens de leur parti. Nous voulons une loi qui ait des dents, une loi efficace. Je suis profondément convaincu que cette loi est nécessaire aux cultivateurs et nécessaire aussi aux ouvriers. À la Chambre de reconnaître que l'agriculteur a le droit strict à la protection de l'État. Les ouvriers, si on leur explique bien la situation, comprendront cela facilement.

M. Bédard (Québec): Le principe de la délation est aujourd'hui reconnu partout comme odieux. Il répugne à la société moderne et en Angleterre, tous les partis se sont entendus pour faire abroger 43 lois où ce principe était appliqué, dans certains cas, depuis deux ou trois cents ans. Ce qui arrive, c'est que des gens se font une profession de dénoncer les autres ou profitent de clauses

semblables pour faire du chantage. Cette clause encourage le chantage.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le bill est une mauvaise législation, voire même une mesure draconienne. Il (M. Ross) reproche au gouvernement de n'avoir pas donné de définition exacte de ce qu'il faut entendre par succédanés du beurre.

L'article 3 qui autorise la délation est franchement immoral, dit-il. Délation, chose qu'on trouve en Russie, derrière le Rideau de Fer! Il (M. Ross) lit une lettre adressée au premier ministre de l'Association des ministres protestants de Verdun. Les ministres protestants y expriment leur inquiétude à l'annonce que le gouvernement se propose d'inclure, dans les Statuts provinciaux, un article spécial concernant les dénonciations et le partage consécutif des amendes. Une telle mesure a déjà été dans la loi anglaise, mais elle n'a virtuellement jamais été appliquée, à cause de son caractère odieux. Il s'agit d'une pratique propre aux états totalitaires qui n'a pas sa place chez nous. Il (M. Ross) se prononce carrément contre la loi à l'étude.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le terme délation est inexact. On a employé le mot dénonciation, dans la loi, parce qu'une plainte peut se faire verbalement ou par écrit, tandis que la dénonciation ne se fait que par écrit. Nous avons voulu couvrir les deux cas.

En ce qui a trait aux protestations, il faut savoir de qui elles viennent. Parfois, elles viennent des gens de bonne foi, mais ça n'empêchera pas le gouvernement, qui est lui-même de bonne foi et fermement convaincu de la justice de cette loi, de présenter ce bill destiné à sauvegarder le fondement de notre économie, à l'avantage des cultivateurs, des ouvriers, de tout le monde.

On a dit aussi, en 1937, que la loi du cadenas était une mesure draconienne. On a parlé de loi totalitaire quand elle a été passée et elle s'est avérée l'une des meilleures au monde. Il n'y a pas eu d'abus et l'expérience a prouvé que nous avions vu juste et loin.

Toutes les lois ne laissent pas la pénalité à la discrétion du juge. Il y en a qui fixent un minimum et un maximum, d'autres une amende ou une sentence immuable. Il y a par exemple le cas de meurtre, celui du vol d'une lettre, etc. La loi actuelle est une loi dont je suis aussi fier que je l'étais de celle du cadenas. En outre, on notera que même après jugement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut remettre le véhicule saisi. Nous allons essayer

d'appliquer cette méthode. Si on en découvre une meilleure, nous l'adopterons. Nous avons confiance en la présente loi.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Immorale! La loi est amonale, immorale et elle est passée parce que cela fait l'affaire du premier ministre de soulever les cultivateurs contre les ouvriers¹³. La loi est amonale parce qu'elle prive l'ouvrier, toute une classe de la société, d'un aliment sain qui lui permettrait de mieux équilibrer son budget et qui pourrait facilement se produire dans la province de Québec. Que le gouvernement le veuille ou non, la margarine va éventuellement devenir une nécessité dans les grandes villes.

Pourquoi lutter contre une vague irrésistible? Il faudra qu'un jour le gouvernement se rende à la demande générale et qu'il permette la margarine dans la province. Des spécialistes nombreux ont étudié cette question et déclaré que nous devons nous faire à l'idée de la montée constante des produits des huiles végétales. Si l'on surveille la fabrication et la distribution de la margarine, cela ne nuira en rien à la classe ouvrière.

Il (M. Noël) cite un article favorable à la margarine écrit le 12 août 1948, par M. Roger Duhamel, dans *Montréal-Matin*, organe officiel de l'Union nationale.

Il félicite le gouvernement d'avoir défendu en cette matière les droits de la province. Je voterai, dit-il, avec le gouvernement sur les questions d'autonomie, car j'ai autant à cœur les droits du Québec que n'importe quel ministériel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce journal n'est pas et n'a jamais été l'organe officiel de l'Union nationale. C'est un journal sympathique au gouvernement. Il exprime parfois des opinions qui ne sont pas celles du gouvernement. Et nous n'intervenons pas. L'opinion citée par le député de Jeanne-Mance est probablement celle de M. Roger Duhamel. Il est un de nos compatriotes les plus distingués. Il a exprimé son opinion dans un article et l'opinion du gouvernement se trouve dans le bill.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Cette loi est immorale parce qu'elle reconnaît et encourage le principe de la délation. Il (M. Noël) dit qu'un curé de Montréal lui a téléphoné pour lui demander de s'opposer à cette partie du bill. Peu importe, dit-il, que M. Taschereau ou M. Godbout aient été en faveur de telles lois. L'édition 1952 du Parti libéral est contre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): C'est un tirage restreint.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le nom du curé qui vous a demandé cela?

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je suis contre la délation. La margarine allégerait le budget d'un grand nombre de petits salariés. La manière dont se prend le gouvernement pour régler le problème du beurre est négative. Il s'agit d'une loi négative.

Il y aurait une façon positive de le résoudre. Une étude du professeur Bégin, de l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe, indique qu'on peut réduire le pourcentage du gras dans le beurre tout en lui conservant sa valeur nutritive. Si l'on consommait moins de matières grasses, on ne s'en porterait que mieux. Il faudrait que le gouvernement fasse une étude de la question, afin de donner une loi qui profite également aux cultivateurs et aux ouvriers. Il (M. Noël) suggère qu'on modifie la législation provinciale pour diminuer la quantité requise de matières grasses dans le beurre. Les qualités du beurre resteraient excellentes, dit-il, car elles proviennent surtout du lactose, de la caséine, des vitamines, les produits minéraux que contient le beurre.

Il affirme qu'il s'opposera au bill parce qu'il est opposé à cette façon de réglementer la margarine. Les électeurs de ma circonscription sont largement en faveur de cette interdiction, dit-il. Cependant, il s'oppose aux méthodes invoquées dans la disposition présentée devant la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'interdiction est nécessaire en premier lieu pour protéger l'industrie laitière de la province. L'interdiction n'était pas aussi efficace que prévu et le projet de loi visait à corriger la situation.

M. Johnson (Bagot)¹⁴ dit qu'il ne prendra pas une heure pour se résumer. Si, dit-il, le député de Verchères a pris une heure pour parler de questions légales, il sera bien permis à un avocat de parler de choses agricoles que je connais autant que lui. J'ai remarqué que les plus longs débats se font toujours sur des questions agricoles. On apporte du côté de l'opposition une sorte d'acharnement à rabaisser cette classe. Chaque fois que le gouvernement apporte une loi favorable aux cultivateurs, l'opposition s'acharne à en retarder l'adoption.

Il loue le premier ministre d'avoir nommé ministre de l'Agriculture un agriculteur authentique, d'avoir nommé deux autres agriculteurs ministres

ainsi que deux au Conseil législatif. Nous défendons, dit-il, les cultivateurs, sans être contre les ouvriers. Il est triste de voir de jeunes députés libéraux tenter de soulever la lutte de classes dans la province.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je soulève un point d'ordre. Nous n'avons jamais voulu la lutte des classes.

(Agitations à droite)

M. l'Orateur: À l'ordre.

M. Johnson (Bagot): Je trouve drôle cette attitude. Je suis surpris de voir que l'opposition attaque les cultivateurs. Les jeunes députés libéraux répandent les semences de la lutte des classes en montant les ouvriers contre les agriculteurs. Les ouvriers qu'ils prétendent défendre savent fort bien qu'on peut protéger le cultivateur, sans pour cela priver l'ouvrier de protection. Il soutient que les ouvriers sont plus sincères que l'opposition libérale qui prétend les représenter et il est stupéfait des plaintes à l'effet que la loi va à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière. Les ouvriers comprennent qu'ils ont intérêt à ce que les cultivateurs soient protégés, comme ils comprennent que les ouvriers ont le droit d'être protégés, déclare-t-il.

Les cultivateurs ont accepté beaucoup de sacrifices au profit de la seule classe ouvrière. Le cultivateur qui bénéficie de l'électrification rurale, pour assurer la protection de l'ouvrier canadien, consent à payer \$700 à \$800 de plus qu'aux États-Unis pour une auto, 100 % à 200 % de plus pour les accessoires électriques, parce que l'ouvrier canadien a droit d'être protégé et d'avoir des hauts salaires. Le cultivateur paie 25 % plus cher pour les instruments aratoires parce que l'ouvrier canadien qui les a produits a droit d'être protégé. Le cultivateur paie les sous-vêtements de nylon de sa femme 4 %, 5 %, 6 % plus cher, et il n'a pas d'objection parce qu'il veut que l'ouvrier soit protégé. Et l'on dira qu'en revanche l'ouvrier n'acceptera pas de faire le sacrifice de ne pas acheter de la margarine et de payer le beurre un peu plus cher? Il croit que l'ouvrier est prêt autant qu'il ne l'a fait par le passé.

C'est une occasion de dire aux jeunes députés de l'opposition que s'ils sont sincères et s'ils veulent l'avancement du pays, ils cesseront de provoquer cette lutte des classes. M. Georges-Émile Lapalme a voulu, le premier, introduire la lutte de classes dans la province et il a été battu. Qu'ils y voient une leçon! Il est surpris, dit-il, de voir que le député de Frontenac prétend que les cultivateurs produisent un

mauvais beurre. Il demande aux députés de l'opposition d'adopter une attitude plus sensée.

M. Noël (Frontenac): Je ne croyais pas que le député de Bagot déformerait mes paroles. Je n'ai jamais voulu dire que le cultivateur ne produit pas de bon beurre mais que, si le beurre avait un pourcentage moindre de gras, il aurait autant de valeur nutritive et qu'il serait moins dommageable à la santé. Quant à leurs capitaux engagés dans la fabrication du beurre, ils seraient les mêmes, ainsi que leurs usines. Mais avec la même quantité de gras ils pourraient produire plus de beurre. Il veut que les agriculteurs demeurent les maîtres du marché.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les paroles du député de Frontenac sont des plus regrettables. Voilà un homme qui se dit médecin et qui déclare que les cultivateurs de la province de Québec ne fabriquent pas un beurre qui convient à l'alimentation, que nous avons un beurre de deuxième qualité.

M. Noël (Frontenac): On n'a pas le droit de déformer mes paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a dit qu'il y a peut-être trop de gras dans le beurre. On veut maintenant déprécier la qualité de notre beurre. L'opposition montre son jeu. Elle n'est pas satisfaite du vote des cultivateurs.

M. Noël (Frontenac): Je trouve étrange l'attitude du premier ministre. Les autorités médicales disent que la quantité de gras pourrait être diminuée sans que les qualités nutritives du beurre n'en souffrent; car les qualités nutritives du beurre se trouvent dans la lactose, la caséine, les vitamines, les minéraux.

M. Pinard (Drummond): Certaines familles sont forcées de mettre de la graisse sur leur pain, parce qu'elles ne peuvent pas se permettre d'acheter du beurre. La loi était immorale et amoral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député de Drummond de retirer ses paroles.

M. le président soutient la protestation du premier ministre.

M. Pinard (Drummond): Si l'on considère le taux de production actuel du beurre, la province

devrait permettre la fabrication de la margarine et l'industrie laitière devrait se réorganiser pour permettre la fabrication des substituts de beurre. Cependant, la production des substituts devrait être contrôlée. Il dit que la délation visant à permettre des poursuites était condamnée par l'Église catholique, plus spécifiquement la disposition sur les poursuites.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) est d'accord.

M. Pinard (Drummond): Les orateurs du gouvernement ne devraient pas avoir recours à des arguments tels que celui de la lutte des classes, formulé tout à l'heure par le député de Bagot. Le député ne doit pas prononcer des paroles injustes. Dans l'histoire du Parti libéral, on a toujours protégé l'agriculture. L'Union nationale dit avoir inventé le crédit agricole en 1936; elle n'a fait que l'emprunter à la législation fédérale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On parle de la margarine.

M. Pinard (Drummond): Je veux simplement répondre au discours du député de Bagot.

M. Johnson (Bagot): Le voisin du député de Drummond a dit que la loi était immorale parce que des ouvriers n'ont pas de beurre à mettre sur leur pain. C'est pousser à la lutte des classes.

M. Pinard (Drummond)¹⁵: Si le député allait souvent dans son comté, il connaîtrait le sort des ouvriers. Il se tient trop à l'écart des ouvriers. La preuve que les libéraux ont fait beaucoup pour les cultivateurs, c'est que le gouvernement actuel est obligé d'admettre qu'il s'inspire des législations libérales. Si cette loi est populaire, pourquoi faut-il recourir à la délation pour l'appliquer? Le premier ministre a parlé d'exemples dans la législation fédérale. Certes, c'est la délation qui a permis l'arrestation de Jackson, Suchan et Boyd. Mais il faut faire une distinction entre la nécessité de dénoncer les criminels et l'inutilité d'employer la délation dans le cas de simples délits, entre les offenses criminelles et les infractions à la loi.

Même si on retournait aux méthodes du Moyen Âge, on ne pourra jamais rendre la loi applicable tant qu'on ne donnera pas une définition de la margarine. En attendant, nous avons le droit de dire que ce n'est pas autre chose que des grands mots pour essayer de faire du capital politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi ne parle pas de délation mais de dénonciation.

M. Savard (Québec-Ouest): Le gouvernement, en défendant la vente et la production de la margarine dans le Québec, protège une classe au détriment d'une autre.

Il n'y a aucune preuve, à date, que la vente de ce succédané ait affecté la production ou la vente du beurre dans notre province. Il (M. Savard) craint que la loi ne soulève les campagnes contre les villes. Il se vend des millions de livres de margarine par année dans le Québec, une grande partie aux cultivateurs eux-mêmes.

Dans les autres provinces où cette vente est permise, la production du beurre n'est pas encore suffisante. La preuve, c'est qu'il faut importer chaque année des millions de livres de beurre pour fournir à la demande.

Relativement à la confiscation des véhicules, il (M. Savard) est d'avis que le gouvernement provincial a copié une loi fédérale qui est ridicule à sa face même. On ne devrait pas, dit-il, tenter d'imiter Ottawa dans ce qu'il fait de mal.

Allons-nous inciter nos compatriotes à devenir des délateurs et des mouchards dans l'espérance d'obtenir une compensation à même l'amende qui sera payée par ceux qui seront condamnés? Tout le monde sait à Québec que les cultivateurs viennent en ville pour vendre leur beurre à divers marchands, pour ensuite retourner à leur ferme avec la margarine qu'ils ont achetée.

On ne pourrait pas prohiber l'importation des pommes des autres provinces pour protéger le pomiculteur de chez nous. Pourquoi défendre la vente de la margarine alors qu'on ne défend pas l'importation des bois des autres provinces pour protéger nos moulins contre cette concurrence?

Donc, la mélasse devrait être interdite au Québec pour protéger l'industrie du sirop d'érable et, d'une manière similaire, le Québec ne devrait plus acheter le sapin de la Colombie-Britannique pour protéger la consommation du bouleau du Québec.

Au point de vue de l'hygiène, la margarine est un bon produit. Il n'y a pas de preuve que la loi a protégé l'industrie laitière jusqu'à présent. Pour une famille moyenne, l'utilisation de la margarine au lieu de beurre entraînerait une économie mensuelle de l'ordre de \$15 à \$18 par mois. Il (M. Savard) termine en annonçant son intention de voter contre le projet de loi.

M. Bédard (Québec) condamne la loi. Le Canada, dit-il, importe chaque année des millions de

livres de beurre, preuve que notre industrie laitière n'est pas menacée par la vente de la margarine.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à sa prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le quotidien *L'Action catholique* du 26 novembre 1952, à la page 3, mentionne que la discussion s'est faite dans le calme et la belle humeur. Le journaliste du *Montréal-Matin* du 26 novembre 1952 note, à la page 8, que le projet de loi a été voté "après un débat d'environ trois-quarts d'heure".

2. *The Montreal Daily Star* du 26 novembre 1952, à la page 49, écrit: "24,400 milles de routes améliorées".

3. Jacques Monnier précise dans *L'Événement* du 26 novembre 1952, à la page 3: "La Cour suprême du Canada a donné raison au gouvernement McNair qui défendait les droits des provinces au point de vue de la réglementation du transport, droit que contestait une firme des États-Unis. Dans cette cause, le gouvernement du Québec, par la bouche de Me L.-É. Beaulieu, a pris la défense des provinces."

4. On indique plutôt dans *L'Action catholique* du 26 novembre 1952, à la page 3, qu'il s'agit de menées "simardesses". Le premier ministre fait référence ici aux industriels Joseph, Édouard et Ludger Simard.

5. Le chef de l'opposition prend, selon *The Montreal Daily Star* du 26 novembre 1952, à la page 49, une expression riieuse en posant sa question.

6. Le journaliste de l'édition de *La Presse* du 26 novembre 1952, à la page 20, mentionne: "On prévoit que l'élection partielle dans ce comté de Montréal aura lieu après la session et que le candidat de l'Union nationale sera M. Bernard Couvrette, défait par feu l'honorable Henri Groulx aux élections générales de l'été dernier." Par ailleurs, *The Gazette* du 26 novembre 1952, à la page 1, soutient que Georges-Émile Lapalme, le chef du Parti libéral, "a annoncé qu'il sera candidat. Le comté Montréal-Outremont a été un siège traditionnellement libéral". Par ailleurs, comme ministre éventuel, *The Montreal Daily Star* du 26 novembre 1952, à la page 49, avance: "Le député d'Abitibi-Est, l'honorable Jacques Miquelon est celui qui est le plus souvent mentionné."

7. On dit dans *L'Action catholique* du 26 novembre 1952, à la page 3: "La discussion n'a pas été acrimonieuse, mais vigoureuse et enlevante," tandis que, dans *L'Événement* du 26 novembre 1952, à la page 3, il est précisé que le débat a été "marqué de maints échanges de mots aigres-doux". Le journaliste de *La Patrie* du 26 novembre 1952, à la page 15, indique que le débat a duré cinq heures, "soit deux dans l'après-midi, trois dans la soirée". Pour sa part, *The Montreal Daily Star* du 26 novembre, à la page 5, parle d'"un débat de six heures".

8. Il est rapporté dans le *Montréal-Matin* du 26 novembre 1952, à la page 5, que le ministre "prononçait l'un de ses rares discours en Chambre". On ajoute qu'il "a visiblement impressionné toute la députation".

9. Le *Montréal-Matin* du 26 novembre 1952, à la page 5, précise que le député de Verchères a parlé durant près d'une heure au cours seulement de la séance de l'après-midi, tandis que *Le Devoir* du 26 novembre 1952, à la page 3, mentionne qu'il a parlé en tout près de deux heures. À la page 3 du même journal, on note que M. Dupré est le critique agricole du Parti libéral à l'Assemblée législative.

10. Le journaliste du *Soleil* du 26 novembre 1952, à la page 9, affirme que le député de Deux-Montagnes interrompt le député de Verchères (M. Dupré) qui allait reprendre la parole.

11. *La Presse* du 26 novembre 1952, à la page 21 parle plutôt de 1942.

12. *The Montreal Daily Star* du 26 novembre 1952, à la page 5, écrit: "Plusieurs membres de l'opposition se sont levés de leur banc, mais l'incident n'est pas allé plus loin."

13. "Son discours soulève de nombreux points d'ordre", écrit-on dans *L'Action catholique* du 26 novembre 1952, à la page 9.

14. Selon *L'Action catholique* du 26 novembre 1952, à la page 9, il partage alors le pupitre du premier ministre.

15. Il semble, selon *Le Soleil* du 26 novembre 1952, à la page 11, que les propos tenus à ce moment par le député de Drummond suscitent "plusieurs rappels à l'ordre".

Séance du mercredi 26 novembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Hôtel-Dieu Saint-Vallier
de Chicoutimi**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Prévost), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Compagnie de Jésus

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Jeannotte), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la Compagnie de Jésus, demandant l'adoption d'une loi la déclarant propriétaire de la commune de Laprairie et donnant des droits à d'autres personnes, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la Compagnie de Jésus, demandant l'adoption d'une loi la déclarant propriétaire de la commune de Laprairie et donnant des droits à d'autres personnes.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);
- de la cité de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bélanger);
- de John Harold Cooney et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Peter Thomas Daley en celui de Peter Thomas Cooney (M. Cottingham);
- de l'Oeuvre du service familial, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);
- de Fernand Grégoire, M.D. et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Centre Médical Claude Bernard (M. Bertrand);
- de la ville de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Prévost);
- de village de Pointe-au-Pic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Prévost).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ludwik Rabcewicz Zubkowski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;
- bill 102 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois à imposer une taxe d'éducation;
- bill 107 constituant en corporation la Protection de la jeunesse féminine.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 110 concernant la corporation du Séminaire de Nicolet;
- bill 140 validant une résolution adoptée par les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et Manicouagan Power Company pourvoyant à une évaluation fixe pour une période de dix ans.

Projets de loi:**Ludwik Rabcewicz Zubkowski**

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ludwik Rabcewicz Zubkowski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Protection de la jeunesse féminine

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 constituant en corporation la Protection de la jeunesse féminine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 107 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Séminaire de Nicolet

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 concernant la corporation du Séminaire de Nicolet.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 sans l'amender.

M. Roy (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Écoles de Hauterive
et Manicouagan Power Co.**

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 validant une résolution adoptée par les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et Manicouagan Power Company pourvoyant à une évaluation fixe pour une période de dix ans.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Taxe d'éducation
à Beauharnois**

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois à imposer une taxe d'éducation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 123 modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières;
- bill 106 concernant les commissaires d'écoles catholiques de la cité de Hull;
- bill 177 concernant la municipalité scolaire du village Saint-Charles, comté de Joliette;
- bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond Eric Parsons à l'exercice de la profession d'avocat;
- bill 113 constituant en corporation The Drummondville Protestant Cemetery Company.

Projets de loi:**Commissaires d'écoles
de Hull**

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 concernant les commissaires d'écoles catholiques de la cité de Hull.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 106 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Raymond Eric Parsons

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond Eric Parsons à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 101 sans l'amender.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Drummondville Protestant
Cemetery Company**

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 constituant en corporation The Drummondville Protestant Cemetery Company.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 113 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission des écoles catholiques
de Trois-Rivières**

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 123 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Écoles de Saint-Charles, Joliette

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 concernant la municipalité scolaire du village Saint-Charles, comté de Joliette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 177 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'avis que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville d'East Angus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des Écoles ménagères provinciales, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- des Frères de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom en celui de La Province Canadienne des frères de Saint-Vincent-de-Paul;
- de la ville de Trois-Pistoles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte aux fins d'obtenir le pouvoir d'imposer une taxe, dite taxe d'éducation;
- de Charles E. Chiasson et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation une compagnie sous le nom de "Montreal & James Bay Railway Company";

- du Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Omer Barbeau, demandant l'adoption d'une loi concernant l'interprétation du testament de feu Alexandre H. Barbeau;

- de l'Union Canadienne Compagnie d'Assurance, demandant l'adoption d'une loi ayant pour effet de diviser son capital-action;

- de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'accomplir les buts primordiaux de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec;

- de Mortimer Ross Rubenstein, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Mortimer Ross;

- des révérends pères Lucien Gagné et autres, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir les pouvoirs et privilèges d'une corporation civile avec siège social dans la cité de Sillery sous le nom de "La Corporation des Pères Maristes";

- de la corporation de la ville de Bedford, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de Saint-Joseph d'Alma, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à s'annexer à la ville de Riverbend;

- de la ville de Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la municipalité du village de Pointe-Calumet, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 concernant la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la ville de
LaSalle**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la ville de
Bedford**

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 modifiant la charte de la ville de Bedford.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Société coopérative fédérée
des agriculteurs**

M. Roy (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ville de Val-d'Or

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 concernant la ville de Val-d'Or.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la ville de
Saint-Pierre**

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Écoles protestantes
de Montréal**

M. Cottingham (Argenteuil) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Mortimer Ross Rubenstein

M. Cottingham (Argenteuil) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 changeant le

nom de Mortimer Ross Rubenstein en celui de Mortimer Ross.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Ville de Saint-Joseph-d'Alma
et Riverbend**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 agrandissant le territoire de la ville de Saint-Joseph d'Alma.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
d'Alexandre H. Barbeau**

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 concernant la succession d'Alexandre H. Barbeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la ville de
Trois-Pistoles**

M. Raymond (Témiscouata) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 modifiant la charte de la ville de Trois-Pistoles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la ville
de Victoriaville**

M. Roy (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Syndics Apostoliques des Frères
Mineurs ou Franciscains**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 162 modifiant la loi constituant en corporation les Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Village de Pointe-Calumet

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 163 concernant la municipalité du village de Pointe-Calumet.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la ville d'Asbestos

M. Lafrance (Richmond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 167 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Montreal & James Bay Railway

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 173 constituant en corporation la Montreal & James Bay Railway Company.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte d'East Angus

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 modifiant la charte de la ville d'East Angus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

École ménagère

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 182 concernant les écoles ménagères provinciales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Corporation des Pères Maristes

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 185 constituant la corporation des Pères Maristes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Union Canadienne Compagnie d'Assurances

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 187 concernant l'Union Canadienne Compagnie d'Assurances.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Frères de Saint-Vincent-de-Paul

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 190 modifiant la charte des Frères de Saint-Vincent-de-Paul.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Industrie laitière¹

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 19 modifiant la loi protégeant l'industrie laitière dans la province.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Yamaska (l'honorable M. Élie) à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

Que la loi 13 George VI, chapitre 44, soit modifiée en y ajoutant, après l'article 7, le suivant:

"7a. Dans le cas d'infraction à une disposition d'un règlement édicté en vertu de la présente loi, la margarine et tout autre succédané du beurre fabriqués, vendus, mis en vente ou possédés, dans la province, contrairement à ce règlement, doivent être saisis, ainsi que leur contenant et tout véhicule servant à leur transport au moment de l'infraction, et leur confiscation en être prononcée par le tribunal au profit de la couronne; il est disposé des effets saisis selon que le prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil."

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie)² félicite le député de Montcalm (M. Tellier) de sa nomination à la vice-présidence de la Chambre. Il félicite le chef de l'opposition de sa tenue toujours digne à l'Assemblée législative et de son français impeccable.

Il rappelle les paroles du député de Bagot (M. Johnson) disant que les jeunes députés de l'opposition incitent à la lutte des classes. Nous n'avons pas de leçon à recevoir de lui, dit-il. Quand un jeune député se lève en Chambre pour prendre la défense de l'ouvrier, ce n'est pas pour inciter à la lutte des classes. Nous étudions actuellement un projet de loi très important. Nous, nous prenons la parole parce que nous croyons que c'est notre devoir.

Prendre la part de l'ouvrier, ce n'est pas nécessairement prendre position contre les cultivateurs. Le premier ministre s'est félicité hier de faire les mêmes déclarations à la campagne et à la ville. Je l'en félicite. Mais nous, de l'opposition, nous faisons la même chose.

Ce que nous disons ici au sujet de la margarine, nous l'avons dit non seulement devant les

électeurs des villes, mais également devant ceux de la campagne. Je suis allé parler au cours de la dernière lutte électorale dans un des coins les plus bleus de Joliette, Saint-Ambroise, j'ai dit là que j'étais opposé à l'interdiction de la margarine.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ils ont voté pour moi, aussi!

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): C'est justement ce que je disais: que c'était un endroit bleu. J'ai eu le courage d'exprimer mes opinions dans un endroit bleu. Les ouvriers ont le devoir d'aider les cultivateurs, très bien. Mais il est aussi des cas où les agriculteurs ont des devoirs envers les ouvriers et ils le comprennent également. Et dans le cas qui nous occupe, pendant l'étude de ce bill, ce qu'il faut se demander, c'est si ce bill ne nuit pas plus à l'ouvrier qu'il n'aide au cultivateur. Voilà la question. Les ouvriers qui ne gagnent que de petits salaires, comme par exemple ceux de la Commission des liqueurs, qui gagnent seulement \$25 par semaine, ne sont pas toujours capables d'acheter du beurre. Et s'ils en achètent, ils sont obligés d'acheter moins d'autres produits agricoles.

M. Barrière (Laval): C'est faux.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Les ouvriers de la province se disent: Si nous voulons du beurre cette semaine, nous allons nous priver de tomates; car si nous achetons des tomates, nous devrons nous priver de beurre. Quand les ouvriers achètent du beurre et pas de tomates, c'est le cultivateur qui en bénéficie. Quand les ouvriers achètent des tomates et pas de beurre, c'est encore le cultivateur qui en bénéficie. Dans les campagnes, certains citoyens à qui le médecin interdit la consommation du beurre aimeraient pouvoir acheter de la margarine.

On refuse la margarine aux ouvriers; je proteste au nom de la liberté. Si nous sommes en démocratie, il me semble que l'ouvrier devrait avoir la liberté de mettre quelque chose sur son pain, car le principe de la liberté veut qu'on laisse les gens libres de manger ce qu'ils veulent. La loi de 1949 était une atteinte à la liberté des citoyens de la province qui n'avaient pas l'autorisation du gouvernement de manger ce qu'ils voulaient.

Le député de Verchères (M. Dupré) avait hier raison de dire que le fait d'avoir interdit la margarine en 1949 n'avait pas mis un seul sou dans la poche des cultivateurs. Je me demande pourquoi on persiste

tellement à vouloir faire adopter la législation sur la margarine, une mesure aussi inutile qui rend plus précaire la situation de l'ouvrier mal payé. Dans les campagnes, certains citoyens, à qui le médecin interdit la consommation du beurre, aimeraient pouvoir acheter de la margarine.

Il a été élu dans Sainte-Marie, dit-il. Je connais les ouvriers. Je mange souvent à leur table. Souvent on m'a dit: "Je n'ai pas de beurre à vous donner." Nombreux sont les ouvriers qui ne reçoivent que de petits salaires. Ils en viennent à se demander chaque mois: Qu'est ce que je peux acheter ce mois-ci? Il y a des employés de la Commission des liqueurs qui ne gagnent que \$25 par semaine.

(Protestations à droite)

Les ouvriers de mon comté sont comme les ouvriers de la province. Ils doivent se dire: Si nous voulons manger du beurre cette semaine, nous allons nous priver de tomates ou de concombres; ou si nous achetons des tomates, nous devons nous priver de beurre.

Il (M. Dupuis) en arrive au mot "délation". Cet article est immoral, annonce-t-il. Le premier ministre cherche bien à jouer sur les mots. Il dit qu'il ne s'agit pas de délation mais de dénonciation. Mais prenons la parole du dictionnaire Larousse, qui est bien aussi cultivé que le premier ministre: "La délation est une dénonciation secrète en vue d'une récompense". Un autre dictionnaire ajoute à sa définition: "La délation est méprisable". Voilà qui ressemble beaucoup au bill no 8³. L'Union nationale voudrait encourager dans cette province la délation! La délation peut mener à de graves abus. Rappelons-nous l'anecdote de Joseph dans l'Histoire sainte. Le premier ministre a déclaré que la dénonciation n'était pas de la délation. Or, le petit dictionnaire Larousse dit que c'est la même chose. Il est le dictionnaire du peuple, par le peuple et pour le peuple, comme dit le premier ministre. J'affirme que cela est immoral et amoral.

Considérant ce que nous dicte notre conscience qui est aussi honnête que celle de l'Union nationale, nous nous opposerons de toutes nos forces à cet article du bill 19. Le principe de la liberté veut qu'on laisse les gens libres de manger ce qu'ils veulent. Je dis à l'Union nationale: Je proteste au nom de la liberté. On refuse la margarine aux ouvriers et l'on ne donne rien aux cultivateurs. Le régime libéral était plus généreux, il versait des primes sur le beurre et le fromage aux fermiers.

L'Union nationale prétend qu'elle est en faveur de nouvelles industries. Pourquoi alors refuser la margarine, qui pourrait faire naître des milliers

d'industries, donner de l'ouvrage à des milliers de camionneurs?

Il défie les députés de l'Union nationale qui représentent des comtés ouvriers de tenir des assemblées pour dire à leurs gens qu'ils sont contre la margarine.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je représente le comté de Sherbrooke, un comté ouvrier, et je n'aurais pas besoin de m'égosiller comme le député le fait actuellement pour faire comprendre le bon sens à mes gens.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): C'est l'Union nationale et non le Parti libéral qui favorise la lutte de classes. Le bill est présenté non pas dans l'intérêt de la population, mais dans l'intérêt de la publicité de l'Union nationale. Il (M. Dupuis) dit qu'il votera contre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le bill en discussion est un des plus importants qui aient été présentés depuis le début de la session. Il dit qu'il a suivi les débats, que la gauche a prolongés à plaisir, avec d'autant plus d'intérêt que certaines phases du débat, dit-il, lui ont rappelé une époque déjà lointaine, hélas, où il participait aux réunions d'un parlement-école. À ce moment-là, la logique comptait moins que le beau geste, la phrase qui sentait la versification, le mot qui allait se faire pâmer d'aise les petites amies venues nous écouter. En ce temps-là, comme le font aujourd'hui les jeunes députés de l'opposition, on allait chercher, dans le *Petit Larousse illustré*, l'argument final qui devait confondre l'adversaire.

On peut regretter cet heureux temps. Nous aurions tort d'oublier que nos délibérations à nous se terminent par autre chose que le verdict d'un jury sympathique, mais dans une Chambre dont la mission est de faire des lois destinées à assurer le bonheur, le bien-être, ou le malheur de la population. La présente discussion est plus sérieuse que les discussions d'autrefois.

Il (l'honorable M. Sauvé) note qu'il représente un comté essentiellement agricole, depuis 22 ans, qu'il a obtenu une majorité dans chaque "poll", aux dernières élections, et qu'il a un mandat incontestable pour parler au nom des cultivateurs. Tous les cultivateurs de mon comté, dit-il, ont demandé l'amendement qui est proposé et ont remercié le gouvernement de l'avoir introduit en Chambre.

La loi de 1949, que nous amendons aujourd'hui, a pour effet pratique de protéger une

industrie essentielle. Les cultivateurs de la province, dont l'immense majorité sont des producteurs de lait, sont reconnaissants au gouvernement pour la loi de 1949, et ce sont eux qui nous ont demandé les amendements que nous étudions actuellement. Le lait est un aliment essentiel, et sans industrie laitière, il n'y aurait pas d'agriculture. Mais nous aurions tort de croire qu'elle rend uniquement service aux cultivateurs. Le lait sert à l'alimentation des villes et c'est ignorer la situation de prétendre que seuls les cultivateurs qui envoient leur lait à la beurrerie sont affectés par la margarine. Risquer de désorganiser cette industrie, c'est donc faire tort à l'ouvrier aussi bien qu'au cultivateur. La vente du lait est dépendante de la situation faite au beurre. Pendant certaines périodes de l'année, la production laitière dépasse la consommation et le cultivateur doit alors nécessairement faire affaire avec la beurrerie.

Un député a dit que le prix du beurre est fixé sur une base nationale. Sans doute, mais prétendra-t-il que, si la production diminuait considérablement, les prix n'en seraient pas affectés? Le beurre, comme les autres denrées, reste partiellement lié aux lois de l'offre et de la demande. L'argument principal du Parti libéral est que la loi prive les ouvriers des substituts de beurre moins dispendieux, mais l'interdiction a déjà causé une réduction du prix du beurre au Québec, comparativement aux prix des autres provinces. Si les cultivateurs ne font plus d'argent avec le lait, ils se débarrasseront de leurs animaux. Sans cette loi salvatrice, le lait viendra à manquer, et ceux qui critiquent aujourd'hui notre loi, nos amis de la gauche, seront les premiers à nous demander de faire quelque chose.

Pour les députés qui ont voulu discuter sérieusement, ce qu'ils ont vu, c'est un conflit d'intérêts immédiat entre le cultivateur et l'ouvrier. Il faut voir plus loin et se demander quelle serait la réaction de la loi, les résultats de la politique, sur une période de quelques années. C'est le devoir du gouvernement de prévoir les réactions de demain et d'après-demain. Il se pourra fort bien alors que ce que l'on trouve nuisible pour l'ouvrier aujourd'hui lui aura plutôt rendu service.

En protégeant l'industrie agricole, le gouvernement de l'Union nationale protège à la fois la population des villes et des campagnes. Qu'on cesse donc de monter une classe contre une autre car, dans notre province, il y a de la place pour tout le monde.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) dit qu'il s'est opposé en 1949 à ce qu'on prohibe la fabrication

et la vente de la margarine, mais qu'il est maintenant pour la loi, depuis qu'elle est en force.

En adoptant l'attitude que je prends aujourd'hui, je continue à prendre les intérêts de mon comté. En 1949, j'ai voté en faveur de la margarine parce que le prix du beurre était trop élevé pour l'ouvrier moyen, et le gouvernement fédéral aurait dû imposer un contrôle des prix.

Les membres de l'opposition libérale veulent faire croire que l'ouvrier de la ville de Montréal aime mieux l'oléo-margarine et qu'il n'a pas les moyens de se procurer du beurre. Il (M. Hanley) dit qu'il veut donner aux ouvriers ce qu'il y a de meilleur, du bon beurre de la province de Québec.

M. Cournoyer (Richelieu): N'oubliez pas que Me Pacifique Plante est dans les galeries.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):⁴ M. le président, je demande au député de retirer ses paroles.

M. Cournoyer (Richelieu): Je n'ai rien dit qui ne soit pas parlementaire.

M. le président⁵ ne trouve rien dans le livre des règlements qui lui permet de qualifier la remarque de M. Cournoyer comme étant non parlementaire.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Si on me pousse à bout, je révélerai des choses que certaines gens vont regretter.

Dans leurs mémoires au gouvernement, dit-il au ministre du Travail, les ouvriers ont-ils demandé de rappeler la loi défendant la fabrication et la vente de la margarine?

L'honorable M. Barrette (Joliette) répond dans la négative. Le gouvernement, dit-il, a reçu la veille une délégation composée de représentants de l'American Federation of Labor Unions, qui a parlé de tous les sujets, sauf celui de la margarine.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) proteste contre ceux qui disent que les produits inférieurs sont assez bons pour les ouvriers de chez nous.

Il se dit favorable à ce que la loi soit mise en force de façon plus draconienne pour empêcher les "racketeers", qui pourraient causer une épidémie, de profiter des circonstances pour faire de l'argent en transportant de la margarine de l'Ontario vers le Québec.

(Rires dans l'opposition)

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Si l'ouvrier a été forcé d'acheter de la margarine, au lieu du beurre, c'est parce qu'Ottawa n'a pas eu le courage d'imposer un contrôle des prix et de permettre au gagne-petit d'acheter un produit dont il a besoin pour sa santé. Le coût de la vie devrait être contrôlé et l'ouvrier devrait être capable d'acheter du bœuf au lieu du saucisson.

Mais comme le ban sur la margarine a pris force de loi, depuis 1949, je voterai pour l'amendement actuellement devant la Chambre.

M. Bellemare (Champlain): C'est à titre de fils d'ouvrier et d'ouvrier authentique que je me lève aujourd'hui en cette Chambre. L'opposition a revendiqué le droit exclusif de représenter les ouvriers de cette province. Je représente les ouvriers et les cultivateurs. Le Cap-de-la-Madeleine compte une population de 21,000 âmes et le comté de Champlain possède 27,000 électeurs. La population de mon comté est donc 50 % ouvrière.

Le ministre de l'Agriculture n'a pas besoin d'être défendu, mais je veux le féliciter d'avoir arrêté l'émigration désastreuse des cultivateurs vers les villes. C'est par centaines que les cultivateurs quittaient les campagnes pour s'acheminer vers les villes lorsque les amis de l'opposition actuelle étaient au pouvoir. Heureusement, il y a eu le crédit agricole et de nombreuses autres mesures qui ont arrêté cette saignée des cultivateurs vers les villes. En 1933, les agriculteurs étaient au bord de la faillite. Il a fallu un gouvernement véritablement ami des cultivateurs pour corriger la situation. Depuis 1944, on ne voit plus de cartes de fermes à vendre dans le comté de Champlain, ni ailleurs.

La base essentielle de l'agriculture, c'est l'industrie laitière. C'est pourquoi il faut la protéger. Nous avons connu de nombreuses familles de cultivateurs qui sont allées grossir les populations des villes et qui seraient heureuses de retourner sur leurs fermes si elles n'étaient pas déracinées par l'incurie de certains membres de l'opposition.

À titre d'ouvrier authentique, je dois dire que les cultivateurs sont heureux de la loi qui a été passée par le gouvernement de l'Union nationale. Comme les ouvriers comprennent la nécessité de faire leur part pour encourager l'agriculture, en appuyant une mesure contre la margarine. Ils sont heureux de faire leur part pour que la classe agricole soit prospère. Ils savent que si, par des lois comme celle-ci, le gouvernement n'assurait pas la stabilité et la prospérité de l'agriculture, les cultivateurs viendraient dans les villes grossir les problèmes de la classe ouvrière. Je

suis un ouvrier authentique, fils d'une famille de treize enfants. Je connais les besoins des ouvriers parce que je vis près d'eux 365 jours par année.

Cette loi vise à la stabilité de toutes les classes qui ont besoin d'être protégées. J'ai été témoin de cette lutte des classes. J'ai entendu, au cours de la dernière campagne électorale, les appels démagogiques de l'opposition. J'ai entendu des gens traiter indignement le premier ministre. Mais les ouvriers de chez nous et de chez vous, M. le premier ministre, vous ont vengé. Les ouvriers savent que vous êtes leur meilleur ami.

Ce bill vise à la stabilité économique de la province, stabilité qu'il faut rétablir à cause de certain gouvernement qui, lorsqu'il fixe un plafond sur les prix agricoles, fixe plutôt un plancher. Lorsque les cultivateurs ont demandé un prix de soutien sur le porc à 35 cents, le gouvernement fédéral a fixé le prix à 26 cents. Le gouvernement de l'Union nationale continuera sa réglementation et défendra comme toujours les cultivateurs et les ouvriers. Ce n'est pas en montant les ouvriers contre les cultivateurs, et en faisant de la démagogie comme durant la dernière campagne électorale, qu'on assurera le progrès de la province, mais par des lois comme celles de l'Union nationale qui protègent en même temps la classe agricole et la classe ouvrière. Le premier ministre est le meilleur ami que les ouvriers n'aient jamais eu auparavant.

M. Montpetit (Maisonneuve)⁶: Toute cette discussion ne changera rien au fait que les ouvriers veulent de la margarine. Il faut faire face à la réalité, regarder les faits objectivement. Si le vote que nous allons prendre à la fin de ce débat était pris dans mon comté, devant l'électorat de Maisonneuve, ou dans les comtés ouvriers de la province, je suis sûr que, dans une proportion de 95 %, les ouvriers voteraient contre le bill.

Je suis moi-même un ouvrier et il m'est déjà arrivé, chez moi, pas ailleurs, de manquer de beurre pour ma famille⁷. Or, je crois qu'il a été démontré que la margarine était un produit sain et nutritif. En outre, c'est du devoir d'un député de respecter la volonté de ceux qu'il représente en Chambre; c'est pourquoi, je voterai contre le bill.

Le ministre du Travail nous dit qu'une délégation ouvrière, la Fédération provinciale du travail, ne lui a pas fait de représentations contre la margarine. Je connais cette union et j'en fais partie, comme le ministre; mais ces gens savaient fort bien que s'ils étaient arrivés avec une demande de ce genre dans leur mémoire, ils auraient pris une grosse

chance de voir leurs autres demandes aussi essentielles refusées. Mais je suis sûr que, privément, 99 %⁸ de ceux qui sont venus voir le ministre étaient en faveur de la margarine, parce qu'ils ne peuvent pas tous acheter du beurre et qu'un grand nombre étendent de la graisse sur leur pain.

La classe ouvrière veut la margarine et on ne peut pas la blâmer d'en demander. S'il est vrai que les ouvriers doivent prendre leurs responsabilités et aider les cultivateurs, c'est la même chose pour ces derniers, qui peuvent acheter de la machinerie agricole, certes, mais il ne faut pas oublier non plus que nous achetons leurs produits et que ceux-ci augmentent souvent. J'ai déjà mangé des sandwiches avec de la graisse. J'aurais bien aimé avoir de la margarine.

On ne peut pas blâmer les ouvriers d'en vouloir quand on manque de beurre, malgré les importations de la Nouvelle-Zélande. Il ne s'agit pas de soulever une lutte de classe, mais de rendre justice aux ouvriers. Il n'y a pas que ceux-ci qui veulent de la margarine: je sais qu'en campagne les cultivateurs en achètent et que la moitié d'entre eux au moins en achèteraient s'ils le pouvaient. Un jour viendra où fatalement ce produit devra être vendu dans la province de Québec, comme ailleurs dans le pays.

M. Cournoyer (Richelieu) dit vouloir s'en tenir à l'aspect légal du bill arbitraire et incomplet. Il s'agit, dit-il, d'une législation arbitraire, d'abord parce que la définition des succédanés du beurre est laissée à l'interprétation du lieutenant-gouverneur en conseil, des décisions que personne ne connaît et qui seront inconnues du public. Il n'y a aucune définition des succédanés ou même de la margarine dans la loi.

Et ensuite parce que les tiers de bonne foi dont les véhicules devront être confisqués par le juge en cas d'offense n'auront pas d'autre recours que celui de s'adresser encore au lieutenant-gouverneur en conseil. Ceux qui seront accusés seront à la merci des caprices du législateur. Quand il y aura saisie, ce sera obligatoire, car l'on sait qu'il n'y a pas de *mens rea* en jeu quand il s'agit d'une loi statutaire. Il s'agit d'une disposition inique.

Comment le propriétaire pourra-t-il prouver sa bonne foi? La loi devrait contenir une clause pour protéger les propriétaires innocents dont les véhicules pourraient être utilisés pour transporter de la margarine sans qu'eux ne le sachent. On sera à la merci du candidat défait dans son comté, d'un organisateur politique, etc. C'est l'empiétement de l'exécutif sur le judiciaire. Forcer les gens d'aller devant le lieutenant-gouverneur en conseil, c'est un système qui conduit à la politicaillerie. C'est une loi

arbitraire parce que le citoyen est soumis aux caprices du gouvernement.

Il n'y a pas de recours possible. Le premier ministre, qui critique toujours Ottawa, devrait consulter la loi fédérale de l'accise et des douanes, comme par exemple dans le cas des cigarettes. La législation fédérale touchant à l'accise et aux droits de douane aurait dû servir d'exemple aux rédacteurs du projet de loi.

Si l'auto est confisquée, il y a un délai de 30 jours pour la production d'un affidavit. On peut ensuite, si on n'a pas gain de cause, aller devant la Cour supérieure ou la Cour de l'échiquier. Avec cette loi de la margarine, on ne pourra le faire. Ce problème aurait dû être abordé avec moins de considérations politiques.

La loi encourage la délation, vu la clause qui prévoit que le dénonciateur pourra obtenir la moitié de l'amende imposée. C'est un retour aux méthodes de l'Inquisition espagnole et Torquemada.

Rien n'empêche, en travaillant pour protéger la classe agricole, de tenir compte du progrès et de l'avancement. Le gouvernement ne considère pas le fait qu'il ne peut pas empêcher le progrès. Au cours des âges, chaque invention nouvelle, chaque nouveau produit soulève d'abord des discussions parfois acerbes, des inquiétudes. Il y a eu une époque où les gens n'avaient pas le droit de manger de pommes de terre parce qu'on leur disait que c'était du poison.

On n'a pas droit, par une loi arbitraire, de priver des citoyens de ce qu'ils veulent acheter. Mais on n'a pas le droit d'en priver les trois-quarts de la population sous prétexte que cela peut sembler nuire temporairement aux intérêts d'un groupe. On ne fait rien pour la classe agricole, et chaque fois que quelque chose ne va pas, on dit que c'est la faute du gouvernement fédéral. Tout ce que le ministre a trouvé pour les cultivateurs, c'est le crédit agricole. Sa seule satisfaction, c'est de savoir, comme Séraphin Poudrier, ce que les cultivateurs lui doivent. On vend de la margarine partout, dans tous les villages près de l'Ontario, et on ne pourra pas empêcher cela aussi longtemps que dans huit des provinces sur 10, on permettra la vente de ce succédané du beurre. Notre province est toujours dans un bel isolement.

La loi est inconstitutionnelle parce qu'elle est une entrave au libre marché. Il demande au gouvernement de faire au moins disparaître la clause qui encourage la délation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)⁹ dit qu'il n'a pas l'intention de prolonger davantage le

débat. Il veut simplement soumettre à la Chambre quelques réflexions.

Dans la loi de 1949, il n'était pas question de possession. Elle a virtuellement été inopérante. La première loi permettait au gouvernement de réglementer la fabrication et la vente de la margarine au moyen d'arrêtés ministériels, au moyen de décrets. La loi fut sanctionnée le 10 mars et, aussitôt le lieutenant-gouverneur en conseil a interdit la fabrication et la vente de la margarine et de l'oléo-margarine.

Qu'est-ce que nous avons constaté au cours des trois années qui suivirent? Pendant trois ans, le gouvernement prétendait donner une protection complète au cultivateur, et nous avons assisté à la vente très généralisée de certains produits comme le Champlain Spread et le Monarch Spread. Nous avons attiré l'attention du gouvernement sur cette anomalie au cours de la session de 1951, mais le gouvernement n'a rien fait. Il a attendu à la veille des élections et, le 14 mai 1952, il a changé complètement son attitude. Il a passé un arrêté en conseil pour interdire non seulement la margarine et l'oléo-margarine, mais la confection et la vente des autres succédanés du beurre préparés avec des huiles végétales.

Mais il n'a pas précisé ce qu'il faut entendre par succédanés du beurre. Qu'est-ce qu'un succédané du beurre? C'est tout produit fabriqué avec des substances végétales et destiné au même usage que le beurre. Il y a déjà plusieurs produits dont l'usage est similaire à celui du beurre et qui peuvent être visés par la loi, tel le Crisco et le Fluffo. Leur objet est absolument similaire au beurre. Dans la pâtisserie, par exemple, on peut se servir indifféremment de beurre, de Crisco et autres produits du même genre.

Le projet de loi n'est pas clair. Le public a le droit de savoir quelle interprétation le gouvernement veut donner à sa loi. Le gouvernement, comme toujours, fera comme bon lui semblera. Il peut amender ses règlements demain, puisque les succédanés du beurre ne sont pas définis. Mais le peuple n'est pas satisfait que la question soit réglée par l'autorité du gouvernement.

Il (M. Marler) se demande jusqu'où pourra aller l'arbitraire des autorités en cas de confiscation de véhicules. La loi et les règlements actuels donnent au cabinet de la province le pouvoir absolu. Les citoyens doivent respecter la loi dès qu'elle est en vigueur. Je n'ai aucune sympathie pour les personnes qui violent une loi. Mais dans le cas présent, la loi ne donne au juge aucune discrétion.

On remet à un camionneur un paquet contenant de la margarine à des fins de transport. La police pourrait trouver ce paquet et confisquer le camion, sans que le camionneur ni la compagnie de transport

ne sachent rien au sujet de la margarine qui était à bord du camion. Qu'arrive-t-il aux automobiles louées à des particuliers? Légalement, ces particuliers pourraient eux aussi voir leur véhicule confisqué si celui-ci sert au transport de la margarine. Si l'on trouve de la margarine dans un véhicule, il faut confisquer le véhicule. La loi ne prévoit pas d'autre sanction que la confiscation. Si vous faites monter un ami dans votre voiture et que cet ami a une valise contenant de la margarine, votre voiture sera confisquée, advenant une saisie. Quand une voiture a servi au transport de la margarine, la seule issue est la confiscation. Même s'il n'y a pas complicité, la loi ne donne aucune discrétion au juge.

Le premier ministre dira que le gouvernement administrera la loi avec pondération, mais aux termes de cette loi, n'importe qui peut loger une plainte contre n'importe qui. Quand nous soulevons des objections, le premier ministre se contente de dire: C'est un cas similaire aux causes de boisson. Le gouvernement peut remettre le véhicule saisi à son propriétaire. Nous ne voulons pas dépendre de l'exécutif, mais nous voulons que le public, en matière judiciaire, dépende des tribunaux. Le public veut la protection des tribunaux. Le propriétaire d'un véhicule qui transporte de bonne foi de la margarine devrait pouvoir prouver son innocence devant les tribunaux.

Quant à l'article 3 qui consacre le principe de la délation, je ne veux pas recommencer une discussion avec le premier ministre, qui a dû remonter à 1909 pour appuyer ses prétentions. Il (M. Marler) ne peut admettre, en 1952, un principe détestable qui date de 1909, et même s'il existe dans la législation du Québec, il devrait être aboli. L'an dernier, le Parlement de Westminster a fait disparaître des Statuts environ 43 lois anglaises. Ces dispositions avaient entraîné des abus considérables. Le principe de délation pour capturer des criminels est socialement erroné.

Il s'était formé deux classes de gens, l'une qui vivait de la délation et l'autre du chantage. Ces dispositions remontaient au temps d'Édouard III. À l'époque où nous vivons, il ne devrait pas être nécessaire de s'inspirer de lois anciennes pour introduire le principe de la délation. Avec la police provinciale, le gouvernement a le pouvoir d'appliquer la loi sans avoir recours à ces dispositions anciennes.

Enfin, j'ai la conviction que, depuis 1949, la présente loi sur la margarine est une mesure de façade qui n'a rien donné au cultivateur, pas un seul dollar, et a privé une partie de la population de la province d'un produit sain et abordable.

L'an dernier, la consommation de la margarine, en dehors de Québec, s'est élevée à 100,000,000 de

livres et le gouvernement fédéral a été obligé d'importer de Nouvelle-Zélande 17,500,000 livres de beurre. Cela signifie que, s'il n'y avait pas eu de margarine, le peuple aurait souffert, un grand nombre de familles auraient manqué de beurre.

En entendant les députés ministériels de l'Union nationale, on a l'impression que l'agriculture dans la province de Québec est si faible qu'elle ne peut faire concurrence à une industrie de la margarine. Dans toutes les autres provinces où la margarine est en vente, l'industrie laitière est en mesure de faire face à la margarine et continue à prospérer. Pourquoi l'industrie laitière ne pourrait-elle faire face à la margarine dans notre province de Québec?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La mesure est excellente et d'une grande protection pour la classe agricole. La présente loi est discutée depuis deux jours. Pendant des heures et des heures, pendant trois séances, l'opposition a présenté les mêmes arguments à satiété, les mêmes sophismes, les mêmes interprétations erronées de la loi.

Nous avons tout enduré patiemment. Je ne veux pas répéter l'argumentation des membres du gouvernement. Je ne dirai que quelques mots. Premièrement, la loi ne dit pas ce que lui fait dire l'opposition. Deuxièmement, la mesure n'a pas prévu d'établir un système public d'informateurs comme le suggère l'opposition. Le projet de loi n'implique pas le partage des amendes avec les informateurs. Il prévoit le partage des amendes avec les personnes qui portent accusation devant les tribunaux au sujet d'une infraction à la loi. Il n'y a pas de délation prévue dans la loi. Troisièmement, la loi ne dit rien qu'on ne trouve déjà dans les Statuts, comme je l'ai expliqué hier. Quatrièmement, pendant 20 à 25 ans, jusqu'à 1948, lorsqu'elle a été établie sous la juridiction des provinces, la margarine a été interdite au Canada, et elle l'était par le gouvernement fédéral. Les ouvriers ne mouraient pas. Ils ne s'en sont jamais plaints. Ce n'est que lorsque le fédéral a cessé de s'en occuper que nous avons décidé d'agir.

J'ai dit et répète, que chaque fois que la Chambre traite de législations visant à promouvoir les intérêts agricoles, l'opposition fait de l'obstruction. Je lui en laisse toute la responsabilité.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Élie (Yamaska) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 59.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 22.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 19 est, en conséquence, adoptée.

L'honorable M. Élie (Yamaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 modifiant la loi protégeant l'industrie laitière dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 59.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 22.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Élie (Yamaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 59.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 22.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée vers 6 h 30.

NOTES

1. Le journaliste de *L'Action catholique* du 27 novembre 1952, à la page 10, indique que la séance entière "a été consacrée au projet de loi concernant la margarine". Il est également précisé: "Les galeries étaient remplies à craquer. Avant la séance, le premier ministre avait reçu une délégation d'environ 500 membres des Chambres de commerce de la province et la plupart des délégués ont tenu à assister à une séance de la Chambre."

2. Celui qui est le plus jeune député, à 25 ans, "s'exprime avec élégance, met beaucoup de feu dans son débit, et sa verve est intarissable", selon *L'Action catholique* du 27 novembre 1952, à la page 3.

3. Le député réfère ici à la loi protégeant la province contre la propagande communiste, ce qu'on appelle communément la loi du cadenas, adoptée en 1937.

4. L'édition du 27 novembre 1952 de *La Patrie*, à la page 2, explique que le député s'est "fâché tout rouge, lorsqu'un de ses voisins a prononcé, entre haut et bas, le nom de Pacifique Plante". Ce dernier se trouvait à Québec avec la délégation de la Chambre de commerce.

5. Il est indiqué dans *The Montreal Daily Star* du 27 novembre 1952, à la page 12: "l'incident s'est poursuivi après qu'un certain nombre de députés aient tenté de soulever un point d'ordre".

6. Le député de Maisonneuve est, selon la version de *L'Action catholique* du 27 novembre 1952, à la page 3: "un représentant de la classe ouvrière qui a du cran et beaucoup de facilité de parole".

7. *The Montreal Daily Star* du 27 novembre 1952, à la page 12, nous apprend qu'il est le père de 19 enfants.

8. On indique dans *La Presse* du 27 novembre 1952, aux pages 13 et 14, qu'il s'agirait plutôt de 100 %.

9. *L'Événement-Journal* du 27 novembre 1952, à la page 3, précise que le débat est en cours depuis sept heures, lorsqu'il résume "le point de vue des nombreux orateurs de l'opposition".

Séance du jeudi 27 novembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Village de
Shawinigan-Sud**

M. Bellemare (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Laviolette (M. Ducharme), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation du village de Shawinigan-Sud, demandant l'adoption d'une loi octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la corporation du village de Shawinigan-Sud, demandant l'adoption d'une loi octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de l'Hôtel-Dieu de Saint-Vallier de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);
- de la Compagnie de Jésus, demandant l'adoption d'une loi la déclarant propriétaire de la commune de Laprairie (M. Riendeau).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 189 modifiant la charte de The Royal Trust Company.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 108 concernant un transport fait par Bernard Plotnick, à son épouse dame Sybil Nemiroff, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Royal Trust Company

M. Fox (Brome) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 189 modifiant la charte de The Royal Trust Company.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 189 sans l'amender.

M. Fox (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 148 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 180 concernant l'adoption de Marie Sarah Alice Leclerc ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer à sa demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:**Charte de la cité de
Grand'Mère**

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 148 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'avis que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Windsor, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Barvue Mines Limited, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation un certain territoire du canton de Barraute, sous le nom de ville de Barvue;
- de la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Pointe-Claire Ville, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption

d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation;

- de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Montréal-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Marc, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et de prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation;
- de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville d'Acton Vale, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Fernand Grégoire, M.D, et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Centre médical Claude Bernard;
- du village de Pointe-au-Pic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de la ville de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:**Énergie électrique et hydraulique
à Bromptonville**

M. Roy (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 concernant la municipalisation de l'énergie électrique et hydraulique par la ville de Bromptonville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Ville
d'Acton Vale**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 concernant la ville d'Acton Vale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la ville de
Richmond**

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 concernant la ville de Richmond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la ville de
Saint-Michel**

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 modifiant la charte de la ville Saint-Michel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cité du Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ville Mont-Royal

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 pour annuler certaines restrictions, modifier certains règlements ainsi que la charte.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commissaires d'écoles de Saint-Marc,
Portneuf**

M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Marc, dans le comté de Portneuf.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Centre médical Claude Bernard

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 incorporant le Centre Médical Claude Bernard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la ville
Sainte-Agathe-des-Monts**

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 modifiant la charte de la ville Sainte-Agathe-des-Monts.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ville de Barvue

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 constituant en corporation la ville de Barvue.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ville de Baie-Comeau

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 concernant la ville de Baie-Comeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la ville de
Montréal-Sud**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 modifiant la charte de la ville de Montréal-Sud.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la ville de
Montréal-Nord**

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 modifiant la charte de la ville Montréal-Nord.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la cité de
Rivière-du-Loup**

M. Raymond (Témiscouata) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 156 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la ville de
Laval-Ouest**

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 157 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Pointe-Claire Ville**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 171 concernant la Commission scolaire de Pointe-Claire Ville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Village de la Pointe-au-Pic

M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 174 modifiant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ville de Sainte-Foy

M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 modifiant la loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la ville de Windsor

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 183 concernant la charte de la ville de Windsor.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles;
- bill 3 modifiant la loi du crédit agricole du Québec;
- bill 6 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement;
- bill 7 pour venir en aide aux sinistrés de Saint-Urbain;
- bill 10 concernant les recorders et les Cours du recorder;
- bill 13 abrogeant la loi des prisons de réforme pour les jeunes délinquants;
- bill 25 relatif aux emprunts de la Commission de transport de Montréal.

Projets de loi:

Amélioration des conditions de l'habitation¹

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 4 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 6, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11 et par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement est autorisé à affecter, aux fins de la présente loi, une somme totale de quarante millions de dollars."

Il s'agit d'une loi bienfaisante de l'Union nationale pour remédier à une certaine situation dont nous n'étions pas responsables, à savoir la crise du logement. Vu l'importance au point de vue familial d'être bien logé, les autorités provinciales ont décidé d'intervenir. Certains facteurs, tels que l'expansion de l'industrie, le rationnement, les restrictions et la centralisation ont encore contribué à aggraver la crise.

Il fallait prendre des mesures. Il n'appartient pas au gouvernement de remplacer l'individu et de se substituer à la responsabilité personnelle. Mais en temps de crise, il doit intervenir. Le gouvernement administre l'argent qui provient des taxes. Son pouvoir de taxation est limité à la faculté de payer des contribuables. Le moyen le plus pratique de lutter contre la crise du logement, tout en respectant les principes énoncés, était de passer, en 1948, la loi du logement pour améliorer les conditions de l'habitation.

La province paie une importante partie de l'intérêt que devraient normalement payer ceux qui empruntent pour se bâtir, soit un intérêt de 3 % à la place des emprunteurs. C'est là un cadeau que la province n'est pas tenue de faire, un cadeau généreux.

Qu'il est réconfortant de les entendre dire: "Cette propriété, c'est moi qui l'ai bâtie avec l'aide du curé et de mon voisin. Si aujourd'hui nous

n'avons pas encore de beaux meubles, de beaux rideaux, nous avons ce qu'il fallait avoir d'abord, un logis à nous, confortable".

Il est incontestable qu'une propriété ne consiste pas seulement dans un amoncellement de briques et de bois de charpente. La demeure ancestrale, ce n'est pas uniquement la propriété matérielle. Elle vaut bien plus par les efforts, les risques, les sacrifices qui ont permis au propriétaire de l'acquérir. La maison familiale vaut plus encore par les souvenirs qui s'y attachent que par sa valeur marchande. La propriété, comme les facteurs émotifs qui se rattachent à la propriété, constitue un élément de stabilité dans notre société.

C'est ce qui donne plus de prix encore à l'expérience tentée à Trois-Rivières. Cette ville, qui donne le bon exemple dans le domaine de la politique provinciale en particulier, a eu l'avantage de posséder un curé très humble, très modeste, mais dont l'esprit d'initiative et la compétence en font un de ceux dont l'histoire parlera incontestablement. Ce curé a fondé une coopérative d'habitation sans aide de la part du gouvernement et de la municipalité. Grâce au travail du chanoine Joseph-Louis Chamberland, il s'est construit à Trois-Rivières, dans la partie la plus pauvre de la ville, sans l'aide du gouvernement et de la municipalité, des centaines de logements très confortables et hygiéniques, maisons qui ne sont pas des châteaux, mais dont les propriétaires sont justement fiers. Ils font l'orgueil de ceux qui les habitent.

Il (l'honorable M. Duplessis) vante le dévouement du chanoine Chamberland, son sens de la coopération, son esprit de travail. En même temps qu'il bâtissait des maisons, dit-il, il est parvenu à faire des membres de sa coopérative des gens de caractère. L'œuvre du chanoine Chamberland peut s'accomplir partout. Elle est une réalisation extraordinaire.

Nous avons fait cette loi pour ceux qui veulent s'aider eux-mêmes. En fait, nous faisons à chaque propriétaire un cadeau de plus de \$1,900. Les prophètes de malheur que vous connaissez bien et que je ne nommerai pas, se sont trompés en 1948, lorsque nous avons proposé, pour la première fois, à la Chambre de passer le bill. Ils ont dit: "À quoi bon, il ne construira à grande peine que quelques centaines de maisons! C'est pour jeter de la poudre aux yeux. C'est pour tromper les électeurs". C'étaient les mêmes rengaines qu'aujourd'hui.

Ils n'ont pas empêché la loi du logement de remporter un plein succès. Depuis, les faits ont parlé. Les faits parlent par eux-mêmes. Les résultats

obtenus par l'application de la loi étaient les suivants le 31 octobre 1952: \$99,678,764² avaient été prêtés. L'administration provinciale avait pris des engagements pour \$29,869,648³ d'intérêts, c'est-à-dire qu'elle faisait bénéficier les nouveaux propriétaires d'un cadeau moyen de \$1,940. Grâce à la loi, 12,519⁴ maisons à un logement et 2,826 maisons à deux logements avaient été construites. Ainsi la population de la province avait à sa disposition 18,222 logis de plus, ce qui a permis de loger plus de 64,900 personnes. La valeur des biens-fonds imposables, source de revenus annuels pour les municipalités et les commissions scolaires, des nouvelles propriétés est de \$133,174,870.

Si l'on calcule le supplément de revenus des municipalités et des commissions scolaires à la suite de l'application de la loi, en admettant que les taxes foncières qu'elles perçoivent sont de l'ordre de 4 % de la valeur des biens-fonds, ce qui est le cas généralement dans la province, on peut dire que ce supplément est une augmentation de taxes de \$4,000,000 par an.

Voilà un résumé sommaire de l'œuvre de l'Union nationale dans le domaine du logement. Nous voulons continuer notre œuvre. C'est pourquoi nous demandons au Parlement d'ajouter, cette année, une somme additionnelle de \$10,000,000 aux \$30,000,000 de crédits déjà votés pour permettre l'application de la loi de l'habitation et déjà engagés pour aider ceux qui veulent se bâtir.

M. Lafrance (Richmond)⁵ dit d'abord qu'il veut envisager l'étude de la question du logement avec sérénité et impartialité. Le problème du logement est, dit-il, le problème numéro 1 du Québec.

Dans un débat précédent, on a été témoin de nombreuses considérations partisanses, qui font perdre le temps de la Chambre et le respect de la députation. N'y aurait-il pas moyen de faire une trêve de discours électoraux? Avant de représenter un parti politique, je veux représenter ceux qui m'ont élu, les humbles; je veux me faire le porte-parole de la famille. Je ne crois pas non plus que la Chambre doive devenir un centre de déploiement électoral.

La loi à l'étude a pour but le vote de \$10,000,000 pour l'aide à l'habitation. Quelle a été et quelle sera sa portée? Quels changements faudrait-il y faire pour qu'elle soit plus efficace?

Mais auparavant, qui est en cause? C'est le sort de la famille qui est en jeu. La famille qui, selon la doctrine de l'Église, compose, et non pas l'individu, la société. La famille est la pierre angulaire

de notre édifice social. Si le milieu familial est malsain, le citoyen qui en sortira demain ne sera pas un actif pour la société. Il sera indésirable. Telle famille, telle province, tel pays. Malheureusement, la famille est trop ignorée, quand elle n'est pas persécutée. Notre législation sociale semble être faite pour des gens qui viennent au monde sans famille et meurent célibataires. Je ne fais évidemment allusion à personne dans cette Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Tout le monde a compris que le député voulait parler de feu Mackenzie King⁶.

M. Lafrance (Richmond): On entend souvent l'éloge de nos hommes politiques de sciences, de finances, mais on ne fait pas assez souvent celui de la famille. On ne met pas assez en évidence le rôle rempli par les parents; le miracle canadien, ce sont eux qui l'ont fait. La famille a besoin d'un abri pour se développer. Le logement est un des besoins fondamentaux de la famille. Les statistiques révèlent que plus des $\frac{4}{5}$ de nos familles sont locataires. C'est l'inverse qui se produit en Ontario. De telles conditions ont des répercussions malheureuses non seulement sur la vie physique, mais aussi sur la vie morale.

Des statistiques de la L.O.C.⁷, compilées dans 25 centres importants, révèlent que 5.9 % seulement des familles ouvrières sont propriétaires de la demeure qu'elles habitent. À Montréal, 3.5 % seulement des familles ouvrières sont propriétaires. Et ces gens-là sont à la merci de propriétaires sans conscience, des tyrans de la famille.

Il (M. Lafrance) proteste contre ce qu'il appelle la persécution et l'inquisition de certains propriétaires à l'égard de leurs aspirants locataires qui ont des enfants. De nombreux propriétaires, dit-il, ne veulent pas de locataires ayant des enfants. Ce sont, dit-il, des chrétiens qui ont un sac d'or à la place du cœur. Il attire l'attention sur le sort pénible qui est fait à un grand nombre de familles nombreuses dans la catholique province de Québec et regrette, dit-il, le peu d'empressement des autorités à remédier à un pareil état de choses.

Dans un pays riche comme le nôtre, des centaines et des milliers de personnes croupissent et se corrompent dans des taudis infects. Un tiers de la population des villes de la province vit dans des logements trop exigus, insalubres. Sait-on que 31.6 % des familles ouvrières habitent des pièces privées de soleil, insalubres, malsaines et trop étroites, des logements ouvriers sans fenêtres. D'après les statistiques, la mortalité infantile est deux fois plus

élevée dans les maisons insalubres que dans les maisons saines.

Il ne faut pas oublier non plus que les mauvais logements sont des foyers de maladie, par exemple, de tuberculose, et l'on sait que dans ce domaine, notre province est en seconde place au pays. De telles conditions ont des répercussions malheureuses, non seulement sur la vie physique, elles exercent également une terrible influence sur la vie morale. Il cite un lord anglais qui a déclaré: "Les vandales qui détruiront l'Angleterre se trouveront dans les taudis de nos grandes villes". Il n'y a pas de raison pour que subsiste un tel cancer social.

Dès 1948, le premier ministre a dit que ça n'était qu'un commencement, donc que c'était insuffisant. Le gouvernement ne prête pas un seul sou, mais donne uniquement une portion de l'intérêt. Les \$90,000,000⁸ dont a parlé le premier ministre ont été prêtés par les caisses populaires et les compagnies prêteuses. C'est une mise au point qui s'impose. Par contre, dire que la loi n'a pas fait de bien ne serait pas conforme à la vérité. Mais prétendre que 17,000 maisons ont été construites à cause de la loi serait une grosse erreur. Avant la loi, des millions de maisons ont été bâties avec l'aide des caisses populaires et des mêmes autres prêteurs.

Nous ne faisons pas plus de socialisme en prêtant à l'ouvrier qu'en prêtant au cultivateur. La présente loi est insuffisante et, pour mettre fin à la crise du logement, nous devrions avoir une loi qui assure au minimum plus de 30,000 nouveaux logements par an pendant plusieurs années.

Qui profite de la loi? Ce ne sont pas les vrais nécessiteux, mais ceux qui avaient assez d'argent pour leur mise de fonds initiale de 20 % à 30 %. Les familles, qui n'avaient pas d'argent de côté, et ce sont généralement les plus mal logées, n'ont pu bénéficier de la loi. Elle n'a absolument rien fait pour elles.

On dit que nos ouvriers sont paresseux, gaspilleux. On fait plusieurs reproches aux ouvriers et on admet que le fléchissement graduel de la vertu d'économie est une de nos plaies sociales. Ceux qui ont réussi sont parfois bien pressés de jeter la pierre à autrui. S'ils fréquentaient plus assidûment la classe ouvrière, ils seraient probablement moins pressés de faire des déclarations aussi malheureuses. Mais y a-t-il un homme de bonne foi qui va prétendre que le chef d'une famille nombreuse ayant 5, 7, 10 enfants et qui gagne moins de \$50 par semaine peut faire des économies? Et la loi du logement n'a rien fait pour ces gens-là. La grande difficulté, dans les conditions actuelles, ce n'est pas de payer de l'intérêt, mais de trouver le montant initial pour construire.

Nous ne voulons pas d'un cadeau échelonné sur une période d'années, mais un crédit pour le logement. Ces familles ne veulent pas de cadeau, mais des crédits qui leur permettent de se mettre un toit sur la tête. Voilà ce que réclament les plus hautes autorités religieuses et les sociétés. Et pourtant, le gouvernement ne fait rien.

Pourquoi refuse-t-on un crédit pour le logement? On prétend que cela achèverait vers le socialisme. Quand on en parle au gouvernement, comment se fait-il que prêter aux cultivateurs, c'est de la saine politique et que prêter aux ouvriers, c'est du socialisme?

On dit aussi que la solution du problème incombe à l'entreprise privée. On parle de la crainte du paternalisme d'État. C'est un faux-fuyant. C'est le devoir de l'État de suppléer à l'incapacité des groupements inférieurs. Si c'est cela qu'on appelle susciter des appétits et faire de la démagogie, j'en suis.

Pourquoi la province de Québec ne s'est-elle jamais prévalu de cette entente avec le gouvernement fédéral? Pourquoi n'a-t-elle pas profité d'une loi par laquelle le gouvernement fédéral s'engage à payer 75 % du coût de construction des maisons? En cinq ans, il s'est construit 14,500 logements en vertu des lois provinciales; cette année ce sera 25,000. En Ontario, il s'en est construit 14,919 en un an.

Le gouvernement du Québec expliquera-t-il son attitude en invoquant le principe de l'autonomie, a-t-il peur de compromettre l'autonomie? Serait-il vrai qu'une cause aussi sacrée que celle du logement servira éternellement de tremplin politique? L'autonomie, chez nous, va-t-elle paralyser toutes les bonnes causes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de profiter de l'étude de ce bill pour tenter de parler de l'autonomie provinciale.

M. Lafrance (Richmond): J'ai parfaitement le droit de parler d'autonomie au point de vue du problème du logement, en matière d'habitation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je crois que le député est dans l'ordre quand il parle d'autonomie. Le député de Richmond pourrait être rappelé à l'ordre s'il parlait d'autonomie fiscale, mais il parle d'autonomie au point de vue du problème de l'habitation.

M. le président: Je crois que le point d'ordre est bien fondé. Nous discutons d'habitation. Le

député parle des ententes fédérales-provinciales. Je lui demande de s'en tenir au bill.

M. Lafrance (Richmond): Qu'est-ce qu'on attend pour corriger la présente injustice sociale? Attend-on les bombes, la révolution?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rit.

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre finira par rire jaune s'il persiste dans sa politique actuelle. Le gouvernement prétend qu'il veut combattre les idées subversives. Je lui ai dit que le meilleur moyen, c'est de favoriser à l'ouvrier l'accès à la propriété. Il y a actuellement toute une génération qui se corrompt dans des taudis. Le gouvernement dit qu'il n'a pas assez d'argent! L'Union nationale veut des âmes saines dans des corps sains? Qu'elle fasse la lutte aux taudis. Il en coûterait moins cher de les faire disparaître que d'agrandir les sanatoriums, les prisons, les asiles d'aliénés, les centres de réhabilitation. Le premier problème de l'heure chez nous, ce n'est pas la voirie mais le logement. Nous sommes 10 ans en retard en ce domaine. Demain, il sera trop tard. Il se refuse à croire que le gouvernement limitera à cette loi son aide à la solution du problème du logement. J'espère que le gouvernement se ressaisira et permettra à tous d'avoir son logement. La devise du gouvernement devrait être: "À chaque famille sa maison".

Il (M. Lafrance) fait siennes les conclusions du dernier congrès de la CTCC⁹ au sujet du logement. Les 400 congressistes représentant près de 100,000 travailleurs ont unanimement appuyé une recommandation au gouvernement de la province de Québec de se prévaloir des avantages qu'offre l'article 35 de la loi nationale de l'habitation et de collaborer avec le gouvernement fédéral dans le but d'acquérir, d'aménager, de construire des maisons familiales pour la vente ou la location, basée sur la capacité du locataire. Cet article 35 prévoit la collaboration du gouvernement fédéral qui défraie 75 % de l'aménagement des terrains, de la construction de maisons pour location ainsi que l'aménagement et la construction à la fois de certains projets domiciliaires. Les gouvernements provinciaux n'ont qu'à défrayer l'autre 25 %.

Comment se fait-il que, devant des conditions aussi avantageuses, le gouvernement provincial n'ait pas encore conclu d'entente avec la Société centrale d'hypothèques et de logement en ce sens? Il (M. Lafrance) cite également l'exemple de l'Ontario qui a su coopérer avec le gouvernement fédéral; cette

collaboration permettra, dit-il, de construire en 1952 environ 25,000 logements.

En terminant, il adjure au premier ministre de faire quelque chose, car la situation est grave. Le problème du logement demande une solution rapide, une loi plus généreuse, qui permettrait à tous ceux qui veulent leur maison de la posséder. Pourquoi le gouvernement de Québec ne coopère pas avec l'autorité fédérale pour faire disparaître les taudis?

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

En 1948, la Chambre a créé une commission pour analyser la situation du logement en cette province. Les commissaires devaient, aux termes de la loi, s'enquérir des besoins des municipalités, indiquer les moyens d'obtenir des matériaux à des prix raisonnables, hâter la construction de logis à prix modiques et rechercher les moyens de procurer aux familles de revenus modestes des maisons salubres et conformes à leurs besoins. Une somme de \$100,000 fut mise à leur disposition pour aider la Commission à remplir sa fonction. De plus, la loi disait que les commissaires devaient procéder avec diligence. La célérité était absolument nécessaire, car les prix étaient à la hausse. Il s'agit d'un cas où il y avait des pertes évidentes et la Commission était inutile. Le gouvernement devrait faire comme l'Ontario et prendre l'aide au logement du fédéral.

La Commission a été créée au printemps de 1948. En 1949, pas de rapport. En 1950, le gouvernement présenta une loi pour se faire autoriser à conclure des ententes avec le gouvernement fédéral en vue de régler la question du logement. La loi fut votée mais on n'en entendit jamais parler depuis. En 1951, la Commission du logement revint à la vie, pour demander un montant additionnel de \$25,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

s'enquit à ce moment du travail qui avait été fait. La Commission a voyagé et dépensé ses \$100,000 en trois ans sans même produire de rapport écrit. Après quatre ans et demi, elle vient de produire un rapport qui démontre qu'elle n'a accompli aucun travail pratique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les membres de la Commission ont visité les États-Unis, la Suède, la Norvège et l'Italie pour y faire des enquêtes.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

La Commission vient seulement de faire rapport de son activité. Et ce rapport ne résout rien. On a donc

retardé de quatre ans et demi la solution du problème. Pendant tout ce temps-là, les prix ont monté et la crise du logement s'est accentuée.

Il n'y a que deux moyens de mettre fin à la crise du logement, c'est de mettre la propriété à la portée des gens, soit en fournissant des terrains à prix modiques, soit en construisant des maisons louables à bon marché.

La Commission n'a fait aucune tentative de profiter de l'offre du gouvernement fédéral de conclure une entente en vertu de la loi nationale du logement, alors que la plupart des provinces du Canada en profitent. La province pourrait encore faire quelque chose de pratique pour aider les personnes au revenu limité en concluant une entente avec le gouvernement fédéral, qui vient de consacrer un autre montant de \$200,000,000¹⁰ à la construction de logements en coopération avec les provinces et les municipalités qui veulent en profiter.

Les autorités fédérales ont déjà versé \$300,000,000 que les gens de la province de Québec n'ont pas eu la chance d'utiliser à cause de l'entêtement du gouvernement de l'Union nationale qui ne voulait pas coopérer, relativement à la loi nationale sur le logement.

En Ontario, une corporation du gouvernement a été créée pour prêter de l'argent à ceux qui veulent construire des habitations. Et pendant que le gouvernement de l'Union nationale manquait le pas, le prix des habitations montait à tel point qu'il devint impossible à la plupart des gens de songer à en acheter.

Une entente entre Québec et Ottawa permettrait de nouveaux loyers de \$35 et \$40 par mois. Il (M. Earl) ne voit de solution au problème que dans une entente entre les deux gouvernements. J'ai le regret de dire que le gouvernement de l'Union nationale n'a pas établi de procédures pratiques visant à respecter les besoins en habitation de la population de notre province au cours des quatre dernières années, où la crise du logement a été la plus importante au Canada.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne ferai pas appel à la révolution, aux bombes, au désordre ou à la démagogie la plus méprisable en parlant d'une question aussi vitale que celle du logement.

Dans notre province, notre population est saine. Peu importe les appels à la révolution, elle saura garder son calme. Les gens du Québec seront capables de juger de la situation et ils ne vont pas écouter un seul mot de ce que les "ranTERS" ont à dire.

M. Lafrance (Richmond): Point d'ordre. M. le président. Je demande au premier ministre s'il fait allusion à mes paroles? Le premier ministre n'a pas le droit de dire que j'ai fait appel à la révolution. C'est l'attitude négative du gouvernement qui amènera la révolution.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je fais probablement allusion à son attitude. C'est facile de faire des promesses généreuses lorsqu'on n'est pas au pouvoir et qu'on n'a pas le sens des responsabilités. Je répète que je ne ferai pas appel à la démagogie en parlant d'une question aussi vitale que celle du logement. Dans notre province, la population est saine et, peu important les appels à la révolution, elle saura garder son calme.

M. Lafrance (Richmond): M. le président, le premier ministre n'a pas le droit de dire que j'ai fait appel à la révolution. La révolution, c'est son attitude négative qui l'amènera.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, l'Assemblée législative n'est pas un endroit approprié pour les énergumènes.

M. Lafrance (Richmond): Point d'ordre. M. le Président, je demande que le premier ministre retire ses paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne vois pas pourquoi le député se sent visé chaque fois que je parle de désordre.

M. le président: Il n'y a pas de points d'ordre là-dedans. Je ne vois pas comment le député de Richmond veuille soulever un point d'ordre quand on fait allusion à des termes qu'il a employés lui-même. C'est le député qui, le premier, a employé les mots "révolution", "bombes" et "désordre". Il n'a pas le droit de s'en plaindre maintenant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas au monde un peuple aussi respectueux de l'ordre et de l'autorité que le peuple de la province de Québec. Il est facile de promettre la lune quand on n'est pas au pouvoir et qu'on n'a pas le sens de ses responsabilités. Quand on est au pouvoir, nous avons des renseignements et nous sommes mieux que d'autres au courant de la nature des problèmes. Mais quand nous avons la responsabilité d'administrer l'argent du peuple, au lieu de promesses, de démagogie, nous donnons des réalisations bienfaites, comme

cette loi-là, pour encourager la construction, que nous avons donnée à la province.

La preuve, c'est que j'ai reçu des compliments de nombreuses organisations ouvrières au sujet de notre loi du logement. On m'a remercié pour les réalisations fécondes de cette loi. Le député, lui, dit que cette loi n'est rien. Quarante millions de dollars, ce n'est rien pour ces gens-là; pour l'opposition, c'est peu, mais pour les payeurs de taxes, c'est beaucoup.

Aucun gouvernement n'a fait plus que le nôtre pour résoudre le problème de l'habitation, pour aider les petites gens. Si les gouvernements libéraux du passé avaient fait la moitié de ce que l'Union nationale a accompli dans ce domaine, lorsque la crise du logement a débuté, pendant tout le temps qu'ils ont été au pouvoir, nous aurions aujourd'hui au moins 100,000 logements de plus.

Ces gens-là, dans leur politique d'asservissement à Ottawa, ne veulent rien admettre, rien reconnaître. Et ils demandent toujours à la province d'être la succursale du fédéral. Ils voudraient que le problème du logement au Québec soit réglé par une loi fédérale. L'opposition montre une fois de plus qu'elle veut mettre Québec à la remorque d'Ottawa.

(Protestations à gauche)

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): C'est faux!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹¹: M. le président, je demande qu'on avertisse le jeune député que, si la politesse n'est pas de mise chez lui, elle l'est ici.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): On n'a pas le droit de désigner un membre de cette Chambre en l'appelant le "jeune député". Il faut dire l'honorable député.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'aime pas qu'on attire l'attention de la Chambre sur ses lacunes.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Ce n'est pas une lacune. Quand je parle au premier ministre, je ne l'appelle pas le "petit vieux", moi, quand je lui parle. Je soulève un point d'ordre.

M. le président: Il n'y a pas de point d'ordre là-dedans. Le député ne doit pas voir d'offense du fait qu'on souligne sa jeunesse. Il s'est lui-même vanté, hier, d'être le plus jeune député de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Notre loi est certainement la plus généreuse du Canada. Toutes les lois d'Ottawa ne sont que des lois de prêt. Les lois d'Ottawa ne donnent pas un sou. Nous, nous donnons \$40,000,000. Je ne comprends pas l'insistance de l'opposition à vouloir que nous garantissons les obligations d'Ottawa quand nous sommes privés d'une grande partie de nos revenus par le gouvernement central. En vertu de l'article 35, dont on parle, les municipalités seraient également grevées, car le fédéral ne prête qu'en exigeant la garantie de la province et des municipalités. Ça ne convient pas à la province de Québec.

D'autant plus que la crise du logement existe depuis des années et qu'elle vient en grande partie de la politique fédérale qui amène ici des immigrants au rythme de 200,000 par année. Je ne suis pas contre une politique de saine immigration mais nous devons commencer par loger les nôtres, d'abord.

Si on parcourt la province, on verra que toutes et chacune des maisons construites en vertu de la loi provinciale sont belles et solides, alors que les maisons construites en vertu des lois fédérales ne sont que des châteaux de cartes. Qu'on aille visiter les maisons d'Ottawa et on verra que, dans bien des cas, elles ne sont pas assez confortables pour nos ouvriers. Bien souvent, elles ne respectent même pas les prescriptions de l'hygiène. Nous n'en voulons pas pour nous et nous n'en voulons pas davantage pour les ouvriers. Si l'opposition aime sa province, elle n'a pas le droit de chercher à faire croire que le fédéral fait des cadeaux. Je répète que la loi fédérale n'est pas une loi cadeau.

M. Lafrance (Richmond): Ce n'est pas un cadeau que l'on veut, c'est un prêt pour bâtir. Les cadeaux, c'est du socialisme!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député devrait savoir qu'il a été en minorité dans presque toutes les municipalités où votaient les ouvriers.

M. Lafrance (Richmond): Cela n'a rien à faire avec la loi que nous discutons pour le moment. Je demande au président d'être aussi ferme qu'il l'a été tout à l'heure à mon sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je disais qu'à Windsor Mills...

Des députés de l'opposition: À l'ordre, à l'ordre, à l'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans le propre comté du député, à Windsor Mills, il s'est construit, grâce à la loi provinciale, quantité de belles maisons et de logements confortables dont bénéficient les ouvriers qui avaient été tant négligés sous les régimes libéraux. Nous voulons faire tout ce qu'il y a moyen de faire, mais sans aller au-delà des possibilités raisonnables. Quant on fait des lois pour les cultivateurs, l'opposition nous critique. Quand nous présentons des lois pour les ouvriers, on critique encore les cultivateurs. On parle du prêt agricole.

Tout le monde admet que la classe agricole présente dans une nation plus de stabilité grâce à la possession de la terre. Et nous prêtons aux cultivateurs. La terre représente une valeur stable qu'on ne trouve pas en ville. Et nous ne donnons pas un sou aux cultivateurs, nous ne leur faisons pas de cadeau.

Tandis que, dans le cas de la crise du logement, il fallait aider les ouvriers des villes et aller jusqu'à leur faire des cadeaux. Il s'agit d'un cadeau de \$40,000,000 à la construction de maisons pour les ouvriers que les cultivateurs sont heureux de faire pour aider leurs frères, les ouvriers. Les cultivateurs n'ont pas dit un mot, parce qu'ils sont prêts à aider les ouvriers, leurs frères.

Il (l'honorable M. Duplessis) interrompt son discours pour annoncer que la Chambre vient de recevoir un message du Conseil législatif annonçant une cérémonie de sanctions de lois.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 8 constituant le département des Transports et Communications;
- bill 14 relatif à l'impression des Statuts;

- bill 17 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac;
- bill 18 modifiant la loi de l'exécutif;
- bill 20 modifiant la loi de la Régie des transports;
- bill 21 concernant les coopératives d'électricité.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles;

3 Loi modifiant la loi du crédit agricole du Québec;

6 Loi modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement;

7 Loi pour venir en aide aux sinistrés de Saint-Urbain;

8 Loi constituant le département des Transports et Communications;

10 Loi concernant les recorders et les Cours du recorder;

13 Loi abrogeant la loi des prisons de réforme pour les jeunes délinquants;

14 Loi relative à l'impression des Statuts;

17 Loi modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac;

18 Loi modifiant la loi de l'exécutif;

20 Loi modifiant la loi de la Régie des transports;

21 Loi concernant les coopératives d'électricité;

25 Loi relative aux emprunts de la Commission de transport de Montréal;

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Projets de loi:

Amélioration des conditions de l'habitation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 4 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) au cours de la présente séance, et dont le texte se lit comme suit:

Que l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 6, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11 et par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement est autorisé à affecter, aux fins de la présente loi, une somme totale de quarante millions de dollars."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Lorsque la Chambre s'est ajournée pour assister à une sanction de bills, j'étais à donner des renseignements additionnels sur la loi présentement à l'étude.

Je déclare que la loi s'adresse à la raison et au cœur de la population. Elle est basée sur une législation saine, respectueuse des possibilités et tenant compte des besoins dans différents domaines. L'opposition n'a pas étudié la loi et a interjeté dans le débat des considérations qui n'ont rien à faire avec cette loi. Je regrette que l'opposition ait toujours tendance à confier le règlement de nos problèmes au fédéral.

La loi actuelle n'est pas la seule que nous ayons présentée pour remédier à la crise du logement. Il existe une loi dans le but de permettre aux municipalités d'aider ceux qui se construisent. Nous, nous empêchons l'exode des agriculteurs vers les villes; nous contribuons d'autant au règlement de

cette crise. Si le cultivateur reste à la campagne il n'ira pas grossir les populations des villes.

Grâce à l'amour du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) pour la classe ouvrière, une autre solution a été apportée. Quand le ministre du Travail, qui est un ouvrier authentique, crée des centres d'apprentissage pour parer à la pénurie de main-d'œuvre nécessaire à la construction des maisons, c'est encore une réalisation en faveur du logement. Voilà des œuvres. Voilà des réalisations qui ont du bon sens. On ne me fera pas croire que l'ouvrier veut avoir des maisons sans rien faire. Ce qui s'est fait à Trois-Rivières peut se faire ailleurs.

Si l'opposition veut critiquer, faire de l'obstruction, c'est son affaire. Que les députés de l'opposition continuent leurs discours. Quant à nous, nous allons continuer à réaliser des œuvres et à faire du bien.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il faut analyser calmement, froidement et en toute tranquillité. Ce que nous prétendons, c'est que le gouvernement ne fait pas assez pour la classe ouvrière, pour la famille ouvrière. La loi n'est pas assez avantageuse pour les ouvriers. Cette loi n'est que la modification d'une loi antérieure, mais n'apporte véritablement rien qui soit de nature à aider véritablement à la solution de la crise du logement. Elle ne permet pas à l'ouvrier d'acquérir une maison. Il n'y a pas un député de l'opposition qui va voter contre cette loi, même s'il la trouve insuffisante. Mais nous continuerons à réclamer davantage, car cette loi ne profite pas au petit salarié, à l'ouvrier vivant de son salaire.

Une voix: Il n'en reste plus après les impôts d'Ottawa.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Ce qui empêche la masse ouvrière d'accéder à la propriété, c'est le problème de la mise de fonds initiale. C'est là que devrait porter l'effort du gouvernement. Ce qu'il faut, c'est un prêt pour couvrir la mise de fonds initiale. C'est une loi qui exige une mise de fonds initiale trop forte et, comme par le passé, l'ouvrier continuera à vivre dans des logements trop exigus. Cette loi ne répond donc pas aux besoins de la masse ouvrière, la plus importante, parce que la plus nombreuse.

Je ne veux pas décrier la classe agricole et on a eu raison de faire confiance au cultivateur avec le crédit agricole. Les ouvriers sont aussi honnêtes et aussi solvables que les cultivateurs. L'ouvrier qui

travaille autant que le cultivateur dans des conditions moins salubres que lui a droit à une habitation où il ne risque pas de contracter des maladies.

De plus l'ouvrier paye les trois-quarts des taxes; on est donc malvenu de dire qu'il s'agit d'un cadeau quand on l'aide. Ce n'est qu'un dû. Le gouvernement actuel ne veut pas le comprendre. Il est le mandataire du peuple et se doit de l'aider à résoudre ses problèmes.

Il n'y a que les ouvriers recevant de \$80 à \$100 par semaine qui peuvent s'acheter une maison. Mais ils ne sont pas capables de fournir les \$2,500 ou plus qu'il faut avoir pour profiter des avantages de cette loi, de sorte que la loi est inutile à la classe ouvrière.

La plupart des gens auraient le moyen de payer les intérêts, mais ils sont incapables de trouver la mise de fonds initiale. Il (M. Noël) n'est pas opposé à ce que des immigrants viennent s'établir dans son comté, mais, dit-il, la loi provinciale profite surtout aux immigrants qui arrivent ici avec de l'argent en poche.

Il (M. Noël) cite le témoignage de Mgr Charbonneau qui, le 19 janvier 1948, attirait l'attention du gouvernement sur le problème du logement. Il décrivait les logements surpeuplés non seulement comme une source de maladies physiques, comme la tuberculose et autres, mais comme un foyer de corruption morale. Mgr Charbonneau a fait beaucoup pour la ville de Montréal.

(Applaudissements)

Comme Mgr Léger aujourd'hui, il s'est penché sur le problème des taudis et des logements insalubres. Les plus grands sociologues, à la suite de Pie XII et des évêques, disent que le statut social dépend de l'accession à la propriété. Or, avec cette loi, la majorité des ouvriers ne peut pas y accéder. Ce sont les immigrants qui ont de l'argent qui bénéficient le plus de la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ridicule.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): C'est le premier ministre qui est ridicule.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): C'est effrayant de dire des choses comme ça.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Un jour ou l'autre, le peuple va vous trouver effrayant.

Il (M. Noël) réclame un crédit urbain qui prêtera aux ouvriers. La Commission qui a siégé pendant quatre ans et dépensé \$125,000, pour dire

finale­ment que le problème devait être résolu par Ottawa, s'est prononcée contre le crédit urbain, mais son rapport ne vaut rien.

On continue seule­ment à aider ceux qui ont le moins besoin d'être aidés; avec le gouver­nement actuel, lorsqu'on aide le misérable, on met en danger l'initiative privée. Quant à cette fameuse Commission, un des membres qui n'a jamais siégé, m'a-t-on affirmé, a signé le rapport.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député n'a pas le droit de dire de telles choses qui sont fausses. La commission est formée de gens compétents, désintéressés qui ont fait leur travail consciencieusement.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le gouver­nement aime instituer des commissions d'enquêtes qui sont composées d'hommes à la dévotion du gouver­nement; ils s'assurent de bons salaires, mais la province n'en retire rien en général.

Nous voulons une loi qui aide l'ouvrier. Le problème du logement est un problème mondial. Mais c'est dans la province de Québec qu'on a fait le moins pour le régler.

Il a des répercussions dans toutes les sphères de la société. Aux prochaines élections provinciales, le gouver­nement dira qu'on a construit des prisons, des hôpitaux, des sanas et des asiles d'aliénés.

Des députés ministériels rient.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): À propos des asiles d'aliénés, le seul moyen pour y entrer, est de passer par les tribunaux, par la Cour du recorder.

M. Lizotte (L'Islet): C'est faux.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) cite le cas d'une vieille femme de 78 ans qui ne peut se faire hospitaliser parce qu'elle n'a pas d'argent. Ces malaises sociaux démontrent que nous avons besoin chez nous de logements pour permettre aux familles ouvrières de s'épanouir. Les logements de cinq pièces sont trop étroits pour des familles nombreuses. On réclame le crédit urbain ouvrier continuellement depuis 1948.

Je suis plus autonomiste que quiconque et c'est pourquoi je veux que le problème du logement soit réglé par une loi provinciale efficace. On devrait au moins exiger la construction de maisons de sept ou huit pièces pour les familles nombreuses et non pas de cinq pièces.

C'est bien beau d'empêcher les évictions de familles nombreuses pendant un certain temps, mais quand ces familles sont chassées d'un logement, elles doivent en trouver un autre. Il leur faut payer pour le logement souvent des loyers de \$90 et \$100 et sous-louer une ou plusieurs pièces pour pouvoir payer ce loyer. Résultat: on augmente encore le nombre des occupants d'un logement.

On réclame le crédit urbain ouvrier continuellement depuis 1947. Il cite des articles de différents journaux réclamant ce crédit ouvrier. Il (M. Noël) cite à ce sujet un article du *Front ouvrier*¹², article de 1947, puis un article de *L'Action catholique*. (Pour lire, le député se tourne légèrement) Les articles recommandent le crédit ouvrier pour permettre au petit salarié de devenir propriétaire en payant sa maison par faibles versements mensuels.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député n'a pas le droit de tourner le dos au président. Ce qu'il faut, c'est un crédit à taux d'intérêt très bas.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): On va regarder le premier ministre en face parce que, dans l'opposition, on n'a pas peur du premier ministre. Les articles recommandent le crédit ouvrier pour permettre au petit salarié de devenir propriétaire en payant sa maison par faibles versements mensuels.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pourquoi le député de Jeanne-Mance est-il en faveur d'un crédit fédéral qui charge 5.5 %?

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je suis contre l'ingérence du fédéral, mais en faveur d'une aide qui permette à l'ouvrier de se loger.

Il (M. Noël) proteste contre le fait que les paroles du député de Richmond, exposant son point de vue sur le problème de l'habitation, ont été taxées de démagogiques. Faut-il comprendre, dit-il, qu'il ne faut pas songer à accorder à nos mandants ce qu'ils nous réclament?

Il s'élève contre le gouver­nement qui parle de cadeaux faits aux nouveaux propriétaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député n'a pas le droit de dire que nous n'aimons pas les ouvriers.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): J'aimerais citer quelques extraits de la commission Rowell-Sirois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mes honorables amis en sont à leur première session. Moi aussi, j'ai eu ma première session. Jusqu'ici, je leur ai permis de citer des journaux et voilà maintenant qu'on arrive avec le rapport Sirois. Le député est très intéressant, mais le Règlement dit qu'on ne peut citer dans cette Chambre des extraits de journaux et qu'on doit s'en tenir au sujet de la loi.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): La famille ouvrière est la plus négligée. Sauvons-la en lui donnant le crédit urbain ouvrier.

La loi provinciale pour encourager la construction devrait exiger l'aménagement de logements de sept à huit pièces, et non pas de cinq pièces, pour venir en aide aux familles nombreuses. Je demande au gouvernement de renouveler sa législation. Si l'on doit donner \$10,000,000 pour encourager la construction, qu'on donne au moins à la loi une nouvelle tournure pour que l'ouvrier ait enfin les moyens de devenir propriétaire. On a eu raison de faire confiance à notre classe agricole que j'admire; on peut aujourd'hui faire confiance à notre classe ouvrière.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il y avait à Joliette un problème de logements ouvriers et, grâce à la loi de l'Union nationale, il a été entièrement résolu. Depuis trois ans, environ 200 logements ont été construits. Les nouveaux propriétaires ont reçu, en cadeau, un don de \$150,000 à \$200,000. Ce dont ils avaient besoin, ce n'était pas des prêts, c'est l'aide que le gouvernement de l'Union nationale leur a accordée. Trois coopératives se sont formées; l'une dans la paroisse du Christ-Roi et les deux autres dans celle de Sainte-Thérèse.

L'une, dans Sainte-Thérèse, était composée d'une vingtaine d'ouvriers qui se sont adressés, sur l'instigation d'adversaires politiques, à la Société centrale d'hypothèques, soit à l'organisation fédérale, qui chargeait 5.5 %¹³. Les deux autres se sont adressées à des compagnies d'assurance. La coopérative de Sainte-Thérèse s'est rendu compte de la situation. Elle est allée voir l'ancien candidat pour lui dire qu'elle avait été mal conseillée. Celui-ci n'a pu leur donner satisfaction.

Je suis intervenu; ceux qui s'étaient d'abord adressés à la Société centrale sont venus me voir: "Si le gouvernement provincial ne nous aide pas, nous allons perdre nos maisons; le prêt de \$8,000 est suffisant, mais nous avons besoin d'aide pour payer l'intérêt". Chaque membre a obtenu \$9,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ceux qui avaient reçu un prêt n'avaient pas été aidés?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Non, car ils ne pouvaient suffire. Et l'ex-candidat dans Joliette a essayé de leur obtenir un prêt à la Sun Life de Montréal, en vertu de la loi provinciale, et il a manqué son coup. Ils sont venus me voir, ils ont eu ce qu'ils désiraient et ils reçoivent maintenant \$270 par année de Québec.

On parle de crédit urbain, mais on ne parle pas des garanties qui seront données. Les dizaines de milliers de taudis dont on déplore l'existence dans la province sont la conséquence directe des 40 ans d'inaction des régimes libéraux. J'ai été heureux d'entendre le député de Jeanne-Mance (M. Noël) dire que les loyers à prix élevés peuvent être occupés par les ouvriers qui gagnent \$80 et \$90 par semaine. En effet, c'est le salaire que gagnent un grand nombre de nos ouvriers.

Le gouvernement fédéral laisse entrer les immigrants par milliers sans prendre des mesures pour les loger. Il arrive 300,000 personnes au pays par année. Je ne suis pas contre l'immigration. Mais on ne devrait pas faire venir des gens qui n'ont pas de logis et pas de travail, au détriment de l'ouvrier québécois.

Ces gens-là sont pauvres et incapables de payer des prix élevés. Tout le monde a vu dans les journaux de grandes annonces de la Société centrale d'hypothèque et de logement qui offre des logements de quatre pièces à \$76 par mois. Ce ne sont pas des prix à la portée des immigrants. Qu'on m'en cite un seul qui s'est procuré une maison.

À Joliette, il y a des patrons, des contremaîtres et des surintendants qui sont les locataires de leurs subalternes. Ce ne sont pas des articles de journaux ou des citations d'évêques ça.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Est-ce que tous les journalistes qui sont ici ne sont pas des gens honnêtes?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Tous les journalistes sont mes amis. Ils savent faire une distinction entre celui qui vous parle et le député de Jeanne-Mance.

Dans une ville de 20,000 âmes, la question du logement a été complètement réglée, grâce à l'Union nationale. Les ouvriers ne disent pas: donnez-nous l'argent qu'il nous faut, mais aidez-nous. Ils ne sont pas capables de payer 5.5 % d'intérêt.

J'affirme qu'après avoir emprunté à Ottawa, les gens qui se bâtissent ne sont plus capables de payer les intérêts, les taxes, les amortissements, les réparations, les assurances, etc.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15**Projets de loi:****Fédération des Sociétés
Saint-Jean-Baptiste**

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 concernant la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de ville de
LaSalle**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 modifiant la charte de la ville LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la ville de
Bedford**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 modifiant la charte de la ville de Bedford soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville de Val-d'Or

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 concernant la

ville de Val-d'Or soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la ville de
Saint-Pierre**

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Mortimer
Ross Rubenstein**

M. Cottingham (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 changeant le nom de Mortimer Ross Rubenstein en celui de Mortimer Ross soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la ville de
Trois-Pistoles**

M. Raymond (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 modifiant la charte de la ville de Trois-Pistoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la ville de
Victoriaville**

M. Roy (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 modifiant la charte de la ville de Victoriaville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la ville
d'Asbestos**

M. Lafrance (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 modifiant la charte de la ville d'Asbestos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la ville
d'East Angus**

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 modifiant la charte de la ville d'East Angus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Société coopérative
fédérée
des agriculteurs**

M. Roy (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Écoles protestantes
de Montréal**

M. Cottingham (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Villes de
Saint-Joseph-d'Alma
et de Riverbend**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 concernant la ville de Saint-Joseph-d'Alma et la ville de Riverbend soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
d'Alexandre H. Barbeau**

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 concernant la succession d'Alexandre H. Barbeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Syndics Apostoliques des Frères
Mineurs ou Franciscains**

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 modifiant la loi constituant en corporation les Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Village de Pointe-Calumet

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 concernant la municipalité du village de Pointe-Calumet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Montreal & James Bay
Railway Company**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 constituant en corporation la Montreal & James Bay Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

École ménagère

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 concernant certaines écoles ménagères soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Corporation
des Pères Maristes**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 constituant La corporation des Pères Maristes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Union Canadienne
Compagnie d'Assurances**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 concernant l'Union Canadienne Compagnie d'Assurances soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Frères de Saint-Vincent-de-Paul

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant la charte des Frères de Saint-Vincent-de-Paul soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Amélioration des conditions de l'habitation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 4 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) au cours de la présente séance, et dont le texte se lit comme suit:

Que l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 6, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11 et par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement est autorisé à affecter, aux fins de la présente loi, une somme totale de quarante millions de dollars."

M. Marquis (Québec-Est): Dans un comté comme celui qu'il représente, il y a, dit-il, au moins 3,000 couples mariés qui sont entassés dans des chambres au lieu d'être dans des logements ou des maisons. C'est là une situation antisociale et antifamiliale, dangereuse pour la santé morale et pour la santé physique. Des logements convenables pour une famille deviennent des taudis du fait de la cohabitation de plusieurs familles.

Il (M. Marquis) cite les encycliques en exprimant l'espoir qu'on ne traitera pas de démagogues Pie XI et Pie XII, pour prouver que

c'est le devoir de l'État de suppléer à la carence des individus quand un problème d'une telle envergure se présente. Il peut devenir dangereux, dit-il, de laisser les gens vivre dans de telles conditions. L'un des meilleurs moyens de lutter contre le communisme est de favoriser la construction d'habitations familiales. Le premier député communiste du Parlement a été élu sur une plateforme électorale qui condamnait la crise du logement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi a permis la construction de 17,000 logements.

M. Marquis (Québec-Est): Je ne dis pas qu'elle n'a pas aidé ceux qui avaient le capital nécessaire pour en profiter. Mais, parmi ces 17,000, beaucoup se seraient construits quand même. Il se construisait des maisons avant 1948. Le grand mal, c'est que ceux qui auraient le plus besoin de logements n'ont pas le capital nécessaire pour la mise de fonds initiale. C'est bien de payer une partie de l'intérêt sur les sommes investies dans l'habitation. Cela fait l'affaire de ceux qui ont de l'argent, mais non pas l'affaire de ceux qui n'ont pas suffisamment de capital. Ce n'est pas en payant une partie de l'intérêt que l'on va remédier au problème actuel.

Pour ceux qui n'ont pas d'économies, un crédit urbain devrait entrer en jeu. Mais la Commission d'étude du gouvernement s'y objecte en proclamant, notamment, que cela conduirait au socialisme. Quoi qu'en dise la Commission du logement, un tel crédit, loin de nuire à l'initiative privée, l'encouragerait en favorisant l'accession à la propriété. Ce ne serait pas non plus du socialisme. C'en serait si les logements étaient construits totalement par l'État. Mais dès que c'est l'individu qui bâtit, ce n'est pas du socialisme, c'est une loi sociale.

La Commission prétend qu'il y a manque de main-d'œuvre? Tout le monde sait au contraire qu'il y a du chômage. Et si certains matériaux comme le fer ont été rares, il s'agit plutôt de matériaux pour les édifices publics que pour les maisons familiales.

À Québec, un syndicat coopératif d'habitation ouvrière s'est formé. L'Hôpital général est prêt à céder des terrains à raison de \$0.035 le pied carré. Tout est organisé. Ce qui manque, c'est une partie du capital pour commencer la construction. Il faudrait un crédit urbain qui prêterait au moins jusqu'à 85 % de la valeur des maisons. Je voterai quand même pour la loi car, quand on ne peut avoir un bœuf, on prend un œuf.

M. Hamel (Saint-Maurice) félicite le président du comité, le député de Montcalm, d'avoir été choisi de nouveau à ce poste. Fils de Sir Mathias Tellier, dit-il, il a sans doute hérité de ses qualités d'impartialité. Bon sang ne saurait mentir.

Ce 3 % d'intérêt que l'on paie en vertu de la loi provinciale, c'est, en somme, une application du crédit social, ce qui veut dire qu'on ne doit pas rejeter du pied la théorie du Crédit social, qui est appliquée dans deux provinces, sans l'avoir étudiée sérieusement, surtout quand on la retrouve dans une des lois de cette province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce le chef du Crédit social qui parle? D'après ce que le député dit, nous ne faisons pas seulement l'examiner, nous l'appliquons.

M. Hamel (Saint-Maurice): Non ce n'est pas le chef du Crédit social, mais je dis qu'il ne faut pas rejeter cette théorie sans l'étudier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons dû l'étudier, puisqu'elle est appliquée.

M. Hamel (Saint-Maurice)¹⁴: La loi est bonne, mais il s'agit de savoir si elle est suffisante ou non dans les circonstances présentes. Il y a deux sortes de besoins à rencontrer: les besoins accumulés et les besoins courants. Nous avons d'abord à rencontrer des besoins accumulés au cours des années: taudis qu'il faudrait remplacer par des habitations salubres, les logements surpeuplés, déficit provenant des années de guerre, et ici, je dirais qu'il importe peu de savoir qui est responsable de la situation actuelle.

Combien y en a-t-il dans la province? Nous n'avons pas de statistiques, mais si l'on tient compte des témoignages rendus, il existe dans la province de Québec des taudis indignes de la personne humaine. Il faut aussi pourvoir au soulagement des logements surpeuplés. C'est un fait incontestable que des familles s'entassent dans des logements trop exigus. Il faut aussi couvrir le déficit découlant de la guerre, alors que nous avions 1,000,000 d'hommes sous les armes et un 1,000,000 d'autres dans les usines de guerre. La main-d'œuvre a donc été détournée de la construction des habitations.

Le gouvernement nous dira que c'est le fédéral qui est responsable de ce problème. Peu importe d'où vient le problème. Il existe. Il est là. Il se pose et c'est au gouvernement de le régler. Il faut le résoudre pour rattraper le temps perdu. À ces

besoins accumulés s'ajoutent les besoins courants. En plus des logements qu'il faut reconstruire, il faut assurer une marge suffisante pour que joue normalement la loi de l'offre et de la demande, marge que l'on évalue à 4 % aux États-Unis. Disons qu'ici elle ne devrait être que de 2 %. Ce serait déjà 14,000 logements qu'il faudrait pour remplir les conditions normales.

Mais il y a aussi l'augmentation de la population. Dans notre province, il y a eu 136,234 mariages au cours des quatre dernières années. Il faut s'organiser pour que les nouveaux mariés soient logés. Je sais que beaucoup de ménages s'en vont en chambre, mais c'est parce qu'ils ne peuvent faire autrement.

Mais il faut absolument qu'ils finissent par avoir leur logement. Il faut aussi remplacer les maisons actuellement existantes qui tombent de vétusté. La vie normale d'une maison est d'environ 50 ans. Il faut donc fixer le taux de remplacement à 2 %.

Le rapport Curtis de 1944 évaluait les besoins annuels du Canada entre 110,000 et 150,000¹⁵ nouveaux logements par année pour parer à la crise du logement. Il est incontestable que la situation est plus critique aujourd'hui qu'en 1944. Et il est incontestable que c'est dans la province de Québec que la situation est la plus critique. Ce n'est pas par hasard que le premier député communiste à franchir l'enceinte de la Chambre des communes ait été élu à Montréal après avoir fait sa campagne précisément sur le problème du logement.

Il nous faudrait, dans la province de Québec, pour faire face aux besoins accumulés et aux besoins courants, bâtir entre 40,000 et 50,000 nouveaux logements par année au cours des 10 prochaines années. Or, en 1950, il s'est construit dans le Québec, suivant l'*Annuaire du Canada*, 22,912 logements nouveaux mis à la disposition de la population. Ça ne représente pas la moitié des besoins. La province d'Ontario a bâti l'an dernier 31,440 logements et, cependant, le problème est moins aigu dans cette ville que chez nous.

Le ministre du Travail a prétendu qu'on ne réussissait pas à construire de logements à cause du manque de main-d'œuvre. Or, les inscriptions à l'assurance-chômage, qui ne nous donnent qu'une partie du tableau, nous indiquent qu'il existe un grand nombre de chômeurs dans l'industrie du bâtiment chez nous. Il y avait en moyenne, en 1944, 10,454 chômeurs de cette industrie; en 1945, on en comptait 41,139; 96,760 en 1946; 68,254 en 1947; 88,909 en 1948; 135,624, en 1949.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ceci est une moyenne mensuelle? Ces chômeurs peuvent

avoir été inscrits plusieurs fois au cours de la même année?

M. Hamel (Saint-Maurice): La chose est possible. Mais j'ai d'autres chiffres plus précis à ce sujet. On ne peut pas parler de pénurie de main-d'œuvre quand, au 31 juillet 1952, il y avait dans la seule province de Québec 51,600 chômeurs retirant des allocations. *La Gazette du travail* de septembre 1952 disait que le peu d'activités dans l'industrie du bâtiment s'est traduit par une forte augmentation du chômage dans la région de Québec. C'est dans les métiers de la construction que le chômage se faisait plus particulièrement sentir. Un autre indice nous est fourni par la réduction des opérations forestières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voyons. Voyons. Cela n'a rien à faire avec la construction des maisons. Ce ne sont pas les bûcherons qui les bâtissent.

M. Hamel (Saint-Maurice): Non. Mais avant d'entrer dans la construction des maisons, le bois doit être coupé dans la forêt. Je ne suis pas prêt à dire qu'une remise d'intérêt, comme c'est le cas dans la présente loi, est un don comme l'a prétendu le premier ministre. Quand on prend de l'argent dans sa poche, c'est un don; mais quand on prend l'argent des taxes, c'est une remise.

Alors qu'il nous faudrait entre 40,000 et 50,000 nouveaux logements par année, on en a bâti en moyenne 4,000 par année avec la loi actuelle. C'est une bonne chose de payer une partie de l'intérêt, mais le problème n'est pas là. Le problème est dans la mise de fonds initiale. La façon dont s'y prend le gouvernement pour régler la crise du logement me fait penser à un enfant qui veut mettre une chaloupe à l'eau et qui apporte de l'eau à cuillerées. Il ne réussira jamais à mettre la chaloupe à l'eau.

Il faudrait un crédit urbain qui couvre 100 % de la valeur des maisons. Avec les salaires actuels, le père de famille de quatre enfants n'est pas capable d'accumuler suffisamment d'économies pour payer comptant 20 % du coût de la construction. Il est donc impossible à l'ouvrier moyen de bénéficier de la loi actuelle.

Mais quelles garanties les ouvriers ont-ils à offrir? Il y a d'abord la garantie morale du père de famille qui vaut certainement quelque chose. Il s'agit de pères de famille qui, autrement, sont incapables de mettre de côté l'argent nécessaire, mais qui peuvent aussi bien payer une maison qu'un loyer. Je

ne demande pas qu'on prête 100 % à celui qui n'a rien parce qu'il a gaspillé, il y a sans doute des distinctions à faire, mais il est certain que la plupart des pères de famille s'efforceraient avec cœur de rencontrer leurs obligations.

Qu'on me nomme une ville qui a vu sa population diminuer depuis 50 ans. C'est donc un indice de stabilité. La population des villes et des villages va continuer à augmenter. Les logements qui seront construits serviront. Et si l'ouvrier est forcé de déménager pour une raison ou pour une autre, la maison sera toujours là. Qu'est-ce qui l'empêchera de vendre sa maison? Il ne peut toujours pas emporter sa maison sur ses épaules. C'est une garantie. Si l'on craint de s'embarquer dans une affaire trop onéreuse, qu'on limite le prêt à 100 % aux familles de quatre ou cinq enfants.

Il (M. Hamel) cite l'expérience d'un père de huit enfants qui n'avait pas \$25 en argent, mais qui payait \$30 de loyer par mois. Il s'est acheté, dit-il, une maison convenable pour \$4,000 et il aura fini de la payer en mars 1953. Ce qui a été fait pour ce père de famille peut se faire pour d'autres. Ce n'est pas de la démagogie, cela. Est-ce de la démagogie que de demander pour des ouvriers des maisons de \$4,000 à \$6,000¹⁶ qu'ils pourront payer de leur vivant? Ce serait une expérience et je crois qu'on rencontrerait le même succès qu'avec le crédit agricole. J'appuierai la mesure parce qu'elle est bonne, mais j'ai pensé que, dans mon comté, en grande partie urbain, il y aurait moyen de faire davantage et de donner le crédit urbain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice a une belle voix, s'exprime facilement, mais fait de beaux rêves irréalisables. Il faut prendre les choses telles qu'elles sont. Il ne faut pas oublier que nous sommes sur la terre. Si belles que soient les étoiles, il ne faut pas s'y accrocher. La province de Québec est immense. La province se développe à pas de géant et le gouvernement, aux prises avec une foule de problèmes, ne peut pas prendre tout l'argent du peuple pour en régler un seul. Que ceux qui ont créé cette crise du logement la règlent.

Une voix libérale: C'est encore probablement le fédéral?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, c'est le fédéral. Ceux qui sont responsables de la crise du logement, ce sont les gens d'Ottawa. Ils devraient s'intéresser à le régler au lieu de s'accaparer

77 % des revenus nationaux et de n'en laisser que 13 % aux provinces. On veut tout simplement mettre sur le dos de celui qui est spolié tout le poids du fardeau au bénéfice de l'accapareur.

Relevant les prétentions du député de Saint-Maurice au sujet du coût des maisons, il (l'honorable M. Duplessis) dit qu'il connaît très bien Shawinigan. Il est impossible, dit-il, d'y construire une maison convenable pour une famille ouvrière à moins de \$7,000 à \$8,000. Le député de Saint-Maurice n'est pas juste pour l'ouvrier. Les ouvriers veulent plus et méritent plus qu'une maison de \$4,000 à \$5,000. Personne n'admettra qu'on peut construire une maison convenable pour \$4,000, à moins de n'avoir aucun respect pour l'ouvrier. Quatre mille dollars, c'est le prix d'une grange.

Quand nous avons multiplié les écoles, et tout particulièrement les écoles spécialisées, nous voulions aider les ouvriers tout autant que les cultivateurs. Et je pourrais multiplier les exemples. Voudrait-on qu'on cesse les réalisations dans tous les autres domaines pour garder tout l'argent pour le logement? Voudrait-on qu'on ruine la province pour régler un seul problème? Si le gouvernement devait bâtir 40,000 maisons dans un an, il ruinerait la province dans un an et demi. Aucun gouvernement n'est capable d'entreprendre pareille dépense. Ceux qui sont de bon compte admettront qu'il est impossible de faire plus qu'a fait l'Union nationale.

Une voix libérale: Dans l'Ontario?

Un député de l'opposition: À Toronto, 80 % de la population possède sa propre maison en comparaison de 20 % dans la ville de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si les députés de l'opposition croient qu'on est mieux en Ontario qu'au Québec, ils n'ont qu'à y aller vivre. Ils ont parlé de Toronto comme de la ville lumière. Pour eux, Toronto, qui ne perd jamais l'occasion de déprécier le Québec, c'est un paradis terrestre.

On a parlé de Toronto où la majorité des gens est propriétaire, mais on n'a pas dit que la ville de Toronto élit deux députés communistes, que Tim Buck¹⁷ a obtenu 23,000 votes dans une élection municipale et qu'il y a des conseillers communistes dans le conseil municipal. Je ne critique pas, je ne fais que mentionner la chose. Le gouvernement de la province de Québec ne prend pas son inspiration à Toronto. Toronto peut régler ses affaires elle-même et Québec s'occupera des siennes...

L'opposition cite des statistiques pour déprécier le Québec. Nous devons administrer selon nos moyens. Donner \$40,000,000 en cadeau, je trouve cela très généreux. On s'ingénie, du côté de l'opposition, à déprécier la province de Québec. Pour moi, c'est la plus belle province. C'est la province où le peuple a le meilleur goût et le meilleur jugement. Elle l'a prouvé aux dernières élections. La présente législation en est une preuve. En Europe, les terres appartiennent à des seigneurs, mais dans le Québec, chaque cultivateur a la sienne.

Il (l'honorable M. Duplessis) reproche à l'opposition de soulever constamment des appétits et de tenter de soulever les ouvriers contre les cultivateurs. Je connais les ouvriers, dit-il. Je sais qu'ils n'approuvent pas les tactiques de ceux qui promettent tout et ne font rien.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit qu'il n'a pas voulu, en donnant le chiffre de 40,000 à 50,000 maisons, dire que le gouvernement devrait payer ou garantir seul, en entier, ces maisons.

Il ajoute qu'il pourra montrer au premier ministre, dans Shawinigan-Sud, des maisons en brique qui ont coûté \$4,000 à \$5,000. Combien ont coûté les maisons construites par le chanoine Chamberland?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Même les maisons de la coopérative de Trois-Rivières ont coûté au moins \$6,000 à \$7,000, bien que le travail ait été fait en coopération et qu'on n'ait rien déboursé pour la main-d'œuvre.

M. Hamel (Saint-Maurice): À deux logements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, et à part ça, ces gens ont travaillé, le chanoine avec eux, sans salaire ou à des salaires et à des heures qui ne tenaient évidemment pas compte des taux des conventions collectives. Aujourd'hui, les conditions sont moins bonnes qu'alors.

M. Hamel (Saint-Maurice): On m'assure que ces maisons ont coûté beaucoup moins. Évidemment, je ne parle pas de donner ça à un contracteur de l'Union nationale.

M. Bélanger (Lévis)¹⁸: Les libéraux ne veulent pas créer d'appétits, mais ils ont soif de justice. Représentant d'un comté mi-rural mi-urbain, il se dit certain que les cultivateurs de sa circonscription seront heureux d'approuver ce projet dont bénéficieront surtout leurs confrères de la ville.

Montréal a actuellement besoin de 40,000 logis au moins: Québec, de 5,000¹⁹. Il y a eu, en 1951, 5,239 maisons construites à l'aide partielle de cette loi; il y a eu, durant la même année, 44,000 mariages. Nous disons que la loi est bonne, qu'elle part d'un bon principe, mais elle est insuffisante, et on le voit facilement par l'écart des chiffres que nous venons de citer. Il y a moyen de faire mieux.

Le taux de l'intérêt payé devrait être plus élevé, car l'intérêt a augmenté depuis 1948. En plaçant l'argent de la province, et non de l'Union nationale, on prend une assurance contre la maladie par le logement, contre la délinquance, on aide les commissions scolaires et municipales.

M. Cournoyer (Richelieu): Mais les gens se bâaissent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas une miette. Si le député de Richelieu veut laisser terminer le député de Lévis, on discutera ensuite de ça tant qu'il voudra. Ça serait un bon moyen de faire monter encore. Actuellement, Ottawa charge 5.5 % et il n'y a pas un ouvrier qui est capable de payer ça; ça ne tient pas debout.

M. Bélanger (Lévis): En outre, le gouvernement actuel devrait faire bénéficier notre province, qui paie avec les autres à Ottawa, des offres de cette dernière, comme l'Ontario, de façon que nous ne payions pas inutilement et pour tirer parti de cette loi dont *Le Devoir* même disait qu'elle ne portait pas atteinte à l'autonomie. Le projet a aussi été endossé par *L'Action catholique* et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), ainsi qu'une foule d'autres organismes.

Elle ne couvre que les maisons construites depuis 1948. On pourrait s'organiser pour que le nouveau propriétaire ne paie pas plus de 2 %. Il (M. Bélanger) reproche au gouvernement de Québec de payer pour la loi fédérale de l'habitation et de n'en pas faire bénéficier la population. Il émet l'opinion que la loi fédérale est meilleure que la loi de Québec. Le gouvernement devrait consentir à bénéficier des offres d'Ottawa pour récupérer l'argent versé en impôts au gouvernement fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'ouvrier est absolument incapable de payer 5.5 % et les autres frais.

M. Bélanger (Lévis): Le gouvernement devrait aussi aider les coopératives d'habitation. Le système

coopératif a fait ses preuves et sa valeur est universellement reconnue. C'est le meilleur moyen de développer la libre entreprise selon la morale chrétienne. Les 80 coopératives de la province n'ont bâti cette année que 200 maisons. Il y a évidemment quelque chose qui ne va pas. C'est pourtant le mode de construction de maisons à bon marché. Le gouvernement ne devrait-il pas aider les coopératives d'habitation, comme il aide les autres coopératives?

Depuis 50 ans, les caisses populaires ont prêté \$900,000 aux ouvriers de Lauzon et n'ont pas perdu un sou. Le gouvernement devrait prendre l'exemple des caisses populaires et faire confiance aux ouvriers.

Je suis aussi en faveur du crédit urbain, bien qu'une commission d'enquête qui a passé quatre ans à rêver, comme dit le premier ministre, et à se promener partout en Europe et en Amérique, soit contre cette idée et ait découvert, au cours de ses quatre ans d'études, ce que tout le monde savait: qu'il y a une crise du logement chez nous.

La classe agricole profitera d'une loi de crédit ouvrier, car elle a intérêt à ce qu'une population stable s'établisse dans les villes et autour des villes pour s'assurer un débouché pour ses produits.

Si le crédit urbain est, d'après le gouvernement, une entreprise trop hasardeuse, qu'il prenne au moins les moyens pour y conduire. Le gouvernement pourrait fournir à celui qui veut se construire le 10 % que le gouvernement fédéral ne prête pas sur une maison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député est pas bien fin.

M. Bélanger (Lévis): Je demande au premier ministre de retirer sans condition cette expression non parlementaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme je ne puis tout de même pas dire que le député est bien fin, je retire les mots pas bien fin.

Les lois actuelles, même si elles ont donné de bons résultats, sont loin d'être suffisantes. On devrait aller plus loin.

M. Ledoux (Shefford): La Fédération américaine du travail et la CTCC, qui représentent 175,000 travailleurs, ont réclamé à plusieurs reprises une certaine forme de crédit urbain. C'est nécessaire parce qu'il y a, dans la province, un grand nombre d'employés qui ne gagnent que \$25 ou \$30 par semaine. Comment veut-on que des ouvriers qui

gagnent de \$25 à \$30 par semaine puissent se construire une maison?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il n'y a pas un ouvrier qui gagne un aussi petit salaire.

M. Ledoux (Shefford): Il y en a actuellement dans une usine dont je pourrais donner le nom.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Des apprentis ou des jeunes filles, mais pas des artisans. Il n'y en a pas.

Un député libéral: Il y en a ici même au parlement.

Un ministériel: Ce ne sont pas des ouvriers ceux-là.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Vous parlez d'une époque qui a précédé l'Union nationale.

M. Ledoux (Shefford): Non. Je parle d'actuellement. Une usine où l'on paie 73 cents l'heure pour une semaine de 44 heures. Combien cela fait-il?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député parle d'un employeur particulier dont les employés sont des apprentis ou des jeunes filles.

M. Ledoux (Shefford): C'est une industrie qui emploie 1,100 personnes. Les ouvriers ne peuvent pas rencontrer une mise de fonds initiale de 20 %. Il (M. Ledoux) demande au gouvernement de prêter le 10 % initial.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Supposons que la province prêterait 10 %, l'ouvrier sera obligé de trouver les autres 90 %. Je dis que dans ces conditions, il ne sera pas capable de rembourser l'intérêt et l'amortissement et de payer les taxes, tandis qu'avec notre loi, les ouvriers rencontrent leurs paiements mensuels.

M. Ledoux (Shefford): Nous ne demandons pas au gouvernement de faire disparaître cette loi, mais de la compléter en s'attaquant au problème de la mise de fonds initiale. Si le gouvernement veut réellement avoir une loi d'habitation sociale, il doit aider l'ouvrier à trouver le capital initial. Qu'on prête la partie qui manque. Qu'on la prête au moins auprès

de familles nombreuses. Sans cela, le problème demeure dans toute sa gravité.

M. Pinard (Drummond): Nous admettons les grands principes prêchés par le premier ministre en matière d'autonomie. Mais il faudrait appliquer ces principes par des mesures concrètes. Il (M. Pinard) parle de l'aspect constitutionnel du problème et demande au gouvernement de pratiquer une autonomie constructive plutôt qu'une autonomie destructive, en attribuant à Ottawa tous les torts et en accordant à Québec tous les mérites.

En matière de logement, la province a des pouvoirs que personne ne conteste. Or, lorsque le gouvernement actuel est en droit de l'exercer, tout ce qu'il trouve à faire, c'est de critiquer le gouvernement fédéral. Il critique des taux trop élevés par exemple. S'il ne veut pas s'entendre avec le fédéral, qu'il laisse du moins ce dernier prendre ses responsabilités. Il y a des gens qui se sont adressés au fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme l'a dit tout à l'heure le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), ça les a ruinés.

M. Pinard (Drummond): Si on passe son temps à dire que c'est la responsabilité du fédéral et si on ne fait rien pour régler la crise, on aurait mauvaise grâce ensuite de se plaindre de l'ingérence du fédéral. Qu'on ne s'étonne pas alors si un jour le fédéral s'ingère dans le domaine éducationnel.

Les beaux discours sont beaux, mais le peuple est fatigué de se laisser bernier, de voir brandir le spectre de l'autonomie. Le peuple va se fatiguer de toujours entendre parler d'autonomie et de ne jamais rien voir de positif qui traduise ces paroles en actes. Chaque fois que le gouvernement prendra une attitude négative, nous entendons la combattre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aime ça, la bataille. Envoyez fort.

M. Pinard (Drummond): À Asbestos.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'invite les députés à reparler de ça; on verra en temps et lieu qui est de bonne foi.

M. Pinard (Drummond): La menace communiste sert aux orateurs de l'Union nationale. Si cette menace communiste existe, l'Union nationale devrait prendre des mesures pratiques pour résoudre le problème du logement. La province ne

devrait pas rétrograder dans ce domaine. C'est le Québec qui compte le plus grand nombre de prolétaires. L'opposition entend défendre la cause des ouvriers qui forment la majorité de la population du Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre a dit que la responsabilité de la crise du logement incombe principalement au gouvernement fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas dit cela. J'ai dit que c'était la faute des 40 années de gouvernement libéral dans la province; et que la politique fédérale l'avait aggravée.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne sais pas si c'est une coïncidence. C'est justement la chanson qu'on trouve dans le rapport de la Commission d'enquête sur le logement. On retrouve dans le rapport beaucoup des arguments chers au premier ministre: la crise du logement dépend du fédéral, les lois fédérales ne font pas l'affaire de la province, la rareté des matériaux et le coût de la construction sont attribuables au fédéral, le manque de main-d'œuvre c'est encore à cause du fédéral, etc. Une seule chose est bonne pour les commissaires: la loi que nous discutons actuellement.

Le fédéral a contribué avec les compagnies prêteuses à négocier des prêts pour plus de \$100,000,000 et ça ne vaut rien. Or, jusqu'au 31 mars 1952, le gouvernement provincial n'avait déboursé par suite de sa loi que \$2,500,000. Et le gouvernement soutient que sa loi a été meilleure et que l'Union nationale a sauvé la province. La province consacre \$40,000,000 et ça sauve tout. C'est le fédéral qui a causé ce malaise et il devrait le résoudre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On n'a pas le droit de dénaturer les faits de façon évidente. Le bureau de notaire du chef de l'opposition bénéficie de cette loi. Le chef de l'opposition est propriétaire d'une firme de notaires de Montréal qui a bénéficié des affaires engendrées par les prêts à l'habitation contractés sous la loi provinciale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): En parlant sur le point d'ordre, je dois dire que j'ai donné mon interprétation du rapport. Je dis que c'est un autre exemple où le gouvernement prétend avoir sauvé la province. Je suis surpris de voir que le premier ministre a cru nécessaire de faire allusion à

mon bureau de notaire. Les clients qui viennent à mon bureau reçoivent des services qui égalent le montant d'argent qu'ils versent. Ce bureau existe depuis 1872. Je n'ai jamais recherché la clientèle de l'Union nationale. Le bureau fait des profits, c'est vrai, comme les autres et je ne pense pas que je le dois à l'Union nationale. Je n'ai pas l'intention de discréditer les membres de la Commission des loyers, mais j'ai l'impression que le style du rapport ressemblait à celui du premier ministre.

Le premier ministre parle toujours de \$40,000,000. Mais j'ai dans mes notes le chiffre de \$27,000,000 d'engagés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au-delà de \$28,000,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Très bien. Disons \$30,000,000 si on veut. Mais le premier ministre sait fort bien que ce montant ne sera payé qu'au cours d'une longue période. J'ai lu le rapport de la Commission d'enquête sur le logement. Le rapport parle à un moment donné d'une crise "aiguë et sur-aiguë". Je me suis demandé en lisant ça si c'était les commissaires ou le premier ministre qui avaient fait le rapport²⁰.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Les commissaires sont des gens honnêtes qui ont donné une opinion honnête après avoir étudié le problème avec soin. Personne ne peut mettre leur honnêteté en doute.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je suppose qu'il me reste encore le droit d'avoir mes propres opinions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, le chef de l'opposition a droit à ses opinions, mais il n'a pas le droit de dénaturer les faits. C'est indigne d'un chef de l'opposition. Personne n'a le droit d'attaquer l'intégrité des commissaires et leur point de vue est bien le leur.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce n'était d'ailleurs pas mon intention de mettre en doute l'honnêteté des commissaires en faisant cette allusion au style du rapport. J'ai voulu simplement indiquer que les commissaires imitaient le style du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un compliment.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne suis pas sûr que ce soit un compliment. Le premier ministre passe son temps à jeter les responsabilités sur le fédéral. Quant à moi, le fédéral pourra se défendre comme il l'entend, mais je veux simplement constater certains faits. Je pense que chacun doit prendre ses responsabilités. J'ai été à même de connaître le problème alors que je faisais partie de l'exécutif de la ville de Montréal.

De 1936 à 1939, le gouvernement ne pouvait songer à régler la crise du logement, puisque celle-ci n'existait pas à l'état déclaré. Il y avait tout au plus les symptômes d'une crise. Seulement, dès 1935, le gouvernement fédéral légiféra. La première loi nationale du logement, qui date de cette année-là, eut une heureuse influence sur les prêts hypothécaires. À Montréal, on vit baisser le taux d'intérêt sur les hypothèques de 6 % et 7 % qu'il était à 5 %. Cependant, il (M. Marler) n'est pas de l'avis du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) qui a déclaré dans l'après-midi que c'est au gouvernement libéral qui fut au pouvoir pendant 40 ans qu'il faut imputer la présence des taudis; c'est une explication un peu simpliste.

À Montréal, de 1931²¹ à 1939, il y a eu 60,000 mariages et on n'a construit que 8,000 logements. À ce moment-là, la crise du logement n'était pas apparente à cause du chômage, mais il y avait tout de même un besoin caché latent de 52,000 logements. De 1939²² à 1944, il y a eu 55,000 mariages avec seulement de 12,000 à 13,000 logis construits. C'est à partir de ce moment que l'on a véritablement senti l'aggravation de la crise qui ne fit que prendre une tournure de plus en plus aiguë avec les années. Les salaires ont commencé à monter, la demande de logements confortables plus sains, plus modernes, s'est faite plus forte, et c'est là qu'on a réalisé qu'il y avait un déficit considérable dans l'habitation. Je ne dis pas que l'Union nationale est seule responsable du développement de la crise; mais le gouvernement ne fut pas à la hauteur de ses responsabilités.

Il (M. Marler) demande d'ajourner le débat.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à sa prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. On peut lire dans *Le Soleil* du 28 novembre 1952, à la page 3: "Le débat a pris souvent une allure de grande classe et les réparties fusaient des deux côtés de la Chambre pendant que pleuvaient les points d'ordre et les décisions du comité plénier." Le journal ajoute aussi que le débat "a duré environ 5 heures, en présence d'une foule nombreuse dans les galeries et sur le parquet de la Chambre".

2. \$99,678,763, si on tient compte de la version du *Chronicle Telegraph* du 28 novembre 1952, à la page 1.

3. \$29,868,000 selon *Le Soleil* du 28 novembre 1952, à la page 3, ou \$28,668,646 d'après le *Chronicle Telegraph* du 18 novembre 1952, à la page 1.

4. 12,560 maisons, d'après *Le Soleil* du 28 novembre 1952, à la page 3.

5. Le *Montréal-Matin* du 28 novembre 1952, à la page 8, indique que le député "prononce son premier discours et fait entendre une longue série de doléances, parfois sur un ton courroucé".

6. Il est bien connu que le premier ministre canadien, tout comme le premier ministre Duplessis d'ailleurs, était célibataire.

7. La Ligue ouvrière catholique est une branche des Jeunesses ouvrières catholiques destinées aux jeunes mariés. Durant les années 1940 et 1950, la "campagne d'habitation" a tenu une place importante dans le programme d'activités de la ligue.

8. Il est plutôt question de \$99,000,000 dans *Le Soleil* du 28 novembre 1952, à la page 3.

9. Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

10. *L'Événement* du 28 novembre 1952, à la page 3, informe le lecteur du fait que ce serait \$300,000,000.

11. Le premier ministre pointe le député de Sainte-Marie, écrit-on dans le *Montréal-Matin* du 28 novembre 1952, à la page 9. Dans *L'Événement-Journal* du 28 novembre 1952, à la page 6, on donne cette version:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. le président, je demande qu'on avertisse le jeune que...

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Quand on s'adresse à un député on doit dire "le député". Quand je parle au premier ministre, je ne l'appelle pas "le petit vieux".

12. Il s'agirait d'un article de 1947, précise *Le Soleil* du 28 novembre 1952, à la page 13.

13. *La Presse* du 28 novembre 1952, à la page 20, mentionne 5 %.

14. Le journaliste de *L'Action catholique* du 28 novembre 1952, à la page 3, mentionne que le député fait ses débuts en Chambre.

15. 120,000 logements, si on tient compte de la version du quotidien *Le Soleil* du 28 novembre 1952, à la page 13.

16. C'est plutôt \$5,000 pour *Le Devoir* du 28 novembre 1952, à la page 8.

17. Timothy Buck (1891-1973). Né à Beccles en Angleterre. Il émigre au Canada en 1910. Machiniste de profession, il milite d'abord dans le mouvement ouvrier à Toronto puis participe à la fondation du Parti communiste du Canada en 1921. Secrétaire général du parti de 1929 à 1962. Accusé de sédition, il sera incarcéré de 1932 à 1934. Entre 1935 et 1958, Buck, à six reprises, brigue les suffrages pour obtenir un siège aux Communes, sans toutefois réussir à se faire élire.

18. Selon *L'Action catholique* du 28 novembre 1952, à la page 13, le député fait un "long discours".

19. On écrit 6,000 dans *L'Événement-Journal* du 28 novembre 1952, à la page 6.

20. Le journaliste du *Devoir* du 28 novembre 1952, à la page 3, précise que le chef de l'opposition a posé cette question en souriant.

21. Le rédacteur du journal *Le Soleil* du 28 novembre 1952, à la page 15, donne ici l'année 1935.

22. 1940, pour *Le Soleil* du 28 novembre 1952, à la page 15.

Séance du vendredi 28 novembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Substitution de M.-J.-A.-A.
Larocque à un bail**

M. Roche (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Riendeau), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de dame Marie Henriette Eugénie Starnes et autres, demandant l'adoption d'une loi validant un bail par la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue. Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de dame Marie Henriette Eugénie Starnes et autres, demandant l'adoption d'une loi validant un bail par la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.

**Succession
de Peter Mastoris**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Provençal), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de M. George Senis et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Peter Mastoris, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue. Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de M. George Senis et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Peter Mastoris.

**Gilbert Thomas Robert
Salmon**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Barrière), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Gilbert Thomas Robert Salmon, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Gilbert Thomas Robert Salmon en celui de Gilbert Thomas Robert Noall, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Gilbert Thomas Robert Salmon, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Gilbert Thomas Robert Salmon en celui de Gilbert Thomas Robert Noall.

Projets de loi:

**Énergie électrique et hydraulique
à Bromptonville**

M. Roy (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 concernant la municipalisation de l'énergie électrique et hydraulique par la ville de Bromptonville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Acton Vale

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 concernant la ville d'Acton Vale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la ville de
Richmond**

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 concernant la ville de Richmond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville de Saint-Michel

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 modifiant la charte de la ville de Saint-Michel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 modifiant la charte de la ville de Sainte-Agathe des Monts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville de Montréal-Sud

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 modifiant la charte de la ville de Montréal-Sud soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville de Montréal-Nord

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la cité de Rivière-du-Loup

M. Raymond (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 modifiant la charte de

la cité de Rivière-du-Loup soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville de Laval-Ouest

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville de Sainte-Foy

M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 modifiant la loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville de Windsor

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 concernant la charte de la ville de Windsor soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville de Mont-Royal

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 pour annuler certaines concernant le lot 623-1541 de la paroisse de Saint-Laurent et modifier le règlement numéro 296 de la ville de Mont-Royal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commissaires d'écoles de Saint-Marc, Portneuf

M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Marc, dans le comté de Portneuf, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Centre médical
Claude Bernard**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 incorporant le Centre médical Claude Bernard Medical Centre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ville de Barvue

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 constituant en corporation la ville de Barvue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ville de Baie-Comeau

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 concernant la ville de Baie-Comeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire de
Pointe-Claire Ville**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 concernant la Commission scolaire de Pointe-Claire Ville, dans le comté de Jacques-Cartier, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Village de Pointe-au-Pic

M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 modifiant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Amélioration des conditions
de l'habitation²**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 4 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

Que l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 6, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11 et par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement est autorisé à affecter, aux fins de la présente loi, une somme totale de quarante millions de dollars."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)³:

L'Union nationale est vraiment en retard quant au problème du logement qui a commencé avec le développement de Montréal en 1932. La crise est devenue critique dès les premières années de la guerre. La crise du logis a réellement pris naissance en 1939, alors qu'il y avait un écart de 50,000⁴ entre le nombre des mariages et celui des logis disponibles. Il cite quelques statistiques pour la ville de Montréal. Je me propose de démontrer que, de 1945 à 1948, le gouvernement provincial n'a fait preuve d'aucune activité pour apporter du soulagement à ce problème aigu. Il a procédé année par année.

En 1945, le 21 mai, l'ancien député Bloc populaire de Laurier, M. André Laurendeau, présente une motion demandant que, devant l'urgence du problème du logement, le gouvernement fasse quelque chose pour le résoudre. Le député de Laurier était un homme sincère qui portait beaucoup d'intérêt à cette question. Quand la motion est venue, le député de l'Union nationale au Témiscamingue (M. Nil Larivière), ministériel, a proposé une autre motion qui tuait la motion Laurendeau. Il fit rejeter la demande du représentant de Laurier. Le gouvernement voulait évidemment renvoyer la discussion du problème à une autre session.

En 1946, la seule mesure prise par le gouvernement pour parer à la crise du logement fut de faire voter une loi autorisant les sociétés Hydro-Québec et Beauharnois à faire des prêts à leurs employés pour se construire des maisons. Ce fut, cette année-là, la seule législation pour régler un problème urgent. Cette année-là, le 28 février, également, le représentant de Laurier a proposé une

autre motion demandant la mise en œuvre d'un crédit urbain à conditions avantageuses. Cette motion fut adoptée unanimement par la Chambre le 5 mars.

En 1947, aucun projet de loi visant à mettre fin à la crise du logement n'a été soumis à la Chambre.

En 1948, le gouvernement se décide à bouger. Quatre mesures sont prises: 1. On forme une commission pour étudier le problème; 2. On permet aux municipalités d'offrir certains avantages aux citoyens qui veulent se construire des maisons; 3. On adopte une loi permettant aux employeurs de prêter de l'argent à leurs employés qui désirent se bâtir; 4. On vote la loi pour encourager la construction d'habitations, la loi du logement, dite loi d'aide à l'habitation.

Pendant toute cette période de 1945 à 1948, le besoin restait toujours pressant, augmentant de façon générale un peu partout. L'une des meilleures critiques qu'on a faites de la loi d'aide à l'habitation, c'est qu'elle ne permettait pas à ceux qui n'avaient pas d'argent comptant l'accès à la propriété. Seuls les gens ayant des capitaux en profitaient.

En cette même année de 1948, le gouvernement de l'Ontario tenta une expérience. On inaugura un système en vertu duquel le gouvernement et des compagnies, des maisons de finance, se mirent à faire des prêts de \$1,250, garantis par une deuxième hypothèque; le taux d'intérêt était de 3.5 %. Dès les deux⁵ premiers mois de l'application de la loi, 5,000 familles s'en prévalurent et cela ne demandait qu'une mise de fonds de \$4,200,000. Ce fut une contribution importante à la crise du logement en Ontario, et cette province indiquait aux autres un moyen d'aider.

En 1949, Ottawa, ayant appris les résultats obtenus en Ontario à la suite de l'expérience, modifia sa propre législation pour réduire le versement initial exigé du citoyen qui emprunte pour se construire en vertu de la loi nationale de l'habitation, en ajoutant un sixième au prêt qu'il consentait déjà, afin de faciliter les paiements comptants. Ce changement a donné une impulsion extraordinaire à la construction de maisons dans tout le Canada, parce que les constructeurs ne voulaient pas accepter autre chose qu'un paiement comptant.

En 1949, la seule chose proposée par le gouvernement de Québec fut des modifications à la loi. Le gouvernement augmenta les crédits destinés à l'application de la loi. En 1950, il porte à \$12,000,000 le montant des crédits. Mais il n'améliore pas la loi. Après une période de 14 mois d'opération, la loi d'aide à l'habitation n'avait aidé que 2,157 nouveaux propriétaires.

Ce résultat aurait dû faire penser au gouvernement que sa loi n'était pas suffisante. Loin de moi l'idée de prétendre que la loi n'a pas rendu des services en diminuant les charges des nouveaux propriétaires, mais je constate que le nombre des maisons financées de cette façon ne fut que de 4,000 par année, quand il en fallait 40,000 pour régler le problème. On doit chercher le moyen d'aider ceux qui n'ont pas le capital initial, et ce moyen c'est le crédit urbain.

Le fait qu'un nombre relativement faible de constructeurs ait pris avantage de la loi provinciale depuis 1948 devrait être un indice pour le gouvernement que les mesures ne sont pas suffisantes. Les gens qui peuvent verser un acompte de \$5,800 sur une maison n'ont pas besoin de l'aide que le gouvernement leur offre.

Non seulement la loi provinciale actuelle est insuffisante, mais elle prête à des abus. On sait que, pour qu'un nouveau propriétaire ait le droit de se prévaloir de la loi, il faut que sa maison ait au maximum une valeur de \$12,500; auparavant, c'était \$11,000. Or, bien des gens font construire des maisons qui coûtent beaucoup plus de \$12,500 et bénéficient des avantages prévus par la loi, avantages auxquels légalement ils n'ont pas droit. L'Office a pourtant le pouvoir d'exiger des déclarations assermentées de l'acheteur et du vendeur. Pourquoi l'administration ne fait-elle pas d'enquêtes? Les violations sont très nombreuses. Ils se font bâtir des habitations de \$13,000, \$14,000 et plus avec la loi.

Ce ne sont pas ceux-là qui devraient les premiers recevoir de l'aide. L'argent qui leur est donné serait mieux employé s'il servait à multiplier de plus petites propriétés, s'il était consacré à encourager l'accès à la petite propriété. Ce que nous voulons, c'est que le gouvernement donne à toute personne, ayant la moindre responsabilité, la chance d'acheter une maison. Ce que nous demandons au gouvernement, c'est de permettre aux citoyens qui n'ont que \$1,000 de devenir propriétaires. Ce que nous réclamons, c'est l'établissement d'un crédit aux gens qui ont des ressources limitées, afin de leur permettre de devenir propriétaires. Nous ne disons pas que les gens qui n'ont absolument pas d'argent peuvent devenir propriétaires. Mais ceux qui ont \$1,000, au lieu de \$2,000 à \$2,500.

Le malheur veut que le gouvernement croie que sa loi actuelle est le commencement, le milieu et la fin de tout. Le premier ministre a raison quand il dit que le gouvernement ne peut remplacer les individus; mais là où il devient impossible à des citoyens de s'occuper d'un problème, la responsabilité

du gouvernement commence. Il est important que l'on songe dès maintenant à la création d'un crédit urbain, dans le genre de celui de l'Ontario, qui a facilité l'accès à la petite propriété à des milliers de personnes.

Il ne s'agit pas de paternalisme d'État, mais simplement d'un investissement dans le futur de la province. Une compensation était aussi nécessaire, mais seulement suite à la construction d'un projet d'habitations à loyer modique. Ce que l'on a déjà fait pour le prêt agricole, on peut également le faire pour le crédit urbain. Les mises de fonds n'excéderont pas les moyens de l'administration provinciale.

Il y a aussi un grand besoin de projets d'habitations pour les personnes à faible revenu. Depuis 1944, il s'est construit trop peu de maisons à loyers modiques. En fait, il n'y en a virtuellement pas à \$45. Alors qu'il en faudrait, aussi, pour les gens qui ne peuvent pas payer un montant même inférieur à \$45. Il faudrait aussi encourager la construction de logements à grand nombre de pièces.

Présentement et depuis plusieurs années, les immeubles d'habitation qui sont bâtis à Montréal et dans d'autres grands centres, offrent trop de petits appartements de deux, trois ou quatre chambres, ce qui est nettement insuffisant pour faire face aux besoins des grandes familles canadiennes-françaises. Par exemple, à New York, en 1947, on a matérialisé un projet qui mettait des loyers à la disposition de gens à faibles revenus et qui devaient quitter ces loyers quand leur condition financière s'améliorait.

Le gouvernement n'a rien fait de réellement efficace pour les familles nombreuses. On a besoin urgent de logements à loyers modiques. Comment les construire? Il y a deux moyens: 1. supprimer les taudis; 2. construire des habitations sur des terrains vagues. J'admets que, dans les conditions actuelles de l'habitation, il faudrait songer à construire sur des terrains vagues pour ne pas diminuer le nombre des logements existants; ensuite viendrait le tour des taudis.

La crise du logement demande une solution. Il faut un plan de crédit pour le logement urbain. En procédant ainsi, ce serait un placement qui se traduirait par une amélioration de la santé d'une bonne partie de la population, par une diminution des charges de l'assistance publique, par une réduction du nombre des jeunes criminels, et on assurerait le bonheur aux familles. Pour régler le problème, il faut nécessairement compter sur la coopération des autorités fédérales, provinciales et municipales. La crise du logement sévit partout dans la province, même hors des grandes villes.

Il faut faire quelque chose. Ce qui manque actuellement, c'est une politique dynamique. Le gouvernement la refuse, car pour lui sa loi actuelle c'est le commencement, le milieu et la fin de son intervention. Les grands centres sont particulièrement affectés par la crise du logement. Un projet de solution ne devrait pas être élaboré en fonction des seuls centres importants, mais sur une base provinciale. Je songe aux campagnes, aux petites villes, aux villages.

Nous avons deux grandes classes de prêteurs: les individus et les institutions locales d'une part, et les compagnies d'assurance d'autre part. Les compagnies d'assurance ne veulent pas prêter hors des grands centres. Je crois que les compagnies d'assurance, qui perçoivent des primes partout dans la province, devraient comprendre qu'elles ont la responsabilité morale de financer la construction même en dehors des grands centres. Elles ont des responsabilités auxquelles on ne devrait pas les laisser se soustraire.

Les citoyens de certains endroits sont obligés de s'adresser à la Société centrale d'hypothèque et de logement (SCHL) pour emprunter; comme la SCHL est une entreprise fédérale, les emprunteurs ne peuvent bénéficier de l'aide de l'administration provinciale. On devrait donner aux gens les moyens d'emprunter à la SCHL, et de bénéficier de la loi provinciale. Je trouve cela malheureux, car c'est souvent la seule source de crédit. C'est d'autant plus incompréhensible que lorsque l'hypothèque est négociée conjointement par la société et par une institution approuvée par la loi provinciale, on peut bénéficier de cette loi.

On me dira que c'est envoyer notre argent à Ottawa. L'important, c'est de faire bénéficier les gens des sources d'emprunt disponibles. Aussi, il faudrait réduire les formalités qui accompagnent la vente de la maison dont le propriétaire se trouve dans l'incapacité de continuer ses versements. On faciliterait beaucoup la négociation d'emprunts.

Il n'y a aucune méthode positive pour déterminer, au Québec, les charges qui affectent exactement les immeubles. Cette circonstance a causé du tort à bien des gens. La loi provinciale de l'habitation comporte des avantages, mais elle est insuffisante. Le gouvernement de l'Union nationale n'a rien fait pour supprimer les taudis, pour fournir des logements aux familles nombreuses ou permettre aux petits salariés de devenir propriétaires.

On nous a dit: "Vous nous parlez toujours de l'Ontario. Vous devriez y aller". En considérant ce qui se passe en Ontario, il est possible de mesurer nos progrès, de comparer ce qui se passe chez nous

avec ce qui se passe ailleurs. Quant à moi, je n'ai pas envie d'y aller. Je resterai ici. Ma famille s'y trouve depuis 150 ans et je suis profondément attaché à ma province. Je n'ai nullement l'intention de quitter le Québec.

Cependant, si l'on veut se rendre compte s'il n'y aurait pas moyen d'améliorer ce que l'on fait ici, nous devons le comparer à ce qui se fait ailleurs. Même si l'opposition approuve la loi dans ses grandes lignes, parce qu'elle possède ses aspects utiles, cela ne veut pas dire que l'on ne devrait pas chercher à la perfectionner.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 4 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 4 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Code de procédure civile⁶

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'expropriation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montréal)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet de loi est pour préciser la législation préparée par M. T.-D. Bouchard, ancien ministre de la Voirie. Il manquait beaucoup de choses. Le projet de loi empêchera certaines personnes de s'enrichir avec les expropriations.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand une propriété prend de la valeur par suite de l'expropriation d'une de ses parties, il est juste que l'indemnité versée à l'exproprié soit fixée en tenant compte de la plus-value; si l'on ne tenait pas compte de la plus-value pour établir l'indemnité, l'exproprié se trouverait, en fait, indemnisé deux fois, ce qui serait injuste pour le public, car l'indemnité versée à un exproprié est payée avec l'argent des contribuables. Les gens paient pour les travaux publics et aussi pour les dommages, ils ne doivent pas payer deux fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La loi pourrait provoquer des abus. Il (M. Marler) exprime de la répugnance pour cette rétroactivité qui pourrait viser un cas particulier. Ce serait plus convenable que la législation n'affecte pas les cas qui sont déjà devant les tribunaux.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Si l'augmentation de valeur de la propriété par suite de l'expropriation est plus grande que la valeur des dommages causés au propriétaire par l'expropriation, le propriétaire devra-t-il payer au lieu d'être indemnisé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le cas où l'augmentation de valeur de la propriété sera moindre que la valeur des dommages subis, l'indemnité versée à l'exproprié sera réduite proportionnellement, mais dans le cas où l'augmentation de valeur de la propriété dépassera la valeur des dommages subis, on ne réclamera rien au propriétaire. Le projet de loi ne fait guère que préciser ce qui se faisait jusqu'ici. Dans le cas où la plus-value serait de \$5,000 et où les dommages seraient moindres, que l'exproprié garde sa plus-value, mais ne vienne pas réclamer en plus une indemnité.

Ce bill n'intéresse pas seulement le gouvernement qui doit recourir assez souvent à l'expropriation, par exemple pour élargir une route, mais il intéresse également tous les corps publics et les institutions qui sont appelés un jour ou l'autre à recourir à l'expropriation, ce qui est le cas des municipalités, des commissions des écoles, des hôpitaux.

L'Assemblée législative aura à étudier, en temps et lieu, un projet de loi pour limiter le nombre des appels, à la Cour du banc de la reine, en cas d'expropriation. De tels appels constituent généralement des mesures dilatoires. Des représentations ont été faites à ce sujet par l'honorable Antonin Galipeault, juge en chef de la province, et l'honorable juge Gregor Barclay. Beaucoup d'appels ne sont logés que dans le but de retarder les procédures. Il y a aussi des cas où le montant en litige est minime, bien que le montant de l'action puisse être élevé. Les plaideurs sont toujours portés à demander plus que ce qu'ils veulent obtenir. Et les frais d'appel sont toujours considérables. Le problème est présentement à l'étude et une loi sera probablement présentée à ce sujet.

Les articles 1 à 16 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 23 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Ministère de l'Agriculture, rapport 1951-1952

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de l'Agriculture pour l'année finissant le 31 mars 1952. (Document de session no 11)

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mardi après-midi, la Chambre étudiera le bill des constables.

Après, si le gouvernement ne reçoit pas d'autres demandes d'ajournement, ni d'autres suggestions, viendra le projet de loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) fait une demande.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les comités des bills privés et publics siégeront, en plus du matin, le soir et même l'après-midi, au besoin, probablement la semaine prochaine, afin de libérer la Chambre de la législation privée, particulièrement abondante.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTES

1. La séance semble avoir été peu enlevante. On écrit dans *L'Événement-Journal* du 29 novembre 1952, à la page 3, que "l'atmosphère était celle du vendredi, c'est-à-dire celle qui précède un congé dominical. Les représentants du peuple semblent attendre l'heure du train qui les ramènera dans leur foyer et près de leurs chers électeurs. Plusieurs manquent d'ailleurs à l'appel: ils ont profité du train de la veille. Des journaux traînent sur les pupitres; parfois on les consulte". Il y a 75 députés en Chambre.

2. Le débat sur le projet de loi prend fin après trois séances. Les libéraux ont été de rudes adversaires, à tel point que le journaliste du quotidien *Le Canada* du 29 novembre 1952, à la page 4, écrit: "Le premier ministre a dû prononcer trois discours durant ce débat - ce que les vétérans de la Galerie de la presse ne se souviennent pas de lui avoir vu faire pour aucun bill dans le passé."

3. Le rédacteur de *L'Événement-Journal* du 29 novembre 1952, à la page 3, souligne le peu d'intérêt de l'auditoire: "Pendant le long discours de M. George Marler, M. Maurice Duplessis et M. Antonio Talbot ont quitté leurs sièges, se sont réfugiés au fond de la salle et discutent en écoutant distraitemment, semble-t-il, l'orateur libéral." Le chef de l'opposition aura pris une heure et quart pour s'exprimer, peut-on lire dans le *Montréal-Matin* du 29 novembre 1952, à la page 5.

4. *La Presse* du 28 novembre 1952, à la page 47, parle d'un écart de 30,000 logis.

5. *La Presse* du 28 novembre 1952, à la page 47, mentionne plutôt qu'il s'agit des neuf premiers mois.

6. *L'Événement-Journal* du 29 novembre 1952, à la page 3, précise qu'il "n'y a pas eu de débat en règle, le bill ayant un caractère très technique".

Séance du mardi 2 décembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Jean Fidèle Bernard

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Bertrand), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Jean-Fidèle Bernard, demandant l'adoption d'une loi clarifiant certains titres, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Jean-Fidèle Bernard, demandant l'adoption d'une loi clarifiant certains titres.

**Étang-du-Nord
et Cap-aux-Meules**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation de l'Étang-du-Nord, Îles-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi accordant des pouvoirs spéciaux pour acquérir un terrain pour une piste d'atterrissage, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la corporation de l'Étang-du-Nord, Îles-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi accordant des pouvoirs spéciaux pour acquérir un terrain pour une piste d'atterrissage.

Charte de Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Chartrand), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 105 concernant la Commission scolaire de la municipalité de Côte-Saint-Luc, dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce;
- bill 145 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec;
- bill 114 concernant le testament de feu Henri Fortier.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 103 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean Robert Miquelon.

Votre comité recommande de prolonger au 12 décembre, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Commission scolaire
de Côte-Saint-Luc**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 105 concernant la commission scolaire de la municipalité de Côte-Saint-Luc, dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 105 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 145 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Jean Robert Miquelon

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean Robert Miquelon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Testament d'Henri Fortier

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 concernant le testament de feu Henri Fortier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville Sainte-Agathe-des-Monts, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer et prélever une taxe d'éducation;
- de la corporation de la paroisse de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 12 décembre, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:**Charte de la cité de Montréal**

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commissaires d'écoles de
Sainte-Agathe-des-Monts, Terrebonne**

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville Sainte-Agathe-des-Monts, dans le comté de Terrebonne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la cité de Sillery

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Paroisse de Saint-Laurent

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 168 concernant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la ville Saint-Laurent

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 181 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Motions des députés:**Nomination du
cardinal Paul-Émile Léger¹**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la première séance que nous avons depuis la semaine dernière. L'année 1952 s'est enrichie de plusieurs événements remarquables, dont deux en particulier. Il y a quelque temps, nous avons fêté avec joie et fierté le centenaire de l'Université Laval,

l'université-mère, fondée par l'Église-mère du Canada, l'Église de Québec, foyer indispensable et rayonnant de culture française et catholique sur ce continent. Cette année également, nous avons appris également l'élévation à la dignité cardinale de Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal.

Dans le passé, le Saint-Père a bien voulu honorer le Canada, de la pourpre cardinalice, en six circonstances différentes. Il a d'abord élevé au cardinalat Son Éminence le cardinal Taschereau, archevêque de Québec, puis Son Éminence le cardinal Bégin, archevêque, Son Éminence le cardinal Rouleau, archevêque de Québec et Son Éminence le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve, archevêque de l'Église-mère de Québec. Plus tard, il a conféré le même honneur à Son Éminence le cardinal James McGuigan, archevêque de Toronto. Et en janvier prochain, il créera le cardinal Mgr Léger.

Mgr Léger est un des orateurs sacrés les plus distingués du Canada. Sa piété et sa dévotion sont particulièrement impressionnantes et éloquentes. Il appartient à la noble communauté des Messieurs de Saint-Sulpice, qui a à son crédit une œuvre éducative et philanthropique considérable dans le district de Montréal. L'œuvre menacée aurait pu être paralysée sans la généreuse contribution et l'aide du gouvernement actuel de la province de Québec, au règlement de problèmes financiers très graves. Mgr Léger, en revêtant le chapeau cardinalice, contribuera éloquentement à jeter un lustre nouveau sur l'Église canadienne et sur la race canadienne-française, en même temps que sur la noble communauté des Messieurs de Saint-Sulpice.

Nous lui offrons nos félicitations. Nous sommes heureux de lui présenter nos hommages et nos souhaits respectueux. La providence lui a accordé une grâce qu'elle accorde rarement en lui permettant d'accéder au cardinalat, en lui décernant l'honneur insigne d'entrer au Sacré-Collège, alors que son père et sa mère sont encore de ce monde. Il convient donc que nous unissions ses bons et ses vénérables parents aux souhaits et aux hommages rendus au fils distingué, en leur souhaitant une longue vie remplie de bonheur et de légitime fierté.

Je propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), la motion suivante:

Cette Chambre est heureuse d'apprendre que son Excellence Mgr Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal, un éminent canadien de langue française, recevra en janvier prochain la pourpre romaine². Elle offre au nouveau cardinal ses félicitations, ses hommages et ses souhaits respectueux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il m'est très agréable de m'associer au premier ministre pour offrir à Son Éminence le cardinal Léger, tant en mon propre nom qu'au nom de mes collègues de l'opposition libérale, nos plus sincères félicitations en même temps que l'hommage de nos sentiments respectueux. La nouvelle de l'élévation au cardinalat de l'archevêque de Montréal a été accueillie avec une grande joie par toute la population de notre province et dans tous les milieux.

Membre éminent de la Compagnie de Saint-Sulpice, Mgr Léger a brillé partout où il a passé, tant dans son propre pays qu'en France, au Japon et en Italie, et partout son nom est demeuré attaché à des œuvres durables. Nommé archevêque de Montréal en 1950, Mgr Léger s'est rapidement révélé comme homme d'action et grand administrateur. Son talent exceptionnel et ses grandes qualités de cœur et d'esprit le qualifient hautement pour l'insigne honneur que Sa Sainteté le pape vient de lui conférer. À Son Éminence le cardinal Léger, nous réitérons nos hommages respectueux et lui souhaitons une brillante et féconde carrière apostolique.

La motion est adoptée.
(Applaudissements)

Projets de loi:

Loi des convictions sommaires

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi a pour but de clarifier la loi actuelle des convictions sommaires et de rendre plus facile l'application de certaines lois pénales. La modification proposée a été rendue nécessaire par une jurisprudence assez nouvelle et un peu étrange. Elle complique la situation. En vertu de certaines lois pénales, la peine imposée est plus considérable s'il s'agit d'une deuxième offense ou d'une offense subséquente.

Déjà, dans la loi des dentistes en particulier, le deuxième délit est considéré comme un délit particulier. Certains juges se sont opposés à ce qu'on mentionne dans la plainte qu'il s'agit d'un deuxième ou d'un troisième délit, parce que cela nuit à la réputation de l'accusé. Sans doute que porter une

accusation contre quelqu'un nuit à sa réputation. Il est évident que je nuis à la réputation de quelqu'un avec un premier délit. Je nuis encore davantage à sa réputation si je porte une nouvelle plainte pour un deuxième délit. Mais il en a toujours été ainsi.

Des juges ont même refusé de faire la preuve d'un délit antérieur. Quand, dans la plainte, on n'alléguait pas qu'il s'agissait d'une récidive, le tribunal défendait d'en faire la preuve après le jugement. Nous présentons une loi pour corriger cette anomalie. Le projet de loi prévoit donc, pour clarifier un texte, qu'on peut alléguer que l'accusé en est à son deuxième ou troisième délit (antérieur) et en faire la preuve.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le bill a comme but de faciliter l'application de certaines lois qui prévoient des punitions plus sévères pour les récidivistes. Certains juges défendent qu'on mentionne, en portant plainte, les condamnations antérieures; ces juges prétendent protéger la réputation des accusés. Or quand, en portant plainte, on ne mentionne pas qu'il s'agit d'un cas de récidive, le tribunal défend de le prouver ensuite. Le bill corrigera cette anomalie.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le projet de loi paraît contre l'esprit et les principes mêmes de notre Code pénal. La loi criminelle britannique dit que le juge doit présumer l'accusé innocent jusqu'à ce qu'on ait fait une preuve de la culpabilité. D'autre part, lorsqu'on mentionnera dans une plainte que l'accusé en est à son deuxième ou troisième délit, le juge se trouvera dans un climat qui le prédisposera contre cet accusé. On créera immédiatement contre l'accusé un climat de culpabilité. Il est alors possible, les juges sont des humains, que le doute soit contre lui, alors qu'en droit il devrait être en sa faveur.

Au cours du procès, s'il existe un doute, ce ne sera pas le même doute que s'il n'était pas question dans la plainte de délit antérieur. Je suis en faveur de punitions plus sévères contre les récidivistes, mais il me semble que la preuve du deuxième délit devrait être faite après le prononcé de la sentence. Je suggère plutôt que la plainte ne mentionne pas les récidives, mais qu'on soit autorisé à prouver qu'il y a eu récidive entre le jugement et la sentence, si l'accusé est reconnu coupable. Les principes de notre droit seraient ainsi respectés et les fins de la justice seraient atteintes.

M. Pinard (Drummond) appuie le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël). Le projet de loi porte atteinte à un principe sacré du droit pénal, parce que, dans une certaine mesure, l'allégué du

deuxième ou troisième délit, avant la preuve de la plainte elle-même, constitue une présomption de culpabilité pour l'accusé. Il enlève à l'accusé le moyen de se défendre convenablement. Avec cette loi, l'accusé devient coupable au point de départ, alors que notre droit criminel veut qu'il soit considéré comme innocent jusqu'à ce que le tribunal ait prouvé sa culpabilité.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) ne voit pas dans cette loi ce qu'y voit le représentant de Drummond. Pour que l'on puisse faire la preuve d'une récidive, dit-il, il faut que celle-ci soit alléguée dans la plainte. Si, au cours d'une preuve, le juge trouve une récidive, il lui faut modifier le texte de la plainte pour rendre la sentence conforme à la plainte. Dans le cas qui nous occupe, la plainte n'établit pas qu'il y a eu récidive dans le cas envisagé; elle l'allègue et c'est au tribunal de le prouver. Il faut alléguer la récidive dans la plainte, car l'accusé a droit de savoir sur quoi il est jugé.

M. Pinard (Drummond): Mais c'est difficile à défendre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Pas par un bon avocat.

M. Pinard (Drummond): Si l'accusé a été déjà condamné plusieurs fois, cela peut impressionner défavorablement le juge.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Mon savant ami n'a donc pas confiance aux juges.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) comprend bien le point de vue du ministre. Il est en faveur de faire la preuve d'un deuxième délit, mais au moment nécessaire seulement. S'il est permis, dit-il, à la couronne de faire état, avec le bill, des condamnations antérieures de l'accusé, il est à craindre que son procès commence sous des circonstances défavorables. Les condamnations doivent être supérieures dans le cas de récidive, mais dans ce cas, la preuve ne devrait être faite que lorsque l'accusé a été reconnu coupable.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre³.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Il y a une différence à faire entre un premier et un deuxième délit. Un deuxième délit devient un délit particulier. L'accusé lui-même a besoin de savoir ce dont il s'agit, afin de pouvoir se défendre en conséquence.

Au cours de ses remarques, le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) avait dit que les juges n'étaient pas à l'abri d'une certaine influence, en tant qu'humains, selon que la plainte était colorée d'un premier ou d'un deuxième délit. C'est la preuve et non la plainte qui influence le juge. Il (l'honorable M. Rivard) profite de la circonstance pour rendre hommage à l'intégrité de la magistrature.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve curieuse et extraordinaire l'attitude de l'opposition. Nous faisons des lois pour qu'elles soient observées. Et voilà que les membres de l'opposition, pour sauver les coupables, attaquent les juges.

(Protestations à gauche)

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) se lève, soulève un point d'ordre et précise sa déclaration antérieure. Je n'ai jamais dit cela; c'est d'ailleurs une coutume du premier ministre de déformer nos paroles...

(Protestations à droite)

Je n'ai jamais prétendu que certains juges pouvaient être partiaux. J'ai dit qu'une petite influence personnelle, par suite de leur tempérament, pouvait s'exercer sur leur jugement. C'est humain. Je dis que, lorsque l'on colore une plainte d'accusation antérieure, qu'on met une plainte dans une autre plainte, on crée un climat défavorable. On crée un climat différent que si c'était une plainte sans mention de récidive.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Jeanne-Mance corrobore ce que je viens de dire. Il parle de climat, lui. Il dit qu'il y a des juges climatiques. Ce n'est pas la preuve, ce n'est pas le serment d'office, selon lui, qui dicte la conduite du juge. D'après lui, c'est le climat qui influence les juges. Allons donc, il faut être plus sérieux que cela. Il faut qu'il y ait une preuve devant le juge si l'on veut que celui-ci se prononce!

Je demande aux membres du Barreau, qui siègent avec l'opposition, de ne pas créer l'impression

que notre magistrature peut se laisser influencer par le climat. Comment peut-on prouver qu'il y a récidive, si on ne l'allègue pas.

Un juge a toujours le droit de connaître les antécédents de l'accusé. Ceci fait partie de l'identité de l'accusé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La preuve d'un délit antérieur est nécessaire et il s'agit tout simplement de fixer le moment de le faire. Il serait logique de faire la preuve de sentence antérieure, après que la preuve du délit a été faite.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 24 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je propose, appuyé par représentant de Drummond (M. Pinard), que la motion en discussion soit amendée, conformément aux suggestions de l'opposition, en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill numéro 24 intitulé: Loi modifiant la loi des convictions sommaires de Québec soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender de façon que dans les cas de poursuites pour récidive comportant aggravation de peine, l'allégation et la preuve de toute infraction antérieure ne se fasse qu'après que le juge aura statué sur la culpabilité du prévenu."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un amendement puéril car, s'il était adopté, le juge n'aura rien devant lui pour statuer sur un deuxième délit.

M. Pinard (Drummond): Est-ce que dans les causes de la Commission des liqueurs, l'avocat de la couronne n'a pas le droit de dire que l'accusé a déjà subi une sentence antérieure?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Non, sauf si c'est déjà allégué dans la plainte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Savard, 19.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 57.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 57.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Savard, 19.

Ainsi, la motion principale est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"L'article 36 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) est modifié en y retranchant le premier alinéa."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'objet de l'article 1 est de faire disparaître le recours à la Cour supérieure contre un arrêt rendu par la Commission des relations ouvrières, lorsque celle-ci excède ses pouvoirs. On en avait fait disparaître une partie avec l'article 50. Aujourd'hui, on enlève les derniers vestiges.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond qu'il discutera en temps et lieu de la loi des relations ouvrières. Dans le cas présent, dit-il, rien ne concerne la loi des relations ouvrières. Mais il s'agit d'un texte inutile. Il s'agit simplement de supprimer une répétition qui s'est glissée dans nos textes de loi. Les lois sont encombrées d'articles inutiles. Cette abrogation allégera le texte et le rendra plus clair.

Il (l'honorable M. Duplessis) explique l'article 2 dont le but est de permettre aux juges de la Cour supérieure de siéger dans un endroit du district autre que le chef-lieu, de même que dans les endroits situés en dehors du district où la Cour exerce une juridiction concurrente. En vertu de cet article, sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, la Cour pourra donc siéger, dans le district de Trois-Rivières, par exemple à Shawinigan, à Grand'Mère et aussi à La Tuque où la Cour supérieure du district de Trois-Rivières a juridiction concurrente. Il faudra un décret du gouvernement.

Le gouvernement a accordé au district judiciaire de Trois-Rivières juridiction concurrente sur La Tuque avec le district de Québec. Il y eut à un certain moment une bataille entre avocats libéraux pour s'emparer de la clientèle de la Brown Corporation qui, à un moment, appartenait à l'honorable Jacques Bureau de Trois-Rivières. Un avocat de Québec, qui n'était pas étranger au bureau du premier ministre du temps, voulut s'emparer de cette clientèle. Nous avons établi une juridiction concurrente du district de Trois-Rivières pour permettre aux juges de Trois-Rivières d'aller siéger à La Tuque.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **M. Cournoyer (Richelieu)** ont un court échange.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Cour de magistrat de Montréal entend 4,000 causes par année et le rôle est à date.

M. Cournoyer (Richelieu): Qui va recommander que la Cour siége à tel ou tel endroit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le procureur général.

M. Cournoyer (Richelieu): Le procureur général n'est peut-être pas au courant de tout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richelieu serait surpris de voir comme le procureur général est au courant de bien des choses.

(Rires)

Le gouvernement provincial va bientôt nommer un magistrat de districts ou un juge de districts sous la nouvelle appellation donnée à la classe judiciaire, qui s'occupera des cas de naturalisation à Montréal⁴, par suite de la disparition de la Cour de circuit, qui disparaît en vertu de ce bill.

Avez-vous quelqu'un à suggérer pour cette nomination, nous sommes toujours à court de candidats...

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)⁵: Pourquoi pas l'Orateur de la Chambre, l'honorable Alexandre Taché, le député de Hull?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition ne joue pas cartes sur table avec l'Orateur. Il veut le détrôner pour le placer sur un banc.

Un autre article prévoit que les juges de la Cour des sessions seront assermentés soit par un juge de la Cour de magistrat ou un autre juge des Sessions. Avant, ces juges devaient prêter serment devant un juge de la Cour supérieure.

Enfin, le dernier paragraphe a pour but de permettre au juge en chef de la Cour des Sessions de siéger au bureau de direction de la Banque d'économie de Québec, à titre de président du Conseil général de la Société de Saint-Vincent-de-Paul.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'opposition est d'avis qu'il est important de favoriser le plus possible l'indépendance des juges. C'est pourquoi elle est en faveur des augmentations raisonnablement élevées, projetées pour les juges des cours provinciales.

Or, le projet de loi prévoit que les juges en chef de la Cour de révision en matières provinciales, du magistrat du district en chef et du juge en chef de la Cour des sessions de la paix recevront \$12,000 par an au lieu de \$10,000, tandis que les traitements des juges de la Cour de révision, de la Cour des sessions, de la Cour de bien-être social et des magistrats de districts seront haussés de \$8,000 à \$10,000.

Je ne veux pas viser un juge en particulier, mais je crois qu'il existe un principe élémentaire qui veut que les salaires des juges soient assez élevés pour qu'ils n'aient pas besoin de suppléments, d'allocations additionnelles. Je ne connais pas personnellement les personnes concernées par la loi et je ne veux pas faire de personnalités. La nature humaine étant ce qu'elle est, il est possible de penser que du moment qu'un juge touche un supplément, il tombe dans une situation particulière et il devient moins indépendant de ceux qui l'ont nommé que si son traitement est fixe, sans possibilités d'augmentation. En outre, je crois que si nous donnons des traitements convenables aux juges, nous pourrions obtenir les juges les mieux qualifiés.

Je ne veux pas mentionner de noms et je ne veux pas être injuste; je ne révélerai des noms que si l'on insiste de l'autre côté de la Chambre.

Cependant, il est arrivé dans le passé que des juges des cours provinciales ont touché des montants considérables, en dehors de leur traitement. Je donnerai plusieurs exemples de juges qui ont reçu des suppléments, pas des allocations de voyage, mais des émoluments payés par le ministère du Travail pour présider des conseils d'arbitrage de \$1,500 à plus de \$5,000. Dans les *Comptes publics*, des juges ont reçu ainsi des suppléments qui se sont élevés jusqu'à \$3,000 et même \$4,000 en une seule année. Il

semble que c'est un mauvais principe. Un a reçu un supplément de plus \$3,000 en 1946-1947; de \$5,437 en 1948-1949 et de \$1,595 en 1949-1950; un autre a reçu plus de \$3,000 en 1947-1948, un autre \$3,425 en 1948-1949, et j'ai encore sous les yeux les montants de \$3,500, \$4,775, \$3,785, etc., dans d'autres cas.

Il y a un principe en jeu, et le gouvernement réaliserait un progrès remarquable s'il faisait sien le principe des juges de la Cour supérieure auxquels il est défendu de recevoir autre chose que leur salaire, à l'exception de dépenses de voyage. Je ne veux pas faire de critique trop sévère du gouvernement, mais dans le passé, il y a des juges qui ont reçu \$10,000 en salaire et un supplément de \$4,000. Ce n'est pas de nature à garantir l'indépendance des magistrats du gouvernement que de continuer à permettre à certains d'entre eux de recevoir des suppléments.

S'ils vont en dehors pour présider des conseils d'arbitrage, qu'on leur paie leurs dépenses de voyage, mais il n'est pas conforme au bon sens de leur verser des émoluments additionnels. Pour être totalement indépendants du gouvernement, les juges ne devraient pas recevoir autre chose que des dépenses de voyage. Après tout, ils sont payés par la province à qui ils doivent consacrer tout leur temps, et quand ils président des arbitrages, ils ne peuvent pas entendre d'autres litiges. Il y a une différence entre un juge qui préside un tribunal d'arbitrage et un avocat siégeant dans une commission. Ce dernier, alors, ne peut faire autre chose et perd nécessairement l'argent qu'il ferait ailleurs s'il ne siégeait pas, tandis que le juge est payé pour l'année entière par la province.

Nous sommes en faveur des augmentations proposées pour les juges, si cela doit entraîner la suppression des suppléments, si c'est nécessaire pour éviter que le gouvernement leur paie des indemnités quand ils président des tribunaux d'arbitrage. Nous favorisons donc le projet de loi, mais nous invitons le gouvernement à y inclure une restriction dans le sens que j'ai expliqué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'augmentation des traitements des juges est motivée par les circonstances actuelles: l'élévation du coût de la vie, le lourd impôt sur le revenu les affecte, le travail de plus en plus grand exigé des juges. Les juges sont, comme tout le monde, sujets à l'impôt sur le revenu, qui ronge considérablement leurs émoluments, et la juridiction de la Cour de magistrat en particulier a été considérablement étendue.

Ce tribunal joue aujourd'hui un rôle tout aussi important, sinon plus important, que la Cour supérieure. Des juges de la Cour supérieure ont reçu des indemnités de plusieurs milliers de dollars pour des arbitrages. Le chef de l'opposition dit que les juges ne devraient pas recevoir autre chose que leur traitement. En principe, je suis pour ça. Tellement pour ça que j'ai averti les juges qu'à l'avenir, lorsqu'ils présideront des tribunaux d'arbitrage, ils devront donner leurs services gratuitement.

Lorsqu'ils n'avaient que \$8,000 par année, je crois qu'il était raisonnable de rémunérer le travail supplémentaire qu'ils étaient obligés de donner pour présider les tribunaux d'arbitrage. Ils faisaient cela en dehors de leur besogne ordinaire. Et ils étaient choisis dans 90 % des cas par les parties en cause et non par le gouvernement. D'ailleurs, au sein des commissions d'arbitrage, les représentants des employeurs et des employés sont payés, les avocats aussi. On trouve des exemples du genre dans la magistrature relevant d'Ottawa.

J'ai suggéré aux organisations ouvrières de constituer un tribunal permanent d'arbitrage. Il s'agirait de constituer une liste dans laquelle devrait se faire le choix des arbitres.

Nous avons nommé pour arbitre des juges qui tenaient leurs fonctions des gouvernements précédents. Il (l'honorable M. Duplessis) cite l'exemple du juge Marchand (Arthabaska). Cela montre que le gouvernement est large et ne fait pas de politique à ce sujet. Les juges qui enquêtent sur les combines sont payés. Le juge Cannon, nommé par mon ami Léon Casgrain, a reçu un dédommagement pour ses dépenses de voyage, dédommagement représentant un bon salaire. Les montants payables aux arbitres sont fixés par ordre en conseil. Il serait facile d'empêcher un juge de toucher un supplément comme président de commission d'arbitrage. Il suffirait qu'un ordre en conseil dise que, dans le cas d'un juge nommé président d'une commission d'arbitrage, il ne touchera que ce qu'il aura dépensé, pour que le cas exposé par le chef de l'opposition soit réglé.

Le gouvernement ne fait pas de politique dans ces questions-là. Celui-ci agira si nécessaire. Mais je crois que, somme toute, un traitement de \$10,000 et \$12,000 pour les juges est raisonnable et, à l'avenir, les juges qui présideront des tribunaux d'arbitrage n'auront pas droit à autre chose qu'à leurs dépenses de voyage. Un arrêté ministériel sera adopté dans ce but. Le gouvernement verra en temps et lieu, si nécessaire, à émettre un tel ordre en conseil.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) est heureux d'accepter l'assurance du premier ministre que ce ne sera plus le cas. Pourquoi, dit-il, ne pas inclure cela dans la loi plutôt que de procéder par arrêté ministériel?

M. Cournoyer (Richelieu)⁶ parle dans le même sens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est difficile, parce qu'on ne sait pas si des juges seront choisis comme arbitres. La loi générale dit déjà que les juges doivent donner tout leur temps à l'exercice de leurs fonctions. C'est pourquoi il faut l'autorisation du procureur général et du juge en chef, pour qu'un juge puisse remplir les fonctions de président d'un conseil d'arbitrage. Et il peut se présenter des cas, en dehors des arbitrages, où il serait normal que les juges fussent payés. Il (l'honorable M. Duplessis) dit qu'il préfère que la loi demeure flexible.

Il (l'honorable M. Duplessis) rappelle qu'au début il avait marqué de l'opposition à une rémunération supplémentaire des juges siégeant avec un conseil d'arbitrage, mais, dit-il, les diverses raisons déjà mentionnées m'ont fait changer d'avis.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Certains juges ont bénéficié de plus de suppléments que d'autres. Les juges devraient vivre avec leur salaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que mon honorable ami aille voir à Ottawa ce qui s'y passe!

Néanmoins, nous allons étudier la suggestion de l'opposition. Ainsi, nous présenterons au Parlement, au cours des prochaines semaines, si c'est possible, une loi disant que les enquêtes municipales devront être faites devant les magistrats de districts. Il y a à Montréal, par exemple, une enquête qui dure depuis deux ans. Pendant ce temps-là, le juge qui préside l'enquête ne peut faire autre chose. Dans un tel cas, il n'est pas juste que le juge ne soit pas payé. Dans certains cas, il peut donc y avoir des exceptions.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il est important de protéger l'impartialité de la magistrature.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De toute façon, nous allons étudier la suggestion de

l'opposition. En rémunérant des juges pour leur travail supplémentaire, c'est le même souci de justice qui est entré en jeu que dans le cas où des pensions ont été accordées à des femmes de politiciens, Mme Honoré Mercier, \$7,400, ou à des femmes de juge, une fois qu'elle sont devenues veuves, par exemple, Mme Langlais, Mme Couture, Mme Lemay, Mme Boivin.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les pensions versées à certaines personnes sont trop petites.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous y verrons.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 12 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 210 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) édicté par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 18, soit modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, le mot "dix" par le mot "douze";

b) en remplaçant, dans la quatrième ligne du même alinéa, le mot "neuf" par le mot "dix".

Adopté.

2. Que l'article 219 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 19, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot "dix" par le mot "douze";

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot "huit" par le mot "dix".

Adopté.

3. Que l'article 242 de ladite loi, modifié par l'article 11 de la loi 13 George VI, chapitre 19, soit de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

"242. 1. À compter du premier jour du mois qui suit la date du décès d'un juge des sessions,

a) une pension de deux mille cinq cents dollars par année est payée à sa veuve, si ce juge, lors de son décès, était à sa pension ou dans les conditions requises pour l'obtenir en vertu des articles 236 à 241;

b) une pension de deux mille cinq cents dollars par année est également payée à sa veuve, dans le cas de tout juge décédé après le premier avril 1952 et qui, lors de son décès, était en fonctions et l'avait été pendant plus de sept ans;

c) une pension de mille huit cents dollars par année est payée à sa veuve, dans le cas de tout juge décédé après le premier avril 1952 et qui, lors de son décès, était en fonctions et l'avait été pendant plus de cinq ans.

Ces pensions sont payées aux veuves de ces juges leur vie durant et pendant viduité."

Adopté.

4. Que l'article 266e de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, et modifié par l'article 9 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, le mot "neuf" par le mot "douze";

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, le mot "huit" par le mot "dix".

Adopté.

5. Que l'article 272 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 9 George VI, chapitre 18, par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 20, et par l'article 16 de la loi 13 George VI, chapitre 19, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "dix" par le mot "douze";

b) en remplaçant, dans la quatrième ligne, le mot "huit" par le mot "dix".

Adopté.

6. Que les dispositions des articles 6, 14 et 16 de la loi qui accompagne les présentes résolutions s'appliquent aux juges en chef des sessions, juges des sessions, magistrat de district en chef, magistrat de district en chef adjoint, magistrat de district, juge en chef de la Cour de bien-être social et autres juges de cette cour, en fonctions lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, aussi bien qu'à ceux qui seront nommés par la suite.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 12 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 12 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 12 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Loi de la nomination des constables⁷

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi de la nomination des constables soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Cournoyer (Richelieu): Le projet de loi porte atteinte à l'autorité des conseils municipaux. Il est un empiétement du pouvoir provincial sur le pouvoir municipal et c'est une atteinte à l'autonomie municipale.

Il est facile de légiférer sur cette question sur le parquet de l'Assemblée législative quand il n'y a

pas de situation urgente à corriger. C'est injuste. L'assermentation des constables spéciaux se fait dans les cas d'urgence. Cette loi entoure l'assermentation d'officiers de police temporaires de tellement de formalités, et elle impose à ces derniers l'obligation de porter sur eux tellement de copies de documents qu'ils deviendront des cours d'archives ambulantes. Il s'agit de formalités tracassières dont le but est de rendre illusoire le pouvoir des maires. Qu'il survienne des situations comme celles de Rimouski ou Cabano et, avec la nouvelle loi, les maires ne pourront rien faire. Car les maires sont tenus de se conformer à cette loi, sous peine d'amende considérable. C'est injuste.

En cas d'urgence, qu'il s'agisse de conflagration ou simplement de protéger les biens des citoyens, il faudra faire une longue enquête sur chaque candidat.

Pourquoi tenir un maire responsable si, dans un cas urgent, il a choisi, sans le savoir, un homme qui a un dossier judiciaire? La présente loi n'est pas bonne dans son principe parce qu'elle empiète sur l'autonomie municipale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sage mesure! Il faut protéger la population contre le banditisme. Et d'ailleurs, pourquoi un maire continuerait-il à avoir un droit qu'un premier ministre et un procureur général n'ont pas eux-mêmes: le droit de nommer des agents de police en cas d'urgence. Cette loi est l'une des meilleures qu'un gouvernement puisse présenter dans les circonstances. Elle répond à certains principes fondamentaux. La loi fédérale et la loi provinciale prévoient déjà qu'il faut garantir l'honnêteté de ceux qui sont chargés d'assurer le respect de la loi. Un agent de police, nommé spécialement en cas d'urgence, doit faire observer la législation et veiller au maintien de l'ordre; il doit donc offrir de solides garanties de bonnes mœurs et d'honnêteté. Celui qui doit faire observer les lois comme agent spécial ne doit pas avoir un dossier judiciaire.

On dit que c'est une atteinte à l'autonomie municipale, mais nous ne pouvons pas laisser la loi entre les mains de gens qui en abusent. La mesure législative recommandée par le gouvernement a pour but d'éviter que la population d'une ville soit à la merci de gens sans aveu. C'est une atteinte à la liberté des gens, à la dignité humaine. Nous avons vu dans le passé des maires qui, malgré leur serment d'office, ont prétendument assermenté des repris de justice et des bandits notoires comme agents spéciaux et ont refusé d'en donner les noms. On sait où tout cela peut conduire. C'est la répétition de

telles situations que le bill no 15 cherche à éviter, en entourant la nomination des agents spéciaux de formalités qui garantiront de bonnes nominations.

Nous disons dans notre loi que les agents spéciaux devront être assermentés par un juge ou un greffier et déposer ensuite chez ce greffier copie de l'assermentation. Le principe en jeu, c'est d'entourer la nomination des agents spéciaux des garanties que l'on exige des officiers de cour. Il ne faut pas être à la merci d'aventuriers politiques qui profitent de leur situation pour assermenter des bandits et des repris de justice.

M. Hamel (Saint-Maurice): La loi en discussion consacre plusieurs principes extrêmement faux. C'est une entrave à l'autonomie municipale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je fais remarquer qu'en vertu de cette loi, le conseil municipal a parfaitement le droit de faire assermenter des constables.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je demanderais au premier ministre de laisser parler le député.

M. Hamel (Saint-Maurice): D'abord, elle constitue une entrave à l'autonomie municipale. En vertu de la loi générale, la loi des cités et villes, n'importe quel conseil municipal avait droit de faire assermenter des constables spéciaux. Le conseil devait passer un règlement autorisant le maire à faire ces assermentations. Si le conseil, à un moment donné, juge que le maire est indigne de nommer un agent spécial, il n'a qu'à passer un règlement pour dire que le maire en question n'aura pas le droit de nommer un agent spécial. La législation en vigueur existe depuis bien longtemps, peut-être depuis 50 ans.

C'est une atteinte à l'autonomie municipale quand on empêche le conseil municipal de dire si son maire est compétent et digne, s'il a le droit d'assermenter des constables spéciaux. Ensuite, la présente loi est un affront à tous les maires des cités et villes de la province. Le premier ministre a cité un cas spécial. En supposant que, dans son opinion, le maire de la ville à laquelle il a fait allusion abuse de ses pouvoirs, ce que je ne suis pas prêt à admettre, pourquoi jeter un affront sur tous les autres maires des cités et villes de la province?

Il y a aussi un autre principe extrêmement dangereux. Je ne dis pas que la loi est faite dans ce but. Mais il restera dans l'idée du peuple que c'est

celui que consacre le gouvernement en disant que l'assermentation sera faite par des personnes dont il a le contrôle. J'exclus le cas des juges. J'ai dans les juges de mon pays le plus grand respect et la plus grande confiance. Mais il y a aussi les greffiers des Sessions de la paix et de la Cour de magistrat, les protonotaires qui détiennent leur gagne-pain du gouvernement provincial. Je me souviens, il y a quelques années, d'un professeur de droit constitutionnel comparé, qui m'avait rendu très fier.

Il ne craignait pas de dire que notre magistrature pouvait se comparer à n'importe quelle autre magistrature au monde. Il avait cité les juges du Canada, et en particulier ceux de la province de Québec. Mais les juges sont peu nombreux. Un grand nombre de villes n'ont pas de juges des Sessions de la paix ou de magistrats résidants. Il n'y en a pas à La Tuque, ni à Grand'Mère, ni Shawinigan, qui est la plus belle ville de la province.

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des greffiers à ces endroits.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'y viens justement. Il faudra nécessairement s'adresser au greffier. Les greffiers des Sessions de la paix et celui de la Cour de magistrat sont une seule et même personne en ces endroits. Le bill est dangereux dans des situations telles que celles qui ont marqué les conflagrations de Rimouski et de Cabano. Prenons le cas où une conflagration éclate à Shawinigan, comment maintenir l'ordre? Et comment assermenter des constables avec la nouvelle loi?

Il faudra nommer des agents spéciaux pour empêcher les voleurs d'exercer leurs activités, pour que les victimes du feu ne soient pas par surcroît victimes du vol. On veut assermenter des constables et l'on s'aperçoit que l'un des constables a déjà été arrêté pour infraction aux règlements du trafic.

Le projet de loi empêcherait les maires d'agir assez rapidement. Le maire devra perdre un temps précieux à chercher les personnes qui pourront assermenter et s'assurer que les longues formalités⁸, incompatibles avec une situation urgente, sont remplies, sous peine d'amendes considérables. C'est injuste. Pourquoi le maire doit-il être tenu responsable si, parmi les agents nommés, l'un d'eux a un dossier criminel?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit de fausser les faits.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a 10 ans, l'importation de la margarine était défendue. Supposons qu'un individu ait tenté de passer aux lignes une caisse de margarine et se soit fait prendre, qu'il ait été traduit devant les tribunaux et condamné. Il ne pourra être assermenté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi dit: condamnation en matière criminelle. Mon honorable ami devrait être sérieux. Ce n'est pas un cas de condamnation en matière criminelle.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les tribunaux sont allés très loin dans leur condamnation en matière criminelle. L'impression qui restera dans le peuple, c'est que le gouvernement veut que l'assermentation soit faite par quelqu'un qui dépend de lui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): soulève un point d'ordre. On ne peut parler, dit-il, de la sorte au sujet d'une loi qui ne vise qu'à empêcher un maire de commettre des abus.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le député de Saint-Maurice manifeste une divergence d'opinion avec le premier ministre et cela ne justifie pas un point d'ordre. Le principe en jeu, c'est de transporter, à d'autres personnes, des pouvoirs qui appartiennent au maire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député a moins d'excuses qu'un autre d'ignorer les faits. Nous demandons simplement de ne pas nommer des bandits comme constables.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le député de Saint-Maurice a bien le droit d'expliquer son point de vue sans être toujours interrompu.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je parle sur le principe, et je dis que le principe est faux. L'impression qui va rester dans le peuple, c'est que le gouvernement veut que l'assermentation soit faite par quelqu'un qui dépend de lui. La loi dit: un tel et un tel auront le droit d'assermenter les constables, mais pas les maires. J'exclus les magistrats, parce qu'il n'y en a pas partout.

Au point de vue pratique, ce que comporte la loi, c'est une disposition disant qu'il faudra faire assermenter les agents spéciaux par les personnes qui tiennent leur autorité et leur gagne-pain du gouvernement. Seuls ceux qui tiennent leur

gagne-pain du gouvernement provincial auront le droit d'assermenter les constables, là où il n'y a pas de juges. Vous savez ce qui surviendra si un maire veut faire assermenter des constables par le greffier et qu'il n'est pas partisan de l'Union nationale. On exclut même les juges de la Cour supérieure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est effrayant. Il n'y a jamais eu de juge de la Cour supérieure à Shawinigan.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y en a deux à Trois-Rivières. Mais ce n'est pas ce qui est le plus grave. On fait davantage. On donne un certificat de non-confiance, d'incompétence, à nos juges municipaux, même au recorder.

Je ne dis pas que c'est l'intention du gouvernement, mais on ne pourra empêcher l'opinion publique de dire que, si le gouvernement exclut les juges municipaux et les recorders, c'est qu'il n'a pas assez d'emprise sur eux, c'est qu'il n'a pas assez confiance en eux. C'est la municipalité qui les paie, même si le gouvernement les nomme. On déqualifie les juges municipaux parce qu'ils dépendent de la municipalité et sont payés par la ville.

Rencontrant un groupe de jeunes, le solliciteur général (l'honorable M. Rivard), qui fut mon professeur à l'université et dont j'ai gardé un bon souvenir, disait avec un brin de mélancolie: "Je vous félicite de venir rencontrer l'autorité". Et il ajoutait: "Malheureusement, on est aujourd'hui de plus en plus indifférent devant l'autorité". Quand le gouvernement jette du mépris sur les maires et les juges municipaux, je dis qu'il donne un exemple néfaste à la province. Bien plus, les greffiers des cours municipales n'auront pas le droit d'assermenter les constables.

C'est ainsi qu'on a procédé, en Allemagne, quand on a voulu établir une dictature. On s'est emparé lambeau par lambeau des autorités subalternes qui ne font pas la courbette devant le pouvoir. C'est le prestige de tous les maires qui est en jeu, c'est leur autorité qui est menacée.

Pourquoi mettre dans nos lois un principe faux, uniquement pour viser un prétendu cas d'abus? Pourquoi punir tous les maires de la province?

Le gouvernement n'a pas le droit de juger les maires, cela appartient aux électeurs. Si on voulait régler un cas en particulier, pourquoi ne pas avoir amendé plutôt la charte de la cité de Trois-Rivières et dire: "Aussi longtemps que M. J.-A. Mongrain⁹ sera maire de Trois-Rivières, il ne pourra assermenter des agents spéciaux."

(Applaudissements de l'opposition)

Au moins, le but visé par le gouvernement sera atteint et aucun principe faux ne sera consacré.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Mesure centralisatrice qui grandit les pouvoirs du gouvernement!

M. Pinard (Drummond): Les arguments apportés par mon collègue de Saint-Maurice sont suffisants...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): ... Pourquoï parler alors?

M. Pinard (Drummond): ... pour justifier le rappel de cette loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut en demander le rappel, elle n'est pas encore adoptée.

M. Pinard (Drummond): Je prétends que le gouvernement n'a pas le droit, avec un projet de loi, de juger les actes du maire d'une cité. Si le maire visé a commis un acte répréhensible et violé la loi, on peut le poursuivre en justice et le faire disqualifier. Il doit y avoir d'autres moyens de le juger et de l'atteindre.

Nous n'admettons pas qu'il a commis des actes répréhensibles. Il a fait son devoir comme maire, dans un cas d'urgence.

M. Mongrain était justifié d'agir comme il l'a fait quand il a su que des bandits de Montréal et d'ailleurs étaient dans sa ville.

Le premier ministre lui-même a dû avoir recours, dans le passé, aux moyens qu'il reproche aux autres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais. Et jamais les lacunes de la loi n'ont paru aussi apparentes qu'aux dernières élections.

M. Pinard (Drummond): Des amis du premier ministre alors l'ont fait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais.

M. Pinard (Drummond): L'intention de ce projet de loi est manifeste; pourquoi le gouvernement n'y va-t-il pas franchement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'intention est manifeste, nous sommes francs.

M. Pinard (Drummond) C'est évident. Il est facile de voir que le gouvernement en veut au maire Mongrain dans cette affaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas ça du tout. Nous voulons prévenir tous les abus. Le cas de Trois-Rivières est un des cas que nous envisageons. À Trois-Rivières, lors des dernières élections, ce fut du banditisme de la pire espèce, comme on n'en a jamais vu. Si le député avait été présent le jour du vote, il serait le premier à réclamer une telle loi.

M. Pinard (Drummond): Si le maire de Trois-Rivières avait commis des abus, le gouvernement n'aurait pas manqué de moyens de les réprimer.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a souligné l'importance de pouvoir nommer des agents spéciaux, advenant une conflagration pour protéger la propriété contre le vol.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice réclame l'engagement de voleurs pour la protection contre le vol.

M. Pinard (Drummond): Le premier ministre manifeste de la malhonnêteté intellectuelle en dénaturant constamment les paroles des députés de l'opposition. Est-ce que le maire Mongrain n'était pas justifiable de nommer des agents spéciaux quand des bandits venus de Montréal et d'ailleurs étaient dans sa ville et menaçaient le bon ordre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'offre à tous les députés de l'opposition d'étudier le cas de Trois-Rivières quand ils le voudront, mais pas sur ce bill.

Il y a eu, à Trois-Rivières, du banditisme à cause du maire Mongrain. La population le sait et l'a fait voir le soir du vote. On a tenté d'intimider les honnêtes gens.

M. Pinard (Drummond): La population est assez avertie pour savoir ce qui s'est passé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Elle sait que votre candidat a été battu à plates coutures.

M. Pinard (Drummond): Parce que le premier ministre a pris les moyens que l'on sait pour assurer son élection.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de dire cela. Je lui demande de retirer ses paroles sans conditions.

M. Pinard (Drummond): Je les retire.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Ils disent n'importe quoi et retirent ensuite leurs paroles!

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): La loi n'est qu'un tissu de formalités qui donnent à des salariés du gouvernement des pouvoirs d'agir dans des cas d'urgence. L'assermentation des agents spéciaux ne pourra être faite que par des gens qui occupent des postes secondaires et n'ont généralement rien à voir avec l'administration municipale. Ce projet de loi démontre que le gouvernement n'a pas confiance aux conseils municipaux de la province. On sait très bien d'ailleurs que des constables spéciaux de la police provinciale ont accompli des actes illégaux au cours de la dernière élection.

M. l'Orateur: Je rappelle aux députés que nous sommes en deuxième lecture et que nous discutons du principe du bill. Je leur demande de s'en tenir à cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit que la Chambre allait siéger ce soir, au lieu que ce soit le comité des bills privés comme convenu au départ.

Le débat est suspendu.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures¹⁰.

Reprise des travaux à 8 h 15

Projets de loi:

Loi de la nomination des constables¹¹

La Chambre poursuit le débat interrompu plus tôt sur la motion du premier ministre pour que le bill 15 modifiant la loi de la nomination des constables soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) est contre le bill no 15 pour trois raisons principales. Les

formalités, dit-il, qui entourent l'assermentation d'agents spéciaux en cas d'urgence rendent cette mesure inefficace, parce que ces formalités et procédures sont trop nombreuses et compliquées. La nouvelle loi portera atteinte à l'autonomie municipale et privera le maire d'une corporation municipale ou d'une ville de son droit d'assermenter des constables spéciaux. C'est une mesure centralisatrice qui ramène le pouvoir entre les mains du lieutenant-gouverneur en conseil, c'est-à-dire du gouvernement. En cas d'émeute, par exemple, le Code criminel donne à un maire le pouvoir d'assermenter des agents; ce droit est enlevé au maire de toute municipalité avec la présente loi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La loi des cités et villes permet au maire d'une municipalité d'assermenter, en cas d'urgence, des agents spéciaux. Le conseil doit d'abord adopter un règlement pour autoriser le maire à assermenter autant de policiers qu'il le juge nécessaire; le salaire est fixé par le conseil. Ces policiers ne peuvent demeurer en fonction plus d'une semaine sans le consentement du conseil; avec l'approbation de ce dernier, ils peuvent être en fonction plus longtemps. Pour être assermentée comme agent, une personne doit avoir, au préalable, obtenu un certificat d'honorabilité du maire et prêté serment devant celui-ci ou devant le greffier.

Le bill à l'étude chambarde toute la procédure touchant la nomination des agents spéciaux. On veut supprimer complètement la procédure suivie habituellement. Il se peut que des abus aient été commis, car je ne puis pas me rendre compte personnellement de tout ce qui s'est passé dans chaque ville, aux dernières élections. Mais s'il y a eu abus, ce que je ne suis pas prêt à admettre, je dirai que ce n'est pas à cause de quelques incidents que l'on devrait interdire tous les maires et tous les greffiers de la province, et leur enlever leurs pouvoirs.

Si des maires ont commis des infractions à la loi des cités et villes, ils se sont rendus passibles de peines prévues par les Statuts. Si les Statuts ne prévoient aucune pénalité, que les maires portent la responsabilité des actes qu'ils ont posés dans l'exercice de leurs fonctions. En temps et lieu, ces maires seront jugés par le peuple qui pourra se prononcer sur ces actes officiels.

Il ne faut pas perdre de vue le point de vue très important qu'il s'agit de la nomination d'agents spéciaux dans des cas d'urgence, qu'il ne faut pas paralyser la loi par des procédures compliquées. C'est justement l'effet du bill que nous étudions.

Un autre point, et je le dis avec franchise, c'est l'impression générale que, durant les dernières élections, le gouvernement au pouvoir a créé dans le public, à l'effet que la police provinciale exécutait les ordres du parti ministériel et n'avait pas l'impartialité essentielle qu'on était en droit d'en attendre. Pour des raisons difficiles à comprendre, il s'est commis des actes répréhensibles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Si l'on veut discuter de la police provinciale, qu'on le fasse en temps et lieu et suivant les règlements. Ça ne relève pas du débat. Il s'agit de constables spéciaux. Ce bill ne concerne en aucune façon la police provinciale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Au contraire, il est manifeste que ce bill concerne ce qui s'est passé à Trois-Rivières et j'ajouterai qu'il y a un rapport entre la police provinciale et le bill actuel parce que des maires, pensant que la police provinciale n'était pas assez impartiale pour sauvegarder l'ordre, ont voulu prendre les moyens de maintenir l'ordre en nommant des agents spéciaux aux dernières élections.

De toute façon, je sou mets le point d'ordre du premier ministre à l'Orateur.

M. l'Orateur: Il est évident que l'on n'a pas le droit de parler de la police provinciale dans ce débat qui a trait à l'assermentation de constables spéciaux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je me sou mets à votre décision, mais je parlerai de cet aspect de la question en une autre circonstance, au cours de la session.

Complicquer cette situation quand il y a urgence, ce serait la rendre préjudiciable aux citoyens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette loi est nécessaire pour assurer l'ordre public, parce qu'elle garantit la liberté des citoyens et protège la responsabilité financière des cités et villes seulement, car elle ne s'applique pas aux corporations régies par le Code municipal. Dans cette loi, rien n'empêche le maire d'une cité ou d'une ville d'assermenter des constables spéciaux, mais elle entoure cette assermentation de précautions. Un maire pourra toujours désigner des agents spéciaux. On semble croire que l'autorité municipale réside seulement dans la personne du maire. En réalité, le conseil municipal, composé d'échevins, la représente

également et les payeurs de taxes ont des droits qui doivent être protégés.

Rien n'est plus sacré que la liberté des citoyens. Il n'y a rien de plus précieux à l'être humain que la liberté. Il est indispensable de protéger la liberté de ces citoyens. C'est protéger ces citoyens que d'exiger des garanties morales des agents de police même provisoires, qui, dans l'exercice de leurs fonctions, ont le droit de procéder à des arrestations sans mandat, de pénétrer dans les domiciles, d'engager la responsabilité financière des municipalités s'ils outrepassent leurs droits par des actes illégaux. Il peut poser des actes qui rendent la municipalité responsable de dommages. Au moins faut-il entourer sa nomination de précautions suffisantes. C'est tout cela que la loi protège.

Débarassé des histoires de croquemitaines et de loups-garous dont on a voulu l'entourer, le bill est bien simple. Il ne parle que des engagements d'agents temporaires. Il ne s'adresse qu'aux cités et villes. Et rien n'empêche le maire d'assermenter des agents spéciaux; seulement, ses pouvoirs sont entourés de précautions sauvegardant la dignité humaine, la réputation des gens, les pouvoirs du conseil et les finances municipales. C'est tout cela que la loi protège.

Cette loi n'est pas faite seulement pour Trois-Rivières, mais pour tout le monde. Mais des abus se sont révélés et ont rendu le bill nécessaire. Qu'est-ce qui (sic) s'est passé à Trois-Rivières, le 16 juillet dernier, a démontré que la loi actuelle n'offre pas de garanties suffisantes. Le maire de Trois-Rivières, M. Mongrain, candidat à une élection provinciale, a "pris sur lui" d'assermenter cent agents spéciaux, soit deux fois le nombre des hommes de police et des pompiers de Trois-Rivières, insultant ainsi la population de la ville et les agents régulièrement nommés.

En vertu de la loi, le maire était obligé de donner aux échevins, les noms des personnes engagées comme agents spéciaux, de déposer les nominations, etc. Il a refusé de le faire. Il avait honte parce qu'il y avait parmi ces gens-là, des bandits et d'autres personnes pas très recommandables. Plus que cela, le conseil a passé une résolution pour demander au maire Mongrain de fournir les noms et les documents, et il a mis son veto sur la résolution. L'ancienne loi n'offrait donc pas suffisamment de garanties. Il a prouvé que la loi générale n'offre pas assez de protection aux citoyens.

Notre devoir est de protéger le public. La dictature et l'hitlérisme ne protègent pas le public contre les abus, mais ils mettent de côté les ordres d'un conseil de ville. La dictature, elle est dans

l'attitude d'un homme qui se fiche des lois de la province, des ordres du conseil municipal et insulte la population de Trois-Rivières. Le jour de l'élection, on a vu ces bandits, ces agents spéciaux, se tenir devant les bureaux de vote et blasphémer en présence de religieuses.

Ça ne doit se passer comme ça ni à Trois-Rivières, ni ailleurs. Il faut une loi capable de respecter les droits de tout le monde. À l'avenir, il faudra nommer des gens qui n'ont pas de dossier criminel. Est-ce trop demander? On veut, de plus, qu'ils soient nommés ouvertement et honnêtement. C'est une loi qui est faite pour les honnêtes gens. Elle respecte les conseillers, les contribuables et les maires qui sont conscients de leurs responsabilités.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande le vote sur le principe du bill.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Cottingham, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Plourde, Poulin, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thuot, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lemieux, Marler, Marquis, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Savard, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 15 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi de la nomination des constables (Statuts refondus, 1941, chapitre 48) est modifiée en y ajoutant, après l'article 10, les suivants:

"11. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, toute nomination d'un officier de police temporaire, par le maire d'une corporation municipale de cité ou de ville, quelle que soit la loi qui la régit, doit être faite par écrit, sous la signature du maire, en deux exemplaires, dont l'un doit être déposé sans délai dans les archives de la corporation, et l'autre, remis à l'officier de police temporaire, qui doit le garder constamment sur lui pendant la durée de ses fonctions.

"Le maire doit immédiatement, si possible, sinon au plus tard le jour suivant la nomination, faire parvenir au greffier de la paix du district judiciaire dans lequel la municipalité est située un avis, sous sa signature, contenant les nom, prénoms, qualité et adresse de l'officier de police temporaire, ainsi que la date et la durée de sa nomination.

"Le greffier doit afficher cet avis dans un endroit du greffe de la paix accessible au public, pendant la durée des fonctions de l'officier de police temporaire.

"12. Nul ne peut être nommé par le maire officier de police temporaire à moins d'être citoyen canadien, de bonnes mœurs, de bonne réputation et exempt de toute condamnation en matière criminelle.

"13. Avant d'entrer en fonctions, tout officier de police temporaire visé par l'article 11 est tenu de prêter un serment suivant la formule de l'article 4, devant un juge des sessions, un notaire de la Cour supérieure, un magistrat de district, un greffier de la paix ou un greffier d'une Cour de magistrat.

"La personne qui reçoit ce serment en délivre deux certificats à l'officier de police temporaire, qui doit en garder un constamment sur lui pendant la durée de ses fonctions et déposer l'autre immédiatement, si possible, sinon au plus tard le jour suivant, au greffe de la paix du district judiciaire dans lequel la municipalité est située, pour faire partie des archives de ce greffe.

"14. Tout officier de police temporaire doit, s'il en est requis à l'occasion d'un acte posé dans l'exercice de ses fonctions, justifier de sa qualité officielle en exhibant l'exemplaire de sa nomination et le certificat de prestation de son serment d'office qu'il porte sur lui.

"15. Le défaut de déposer un exemplaire de la nomination d'un officier de police temporaire dans les archives de la corporation, ou d'en remettre un à l'officier de police temporaire, ou de faire parvenir au greffier de la paix, suivant les prescriptions de

l'article 11, un avis de la nomination d'un officier de police temporaire constitue une infraction qui rend le contrevenant passible, sur poursuite sommaire, pour une première infraction, d'une amende de cent dollars à deux cents dollars et, pour toute infraction subséquente, d'une amende de deux cents dollars à quatre cents dollars, et des frais dans chaque cas, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de un mois à deux mois.

"Le défaut d'accomplir quel qu'un des actes mentionnés au présent article à l'occasion de la nomination de plus d'un officier de police temporaire constitue une infraction distincte pour chacune de ces nominations.

"16. Tout officier de police temporaire qui exerce ou tente d'exercer ses fonctions sans avoir prêté le serment d'office prescrit par l'article 13, ou qui néglige ou refuse de porter sur lui un exemplaire de sa nomination ou un exemplaire du certificat de prestation de son serment d'office, ou de déposer un exemplaire de ce dernier au greffe de la paix du district judiciaire dans lequel la municipalité est située, ou qui contrevient aux dispositions de l'article 14, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, pour une première infraction, d'une amende de cent dollars à deux cents dollars et, pour toute infraction subséquente, d'une amende de deux cents dollars à quatre cents dollars, et des frais dans chaque cas, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de un mois à deux mois."

M. Hamel (Saint-Maurice): On a parlé tantôt de la situation à Trois-Rivières. Le gouvernement, je crois, a dramatisé les choses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous étudions l'article 1 du projet de loi. Qu'on s'en tienne à cet article.

M. Hamel (Saint-Maurice): Lisons l'article. Il (M. Hamel) le lit. Je veux m'arrêter, dit-il, spécialement à l'identification qu'on exige des policiers spéciaux. La loi générale leur ordonne actuellement d'avoir un insigne. Je ne crois pas qu'on devrait exiger des agents autre chose qu'un insigne pour leur identification. Ils n'ont pas besoin d'une pièce d'identité venant du greffier de la paix.

M. Cournoyer (Richelieu): Je propose que l'on ajoute le greffier de la ville à la liste des officiers qui peuvent assermenter des officiers spéciaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle logique. On doute des qualifications des greffiers de la paix, on a même mis en doute l'impartialité des juges.

M. Hamel (Saint-Maurice): Point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de prêter à un député des paroles qu'il n'a jamais prononcées. Il doit être sur le même pied que les autres dans cette Chambre. J'ai pris bien soin de faire l'éloge de notre magistrature et de l'exclure des critiques que j'ai formulées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député se croit trop important; il se prend pour toute l'opposition. J'ai dit et je répète que des députés de l'opposition ont dit que tous les officiers qui pourront assermenter des policiers spéciaux sont des salariés du gouvernement.

M. Cournoyer (Richelieu): Lorsque le maire est pris dans un cas d'urgence, il n'a pas le temps de faire enquête sur le passé de chaque candidat. Avec cette loi, on l'expose à des peines sévères si un policier a, il y a 10 ou 20 ans, commis un vol de \$15 ou \$20.

À Trois-Rivières, la situation exigeait des policiers spéciaux. On les a nommés et tout s'est passé dans l'ordre. Autrement, le premier ministre n'aurait peut-être pas perdu son pari sur sa majorité avec le chef de l'opposition (M. Marler). C'est peut-être cela qui lui a fait mal? À Sorel, lors de l'élection, mes adversaires ne se sont pas formalisés avec l'assermentation des constables spéciaux. Le candidat de l'Union nationale avait 75¹² nègres de Montréal à son service.

(Protestations à droite)

On n'était pas si scrupuleux qu'aujourd'hui pour s'assurer des bonnes mœurs des gardiens de la paix.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition déclare qu'il n'est pas nécessaire que les hommes de police soient de bonnes mœurs et honnêtes: ce sont là leurs principes. Nous, nous exigeons des garanties.

Le député de Richelieu nous parle de Sorel. Qu'il nous parle donc dans quelles circonstances des membres du Crédit social ont été assommés lors de son élection.

M. Cournoyer (Richelieu): Je défie quiconque de prouver que, de près ou de loin, moi-même ou

mon organisation avons eu quoi que ce soit à voir relativement à l'incident dont parle le premier ministre.

(Protestations à droite)

Mussolini a eu ses chemises brunes, Hitler ses chemises noires. À Sorel, nous avons eu nos "peaux noires"!

(Protestations à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sorel a une excellente population, une population honnête, mais elle compte aussi des gens qui pratiquent l'intimidation, surtout auprès des ouvriers. Que le député parle donc des spécialistes en intimidation à Sorel, des gens qui tentent d'empêcher les autres de gagner leur vie.

Des députés des deux côtés de la Chambre: (Frappant sur leurs pupitres) À l'ordre.

M. Cournoyer (Richelieu): C'est faux, archi-faux! Point d'ordre. Cela ne relève nullement du débat.

Des voix à droite: Ça vous fait mal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis en mesure de prouver que...¹³
(Protestations à gauche)

M. Cournoyer (Richelieu): S'il y en a un qui a fait de l'intimidation, c'est mon adversaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À Sorel, depuis des années, l'intimidation est à l'ordre du jour. Les quartiers généraux de l'intimidation sont dans les usines des Simard¹⁴. On menace les ouvriers...

(Chahut généralisé)¹⁵

M. Cournoyer (Richelieu): Le premier ministre ne peut prouver ce qu'il dit.

M. l'Orateur: À l'ordre. La Chambre a pu se rendre compte de ce qui se passe quand on discute en dehors de l'article et contre les règlements. Je demande qu'on s'en tienne à l'article. Revenons à l'article.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Comment se fait-il qu'on n'ait pas donné le pouvoir au maire de pouvoir assermenter alors qu'il possède des pouvoirs extraordinaires dans d'autres domaines? Il

regrette aussi qu'on n'ait pas donné le même pouvoir aux juges de la Cour supérieure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La paix relève des cours; c'est pourquoi nous avons prévu que l'assermentation aurait lieu par des gens de la cour.

M. Hamel (Saint-Maurice): Illogisme! Le premier ministre dit que les constables mettent en cause la liberté et les biens des citoyens. Mais si les citoyens sont lésés, ils ont un recours contre les municipalités. Le cas des constables permanents est bien plus grave. Le gouvernement ne cherche pas à entourer la nomination des agents permanents d'autant de formalités que la nomination des agents spéciaux.

Bien plus importante pourtant est la tâche des agents de police qui resteront en fonction, 10, 20 ans! On n'exige pas pour eux qu'ils soient assermentés par le greffier de la paix. C'est un illogisme. Ce qui est grave, c'est qu'on met les employés civils dans une situation où ils ont à choisir entre leur gagne-pain et l'accomplissement de leur devoir.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) se lève alors pour dire qu'il est en faveur de la loi et que l'article 13 le satisfait.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le député de Sainte-Anne (M. Hanley) prétend que cet article comporte des avantages. Je lui laisse son opinion et il n'a pas dérogé à ses convictions. Cet article rend la loi plus complexe et plus difficile. Le fait que les procédures n'auraient pas été suivies dans le passé n'est pas une raison pour tout changer le système.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Adopté.

(Silence à gauche)

Par cette loi, le maire a plus de pouvoirs que le premier ministre et le procureur général. Le premier ministre n'a pas le pouvoir de nommer des constables. Ces nominations doivent être faites par le lieutenant-gouverneur en conseil. Chez nous, à Trois-Rivières, nous avons eu une centaine de prétendus constables, dont la moitié n'étaient pas assermentés. Ce sont des abus qu'on ne peut endurer.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Tout agent devrait être obligé de s'identifier quand il est obligé d'intervenir. L'article 14 disant que l'agent

spécial doit exhiber ses papiers dans le cas où on le lui demande, le lui fait dire.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Je n'ai jamais vu autant de contorsions.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 15 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
demande la troisième lecture.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Prochaine séance!

Bernard Plotnick et Sybil Nemiroff

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que le bill 108 concernant un transport fait par Bernard Plotnick à son épouse, dame Sybil Nemiroff, ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Adoption de Marie S. A. Leclerc

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que le bill 180 concernant l'adoption de Marie Sarah Alice Leclerc ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

La séance est levée.

NOTES

1. "L'archevêque, Paul-Émile Léger de Montréal, sera nommé cardinal le 12 janvier, lors d'un consistoire qui se tiendra à Rome, selon *The Gazette* du 3 décembre 1952, à la page 2.

2. Il est précisé dans *The Chronicle Telegraph* du 3 décembre 1952, à la page 3: "L'archevêque de Montréal se trouve parmi 24 princes de l'Église qui seront promus au Sacré Collège lors d'un grand consistoire le 12 janvier. Il est le premier à être nommé depuis le décès du cardinal Rodrigue Villeneuve, en janvier 1947."

3. Le débat s'amorce toutefois en Chambre. Dans les faits, la formation du comité plénier aura lieu un peu plus tard.

4. Guy Beaudry, le correspondant parlementaire du *The Montreal Daily Star* du 3 décembre 1952, à la page 2, explique: "Les cas de naturalisation étaient anciennement traités à la Cour de circuit qui est maintenant morte de cause naturelle sans que des juges n'y soient nommés." Il écrit encore: "On dit que les cas de naturalisation dans le district de Montréal seulement ont atteint un nombre considérable et qu'ils attendent le retrait officiel depuis un certain temps."

5. *The Montreal Daily Star* du 3 décembre 1952, à la page 2, mentionne que le chef de l'opposition prononce ces paroles en riant.

6. Bien qu'aucune trace de cette intervention ne fût retrouvée, il semblerait, selon *L'Action catholique* du 3 décembre 1952, à la page 3, que le député de Richelieu (M. Cournoyer) a fait une intervention qui va dans le même sens.

7. *Le Devoir* du 3 décembre 1952, à la page 3, rapporte qu'on "se serait presque cru revenu aux jours des pires violences de 1948". Dostaler O'Leary ajoute, dans l'édition de *La Patrie* du 3 décembre 1952, à la page 4: "Il y eut même un moment où le président, débordé et debout, entre MM. Duplessis et Cournoyer qui s'affrontaient violemment, pendant que la gauche et la droite manifestaient bruyamment, rappelait tout le monde à l'ordre." Par ailleurs, le journaliste du *The Montreal Daily Star* du 3 décembre 1952, à la page 5, écrit: "par moments, le chahut enterrait complètement la voix des orateurs".

8. Dans *The Chronicle Telegraph* du 2 décembre 1952, à la page 3, on décrit ainsi la démarche du maire: "Il devra remplir un document spécial, en transmettre une copie aux archives provinciales, et l'agent doit conserver l'original avec lui en tout temps lors de son mandat temporaire. De plus, un juge de paix doit être avisé des procédures et l'agent doit être assermenté devant un juge de paix, un protonotaire ou une autre personne ayant des fonctions juridiques. Cette dernière doit conserver la troisième copie du document."

9. Calixte Dumas, le correspondant de *L'Action catholique* du 3 décembre 1952, à la page 3, dit: "Le maire J.-A. Mongrain est actuellement à Los Angeles, mais les oreilles ont dû lui tinter hier après-midi et hier soir." Dans *La Presse* du 3 décembre 1952, à la page 20, on y explique: "L'opposition libérale a vu dans ce bill une attaque directe contre l'adversaire libéral du premier ministre. Lors des dernières élections provinciales, le maire J.-A. Mongrain, de Trois-Rivières, qui, en sa qualité de premier magistrat de cette ville, avait alors engagé une centaine de policiers spéciaux pour "protéger" la population. On mentionne dans *Le Canada* du 3 décembre 1952, à la page 2: "Le nom de M. Mongrain a été vivement applaudi par l'opposition et cela s'est renouvelé à plusieurs reprises."

10. On indique dans *L'Action catholique* du 3 décembre 1952, à la page 3, que les comités devaient siéger dans la soirée. Mais le premier ministre, "a décidé de convoquer une séance de la Chambre, pour 8 h 15, afin de vider si possible, la question des constables".

11. "Le maire Camillien Houde, de Montréal, a assisté à une partie de la séance d'hier soir", lit-on dans *L'Action catholique* du 3 décembre 1952, à la page 3.

12. Il s'agirait plutôt de 87, selon *La Patrie* du 3 décembre 1952, à la page 4, et de 70, selon *The Gazette* du 3 décembre 1952, à la page 1.

13. "Les dernières paroles du premier ministre se sont perdues dans les protestations de la gauche", écrit-on dans *Le Devoir* du 3 décembre 1952, à la page 8.

14. Le premier ministre fait référence ici aux industriels Joseph, Édouard et Ludger Simard et à la Marine Industries Limited.

15. *L'Action catholique* du 3 décembre 1952, à la page 3, signale: "La droite manifeste en faveur du premier ministre. La gauche crie pour étouffer sa voix. De part et d'autre, on soulève des points d'ordre qui se perdent dans le brouhaha général."

Séance du mercredi 3 décembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions de condoléances:**Hommage au Dr Alfred Morisset, greffier du Conseil exécutif¹**

M. Noël (Frontenac)²: En me levant, M. l'Orateur, je veux brièvement rappeler devant cette Chambre le souvenir du Dr Alfred Morisset, un grand disparu, dont la vie demeurera pour nous tous un exemple d'honnêteté, de droiture, de courtoisie et de gaieté de cœur.

Né à Sainte-Hénédine, le 4 juillet 1874, d'un père médecin qui lui donna son nom, le Dr Alfred Morisset fut celui qui, dans sa paroisse natale, qui est également la mienne, promulgua à tous, avec tant de dévouement, les ressources de sa science médicale et l'habileté de son art à toutes les heures du jour et de la nuit, sans égard à ses fatigues, restant pour tous ses malades une source de réconfort, d'encouragement et de joie.

En 1904, le comté de Dorchester, à l'unanimité, lui demandait d'aller le représenter à l'Assemblée législative de Québec. De fait, le Dr Morisset fut député de son comté jusqu'en 1913, année où il démissionnait pour accepter le poste de greffier du Conseil exécutif, poste qu'il conservait encore avec la même jeunesse et la même autorité que durant les premières années.

Dix-sept ans au chevet des malades, 40 ans au service de la province, telle est la carrière et le visage d'un homme qui fut, au cours de sa vie, président de la Société du parler français de Québec, président de l'Association des anciens du Séminaire de Québec, mon *Alma Mater*, l'un des administrateurs de l'Institut canadien, et qui, par son talent et ses mérites, fut décoré par la France.

Personnellement, je l'ai connu au moment où il était déjà greffier du Conseil exécutif. Et comme ceux qui l'ont visité, j'ai été pris par sa chaude hospitalité, l'affabilité de sa personne et le charme de sa conversation. Il savait raconter avec esprit et écouter avec intelligence. Il n'avait pas d'ennemis; et même ses adversaires politiques, du temps où il faisait

de la politique active, se sont plu à reconnaître sa largeur de vue, sa sincérité et sa haute conception de la vie publique. Jusqu'à la fin, M. l'Orateur, il a donné l'exemple d'une jeunesse de cœur et d'esprit rarement égalée. Il aimait à répéter le mot de Clémenceau: "Quand on est jeune, c'est pour longtemps".

Le Dr Alfred Morisset nous a laissés, M. l'Orateur, mais son souvenir demeurera. Permettez qu'en son nom et au nom de l'opposition libérale, j'offre à sa famille notre sympathie très sincère, et que, sur sa tombe, à peine fermée, je dépose l'hommage de notre amitié et d'un souvenir impérissable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève pour rendre hommage au greffier disparu.

J'ai connu le Dr Morisset très intimement pendant de nombreuses années. Le Dr Morisset se fit élire en 1904 une première fois, alors que l'opposition du temps n'avait pas placé de candidat contre lui. Ce fut une élection facile. Mais il mit en relief sa popularité personnelle aux élections suivantes, en 1908, alors qu'il a été réélu dans une élection contestée. Il a souvent déclaré qu'à Sainte-Hénédine, sa paroisse natale, une seule famille, une famille Noël, avait voté contre lui.

Le Dr Morisset fut un franc libéral, un de nos adversaires politiques convaincus; mais nous avons été néanmoins heureux de l'aider; nous l'avons maintenu en fonction comme greffier du Conseil exécutif et nous avons augmenté son traitement.

C'était un excellent médecin et un bon père de famille qui, il n'y a pas si longtemps, a fait part au chef du gouvernement des appréhensions que lui causait le séjour de sa fille religieuse en Chine, à la merci des autorités chinoises.

S'il fut un partisan loyal et convaincu, il a été un greffier consciencieux, que nous avons gardé à son poste. Sa mort a provoqué des regrets justifiés. Tout le monde connaissait ses mérites personnels, son attachement à sa profession et à sa famille.

Il (l'honorable M. Duplessis) termine en soulignant les qualités de cœur du défunt, sa loyauté envers ses amis comme envers son parti. Sa mort laisse de profonds regrets chez tous ceux qui l'ont connu, dit-il.

Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche

M. Poulin (Beauce) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Poirier), que les

articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Alexandre Jarjour et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant l'Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Alexandre Jarjour et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant l'Église syrienne orthodoxe apostolique d'Antioche.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 112 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec;
- bill 142 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs;
- bill 159 concernant la commission scolaire de La Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval);
- bill 109 concernant Wellington Hotel Company;
- bill 154 concernant la succession d'Alexandre H. Barbeau.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 185 constituant la corporation des Pères Maristes;
- bill 190 modifiant la charte des Frères de Saint-Vincent-de-Paul.

Projets de loi:

Écoles protestantes de Montréal

M. Cottingham (Argenteuil) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 142 sans l'amender.

M. Cottingham (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Wellington Hotel Company

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 concernant Wellington Hotel Company.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession d'Alexandre H. Barbeau

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 concernant la succession d'Alexandre H. Barbeau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 154 sans l'amender.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporation des Pères Maristes

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 185 constituant la corporation des Pères Maristes.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 185 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Frères de Saint-Vincent-de-Paul

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 190 modifiant la charte des Frères de Saint-Vincent-de-Paul.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 190 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Écoles de La Présentation de la Sainte-Vierge, Dorval

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 concernant la Commission scolaire de La Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval).

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 159 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 147 pour permettre à la cité de Shawinigan Falls d'établir un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice.

Projets de loi:

Pont de péage sur la rivière Saint-Maurice

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 pour permettre à la cité de Shawinigan Falls d'établir un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 147 sans l'amender.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'avis que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Joseph Robert Ola Ouellet, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Roland Bouchard;
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de John Harold Cooney et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Peter Thomas Daley en celui de Peter Thomas Cooney;
- de l'Oeuvre du service familial, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Compagnie de Jésus, demandant l'adoption d'une loi la déclarant propriétaire de la commune de Laprairie;
- de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi ratifiant l'adjudication et la vente d'un certain nombre de lots;
- de l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Marie Henriette Eugénie Starnes et autres, demandant l'adoption d'une loi validant un bail par la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque;
- de George Senis et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Peter Mastoris.

Projets de loi:

Adoption de Peter Thomas Daley

M. Cottingham (Argenteuil) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 autorisant

l'adoption de Peter Thomas Daley par John Harold Cooney et son épouse, dame Frances Anna Mahoney.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la cité de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 160 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la cité de Thetford Mines

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 165 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Substitution de M.-J.-A.-A. Larocque

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 validant un bail par la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la cité de Lauzon

M. Bélanger (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 169 modifiant la charte de la cité de Lauzon.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession de Peter Mastoris

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 179 concernant la succession Peter Mastoris.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Joseph Robert Ola Ouellet

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 188 changeant le nom de Joseph Robert Ola Ouellet en celui de Joseph Roland Bouchard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Joachim de la Pointe-Claire

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 194 ratifiant

l'adjudication et la vente pour taxes d'immeubles dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Oeuvre du service familial

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 195 concernant l'Oeuvre du service familial.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la cité de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 198 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 203 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Compagnie de Jésus

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 204 concernant la Compagnie de Jésus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la cité de Montréal

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La demande de Montréal pour la modification de sa charte sera entendue devant le comité des bills privés de l'Assemblée législative mardi prochain, le 10 décembre. L'audition avait été initialement établie pour le 16 décembre, mais la date a été devancée.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la cité de Sillery

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 modifiant la charte de la cité de Sillery soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville de Saint-Laurent

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commissaires d'écoles de Sainte-Agathe-des-Monts, Terrebonne

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ville Sainte-Agathe-des-Monts, dans le comté de Terrebonne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Paroisse de Saint-Laurent

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 concernant certains pouvoirs de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Dès 1949, nous avons dit que le gouvernement pouvait leur accorder davantage d'augmentation, parce que le gouvernement doit faire tout son possible pour que les juges soient financièrement indépendants. Il ne faut pas que les juges soient obligés, pour vivre, de

compter sur des honoraires supplémentaires. Ce principe devrait être consacré par le projet de loi à l'étude. Car la législation actuelle a démontré qu'elle n'est pas propre à le faire respecter. Une telle disposition confirmerait l'indépendance habituelle du pouvoir judiciaire du pouvoir exécutif.

Les *Comptes publics* de ces dernières années le prouvent. Des juges ont touché des sommes additionnelles s'élevant à \$4,000 et \$5,000 et même plus par année, alors que d'autres juges n'avaient rien que leur traitement pour vivre. Les juges privilégiés avaient présidé parfois un grand nombre des commissions d'arbitrage. Nous croyons qu'étant donné qu'un juge est payé annuellement pour consacrer tout son temps à ses fonctions, celui-ci ne devrait pas recevoir de paiement supplémentaire pour le travail effectué pendant cette période. La législation devrait dire que seuls les frais d'un juge présidant une commission d'arbitrage lui seront remboursés.

Je ne veux pas mettre dans la bouche du premier ministre des paroles qu'il n'a pas prononcées. Mais je crois pouvoir conclure du sens de ses déclarations qu'il est lui-même favorable au principe de ce que je dis. Et il a laissé entendre qu'un ordre en conseil sera, à l'occasion, émis en ce sens. Mais le gouvernement peut toujours changer d'avis; et je crois qu'il serait bon d'amender le bill en conséquence, c'est-à-dire pour que le montant des sommes supplémentaires versées aux juges se limite à des remboursements de dépenses. On garantirait une plus grande indépendance aux juges de la province s'ils étaient complètement indépendants du cabinet provincial.

M. Cournoyer (Richelieu) récapitule les arguments et seconde les remarques du chef de l'opposition. D'autant plus, dit-il, que la coutume s'établit de plus en plus de confier à des juges la présidence de commissions d'arbitrage.

Le premier ministre a parlé d'un décret possible. Mais je crois mauvais le principe de légiférer par décrets. Comme, par ailleurs, il n'est pas juste pour les collègues d'un juge qu'il reçoive deux traitements à la fois, je propose que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 12 intitulé: Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de le modifier de façon à décréter que les juges nommés par cette province n'auront droit à aucune rémunération, en outre de leur traitement et du remboursement de leurs dépenses légitimes".

En présentant cette motion, il (M. Cournoyer) affirme la confiance qu'il a en la magistrature et son intégrité.

M. Hamel (Saint-Maurice) appuie la motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement irrégulier.

L'amendement est hors d'ordre, dit-il, parce qu'il est rédigé sous une forme négative et vient en contradiction avec la clause 22, adoptée en deuxième lecture et décrétant qu'un juge de la Cour des sessions peut être nommé administrateur de la Banque d'économie de Québec.

M. l'Orateur: Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, l'Orateur déclare l'amendement irrégulier parce qu'il contrevient aux dispositions de l'article 148 du Règlement qui interdit toute motion dans la forme négative, et aussi parce qu'il vient en contradiction avec l'un des articles du bill qui accorde certains privilèges aux juges de la Cour des sessions de la paix.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit qu'il croit que l'amendement est positif. Il en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 63.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Monpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Savard, 21.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill 12 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la nomination des constables

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi de la nomination des constables soit maintenant lu une troisième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice)³: Le projet de loi porte atteinte à l'autonomie des municipalités et équivalait à déclarer incompétents les juges municipaux et leurs greffiers.

Auparavant, les conseils municipaux avaient le droit de passer des règlements et de les abolir, en ce qui concerne la nomination des policiers spéciaux. Le bill décerne aussi un certificat d'incompétence aux juges municipaux et aux greffiers des cités et villes qui n'auront pas le droit de présider l'assermentation. Il constitue également un affront immérité et une insulte à l'honnêteté des maires des cités et villes. Parce qu'on prétend qu'il y a eu abus dans un seul cas, on légifère contre tous les maires de toutes les cités et villes de toute la province. C'est comme si, à cause des abus commis par un hôtelier ou un tavernier, on abolissait tous les permis de vente de liqueurs dans toute la province.

La loi met de plus un moyen de pression et de chantage entre les mains d'organiseurs politiques. J'espère que ce ne sera pas le commencement du chant du cygne de la démocratie en cette province.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)⁴ dit qu'il a discuté ce projet de loi avec le maire de Montréal. Il (M. Hanley) se dit d'accord avec le maire Camillien Houde pour l'approuver. Le bill no 15 est excellent, dit-il. Le maire de Montréal n'a aucune objection à ce bill et je ne vois pas pourquoi on se plaindrait ailleurs d'un excès de précautions.

Montréal peut avoir tous les mécanismes nécessaires pour faire enquête sur les futurs agents spéciaux avant leur assermentation, mais les petites villes et municipalités n'en ont pas les moyens. Des précautions spéciales sont nécessaires pour les protéger ainsi que leur population. Nommer des constables spéciaux, c'est une chose importante et il

faut que cela soit entouré de précautions. Quand il s'agit de la sécurité et de la liberté des citoyens de cette province, on ne prendra jamais trop de précautions.

J'exprime donc mon opinion et celle du maire de la métropole du Canada en approuvant ce projet de loi.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) ne doit pas avoir la prétention de représenter à lui seul l'opinion publique de Montréal. Nous aussi, nous sommes montréalais.

Quant au maire de Montréal, il devrait être à Ottawa actuellement pour remplir son mandat comme député indépendant pour Montréal-Papineau au lieu d'aller à Québec⁵.

La loi vise les soi-disant abus du maire J.-A. Mongrain de Trois-Rivières lors de l'assermentation d'agents spéciaux le 16 juillet, ce que le gouvernement n'a pas prouvé.

M. l'Orateur: Je demande au député de s'en tenir au projet de loi.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Les maires sont des personnes honnêtes et compétentes. Avec l'appui de la population, il est légitime pour les députés de l'opposition de mettre en doute les attaques du premier ministre envers le maire de Trois-Rivières.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Le député devrait se rappeler que le maire Houde a rendu grandement service, il n'y a pas si longtemps, à une personne qui est très près du député⁶.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Ce projet de loi est une entrave à l'autonomie municipale. Je prétends que les maires des cités et villes de la province sont des gens compétents et je le croirai tant et aussi longtemps qu'on ne m'aura pas prouvé le contraire.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert,

Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 64.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Savard, 21.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 15 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre:

Loi sur la conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le bill modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataire et propriétaire va être réimprimé. On y inclura cinq amendements suggérés soit par la Régie des loyers, soit par divers corps publics.

L'un des amendements, qui aura un effet rétroactif à compter de l'institution de la Régie, donnera un recours au locataire expulsé sous faux prétexte. Il arrive qu'un propriétaire oblige son locataire à partir sous prétexte qu'il a besoin du logement pour lui ou sa famille.

Quelque temps après, on se rend compte qu'il s'agissait d'un prétexte et que le propriétaire n'habite pas le logis. Il s'est élevé un doute à savoir si, dans ce cas, le locataire avait un recours. L'amendement fera disparaître ce doute.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30⁷.

NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 4 décembre 1952, à la page 3, le Dr Alfred Morisset, greffier du Conseil exécutif, est décédé à sa résidence le samedi matin 29 novembre 1952.

2. On écrit dans le *Montréal-Matin* du 4 décembre 1952, à la page 2, que le député de Frontenac "s'est prévalu de son titre d'enfant de Sainte-Hénédine de Dorchester, pour évoquer la mémoire" du Dr Alfred Morisset.

3. Le député de Saint-Maurice résume les objections que l'opposition libérale a présentées lors de la séance du mardi 2 décembre, apprend-on dans *Le Soleil* du 4 décembre 1952, à la page 17.

4. Le député indépendant de Montréal-Sainte-Anne est aussi membre du comité exécutif de la ville de Montréal.

5. D'après l'édition du *Montreal Daily Star* du 4 décembre 1952, à la page 8, le maire de Montréal vient alors d'arriver à Québec "pour discuter de certains aspects du projet de loi de Montréal avec les autorités du gouvernement". Il s'agit d'un projet de loi visant à modifier la charte de Montréal pour autoriser une pension à toute personne ayant été maire de Montréal pendant un certain nombre d'années spécifique, mais il était impossible de confirmer la véracité de cette rumeur.

6. Le correspondant parlementaire Guy Beaudry explique, dans *The Montreal Daily Star* du 4 décembre 1952, à la page 8: "Ceci est interprété comme référence à Hector Dupuis, le député libéral de Sainte-Marie, qui a déjà travaillé à l'administration municipale de Montréal pour le maire Houde."

7. Le journaliste du *Montréal-Matin* du 4 décembre 1952, à la page 28, indique plutôt qu'il est 4 h 15, lorsque la séance est levée pour que les députés puissent siéger au comité permanent des bills privés.

Séance du jeudi 4 décembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ville de
Ville-Marie

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Rouyn-Noranda (M. Dallaire), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition du village de Ville-Marie, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Ville-Marie, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- du village de Ville-Marie, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Ville-Marie.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 170 concernant la succession Éva Bélanger;

- bill 131 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 162 modifiant la loi constituant en corporation les Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains;

- bill 187 concernant l'Union Canadienne Compagnie d'Assurances;

- bill 134 constituant en corporation le Centre médical Claude Bernard Medical Centre.

Projets de loi:

Succession Éva Bélanger

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 concernant la succession Éva Bélanger.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 170 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Société coopérative fédérée
des agriculteurs

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 131 sans l'amender.

M. Roy (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 162 modifiant la loi constituant en corporation les Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 162 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Union Canadienne Compagnie d'Assurances

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 187 concernant l'Union Canadienne Compagnie d'Assurances.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 187 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Centre médical Claude Bernard

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 constituant en corporation le Centre médical Claude Bernard Medical Centre.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 134 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 178 modifiant la charte de la ville d'East Angus;
- bill 176 constituant en corporation Congregation Beth Moïshe;
- bill 161 modifiant la charte de la ville de Victoriaville;
- bill 155 modifiant la charte de la ville de Trois-Pistoles;
- bill 143 changeant le nom de Mortimer Ross Rubenstein en celui de Mortimer Ross.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 183 concernant la charte de la ville de Windsor;
- bill 120 concernant la ville d'Acton Vale;
- bill 122 modifiant la charte de la ville Saint-Michel;
- bill 156 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup;
- bill 127 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc;
- bill 128 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Projets de loi:

Congregation Beth Moïshe

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 constituant en corporation Congregation Beth Moïshe.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Victoriaville

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 161 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 161 sans l'amender.

M. Roy (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Trois-Pistoles

M. Raymond (Témiscouata) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 modifiant la charte de la ville de Trois-Pistoles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 155 sans l'amender.

M. Raymond (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Mortimer Ross Rubenstein

M. Cottingham (Argenteuil) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 143 changeant le nom de Mortimer Ross Rubenstein en celui de Mortimer Ross.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 143 sans l'amender.

M. Cottingham (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Côte-Saint-Luc

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 127 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ville d'Acton Vale

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 concernant la ville d'Acton Vale.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 120 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville LaSalle

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Rivière-du-Loup

M. Raymond (Témiscouata) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 156 sans l'amender.

M. Raymond (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville d'East Angus

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 modifiant la charte de la ville d'East Angus.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 178 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Windsor

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 183 concernant la charte de la ville de Windsor.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 183 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Saint-Michel

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 modifiant la charte de la ville Saint-Michel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 122 sans l'amender.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 11 concernant le Bureau de censure du cinéma et la surveillance des spectacles télévisés.

Projets de loi:**Adoption de Peter Thomas Daley**

M. Cottingham (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 autorisant l'adoption de Peter Thomas Daley par John Harold Cooney et son épouse, dame Frances Anna Mahoney, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Substitution de M.-J.-A.-A. Larocque

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 validant un bail par la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de Peter Mastoris

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 concernant la succession Peter Mastoris soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Joseph Robert Ola Ouellet

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 changeant le nom de Joseph Robert Ola Ouellet en celui de Joseph Roland Bouchard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Saint-Joachim de la Pointe-Claire

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 ratifiant l'adjudication et la vente pour taxes d'immeubles dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Hôtel-Dieu Saint-Vallier
de Chicoutimi**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 modifiant la charte de

l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Compagnie de Jésus

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 concernant la Compagnie de Jésus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de la cité de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la cité de
Thetford Mines**

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la cité de Lauzon

M. Bélanger (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 modifiant la charte de la cité de Lauzon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Oeuvre
du service familial**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 concernant l'Oeuvre du service familial soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 198 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Questions et réponses:

Comptes publics 1951-1952¹

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande quand ce document d'une grande importance sera déposé sur la table de la Chambre basse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les *Comptes publics* pour l'année financière de 1951-1952 seront déposés plus tard. Les *Comptes publics* ne sont prêts qu'à la fin de l'année. Le gouvernement fait faire actuellement l'impression du rapport.

Sous les anciens régimes, les *Comptes publics* n'étaient produits qu'à la fin de la session et celle-ci commençait tard, en janvier. Aujourd'hui, nous commençons la session en novembre. À tout événement, les *Comptes publics* seront produits dans le plus court délai possible, certainement avant le temps où les libéraux les produisaient dans le passé. Mon honorable ami les aura plus tôt qu'ils n'ont jamais été fournis par ses amis, quand ils étaient au pouvoir.

Projets de loi:

Loi sur la législation agricole

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi relative aux problèmes de législation agricole soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Dupré (Verchères) commence par lire des rapports de journaux sur les débats qui ont eu lieu l'an dernier quand la première loi fut passée, des déclarations faites par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barté), le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) et le député de Québec (M. Chaloult). Il (M. Dupré) soumet que le ministre de l'Agriculture avait alors parlé en dehors de la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) le rappelle à l'ordre. Il dit qu'en deuxième lecture un député ne peut parler que du principe de la loi. En troisième lecture, cependant, les députés peuvent

parler de tout ce qui peut se rapporter au sujet en discussion. Si le ministre a parlé en dehors de la question, dit-il, le député est certainement hors d'ordre en répétant ces paroles.

M. Dupré (Verchères): Il est difficile, surtout pour les nouveaux députés, de discuter de la prolongation des délais d'une commission si on ne sait pas ce qui s'est passé lors de la nomination de cette commission et lors de sa création.

L'an dernier, la loi n'était qu'une loi de façade, avant les élections, et les événements me donnent raison. Le premier ministre disait que le but de cette commission était de voir à ce que le consommateur paie moins cher les produits agricoles, tout en rendant justice aux cultivateurs. Le chef de l'opposition déclarait, pour sa part, qu'il n'avait pas confiance dans les commissions du gouvernement et le député du comté de Québec (M. Chaloult) affirmait que ces commissions n'étaient que des occasions de dépenser, sans jamais montrer de résultats.

L'Union catholique des cultivateurs (UCC) réclamait la nomination de cette commission depuis 1936², mais sans résultat. Chaque fois, le premier ministre a répondu qu'il avait fait entrer dans le cabinet trois cultivateurs authentiques qui formaient le meilleur comité consultatif possible. Mais à la veille des élections en 1951, le gouvernement se décide et fait passer une loi, qui n'était qu'un mirage, par souci politique et pour placer des amis.

(Protestations ministérielles)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur rappelle le député de Verchères à l'ordre.

M. Dupré (Verchères): Quand le gouvernement l'a présentée, l'an dernier, il disait que ça pressait pour présenter la loi. On l'a fait voter en novembre. Elle fut sanctionnée en décembre, mais les membres de la Commission ne furent nommés qu'en avril 1952. Et, au bout d'un an, aucun rapport, aucun détail. Cette loi n'a donné aucun résultat. Cela démontre que le gouvernement n'était pas sincère et ne songeait qu'aux élections, quand il s'est enfin rendu à la demande de l'UCC.

La première séance des commissaires, non pas publique mais semi-publique, eut lieu le 11 juin, un mois avant les élections générales du 16 juillet. La réunion avait pour but de permettre aux

journalistes de faire une nouvelle et aux photographes de prendre une photographie, qu'on s'est empressé de faire paraître, pour la publicité, en pleine période électorale, dans la *Terre de chez nous*. La loi n'a servi qu'à faire taire certains mécontents³. À cette date, M. Abel Marion, président de l'UCC, déclarait que ce comité serait en mesure de tenir des séances publiques à l'automne. Aucune n'a encore eu lieu.

Il (M. Dupré) suggère alors au gouvernement de demander à la Commission un rapport préliminaire, afin de voir s'il ne serait pas à propos de lui accorder le pouvoir d'agir au lieu de faire sans cesse des études et des consultations. Il s'étonne que la Commission n'ait pas encore fait de rapport, qu'elle n'ait pas assigné les trois ministres de l'Agriculture et qu'elle n'ait pas trouvé moyen de faire au moins quelques suggestions qui auraient permis au gouvernement de faire quelque chose dès maintenant pour améliorer la législation agricole.

À présent, le gouvernement demande un nouveau délai de 15 mois. Cela mène au mois de mars 1954. La session sera finie. Avec le nouveau délai de 15 mois, ce n'est qu'en 1955 qu'on obtiendra quelque chose de concret, avant que la Chambre puisse étudier le rapport du comité. Vraiment, cela ne pressait pas tant, l'an dernier, pour nommer ces commissaires.

L'Union nationale nomme des commissions qui ont le droit d'étudier, de se renseigner, mais aucun droit d'agir. L'Union nationale ne veut pas donner de pouvoirs. Les libéraux, eux, donnaient aux commissions le droit d'agir. Prenons, par exemple, la Commission de l'industrie laitière; le gouvernement libéral lui avait donné le droit de fixer des prix, d'annuler des conventions, de prendre ou de faire prendre des poursuites. Cette Commission a-t-elle fait des erreurs assez graves dans le passé pour justifier le gouvernement d'interdire toutes les autres commissions? Non.

Ce qui est vrai, c'est que nous constatons une fois de plus le manque de sincérité de l'Union nationale, son habitude d'adopter des lois de façade. C'est le mirage d'un gouvernement qui ne veut pas donner aux cultivateurs la convention collective agricole. Ce sera un autre rapport à mettre dans les filières. Si le premier ministre était sincère, il devrait demander au comité de faire rapport pour permettre à l'Assemblée législative de discuter le problème et d'adopter des lois en conséquence. Puisqu'on demande un délai additionnel, je suis forcé de croire que le travail de la Commission ne doit pas être très avancé.

Peut-être que l'UCC me reprochera ma franchise, certaines des paroles que je prononce aujourd'hui, mais j'ai tellement de sincérité et j'ai tellement à cœur l'avancement de l'agriculture que je me crois justifié de dire ce que je dis actuellement. Si je viens à bout, par ces paroles, de faire bouger la Commission, je crois que j'aurai rendu un fier service à la classe agricole. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) devrait être de mon avis, lui qui se vante d'avoir tant travaillé pour l'UCC et la classe agricole. Sans doute qu'il s'est dévoué, mais que sa mentalité a donc changé depuis qu'il est dans l'Union Nationale, depuis que les sacrifices sont moins grands!

Que le gouvernement raccourcisse le délai, s'il ne renonce pas à sa loi, soit de 12 mois au lieu de 15 pour que la Commission soumette son rapport en décembre prochain et que les députés puissent l'étudier au cours de la session de 1954.

M. Bédard (Québec): Le gouvernement a nommé une commission pour étudier exactement les mêmes choses qu'ont, à plusieurs reprises, recommandées les mémoires soumis au gouvernement, par l'UCC, au cours des dernières années.

Le problème des marchés agricoles est le grand problème de l'heure. Les problèmes sont urgents et il faut leur trouver des solutions en 1952. L'industrie laitière est en mauvaise posture et il sera trop tard en 1955.

Avec la prolongation qui a été accordée, la Commission ne va pas annoncer ses résultats avant 1954 ou 1955, lorsque le gouvernement va de nouveau adopter une loi démagogique. Ce n'est pas en prolongeant de 15 autres mois l'étude du problème que l'on pourra remédier à une situation urgente et précaire.

M. l'Orateur⁴ dit qu'il lui demande pour la dernière fois de s'en tenir à l'objet du bill.

M. Dupré (Verchères): Ce dont la classe agricole a besoin, c'est la création d'un office des marchés agricoles et de la convention collective agricole. Elle réclame aussi la création d'un conseil agricole consultatif pour informer le gouvernement de façon permanente sur les besoins de la classe agricole.

M. Noël (Frontenac) fait l'historique de la Commission, année par année. En 1951, dit-il, la Chambre votait \$100,000, autorisait la nomination de la Commission et décrétait qu'elle devait faire

rapport dans les 12 mois de la sanction de la loi. La commission semble n'avoir rien fait et le gouvernement demande maintenant de prolonger de 15 mois le délai dans lequel elle fera rapport.

Quand la loi de l'an dernier a été sanctionnée, les cultivateurs ont applaudi sans enthousiasme. Il (M. Noël) ajoute qu'il a consulté les cultivateurs et les coopérateurs de son comté. Les membres de l'UCC furent particulièrement contents, dit-il, de voir leur président, M. Abel Marion, faire partie de la Commission. Ils avaient l'espérance, qu'après avoir fait les déclarations que l'on sait, M. Marion agirait. Le président de l'UCC avait déjà soumis au cabinet le texte d'un projet de loi comportant l'institution de conventions collectives pour la vente de produits agricoles.

Les cultivateurs se sont pris follement à espérer et à attendre. Ils ont attendu jusqu'aux élections. Ils attendent encore, mais ils comprennent que l'Union nationale les a trompés et que la Commission n'a qu'une fonction électorale. Ils devront attendre à la veille de la prochaine élection pour qu'on leur présente un autre mirage. Ils seront déçus de voir que l'on retarde encore de 15 mois ses délais d'action.

Je me fais l'écho des demandes justifiables des cultivateurs, alors que l'agriculture évolue constamment sous la poussée des conditions économiques. À cause de l'augmentation des populations urbaines, il a fallu augmenter la production agricole et le cultivateur doit nécessairement s'organiser pour vendre ses produits. Sa sécurité économique d'autrefois est presque totalement disparue, et c'est le devoir des gouvernements de travailler à lui redonner cette stabilité et cette sécurité.

Pour produire, le cultivateur doit faire de gros déboursés. Lorsqu'il achète, il doit accepter les prix qu'on lui demande; et lorsqu'il vend, il doit encore accepter les prix qu'on lui offre. Le moyen d'y arriver, c'est l'établissement d'une convention collective pour la vente des produits agricoles, afin de favoriser l'entente entre producteurs et consommateurs, en aidant à l'entreposage des produits et à la conclusion d'ententes pour fixer les primes. Le gouvernement, par son refus d'agir, provoque la classe agricole du Québec. Les cultivateurs s'en souviendront.

M. l'Orateur⁵ intervient pour dire que cette thèse pourrait être exposée devant la Commission, mais que pour le moment, il ne s'agit que d'un prolongement de délai.

M. Noël (Frontenac): Les cultivateurs sont inquiets de la lenteur avec laquelle procède cette

Commission et espèrent qu'un rapport sera présenté avant les prochaines élections.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) veut d'abord étudier les conditions dans lesquelles la loi qui fait le fond de la discussion fut présentée et adoptée l'an dernier.

Le bill 8 fut présenté au tout début de la session de 1951-1952, dit-il. Il ne s'agissait donc pas d'une loi votée à la vapeur ou présentée à la dernière minute, mais d'un projet mûri. La population était en droit de croire que le gouvernement avait l'intention de mettre en vigueur son projet de loi. Que celui-ci nommerait une Commission agissante et non "sur le papier".

La Chambre a adopté cette loi à l'unanimité, parce qu'elle trouvait opportun de confier à une telle Commission l'étude de nombreux problèmes agricoles. La loi fut sanctionnée le 19 décembre 1951. Pourtant, presque un an plus tard, nous constatons qu'il n'y a pas eu une seule séance publique de la Commission pour entendre les représentations des cultivateurs. La loi parlant d'un rapport devant être soumis dans les 12 mois de la sanction de la loi, le gouvernement se devait, lui aussi, de faire diligence.

Qu'a-t-il fait? Ce n'est qu'au bout de trois mois et demi que les commissaires ont été nommés, malgré les promesses du gouvernement de faire diligence, malgré l'urgence qui a été déclarée par l'administration à l'Assemblée législative. Le 12 avril 1952, *le Soleil* publiait une déclaration du premier ministre dans laquelle celui-ci disait qu'il était convaincu que les trois commissaires "allaient faire un excellent travail, avec soin et diligence; que c'était là une autre initiative féconde de l'Union nationale". Les paroles et les commissions se répètent. Il semble bien que ce n'est qu'une autre commission qui suit l'exemple de toutes celles dont nous connaissons déjà les œuvres.

Je ne doute pas que les commissaires ont commencé, dès lors, à toucher des indemnités. Il a pourtant fallu attendre au moins à la fin de juin, à la veille des élections, pour qu'ils se montrent en public. Et encore, selon toute apparence, ce public n'était formé que de photographes. Deux mois plus tard, la Commission n'avait pas encore commencé à siéger en public. Il est pourtant essentiel que des séances publiques aient lieu, plutôt que des séances derrière des portes fermées; autrement, comment pourra-t-on se rendre compte de l'opinion de la classe agricole, si l'on n'écoute pas ses représentants? Si elle

veut faire un travail sérieux, il faut qu'elle entende d'abord les représentations des intéressés.

À un certain moment, M. Abel Marion a déclaré que la Commission tiendrait des séances publiques à l'automne. L'automne a passé et nous n'avons pourtant pas entendu parler de séances publiques de la Commission. À la dernière session, nous avons émis des doutes sur la sincérité du gouvernement de procéder sans délai et intelligemment, à la lumière des expériences des autres commissions créées par l'Union nationale. Aujourd'hui, nous réalisons que ce délai n'était qu'une façade pour faire plaisir aux électeurs en 1952. Le gouvernement veut maintenant faire prolonger la vie de la Commission pour 15 mois, une demande que je trouve étrange. Le bill constitue une reconnaissance par le gouvernement du fait que, à date, la Commission n'a rien fait; le travail des commissaires n'est pas encore commencé réellement.

Malgré l'expérience de l'an dernier, nous avons l'intention de voter pour la loi, car l'étude des problèmes agricoles est trop importante pour que nous veuillions y porter entrave. Nous ne voulons rien faire qui soit de nature à empêcher l'étude de problèmes aussi importants. Mais nous croyons que la Commission doit faire preuve de bonne foi et tenir des séances publiques sans délai, pour entendre le point de vue des cultivateurs. Il appartient au comité et au gouvernement de faire diligence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande d'abord si d'autres députés de la gauche veulent parler afin d'exercer leur droit de réplique. Nous venons d'assister, dit-il, à un débat dont l'opposition est coutumière. Personne n'a parlé du côté du gouvernement, et ce sont ceux qui nous reprochent de ne pas aller assez vite qui font perdre le temps de la Chambre en répétant sans cesse les mêmes critiques et les mêmes arguties. Ils critiquent et critiquent toujours, et quand arrive le moment de voter, ils approuvent nos lois. Comme d'habitude l'opposition est illogique.

Le chef de l'opposition a dit qu'il voterait pour la mesure. Le député de Verchères, dans un discours préparé depuis longtemps, a dit avec humilité: "Moi, je suis un homme sincère". Il devrait poser des actes plutôt que se vanter. La loi fut adoptée en 1951. On a dit: C'est une loi pré-électorale, une loi pour jeter de la poudre aux yeux, une façade pour tromper l'électorat et les cultivateurs. Au cours du débat, le chef de l'opposition libérale et le député libéral de Verchères ont écorché la législation en la qualifiant

de mesure destinée à retirer des votes aux élections générales.

L'Union nationale procède par les faits. Le vote a été pris là-dessus. Est-ce que ce sont des hommes sans expérience, qui se sont laissés prendre à voter en faveur de cette loi pour tromper l'électorat? Il y a eu un deuxième vote. Et le représentant de Verchères (M. Dupré) a voté une deuxième fois; le chef de l'opposition (M. Marler) a voté une deuxième fois pour. Et ces mêmes hommes qui disent que cette loi trompe les cultivateurs, une loi effrayante par laquelle on dépense l'argent de la province, ils ont voté une troisième fois pour. Et ils osent se vanter de leur sincérité! On a vu autrefois saint Pierre renier après le chant du coq. Mais il y a ici trois chants de coq.

Le député de Verchères (M. Dupré) s'est vanté d'avoir le courage d'insulter le président de l'UCC. Le gouvernement ne fait pas de choses semblables. Les problèmes que la commission doit examiner sont importants et compliqués. Il est nécessaire d'avoir plus de temps. La vérité, c'est que les conditions climatiques sont rigoureuses dans la province de Québec. Le climat n'est pas le même ici que dans certaines autres provinces. Il y a aussi des conditions de transport difficiles, des conditions économiques qui placent les cultivateurs dans une situation difficile. Ces difficultés, qui s'ajoutent aux problèmes juridiques et constitutionnels découlant du règlement des problèmes relatifs à la loi agricole, forcent la prolongation du mandat de la commission.

Des voix de l'opposition: À l'ordre, à l'ordre!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Pourquoi le premier ministre parle-t-il maintenant en dehors de la question? Ce sont là des arguments à soumettre à la Commission. Quand l'opposition a voulu tout à l'heure discuter des questions connexes, on l'en a empêchée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je savais que l'opposition ignorait comment elle avait voté, mais je ne savais pas qu'elle ignorait ce qu'elle venait de dire.

M. l'Orateur: On ne peut discuter dans ce débat des questions agricoles en particulier, mais on a le droit d'en faire l'énumération.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est facile de réclamer et de promettre quand on n'a pas de responsabilité. Nous avons nommé sur cette

Commission le président de l'UCC. On dirait que l'opposition semble prendre plaisir à attaquer l'Union catholique des cultivateurs, dans ses présidents, MM. Marion et Barré.

L'opposition a parlé des retards. J'explique les difficultés qui motivent les délais demandés. Nous avons tenu une session l'automne dernier. Il est impossible de répondre à tous les problèmes. Lorsque nous sommes en Chambre, il faut accomplir le travail le plus pressé. Les problèmes administratifs s'accumulent. La session a duré pendant tout le mois de janvier. Nous n'avons pu faire les nominations. À la fin de janvier, j'ai subi un accident⁶ et je suis demeuré un mois à l'hôpital. Va-t-on me reprocher de me faire soigner?

Il y a eu des élections générales l'an dernier, et cela a empêché la Commission de tenir des séances publiques. Les problèmes qui doivent être étudiés par la Commission sont importants et ne doivent pas être pris à la légère. Tout ce que le gouvernement demande, c'est de donner assez de temps à la Commission pour faire une étude approfondie des problèmes agricoles.

La Commission est formée de trois personnes qualifiées. La nomination a été faite rapidement, aussi rapidement qu'il était humainement possible. Parmi les membres de la Commission, il y a le juge Héon, à qui l'opposition ne peut adresser aucun reproche. Il est né à la campagne; il connaît les problèmes agricoles, les problèmes internationaux. Il y a aussi M. Antoine LaRue, de Neuville, préfet du comté de Portneuf. Dès que la nomination a été faite, j'ai dit aux commissaires que la première chose à faire était de réunir toute la législation qui existe ailleurs. Ceci a été fait. Ils ont travaillé et réuni les législations des autres provinces et des autres pays.

Nous avons dissous les Chambres à la fin de mai. Si nous avions fait des travaux pendant les élections, on nous l'aurait reproché. Nous ne demandons pas un délai de 15 mois, mais en vertu de la loi actuelle, nous accordons à la Commission un délai qui ne dépassera pas 15 mois. L'extension du délai est recommandable parce que les problèmes relatifs à la production, à la vente et à la distribution des produits agricoles sont aussi nombreux que compliqués. Le travail des commissaires ne doit pas être paralysé par un délai trop restreint si l'on veut qu'il soit efficace. Voilà pourquoi nous demandons cette prolongation de délai, ce qui ne veut pas dire que la Commission attendra jusqu'à la fin pour soumettre son rapport.

L'opposition parle de 1955; ces gens-là ne savent même pas compter. Ce n'est pas en 1955,

mais en 1953 que le rapport sera soumis au Parlement. J'aime mieux savoir où je vais que de faire comme l'opposition. Si nous voulions faire de l'électoratisme, l'enquête ne se continuerait pas. Mais, dans l'Union nationale, on travaille pour la province non seulement avant, pendant et après les élections.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)
sympathise avec le premier ministre pour l'accident qui l'a retenu un mois à l'hôpital. La session impose un travail considérable, il y a eu des élections, mais, la Commission n'a apparemment pas de raisons sérieuses pour n'avoir pas fait de rapport. Le premier ministre nous a dit que la Commission n'avait pas siégé cet été à cause des élections.

Mais les élections sont terminées depuis juillet. Je ne vois pas pourquoi la Commission n'a pas eu depuis lors des séances publiques. Je crois que cela démontre que la Commission ne fait pas diligence. J'espère que la Commission va enfin se mettre à l'œuvre. L'opposition votera pour le bill, tout en espérant que la Commission va accélérer son travail.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:
Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 77.

Contre: 0.

Ainsi la motion est adoptée. Le bill 16 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Dupré (Verchères): Quels sont les salaires des membres de la commission?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le président, M. Héon, est juge et n'a pas de traitement en tant que président de la commission. Les autres commissaires ont \$5,000 par an. Le secrétaire de \$3,600 à \$4,000⁷.

M. Dupré (Verchères): Ainsi que les dépenses de voyage?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre s'est toujours vanté d'avoir nommé trois ministres de l'Agriculture. Pourtant, le gouvernement ne fait pas grand-chose pour la classe agricole.

C'est l'opinion des cultivateurs de Verchères: ils l'ont prouvé aux dernières élections. Évidemment, le premier ministre a dit que nous avions voté "trois fois" et il nous a comparés au coq qui chante "trois fois".

Mais les trois ministres de l'Agriculture eux ne chantent jamais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au président de rappeler à l'ordre le député de Verchères.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre a dit que j'avais insulté le président de l'UCC.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande de revenir au bill à l'étude.

M. Dupré (Verchères): La première séance des commissaires eut lieu le 11 juin 1952, soit à la veille des élections. La loi n'a servi qu'à faire taire certains mécontents.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Et il n'y a pas eu une seule séance publique, devant permettre aux commissaires d'entendre les porte-parole des cultivateurs. M. Abel Marion avait pourtant parlé de séances publiques à l'automne.

M. Dupré (Verchères): Combien la Commission a-t-elle siégé de fois depuis sa formation?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Commission fait beaucoup de travail. Son travail est énorme. S'il s'agissait d'agir à tort et à travers, ça irait beaucoup plus vite, ça serait beaucoup plus facile.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Combien la Commission a-t-elle siégé de fois depuis sa formation?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Plusieurs fois. Ça peut être 20 fois, 30 fois, 40 fois...

Une voix du côté de l'opposition: Ou quatre fois!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Qu'on s'en tienne à l'article à l'étude! Quand on discutera le budget, les crédits de l'agriculture, on pourra parler de tous les autres problèmes agricoles. J'espère qu'alors les députés de l'opposition se lèveront à temps⁸.

M. Dupré (Verchères) affirme n'avoir jamais dit que la loi relative aux problèmes de législation agricole était mauvaise, mais qu'elle sert de mirage électoral. La création de la Commission est une mesure électorale pour faire croire aux agriculteurs, principal élément dans l'élection générale, que le gouvernement résoudrait rapidement leurs problèmes au sujet d'un marché. Si elle partait d'un mauvais principe, je n'aurais pas voté pour elle. Quand une loi me déplait, je vote contre. J'ai voté contre le dernier bill concernant la margarine.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le député est en train d'expliquer pourquoi il va voter pour.

M. Dupré (Verchères): Le bill prolonge le délai de 15 mois. Qui dit qu'on ne reviendra pas à la prochaine session avec un autre bill pour étendre encore ce délai? Il serait mieux que la Commission renseigne la Chambre en 1953 qu'en 1955. Avec le nouveau délai qu'on demande, ça va aller à mars 1954; et comme en mars 1954 la session sera terminée, ça ira encore à plus tard en 1955. La Commission devrait être en mesure de soumettre son rapport à la session de l'an prochain.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

L'opposition est portée à juger les choses d'après ce qu'elle connaît des façons de procéder du gouvernement.

La Commission du logement a attendu cinq ans pour donner son rapport.

M. Dupré (Verchères) parle de demander à la Commission un rapport préliminaire avant le vote du bill, pour voir s'il est à propos de la maintenir en activité. Au moins, dit-il, le gouvernement devrait-il réduire à 12 mois le nouveau délai proposé! Ainsi, les commissaires pourraient-ils soumettre leurs conclusions aux législateurs durant la session 1953-1954!

Il (M. Dupré) reproche aux commissions créées par le gouvernement actuel de n'avoir aucun pouvoir: elles peuvent se renseigner mais non agir. Les gouvernements libéraux, dit-il, faisaient mieux; qu'on songe à la Commission de l'industrie laitière et à ses larges attributions! La Commission qui fait l'objet du bill n'a pour but que de tromper les cultivateurs par un mirage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand il sera question du logement, on en reparlera.

M. Dupré (Verchères): Aujourd'hui, le premier ministre nous redemande 15 mois et il n'en aura pas encore assez; il reviendra nous demander 10 autres mois pour arriver aux élections de 1956. Les gens ne peuvent plus croire le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les gens sont plus intelligents pour n'avoir que ça. La preuve que les gens sont intelligents, il suffit de regarder ce que vaut l'opposition!

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre se plaît à dire qu'il prend ses responsabilités. Et pourtant, l'habitude qu'a prise le gouvernement de nommer des commissions qui ne font rien montre bien que le gouvernement a peur de prendre ses responsabilités, démontre plutôt son inertie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons convoqué pour 5 heures⁹ le comité des bills privés¹⁰. Les gens d'Asbestos attendent les membres du comité au rez-de-chaussée. Nous allons maintenant les avertir que, par suite de l'attitude du député de Richmond, il nous faudra continuer la présente séance jusqu'à 6 heures et siéger ce soir.

M. Lafrance (Richmond): Nous sommes en faveur de la loi, mais contre le manque de sincérité du gouvernement.

(Un bref débat s'engage)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y aura ajournement de la séance de la Chambre, pour permettre l'étude du bill d'Asbestos, au comité des bills privés.

M. Lafrance (Richmond): Je leur dois quelque chose à ces gens-là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement, car ceux qui ont voté pour le député contre leurs intérêts ont fait des sacrifices.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 16 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose d'accepter le bill en troisième lecture.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Prochaine séance!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;
- bill 23 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'expropriation;
- bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond Eric Parsons à l'exercice de la profession d'avocat;
- bill 102 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois à imposer une taxe d'éducation;
- bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ludwik Rabcewicz Zubkowski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;
- bill 106 concernant les commissaires d'écoles catholiques de la cité de Hull;

- bill 107 constituant en corporation la Protection de la jeunesse féminine;
- bill 113 constituant en corporation The Drummondville Protestant Cemetery Company;
- bill 177 concernant la municipalité scolaire du village Saint-Charles, comté de Joliette.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 140 validant une résolution adoptée par les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et Manicouagan Power Company pourvoyant à une évaluation fixe pour une période de 10 ans, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant dans les deux dernières lignes les mots suivants:

"Ledit contrat est produit comme Annexe."
Et l'annexe est biffée.

Projets de loi:

Écoles de Hauterive et Manicouagan Power Co.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 140 validant une résolution adoptée par les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et Manicouagan Power Company pourvoyant à une évaluation fixe pour une période de 10 ans.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Rien ne nous permet de dire sans l'ombre d'un doute que cette courte discussion a bien lieu à ce moment précis. Tout au plus Jacques Monnier, le correspondant de *L'Événement-Journal*, indique, dans l'édition du 5 décembre 1952, à la page 9, que la discussion a lieu au début de la séance.

2. *L'Action catholique* du 5 décembre 1952, à la page 4, mentionne que ce serait plutôt 1945.

3. Le journaliste du *The Montreal Daily Star* du 5 décembre 1952, à la page 24, explique qu'on réfère ici à un des commissaires, Abel Marion, "qui a demandé la convocation d'une telle commission depuis un certain temps comme président de l'Union catholique des cultivateurs".

4. Le représentant de Québec (M. Bédard), d'après *Le Soleil* du 5 décembre 1952, à la page 15, a été rappelé à l'ordre plusieurs fois par l'honorable M. Taché.

5. Il est écrit, sans plus de précision, dans *L'Action catholique* du 5 décembre 1952, à la page 4, que l'Orateur intervient à plusieurs reprises.

6. M. Duplessis se serait fracturé une vertèbre; il en fait allusion dans la séance du 10 février 1953.

7. *L'Action catholique* du 5 décembre 1952, à la page 4, parle plutôt de \$3,500 à \$4,000.

8. Il fait allusion à l'adoption du discours du trône le 19 novembre 1952.

9. Selon *Le Soleil* du 5 décembre 1952, à la page 15, ce serait 5 h 15. Alors que le premier ministre prononce ces paroles, il serait, selon le même journal, 5 h 10.

10. Le comité des bills privés doit étudier le bill d'Asbestos.

Séance du vendredi 5 décembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 167 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

Projets de loi:

Charte de la ville d'Asbestos

M. Lafrance (Richmond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 167 sans l'amender.

M. Lafrance (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation du village de Chandler, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la ville de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles pour la ville de Matane, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et de prélever une taxe spéciale dite taxe d'éducation;

- de la corporation du village de Causapschal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Gilbert Thomas Robert Salmon, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Gilbert Thomas Robert Salmon en celui de Gilbert Thomas Robert Noall.

Projets de loi:

Charte de la cité de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la cité de Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 184 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Gaspesia Sulphite Company

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 191 concernant l'évaluation des propriétés de la Gaspesia Sulphite Company Ltd. par la corporation du village de Chandler.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Village de Causapschal

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 196 concernant les pouvoirs de la corporation du village de Causapschal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la ville de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 197 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commissaires d'écoles de Matane

M. Dubé (Rimouski) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 199 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Matane.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Gilbert Thomas Robert Salmon

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 206 changeant le nom de Gilbert Thomas Robert Salmon en celui de Gilbert Thomas Robert Noall.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 modifiant le Code de procédure civile.

Le but du projet de loi, dit-il, est de faire certaines mises au point à la suite de changements apportés récemment à la législation, par exemple l'abolition de la Cour de circuit.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la ville Saint-Michel

M. Marler (Westmount-Saint-Georges), qui veut faire clarifier certains articles, demande la remise à mardi prochain de la troisième lecture du projet de loi modifiant la charte de ville Saint-Michel.

Adopté.

Loi sur la législation agricole

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi relative aux problèmes de législation agricole soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bélanger (Lévis): On peut voter pour la loi et la critiquer, sans être accusé d'avoir une attitude contradictoire. Une loi peut être bonne en

principe, dit-il, mais elle reste toujours sujette à des améliorations¹. L'opposition a toujours le droit de critiquer l'application de la loi comme dans le cas présent. Son rôle, c'est d'ailleurs de suggérer des changements, des améliorations au gouvernement, et c'est le rôle du gouvernement d'accepter ces suggestions, si elles sont bonnes. Le gouvernement ne doit pas voir dans les députés de simples machines à estampiller² les volontés du gouvernement.

En 1939, en 1947, 1948 et 1951, le gouvernement a fait voter une série de lois, soi-disant pour régler le problème agricole, des lois saines pour lesquelles l'opposition a voté avec le gouvernement, mais qui sont demeurées sans suite.

La loi dont il est actuellement question est incomplète. La Commission³ n'a pas assez de pouvoir; elle ne peut qu'étudier; d'autre part, la loi prévoyait que la Commission devrait agir dès sa création, ce qui ne s'est pas fait. C'est notre droit de réclamer de la Commission toute la diligence possible. Comme l'a souligné hier le député de Verchères (M. Dupré), la Commission n'a eu qu'une séance publique, et cela ne fut que pour les photographes des journaux. Il faudrait des séances publiques pour permettre aux commissaires d'entendre les porte-parole des agriculteurs.

Les différents congrès agricoles n'ont cessé depuis de nombreuses années de demander au gouvernement de régler la question. L'agriculture a mis vainement ses espoirs dans la loi. Les cultivateurs espéraient que cette loi leur vaudrait finalement des conventions collectives; ils ont été déçus, trompés. Mais voilà qu'on les fait encore attendre. Les cultivateurs continueront à ne jamais être sûrs du lendemain. Et les consommateurs continueront à payer des prix exorbitants. Des consommateurs paient des poches de patates des \$5 et \$6, alors que ces mêmes poches de patates ne rapportent aux agriculteurs que \$1.

Le premier ministre a donné hier les raisons de l'inertie de son gouvernement. Il a parlé d'abord des difficultés que pose le problème. Mais il ne faut pas oublier que c'est depuis 1945 que l'Union des cultivateurs catholiques (UCC) a demandé des conventions collectives. Et, en 1951, l'UCC a même proposé le texte d'un bill. On se souvient comment la délégation avait été reçue et comment un ministre avait même traité le mémoire d'une expression peu parlementaire. En réponse au mémoire de 1951 de l'UCC, le chef du gouvernement (M. Duplessis) et le ministre de l'Agriculture (M. Barré) ont dit qu'il ne fallait pas être utopique. On comprend le désappointement des cultivateurs du Québec.

En réalité, c'est le climat intellectuel du gouvernement qui est responsable des difficultés de la classe agricole, bien plus que le climat de la province de Québec; car si le Québec n'a pas le climat des Bermudes, son climat n'est pas plus défavorable que celui de certaines autres provinces du Canada, par exemple la Saskatchewan qui a eu à se plaindre de vagues de sécheresse.

Nous votons pour la loi parce que son principe est bon, mais nous protesterons contre sa mauvaise application. Nous manquerions à notre devoir si nous ne prenions pas cette attitude. Nous réclamons de l'action.

M. Lemieux (Wolfe), comme représentant d'un comté essentiellement agricole, affirme qu'il votera pour la loi, car elle contient des germes de bienfaisance, même s'il doute de son application pratique par le gouvernement, à la lumière de ce qui s'est fait dans le passé.

Le gouvernement, avec ses trois ministres⁴ de l'Agriculture et sa Commission de trois membres, dit-il, me fait penser à une poule qui, au bout d'un an, se lèverait du nid après avoir couvé un œuf de pierre. En effet, la loi créant la Commission d'enquête sur les problèmes agricoles a été sanctionnée en décembre dernier; les membres ont été nommés en avril et ne se sont réunis en public qu'une seule fois pour faire prendre leur portrait, portrait qui a coûté \$5,000 par commissaire!

On réclame un délai de 15 mois quand tout le monde sait que ce qu'il faut à l'agriculture de la province de Québec, ce sont des conventions collectives. Si l'on veut davantage, qu'on regarde en Ontario l'application bienfaisante d'une loi que nous réclamons. Le gouvernement a fait voter \$100,000 pour cette loi. Il n'a pas voulu révéler combien il a dépensé à date et il n'y a même pas eu de rapport préliminaire présenté.

M. Lafrance (Richmond): Asbestos! J'aurai l'occasion d'en parler plus tard de façon élaborée.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'espère!

M. Lafrance (Richmond): Oui, car à Asbestos on se souvient encore des coups de matraques. Mais pour revenir à la loi, je dirai que je doute de la bonne foi du gouvernement...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre, le député n'a pas le droit de douter de la bonne foi du gouvernement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les règlements disent qu'on n'a pas le droit de douter de la bonne foi d'un membre de la Chambre, mais pas du gouvernement. Si on en est rendu à dire que l'opposition n'a pas le droit de douter de la bonne foi du gouvernement, il n'y a plus qu'une chose à faire, c'est de s'en aller!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne sais pas si j'ai perdu l'usage de mes facultés, mais il me semble que si l'on ne peut mettre en doute la bonne foi d'un membre, on ne peut pas le faire pour celle de 21 membres; c'est commettre l'infraction 21 fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il y a une distinction manifeste et on peut sûrement mettre en doute la bonne foi du gouvernement dans ses actes administratifs. Je ne vois rien d'antiparlementaire là-dedans. Le député ne vise aucun député personnellement et aucun ministre, mais le gouvernement dans son ensemble.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La prétention du député de Saint-Maurice est puérile. À son avis, on n'a pas le droit de lancer de la boue à la cuillerée, on peut le faire à la pelletée. Si on ne peut insulter un seul membre, on peut insulter tout le monde.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il est pourtant évident qu'on a le droit de critiquer les actes du gouvernement et dire que cette administration est de mauvaise foi.

M. l'Orateur: Le Règlement est clair, il est défendu d'imputer de la mauvaise foi aux auteurs d'une loi.

M. Lafrance (Richmond): Puisqu'il ne m'est pas permis de douter de la bonne foi du gouvernement... Je retire mes paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sans restrictions...

M. Lafrance (Richmond): Mais j'espère qu'il me sera permis de dire que je doute de l'efficacité de la loi, à la suite de la politique de bourrage de crâne de l'Union nationale, de sa façon de nommer des commissions inopérantes et négatives.

Autrefois, quand le ministre de l'Agriculture disait qu'il n'avait personne à qui faire la cour, il

parlait de "l'enquêtomac" du gouvernement. A-t-il changé d'idée? Comme je l'ai dit hier, le gouvernement a peur de prendre ses responsabilités.

Si le gouvernement est formé d'hommes aussi intelligents que le premier ministre le prétend, il doit savoir que les cultivateurs ont étudié ces problèmes pendant plusieurs années et que l'UCC y a apporté des conclusions dans ses mémoires. Le gouvernement sait ce qui s'impose. Mais le premier ministre dit qu'il n'a pas le temps de s'occuper de la Commission. Il est pourtant entouré de trois ministres de l'Agriculture. Est-ce que ceux-ci comptent pour zéro?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai jamais dit que la session m'empêchait de faire mon devoir, mais que ce travail s'ajoutait à celui de l'administration. Il n'y a personne qui puisse mettre en doute le travail quasi-inhumain qu'accomplit le premier ministre.

M. Lafrance (Richmond), tout en disant qu'il n'a jamais mis ce fait en doute, dit-il, nous avons là le résultat d'un gouvernement par un seul homme, pour un seul homme et autour d'un seul homme. Avec sa politique néfaste de façade, le gouvernement se moque du peuple, des cultivateurs.

(Rires du côté ministériel)

Ça me fait plaisir d'entendre enfin les membres du gouvernement, même s'ils rient jaune. Je suis favorable à la loi, mais je doute que son efficacité soit assurée. Nous avons l'exemple de la Commission d'enquête sur le logement encore frais à la mémoire. Enfin, je demande au gouvernement d'agir de sorte que la Commission fasse enfin diligence.

M. Dupré (Verchères), critiquant la loi, reproche au gouvernement d'avoir refusé de réduire le délai à 12 mois, afin de permettre aux députés d'étudier le rapport de la Commission au cours de la prochaine session. Il reproche aux commissaires de n'avoir rien fait depuis sept mois. La Commission n'a eu qu'une séance publique, dit-il. Ce fut pour une photographie; tout ce que nous avons vu, c'est la sainte face des commissaires dans les journaux!

Il (M. Dupré) affirme qu'il n'a jamais critiqué le principe de la loi, comme ses collègues de l'opposition. Tout ce qu'il a fait fut de reprocher au gouvernement son manque de sincérité. En 1937, une commission avait fait une enquête agricole du même genre. Le rapport fut mis dans les filières de l'Union nationale et c'est le Parti libéral qui l'en a sorti pour le mettre à profit. Je ne blâme pas le premier ministre de ne pas

se fier à l'avis de ses trois ministres de l'Agriculture, mais pendant que l'enquête s'éternise, le temps passe, les produits de l'Ontario envahissent nos marchés et les cultivateurs restent sans protection efficace. Je suis convaincu que la Commission pourrait au moins nous présenter un rapport pour la prochaine session.

Le gouvernement dicte aux commissaires ce qu'ils doivent faire. C'est lui qui les a envoyés dans les pays étrangers et dans les autres provinces, oubliant que tout le travail de recherche a été fait par l'UCC. Le gouvernement a dit aux commissaires: "Promenez-vous: n'allez pas voir les cultivateurs. Tuez le temps en attendant." Cela prouve le manque de sincérité du gouvernement.

J'ai l'impression qu'un délai de 15 mois, ça ne sera pas encore assez et que le gouvernement nous demandera ensuite encore un autre délai. La Commission a le temps, elle a \$100,000 à dépenser.

Je puis dire ici que si l'Union nationale a nommé cette Commission, c'est que je me suis levé en cette Chambre et que j'ai réussi à faire dire au ministre de l'Agriculture qu'il n'avait pas utilisé les fonds mis à sa disposition pour d'autres enquêtes du genre. Le ministre s'est dit: On va nommer des commissaires pour passer les élections et on en fera ensuite des commis-voyageurs.

J'admets que le gouvernement a nommé trois bons commissaires, mais qu'il leur laisse donc leur liberté d'agir. Si on leur avait demandé de faire enquête sur le travail accompli dans ce domaine par l'UCC, la Commission aurait eu assez de sept mois pour présenter son rapport. Le gouvernement nous dit que 15 mois c'est un maximum, mais, si l'on juge par le passé, 15 mois c'est un minimum, car d'autres commissions n'ont jamais fait de rapport ou ont mis des années à le préparer.

Il demande que la Commission présente son rapport à temps pour la prochaine session. Il votera en faveur de la loi, car il est essentiel d'étudier les problèmes agricoles.

L'honorable M. Barré (Rouville): On est scandalisé parce que le premier ministre a dit qu'avant de légiférer, nous allons voir ce qui se fait ailleurs. Nous allons profiter de l'expérience des autres.

M. Lafrance (Richmond): Est-ce qu'il y a longtemps que le ministre de l'Agriculture est en faveur des commissions scolaires?

L'honorable M. Barré (Rouville): Parmi les commissions comme parmi les avocats, il y en a qui valent quelque chose et d'autres qui ne valent rien.

Nous avons, dans la province, des institutions dont les agriculteurs se trouvent très bien et qu'on ne retrouve nulle part ailleurs dans le monde. Il faut protéger l'existence de ces institutions. Les cultivateurs le savent et disent: "Nous devons beaucoup au gouvernement et à l'Union Nationale". Avant eux, nous n'avions rien pu obtenir.

Les institutions existantes peuvent être améliorées. Mais avant de décider une amélioration, il est important de s'entourer de toutes les précautions voulues. Nous avons besoin de renseignements, de rapports. C'est notre désir d'avoir un rapport complet sur la situation.

Les gens de l'opposition prétendent tout connaître avant d'avoir rien étudié; le gouvernement entend prendre conseil de façon à pouvoir adopter la meilleure législation possible. Il (l'honorable M. Barré) s'étonne de la nature des critiques de l'opposition. Ces critiques indiquent, dit-il, qu'elle ne veut pas améliorer les institutions existantes. Profiter de l'expérience des autres, n'est-ce pas une forme de sagesse? Nous voulons voir ce qui se fait ailleurs et prendre toutes les précautions voulues afin d'ajouter à ce que nous avons déjà, sans rien détruire de ce qui doit être conservé. Nous avons besoin de renseignements et nous allons en chercher partout où l'on est susceptible d'en trouver.

Le délai supplémentaire de 15 mois demandé par la loi est un délai maximum, et rien ne signifie que la Commission attendra son expiration pour présenter son mémoire. Si les choses peuvent se faire avant l'expiration du délai de 15 mois, tant mieux. La Commission peut fort bien finir son travail en moins de temps que cela. Il (l'honorable M. Barré) termine en faisant l'éloge des commissaires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) dit qu'il faut être agriculteur pour comprendre la situation, pour voir ce que fait ou plutôt n'a pas fait la Commission. Il suffit en vérité d'être un enfant d'école. Il est facile de comprendre que la Commission n'a pratiquement pas siégé. Il n'y a pas eu de séance de juillet à décembre. Quand une commission n'a pas encore tenu une seule séance publique, il n'est pas nécessaire d'être expert pour affirmer qu'elle n'a encore donné aucun rendement.

Les membres de l'opposition ont reçu récemment par le courrier un résumé de la législation agricole hors du Québec. Ce n'était pas la Commission qui l'avait rédigé ou envoyé. La Commission n'a eu qu'une séance publique, mais il y a eu une photo de la Commission. Ce fut une photo d'inactivité. Nous croyons que les problèmes sont

assez importants pour que la Commission se mette enfin à l'œuvre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai pas l'intention de prendre beaucoup du temps de la Chambre. Il n'y a pas de député qui fait des discours plus courts que moi. On ne peut dire la même chose de l'opposition. Lorsque nous avons formé la Commission, nous avons établi certains principes. L'opposition se borne à critiquer l'inaction de la Commission.

Comme toujours, elle parle de ce qu'elle ne connaît pas. Pourquoi l'opposition a-t-elle l'habitude de voir de l'inaction là où il y a de l'action? Elle aurait dû se renseigner. Jamais une commission n'a procédé avec autant de diligence que la Commission actuelle.

(Rires du côté de l'opposition)

Elle a accompli un travail très considérable; elle a siégé plusieurs fois. Elle s'est procuré des renseignements essentiels et elle a fait un travail nécessaire. L'opposition a dit qu'il était inutile d'envoyer les gens ailleurs. Ce n'est pas tout de connaître les lois d'ailleurs. Il faut aussi connaître les conditions dans lesquelles ces lois ont été adoptées, les circonstances qui les ont motivées. Une commission est faite pour enquêter. Il lui faut donc du temps. Depuis que la Commission a été nommée, les conditions de l'agriculture se sont déjà améliorées considérablement⁵. Il y a des choses à apprendre partout. Je ne parle pas de l'opposition qui n'a aucune disposition pour apprendre. Il y a beaucoup à apprendre au Danemark et en Hollande.

Si nous avions créé cette commission en vue des élections, elle n'aurait pas besoin de continuer son travail. Or, nous voulons prolonger son mandat. Les élections sont terminées. Nous en avons pour cinq ans sans élection. C'est parce que nous voulons que le travail se fasse, et que le mémoire de la Commission soit fructueux, que nous faisons la présente loi. Nous voulons faire la meilleure législation possible en prenant ce qu'il y a de mieux ailleurs, pour l'ajouter aux réalisations dont nos cultivateurs bénéficient déjà sous l'Union nationale.

En terminant, il (l'honorable M. Duplessis) dit qu'il n'a donné aucun ordre à la Commission, mais qu'il a fait des suggestions sur les domaines qui devraient être explorés par la Commission.

Il (l'honorable M. Duplessis) demande ensuite le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Coumoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lizotte, Lorrain, Marler, Marquis, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roy, Sauvé, Savard, Talbot, Tellier, Thuot, 73.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 16 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Ministère des Mines, rapport 1951-1952

L'honorable M. French (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Mines de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1952. (Document de session no 12)

Projets de loi:

Loi sur la conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance)⁶: Il s'agit d'un bill qui, d'après l'opinion populaire, sanctionne un mal pour en prévenir un plus grand. La Régie des loyers a pris naissance en mai 1951, alors que le gouvernement fédéral se retirait du domaine des loyers⁷. Il y avait de l'inquiétude chez les locataires. Sans protection, ils n'avaient que la rue pour partage.

La loi actuelle, régissant les loyers et les rapports entre propriétaires et locataires, amendée à

plusieurs reprises, est compliquée, abondante et éparse et est difficile d'application. Le bill concernant la Régie des loyers pourrait s'intituler: "Loi des supplications entre locataires et locateurs". Le bill n'a pas apporté de changement considérable et la situation est restée stationnaire.

À l'heure actuelle, il ne serait pas sage d'abandonner le contrôle des loyers. On ne tient pas compte de la situation dans laquelle se trouvent les locataires. Il est injuste qu'une famille nombreuse puisse du jour au lendemain être jetée dans la rue. Je crois que le gouvernement devrait faire quelque chose, que l'on protège davantage la famille nombreuse qui a bien des difficultés à se loger, les familles nombreuses qui, trop souvent, sont expulsées de leurs maisons, par les propriétaires qui demandent les logements pour eux-mêmes ou pour les membres de leur famille immédiate, et qui n'ont que la rue pour partage. Certains locataires sont forcés de se trouver des logements trop dispendieux pour leurs moyens. Trop souvent, des familles nombreuses sont obligées de s'entasser dans des logements de deux ou trois pièces et louent des chambres pour arriver.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mettez-vous donc en grande⁸!

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le ministre veut-il parler?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non!

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Pas un membre de l'Assemblée législative ne voudrait de bonne foi voter contre le bill. Comme l'a dit le député de Lévis (M. Bélanger) cet avant-midi, nous voulons apporter des critiques. Nous sommes en faveur de la loi, car nous sommes d'avis qu'elle prévient un plus grand mal encore, mais il faut l'améliorer.

(Rires à droite)

Cela fait rire les "ministériels" quand nous parlons de critique constructive.

Il (M. Noël) oriente le débat dans une nouvelle voie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on ne veut pas se rendre jusqu'à Noël, il faudrait s'en tenir au bill.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) tente de démontrer que le député de Montréal-Jeanne-Mance est parfaitement dans l'ordre.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le présent bill présente des déficiences. Les locataires sont mécontents. On n'a pas tenu compte d'un barème dans la fixation des loyers. On n'a tenu compte ni du site ni des améliorations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un autre point d'ordre. En deuxième lecture, dit-il, le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) ne peut s'engager dans de pareils développements. En deuxième lecture, le débat devrait se limiter aux principes fondamentaux du projet de loi. Dans ce cas-ci, il s'agit de l'extension de la loi pour la conciliation entre les propriétaires et les locataires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous ne sommes pas liés par les règlements à dire que nous sommes pour ou contre.

M. l'Orateur: Le principe fondamental du bill, c'est d'étendre le délai pour l'application de la loi.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) reprend son discours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Puisque la gauche veut prolonger le débat en faisant de longs discours, puisque le député n'a pas fini de parler, nous allons siéger cet après-midi. Je demande la suspension du débat à 3 heures.

La séance est suspendue à midi cinquante-neuf minutes.

Reprise des travaux à 3 heures

Projets de loi:

Loi sur la conciliation entre locataires et propriétaires

La Chambre reprend le débat suspendu ce jour sur la motion du premier ministre à l'effet que le bill 5 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): C'était le devoir du gouvernement d'imposer une Régie des loyers, quand le fédéral a abandonné le domaine des

loyers. En règle générale, le contrôle des loyers a reçu l'approbation de la vaste majorité des gens de la province.

Depuis 1951, la Régie fonctionne sur un principe nouveau; on l'a réorganisée. Il s'agit maintenant d'étudier si, dans son ensemble, cette loi a répondu aux besoins. Avec une régie, il y aura toujours des mécontents; nous nous trouvons en effet dans une situation extraordinaire, mais dont nous reconnaissons la nécessité. Il y aura des locataires mécontents. Il y aura des propriétaires mécontents. Il y aura des mécontents aussi longtemps que la loi sera en vigueur. La situation actuelle ne plaît ni aux locataires ni aux propriétaires.

Quant au deuxième objet de la loi actuelle, il vise à apporter des modifications, outre la prolongation du délai, à la lumière de circonstances nouvelles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un nouveau point d'ordre à l'encontre de cette manière de faire qui est contraire aux dispositions de l'article 556 du Règlement qui régit le débat sur toute motion de deuxième lecture. Le député, dit-il, n'a droit, lors de la discussion du principe du bill, de ne parler que de l'aspect de la loi concernant la prolongation de la Régie et ne peut traiter des amendements à la loi contenus dans le même bill. Le principe fondamental de la loi se limite à la prolongation.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il faut s'entendre. Si le principe d'une loi porte sur l'objet même de la loi, je puis certainement parler des modifications, puisque le titre du bill dit: "Loi pour prolonger et modifier la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires". Depuis le matin, on cherche à m'interrompre. Je demanderais qu'on me laisse parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le principe fondamental de la loi se limite à la prolongation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne voudrais pas étendre inutilement le présent débat. Ce ne fut jamais mon intention, pas plus aujourd'hui qu'avant. Au fait, jamais, depuis que je suis chef parlementaire de l'opposition, je n'ai fait ou tenté de faire de l'obstruction. Je n'ai cherché qu'à faciliter la tâche du gouvernement. Je n'ai pas l'intention de changer d'attitude. Mais je soutiens que nous avons le droit de faire valoir nos objections. Nous avons des responsabilités dont l'une des plus importantes

est de faire valoir les objections que nous croyons utiles à un projet de loi. Comme l'a dit mon collègue de Montréal-Jeanne-Mance, le principe de la présente loi porte sur la prolongation et les modifications. Il est parfaitement en règle.

Si la question se résumait à faire prolonger d'un an le délai pour l'application de la loi, nous n'aurions pas besoin d'une loi de six pages, et il est évident que la partie la plus importante du bill est celle qui concerne les modifications. Je sou mets que le principe du bill est double: prolongement du délai et autres modifications à la loi. Mon collègue de Jeanne-Mance s'en tient là. Il a parlé ce matin 20 minutes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Trente-cinq minutes.

Une voix de l'opposition: Non! Non!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Mais on l'a interrompu tout le temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'il s'en tienne au principe de la loi. En deuxième lecture, le débat doit se limiter au principe du bill. Or, le principe du bill, c'est uniquement la question du délai. Si nous pouvions discuter le bill en deuxième lecture, on n'aurait pas besoin de comité plénier où l'on discute article par article, ni de troisième lecture où l'on peut parler sur l'ensemble de la loi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le fait que je puisse parler d'un article en particulier en comité plénier ne m'empêche pas de parler des principes en deuxième lecture.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments apportés de part et d'autre, décide que le point d'ordre est bien fondé et que l'honorable député qui a la parole doit s'en tenir à la discussion du principe fondamental du bill, et qu'il est contraire à l'article 556 du Règlement de faire porter le débat sur les modifications prévues par le bill; cela équivaudrait à en discuter les détails, ce qui ne peut se faire qu'en comité ou sur une motion de troisième lecture.

Le principe fondamental du bill, dit-il, pour employer l'expression même des règlements, est le prolongement de l'application de la loi des loyers. Le député pourra revenir là-dessus en deuxième et troisième lectures. Pour l'instant, il s'est éloigné du principe fondamental qui est la prolongation. Je maintiens le point d'ordre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'en appelle de votre décision et je demande le vote.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Tellier, Thuot, 49.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Kirkland, Lalonde, Marler, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Savard, 15¹⁰.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) dit qu'il va essayer de respecter la décision de l'Orateur. Il se dit en faveur de la prolongation du délai et en faveur des modifications prévues par le bill. Dans une couple d'années, dit-il, si le gouvernement apporte à la situation le souci voulu, la Régie, qui coûte très cher, ne sera plus nécessaire. La prolongation du délai protégera de l'éviction des milliers de familles ouvrières. Le grand public est favorable au maintien du contrôle des loyers, mais il faudrait la relâcher peu à peu pour revenir à des conditions normales, et obtenir une solution réelle, où jouera la loi de l'offre et de la demande.

Il fait appel à la bonne volonté du gouvernement. La Régie est une mesure temporaire nécessitée par les circonstances. Il faut songer à relâcher progressivement le contrôle des loyers. Si les régies sont parfois nécessaires, il faut songer également au droit de propriété. Éventuellement, il faudra porter attention aux droits des propriétaires.

M. Bélanger (Lévis): Il est évidemment nécessaire de prolonger la Régie, puisque le gouvernement n'a pas réglé la crise du logement. C'est le troisième bill sur le sujet et une foule d'arrêtés ministériels, publiés dans la *Gazette officielle*, ont été adoptés, sous l'empire de la loi de conciliation, de sorte qu'il est devenu difficile de se reconnaître dans tout ce fouillis.

Quand on veut connaître la situation exacte, il faut des recherches considérables. La loi et les règlements sont devenus un fouillis qu'il faudrait classer. Le tout devrait être compilé. Tant qu'à mettre la main à la pâte, pourquoi ne pas refondre complètement toutes les dispositions qui ont trait au contrôle des loyers, à la Régie des loyers?

Il (M. Bélanger) rappelle le principe qui a inspiré la première loi des loyers. Aucun texte, dit-il, ne précise les barèmes sur lesquels on se base pour fixer les loyers, de sorte qu'on ne sait jamais à quoi s'en tenir. On devrait définir dans quelles conditions une augmentation peut être obtenue. C'est un problème grave à Montréal et à Québec. Des règles de base concernant les augmentations devraient être publiées. Dans le cas de maisons neuves, il devrait y avoir aussi un barème. Il (M. Bélanger) voudrait aussi que les baux soient soumis à la Régie, afin d'éviter des augmentations excessives de loyers, que les locataires ne soient pas exploités; il insiste aussi pour que l'on donne une définition claire du mot "maison" et enfin opine que la Régie devrait aussi s'occuper plus sévèrement des chambres d'hôtel...

M. l'Orateur: Les chambres d'hôtels sont-elles inscrites dans le projet?

M. Bélanger (Lévis): Quant à prolonger la loi, aussi bien chercher à l'améliorer en même temps.

M. l'Orateur: Que le député s'en tienne au principe de la loi!

M. Bélanger (Lévis)¹¹: Le principe de la loi est de rendre justice à tout le monde. Comment peut-on prétendre respecter le principe de la loi avec un seul bureau à Montréal? Pour respecter le principe de la loi, il faudrait que la Régie puisse se déplacer. Il faudrait que le principe de la loi soit davantage respecté dans le texte. Pour suivre le principe de la loi, il faudrait donner certains pouvoirs...

(Hilarité générale)

La Régie devrait contrôler le prix des chambres. Celles-ci sont occupées généralement par les gens qui auraient le plus besoin de protection: étudiants, employés du parlement, ménages qui n'ont pas trouvé de logements, etc. Il (M. Bélanger) mentionne le cas d'un propriétaire de Lévis qui avait l'habitude de louer une maison chauffée de six pièces à \$20 par mois. La maison a été subdivisée en logements de trois pièces, qu'il loue maintenant à \$40 par mois. La loi ne prévoit aucun contrôle concernant les "nouveaux" édifices.

On en est à étudier la troisième loi sur la Régie des loyers. Il y a eu de plus de nombreux arrêtés ministériels, publiés dans la *Gazette officielle*. Lorsqu'un veut un renseignement, il faut faire des recherches considérables.

Dans bien des cas, malgré les dispositions de la loi, les audiences en appel de la Régie des loyers se sont déroulées *ex parte*, sans que les intéressés ou leurs procureurs n'aient l'occasion de soumettre leur point de vue.

À son avis, dit-il, il faudrait une refonte. Quand le gouvernement dépense plus de \$1,000,000 par année, le public a le droit de pouvoir se renseigner sans avoir recours à des avocats qui, à cause des recherches compliquées qu'ils ont à faire, sont obligés de demander des honoraires plus élevés. Cela demandera sans doute plus de travail des employés. Mais ce sera mieux que ce que j'ai déjà vu, des employés qui passaient leur temps à tricoter des bas de laine. Au moins, le gouvernement devrait faire parvenir aux avocats et aux notaires les décrets au fur et à mesure qu'ils sont émis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹²: Le député n'est plus dans l'ordre, M. l'Orateur.

M. l'Orateur: Je pense que le député s'en rend compte.

M. Bélanger (Lévis) dit qu'il est en faveur du principe d'une Régie des loyers efficace, équitable et qui ne sera pas seulement un simulacre de tribunal.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le contrôle des loyers a certainement été avantageux pour la population de la province, particulièrement dans les grands centres. La pénurie persistante de logements à prix modique rend nécessaire la prolongation de la Régie. Par suite de cette rareté, il est peu probable que la liberté soit rendue aux loyers d'ici deux ans ou peut-être trois ans. Mais il faudrait songer à revenir graduellement à la normale, d'autant plus que les loyers concernant les appartements situés dans de nouvelles maisons n'ont pas de plafond.

Il (M. Marler) regrette cependant qu'on n'ait rien prévu pour un relâchement progressif des contrôles et qu'on se borne à prolonger de 12 mois l'existence de la Régie. Il se dit favorable à un "décontrôle" graduel, au fur et à mesure que les conditions le permettront. En France, la prolongation indéfinie de la Régie, établie lors de la guerre de 1914, a eu pour effet de paralyser la construction et d'aggraver ainsi la crise du logement.

Il (M. Marler) déplore aussi que, sur une période de deux ans, les loyers ne soient pas établis d'après un barème défini qui s'applique à tous les cas identiques. Les arrêts rendus par la Régie, au sujet de logements semblables, sont très différents. Pour des logis à peu près semblables, relate-t-il, un administrateur peut fixer un loyer mensuel à \$65, alors qu'un autre va l'établir à \$85. Cela indique que la loi a besoin d'être améliorée. Il faudrait établir un barème qui uniformise les décisions.

En ce qui concerne les appels, la Régie ne devrait les entendre qu'après avoir donné aux intéressés l'occasion de comparaître. On devrait compiler la législation existante, des textes relatifs au contrôle des loyers adoptés depuis trois ans, pour qu'elle cesse de constituer un dédale où l'on se perd, créé par trois lois et une multitude de règlements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je veux faire une couple de mises au point, à la suite de l'opposition. D'abord, la loi actuelle est un contrôle. Le contrôle des loyers est devenu nécessaire, à cause de l'absence de contrôle de ceux qui ne se contrôlent pas eux-mêmes, par le manque de discipline individuelle, d'une minorité de propriétaires et de locataires dans la province.

La loi prévoit un "décontrôle" graduel du loyer. L'opposition réclame le retour progressif à la normale. Quand on prétend que la loi initiale ne prévoit rien au sujet du relâchement progressif des contrôles, on oublie l'article 32 de la loi qui donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de soustraire une région ou une localité à l'application de la loi, de mettre fin à la Régie des loyers, lorsque la situation de l'habitation y est redevenue normale. Le gouvernement peut rendre la liberté aux loyers dans certaines localités, quand les conditions s'y prêtent.

La Régie ne rend pas ses décisions sans avoir entendu les parties intéressées et sans avoir étudié tous les faits d'un dossier.

L'opposition prétend que la législation sur les loyers est un fouillis, un dédale à ne plus s'y comprendre. C'est inexact. Il est absolument inexact de dire que les règlements ne sont pas connus et qu'ils sont difficiles d'accès pour les avocats et les notaires concernés. Tous les décrets ministériels ont été publiés et synthétisés. Ils ont été publiés dans la *Gazette officielle* et dans tous les journaux de la province. Les arrêtés ministériels ont été considérés dans l'amendement de l'an dernier.

M. Bélanger (Lévis): Point d'ordre. Je n'ai pas dit qu'ils n'ont pas été publiés, car j'ai reconnu

que les règlements ont paru dans la *Gazette officielle*. Mais quand on veut y référer, il faut aller fouiller dans une quantité de numéros. Il devrait y avoir une classification, une refonte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est le devoir d'un avocat de se renseigner, même s'il leur faut parcourir deux ou trois Statuts. Il n'y a pas une question légale qui ne nécessite pas l'examen de plusieurs textes.

M. Bélanger (Lévis): C'est le devoir du législateur...

(Brouhaha en Chambre)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ces lois ont été publiées dans la *Gazette officielle* et dans tous les journaux de la province. Il (l'honorable M. Duplessis) demande le vote sur la seconde lecture.

La motion proposant la deuxième lecture du bill 5 est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dussault, Earl, Élie, French, Gagnon, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lalonde, Langlais, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Marler, Marquis, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Savard, Talbot, Tellier, Thuot, 62.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 23 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, est de nouveau modifié

"a) en remplaçant, dans la septième ligne du premier alinéa, les mots "ou par la commission" par les mots "par la commission, par un arrêté du Conseil exécutif de la province ou par quelque disposition de la loi";

"b) en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Le locataire évincé a, et a toujours eu depuis le trente avril 1951, un recours devant les tribunaux de juridiction compétente, pour recouvrer les dommages lui résultant d'une reprise de possession obtenue de mauvaise foi, pour une autre fin que celles visées par le présent article."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les modifications qu'on y a apportées consacrent les droits des locataires, tout en respectant ceux du propriétaire.

Si le bill tend à rendre justice aux propriétaires et aux locataires, il a pour but de donner une protection supplémentaire aux locataires qui, le plus souvent, se trouvent dans une situation d'infériorité par rapport aux propriétaires. Pour prévenir tout doute, une disposition a été placée dans la loi pour dire que s'il s'avère que le propriétaire a évincé son locataire de façon frauduleuse, le locataire pourra poursuivre devant les tribunaux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous n'avons pas d'objection à cet article parce que, si les propriétaires doivent pouvoir reprendre leur logement, il faut cependant prévenir les abus.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Quelle sera la nature des dommages qui pourront être réclamés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les dommages à réclamer sont définis par le Code civil. Nous avons voulu mettre au clair un droit qui n'était pas clair. Comme on a contesté certaines réclamations devant les tribunaux, il faut préciser davantage.

Le locataire évincé devra donner un avis de 90 jours pour recouvrer son loyer. D'une façon générale, le locataire a plus besoin de protection que le locateur et la loi y pourvoit. Mais il y a des abus des deux côtés. Des marchands de meubles annoncent des loyers à louer à condition qu'on achète

une certaine quantité de meubles à leur établissement. Le contrôle n'est pas désirable. Il est fait pour répondre à des conditions anormales. Le but primordial de la loi est de stabiliser le prix des loyers et la situation générale des loyers. Nous voulons faire disparaître autant que possible les facteurs d'instabilité et faire régner la justice dans la situation anormale que traversent propriétaires et locataires.

M. Bélanger (Lévis): Une précision a été insérée dans la loi pour dire que les conversions de logements pour fins industrielles et commerciales devront être faites de bonne foi. Sinon, les locataires auront un recours devant les tribunaux et pourront réclamer des dommages.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 24d de ladite loi, édicté par l'article 9 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, est modifié en remplaçant le second alinéa par les suivants:

"Si l'administrateur est convaincu, d'après la preuve et les circonstances, que le propriétaire était de mauvaise foi en reprenant possession de la maison et que le motif invoqué pour cette reprise de possession était un prétexte pour atteindre une autre fin, l'administrateur ne doit accorder cette autorisation qu'en y imposant la condition que le locataire évincé de la maison en vertu des articles 23 et 24 soit réintégré, pour le terme et moyennant le loyer que fixe l'administrateur, si, après avoir été prévenu par ce dernier de la demande du propriétaire, le locataire évincé en exprime le désir.

"Si le locataire évincé ne se prévaut pas de son droit de reprendre possession de la maison, l'autorisation peut-être accordée de la louer à une autre personne mais, dans ce cas, l'administrateur peut subordonner cette autorisation à toutes conditions qu'il estime justes, y compris la fixation du loyer et le terme du bail."

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Les décisions de l'administrateur ne devraient pas être rendues hors de la connaissance des parties.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il existe un droit d'appel sur ces décisions et d'ailleurs, en fait, ces décisions ne sont pas rendues

hors la présence des parties. Il n'y aurait pas avantage à rendre pareilles décisions.

L'article 4 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 20¹³.

NOTES

1. Voyant qu'une partie du public aurait été étonnée par la contradiction d'une opposition qui annonce vouloir voter en faveur du projet de loi, "malgré les longs discours de ses députés sur le mauvais rendement de la commission chargée d'étudier les problèmes agricoles", le représentant de Lévis "explique la position de son parti", apprend-on dans *L'Événement-Journal* du 6 décembre 1952, à la page 3.

2. Dans *Le Soleil* du 6 décembre 1952, à la page 17, on emploie plutôt l'expression anglophone "rubber stamp".

3. "Cet organisme, constitué en vertu d'une loi de la dernière session, a pour mission d'étudier les problèmes relatifs à la distribution et à la vente des produits agricoles dans la province", mentionne-t-on dans le *Montréal-Matin* du 6 décembre 1952, à la page 4.

4. Le député de Wolfe fait bien sûr référence au ministre de l'Agriculture (M. Barré), mais son intervention sous-entend également le premier ministre (M. Duplessis) et le député de Yamaska (M. Élie), tous deux très impliqués dans les dossiers relatifs à l'agriculture.

5. Jacques Monnier, le journaliste de *L'Événement-Journal* du 6 décembre 1952, à la page 8, parle plutôt de "certaines améliorations".

6. Tel que signalé dans *L'Événement-Journal* du 6 décembre 1952, à la page 3, le député est "constamment interrompu" durant son intervention.

7. "Le Québec a établi le contrôle des loyers en 1950, lorsque le gouvernement fédéral a annulé la réglementation des loyers en temps de guerre et a laissé le champ libre", précise-t-on dans *The Gazette* du 6 décembre 1952, à la page 2.

8. Le correspondant parlementaire de *L'Action catholique* du 6 décembre 1952, à la page 1, précise: "Le député de Jeanne-Mance (M. Noël) parle lentement et donne l'impression qu'il a un long discours à faire. Bon nombre de députés espèrent prendre le train de deux heures". D'ailleurs, on indique dans *Le Devoir* du 6 décembre 1952, à la page 3, que c'était "la première fois depuis le début de la session que la Chambre basse siégeait le vendredi après-midi, et plusieurs députés, qui avaient déjà réservé leur place sur les trains quittant la Vieille Capitale au milieu de l'après-midi, ont filé à l'anglaise".

9. "Il est déjà 1 heure moins dix minutes", écrit-on dans *L'Action catholique* du 6 décembre 1952, à la page 2. Il "ne laisse pas au député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) le temps de parler bien longtemps", rapporte le journaliste de *L'Action catholique* du 6 décembre 1952, à la page 2.

10. Il est dit dans le *Montréal-Matin* du 6 décembre 1952, à la page 5, journal peu favorable à l'opposition, que le député libéral de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis), "est arrivé trop tard pour voter, malgré les démarches répétées du whip en chef de la gauche, le Dr J.-A. Kirkland, pour le retrouver. Le chef de l'opposition n'avait pas l'air content de ce retard de son jeune député".

11. Il est écrit dans *L'Événement-Journal* du 6 décembre 1952, à la page 3, que le député "reprend

son argumentation en répétant à tout moment "principe de loi" à la grande joie des libéraux", tandis que dans *Le Devoir* du 6 décembre 1952, à la page 3, on mentionne qu'il fait rire ainsi "toute la Chambre, y compris l'Orateur".

12. Il semble que le premier ministre "était sorti quelques minutes" de la Chambre. C'est en revenant qu'il intervient.

13. *L'Événement* du 6 décembre 1952, à la page 3, rapporte: "À la fin de la séance de l'après-midi, M. Maurice Duplessis, chef du gouvernement, a annoncé à un groupe de journalistes que la Chambre basse continuera à siéger jusqu'au 19 décembre; le bruit avait couru jeudi que les députés regagneraient leurs pénates dès la fin de la semaine prochaine."

Séance du mardi 9 décembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Article de Maurice Richard
dans le *Samedi-Dimanche*¹**

M. Boudreau (Saint-Sauveur)²: Je voudrais attirer l'attention de la Chambre sur un incident malheureux qui vient de se produire et qui a soulevé l'indignation de la population de la ville de Québec, et particulièrement du comté de Saint-Sauveur que j'ai l'honneur de représenter ici.

Il s'agit d'un article paru en date du 6 décembre, dans un journal montréalais qui se nomme *Samedi-Dimanche*. Cet article signé Maurice Richard, fameux athlète montréalais, constitue une calomnie odieuse à l'adresse du monde sportif de Québec. Il contient des basses injures, des mensonges flagrants et des épithètes qu'un homme respectable se garde de prononcer. En résumé, Maurice Richard accuse la population de Québec de manquer d'esprit sportif. Par ailleurs, j'ai appris, de source absolument digne de foi, que Richard n'est pas responsable de cet article. C'est un journaliste du nom de Paul de Saint-Georges qui en est l'auteur. Richard lui-même n'avait aucun contrôle. Il n'a pas lu l'article avant sa publication. On m'a même affirmé qu'il en avait été très fâché et qu'il ferait une déclaration visant à rétablir les faits³.

L'esprit sportif des gens de Québec s'est manifesté autrement et plus dignement chaque jour. La foule qui envahit le colisée local et les autres centres sportifs en est la preuve, et tout le monde admet que la majeure partie des spectateurs et des clients du colisée est composée d'amateurs du quartier Saint-Sauveur.

L'esprit sportif des Québécois s'est aussi manifesté par son calme, alors qu'au cours d'une partie de détail, le printemps dernier, notre jeune et brillante vedette locale, Camille Henry, a été intentionnellement blessée par un joueur du National Junior. On l'a sorti sur une civière pour le transporter à l'hôpital où une opération d'urgence a été pratiquée. Il était gravement atteint et ses parents ont vécu des heures d'angoisse et d'inquiétude.

Nous n'avons pas tenu la population de Montréal responsable de l'incident! L'esprit sportif des Québécois s'est aussi manifesté alors qu'un député fédéral et un conseiller législatif ont tour à tour dénoncé les agissements des magnats du hockey professionnel qui persécutent et exploitent les jeunes joueurs⁴.

L'esprit sportif des gens de Québec s'est trop souvent manifesté avec justice pour être l'objet d'attaques aussi basses et vulgaires de la part de ce journaliste sans scrupules qui ne manque pas de déverser son fiel sur la brave population de Québec. Au nom des amateurs de Québec et particulièrement du comté de Saint-Sauveur, je proteste et je demande à la direction de ce journal de faire les rétractations qui s'imposent.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 130 modifiant la charte du Brome-Missisquoi-Perkins Hospital;
- bill 174 modifiant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 126 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Marc, dans le comté de Portneuf.

Projets de loi:**Brome-Missisquoi-Perkins
Hospital**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 modifiant la charte du Brome-Missisquoi-Perkins Hospital.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commissaires d'écoles de Saint-Marc, Portneuf

M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Marc, dans le comté de Portneuf.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Village de la Pointe-au-Pic

M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 modifiant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 174 sans l'amender.

M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 121 modifiant la charte de la ville de Richmond et concernant la corporation de la ville de Richmond, la Commission catholique des commissaires d'écoles de la ville de Richmond et la Commission protestante des commissaires d'écoles de la ville de Richmond;

- bill 129 modifiant la charte de la ville de Bedford;

- bill 150 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 192 changeant le nom de Joseph Laurent Gérard Bégin en celui de Gérard Laurent Roberge.

Projets de loi:

Joseph Laurent Gérard Bégin

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 192 changeant le nom de Joseph Laurent Gérard Bégin en celui de Gérard Laurent Roberge.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 192 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Richmond

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 modifiant la charte de la ville de Richmond et concernant la corporation de la ville de Richmond, la Commission catholique des commissaires d'écoles de la ville de Richmond et la Commission protestante des commissaires d'écoles de la ville de Richmond.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Bedford

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 modifiant la charte de la ville de Bedford.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 129 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Sillery

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 150 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi sur la conciliation entre locataires et propriétaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 5 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20 et ses amendements) soit prolongée jusqu'au 30 avril 1954.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Nous sommes en présence d'une mesure d'urgence. Le logement est régi depuis 1941, d'abord par le gouvernement fédéral, ensuite par le provincial. Les centres les plus affectés sont Montréal, Québec et d'autres villes moins importantes, comme Trois-Rivières, etc. Cette loi, dont nous admettons la nécessité, crée pourtant du mécontentement chez les locataires comme chez les propriétaires.

M. Ross (Montréal-Verdun) signale que, l'an dernier, il a présenté une motion pour obtenir copie de certains documents relatifs à la Régie des loyers. La motion a été adoptée, dit-il, mais les documents ne sont pas encore produits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) envoie porter au député de Montréal-Verdun (M. Ross) les documents en question.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je constate, d'après les renseignements transmis au député de Montréal-Verdun (M. Ross), que, le 27 novembre 1951, il restait près de 8,400 causes à régler à Montréal et 1,225 dans la région de Québec. Le premier ministre pourrait-il nous dire quelle est la situation des loyers à Montréal à l'heure actuelle?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pareille compilation exige un travail considérable qui ne peut pas être fait pendant la session. Jusqu'à présent, près de 100,000 cas ont été soumis à

l'administration chargée de l'application de la loi des loyers. Si l'on prend le document que je viens de déposer, l'an dernier, alors que 98,179 demandes avaient été déposées à Montréal devant la Régie, il ne restait que 8,393 cas en suspens, ce qui signifie que près de 90,000 ont été réglés, 90 % des cas.

En examinant ces chiffres, c'est dire que les administrateurs et les juges du tribunal d'appel ont procédé avec diligence. Ils ont accompli un gros travail. On peut dire que le pire de la crise est maintenant passé et que les problèmes se régleront plus facilement à l'avenir.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Combien de causes sont restées devant la Régie à Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Actuellement, il doit rester à Montréal environ 5,000 à 6,000 cas en suspens sur un total de près de 100,000.

Au début, il y a eu une grande affluence de demandes, parce qu'il s'agissait d'une Régie nouvelle et que les gens ne savaient pas encore sur quels barèmes on allait se baser pour fixer les loyers. Il n'est pas besoin de rappeler certaines tactiques de personnes qui s'ingéniaient à congestionner les bureaux. Les communistes ont employé ces tactiques. Il y a même eu à Montréal une assemblée communiste au cours de laquelle on a demandé aux gens de s'ingénier à multiplier les demandes pour congestionner les bureaux. Malgré tout, les administrateurs ont accompli un travail de géants. Nous avons raison de louer ceux qui administrent la loi.

Aujourd'hui, le travail est beaucoup plus facile et les demandes sont moins nombreuses. Une certaine jurisprudence a été établie, et comme les gens peuvent présumer des décisions qui peuvent être rendues dans tel ou tel cas, l'accord est plus facile entre locataires et locataires. La situation est maintenant clarifiée. Il n'y a plus que quelques demandes isolées qui sont jugées avec célérité.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Est-ce que le président du tribunal d'appel, le juge André Régnier, reçoit son salaire de \$9,000, en sus de son salaire de juge?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le juge Régnier ne reçoit pas un sou de plus que son salaire de président de la Commission. D'ailleurs, cela crée un problème, puisque les juges reçoivent maintenant chacun \$10,000 par an. Il va falloir porter le sien au même montant.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Combien a coûté l'administration de cette loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Un million soixante-quinze mille dollars.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Pour Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est là que ça a coûté le plus cher. Mais le nombre des employés a diminué à cause de la diminution du nombre des demandes. Il diminuera encore.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 5 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Adopté.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 5 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 5 après l'avoir amendé⁵.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill 5 soit maintenant lu une troisième fois.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le principe du projet de loi assurant un contrôle du loyer est bon. Il est bon de prolonger l'existence de la Régie, vu que la crise du logement subsiste toujours. Mais l'application de la loi, dans son ensemble, n'est pas efficace. La procédure présentement suivie est trop lente et il y a une trop grande diversité de décisions. Des demandes déposées en mars n'avaient pas encore

été entendues en novembre. De plus, l'application de la loi entraîne des déboursés considérables pour les parties en cause, parce que ceux qui vont devant la Régie sont pratiquement obligés de se faire accompagner par des procureurs. Et, dans certains cas, les augmentations accordées dépassent 50 %.

Mais la grande lacune, c'est que la Régie n'a pas établi de barèmes qu'on appliquerait à tous les cas identiques, comme la loi lui permettait de le faire. Les contrôles ne sont pas efficaces, étant donné qu'aucun barème n'a été fixé pour les prix des loyers et qu'il y a des différences de \$20 par mois pour des loyers approuvés par les administrateurs pour des appartements similaires et dans des conditions similaires. Si l'on fixait certaines échelles en tenant compte de toutes les circonstances, on éviterait bien des conflits, et l'entente, sans délais inutiles, serait plus facile entre propriétaires et locataires. Une échelle de prix rendrait justice à toutes les parties concernées.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) La loi des loyers protège insuffisamment les familles nombreuses. Il y a trop d'évictions de familles nombreuses. Quand il s'agit de rendre une décision jetant sur le pavé une famille de deux enfants ou plus, on devrait analyser les inconvénients qui en résultent et se montrer plus indulgent. On devrait être plus exigeant dans ce cas et on pourrait, par exemple, ne permettre l'éviction qu'à la condition que le locateur trouve un autre logis acceptable. Pour ne pas paralyser le progrès du commerce, on devrait permettre au locateur d'un logement attendant à un établissement commercial d'évincer le locataire, même s'il s'agit d'une famille nombreuse, pourvu que le locateur offre un autre logement convenable.

La Cour des appels en matière de loyer rend des décisions en l'absence des deux parties en cause. Il (M. Noël) demande que les administrateurs consacrent tout leur temps à leur travail. Je demande aussi qu'on fixe un barème décrit, défini dans la loi, que l'on abrège les délais, avant la décision, dans la mesure du possible.

La Commission des loyers, dit-il, ne devrait pas rendre de sentences en l'absence des parties en cause. Il faut rendre plus claire la législation sur les loyers, que l'on codifie d'une façon claire la loi et les règlements qui concernent la Régie, afin de donner une meilleure protection aux familles nombreuses lorsqu'un propriétaire veut reprendre possession d'un logement.

M. Bédard (Québec) Dans bien des cas, le contrôle des loyers s'avère peu efficace. Au fond, il

vaut peut-être mieux qu'il en soit ainsi, car il n'est pas du tout désirable que nous nous acheminions vers une situation comme celle qui existe par exemple en France où, en maintenant indéfiniment les loyers gelés, on a fait en sorte qu'il ne soit plus possible économiquement de construire des maisons autrement qu'avec des subsides de l'État, ce qui devient une forme de socialisme ou de paternalisme d'État.

La cause principale du maintien de cet organisme réside bien dans le fait qu'il y a pénurie de logements dans la province. C'est l'un de nos plus angoissants problèmes sociaux, selon la CTCC, et Mgr l'archevêque de Montréal. Je soutiens qu'il sera nécessaire pour le gouvernement d'exercer un contrôle tant qu'il y aura pénurie de logements et qu'il y aura pénurie de logement tant que le gouvernement ne prendra pas tous les moyens à sa disposition pour remédier efficacement à la situation créée par cette rareté.

Ce n'est donc pas en se contentant de jeter le blâme sur la guerre, le fédéral ou que sais-je encore, que le gouvernement résoudra la crise du logement et pourra par le fait même mettre fin au contrôle des loyers. Au gouvernement de prendre les moyens pour mettre fin à la crise du logement! Ce que la classe urbaine et le travailleur en particulier attendent du gouvernement, ce n'est pas un cadeau, mais la création immédiate d'un crédit urbain d'habitation.

M. Lafrance (Richmond) Je veux souligner un point éminemment important qui semble totalement ignoré par la loi. En effet, nulle part on n'y voit la moindre attention pour la protection des familles nombreuses. Cette loi semble considérer la société comme composée d'individus et non pas de familles. C'est, encore une fois, la marque d'un gouvernement qui est imbu de l'esprit de l'individu plutôt que de celui de la famille. Il ne faut pas oublier que les familles nombreuses ne sont que 15 % et qu'elles assurent l'accroissement de la population.

On parle des droits du propriétaire, mais que fait-on du droit à la vie, n'est-il pas plus sacré encore? La pratique actuelle est une invitation au contrôle des naissances. Je ne suis pas contre le confort ou les bénéfices légitimes, mais qu'on permette aux parents d'avoir des enfants s'ils en ont le courage!

On parlera de liberté? En face de la licence? C'est d'ailleurs un principe faux que de dire que l'homme peut disposer de ses richesses et de ses biens, lesquels lui ont été prêtés avec le devoir d'en faire bénéficier les moins fortunés.

Des propriétaires sans cœur et sans conscience. Il (M. Lafrance) signale le cas des logements à louer "pour adultes seulement". Certains, dit-il, vont même jusqu'à inclure dans le bail une stipulation prohibant la venue d'enfants. Je ne trouve pas d'expression assez forte pour stigmatiser une conduite aussi odieuse et inqualifiable. C'est une honte pour un gouvernement qui se vante de posséder le seul gouvernement catholique d'Amérique du Nord.

Je suggère que la loi mentionne des pénalités pour ceux qui refusent des logements à des locataires ayant des enfants, pour forcer les propriétaires à louer aux gens honnêtes qui ont plusieurs enfants. Le gouvernement peut réprimer de pareils abus sans porter atteinte au droit de propriété ou à la liberté. C'est à l'État qu'il appartient de protéger les faibles et d'empêcher la persécution.

Par ailleurs, trop d'employés de la Commission des loyers, qui ont été embauchés beaucoup plus en raison de leur appartenance politique que pour leur connaissance du problème, manquent de compétence. Un nombre d'administrateurs ont négligé, pendant plusieurs mois, leur tâche pour agir comme agents politiques aux dernières élections et ne sont redevables de leur nomination qu'aux services rendus à l'Union nationale. Il dénonce la conduite de plusieurs de ces fonctionnaires qui se sont ouvertement et activement occupés d'élections l'été dernier.

Un de ces employés, dit-il, est allé jusqu'à convertir un poulailler en logements de quatre pièces où s'entassaient des familles de 7 à 11 personnes. Ces familles paient \$25 de loyer par mois pour des taudis sans eau courante et sans égout, dont le loyer ne devrait pas dépasser \$10. Et comment avoir confiance en ces administrateurs ensuite? Il va voter pour la loi, dit-il, parce qu'elle est un moindre mal et il réclame de nouveau une clause pour protéger les familles nombreuses.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Nous avons une régie provinciale parce que le fédéral a abandonné les propriétaires et les locataires à leur sort et que le gouvernement de l'Union nationale n'a pas eu peur de prendre ses responsabilités. Il se prononce en faveur du bill et de ses amendements, surtout en faveur des clauses qui permettent d'empêcher de faire payer pour la clé ou pour les meubles. Ces amendements sont au point et tiennent compte de toutes les situations. La majorité des locataires sont satisfaits des décisions des administrateurs des loyers. Il n'y a aucun grief sérieux contre la Régie. La Régie doit être maintenue jusqu'à ce que chaque famille de la province ait son logement à bon marché.

M. Bélanger (Lévis): Je ne suis pas aussi indépendant que lui, du moins aussi indépendant de la réalité, que le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley).

Le premier ministre a prétendu que toutes les ordonnances avaient été publiées. Elles ne l'ont pas été de façon à ce que tout le monde puisse en prendre connaissance. Le gouvernement devrait mettre, à la disposition des propriétaires et locataires, un clair résumé de la législation existante. Il faut à tout prix codifier les diverses lois et ordonnances concernant les loyers. Cela est nécessaire pour rendre service à la population. Cette codification n'entraînerait pas de grandes dépenses.

La commission qui entend les appels des administrateurs de la Régie des loyers devrait entendre les parties intéressées, avant de prendre une décision. Pour rendre plus efficace la loi des loyers, il faudrait diminuer les délais et faciliter les appels. Le député de Lévis s'étonne que la commission ne soit jamais venue siéger à Québec et soumet que les témoignages devraient être pris en sténographie.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie)⁶ dit qu'il a vu la loi provinciale d'un bon œil quand elle a été adoptée, en mars 1952. Il a pu constater, depuis, que nombre de personnes se plaignaient de ne pas avoir eu justice de la commission. Après avoir évoqué les principes au nom desquels il affirmait que l'opposition se battait, il (M. Dupuis) dit qu'il peut parler en connaissance de cause de l'incompétence de certains fonctionnaires de la Régie.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): C'est des principes qu'il peut surtout parler en connaissance de cause.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) rétorque qu'il peut parler des principes tout autant que le ministre et l'invite à se lever.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) va se lever.

(Tumulte en Chambre)

M. l'Orateur rappelle tout le monde à l'ordre.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) dénonce tout d'abord ce qu'il appelle l'incompétence d'un grand nombre de fonctionnaires, au service de la Régie, parce qu'ils étaient des organisateurs et des amis du gouvernement.

Des organisateurs politiques, dit-il, des gens qui bien souvent savent à peine signer leur nom, sont devenus des "conseillers très importants" de la Régie des loyers, chargés de renseigner les gens. Ceux qui se rendent au comptoir pour demander des renseignements y trouvent d'anciens employés de tramways qui savent à peine lire, d'anciens vidangeurs, de boueux, qui savent à peine signer leur nom.

Les fonctionnaires de la Régie ne connaissent pas la loi et ne sont pas au courant des ordonnances. Comme ils ne sont pas capables de renseigner le public, ils disent: Allez donc voir des avocats, la plupart du temps des "bleus", des avocats amis de l'Union nationale. L'opposition ne veut pas faire d'obstruction, mais simplement affirmer des principes, et il parle, dit-il, en connaissance de cause pour les loyers.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): En connaissance de cause des principes surtout.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Autant que le ministre du Commerce.

Dans les centres urbains, tous les gens n'ont ni le temps, ni l'avantage de pouvoir chercher dans les Statuts. Même si le premier ministre dit que la codification n'est pas nécessaire, elle n'en est pas moins indispensable. Voilà pourquoi nous réclamons la codification.

C'était beau de voir le premier ministre parler au député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) au début de la séance. Belle indépendance...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai également parlé au député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon). Je parle à tous les députés polis.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai pas de leçons de politesse à recevoir du premier ministre. Je ne fais pas de personnalités à tout propos, quand je parle, je ne...⁷

(Des bruits se font entendre du côté de la droite)

M. l'Orateur: À l'ordre, à l'ordre. Le député est prié de s'en tenir aux termes du débat.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): D'accord. Je me résume. Ça marche mal à la Régie, parce que c'est rempli d'incompétents comme le gouvernement de l'Union nationale.

(Applaudissements à gauche et rires bruyants à droite)

Il cite plusieurs cas abusifs et reproche vertement au gouvernement d'avoir placé de nombreux incompétents à la Régie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En 1951, à la suite de la décision de la Cour suprême, décrétant que la réglementation des loyers était du ressort des gouvernements provinciaux et non du gouvernement fédéral, il fut décidé de voter la loi de l'habitation dans la province de Québec. Mais avant de quitter la place, la Régie fédérale, l'administration d'Ottawa, avait décidé d'approuver une augmentation de 20 % qui a surtout profité à un grand nombre de chefs libéraux connus.

L'Union nationale n'a pas craint de prendre ses responsabilités pour faire face à une situation anormale et réprimer des abus criants. La Régie des loyers est basée sur une loi d'exception, nécessitée par les circonstances. Car les droits de propriété doivent être normalement respectés. Les propriétaires devraient avoir toute liberté d'administrer leurs biens comme ils l'entendent. Le gouvernement provincial a dû faire voter la loi à cause des abus auxquels se livraient une minorité de propriétaires et de locataires.

La Régie des loyers coûte au peuple plus de \$1,000,000 par an. C'est une véritable législation sociale. Mais il le fallait pour la protection du public. Ceci démontre que le gouvernement de l'Union nationale ne recule pas devant une dépense, même une dépense de \$1,000,000, quand il s'agit de protéger le public et de rétablir une situation.

Si les avocats et les tribunaux peuvent différer d'opinion, il n'y a pas lieu de se surprendre si certains jugements des administrateurs peuvent être discutés. La diversité des décisions prises par les administrateurs est humaine. Le proverbe ne dit-il pas: Autant de têtes, autant d'avis! Les juges de la Cour d'appel peuvent défaire le jugement d'un tribunal inférieur. Comment pourrait-on prétendre que tous les administrateurs de la Régie des loyers aient la même opinion? On reproche au gouvernement d'avoir élaboré une législation embrouillée, mais le gouvernement a mis des avocats à la disposition des locataires et des propriétaires, pour expliquer loi et décrets.

On accuse des fonctionnaires de louer des taudis. Sait-on que des chefs libéraux, tout autant que n'importe qui d'autre, ont transformé en logements les caves où ils gardaient leurs chiens, leurs chats, et même leurs poules?

Les municipalités du Québec doivent partager leur part du blâme jeté sur les propriétaires qui

construisent des logements quasiment insalubres et qui demandent des loyers incroyables. Les municipalités ont tous les pouvoirs nécessaires pour empêcher la construction de logements qui ne conviennent pas et pour accorder des permis de construire. Si elles accordent ces permis à tort et à travers, ce n'est pas la faute du gouvernement qui, d'ailleurs, ne peut savoir tout ce qui se passe. Il y a certainement des abus.

L'opposition a dit que le gouvernement négligeait les familles nombreuses. Mais aucun gouvernement n'a fait plus que le gouvernement de l'Union nationale en faveur des familles nombreuses. À maintes reprises, à des réunions, j'ai demandé aux organisations ouvrières de donner la préséance aux pères de familles nombreuses plutôt qu'à des célibataires. Quelle a été la réponse? On a réclamé la séniorité. Ceux qui crient le plus fort, ce sont ceux qui s'en tiennent au droit d'ancienneté.

Des députés libéraux ont parlé de nominations politiques au sein de l'administration des loyers. Le député de Montréal-Verdun (M. Ross) et plusieurs autres députés libéraux ont cité des cas. L'opposition a mentionné 7, 8, peut-être 10 abus à signaler, alors que la loi affecte des centaines de milliers de personnes. C'est donc dire que la loi est à peu près aussi parfaite qu'une loi peut l'être sur la terre, vu l'imperfection des choses humaines.

Il (l'honorable M. Duplessis) ajoute que son gouvernement s'est efforcé de confier tout le mécanisme de la Régie des loyers à des hommes compétents, au-dessus de toute "partisannerie" politique. Le juge Régnier, président de la Régie, était un libéral militant avant sa nomination au poste de juge par le gouvernement fédéral. M. Henri⁸ Parent, originaire de Trois-Rivières, un des administrateurs, appartenait à une famille libérale. Il est un rouge sincère. Quant à M. Julien, personne ne peut prétendre qu'il n'est pas indépendant de tous les partis, personne ne peut mettre en doute ses qualités d'honnête homme.

Les libéraux ont parlé de clauses de bail, exigeant des locataires qu'ils n'aient pas d'enfant. Les propriétaires qui refusent de louer un logis aux familles nombreuses sont des gens immoraux, anormaux, qui ne méritent même pas leur titre de citoyens canadiens. Celui qui met dans un bail une clause interdisant à un locataire d'avoir des enfants met dans la loi une condition odieuse et inique, qui ne vaut rien au sens de la loi, en conformité avec le droit civil de la province. Pour qu'un contrat soit valide, il faut qu'il soit moral. Il est immoral de restreindre la taille d'une famille.

Avant de terminer, il (l'honorable M. Duplessis) fait une charge contre certains députés libéraux, dont il n'avait pas apprécié les remarques. Il les accuse d'avoir fait de la petite politique dans l'étude de ce projet de loi important, de faire des suppositions plutôt que de présenter des cas précis. L'Union nationale, dit-il, ne peut donner du bon sens à ces démagogues. Nous ne pouvons pas changer la nature humaine. Nous ne pouvons faire d'un polisson un homme poli. Nous ne pouvons faire d'un démagogue un homme qui a le sens de ses responsabilités.

Mais, ce que nous pouvons faire, c'est agir consciencieusement, pour proposer une loi bienfaisante. C'est une bonne loi, quitte à laisser critiquer les adversaires et à les laisser ensuite voter en faveur de notre bonne loi.

Il (l'honorable M. Duplessis) exige le vote⁹.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Charrier, Cloutier, Côté, Cournoyer, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thuot, 78.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 5 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Saint-Michel

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 modifiant la charte de la ville Saint-Michel soit maintenant lu une troisième fois.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Dupré), que la

motion proposant la troisième lecture du bill 122 modifiant la charte de la ville de Saint-Michel soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 122, modifiant la charte de la ville Saint-Michel, soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender en ajoutant à l'article 1c l'alinéa suivant:

"Le présent article ne doit pas avoir pour effet de valider l'élection du maire et des échevins actuels de la ville Saint-Michel, ni de les empêcher d'être exclus de leur charge, ou rendus inhabiles à siéger pour toute cause de droit."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre l'adopte après division.

M. Barrière (Laval) propose que l'ordre de la troisième lecture du bill 122 soit révoqué et que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 122 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la cité de Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 modifiant la charte de la cité de Joliette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commissaires d'écoles de Matane

M. Dubé (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 199 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Matane soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Gilbert Thomas Robert Salmon

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 changeant le nom de Gilbert Thomas Robert Salmon en celui de Gilbert Thomas Robert Noall soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Gaspesia Sulphite Company Ltd.

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 concernant l'évaluation des propriétés de la Gaspesia Sulphite Company Ltd. par la corporation du village de Chandler soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Village de Causapsca

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 concernant les pouvoirs de la corporation du village de Causapsca soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de la ville des Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 modifiant la charte de la ville des Sept-Îles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant

la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) croit de son devoir d'attirer l'attention du gouvernement et de déplorer le nombre incroyable des accidents de la route qui se produisent quotidiennement dans la province de Québec.

Tous les lundis, 52 semaines par année, aux nouvelles et à la radio, nous entendons le nombre d'accidents de la route qui se sont produits pendant la fin de semaine. En fin de semaine dernière, seulement dans la région de Montréal, on rapporte sept morts et 18 accidents dans lesquels des personnes ont été blessées. Nous avons lu le compte rendu d'accidents terribles qui ont coûté la vie à cinq, six, sept et huit personnes d'un seul coup. Nous lisons que, suite à leurs enquêtes, les coroners affirment que les principales causes de ces accidents sont l'alcool, la négligence et la vitesse. Pourquoi tous ces accidents? Il y a deux raisons principales: 1. la négligence de l'Union nationale dans l'application des lois de la province; 2. la non-observance des lois par les automobilistes.

Par le biais des journaux et à de nombreuses occasions, les coroners de la province ont signalé au gouvernement l'effet que peut avoir le facteur de l'alcool dans les accidents. Depuis la fin de la guerre en 1945, il y a eu une augmentation constante du taux d'accidents d'automobiles. Le gouvernement est responsable de cette situation dans une large mesure, parce qu'il ne prend pas les dispositions voulues pour faire observer la loi des liqueurs et la loi des véhicules-moteurs. Dans les petits villages de la province, l'alcool est servi à toute personne âgée de 14 ans et plus. Les autorités ne font pas appliquer assez strictement le code de la route. Le fait que les automobilistes ne respectent pas la loi sur les véhicules-moteurs de la province est la responsabilité directe du gouvernement. La loi sur les véhicules-moteurs couvre presque tous les facteurs qui devraient rendre la conduite automobile sans danger pour les gens de notre province et les touristes qui nous visitent, mais la loi n'est pas appliquée. Il (M. Earl) demande que l'on crée une commission ou un bureau pour administrer la loi des véhicules-moteurs.

Dans la province, nous avons 41,329 milles de route. Il n'y a que 400 policiers pour surveiller le réseau routier, pour patrouiller 27,148 milles de routes, en ne tenant compte que des routes de première classe et de deuxième classe. À deux équipes par jour et à deux hommes par automobile, cela signifie que 100 voitures de police et

motocyclettes couvrent en même temps 6,730 milles d'autoroutes de première classe. Les occupants de chaque automobile doivent donc surveiller le trafic le long de 271 milles de chaussée. C'est insuffisant quand on songe au volume actuel de la circulation.

On se plaint de l'absence de policiers sur nos routes. Ils sont là, mais sont trop peu nombreux pour que leur présence puisse se faire sentir. La faute ne revient pas aux policiers de la circulation routière, mais au gouvernement qui ne se tient pas à jour et qui ne fournit pas assez de policiers pour patrouiller et surveiller nos routes et faire respecter les lois. Dans un tel cas, la responsabilité revient au procureur général (l'honorable M. Duplessis), qui administre le service de police.

Le gouvernement peut-il plaider le manque d'argent? Non, car la Commission des liqueurs, plus la taxe sur l'essence et le prix des permis pour l'automobile et pour conduire rapportent chaque année \$100,000,000¹⁰ de revenus. Il devrait surveiller davantage la circulation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Non, l'augmentation du nombre des automobiles au Québec fournit des recettes considérables au gouvernement: les \$20,000,000 de 1944-1945 sont devenus \$66,000,000 cette année.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): En plus de payer une taxe de 13 cents le gallon sur la gasoline, l'automobiliste québécois est celui qui paye \$2.50 pour son permis de conduire annuel. Les citoyens de la province paient plus cher que tous les autres Canadiens pour s'assurer contre les risques de la route, tout en profitant d'un minimum de sécurité et de protection. Les automobilistes de la région de Toronto-Hamilton paient annuellement \$28 pour une assurance de \$5,000, alors que les automobilistes des régions de l'Île de Montréal et de la ville de Québec paient la somme annuelle de \$55. Pour les frais en cas de collision, les automobilistes du Québec paient \$60 tandis que ceux de l'Ontario paient \$22. Nos taux sont deux fois ceux de l'Ontario.

Tout cela démontre que notre législation n'est pas adéquate. Il (M. Earl) accuse le gouvernement de pas avoir essayé d'aider à réduire les taux d'accidents de la province, depuis 1945. Il préconise non pas l'assurance obligatoire, mais une loi de responsabilité financière qui forcerait les automobilistes à payer les dommages causés pour conserver leur permis de conduire. Un système semblable existe dans 42 des 48 États américains. Au Canada, plusieurs provinces ont déjà adopté une loi similaire. Au Québec, où

cette loi est inexistante, le nombre de demandes d'indemnisation est pratiquement le double du nombre de demandes en Ontario, où une telle loi est déjà en vigueur. En Colombie-Britannique et au Manitoba, le nombre d'accidents est encore plus faible. La fréquence des demandes d'indemnisations au Canada en général s'établit à 14.2 par rapport à 26.5 pour la province Québec.

Pour remédier à cette situation, il demande que la loi des liqueurs soit respectée, que l'on crée une commission ou un bureau pour administrer la loi des véhicules-moteurs, que le gouvernement nomme un nombre suffisant de policiers de la route. Le gouvernement a manqué à son devoir et des centaines de personnes qui ont trouvé la mort sur nos routes seraient présentement en vie si la loi des véhicules-moteurs avait été appliquée correctement.

M. Bélanger (Lévis) signale l'acuité du très grave problème que causent les accidents de la circulation. Les statistiques révèlent, dit-il, qu'au cours des 11 premiers mois de 1952, il y a eu, à Québec, 4,628¹¹ accidents qui ont fait 21 morts et 698¹² blessés; et à Montréal, durant la même période, 10,357 accidents, qui ont fait 29 morts et 2,934¹³ blessés. Ce bilan tragique est une nouvelle preuve que nous détenons le triste record pour le plus grand nombre d'accidents au pays. Le nombre des morts accidentelles est deux fois plus élevé au Québec qu'en Ontario, et il en est de même pour les réclamations aux compagnies d'assurances: 13.9 % en Ontario et 26.4 % des véhicules assurés au Québec. Il n'y a donc rien de surprenant que nos taux d'assurances soient aussi élevés et que l'on paie également le double de l'Ontario.

Pour remédier à cette situation, il (M. Bélanger) demande que l'on augmente l'effectif, sur la route, d'un nombre suffisant d'officiers qualifiés, que l'on applique la loi des véhicules automobiles avec la même rigueur pour tout le monde, sans considérations politiques, que l'on surveille davantage les alentours des débits de boisson, aux heures de fermeture, pour empêcher que des gens ivres ne commettent l'imprudence de conduire, et que l'on fasse une grande campagne de publicité et d'éducation en faveur d'une meilleure observance des règlements. Il (M. Bélanger) suggère de faire nôtre le slogan employé ailleurs: Si vous conduisez, ne buvez pas; si vous buvez, ne conduisez pas. Ce n'est pas quand les gens sont tués qu'il est temps d'agir.

Il faudrait également, dit-il, que les officiers de la route suivent des cours. Incidemment, j'ai

trouvé excellents les conseils donnés récemment par le solliciteur général aux policiers de la route. Si la loi réglementant la vente des boissons alcooliques était plus respectée, le nombre des accidents diminuerait; mais l'administration provinciale s'en désintéresse. De nombreux journaux, des périodiques, dont *Relations*, ont vainement protesté contre cet état de choses. Il ne faut pas que les ivrognes se permettent d'assassiner les gens sur la route. On devrait profiter de l'émission des licences pour remettre à chaque automobiliste un livret d'instructions. Beaucoup de chauffeurs ignorent l'abc des règlements, ce qui contribue à multiplier les accidents.

Il est essentiel que la loi soit appliquée avec une égale sévérité pour tous et qu'il n'y ait plus de protection politique, que des conducteurs imprudents ou fautifs puissent se déprendre d'accusations portées contre eux, que les sentences soient proportionnées à l'influence du député de l'Assemblée législative pour le district où l'infraction a eu lieu. Quand la vie des gens est en danger, tout passe-droit prend un caractère criminel. La mauvaise administration de la loi des liqueurs dans la province est une cause d'accidents. En outre, il faudrait que la loi protège davantage les personnes qui sont victimes d'accidents.

Actuellement, une foule de gens n'osent pas poursuivre parce qu'ils savent que le jugement ne sera pas exécuté. Ceci n'existe pas dans la plupart des autres provinces et dans la plupart des États-Unis où la loi stipule que, lorsqu'un automobiliste a été impliqué dans un accident où les dommages sont de plus de \$25, cet automobiliste voit son permis suspendu et son véhicule confisqué s'il ne peut pas justifier sa solvabilité.

En Ontario, on a institué un fonds provincial pour les cas où l'automobiliste en faute ne peut payer, soit parce qu'il n'est pas solvable ou non assuré; ce fonds est constitué à même l'argent que versent les gens quand ils prennent leur licence. Et une personne ne peut remettre la main au volant tant qu'elle n'a pas remboursé le gouvernement.

De telles pratiques incitent les gens à se montrer plus prudents. On dit avec raison qu'une auto est aussi dangereuse qu'un revolver, et il serait criminel de laisser les gens s'en servir sans être responsables de leurs actes. Au Manitoba et à New York particulièrement, ou de telles améliorations ont été apportées, le nombre des accidents et celui des pertes de vie ont diminué de façon très considérable. Ceux qui ont des accidents trop fréquemment ne pourront plus être assurés ou auront de la difficulté et seront plus prudents. Des enquêtes aux États-Unis ont révélé que 36 % des accidents sont causés par

des personnes qui en avaient déjà causés et qui ne représentent que 3 % des automobilistes. Il faudrait donc bannir ces gens de la route ou les obliger à être plus prudents. Une personne qui a le moyen d'avoir une auto devrait pouvoir répondre de ses actes si elle a un accident.

Le permis devrait être suspendu jusqu'à ce que l'automobiliste ait payé les dommages ou fourni un cautionnement pour en garantir le paiement. La majorité des automobilistes gagnent moins de \$3,000 par année. Il est criminel de laisser conduire des gens qui sont incapables de répondre de leurs actes. L'établissement d'un pareil système aurait pour effet de diminuer le nombre des accidents et les taux d'assurance. La province de Québec est la seule qui n'ait pas de loi semblable et où l'on permette à des insolubles de conduire une automobile. La loi devrait assurer plus de sécurité et plus de solvabilité.

Les amendements proposés à la loi des véhicules-moteurs sont bons, mais il (M. Bélanger) doute fort qu'ils seront appliqués d'une manière stricte. Le gouvernement devrait faire comme les autres provinces canadiennes et adopter une loi sur la sécurité et la responsabilité, qui, ailleurs, a permis de réduire le nombre de décès et d'accidents sur les routes.

Le débat est suspendu.

À 6 heures la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Projets de loi:

Loi des véhicules automobiles

La Chambre reprend le débat suspendu précédemment sur la motion du premier ministre proposant que le bill 9 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): La loi actuelle est une amélioration, mais elle ne va pas assez loin pour protéger le public. Il (M. Rochon) reproche principalement au bill de donner tous les pouvoirs au gouvernement qui en a déjà assez à faire.

Sans aucun doute, dit-il, la loi des véhicules automobiles a besoin d'être modifiée, mais il faut

tout d'abord réorganiser l'administration de la police routière. La police provinciale, division de la circulation, dit-il, ne fait pas son devoir, et on trouve trop souvent les officiers dans les restaurants, le long de la route, causant avec les chauffeurs de camions et d'autobus. Il ne faut pas que la police soit familière avec ceux qu'elle doit surveiller. Le policier, dont le travail est d'appliquer la loi, se trouve dans la situation difficile où il doit soit imposer une amende à un ami, soit fermer les yeux et ne rien dire au sujet de l'infraction. Uniquement sur la route Québec-Montréal, si vous voyagez en auto, vous n'avez qu'à compter le nombre de camions, de remorques et d'autobus qui sont stationnés aux restaurants routiers, ici et là. Comptez aussi combien de fois une auto-patrouille est stationnée à côté d'un camion, d'une remorque ou d'un autobus et que les deux conducteurs de ces véhicules parlent ensemble tout en ayant quelque chose à manger et à boire. Je crois sincèrement, et cette conviction se confirme par trop d'incidences, que la surveillance des routes n'est pas assurée adéquatement à un point tel qu'il n'y a plus de respect envers la loi.

À moins qu'on ne fasse quelque chose, la province de Québec aura bientôt la réputation d'être celle où on observe le moins les règlements de la circulation, et les touristes qui dépensent \$100,000,000 par année chez nous auront tendance à se rendre dans les autres provinces. Pendant l'été, toutes les fins de semaine, des parents en provenance des États-Unis doivent se rendre au Québec pour identifier un touriste américain qui a été victime d'un accident de la route. Rien n'est fait pour freiner les chauffards, pour empêcher les zazous de la route de transformer leurs automobiles en arbres de Noël et de nuire à la visibilité des autres automobilistes ou d'interdire à certains de lire leur journal tout en tenant le volant en se rendant au travail.

C'est bien d'adopter des lois plus sévères, mais quelles garanties ont les gens qu'elles seront mieux appliquées que les lois actuelles? Plus de personnes ont été tuées sur les routes sous l'Union nationale que sous n'importe quel gouvernement précédent, depuis la Confédération. Pour s'en rendre compte, on n'a qu'à lire les journaux et écouter la radio. Toutes ces choses font plaisir à lire dans le projet de loi présenté devant la Chambre, mais elles n'auront aucun effet si le gouvernement lui-même mêle l'essence à l'alcool, ce qui fait un mélange mortel sur nos routes. Aucune sanction n'est infligée aux automobilistes dont le véhicule porte des petits numéros de plaque d'immatriculation. Comment les chauffeurs de poids lourds et de camions remorques

peuvent-ils enfreindre les règlements en passant sur les ponts-basculés officiels du gouvernement lors de la saison du dégel, sans qu'on ne leur demande de peser leur charge? Il y a trop d'influence politique mise en jeu pour sauver, des sentences qu'elles méritent, certaines personnes qui ont mis la vie des autres en danger.

Il (M. Rochon) formule les suggestions suivantes pour une meilleure sécurité routière: assurance obligatoire, élimination des automobiles démodées, aucun gyrophare rouge sauf pour les véhicules d'urgence officiels. Il y a trop de vieux véhicules en mauvais état sur nos chemins, dit-il. On devrait également forcer les camions à mieux signaler leur présence quand ils sont arrêtés le soir, le long des routes. Les camions et les autobus qui sont arrêtés sur les routes le soir devraient être munis de lampes de signalisation spéciales qui devraient être placées à 300 pieds de leur véhicule. La suggestion, dit-il, que les véhicules tirés par les chevaux soient obligés d'avoir des réflecteurs ou des feux d'identification a souvent été présentée devant la Chambre, mais aucune mesure n'a été prise pour aider ces personnes à protéger leur propre vie. Les bicycles sont un danger. Il conviendrait qu'il y ait un enregistrement provincial de ces véhicules pour mieux les contrôler sur les grandes routes.

Le député de Montréal-Saint-Louis termine en réclamant une stricte mise en force des lois de la circulation.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Tout d'abord, aucune loi n'a reçu, dans toute la presse québécoise et l'opinion publique, un accueil aussi unanimement favorable. Les journaux en général ont salué en cette loi, de façon spéciale, un acte nouveau du gouvernement de l'Union nationale pour attaquer un problème nouveau et qui devient urgent.

C'est probablement avec raison qu'on s'inquiète de l'augmentation du grand nombre d'accidents de la route dans la province. Mais il faut admettre aussi que les circonstances ne sont pas ce qu'elles étaient il y a quelques années. Sous l'impulsion d'un gouvernement progressif, depuis que l'Union nationale est au pouvoir, la province est entrée dans une ère de progrès extraordinaire dans tous les domaines. Il y a 10 ans, on comptait 150,000 automobiles licenciées dans la province. Aujourd'hui, on en compte 550,000¹⁴. Il y a 10 ans, la province avait 16,000 milles chemins sur lesquels pouvaient circuler les automobiles. Aujourd'hui, elle en a au-delà de 25,000 milles.

Cette circulation accrue fait naître des problèmes nouveaux et le gouvernement y voit par la

législation actuelle. Je sais à l'avance que le principe de la loi sera admis par l'opposition, car nos amis de la gauche parlent contre la loi. Plus ils parlent contre les projets de loi du gouvernement, plus ils votent avec le gouvernement. Le procureur général m'a donné comme mission de voir à l'application des lois de la route. On a dit cet après-midi que l'application de ces lois donnait lieu à de la politique. D'après le député de Lévis (M. Bélanger), il se serait glissé de la politique dans l'application de la loi des véhicules-moteurs.

Une voix à gauche: C'est vrai.

L'honorable M. Rivard (Montmagny)¹⁵: Qu'on me cite un seul cas, je défie l'opposition, comme je la défie d'affirmer qu'il y a un seul avocat libéral qui n'ait pas été traité avec justice et générosité par moi. Je demande à mes honorables amis de me citer un seul cas, pas deux, mais seulement un cas où l'ingérence politique a joué un rôle quelconque. C'est bien beau de lancer des accusations en bloc, mais je trouve qu'on devrait se taire si on est incapable d'en préciser une seule.

Je suis membre du Barreau du Québec depuis 27 ans. J'ai été bâtonnier de la province. Je connais les avocats d'un peu toutes les régions. Depuis qu'on m'a chargé d'appliquer cette loi, il n'y a pas eu une semaine où je n'ai pas reçu d'appel d'avocats relativement à la violation de la loi. Jamais je n'ai demandé à l'avocat qui venait me soumettre un cas, quelle était sa couleur politique. Tous ont été traités avec justice et équité. Il est facile quand on est loin de lancer des accusations vagues, mais devant celui qui est en mesure de répondre, on se tait.

(Des cris se font entendre à gauche)

Citez-moi un seul cas et je vous permettrai de parler¹⁶. Mais jusqu'à ce que vous soyez capables de la faire, vos accusations auront le résultat que votre attitude a eu au cours des dernières élections.

Il (l'honorable M. Rivard) tient ensuite à mettre tout particulièrement en relief le dévouement de la police chargée de la surveillance des routes. Il insiste sur les qualités qu'elle déploie en toute occasion. La police de la route, dit-il, s'est signalée de façon toute particulière, assez récemment, lors d'un "hold-up" à la caisse populaire de Donnacona, en arrêtant les bandits moins d'une heure après leur attentat.

On a reconnu que l'on donnait parfois de judicieux conseils aux agents de la circulation. Comme si de ce côté-ci de la Chambre, on donnait autre chose que des bons conseils. J'ai été professeur

à l'Université Laval et j'ai eu comme élèves le député de Lévis (M. Bélanger) et le député de Saint-Maurice (M. Hamel); je leur ai donné de bons conseils. Voyez ce qu'ils en ont fait.

(Hilarité générale)

M. Bélanger (Lévis): Point d'ordre, M. l'Orateur. Le ministre n'a pas le droit de laisser entendre que j'ai mal profité de ses conseils.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Je ne l'ai pas laissé entendre. Je le constate.

(Hilarité générale)

On fait parfois des insinuations contre la police provinciale. Je suis fier de notre police de la route. Qu'il y ait parmi ses membres des gens qui ne suivent pas les conseils qui leur sont donnés, c'est évident. On a demandé d'accroître le nombre des membres de la police de la route. Il y a deux mois, les effectifs de cette police ont été augmentés. Les hommes suivent des cours et un entraînement spécial.

J'affirme, parce que je les connais, que les membres de la police de la circulation, que les membres de la police provinciale, sont des honnêtes gens, considérés comme des honnêtes gens. Ils accomplissent un devoir souvent pénible, rendu plus pénible encore parce qu'on ne leur apporte pas toute l'aide qu'ils seraient en droit d'attendre. Je mets ma confiance en eux. Ce sont de véritables gardiens de la paix, de l'ordre et la sécurité publique.

Sans doute, il y en a parmi eux qui peuvent commettre des erreurs, mais la police de la circulation fait tout son devoir. Ils ne sont pas aimés de tout le monde. Que les hors-la-loi, ceux qui ont des choses à se reprocher, ne les aiment pas, rien là-dedans ne doit nous surprendre. Mais il ne doit pas en être ainsi de la part de ceux qui ont la conscience en paix.

La police de la circulation suit des cours sur la loi, on lui enseigne son devoir, on lui fait suivre un entraînement pour la rompre à toutes les épreuves. Ce sont ces hommes-là qui seront chargés d'appliquer une loi rendue plus sévère, par suite des circonstances, et qui comporte un autre geste de l'Union nationale dans la bonne direction. Ils ont la confiance du public; il faut savoir rendre justice en les aidant.

M. Bédard (Québec): En plus d'exiger des tests de conduite aux personnes qui demandent un permis, le projet de loi devrait prévoir une clause pour l'examen des véhicules, question de vérifier

leur fiabilité routière. Le gouvernement devrait établir une sorte d'assurance obligatoire pour les automobilistes. Le gouvernement ne pourra pas dire qu'il manque de l'argent pour appliquer la loi des véhicules-moteurs, parce que les automobilistes ont versé au budget annuel de la province près de \$100,000,000 en taxes et en autres frais.

M. Pinard (Drummond): Malgré les remarques désobligeantes du solliciteur général (l'honorable M. Rivard), l'opposition entend jouer son rôle de critique officiel du gouvernement et scruter les actes de celui-ci. Il y a eu, dans le passé, des manquements flagrants. Le premier ministre a, au début de l'après-midi, fait des menaces aux citoyens du comté de Drummond, parce qu'ils ont élu un député libéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre, le député n'a pas le droit de référer à un débat antérieur.

M. Lafrance (Richmond): Ils ont le droit de tout dire, eux, et nous de ne rien dire.

M. Pinard (Drummond): C'est un système chez le premier ministre de menacer les membres de l'opposition de représailles si...

M. l'Orateur: Le député doit s'en tenir à la loi. Si l'on retourne à tous les débats antérieurs, la session n'en finira plus.

M. Pinard (Drummond): La loi actuelle serait suffisante, si elle était constamment mise en application. L'opposition se réjouit avec la population de constater que le gouvernement rend plus sévère la loi des véhicules-moteurs. Mais nous n'avons pas plus confiance qu'il mettra dans son application plus de sérieux qu'il a prêté à l'application de la loi actuelle.

Dans le cas de Drummondville, la route menant à Montréal est celle où il y a le plus d'accidents mortels au Québec.

M. l'Orateur: On doit s'en tenir à la discussion en général.

M. Pinard (Drummond): Je veux aussi réclamer plus de sévérité contre les ivrognes au volant. Avec l'expérience du passé, nous avons le droit de douter de l'avenir. À la suite d'arrestations pour conduite dangereuse, il y a eu des passe-droits flagrants en faveur d'amis reconnus du gouvernement.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le député peut-il citer un seul cas?

M. Pinard (Drummond): Il existe 2,000 petits numéros!

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Nommez-moi un cas où un petit, un moyen ou un gros numéro a eu un traitement de faveur.

M. Pinard (Drummond): Je pourrais en citer plusieurs, mais de ce côté-ci de la Chambre, nous nous sommes déjà prononcés contre le principe de délation, et ce n'est pas à l'opposition à faire enquête pour le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les petits numéros sont bien plus faciles à reconnaître que les autres et ils constituent le meilleur moyen de se faire prendre. Le député devrait savoir que les petits numéros sont donnés aux amis de l'opposition.

M. Pinard (Drummond): On devrait refuser des permis aux ivrognes. On devrait faire enquête.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce serait de l'inquisition.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député perdrait sa majorité.

M. Pinard (Drummond): Ce ne serait pas la première fois que nous aurons l'inquisition avec le gouvernement au pouvoir.

M. Dupré (Verchères): Le député de Drummond veut parler des gens qui sont toujours sous l'influence de la boisson.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme les gens dans la grange desquels on trouve 1,500 bouteilles de bière?

M. Dupré (Verchères): Ça prouve qu'elles n'ont pas été bues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça prouve que la police est arrivée avant qu'elles aient été bues.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça fait 20 minutes que le député parle et il n'a pas encore parlé du bill.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si le ministre l'interrompait moins souvent.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le député ne s'en tient pas au principe du bill, je demande qu'on le nomme.

M. Pinard (Drummond): Je réclame également une loi de solvabilité. Le député de Lévis (M. Bélanger) a été autorisé à en parler..

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Point d'ordre.

M. Pinard (Drummond): Allez-vous me laisser parler tranquille?

M. l'Orateur: Quand le député de Lévis a parlé de ça, je l'ai laissé faire parce qu'on ne s'y est pas opposé. Vous pourrez parler de ça en troisième lecture.

M. Pinard (Drummond): Je voudrais que cette loi offre plus de garanties d'application. Dans le comté de Drummondville, la route qui mène à Montréal est celle où il y a eu le plus d'accidents mortels dans le Québec, plus de 60 morts accidentelles en moins de 18 mois. Les gens ont le droit d'être protégés et les ministériels devraient prendre leurs responsabilités plutôt que de s'ingérer à interrompre les orateurs de la gauche. Il me semble que j'ai le droit de parler dans cette Chambre et de réclamer l'application sévère de la loi. Les députés au pouvoir veulent se moquer de ces cas tragiques.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas d'eux, de vous.

M. Pinard (Drummond): Les gens ont le droit d'être protégés, et il y a une semaine encore, une famille entière a été anéantie dans un accident de la route, à cause d'un conducteur en état d'ivresse. Une patrouille plus sévère de nos routes n'aurait peut-être pas empêché cet accident, mais en aurait prévenu bien d'autres.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'opposition donnera sa collaboration loyale au gouvernement pour toute mesure susceptible d'abaisser le nombre des accidents. Nous ne disons pas que le gouvernement porte l'entière responsabilité de tous ces accidents, mais la situation est vraiment intolérable et il est urgent d'y porter remède.

Sans montrer d'esprit de parti, les accidents sont nombreux. On en a parlé cet après-midi. Je crois pourtant qu'il faut citer quelques statistiques. Je constate à ce sujet que nous n'avons pas de statistiques provinciales sur les accidents de la route pour les années qui ont suivi 1948. Je ne sais pas pourquoi. Les dernières statistiques provinciales sur le sujet montrent qu'en 1948 il y a eu, dans la province, 20,781 accidents ayant causé chacun au moins \$50 de dégâts. Dans ces accidents, 566 personnes ont été tuées et 9,310 personnes ont été blessées. Près de 50 % des accidents se sont produits dans les trois villes de Montréal, Québec et Trois-Rivières. Les accidents mortels ont été surtout signalés hors de ces agglomérations. Pour l'année 1949¹⁷, les accidents d'automobiles ont fait 45,000 blessés et 2,100 morts au Canada et causé pour \$40,000,000 de dégâts.

Cette perte de capital humain et matériel est irréparable. C'est au Québec que les accidents ont été les plus nombreux, que la proportion a été la plus élevée. Les accidents coûtent trop de morts, trop de blessés, causent trop de dégâts matériels. Résultat: les primes d'assurance payées par les automobilistes québécois sont plus élevées que celles que paient les automobilistes des autres parties du pays. Il est inadmissible que le nombre de morts accidentelles soit deux fois plus élevé au Québec qu'en Ontario, ainsi que le nombre des réclamations d'indemnités aux compagnies d'assurances.

Il (M. Marler) dit ne pas avoir pu se procurer les statistiques de 1950 et 1951. Toutefois, il s'est adressé, dit-il, aux municipalités de Montréal, Québec et Trois-Rivières, pour connaître leurs chiffres. Dans ces trois municipalités, il y a eu 24,000 accidents en 1950 et 26,724 accidents en 1951. Le bilan serait encore plus tragique en 1952. S'il est encore vrai que 50 % des accidents de la province se produisent hors des trois villes mentionnées, cela signifie que le nombre des accidents en 1950 a dû s'élever à près 50,000 en 1950 et à 55,000 en 1951 au Québec. Les chiffres de 1952 dépasseraient ceux de 1951. Maintenant, les accidents de la route feraient plus de 1,000 morts par année dans la province. Le gouvernement ne peut pas éviter une large part du blâme pour cette situation.

Ce gouvernement dit: le nombre des accidents augmente, mais le nombre des véhicules automobiles a aussi augmenté dans la province. Il était de 225,000 en 1944, il est aujourd'hui de 550,000. C'est vrai. Mais il ne faut pas perdre de vue que l'augmentation du nombre de véhicules automobiles dans la province fournit des revenus additionnels

considérables au gouvernement: \$20,000,000 en 1944-1955; \$60,000,000¹⁸ cette année. Le gouvernement est partiellement responsable de ce triste bilan. Une telle augmentation de revenus aurait dû permettre au gouvernement de faire mieux surveiller le trafic routier.

L'opposition supporte entièrement l'idée d'instituer des examens de compétence. Le gouvernement devrait porter une attention particulière à deux catégories de chauffeurs qui, selon des statistiques éprouvées, causent une très grande partie des accidents. Il y a un groupe de conducteurs qui sont responsables dans une grande proportion des accidents de la route. Ce sont les jeunes conducteurs de 18 à 24 ans. Cette catégorie de chauffeurs, plus que d'autres, est portée à avoir des accidents. Au gouvernement de surveiller les jeunes conducteurs de 18 à 24 ans! Ils constituent 13 % des porteurs de permis de conduire, mais provoquent 27.2 % du total des accidents de la route, ou encore 22 % des accidents sans morts. Cette situation devrait retenir l'attention du gouvernement.

Il (M. Marler) cite un article paru dans *La Tribune*, dit-il, sous la signature de M. Amédée Gaudreault. Excellent article sur le problème de la circulation, dit-il. Il est bien de vouloir faire passer des examens aux nouveaux chauffeurs et limiter la vitesse dans les agglomérations comme le prévoit le bill, mais 70 % des accidents sont dus à la négligence des automobilistes eux-mêmes¹⁹. Or, les conséquences des accidents sont tellement graves tant au point de vue matériel qu'au point de vue familial et social... Le parti libéral donnera toute sa collaboration au gouvernement pour régler le problème de la circulation routière.

Il (M. Marler) recommande au gouvernement de porter son attention sur deux catégories de chauffeurs en particulier: les jeunes dont il a déjà parlé et les chauffeurs qui ont déjà eu des accidents. Au gouvernement, dit-il, de tenir à l'œil les automobilistes qui ont déjà eu un ou des accidents, soit 36 %, qui ne sont pourtant que 13 % et 3 % respectivement des automobilistes.

L'opposition supporte aussi l'idée de limiter la vitesse des véhicules, notamment dans les municipalités, parce que la précédente loi ne répond pas aux besoins de l'heure. Il (M. Marler) croit cependant que ces mesures ne seront pas suffisantes. Il en faut d'autres. Il suggère que, dans le cas de routes étroites ou d'obstacles, le ministère de la Voirie devrait mieux indiquer aux automobilistes les endroits dangereux. La vitesse des camions ne devrait-elle pas être moins élevée que la vitesse des voitures légères, capables de s'arrêter plus rapidement devant un obstacle imprévu?

Il (M. Marler) insiste sur la nécessité d'une campagne d'éducation pour les usagers des routes, que seul le gouvernement peut faire complète. Cette campagne, dit-il, devra porter d'abord sur la nécessité pour tout le monde de respecter les règlements, le code de la route. S'il donnait à chaque automobiliste une brochure donnant l'essentiel de la loi des véhicules-moteurs, il rendrait service à bien des gens. En remettant les permis de conduire, ne pourrait-on distribuer des exemplaires du règlement de la circulation? Il parle de la nécessité pour les automobilistes de respecter à la fois la loi provinciale et la loi municipale.

Il faudrait, affirme-t-il, insister aussi sur l'importance de la courtoisie. Il faut que tout automobiliste se montre aussi courtois au volant que dans la vie courante. Il y a une quinzaine d'années, au cours d'un voyage en Angleterre, il (M. Marler) a été impressionné par la courtoisie des automobilistes anglais, courtoisie, avance-t-il, qu'on ne retrouve généralement pas en Amérique du Nord.

Il faut que le gouvernement amorce une grande campagne de publicité autour du code de la route, afin que tous le connaissent sur le bout des doigts; on pourrait distribuer des exemplaires avec les permis, et autour de la courtoisie que tout homme civilisé ne devrait pas perdre une fois installé au volant.

Il s'élève contre certaines interventions politiques. Il cite deux exemples. Il y a deux ans, dit-il, dans la ville de Québec, le chef de police, M. Gérard Girard, s'était plaint de ce qu'il n'avait pu obtenir du gouvernement provincial le nom des personnes dont les autos portaient des plaques à petits numéros. On ne doit pas faire de distinction en appliquant la loi. Le deuxième cas est celui de la ville d'Outremont. Le chef de police de l'endroit a été invité par le conseil municipal à appliquer les règlements de la circulation. Il a répondu qu'il avait été incapable d'obtenir les noms des propriétaires d'automobiles en faute et qui possédaient de petits numéros! Il faut essayer d'obtenir la coopération de tout le monde. Il est important que le gouvernement fasse comprendre que tous les citoyens soient égaux devant la loi, sans faveur pour qui que ce soit, y compris pour les amis politiques. Les petits numéros ont toujours existé, même sous les anciens gouvernements du Parti libéral, mais leur signification politique n'était pas aussi importante que sous le gouvernement de l'Union nationale.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Si le chef de l'opposition veut qu'on parle de certains cas

sur la route Québec-Montréal, sous le régime libéral, ce serait intéressant pour l'opposition.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si le député des Îles-de-la-Madeleine veut parler, ce n'est pas moi qui va l'empêcher. Peut-être le premier ministre l'empêchera-t-il, mais pas moi.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il faut que les numéros commencent à un.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je l'ai déjà dit. Mais les premiers 2,000 ont aujourd'hui une signification qu'ils n'ont jamais eue dans l'opinion publique.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le chef de l'opposition a un petit numéro.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Pas cette année. Oui, si le ministre pense que 222-222 est un petit numéro. Mais connaissant l'amitié que me porte le ministre du Commerce, j'aime toujours à respecter la loi, afin de ne pas me mettre dans la situation où il puisse m'adresser des critiques personnelles. Il faut essayer d'obtenir la coopération de tout le monde. Il est important que le gouvernement fasse comprendre que tous les citoyens sont égaux devant la loi, sans faveur pour qui que ce soit.

Il faut aussi intensifier la surveillance de la circulation. Il y a eu une légère amélioration de la surveillance des routes depuis deux ans. Il y a actuellement 25,000 milles de routes à surveiller, ce qui fait une distance considérable pour chaque agent. Il y a 30 ans, il y avait des "spotters" sur les routes et les gens circulaient lentement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y avait pas de routes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Mille cinq cents agents, ce n'est pas suffisant. Avec \$65,000,000 à \$66,000,000 provenant de l'automobile, le gouvernement ne devrait pas hésiter à augmenter le nombre des agents. Il fait diverses suggestions. Si le gouvernement veut augmenter les crédits pour les agents de la route, dit-il, nous serons heureux de collaborer avec lui.

Il y a trop d'insouciance de la part de ceux qui conduisent les automobiles. Le gouvernement devrait faire enquête sur tous les accidents graves, même s'ils n'entraînent pas de mortalités. Il cite la loi du Manitoba et demande au gouvernement de l'étudier et de s'en inspirer, si possible.

Il parle ensuite de l'alcool comme cause principale des accidents. Le manque de respect des heures de vente d'alcool contribuerait pour une grande part au nombre croissant des accidents. Il cite le nombre extraordinaire de bouteilles vides qui jalonnent les routes, dit-il, et qui ne sont pas jetées par les habitants, mais par les occupants des automobiles. Il n'y a pas de meilleur indice de la cause des accidents. On ne devrait pas se contenter d'interdire de conduire sous l'influence de la boisson, mais aussi d'en consommer dans les automobiles.

Il (M. Marler) offre sa collaboration et celle de ses collègues en vue d'une application plus rigide de la loi. Si, dit-il, les lois sont appliquées intégralement sans qu'il ne soit question de parti politique, on aura fait un grand pas.

M. Bélanger (Lévis): Il faudrait donner une meilleure formation aux policiers et protéger davantage les victimes d'accidents. On devrait exiger d'un automobiliste qu'il soit solvable.

M. Pinard (Drummond) propose un amendement dans ce sens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a certains faits incontestables qu'il ne faut pas oublier. En premier lieu, la loi votée en 1951 et amendée en 1952 a reçu de toutes parts d'éloquents témoignages d'appréciation. Nous avons fait disparaître toute influence politique dans l'octroi ou le retrait des permis de conduire. Ce sont les tribunaux qui ont maintenant le soin de faire respecter les conditions essentielles, et pas un des membres du gouvernement, y compris le procureur général, ne peut intervenir. Voilà un geste courageux, une mesure énergique pour diminuer le nombre des accidents sur les routes.

Il y aurait eu 20,000 accidents en 1948. Cela ne veut rien dire, parce qu'on ne sait pas ce que furent ces accidents, ni s'ils ont été causés par des citoyens de la province ou par des étrangers. Il y a trop d'accidents et il faut continuer d'améliorer la situation. La cause principale des accidents réside dans les personnes. La première réforme à faire est la réforme des personnes qui conduisent des autos. On ne peut pas comparer la province de Québec au Manitoba qui est une petite province avec à peine 400,000 habitants. Il est plus facile de faire la surveillance au Manitoba que dans Québec.

Il ne faut pas oublier qu'une police d'assurance ne remplace pas une vie humaine perdue, l'assurance ne redonne pas la vie à ceux qui

l'ont perdue, et ne compense pas toujours pour les dommages. Certes, il y a trop d'accidents; la principale réforme à faire, c'est à chaque automobiliste de l'accomplir personnellement en se disciplinant. Rendre obligatoire l'assurance automobile ne serait pas une solution, ce serait une cause de négligence, car les automobilistes prendraient moins de précautions. On ne peut voir dans les assurances l'unique moyen de remédier au nombre grandissant des accidents de la route.

Je ne suis pas en faveur de l'assurance obligatoire pour les automobilistes du Québec. De l'aveu même du député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon), le Massachusetts est le seul État qui possède l'assurance obligatoire et, dans cet État, il y a plus d'accidents qu'ailleurs. Pour certaines personnes, l'assurance les rend moins prudents.

De plus, l'assurance obligatoire pourrait imposer une obligation très onéreuse pour certains particuliers, et il ne serait pas sage d'y recourir avant d'avoir pris les moyens d'obtenir des primes raisonnables, et de forcer les compagnies d'assurances à accorder de l'assurance à des taux raisonnables. Il ne serait pas juste de priver le pauvre homme qui a besoin d'une auto et qu'il ne pourrait conserver si on exigeait qu'il paie une forte prime d'assurance.

Un système de fonds spécial, qui existe dans d'autres provinces, en vue des accidents, n'est pas pratique dans la province de Québec. Je suis opposé à ce qu'on force le bon chauffeur à payer pour le mauvais, en faisant contribuer tout le monde à ce fonds. On n'empêchera pas non plus la collusion entre deux individus pour faire payer un accident par ce fonds spécial. Le gouvernement veut perfectionner la loi à la lumière de l'expérience des années antérieures. Cependant, on ne peut pas faire respecter la loi par tous les individus sans exception et il faut éviter d'entraver la liberté de ceux qui respectent la loi.

Il n'est pas raisonnable de demander au gouvernement d'augmenter le nombre des policiers de la route. Nous avons tout ce qu'il faut pour le moment.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre expliquera-t-il pourquoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le nombre de ses membres est suffisant à l'heure actuelle. Ce n'est pas nécessaire, car il y a déjà plus de 1,800 hommes qui surveillent la circulation, en comptant la police provinciale, celle de la route et les forces constabulaires des municipalités. On compte

présentement environ 400 patrouilleurs. Ce nombre est insuffisant pour surveiller 25,000 milles de routes de première, de deuxième et de troisième classes, ainsi que les routes entretenues par le gouvernement. Nous ne pouvons pas avoir une armée de policiers. Avoir plus de policiers, ce n'est pas la réponse. Ce n'est pas la police qui va empêcher les offenses. Ce qui est nécessaire, c'est la réforme de l'individu.

Le gouvernement a donné des pouvoirs et des avantages aux corporations municipales, pour leur permettre de surveiller la circulation dans leurs limites. Nous sommes satisfaits de la loi. Je ne prétends pas qu'elle est parfaite, mais elle marque un pas énorme dans la voie du progrès. C'est un pas de géant dans la bonne voie.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Coumoyer, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thuot, 76.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 9 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à sa prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 110 concernant la corporation du Séminaire de Nicolet, avec les amendements suivants qu'il a prie d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en y ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

"Ces règlements entrent en vigueur sur approbation du visiteur de la corporation."

2. L'article 10 est remplacé par ce qui suit:

"10. Le visiteur de la corporation est l'évêque catholique romain de Nicolet ou tout clerc légitimement autorisé à diriger ce diocèse au cas d'absence ou d'empêchement d'agir de l'évêque résidentiel ou au cas de vacance du siège de ce diocèse."

Projets de loi:

Séminaire de Nicolet

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 concernant la corporation du Séminaire de Nicolet.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. L'affaire a même eu des répercussions au conseil de ville de Québec. *L'Événement-Journal* du 10 décembre 1952, à la page 3, publie une lettre de protestation remise à la presse par le greffier, Me F.-X. Chouinard. Il est dit, entre autres: "La réaction des membres du conseil de ville de Québec, en lisant ces excès de langage, fut unanime à regretter cette tache sur le blason de celui qui, imprudemment, a prêté son nom à cette affaire, et ledit conseil espère que l'auteur, revenu à de meilleurs sentiments envers ses admirateurs de Québec, saura dignement réparer sa gaffe."

2. *L'Action catholique* du 10 décembre 1952, à la page 3, explique que le représentant de Saint-Sauveur

s'est levé sur une question privilège. D'après *Le Soleil* du 10 décembre 1952, à la page 3, le député fait notamment cette intervention en présence de l'honorable Gerald Martineau, conseiller législatif. Ce dernier a été fortement impliqué dans le sport amateur dans la région de Québec.

3. Dans le journal anglophone *The Montreal Daily Star* du 10 décembre 1952, à la page 42, on précise: "À Montréal, Richard a évité les journalistes et personne n'a pu l'approcher avant son départ avec l'équipe pour Toronto où les Canadiens rencontrent les Maple Leafs ce soir."

4. *The Montreal Daily Star* du 10 décembre 1952, à la page 42, souligne encore: "M. Boudreau faisait apparemment allusion à un énoncé fait l'année dernière par l'honorable Gerald Martineau dans lequel il protestait contre le contrôle exercé sur des joueurs amateurs." On ajoute: "À l'époque, la protestation avait été faite lorsque Jean Béliveau, le joueur de centre des As de Québec, un joueur étoile, avait signé un contrat stipulant que les Canadiens de Montréal avaient des droits exclusifs sur lui s'il choisissait de jouer du hockey professionnel."

5. Le journaliste de *L'Événement-Journal* du 10 décembre 1952, à la page 3, note que le débat a duré pendant "deux heures et demie".

6. On écrit dans le *Montréal-Matin* du 10 décembre 1952, à la page 24, que le député a "provoqué de vigoureux rappels à l'ordre".

7. Dostaler O'Leary décrit ainsi la scène dans *La Patrie* du 10 décembre 1952, à la page 4: "Ces paroles eurent le don de provoquer le chahut et les dernières paroles du nouveau "petit gars" de Sainte-Marie se perdirent dans les protestations de la droite."

8. L'édition du *Soleil* du 10 décembre 1952, à la page 10, parle plutôt d'André Parent. Mais le bureau de rédaction s'est trompé, car le document officiel relatif aux *Comptes publics de la province de Québec* (1952-1953, aux pages 18-20) mentionne le prénom Henry.

9. Semble-t-il que le premier ministre "a pris l'habitude d'exiger un vote enregistré" quand l'opposition critique des projets de lois qu'il veut endosser, souligne *Le Devoir* du 10 décembre 1952, à la page 7.

10. Il est indiqué \$1,000,000,000 dans *Le Devoir* du 10 décembre 1952, à la page 3. Manifestement, il s'agit d'une erreur.

11. On mentionne 4,800 accidents dans *Le Soleil* du 10 décembre 1952, à la page 10.

12. Le quotidien *Le Soleil* du 10 décembre 1952, à la page 3, indique 6,018 blessés, tandis que *The Montreal Daily Star* du 10 décembre 1952, à la page 20, parle de 618 blessés.

13. *La Patrie* du 10 décembre 1952, à la page 4, écrit 2,984 blessés.

14. 550,900, selon *La Patrie* du 10 décembre 1952, à la page 4.

15. Le solliciteur général de la province (M. Rivard) prononce un discours à "l'emporte-pièce" qui provoque de "longues acclamations à droite", précise-t-on dans le *Montréal-Matin* du 10 décembre 1952, à la page 24.

16. Il pointe alors du doigt les députés de l'opposition, selon le journaliste du *Montréal-Matin* du 10 décembre 1952, à la page 24.

17. Il est indiqué dans *L'Action catholique* du 10 décembre 1952, à la page 9, que le chef de l'opposition a recours, pour ce qui est de l'année 1949, aux chiffres publiés par la Chambre de commerce de Montréal.

18. Il est question de \$66,000,000 dans *Le Devoir* du 10 décembre 1952, à la page 8.

19. Selon *Le Soleil* du 10 décembre 1952, à la page 9, il s'agirait de renseignements provenant d'un autre article d'un périodique.

Séance du mercredi 10 décembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Moniales
Carmélites Déchaussées**

M. Roche (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Prévost), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des religieuses Carmélites, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les Moniales Carmélites Déchaussées, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des religieuses Carmélites, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les Moniales Carmélites Déchaussées.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'avis que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de The Polish National Catholic Church of America in Canada, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant en une corporation ecclésiastique dans la province de Québec;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Marie-de-Beauce, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer et prélever une taxe d'éducation;

- des commissaires d'écoles pour les villes de Val-d'Or et de Malartic, demandant l'adoption d'une

loi les autorisant à imposer et prélever une taxe d'éducation;

- de la ville de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'annexer un certain territoire;

- de la corporation de l'Étang-du-Nord, Îles-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs spéciaux pour acquérir un terrain pour une piste d'atterrissage;

- de la corporation du village de Shawinigan-Sud, demandant l'adoption d'une loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de Shawinigan-Sud;

- de Melchers Distilleries Limited, demandant l'adoption d'une loi ordonnant et décrétant une modification de l'article 3, chapitre 96, 11 George VI.

Projets de loi:

**Église catholique polonaise
nationale d'Amérique**

M. Cottingham (Argenteuil) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 164 reconnaissant l'Église catholique polonaise nationale d'Amérique au Canada.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Melchers Distilleries Ltd.

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 193 concernant l'évaluation des propriétés de la Melchers Distilleries Limited à Berthierville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Annexion
à Saint-Félicien**

M. Marcotte (Roverval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 200 permettant à la ville de Saint-Félicien d'annexer une portion déterminée de territoire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commissions scolaires de Val-d'Or,
de Bourlamarque et de Malartic, Abitibi-Est**

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 201 concernant les

commissaires d'écoles pour les villes de Val-d'Or et de Malartic, toutes deux dans le comté d'Abitibi-Est.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commissaires d'écoles de Sainte-Marie de Beauce

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 202 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Marie de Beauce à imposer une taxe d'éducation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Shawinigan-Sud

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 205 octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Étang-du-Nord et Cap-aux-Meules

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 208 accordant à la corporation de l'Étang-du-Nord et la corporation du village de Cap-aux-Meules, dans les Îles-de-la-Madeleine, des pouvoirs spéciaux pour acquérir un terrain pour une piste d'atterrissage.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Aide aux municipalités

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 27 pour venir en aide à certaines municipalités.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 27 pour venir en aide à certaines municipalités.

Adopté.

Demandes de documents:

Québec Pulp & Paper Corporation

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur

une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} décembre 1951 jusqu'à date, relativement à la cession, la vente, l'échange ou la location des usines à pulpe de Chicoutimi ou de tous autres biens acquis de la Quebec Pulp & Paper Corporation.

Adopté.

Forces hydrauliques

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 25 janvier 1951 jusqu'à date, relativement à la concession, à la location, à l'acquisition ou à l'aliénation de forces hydrauliques dans la province et à la construction, réparation, agrandissement ou reconstruction d'écluses ou de barrages pour l'aménagement de forces hydrauliques ou leur régularisation par l'emmagasinement.

Adopté.

Rivière Mégiscane

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 15 mars 1951 jusqu'à date, se rapportant à la loi concernant le détournement d'une partie des eaux de la rivière Mégiscane (14-15 George VI, chapitre 29).

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) déclare retirer ladite motion.

Rivière Bersimis, arrêtés ministériels

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés depuis le 1^{er} janvier 1952 jusqu'à date, relativement au développement des forces hydrauliques de la rivière Bersimis, dans le comté de Saguenay.

Adopté.

**Rivière Bersimis,
contrats**

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province ou l'Hydro-Québec, depuis le 1^{er} janvier 1952 jusqu'à date, relativement aux travaux se rapportant à la construction de barrages, d'usines hydroélectriques, de lignes de transmission d'électricité, en rapport avec le développement des forces hydrauliques de la rivière Bersimis, dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles.

Adopté.

**Emprunt
sur le marché américain**

M. Hamel (Saint-Maurice) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quant à la somme de \$41,440,000 mentionnée à la page 7, du prospectus, en date du 19 novembre 1952, et publié à l'occasion de l'emprunt de \$25,000,000 contracté par la province sur le marché américain:

a) les noms des corporations scolaires concernées;

b) le montant payable dans chaque cas;

c) le nombre de versements à payer dans chaque cas;

d) la date du dernier versement dans chaque cas.

Adopté.

**Route 2,
Saint-Romuald-Montmagny
et le pont Rivard**

M. Marquis (Québec-Est) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 20 novembre 1951 jusqu'à date, pour la reconstruction de la section de la route numéro 2, entre Saint-Romuald et Montmagny, et pour la construction du pont "Rivard" sur la rivière Montmagny, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

**Route 15,
Montmorency-Beaupré**

M. Marquis (Québec-Est) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 29 novembre 1951 jusqu'au 20 novembre 1952, pour la construction de la route numéro 15, sur le bord du fleuve Saint-Laurent, entre Montmorency et Beaupré, et pour la construction du pont sur la rivière Montmorency, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

**Route 6,
tour de la Gaspésie**

M. Bélanger (Lévis) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique du contrat accordé par le ministère de la Voirie, en 1952, pour travaux de réfection et de pavage de la section de la route numéro 6 (tour de la Gaspésie) dans la paroisse de Saint-Maurice, comté de Gaspé-Nord.

Adopté.

Pont du Québec

M. Bélanger (Lévis) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 25 janvier 1951 jusqu'à date, relativement aux travaux se rapportant à la voie carrossable sur le pont de Québec, ainsi qu'aux chemins et autres travaux d'approches, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

**Pont sur le fleuve Saint-Laurent,
entre Valleyfield et Côteau-du-Lac**

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 1^{er} janvier 1950 jusqu'à date, relativement aux travaux se rapportant à la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, entre Valleyfield et Côteau-du-Lac,

ainsi qu'aux chemins et autres travaux d'approches, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

Palais de justice de Rimouski

M. Cournoyer (Richelieu) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 1^{er} janvier 1951 jusqu'à date, pour la construction du palais de justice de Rimouski, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

Palais de justice de Chicoutimi

M. Cournoyer (Richelieu) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 1^{er} avril 1947 jusqu'à date, pour la construction du palais de justice de Chicoutimi, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

Emprunts par émission d'obligation

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés en conseil adoptés depuis le 13 décembre 1951 jusqu'à date, concernant des emprunts de la province par émission d'obligation, et de tous contrats ou ententes conclus par le gouvernement de la province, relativement à tels emprunts pendant telle période, et de tous certificats émis par l'auditeur de la province en rapport avec ces emprunts.

Adopté.

Concessions forestières

M. Goulet (Témiscamingue) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une

adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de authentique de tous les arrêtés en conseil adoptés par le lieutenant-gouverneur de la province, depuis le 21 novembre 1951 jusqu'à date, concernant des concessions forestières ou des échanges de concessions forestières.

Adopté.

Travaux de drainage

M. Dupré (Verchères) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats d'entreprise entre le gouvernement de la province de Québec, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1^{er} décembre 1951 jusqu'à date, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) promet de produire tous les documents demandés.

Projets de loi:

Loi des véhicules automobiles

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 9 modifiant la loi des véhicules automobiles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que la loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 48, le suivant:

"48a. Quiconque contrevient à une disposition d'un règlement adopté en vertu de l'article 40 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de cent dollars à cinq cents dollars, pour la première infraction; d'une amende de cinq cents à mille dollars pour la deuxième infraction; d'une amende de mille dollars pour chaque infraction subséquente; avec en outre les frais dans tous les cas.

"Dans le cas de toute infraction subséquente à la deuxième, le véhicule doit être saisi et la confiscation en être prononcée par le tribunal au profit de la Couronne et il en est disposé selon que le prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil."

2. Que l'article 68 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 21, par l'article 8 de la loi 14-15 George VI, chapitre 33, soit de nouveau modifié en y ajoutant, après le sous-paragraphe / du paragraphe 1, les sous-paragraphe suivants:

"u) Prescrire les modalités des examens de compétence des conducteurs, chauffeurs et mécaniciens en véhicules automobiles, déterminer les matières sur lesquelles ces examens porteront, fixer les honoraires exigibles pour ces examens et établir la forme et la teneur des certificats de compétence émis par les examinateurs;

"v) Déterminer la formule des demandes et des certificats d'enregistrement, de licence et de permis et celle du serment qui doit accompagner ces demandes, -".

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)
demande des détails à propos de la clause donnant au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de "prescrire les modalités des examens de compétence des conducteurs, chauffeurs et mécaniciens en véhicules automobiles, déterminer les matières sur lesquelles ces examens porteront, fixer les honoraires exigibles pour ces examens et établir la forme et la teneur des certificats de compétence émis par les examinateurs".

Il (M. Marler) ne s'attaque qu'aux examens concernant les automobilistes, non les conducteurs de camions. Le principe de faire passer des examens et des tests est excellent. Mais sait-on que la province de Québec compte quelque 700,000 automobilistes, sans compter les chauffeurs de camion? Je me demande si le gouvernement veut faire passer des examens à ces 700,000 personnes. Dans le cas de réponse affirmative, comment le gouvernement pourra-t-il faire passer des examens à 700,000 personnes en un an? La semaine dernière, il a fallu 50 minutes à

un automobiliste pour obtenir son permis sans examen. Que serait-ce s'il lui avait fallu passer un examen? Si la même chose se produit pour tous ceux qui demanderont leur permis, dit-il, comment va-t-on s'y prendre pour émettre 700,000 permis?

Est-ce que l'examen sera le même pour tout le monde? En voulant trop bien faire, ne risque-t-on pas de tout gâcher en n'accomplissant rien. Est-ce qu'il ne faudra pas attacher une attention particulière aux jeunes gens et aux personnes qui ont déjà causé des accidents? Le texte du projet de loi ne devrait-il pas prévoir d'abord des examens pour les gens qui demandent un permis sans avoir conduit de toute leur vie, classer dans une catégorie spéciale les jeunes de 18 à 24 ans et dans une autre les chauffeurs qui ont déjà eu des accidents? Ces deux dernières catégories de chauffeurs sont responsables d'une forte proportion d'accidents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit d'une loi nouvelle et les règlements devront être assez flexibles pour tenir compte de l'infinie variété des cas qui se présentent. Il n'est pas question de faire subir des examens de compétence à chacune des 700,000 personnes qui demandent, chaque année, des permis de chauffeurs ou de conducteurs. J'ai l'impression que nous n'aurons à prescrire des examens de compétence que pour une minorité. Sur les 700,000 automobilistes de la province, il y a au moins 600,000 personnes et certainement plus qui sont qualifiés, sont reconnus comme des chauffeurs compétents, et qui n'ont jamais subi d'accident depuis qu'ils conduisent; certaines conduisent pourtant depuis 15, 20, 25 ans.

Ces 600,000 personnes pourront renouveler leur permis sans passer d'examen. Il (l'honorable M. Duplessis) souligne l'importance de la déclaration assermentée exigée de l'automobiliste qui veut renouveler son permis. Ils recevront, dit-il, leur permis en signant et en assermentant une déclaration sur leurs aptitudes physiques et intellectuelles. Dans cette déclaration sous serment, l'automobiliste doit répondre à des questions telles que celles-ci: "Souffrez-vous d'infirmités? Avez-vous eu des accidents?". La loi est très stricte. S'ils font de fausses déclarations, ils sont passibles de parjure. Tout parjure pourra être poursuivi.

Nous voulons faciliter l'émission des permis dans la mesure du possible. Certaines lenteurs de l'administration s'expliquent par le fait de la dispersion de bureaux s'occupant de mêmes problèmes. Le gouvernement est présentement en train d'améliorer la coordination. Nous avons commencé à

remédier à la situation, notamment à Montréal. Quant à Québec, la bâtisse de l'hôpital Jeffery Hale va permettre de grouper certains bureaux et de rendre l'accès de certains services plus facile. Le chef de l'opposition parle d'un cas où il aurait fallu 50 minutes pour obtenir le permis. Il y a des gens qui se confessent en cinq minutes; et d'autres à qui il faut une heure, et ce n'est pas toujours la faute du curé.

Le gouvernement fera une différence entre les automobilistes débutants et les automobilistes qui ont déjà conduit. Il y a des gens qui conduisent depuis 15, 20 ans et qui n'ont jamais eu d'accident. Il faut en tenir compte.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne vois rien dans le bill qui permette au gouvernement de dire que ceux qui ont déjà obtenu un permis ne subiront pas d'examen.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous le pouvons, incontestablement. Et nous allons le faire. Au lieu de 700,000, il n'y aura peut-être que 5,000 ou 10,000 cas d'examens.

Voix à gauche: Pourquoi ne pas le dire dans la loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons le dire dans l'arrêté ministériel. Les conditions des examens seront fixées par décrets.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Comment fonctionnera la loi en campagne, comment va-t-on s'y prendre pour faire subir des examens dans les centres éloignés du Québec, par exemple en Gaspésie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'application de la loi sera plus facile dans les petits centres et en campagne, parce que les gens se connaissent les uns les autres, ce qui n'existe pas en ville. À la campagne, tout le monde sait les qualités et les défauts d'un tel ou d'un tel. La situation n'est pas la même à Montréal. Mais la loi a son importance dans les petits centres. Ainsi, Baie-Comeau qui ne compte pas 4,000 de population, a quelque 400 automobiles. Les propriétaires de ces autos travaillent surtout au moulin à papier.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Sur quoi se basera-t-on pour l'émission des permis? Si un jour un camion se jette sur une automobile,

l'automobiliste, en faisant cette déclaration, devra déclarer qu'il a eu un accident. Or, il n'en est pas responsable. Est-ce juste?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur les déclarations assermentées qui auront trait à la fois à la capacité physique et à la capacité intellectuelle des candidats. Ces examens tendront à déterminer si les candidats ont les aptitudes physiques nécessaires pour prendre place au volant d'une voiture et s'ils ont les qualités intellectuelles et morales requises. Nous sommes très larges. Il s'agira de déterminer si le candidat n'a pas d'infirmité, si sa vue est bonne, s'il connaît l'essentiel de la loi. Il ne s'agit pas d'exiger de tout conducteur qu'il soit un génie, mais qu'il ait un sens certain des responsabilités et une connaissance suffisante du code de la route.

Le projet de loi vise à réduire les taux d'accidents du Québec, qui est réputé pour avoir le plus haut taux au Canada, en retirant les conducteurs incompetents et les chauffards.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Est-il vrai qu'on doit porter de \$2.50 à \$3 la somme à déboursier par l'automobiliste pour obtenir son permis quand il y aura des examens, à cause de ces nouvelles dispositions?¹

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas question de ça du tout. Le projet ne prévoit rien de cela. C'est nous qui avons baissé les permis à \$2.50. Auparavant, c'était \$5. Naturellement, si un homme va déranger un professeur d'école technique dans la soirée pour subir un examen, il est possible qu'il soit obligé de déboursier quelque chose. Des frais minimes de peut-être 50 sous ou de \$1 pourraient être demandés aux personnes qui passent l'examen.

M. Bélanger (Lévis): Nous n'avons pas de bureau pour l'émission des licences à Lévis et ce n'est pas très commode. Il faut aller à Montmagny pour s'en procurer sur la rive sud.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a bien des choses qui manquent à Lévis, à commencer par un député.

M. Bélanger (Lévis): Ce n'est pas l'opinion des électeurs.

M. Dupré (Verchères) suggère que les examens pour chauffeurs et conducteurs aient lieu là où le gouvernement provincial a des "bureaux de revenu".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous allons installer ça aussi près que possible des endroits où l'on vend des autos, comme à Belœil!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

demande si le gouvernement a étudié à fond la question de la charge qui sera permise aux camions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous avons un climat plus dur qu'ailleurs et c'est le devoir de tout le monde de coopérer à la conservation d'un actif qui coûte des centaines de millions. Malheureusement, il y a des propriétaires d'autobus et de camions qui ne coopèrent pas.

M. Dupré (Verchères): Dans la réglementation de la pesanteur des camions, il devrait y avoir des spécifications concernant les roues doubles ou simples, bref la largeur des roues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est clair que lorsque le poids est réparti sur un pneu au lieu de deux, il y a plus de dommages aux routes. Nous allons réglementer ça en recommandant la sorte de pneus que le député vend²!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): On nous dit qu'il y a deux poids et deux mesures dans l'application de la loi et que les amis du gouvernement peuvent circuler avec des charges plus lourdes sans être inquiétés.

J'espère que les nouveaux règlements sont faits pour tout le monde également. Il serait bon que le gouvernement mette fin au favoritisme dans le règlement des questions de poids ou des pénalités. Il faudrait songer à limiter la vitesse des camions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a tendance à répéter des cancanes sans donner de preuve. Ce qu'il rapporte est absolument inexact.

Ce sont les tribunaux, et non le gouvernement, qui règlent tous les cas en litige, qui décident de l'amende et de la confiscation. Les lois sont très bien appliquées d'une manière générale. L'application des lois est aussi parfaite que possible, bien qu'il puisse se glisser des abus.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement a-t-il fait quelque chose au sujet de l'effondrement du pont de Rivière-du-Loup sous le poids de lourdes machines de voirie? Le gouvernement a-t-il poursuivi en dommage l'entrepreneur qui a

enfoncé le pont de Rivière-du-Loup en s'y engageant avec un camion chargé de machineries évidemment trop lourd.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est hors de la question. Cette question a été discutée à la dernière session et le député de Rivière-du-Loup a donné des explications.

Mais cette question ne relève pas de cette discussion. Nous parlerons plus tard de cette question des ponts des anciens régimes qui s'effondraient.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Avec le gouvernement actuel, c'est difficile d'identifier un pont qui tombe!

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Cloutier, Côté, Cottingham, Courmoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Provençal, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 80.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 9 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 9 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 9 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 24 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le refus ou la négligence du détenteur de remettre sa licence ou son permis conformément à cet ordre constitue une infraction et rend le délinquant passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de vingt-cinq dollars à deux cents dollars et des frais et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'au moins huit jours et d'au plus trente jours."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) explique, à l'article 2, qu'autrefois un conducteur ou un chauffeur d'auto pouvait subir une condamnation, mais qu'il n'y avait rien dans la loi pour permettre la confiscation du permis. Maintenant, il sera possible de confisquer le permis. Lorsqu'un juge annule un permis, si l'automobiliste en cause garde son permis, il peut être condamné à l'amende et, dans certains cas, trouvé coupable de mépris de cour, avec toutes les peines qu'entraîne cette dernière offense.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie le premier alinéa du paragraphe b de l'article 4 qui se lit comme suit:

"b) en remplaçant le sous-paragraphe d du paragraphe 2, par les suivants:

"d) Dans les cités, villes et villages, une vitesse excédant trente milles à l'heure dans toute rue

ou chemin public longeant une agglomération d'habitations, sauf les dispositions du sous-paragraphe suivant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'article 4 fixe une limite de vitesse de 30 milles à l'heure dans les rues et chemins publics des cités, villes et villages en bordure desquels il y a des agglomérations d'habitations, sans préjudice de la disposition déjà existante qui limite cette vitesse à 20 milles dans les courbes, districts commerciaux, en face des écoles, aux intersections et passages à niveau. Ceci est un maximum et la loi générale stipule qu'un conducteur doit conduire à une vitesse non dangereuse, ce qui peut être moins de 20 milles à l'heure.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) suggère qu'on place des enseignes pour indiquer les endroits où il faut ralentir. Il (M. Marler) suggère au gouvernement d'indiquer, le long des routes, la vitesse maximum permise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cet article est tempéré par les autres articles de la loi. Trente milles est un maximum, dit-il. Il y a des gens qui croient pouvoir filer à 30 milles partout. Néanmoins, nous allons y penser, s'il y a lieu de placer des enseignes, nous en placerons. Une affiche, aux États-Unis, disait fort justement, jadis: "Allez lentement et visitez notre ville; allez vite et visitez notre prison".

Le comité étudie le deuxième alinéa du paragraphe b de l'article 4 qui se lit comme suit:

"e) Une vitesse excédant vingt milles à l'heure sur les chemins sinueux en montagne, dans les courbes, districts commerciaux, en face d'écoles, aux intersections et aux passages à niveau de chemin de fer."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande ce qu'il faut entendre par courbes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne faut jamais oublier l'article général qui exige qu'on ne conduise jamais de façon dangereuse. S'il est nécessaire d'aller lentement dans certaines courbes, il est reconnu également que beaucoup d'accidents sont causés par des gens qui vont trop lentement.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) suggère que le maximum de 20 milles à l'heure, ne

concerne pas que la rue passant devant les écoles, mais les zones scolaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour passer à 20 milles en face d'une école, un automobiliste qui file à bonne vitesse devra nécessairement modérer l'allure de sa voiture avant d'arriver à l'école.

Concernant la question de l'arrêt aux passages à niveau, il (l'honorable M. Duplessis) fait remarquer que tout a été essayé. L'expérience, dit-il, démontre que c'est pire quand on exige un arrêt complet. Le conducteur immobilise très souvent son auto sur la voie ferrée et ne peut repartir à temps pour éviter d'être frappé par le convoi.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 10 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11 qui se lit comme suit:

"11. L'article 77 de ladite loi, édicté par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 46, est modifié en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

"*a*) A conduit un véhicule automobile en état d'ivresse, ou sous l'influence de liqueurs enivrantes ou d'un narcotique, ou pendant que sa capacité de conduire un véhicule automobile est affaiblie par l'alcool ou une drogue, ou".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'article 11 est pour rendre plus clair le texte de l'article 17 de la loi des véhicules automobiles, afin que la suspension du permis de conduire soit décrétée dans tous les cas de condamnation pour conduite en état d'ivresse et sous l'influence, partielle ou totale, de liqueurs alcooliques ou d'une drogue. Il explique qu'il était nécessaire de faire un texte qui dissipe tout doute.

L'article 11 est adopté.

Les articles 12 à 14 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 15 qui se lit comme suit:

"15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, sauf les articles 1 à 10, qui entreront en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'entrée en vigueur de la loi ne tardera pas. La loi

entrera en vigueur sur proclamation, laquelle aura lieu peu de temps après la sanction, sauf pour la disposition qui confère au gouvernement le pouvoir de concevoir les examens de conduite.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 9 sans l'amender.

**Suspension des travaux pour
l'assermentation du juge Antonin Galipeault**

L'assermentation du juge Antonin Galipeault comme administrateur de la province de Québec, en remplacement du lieutenant-gouverneur, nécessite une intermission.

(Pendant ce temps, les députés chantent et fraternisent d'un côté à l'autre de la Chambre)³

Des ministres entonnent tout à coup cette scie des jours d'antan: "Sans la betterave, pensez-y bien, tout ne vous servira de rien"⁴.

M. Dupré (Verchères) étudiant des dossiers, en prévision des débats futurs, sourit et se met à échanger des réparties avec les honorables M. Beaulieu (Saint-Jean), M. Côté (Montréal-Saint-Jacques), M. Rivard (Montmagny) et M. Sauvé (Deux-Montagnes).

M. Dupré (Verchères) traverse la Chambre pour aller causer avec les ministres. Il (M. Dupré) s'approche du ministre de la Jeunesse et du Bien-être social (M. Sauvé).

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) converse avec le député de Verchères (M. Dupré).

Un ministre pousse le député de Verchères (M. Dupré) dans le fauteuil qu'occupe habituellement le compagnon du député de Deux-Montagnes, le député de Saint-Jean (M. Beaulieu).

M. Dupré (Verchères) se retrouve assis dans le fauteuil de l'honorable Beaulieu. Il n'y reste pas longtemps.

Des députés de l'opposition réclament le député de Verchères.

Reprise des travaux

La Chambre reprend ses travaux à la suite de l'assermentation du juge Antonin Galipeault comme administrateur de la province.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 15 modifiant la loi de la nomination des constables;
- bill 24 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec;
- bill 103 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean Robert Miquelon;
- bill 105 concernant la Commission scolaire de la municipalité de Côte-Saint-Luc, dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce;
- bill 109 concernant Wellington Hotel Company;
- bill 114 concernant le testament de feu Henri Fortier;
- bill 123 modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières;
- bill 142 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs;
- bill 147 pour permettre à la cité de Shawinigan Falls d'établir un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice;
- bill 148 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère;
- bill 154 concernant la succession d'Alexandre H. Barbeau;
- bill 185 constituant la corporation des Pères Maristes;
- bill 189 modifiant la charte de The Royal Trust Company;
- bill 190 modifiant la charte des frères de Saint-Vincent-de-Paul.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 112 concernant la

Commission des écoles catholiques de Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant le paragraphe *b)* par ce qui suit:

"*b)* En remplaçant le paragraphe III par le suivant:

"Cet impôt doit être subdivisé et partagé de façon que les Commissions scolaires catholiques et les Commissions scolaires ou Bureau ou Syndics protestants inclus dans le territoire assujéti à cet impôt en reçoivent une proportion basée sur le nombre d'élèves fréquentant les écoles respectives de la Commission ou Bureaux ou Syndics comprises ou situées dans le territoire assujéti audit impôt."

Projets de loi:

Commission des écoles catholiques de Québec

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 112 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

4 Loi modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;

11 Loi concernant le Bureau de censure du cinéma et la surveillance des spectacles télévisés;

15 Loi modifiant la loi de la nomination des constables;

23 Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'expropriation;

24 Loi modifiant la loi des convictions sommaires de Québec;

101 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond Eric Parsons à l'exercice de la profession d'avocat;

102 Loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois à imposer une taxe d'éducation;

103 Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean Robert Miquelon;

104 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ludwik Rabcewicz Zubkowski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

105 Loi concernant la commission scolaire de la municipalité de Côte-Saint-Luc, dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce;

106 Loi concernant les commissaires d'écoles catholiques de la cité de Hull;

107 Loi constituant en corporation la Protection de la jeunesse féminine;

109 Loi concernant Wellington Hotel Company;

110 Loi concernant la corporation du Séminaire de Nicolet;

112 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Québec;

113 Loi constituant en corporation The Drummondville Protestant Cemetery Company;

114 Loi concernant le testament de feu Henri Fortier;

123 Loi modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières;

140 Loi validant une résolution adoptée par les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et Manicouagan Power Company pourvoyant à une évaluation fixe pour une période de dix ans;

142 Loi modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs;

147 Loi pour permettre à la cité de Shawinigan Falls d'établir un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice;

148 Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère;

154 Loi concernant la succession de Alexandre H. Barbeau;

177 Loi concernant la municipalité scolaire du village Saint-Charles, comté de Joliette;

185 Loi constituant la corporation des Pères Maristes;

189 Loi modifiant la charte de The Royal Trust Company;

190 Loi modifiant la charte des Frères de Saint-Vincent-de-Paul.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le correspondant du quotidien *The Montreal Daily Star* du 11 décembre 1952, à la page 49, mentionne que l'information proviendrait d'un "journaliste de Montréal".

2. *L'Événement-Journal* du 11 décembre 1952, à la page 17, explique que le député de Verchères (M. Dupré) est garagiste.

3. Il est précisé dans *Le Soleil* du 11 décembre 1952, à la page 48, que la Chambre attend "que l'honorable Maurice Duplessis revienne à son siège pour ajourner les débats".

4. On écrit encore dans *Le Soleil* du 11 décembre 1952, à la page 48, que les ministres chantent en se rappelant "les débats fameux sur la betterave à sucre, auxquels prit une part active le député de Verchères (M. Dupré)". Ces débats avaient donné lieu, en 1943, à l'adoption de la loi concernant l'établissement

d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire. La chanson est inspirée d'un cantique en l'honneur du Sacré-Cœur.

Séance du jeudi 11 décembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

La grève de Louiseville

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)¹ se lève sur une question de privilège. Étant donné la gravité de la situation à Louiseville², et en raison des derniers développements importants, je veux demander au gouvernement s'il ne ferait pas part de ses intentions pour mettre fin à cette grève commencée il y a neuf mois?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas entièrement au courant de la situation, des derniers événements qui se sont déroulés.

Une voix à gauche: Il ne sait rien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande à l'Orateur de rappeler à l'ordre le député qui m'a interrompu. J'aurai une déclaration à faire à son sujet. Il avertit son interrupteur qu'il n'a pas l'intention de tolérer plus longtemps pareille attitude en Chambre. Il va y avoir de l'ordre dans cette Chambre, dit-il.

Je sais que la grève de Louiseville dure depuis neuf mois. Je ne connais pas tous les détails. Mais ce que je sais, c'est que les désordres et les émeutes qui se déroulent à Louiseville ne sont jamais justifiables. Un jugement de l'honorable juge, J.-Émile Ferron, un ancien libéral, en marge de la grève de Louiseville, a déjà condamné la façon d'agir d'un certain Gaston Bourbonnière³. Les tactiques de M. Bourbonnière étaient des tactiques bolchevistes.

Je sais les nombreuses démarches faites par le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), je sais que des conditions de travail améliorées ont été faites pour régler la grève de Louiseville. Plus récemment, j'ai reçu la visite de M. René Gosselin, président de la Fédération nationale du textile, qui m'a expliqué sa manière de voir. J'ai transmis à qui de droit ce qu'il m'a dit.

Plusieurs ouvriers ont repris le travail, mais il n'y a pas eu d'entente entre les employeurs et ceux qui sont restés grévistes. Le gouvernement prendra tous les moyens à sa disposition pour donner justice à tout le monde. Nous allons voir également, comme par le passé, à faire respecter l'ordre dans la province afin de lui conserver sa bonne réputation.

M. Ledoux (Shefford)⁴ fait des remarques.

M. Lafrance (Richmond): Il s'agit d'une situation grave.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle les députés à l'ordre.

M. l'Orateur avertit le député de Shefford (M. Ledoux) que ce n'est pas la première fois qu'il intervient en violation des règlements et qu'il devra s'en tenir aux règlements. Il dit qu'on ne peut ouvrir un débat à propos d'une question posée par le chef de l'opposition au premier ministre.

(Brouhaha du côté de l'opposition)⁵

M. Lafrance (Richmond) proteste.

Dépôt de documents:

**Bureaux établis en vertu de la loi
14-15 George VI, chapitre 20,
Régie des loyers**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 5 décembre 1951, pour la production d'un état montrant:

Relativement à la régie provinciale des loyers:

1. Combien de bureaux le gouvernement a établi dans la province, depuis l'entrée en vigueur de la loi 14-15 George VI, chapitre 20;

2. Où chacun desdits bureaux est situé;

3. Quels sont les noms des personnes nommées par le gouvernement dans chacun desdits bureaux, et quel est leur salaire annuel respectif;

4. Quel est, à date, le coût de l'aménagement desdits bureaux, en meubles, papeterie, articles de bureaux, etc;

5. Combien de requêtes ont été soumises à chacun desdits bureaux, depuis leur ouverture jusqu'à

date, et combien de cas ont été réglés. (Document de session no 13)

**Ministère de la Voirie,
rapport 1951-1952**

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie, pour l'année finissant le 31 mars 1952. (Document de session no 14)

Questions et réponses:

**Assistance
aux personnes âgées**

M. Lemieux (Wolfe): Relativement à la loi concernant l'assistance aux personnes âgées de 65 à 70 ans (15-16 George VI, chapitre 3), combien de personnes recevaient l'allocation d'assistance:

- a) le 31 mars 1952?
- b) le 30 juin 1952?
- c) le 30 octobre 1952?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): En réponse à monsieur le député du comté de Wolfe quant au nombre de personnes qui, en vertu du chapitre 3, 15-16 George VI, recevaient l'assistance aux personnes âgées de 65 à 70 ans:

a) le 31 mars 1952.....	12,267
b) le 30 juin 1952.....	26,843
c) le 30 octobre 1952.....	28,724

Problème du logement

M. Lafrance (Richmond): Relativement à la loi instituant une enquête sur le problème du logement, 12 George VI, chapitre 8 et ses amendements:

- 1. Quel montant a été dépensé depuis le 1^{er} avril 1948 jusqu'à date?
- 2. Quel montant a été payé en salaires et en frais de représentation, et à quelles personnes?
- 3. Quel montant a été dépensé pour frais de voyage et combien a été payé à chaque personne?
- 4. Quelle est la dernière date à laquelle des chèques ont été émis en paiement de salaires et de frais de représentation à des membres de la susdite commission?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
1. \$124,191.66.

2. \$115,839.54. Mlles Edna Allard, Anita Bernier, Marie Gingras, Jeannine Lafleur et Lucille Talbot. MM. Émile Benoist, A. Bourdon, Osias Fillion, J.-Aimé Fortin, Joseph Gingras, c.r., juge Édouard Langlois et J.-R. Latter.

3. Émile Benoist.....	\$ 1,943.60
Osias Fillion.....	447.00
J.-A. Fortin.....	1,656.56
Joseph Gingras, c.r.....	2,165.10
J.-R. Latter.....	923.04
4. Le 31 mars 1952.	

Projets de loi:

**Double mandat
à la Chambre haute**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 concernant la Législature.

La loi est bien simple, dit-il. Il y a plusieurs années déjà, un bill a été passé pour abolir le double mandat des députés qui pouvaient siéger en même temps à Québec et à Ottawa. On a alors décidé qu'il s'agissait de fonctions incompatibles. Nous croyons que le temps est venu de dire qu'un conseiller ne peut être sénateur, de décréter la mise du Conseil législatif sur le même pied que l'Assemblée législative, et d'affirmer ainsi ses prérogatives démocratiques. Mais le présent projet de loi ne change rien à la situation. Cependant, nous ne voulons pas nous priver des compétences que nous avons déjà au Conseil et c'est la raison pour laquelle cette loi n'envisage que l'avenir.

En expliquant le *statu quo* quant aux deux conseillers législatifs qui sont déjà sénateurs, il (l'honorable M. Duplessis) dit que la Législature du Québec a besoin des connaissances et de la haute expérience des honorables Jacob Nicol et Pamphile-R. Du Tremblay. Ce sont deux personnes d'expérience que nous voulons conserver au Conseil. La présence de l'honorable M. Nicol au Conseil législatif, dit-il, est certainement un actif précieux pour la province de Québec. Il avait déjà offert de démissionner comme tel en adressant une lettre à l'honorable Adélard Godbout, mais ce dernier n'a pas pris de décision; plus exactement la lettre de démission resta sans réponse, et M. Nicol est resté au Conseil législatif. Il y a également M. Du Tremblay, le seul journaliste à faire partie du Conseil législatif. La

presse⁶ a plus d'importance que le devoir. Avec M. Nicol, M. Du Tremblay peut encore rendre des services incontestables à la province de Québec.

En d'autres termes, nous voulons affirmer les droits démocratiques en appliquant au Conseil législatif la même mesure qu'à la Chambre des députés. Ce qui s'applique aux députés doit aussi s'appliquer aux conseillers législatifs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'oppose à faciliter l'adoption du bill en première lecture. Il exige que les règlements de la Chambre s'appliquent strictement.

La première lecture est remise à une séance ultérieure.

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bélanger (Lévis): Le but de l'opposition, en participant à ce débat, est d'obtenir que la loi et les règlements de circulation soient appliqués avec toute la sévérité et la justice possibles. Le solliciteur général (l'honorable M. Rivard), dans son discours soi-disant pour répondre aux discours de l'opposition, a parcouru un grand nombre de questions. En fait, il a fait beaucoup plus de chemin que les officiers de circulation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On n'a pas le droit de revenir sur un débat antérieur.

M. l'Orateur: Le député doit s'en tenir au principe, (il se reprend), aux détails du bill.

M. Bélanger (Lévis): Le solliciteur général nous a demandé de lui soumettre un seul cas d'injustice dans l'application de la loi. Le député de Montmagny (l'honorable M. Rivard) a été mon professeur de droit et m'a enseigné le respect du secret professionnel. Je ne citerai aucun cas particulier. Mais je lui dirai que tous les petits numéros sont un cas flagrant d'injustice. Il y en a plus de 4,000. Le chef Girard, du service de la circulation, à Québec, et le chef de police d'Outremont, ont tous deux déclaré qu'ils n'étaient pas capables d'avoir les noms de propriétaires d'autos portant des plaques avec de petits numéros.

Quand des clients viennent se plaindre qu'ils ont été frappés par un petit numéro et que nous ne pouvons connaître le nom du détenteur pour le poursuivre, il y a certainement du favoritisme. Ce n'est pas un cas ni deux cas que nous citons, mais 4,000 cas de favoritisme. Malgré toutes les critiques qui avaient été formulées par les journaux et dans le public, le gouvernement n'a pas voulu tenir compte de l'opinion, et il a trouvé moyen de créer une nouvelle série de petits numéros qui commencent par un B, lettre qui intrigue beaucoup les gens. On se demande si cela veut dire "Bleu" ou "Bienfaiteur" de la caisse électorale, mais je crois que c'est plutôt "Bien-Aimé du pouvoir". Je vous cite 4,000 cas flagrants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de revenir sur un débat antérieur.

M. Lafrance (Richmond): Deux poids et deux mesures. Il n'y a que le premier ministre qui a le droit de parler ici.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande à l'Orateur de rappeler le député à l'ordre.

M. l'Orateur: En troisième lecture, on peut faire des suggestions, mais on ne peut revenir sur les débats antérieurs. Autrement, on n'en finira pas. Je demande au député de s'en tenir au débat.

M. Bélanger (Lévis): Le rapport annuel du coroner indique que le nombre des morts accidentelles causées par le trafic est effarant. À Québec, on relève de 10 à 12 accidents par jour. Chaque année, le trafic cause des centaines de mortalités, sans compter les millions de dollars en dommages matériels. Cela est dû en grande partie au fait que le nombre des agents de circulation n'est pas assez considérable, à peine 400 pour toute la province dont le territoire est immense. Cela n'est pas suffisant et, de plus, les officiers ne parcourent pas suffisamment les routes. Les automobilistes sont toujours stationnés. Sous les régimes libéraux, je me souviens que les agents avaient des motocyclettes et qu'ils passaient leur temps à patrouiller les routes. Autrefois, les officiers de la route circulaient, mais aujourd'hui, ils ne circulent plus.

Le 19 mai 1951, le solliciteur général (l'honorable M. Rivard) déclarait qu'il ne voulait pas faire 100 milles de route sans rencontrer un officier

de la circulation. S'il sort de Québec, il verra qu'il devra voyager longtemps avant d'en rencontrer. S'il en rencontre sur une distance de 100 milles, il s'agira de policiers qui ne circulent pas. D'ailleurs, on ne peut trop exiger de gens qui ont un salaire de \$2,000 par année. Si on ne veut pas les payer, qu'on en augmente au moins le nombre.

Il (M. Bélanger) suggère de constituer un fonds qui permettrait d'indemniser les victimes d'accidents, lorsque ceux-ci sont causés par des personnes insolvables. La principale lacune des lois existantes, dit-il, c'est de laisser circuler des gens qui ne sont pas responsables financièrement. Il (M. Bélanger) demande en terminant au gouvernement de porter une attention spéciale au problème causé par les irresponsables qui parcourent les routes.

M. Bédard (Québec) passe en revue les articles du bill. Le bill 70, adopté en 1949, dit-il, n'a pas atteint les buts que le gouvernement se proposait à ce moment, et le public n'est pas bien protégé contre l'automobiliste qui met en danger la vie de ses concitoyens.

Il (M. Bédard) analyse les amendements que le gouvernement apporte à cette loi par le présent bill, en élargissant la signification du mot "ivresse", pour y assimiler celui dont la capacité de conduire est affaiblie par l'alcool, et en ordonnant de remettre au tribunal la licence ou certificat d'enregistrement de celui qui s'est trouvé coupable de conduite dangereuse. Cet amendement, dit-il, ne vise que le propriétaire ou un tiers qui conduit l'automobile, et non pas le chauffeur.

Depuis 10 ans, le nombre des accidents et la prime de l'assurance automobile augmentent dans la province de Québec. Un exemple de l'augmentation du nombre d'accidents, par conséquent le laxisme dans l'application de la loi sur les véhicules-moteurs se retrouve dans les 11,000 accidents dénombrés en 1940 et les 80,000 accidents en 1951.

Beaucoup d'accidents sont causés par des véhicules en mauvais état. Je crois que les conditions actuelles de la circulation font au gouvernement un devoir de stipuler l'examen obligatoire et minutieux de tout véhicule dont on demande l'enregistrement et des peines plus sévères pour ceux qui enfreignent la loi. On devrait aussi imposer un examen périodique et vraiment sévère du mécanisme vital des automobiles. On devrait également exiger que les tracteurs et les véhicules à traction animale portent des lumières à l'arrière. On pourrait en distribuer gratuitement aux cultivateurs pour leur éviter un déboursé d'argent.

Il (M. Bédard) déplore le grand nombre des accidents qui se produisent sur le boulevard Talbot, et surtout à Charlesbourg. Il est d'avis qu'il est criminel de ne pas avoir terminé le boulevard en direction de Québec. Le gouvernement, dit-il, ne peut pas invoquer l'excuse de manque de revenus, car l'automobiliste québécois paye en moyenne \$125 par année en taxes, alors qu'au Manitoba, le compte de l'automobiliste ne se monte qu'à \$56.

Le bill à l'étude laisse subsister bien des lacunes dans notre législation et ne touche pas le fond du problème: celui de la responsabilité financière de l'automobiliste. Au Québec, le taux est le double de celui des autres provinces, dont les lois sur les véhicules-moteurs comptent des clauses relatives à la responsabilité financière. Il (M. Bédard) propose que l'on crée un fonds spécial pour satisfaire les jugements non payés. Nos lois actuelles, dit-il, sont insuffisantes pour protéger le public contre les insolvables qui causent des dommages. L'article 81 de la loi des véhicules-moteurs permet au tribunal, adjugeant sur les dommages, de suspendre la licence ou le certificat d'enregistrement de celui qui ne satisfait pas au jugement, mais cette disposition est rarement appliquée.

On devrait exiger de tout conducteur, chauffeur ou propriétaire de véhicule, une garantie de responsabilité financière qui pourrait être donnée sous forme de police d'assurance, de cautionnement, de dépôt ou autrement, et qui représenterait au moins \$5,000 pour blessures personnelles ou décès d'une personne, et de \$10,000 pour blessures ou décès de deux personnes. Cette garantie devrait être de \$2,000 pour dommages à la propriété. En cas d'accident, le permis serait obligatoirement suspendu, jusqu'à ce que le chauffeur responsable ait fourni la garantie en question ou aurait obtenu l'autorisation de régler sa dette par versements.

Il (M. Bédard) regrette que la province de Québec soit celle où il se produit le plus d'accidents par année, celle, dit-il, où l'automobiliste paie le plus de taxes, et celle où les primes d'assurance sont les plus élevées au Canada. Pour changer tout cela, il faut éliminer des routes les chauffeurs imprudents et dangereux.

M. Pinard (Drummond): Le grand nombre d'accidents mortels qui se produisent chaque mois dans mon propre comté me font un devoir de me lever en cette Chambre et de réclamer une application plus sévère de la loi. C'est beau d'améliorer la loi, mais à quoi cela servira-t-il si on fait appliquer les nouvelles clauses de la même façon

que les autres actuellement? S'il importe de rendre la loi plus sévère, il importe surtout de faire appliquer plus sévèrement cette même loi. Il (M. Pinard) fait donc les suggestions suivantes:

1. Il faudrait limiter la vitesse des camions lourds et faire patrouiller les routes par des agents plus nombreux.

2. Ne jamais accorder de permis à des personnes reconnues comme des habituées de l'alcool.

3. Élargir certaines routes où le trafic lourd est considérable comme moyen d'éviter un grand nombre d'accidents.

4. Défendre aux compagnies de transport de faire circuler leurs gros camions-remorques sur les routes du samedi au dimanche soir à minuit, comme cela se fait en Ontario.

5. Édicter une loi de solvabilité et de sécurité dans le genre de celles qui existent dans les autres provinces et qui n'obligent pas les automobilistes à s'assurer; seuls ceux qui ont des accidents doivent le faire s'ils ne peuvent pas garantir autrement leur solvabilité en cas d'autres accidents et de dommages causés par eux.

6. Faire observer la loi des liqueurs.

Il (M. Pinard) s'élève contre la vitesse excessive des gros camions sur les grandes routes, notamment celle de Montréal-Drummond et sur les routes secondaires, ce qui est encore pire. Il cite l'exemple de ce camion-remorque qui l'a doublé à plus de 50 milles à l'heure, en fin de semaine, entre Notre-Dame-des-Bois et Saint-Cyrille-de-Wendover. Il réclame l'assurance obligatoire pour les conducteurs qui ont déjà eu des accidents. Il dit qu'il représente le comté de la province où les accidents mortels ont été les plus nombreux et il fait ces suggestions pour éviter, dit-il, d'autres hécatombes comme celle que l'on a eu l'occasion de déplorer dernièrement.

M. Lafrance (Richmond) dit au premier ministre de ne pas s'indisposer des discours des libéraux, ce n'est que le commencement, dit-il. L'équipe de 1952 prend son rôle au sérieux et ne faillira pas à son devoir, malgré les sarcasmes, les interruptions et les injures. Nous ne sommes pas habitués à nous écraser devant un homme et nous allons rester debout.

Tous les gens avertis savent que l'auto est devenue l'une des armes les plus mortelles, et il faut absolument mettre fin à cette épidémie de suicides et d'homicides sur nos routes qui sévit dans la province. Suicides et homicides provenant des accidents d'automobile, j'entends. Il est évident qu'il y aurait

amélioration si la loi était mieux respectée. Une meilleure application de la loi actuelle pourrait, à elle seule, épargner des centaines de vies humaines. Guerre à la négligence, guerre à l'ivrognerie, guerre à l'ignorance du code de la route, voilà comment rectifier la situation! Des centaines de vies auraient été sauvées, si le gouvernement n'avait fait preuve d'autant de négligence.

Il ne devrait pas y avoir de favoritisme et il faudrait aussi une campagne d'éducation. Il (M. Lafrance) préconise une grande campagne d'éducation populaire pour obtenir la coopération du public et suggère en particulier que l'on institue une semaine de prévention des accidents de la route. Il réclame aussi plus de compétence et de zèle de la part de la police de la route.

Un juge de Sherbrooke, dit-il, vient de se demander comment il se fait que le gouvernement ne renseigne pas mieux les agents de circulation sur leurs devoirs. Le directeur de la circulation provinciale et d'autres autorités en la matière ont révélé que les principales causes d'accidents de la route sont, dans l'ordre, l'alcool, la vitesse, le défaut de signaler, des phares défectueux ou non baissés, le stationnement dans des endroits interdits. Le solliciteur général (l'honorable M. Rivard), a lui-même dit que l'alcool et la vitesse étaient les deux principaux facteurs d'accidents; le juge Laetare Roy également. Les statistiques américaines révèlent qu'aux États-Unis 62 % des accidents mortels sont causés par l'alcool.

Chez nous, des centaines de permis sont accordés à des ivrognes notoires. On laisse des milliers d'ivrognes notoires continuer de conduire des autos quand on sait que l'alcool affaiblit considérablement les facultés. Il (M. Lafrance) déplore aussi le trop grand nombre de débits de boisson. La violation de la loi des liqueurs est certainement le gros "bobo" du gouvernement à l'heure actuelle.

M. l'Orateur: Rappel à l'ordre! À la loi! À la loi! On doit s'en tenir à la loi; l'administration de la loi des liqueurs pourra être discutée en détail plus tard.

M. Lafrance (Richmond): Je sais que le gouvernement n'aime pas que l'on parle de la loi des liqueurs.

M. l'Orateur: Je dois rappeler le député à l'ordre et lui signaler qu'il peut en appeler de ma décision.

M. Lafrance (Richmond): Je comprends la situation et ce n'est que partie remise.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) bondit. À l'ordre, dit-il.

M. Lafrance (Richmond): Ne vous excitez pas, mon ami. J'espère, pour terminer, que le gouvernement va enfin prendre ses responsabilités, surtout quand l'on sait que 62 % des accidents mortels de la route sont causés par l'alcool.

M. Ledoux (Shefford) insiste spécialement sur la nécessité de mieux patrouiller les routes. Je n'ai jamais rencontré d'agents après une heure du matin dans la province de Québec, dit-il. En Ontario, j'en ai rencontré trois dans une seule nuit. Il (M. Ledoux) raconte une expérience vécue par lui-même et un compagnon sur la route de Toronto. Le chauffeur de l'automobile a été arrêté trois fois en l'espace de quelques heures pour avoir dépassé la vitesse permise. La troisième fois, il a dû payer l'amende séance tenante pour éviter d'aller en prison. Voilà, dit-il, comment nos routes devraient être surveillées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas fait son devoir; il aurait dû empêcher son compagnon de violer la loi.

M. Ledoux (Shefford): Au prix que l'on paye les membres de la police de la route, on pourrait embaucher un bien plus grand nombre. Peut-être aussi pourriez-vous en retirer quelques-uns de Louiseville, où ils protègent un patron de mauvaise foi, et les mettre sur la route.

Des voix à droite: À l'ordre, à l'ordre!

M. Ledoux (Shefford): On franchit très souvent, en automobile, la distance de 186 milles qui sépare Granby de Québec sans rencontrer un seul agent de la circulation. Les agents devraient circuler et surveiller le trafic plutôt que de rester dans leurs petites cabanes, dans leurs guérites, et d'attendre qu'on leur signale des accidents.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le nombre des accidents a augmenté de presque 100 % depuis 1948. Il suffit de lire les journaux, surtout le lundi matin, pour se rendre compte que nous sommes en présence d'une situation extrêmement grave et que des mesures sévères s'imposent.

Le présent bill permet au gouvernement de décréter des examens de compétence et d'en fixer les modalités. Il ignore, dit-il, s'il a bien compris les explications du premier ministre hier, mais il a l'impression que les chauffeurs des grands centres seraient davantage sujets à subir les épreuves de conduite que ceux des régions extérieures. J'espère que ces épreuves ne seront pas seulement limitées aux chauffeurs dans les villes. Il espère que le gouvernement astreindra à ces épreuves les personnes de la catégorie de celles qui sont responsables de la majorité des accidents de la route. Il est en faveur d'une grande sévérité contre ceux qui persistent à briser la loi.

L'opposition est en faveur des examens de compétence, spécialement pour les chauffeurs qui ont déjà causé des accidents. Nous sommes prêts à seconder le gouvernement dans ce domaine. J'espère que ces examens seront sérieux et qu'ils serviront à éliminer les chauffeurs susceptibles de constituer un danger. Il (M. Marler) ne voit aucune objection à la confiscation du permis de ceux qui ont été condamnés pour avoir enfreint la loi.

J'espère que, pour obtenir un permis, dit-il, il faudra établir une autre compétence que celle de signer son nom et de payer \$2.50. Il est loin d'être convaincu que le programme du gouvernement pour les examens obligatoires dans les grands centres ou que "la parole donnée" des candidats des régions rurales soit une bonne chose.

Quant aux camions, il (M. Marler) regrette que le gouvernement ne réglemente que leur poids et leurs dimensions, sans leur imposer des vitesses moins grandes que celles des automobiles. Il dit qu'il est en faveur de fixer des limites de vitesse à 30 milles à l'heure sur les routes bordées de maisons. Il aimerait que la limite de vitesse soit spécifiée dans le bill et que le ministère de la Voirie indique dans les cités, villes et villages que la vitesse maximum doit être de 30 milles à l'heure. Si l'on veut faire observer la loi strictement, comme tout le monde le réclame, dit-il, il est absolument nécessaire de bien indiquer, par des affiches, les limites de vitesse qui ne doivent pas être dépassées à ces endroits. La loi doit tout prévoir et ne rien laisser à la discrétion des policiers, ce qui pourrait entraîner des difficultés d'interprétation et des abus.

Il (M. Marler) trouve la loi bonne mais demande au gouvernement de faire une campagne d'éducation parmi le public. Quelque chose ressort de la discussion. À la base de tout progrès possible, il faut rétablir le respect général et intégral de la loi de la circulation, loi basée sur le bon sens même. Je

regrette que le gouvernement n'ait pas annoncé une grande campagne d'éducation pour faire comprendre au public l'importance de bien respecter les règlements, afin d'inculquer dans l'esprit des conducteurs les avantages de la courtoisie, et afin de les informer que leur bonne volonté est nécessaire à l'application de la loi. J'espère que nous sommes présentement à l'aube d'une époque où les lois provinciales ou municipales seront mieux respectées.

Il faut aussi augmenter le nombre des agents, sans quoi on n'arrivera jamais à faire respecter la loi par les gens qui ne veulent pas comprendre le bon sens. Le gouvernement n'a pas montré jusqu'ici l'intention d'augmenter le nombre des agents de la circulation dans la province; il y en a de 400 à 500; or, les routes de la province mesurent de 25,000 milles à 27,000 milles; les 400 à 500 agents ne peuvent exercer sur notre réseau routier une surveillance assez étroite. J'espère que le gouvernement va changer d'avis.

Je regrette également que le gouvernement n'admette pas qu'il y a eu des abus. Je ne répéterai pas les accusations, mais on sait l'affaire des petits numéros à Québec et à Outremont. Des plaintes graves ont été portées contre des automobilistes; mais on les a rendues moins sévères parce qu'il s'agissait d'amis du gouvernement. J'espère que tous, devant les tribunaux, seront sur un même pied. Je voudrais que le premier ministre promette qu'après le vote du bill, on fera mieux respecter la loi de la circulation, qu'on la fera respecter partout. Le nombre d'accidents diminuerait alors énormément.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Même les adversaires endurcis du gouvernement sont obligés d'admettre que la loi actuelle constitue sans aucun doute une amélioration considérable sur le passé. Elle est une preuve de la politique progressive du gouvernement. Celle de 1951 était aussi une autre amélioration. Cela fait deux améliorations en moins d'un an.

C'est ainsi que l'Union nationale améliore constamment et laisse parler ceux qui ne font que répéter le même discours ennuyeux 40 et 50 fois. Il faut être sérieux. Pendant que les gens se tuent, des députés s'ingénient à tuer le temps pour empêcher l'adoption d'une loi qui, de leur propre aveu, constitue une amélioration. L'opposition critique, mais se dit prête à voter en faveur de la loi. C'est illogique.

Il ne faut jamais perdre de vue que les accidents sont causés surtout par des êtres humains. Il y aura toujours des accidents. Il faut améliorer les lois, mais il faudrait avant tout améliorer les êtres humains.

Il montre un article extrait d'un journal américain. En Pennsylvanie, dit-il, il existe une autoroute⁷ droite et large, à voie double, sans traverse à niveau, sans intersections, sans courbes, qui ne traverse aucune agglomération. C'est la route parfaite, note le rédacteur, que l'on pourrait considérer à l'épreuve de tout accident. Tous les obstacles ont été éliminés par les constructeurs. Or, en 1950, il s'y est produit des accidents mortels. Le nombre des morts s'est élevé à 59 personnes.

Quelle explication donne le journaliste des États-Unis? L'explication que l'on donne, c'est que la route est trop belle et que les chauffeurs n'y ont pas assez de distractions. C'est un journal américain qui parle. Tout cela est pour mieux montrer qu'avec les plus grandes améliorations routières, il se produit encore des accidents mortels.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) se lève pour faire remarquer qu'il est passé au "turnpike" en question. Il y a, dit-il, en cet endroit une dépression de terrain. Et c'est par temps de brume que les accidents s'y produisent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement essaie de rendre la loi aussi parfaite que possible. Nous rendons la législation plus sévère en tenant compte du fait qu'un grand nombre des accidents est dû à un facteur humain. Il pense que l'installation de panneaux routiers visant à avertir les automobilistes de la vitesse permise à certains endroits donnera peu de résultats.

Nous ferons publier un *vade mecum* qui sera mis à la disposition des automobilistes et qui aura pour but de mieux faire connaître la loi, qui familiarisera les chauffeurs et les conducteurs de véhicules automobiles avec les prescriptions de cette nouvelle mesure d'ordre public. Somme toute, c'est une bonne loi. L'opposition a critiqué tout le temps. Nous allons maintenant prendre le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Chartier, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée,

Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Quellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Poirier, Poulin, Pouliot, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thuot, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 9 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Quelle logique!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 16 modifiant la loi relative aux problèmes de législation agricole.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a aussi voté le bill 145 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en biffant le paragraphe k) du sous-article 3.

2. L'article 4 est remplacé par ce qui suit:

"4. L'article 6 de la loi 55-56 Victoria, chapitre 94, est remplacé par le suivant:

"6. Ledit Hôtel-Dieu est autorisé à conclure avec le gouvernement de la province toute entente relative à l'hospitalisation des épileptiques et autres malades."

Projets de loi:

Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 145 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Église catholique polonaise nationale d'Amérique

M. Cottingham (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 reconnaissant l'Église catholique polonaise nationale d'Amérique au Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Melchers Distilleries Ltd.

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 concernant l'évaluation des propriétés de la Melchers Distilleries Limited à Berthierville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Annexion à Saint-Félicien

M. Marcotte (Roverval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 permettant à la ville de Saint-Félicien d'annexer une portion déterminée de territoire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commissions scolaires de Val-d'Or, de Bourlamarque et de Malartic, Abitibi-Est

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 concernant les commissions d'écoles pour les villes de Val-d'Or et de Malartic, toutes deux dans le comté d'Abitibi-Est, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commissaires d'écoles de Sainte-Marie de Beauce

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Marie de Beauce soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Shawinigan-Sud

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Étang-du-Nord et Cap-aux-Meules

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 208 accordant à la corporation de l'Étang-du-Nord et la corporation du village de Cap-aux-Meules, dans les Îles-de-la-Madeleine, des pouvoirs spéciaux pour acquérir un terrain pour une piste d'atterrissage soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Aide aux municipalités

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 27 pour venir en aide à certaines municipalités.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: Que l'article 21 de la loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus, 1941, chapitre 63), modifié par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 28, soit de nouveau modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant exempter, entièrement ou partiellement, toute corporation municipale ci-dessus mentionnée

de la contribution qu'elle est tenue de payer en vertu du présent article."

La législation que j'ai l'honneur de présenter s'ajoute à de nombreux gestes posés par le gouvernement provincial pour venir en aide aux municipalités de la province, pour les aider à soulager leurs dépenses et pour accorder une contribution supplémentaire à la jeunesse que le gouvernement de l'Union nationale favorise en construisant des écoles de métiers et des écoles techniques qui ne coûtent pas un sou aux villes. En vertu de la loi de l'enseignement technique, à l'article 21, le gouvernement du temps avait créé, pour les villes dans lesquelles on établissait des écoles techniques, la nécessité et l'obligation de porter une partie du fardeau de l'enseignement technique, tant dans le coût de la construction que dans celui de l'entretien de ces écoles.

Ainsi, la ville de Montréal devait contribuer \$75,000 par année; la ville de Québec, \$30,000; les villes de Trois-Rivières et Hull, \$10,000 par année. La loi présente, qui est précédée de la résolution que nous discutons présentement, a pour effet de donner au gouvernement le pouvoir de dispenser en tout ou en partie les municipalités de l'obligation de contribuer à l'enseignement technique dans la province. Il s'agit de soulager les municipalités des paiements qu'elles ont à faire pour les écoles techniques.

M. Ross (Montréal-Verdun) rappelle que les villes de Montréal, de Québec, Hull et Trois-Rivières doivent actuellement payer respectivement \$75,000, \$30,000, \$10,000 et \$10,000 par année. Il ajoute qu'en 1949, le gouvernement actuel, par un amendement à la loi, a imposé une contribution à la ville de Saint-Hyacinthe. Saint-Hyacinthe doit aussi payer \$10,000!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement de l'Union nationale n'a rien imposé à Saint-Hyacinthe pour l'École du textile. Le gouvernement, quand il a acquis, d'une corporation dont faisait partie le sénateur T.-D. Bouchard, un immeuble pour la nouvelle école, a trouvé que la ville avait été amenée par le sénateur à payer une contribution annuelle de \$10,000 pour établir une sorte de lycée laïque. C'était une obligation que le gouvernement actuel a été forcé d'accepter, mais il n'a rien imposé.

M. Ross (Montréal-Verdun): Dans l'amendement de 1949, on ne parle pas de cela.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

La ville de Saint-Hyacinthe avait accepté cette obligation de \$10,000 par année imposée par la corporation dont le sénateur Bouchard faisait partie. C'est tout. Tous les jours, le gouvernement reçoit des félicitations pour avoir établi l'École du textile. La loi actuelle a pour but de libérer toutes les villes des contributions aux écoles spécialisées opérées par le gouvernement de Québec, contributions qui leur avaient été imposées par les régimes libéraux précédents.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le projet de loi dit seulement que le gouvernement "peut" libérer les villes du paiement total ou partiel de la quote-part payable pour les écoles spécialisées. Ce n'est pas une obligation mais une permission. Mais le gouvernement va-t-il libérer les villes?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je renonce à faire comprendre au député ce dont il s'agit.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au ministre de la Jeunesse et du Bien-être social (M. Sauvé) quelles sont les quatre nouvelles écoles techniques, dont il fait mention.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Trois-Rivières, Sherbrooke, Chicoutimi et Rimouski.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si c'est l'intention du gouvernement d'exempter les municipalités, pourquoi ne l'indique-t-il pas dans la loi?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Parce que les contributions municipales ne sont pas payées aux mêmes dates. Nous voulons avoir le pouvoir de les libérer lorsque la date de paiement viendra. Pour se tranquilliser, le député n'a qu'à constater que nous n'avons pas imposé de contributions aux villes où nous avons établi de nouvelles écoles techniques.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit que le court laps de temps qu'on lui a laissé pour étudier la loi ne lui a pas permis d'étudier tout le régime des écoles techniques dans la province. Il lui est donc difficile de faire des affirmations précises. Cependant, il est sous l'impression que Montréal était favorable au paiement de sa contribution lorsqu'on fonda l'école technique. Pourquoi, aussi, le gouvernement n'a-t-il pas supprimé plus tôt cette contribution, libéré les municipalités concernées? Il en a eu l'occasion.

Pourquoi le bill ne prévoit-il pas une libération obligatoire? Pourquoi le gouvernement veut-il obtenir le pouvoir de libérer ou non les municipalités? Le gouvernement veut-il conserver le pouvoir discrétionnaire de supprimer la contribution pour amener les villes à comprendre la politique bienfaisante du gouvernement? On peut dire la même chose pour les autres municipalités.

Il (M. Marler) se dit très heureux d'un pareil dégrèvement de leurs obligations pour ces municipalités, mais il allègue que la loi actuelle ne comporte pas un dégrèvement des municipalités; le gouvernement demande tout simplement à l'Assemblée législative de lui transférer un pouvoir qui lui appartient, comme il l'a fait de façon régulière depuis 1948.

Dans ce cas-ci, veut-il obtenir un pouvoir qu'il ne possède pas sur les municipalités? La mesure devrait devenir une loi dès la sanction du gouverneur en conseil et ne pas être laissée à la décision du conseil des ministres qui déciderait de le faire seulement s'il le veut. Le cabinet peut exercer ses pouvoirs pour les villes qu'il favorise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est puéril de dire que l'on impose des obligations que ne comporte pas la loi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'aimerais mieux un dégrèvement immédiat. J'aurais beaucoup moins de souci avec mon honorable ami que je connais bien. En somme, c'est la liberté des corporations municipales qui est en jeu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition est trop intelligent pour penser ce qu'il dit.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre ne pense tout de même pas que je parle contre ma pensée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est peut-être sa pensée, mais ce n'est pas son opinion.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il y a là une distinction tellement mince que seul le premier ministre peut la saisir. Puisque le gouvernement dit qu'il a tellement de travail, en lui faisant dégrever immédiatement les municipalités, je lui rends service.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition veut-il attenter à l'autonomie du gouvernement?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): On ne peut en tout cas plus attenter à celle des ministres.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il ne comprend pas l'attitude du chef de l'opposition, étant donné que la loi est définitivement un gain qui favorise les municipalités, ce qui a été la politique du gouvernement après les avoir sauvées de la faillite à la fin du long règne du Parti libéral.

S'il n'y avait pas de changement, la situation serait celle qu'ont créée les libéraux, mais il y aura changement, et les municipalités seront dégreuvées de leurs obligations. Le chef de l'opposition a manifesté de l'inquiétude sur la portée de la loi. Mettons les choses au pire; cela continuerait comme avant. Mettons les choses au mieux, et beaucoup de gens y croient, le gouvernement libérera complètement les municipalités.

La municipalité de Montréal a accepté de payer \$75,000 pour avoir son école technique. Le chef de l'opposition a demandé pourquoi le gouvernement n'a pas agi plus tôt. C'est qu'il y avait bien à faire ailleurs. Mais nous avons dû bâtir d'autres écoles techniques, des écoles des arts et métiers, tant dans les districts de Québec, de Montréal, de Hull, de Trois-Rivières. Le gouvernement de l'Union nationale ne s'est pas contenté de doubler le nombre des écoles techniques dans la province, mais il a multiplié les écoles d'art et métiers sans qu'il n'en coûte un seul sou aux municipalités concernées. Des millions et des millions ont été dépensés en ces années-là pour organiser partout l'enseignement technique.

On a bâti ou on a agrandi des écoles déjà existantes. Ce fut à Sherbrooke, Chicoutimi, Rimouski, Shawinigan, Québec, Hull, Montréal, etc. Dans la métropole, particulièrement, le gouvernement a ouvert de nombreuses écoles du genre, par exemple, l'École de l'Est, l'École de Saint-Henri, l'École des métiers féminins, etc. Et nous n'avons pas chargé de contribution à Montréal. C'est bien l'intention du gouvernement de soulager les municipalités.

Avec les écoles spécialisées et les écoles techniques, nous, nous avons donné à la jeunesse du Québec la place qui lui revient partout, une place de choix aux postes-clés dans les industries de la province. On a pris les moyens pour que les jeunes de chez nous puissent occuper les positions-clés, dans le prodigieux développement de nos ressources naturelles. Nous mettons toutes les ressources de la province à la disposition de la jeunesse de chez nous.

(Rires du côté de l'opposition)

Ils rient. Mais devant la jeunesse, ils rient bien jaune. Il (l'honorable M. Sauvé) reproche aux

anciens libéraux d'avoir spolié la jeunesse québécoise, d'avoir laissé les fils de Québécois remplacés par des fils d'étrangers, des fils d'Anglais, des fils de Français.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne m'attendais pas, M. le président, que mes remarques nous attireraient un discours aussi formidable de la part du ministre, sur un projet de loi comme celui-ci.

L'honorable M. Labbé (Mégantic): Les rouges... pendant 40 ans...

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Depuis 12 ans que je suis ici, que je siège en Chambre, j'attends encore avec impatience le premier discours du ministre...

Voix à gauche: Discours, discours, discours!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition n'a pas de mémoire. Le député de Mégantic (M. Labbé) a déjà prononcé ici, en Chambre, plusieurs discours dont le chef de l'opposition m'a dit qu'ils étaient excellents.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) réplique qu'il constate avec regret, en entendant le premier ministre, que sa mémoire pourrait être infidèle.

Voix à gauche: Discours, discours, discours!

Les députés sont joyeux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) se lève.

L'honorable M. Labbé (Mégantic) est debout.

Des députés de l'opposition l'invitent à parler.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) se rassoit.

L'honorable M. Labbé (Mégantic): À l'invitation du chef parlementaire de l'opposition, je dois dire qu'il y a une loi dont je suis fier et qui a été passée pendant que j'étais ici comme député de Mégantic. C'est la loi de la protection des maladies industrielles, et les ouvriers de mon comté m'en ont rendu le témoignage.

M. Lafrance (Richmond) se lève pour répondre au député de Mégantic (M. Labbé).

M. le président rappelle le représentant de Richmond (M. Lafrance) à l'ordre

M. Lafrance (Richmond) dit qu'il répondra au ministre plus tard.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Un courriériste parlementaire, dit-il avec humour, a 85 ans⁸. Il est courriériste parlementaire depuis 60 ans⁹ et une célébration¹⁰ a été organisée en son honneur.

Les députés de la Chambre rient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Par conséquent, nous ne siégeons pas ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures¹¹.

NOTES

1. Il est indiqué dans *Le Devoir* du 12 décembre 1952, à la page 1, que le chef de l'opposition fait son intervention avant de passer à l'ordre du jour.

2. *L'Action catholique* du 12 décembre 1952, à la page 1, rappelle que des malheureux incidents "se

sont produits hier matin, à Louiseville, où une grève du textile dure depuis le 10 mars 1952 et affecte 800 à 900 ouvriers". On fait référence, dans *La Patrie* du 12 décembre 1952, à la page 1, au fait que l'acte de l'émeute a été lu "à la suite de l'explosion d'un autobus". Le juge Omer Rinfret, juge de paix à Louiseville, écrit-on encore, "se rendit personnellement en face de l'usine à la rentrée des employés de l'Associated Textile hier matin, et, à la vue des quelque 200 hommes qui marchaient sur l'usine, il ordonna à l'agent Benoit de faire lecture de l'acte" qui prohibe tout piquetage et rassemblement de plus de deux personnes. Un couvre-feu est également imposé. Il s'ensuivit différents incidents au cours desquels un homme a été blessé par balle. On écrit dans *The Montreal Daily Star* du 12 décembre 1952, à la page 4: "La dernière fois que la loi contre les émeutes a été lue dans la province de Québec, ce fut le 5 mai 1949 à Asbestos."

3. Il est "un membre du syndicat qui est impliqué dans la grève", d'après *The Montreal Daily Star* du 12 décembre 1952, à la page 5.

4. On précise dans *Le Devoir* du 12 décembre 1952, à la page 1: "À peine, le premier ministre avait fini de parler, que M. Gaston Ledoux, député de Shefford, chef ouvrier, se levait pour adresser la parole." Selon *L'Action catholique* du 12 décembre 1952, à la page 1, le député de Shefford était le président de la Fédération nationale du textile au début de la grève. Il l'a été de 1945 à 1952. Il fut également directeur de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada de 1946 à 1948 et premier vice-président de 1948 à 1952.

5. *Le Canada* du 12 décembre 1952, à la page 8, mentionne qu'il y "eut des protestations irritées de la part des libéraux, particulièrement de M. Émilien Lafrance (Richmond)".

6. Le journaliste de l'édition du *Montréal-Matin* du 12 décembre 1952, à la page 5, indique que le premier ministre poursuit "avec humeur". M. Duplessis fait un jeu de mot: *La Presse* a un plus grand tirage que *Le Devoir*.

7. Dans *Le Soleil* du 12 décembre 1952, à la page 10, on écrit plutôt l'expression anglophone "turnpike".

8. Il s'agit de Abel Vineberg, correspondant du quotidien anglophone *The Gazette*. *L'Action catholique*

du 12 décembre 1952, à la page 27, affirme: "Inutile d'ajouter que M. Vineberg, tout en étant le doyen de la galerie, n'a pas ces âges patriarcaux". Il était de notoriété publique que Vineberg était "le confident laïc de M. Duplessis", écrit Pierre Laporte.

9. *The Gazette*, dans l'édition du 12 décembre 1952, à la page 1, parle plutôt de 62 années d'expérience comme journaliste et comme correspondant parlementaire à l'Assemblée législative depuis 1913.

10. *L'Action catholique* du 12 décembre 1952, à la page 3 et 27, donne quelques détails. La célébration se tient au Café du Parlement. Parmi les invités, on retrouve le "premier ministre, le chef de l'opposition, les membres du cabinet, les conseillers législatifs, les députés et les vedettes du monde journaliste de la province". On célèbre alors Abel Vineberg qui "prendra bientôt sa retraite après 45 ans de journalisme, dont 40 ans comme courriériste parlementaire à Québec." Le journaliste semble très près du premier ministre. Ce dernier dit le connaître depuis 30 ans et le chef de l'opposition avance, pour sa part, qu'il a "cru constater dans ses écrits une légère partialité pour mon ami, le premier ministre".

11. On écrit dans *La Presse* du 12 décembre 1952, à la page 51, que la Chambre s'ajourne "dans une atmosphère très gaie".

Séance du vendredi 12 décembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Double mandat
à la Chambre haute**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 concernant la Législature.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Comptes publics 1951-1952

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics pour l'exercice clos le 31 mars 1952*. (Document de session no 15)

Projets de loi:

Aide aux municipalités

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 27 pour venir en aide à certaines municipalités.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé), à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

Que l'article 21 de la loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus, 1941, chapitre 63), modifié par l'article 5 de la loi 13 George VI,

chapitre 28, soit de nouveau modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant exempter, entièrement ou partiellement, toute corporation municipale ci-dessus mentionnée de la contribution qu'elle est tenue de payer en vertu du présent article."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le sénateur T.-D. Bouchard n'a rien eu à faire là-dedans, d'après les Statuts. Lorsque des contributions furent imposées aux villes en 1919, l'opposition conservatrice a voté avec le gouvernement libéral. De 1936 à 1939, le gouvernement Duplessis n'a pas apporté de dégrèvement aux villes à ce sujet.

Aujourd'hui, le gouvernement, avec des budgets de \$275,000,000 que l'administration provinciale dépense au cours d'un exercice financier, peut bien dégrever. Il n'en coûterait pas beaucoup au gouvernement d'exempter immédiatement les municipalités de leurs versements annuels pour les écoles techniques. D'ailleurs, ces versements ne s'élèvent, au total, qu'à \$125,000 ou \$135,000 par an.

Pourquoi le gouvernement n'a pas déjà libéré les municipalités de leur fardeau en contribuant aux écoles techniques? Il (M. Marler) craint que le gouvernement va tenter d'imposer ses volontés aux municipalités avec cette loi qui lui permet, à son gré, dit-il, de dégrever, en tout ou en partie, les villes de leur contribution aux écoles techniques. Il y a une grande distinction entre une loi qui abolit tout de suite une redevance et un bill qui transporte, de la Législature au Cabinet des ministres, le pouvoir de le faire.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition tente encore de défendre les œuvres des anciens régimes, des gens, qu'hier encore ils faisaient mine de n'avoir jamais connu. Sans doute que l'opposition du temps a voté en faveur de l'imposition de la contribution, mais elle l'a fait parce que c'était là le seul moyen d'arracher l'école technique au gouvernement d'alors.

Le chef de l'opposition se demande pourquoi nous n'avons pas aboli plus tôt cette contribution? Je vais le lui dire. À Québec, nous avons fait des dépenses de capital de \$494,996 à l'École technique et nous lui consacrons un budget annuel de \$375,000 pour l'entretien. Pour augmenter l'espace mis à la disposition des élèves à cet endroit, nous avons logé

ailleurs l'École de l'automobile, au coût de près de \$300,000, plus un budget annuel considérable. À Québec seulement, nous avons dépensé plus de \$2,000,000 pour l'enseignement spécialisé.

À Montréal, les chiffres sont les suivants: École technique, \$526,657 de dépenses de capital, plus un budget de \$482,000 par année; École centrale des arts et métiers, plus d'un demi-million, pour en faire une véritable université ouvrière; École technique de Maisonneuve, \$400,000, plus un budget de \$135,000; École Octave-Crémazie, \$139,000, plus un budget de \$159,000; École de Saint-Henri, \$600,000, plus un budget de \$139,400.

À Trois-Rivières, plus de \$800,000 de dépenses de capital pour l'École technique, plus un budget annuel de \$425,000.

À Hull, l'École technique a reçu \$200,000, plus un budget de \$182,000.

Dans toute la province, nous avons fait des investissements de plus de \$6,000,000 pour bâtir, agrandir, aménager des écoles techniques, et nous avons dépensé un montant double pour l'entretien de ces établissements et de leur personnel. Voilà pourquoi nous avons attendu à cette année pour faire disparaître la contribution des municipalités.

Le chef de l'opposition trouve mauvais que le Conseil des ministres veuille avoir le pouvoir d'agir à sa discrétion? Nous avons un mandat du peuple à cet effet et nous voulons juger des circonstances avant de prendre une décision. Il (l'honorable M. Sauvé) demande à l'opposition d'admettre que le gouvernement actuel a, surtout depuis 1944, fait un effort gigantesque, tout mis en œuvre, par la multiplication d'écoles techniques, d'écoles d'arts et métiers et d'écoles d'enseignement spécialisé, pour outiller la jeunesse du Québec pour qu'elle occupe la place qui lui revient, c'est-à-dire la première.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je me demande, après tout ce que le ministre vient de dire, pourquoi le gouvernement n'a pas fait quelque chose de semblable de 1936 à 1939. En fait, la raison est visible.

Le gouvernement avait alors un budget annuel de \$40,000,000 à \$50,000,000. Il est normal que le gouvernement provincial actuel ne fasse plus rien payer aux municipalités. Le problème des autorités d'autrefois n'était pas le même. Elles ne pouvaient compter que sur un budget réduit. L'année de la fondation, par les libéraux, de la première école technique de la province, l'École technique de Montréal, soit en 1907, le gouvernement avait des revenus annuels encore moindres. Plus tard, ils en

construisaient trois autres. Et, dans chaque cas, les municipalités intéressées furent appelées à contribuer par le régime libéral. Le budget provincial était minuscule par rapport au budget de maintenant. Ce n'est qu'à partir de 1945 que le budget a pris de l'expansion, par suite des conditions d'après-guerre et de l'inflation. Il n'était pas de moins de \$105,000,000 en 1945. Il est maintenant de \$300,000,000.

Aujourd'hui, ce n'est pas suffisant. Le bill ne règle pas définitivement le cas des municipalités qui paient pour leurs écoles techniques, mais confère seulement ce pouvoir au gouvernement. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement ne veut pas dire: nous dégrevons aujourd'hui les municipalités.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je félicite le chef de l'opposition d'avoir passé une partie de la nuit à scruter les vieux rapports concernant les écoles techniques. Ses études n'ont rien changé à ce qui a été dit hier. L'opposition compte maintenant une nouvelle aile qui, depuis le début de la session, s'ingénie à faire croire qu'elle est une édition nouvelle, une édition 1952.

Le chef de l'opposition a fait tout un discours pour justifier les tactiques des anciens gouvernements, pour les justifier d'avoir imposé des contributions aux municipalités. Le chef de l'opposition a dit que les budgets étaient plus petits autrefois. C'est vrai. Mais les budgets des municipalités étaient également plus petits. La municipalité de Montréal, par exemple, n'avait pas le budget d'aujourd'hui.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): En fait, le budget n'a commencé à augmenter appréciablement qu'à partir de 1945.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a commencé à construire des écoles techniques sans faire payer les municipalités. Si nous avions continué ce qui se faisait auparavant, nous aurions dû exiger des municipalités des contributions annuelles de \$100,000, \$125,000, et \$150,000. Le gouvernement a eu trop à faire pour développer l'enseignement technique. Le gouvernement a fait de la petite école technique établie autrefois à Montréal la plus grande école technique de tout l'Empire britannique et l'a entourée de tout un réseau d'écoles d'arts et métiers.

À Trois-Rivières, non seulement on a agrandi l'École technique au coût de \$828,455, mais on y a ajouté l'École de papeterie la mieux organisée au monde, ainsi qu'une École des textiles. On a aussi consacré \$200,000 à l'expansion de l'École

technique de Hull. Depuis 1945, le gouvernement a investi plus de \$6,000,000 pour les écoles techniques.

Si le gouvernement actuel n'a pas parlé plus tôt d'exempter les municipalités obligées de payer pour leurs écoles techniques, c'est parce qu'il a fallu au moins trois ans - c'est que ça prenait tout ce temps - pour faire l'inventaire de toute la mauvaise succession que nous avons reçue des gouvernements libéraux.

En 1944, nous nous sommes mis à l'œuvre...

M. Lafrance (Richmond): Répétition!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je le répète pour que le député comprenne. Pendant 45 ans, les gouvernements libéraux n'ont rien fait. Nous ne craignons pas de comparer notre œuvre à celles des éditions successives de nos amis d'en face, que ce soit celle de 1905, 1920, 1936 ou même 1952...

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Édition de poche...

(Protestations à gauche)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Tout cela ne signifie pas que la Législature doive transférer ses pouvoirs au Conseil exécutif. Et c'est le point essentiel de la résolution.

Il (M. Marler) reproche au gouvernement de se faire donner par la Chambre des pouvoirs législatifs qui relèvent de l'Assemblée, méthode qu'il a pratiquée depuis 1948. Il voudrait que le gouvernement demande à la Chambre de dégrever, sans plus, les municipalités de cette charge.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Dupré), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"La résolution relative au bill 27 pour venir en aide à certaines municipalités soit renvoyée de nouveau au comité plénier avec instruction de la modifier en précisant l'exemption à être accordée aux corporations municipales et supprimant toute discrétion de la part du lieutenant-gouverneur en conseil."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
Hors d'ordre.

Une voix à gauche: On le savait!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La politesse comme le quorum est requise en Chambre.

Il (l'honorable M. Duplessis) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il devrait être présenté par un ministre seulement, sur recommandation préalable du lieutenant-gouverneur, suivant les dispositions des articles 538 et 548 du Règlement.

La demande du député de Montréal-Verdun (M. Ross) a un aspect financier, et toute suggestion affectant les finances de la province doit émaner d'un ministre, d'après le Règlement.

M. Ross (Montréal-Verdun): La remise des contributions ne sera peut-être pas accordée par le gouvernement.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, décide qu'il n'y a aucun doute que la mesure actuelle est bien de celles où les finances de la province sont en jeu, avec la conséquence que l'amendement proposé devrait être présenté par un ministre, avec recommandation préalable du lieutenant-gouverneur, tel que prescrit par les articles 155, 483, 528 et 548 du Règlement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bertrand, Boudreau, Chartier, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage,

Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Poirier, Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thuot, 51².

Contre: MM. Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion proposant que la résolution soit maintenant agréée est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bertrand, Boudreau, Chartier, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Poirier, Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thuot, 51³.

Contre: MM. Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 27 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 pour venir en aide à certaines municipalités soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bertrand, Boudreau, Chartier, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Poirier, Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thuot, 51⁴.

Contre: MM. Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose la troisième lecture sur le champ.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'objecte et demande de reporter la troisième lecture à sa prochaine séance.

Adopté.

Cardinal Léger

M. l'Orateur communique à la Chambre et puis dépose le message suivant:

Cité du Vatican
10 décembre 1952

Président de l'Assemblée législative,
Province de Québec, Québec

Sa Sainteté informée de l'hommage unanime de l'Assemblée législative à l'occasion de la prochaine élévation au cardinalat de monseigneur Léger, archevêque de Montréal, apprécie ce geste déférent envers le siège apostolique et me charge de transmettre à Votre Excellence et à ses honorables collègues l'assurance de son auguste satisfaction.

Montini,
prosecrétaire

(Document de session no 16)

(Toute la députation applaudit)

Projets de loi:

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) fait la revue de la question du droit d'appel, dans la

province, depuis son origine à nos jours. Sacré, dit-il, le droit de pouvoir interjeter appel! Le projet de loi du gouvernement porte atteinte à ce droit.

En effet, le bill no 26 stipule qu'on pourra interjeter appel devant la Cour supérieure seulement dans le cas de réclamations de \$400 au moins. Jusqu'à présent, le minimum était fixé à \$200. Dans les autres provinces du pays, notamment en Ontario, on peut en appeler dans toutes les causes où le montant en jeu est supérieur à \$200; dans certaines provinces, le minimum est de \$100 et dans la majorité, il n'y a même pas de minimum. Le minimum de \$200 n'est exigé que dans les causes plaidées devant la Cour chargée de régler les causes de successions, en Ontario.

Au Québec, le gouvernement veut restreindre davantage le droit d'appel, qui l'était déjà plus qu'ailleurs. Il ne faut pas oublier que, dans une cause de près de \$400, les frais dépassent souvent le capital en jeu et que l'intérêt de l'appelant est de l'ordre de quelque \$1,000.

Le premier ministre a déclaré qu'il apportait cet amendement à la demande de certains juges de la Cour d'appel. J'ai été surpris, renversé, de constater que le gouvernement n'avait même pas consulté le Barreau de la province de Québec, dont les intérêts en la matière sont pourtant légitimes. Je crois que la magistrature de la province est au service du Barreau et non le Barreau au service de la magistrature.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La magistrature est au service des justiciables et de la justice.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Ce que je veux dire, c'est qu'en France, la magistrature va continuellement consulter le Barreau, les principaux intéressés. Le gouvernement le fait aussi quand il s'agit d'amendements au Code de procédure civile ou autres, surtout quand il s'agit de changements radicaux comme le présent, qui peut causer des embarras considérables aux plaideurs. Le gouvernement prétend qu'il y a trop d'ouvrage en Cour d'appel.

Au lieu de présenter des amendements de cette nature, je crois qu'on devrait songer d'abord à réorganiser la Cour d'appel pour séparer nettement le civil du criminel: organiser, par exemple, un banc de juridiction civile et un banc de juridiction criminelle. Les délais seraient moins longs, le travail des juges serait facilité et la justice aurait fait un grand pas dans la province de Québec.

Mais qu'on ne prive pas les justiciables d'un droit d'appel qui existe depuis des siècles. Le

nouveau système sera particulièrement injuste pour les défendeurs. Si le premier ministre consulte le Barreau de la province, il verra que l'opinion des membres de la profession légale n'est pas conforme à cette législation. Le droit d'appel ne joue pas de la même façon à l'égard des deux parties. L'immense majorité des causes sont des réclamations en dommages.

Or, pour s'assurer un droit d'appel, des plaideurs seront tentés d'enfler leurs réclamations; par contre, un plaideur, ayant perdu sa cause dans le cas d'une réclamation de moins de \$400, ne pourra rien faire pour se ménager un droit d'appel. Si la réclamation est trop basse, il devra accepter le jugement de la Cour inférieure. La restriction du droit d'appel est susceptible de causer de graves injustices et préjudices.

M. Ross (Montréal-Verdun): Dans les autres provinces, le droit d'appel commence généralement dès que le montant réclamé dépasse \$100. Aujourd'hui, dans la province, ce droit était déjà limité, puisque le montant devait être de \$200. Et voici qu'on porte le montant à \$400. Et on limite l'appel d'une autre façon, puisque ce montant ne sera plus celui de la demande, mais la différence entre la réclamation et le montant adjugé. Si l'on ajoute les frais, l'intérêt réel de l'appelant dans le litige en appel devra être beaucoup plus que \$400.

On aurait dû consulter le Barreau de la province sur un amendement aussi important. Il y a encombrement des rôles de la Cour d'appel et il y aurait peut-être lieu de songer à améliorer l'organisation de cette cour. Cette limitation du droit d'appel est injuste et elle est également relative, parce que la Cour d'appel a un droit illimité d'accorder le droit d'en appeler devant elle.

M. Cournoyer (Richelieu): Le bill à l'étude bouleverse un système d'appel qui existait depuis 1785 et toute la jurisprudence qui s'y rattache. Et l'on nous présente ce bill sans avoir consulté personne. Le gouvernement, dans sa science infuse, nous presse d'adopter ce projet de loi qu'il a déposé hier après-midi et que pas un seul électeur de la province n'a jamais réclamé. Le gouvernement fait souvent diligence pour présenter les lois, mais cette fois, il nous prend littéralement par surprise. Voici un bill qui limite les droits des citoyens. Il s'agit d'une loi d'importance primordiale...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le chef de l'opposition qui m'a demandé de présenter cette loi, ce matin.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce n'est pas à proprement parler une demande que j'ai faite au premier ministre.

M. Cournoyer (Richelieu): Je ne discute pas; je pense que vu que c'était la loi que nous nous étions le mieux préparés à discuter, ce qui ne veut pas dire que nous l'étions tout à fait, le chef de l'opposition, il a opté pour cette loi. Mais un fait demeure: depuis quelque temps, nous sommes littéralement bombardés de projets de loi que nous avons à peine le temps d'examiner. En voici un autre! Il est d'une importance tout à fait exceptionnelle qui ne doit pas échapper au premier ministre. Il bouleverse notre système d'appel.

On veut que le montant en litige ne soit plus le montant demandé, mais le montant accordé par la Cour supérieure. De plus, on porte le montant de base de \$200 à \$400. On ne peut accepter cette loi. Elle bat en brèche notre droit français, que le solliciteur général (l'honorable M. Rivard), éminent professeur d'université, défend toujours avec force, ce dont je l'approuve. Il ne veut pas qu'on y change un iota; et voilà qu'aujourd'hui, le gouvernement vient tout bouleverser avec sa loi...

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Puis-je poser une question au député? Peut-il soutenir que l'appel soit inspiré du droit français?

M. Cournoyer (Richelieu): Certainement. C'est mon opinion et je la partage, comme on a déjà dit.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): C'est du droit statutaire, tout simplement.

M. Cournoyer (Richelieu): Il est en tout cas inconcevable que, sans consulter les organismes juridiques, on présente une telle loi; nous ne pouvons l'accepter sans consulter le Barreau. Le premier ministre nous donne le texte de la loi. Il nous demande de comprendre en laissant entendre que, si on ne comprend pas assez vite, on ne prendra pas le train de 2 heures pour Montréal...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit cela. Cette loi est simple, elle ne demande pas de lumière spéciale pour la comprendre.

M. Cournoyer (Richelieu): Je préfère consulter des personnes compétentes. L'opposition aimerait au moins à consulter les avocats avant l'adoption de ce projet de loi...

Une voix à droite: Vous voulez consulter M. Lapalme?

M. Cournoyer (Richelieu): Certainement, M. Lapalme et d'autres aussi. Parce que l'opposition ne se comporte pas comme le voudrait le premier ministre et remplit son rôle. On force la Chambre à siéger à 3 heures. On aurait pu siéger hier soir. Et d'ailleurs, il est 1 heure. Je demande au président d'ajourner...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas 1 heure⁵.

M. Cournoyer (Richelieu): Je me résume. Cette loi désorganise tout notre système d'appel. À 1 heure précise, il (M. Cournoyer) propose l'ajournement du débat.

Adopté.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

La Chambre reprend le débat ajourné ce jour sur la motion du premier ministre, à l'effet que le bill 26 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Cournoyer (Richelieu) termine son argumentation en demandant au gouvernement de suivre l'exemple d'Ottawa et de profiter de la circonstance pour supprimer, dit-il, la pétition de droit⁶, pour donner aux citoyens la permission de poursuivre la couronne tout comme les citoyens.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le bill implique un principe tout à fait nouveau, parce qu'on mesurera le droit à l'appel par l'intérêt de l'appelant dans le litige, pourvu que cet intérêt ait une valeur d'au moins \$400. Cela portera les gens à augmenter les montants réclamés, pour s'assurer un droit d'appel; c'est un changement trop radical et une injustice. Nous ne pouvons pas accepter ce projet de loi et nous voterons contre.

Supposons qu'à la suite d'un accident d'auto, un demandeur subisse des dommages pour \$500. Pour être sûr de conserver son droit d'appel, il poursuivra pour \$1,500. Le défendeur va se trouver mal placé. Si la Cour supérieure se trompe, il se verra privé de son droit d'appel. Supposons une

poursuite sur billet et que le défendeur plaide compensation. Si la poursuite est de \$1,500 et qu'il y a compensation pour \$1,200, il y aura jugement pour \$300. Et le demandeur aura perdu son droit d'appel. Le bill ne comporte pas même une disposition pour consacrer les droits de ceux qui ont des causes pendantes.

Ce changement dans la façon de procéder va éliminer plusieurs appels. Il s'agit là d'un mauvais principe. Il n'a rien contre l'augmentation du minimum établi pour le droit d'appel, mais changer les fondements de la procédure est une toute autre chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche à l'opposition de parler inutilement. Nous ne siégeons que trois jours par semaine, dit-il. Et nos honorables amis ont eu amplement de temps pour étudier la loi, puisque la Chambre n'a pas siégé la veille au soir. Ils ont, de plus, les services d'un officier en loi. L'opposition s'est attaquée surtout à la clause du bill qui a trait au droit d'appel. On a aussi reproché au gouvernement de n'avoir pas consulté le Barreau. Les lois ne doivent pas être soumises à un corps en particulier, mais elles doivent s'inspirer de l'intérêt général.

Dans le cas présent, le premier ministre, les membres du gouvernement et ses légistes ont assez d'expérience légale et administrative pour apprécier ce qu'il y a à faire. Je suis membre du Barreau moi-même depuis 39 ans. J'ai pratiqué régulièrement ma profession, une profession que j'aime, jusqu'à ce que j'en vienne à occuper un poste important dans l'administration. Et j'ai dans la préparation des lois une expérience qui doit compter pour quelque chose, il me semble.

On a prétendu que le bill porte atteinte au droit qu'ont les plaideurs, d'interjeter appel. Le droit d'appel demeure dans la plupart des cas. La Cour d'appel n'intervient que rarement dans les causes où il y a appel sur les faits. Voilà une réponse au cas d'accident d'auto soumis par le chef de l'opposition. Dans les accidents d'auto, c'est généralement la question de fait qui est en jeu. De plus, la Cour d'appel n'intervient à peu près jamais sur les questions de fait.

Actuellement, trop de plaideurs recourent aux appels comme à des mesures dilatoires; or les retards sont préjudiciables aux parties en question. Je connais même des cas pathétiques de ces procédures dilatoires. Des réclamations bien fondées ont traîné en Cour et provoqué la ruine de certaines personnes. Le but de la loi est de réduire le nombre des appels, d'empêcher les mesures dilatoires, d'accélérer

l'administration de la justice, de donner justice à tout le monde. Trop de personnes utilisent les tribunaux pour remettre à plus tard l'application des jugements. Le chef de l'opposition a cité un cas de compensation. Les compensations de plein droit sont excessivement rares. Il y a toujours lieu de recourir à la demande reconventionnelle. Il n'en coûte pas plus cher de prendre une action pour \$400 que d'en prendre une pour \$800.

Ce sont d'ailleurs les juges de la Cour d'appel qui ont demandé au gouvernement de modifier la législation. Il y a notamment le juge en chef qui est un homme rempli d'expérience. Cet amendement au Code de procédure aidera d'abord les pauvres. Il (l'honorable M. Duplessis) profite de l'occasion pour faire l'éloge du juge Antonin Galipeault. Il nous a fait, dit-il, cette suggestion et nous l'avons étudiée.

Deux cent dollars, autrefois, ça valait encore plus que \$400, aujourd'hui, de sorte que le changement de montant pour le droit d'appel ne doit effrayer personne. Nous voulons empêcher les abus. C'est une loi qui s'impose. Je crois que cette loi est justifiable et qu'elle évitera une foule d'abus, en empêchant les appels dilatoires. Elle ne diminue pas le droit d'appel, mais le rend plus efficace.

Une voix de l'opposition demande alors le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bertrand, Chartier, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Pouliot, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Tellier, Thuot, 46.

Contre: MM. Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 19.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 26 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) On va trop loin trop rapidement. Qu'on donne au moins à la Cour d'appel le pouvoir d'accorder l'appel en bas de \$400.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On va encore en profiter pour retarder indûment les procédures. Ce sera encore plus facile, car il n'y aura qu'à faire une requête pour permission d'en appeler, ce qui coûte moins cher que l'appel même. La loi a pour but d'aider les pauvres. Les délais et les procédures dilatoires constituent une peste, un danger pour la justice.

Si, dans certains cas, la loi peut avoir des inconvénients, elle offre plus d'avantages. Ce n'est pas une loi définitive que nous passons, aujourd'hui. Nous allons l'essayer. De toute façon, on pourra l'amender si on s'aperçoit qu'à l'application elle n'atteint pas son but. Mais je répète que nous n'avons en vue que de faire disparaître les délais trop nombreux.

De tous les arguments apportés par l'opposition, un seul mérite d'être retenu, celui qui voulait que toutes les causes inscrites aujourd'hui en Cour supérieure puissent être portées en appel nonobstant la nouvelle loi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande si les juges de la Cour d'appel ont suggéré exactement ce que contient la clause 7.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils ont suggéré d'abolir les appels en bas de \$1,000, mais le gouvernement n'a pas voulu aller aussi loin.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) suggère qu'on établisse deux cours d'appel; un banc civil et un banc criminel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Aujourd'hui, le malheur, c'est qu'il y a peut-être trop de bancs et pas assez de juges.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) est en faveur de l'abolition de la pétition de droit. Le temps n'est pas venu pour le gouvernement, dit-il, de mettre fin à ce système et à cette procédure surannée, étant donné que la couronne s'immisce maintenant dans tous les domaines et qu'elle devrait être considérée comme un citoyen ordinaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En ce qui me concerne personnellement, je ne demanderais pas mieux que d'être débarrassé de cette affaire-là et de ces requêtes. À l'heure actuelle, je dirai tout de suite que, lorsqu'il y a un doute raisonnable, nous donnons aussitôt la permission au pétitionnaire, à celui qui veut poursuivre.

Tout ceci part d'un vieux principe constitutionnel qui dit que "The king can do no wrong" ("Le roi n'a jamais tort") et, si vous voulez poursuivre le gouvernement fédéral, par exemple, il vous faudra un texte très précis pour y arriver. Il y aura probablement lieu de trouver un moyen pour faciliter aux particuliers le moyen de poursuivre le gouvernement, mais ça comporte des dangers. Il y a des gens qui s'ingénient à multiplier les actions. Je suis actuellement à étudier, avec les officiers juridiques du gouvernement, un moyen pour débarrasser le gouvernement et le procureur général des pétitions de droit et la remplacer, peut-être, par une requête à la Cour. Ces pétitions sont, à chaque année, très nombreuses.

Je me demande si la solution sera peut-être de charger un juge en chef ou au juge doyen de la province d'approuver ou de rejeter ces pétitions de droit. À tout événement, nous étudions la chose. Nous cherchons.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien y a-t-il eu de pétitions, l'an dernier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une quarantaine environ, ce n'est pas beaucoup.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien ont été refusées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je l'ignore, mais nous donnons le bénéfice du doute à celui qui veut avoir le droit de poursuivre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le vieux principe constitutionnel du "The king can do no wrong" ("Le roi n'a jamais tort") a subi des altérations, depuis quelques années, et n'est plus conforme aux temps que nous traversons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, surtout depuis l'abdication d'Édouard VIII...

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il y a quelque chose d'anormal dans le fait que l'acceptation ou le rejet d'une pétition de droit dépend uniquement d'une étude plus que sommaire de la question en jeu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce que je trouve plus anormal et étrange, c'est que le procureur général, comme ministre et membre d'un gouvernement, juge une chose concernant ce même gouvernement, afin de décider si le gouvernement sera ou non poursuivi. Il y a sûrement lieu de faire des changements. Le procureur général est un peu comme Radio-Canada. Mais ce n'est tout de même pas pire que Radio-Canada qui, d'un côté, fait, à l'heure actuelle, concurrence aux postes privés et, de l'autre, juge ses compétiteurs et est appelé à jouer le rôle d'arbitre chez ses concurrents.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le premier ministre ne serait-il pas en faveur de déclarer le samedi jour non juridique pour les cours?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ma réponse c'est non! Et non! Carré! Ce n'est pas le moment, alors que la province se développe, où les carrières se font plus nombreuses et qu'il y a tant de choses à accomplir, d'encourager la fainéantise. Et fermer les cours de justice le samedi. Il y a 168 heures dans une semaine et le Créateur a dit: "Tu travailleras à la sueur de ton front". À part le Jour du Seigneur, il reste 144 heures et 48 pour travailler, là-dessus, ça n'est pas trop. Le samedi, on doit travailler comme les autres jours.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La plupart des bureaux sont maintenant fermés le samedi et, à Montréal, nous éprouvons des difficultés excessives à embaucher du personnel quand il s'agit de travailler le samedi. Je travaille personnellement le samedi et j'ai tenu mon bureau ouvert le samedi, alors que plusieurs autres fermaient; mais le samedi, même les clients ne viennent pas!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Alors, c'est un malheur pour Montréal. Il ne peut y avoir de véritable prospérité sans esprit de travail. Au-dessus de toutes nos lois humaines, il y a la grande loi du travail: "Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front". Il faut travailler pour gagner son salut et il faut travailler aussi pour gagner sa vie. La seule raison de l'amendement, c'est qu'une règle de pratique existe déjà en vertu de laquelle ce qu'on peut faire le samedi, on peut également le faire le lundi.

Les articles 1 à 65 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 66 qui se lit comme suit:

"66. L'article 7 de la présente loi n'affecte pas les causes pendantes susceptibles d'appel à la date du 15 décembre 1952 devant la Cour du banc de la reine."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande au premier ministre, comme l'avant-dernier article du bill prévoit qu'une fois mise en vigueur la nouvelle loi n'affectera pas les causes de moins de \$400 actuellement pendantes devant la Cour supérieure, s'il ne serait pas préférable de fixer une date plus définie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

admet que c'est là une critique sérieuse et il présente lui-même un amendement à l'article 65, disant que les nouvelles dispositions ne concerneront pas les causes pendantes à compter du 15 décembre, afin de ne pas affecter les droits de ceux qui ont déjà lié litige.

L'article 65 est amendé et se lit désormais comme suit:

"65. L'article 7 de la présente loi n'affecte pas les causes intentées avant le 15 décembre.

L'amendement est adopté.

L'article 65, ainsi amendé, est adopté.

L'article 66 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 26 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé. La troisième lecture du bill est remise à sa prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

10 décembre 1952

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill B modifiant la loi 15-16 George VI, chapitre 20, qu'il la prie d'agréer.

Projets de loi:**Candidature aux élections provinciales**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill B modifiant la loi 15-16 George VI, chapitre 20, soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill B soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill B sans l'amender.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Il riposte ainsi au ministre du Bien-être social et de la jeunesse (l'honorable M. Sauvé), qui avait dit, la veille, lors du débat de la séance du 11 décembre 1952, que le sénateur "avait imposé à la ville de Saint-Hyacinthe une contribution de \$10,000 par année pour son école technique", écrit-on dans *Le Soleil* du 12 décembre 1952, à la page 19.

2. *Le Soleil* du 12 décembre 1952, à la page 19, fait plutôt mention de 52 députés qui ont voté d'une manière favorable.

3. Voir note 2.

4. Voir note 2.

5. Le journaliste du quotidien *Le Devoir* du 13 décembre 1952, à la page 3, mentionne: "L'horloge marquait en effet 12 h 58."

6. "Le bill no 26 prévoit qu'après avoir obtenu une réponse favorable à une pétition de droit, un citoyen pourra poursuivre la couronne soit en Cour supérieure, soit en Cour du magistrat selon l'importance de la réclamation. Jusqu'à présent, on poursuivait la couronne en Cour supérieure" précise-t-on dans *L'Événement-Journal* du 13 décembre 1952, à la page 3. On ajoute également: "On sait qu'actuellement, dans la province, quand un citoyen veut poursuivre la couronne en justice, il doit commencer par en demander la permission à cette même couronne. La demande se fait dans la pétition de droit."

Séance du mardi 16 décembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte de la cité de
Saint-Hyacinthe**

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Taxe de vente
à Plessisville**

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. Roy), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition du village de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi autorisant la corporation du village de Plessisville à imposer une taxe de vente de deux pour cent, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- du village de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi autorisant la corporation du village de Plessisville à imposer une taxe de vente de deux pour cent.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 198 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

- bill 181 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Votre comité recommande de prolonger au 29 janvier 1953, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Charte de la ville de
Saint-Laurent**

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 181 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte de la cité de
Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 198 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 198 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'avis que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Jean-Fidèle Bernard, demandant l'adoption d'une loi clarifiant certains titres;
- du village de Ville-Marie, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Ville-Marie.

Votre comité est d'opinion que la pétition des religieuses Carmélites, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Les Moniales Carmélites Déchaussées est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par les pétitionnaires est régulier et conforme à la pétition, mais que cette pétition n'a pas été annoncée, et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Votre comité recommande de prolonger au 29 janvier 1953, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Jean Fidèle Bernard

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Chartier), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 209 concernant une propriété de Jean Fidèle Bernard.

Adopté.

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 209 concernant une propriété de Jean Fidèle Bernard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ville de Ville-Marie

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Rouyn-Noranda (M. Dallaire), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 210 constituant en corporation la ville de Ville-Marie.

Adopté.

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 210 constituant en corporation la ville de Ville-Marie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Moniales Carmélites Déchaussées

M. Roche (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 211 constituant en corporation les Moniales Carmélites Déchaussées.

Adopté.

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 211 constituant en corporation les Moniales Carmélites Déchaussées.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Représentation exclusive à Québec ou à Ottawa

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 concernant la Législature soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande au premier ministre si cette loi ne va pas trop loin, relativement aux pensions dont il est question à l'article 67 du chapitre 4 des Statuts refondus de 1941, où on dit que toute personne qui reçoit une pension annuelle excédant \$300 du gouvernement canadien ne peut être nommée conseiller législatif ni être élue à l'Assemblée législative¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les pensions de vieillesse n'entrent pas en ligne de compte. Ottawa ne verse pas de pensions de vieillesse aux personnes âgées de 70 ans et plus, mais de simples allocations. Ce ne sont pas des pensions au sens de la loi provinciale, mais des allocations, suivant la définition qu'en donne le gouvernement fédéral. C'est une aide aux vieux et aux vieilles. Allocation n'est pas pension. Il faut y penser! L'article 67 du chapitre 4 des Statuts refondus 1941 ne s'applique donc pas.

Il y a déjà plusieurs années, le double mandat était permis à l'Assemblée législative. Ce privilège fut aboli et on a aboli en même temps le privilège qu'avaient alors les députés provinciaux québécois d'être nommés sénateurs. Un homme ne peut être à la fois député à Québec et député à Ottawa, ni député à Québec et sénateur à Ottawa, ni député de deux comtés en même temps. Le droit au double mandat avait alors été laissé aux membres du Conseil législatif qui pouvaient occuper en même temps un siège au Sénat canadien.

Le projet de loi est la conséquence de l'abolition du double mandat pour les députés et de la disparition du privilège qui existait autrefois pour un citoyen de se présenter dans deux ou plusieurs comtés à la fois. C'est une suite logique de toutes ces décisions du passé.

Restait la possibilité d'être à la fois sénateur et conseiller législatif. Elle disparaît par ce projet de loi qui, cependant, ne s'applique pas aux honorables Jacob Nicol et Pamphile Du Tremblay, sénateurs et conseillers législatifs. On abolit maintenant le double mandat au Conseil législatif, tout en respectant la situation faite à deux des membres les plus distingués de la Chambre haute provinciale.

L'honorable M. Nicol a été nommé sénateur après avoir été pendant quelques années conseiller législatif à Québec. En 1944, à la veille des élections, l'honorable M. Nicol a envoyé au premier ministre (M. Godbout) sa lettre de démission comme conseiller législatif. Le premier ministre du temps a gardé la lettre dans sa serviette, croyant qu'il

reviendrait vainqueur des élections générales suivantes et qu'il pourrait donner à son ami Fontaine le siège du conseiller démissionnaire. L'honorable M. Nicol est donc resté conseiller législatif, où son expérience d'ancien trésorier de la province, ses talents et ses connaissances légales, financières et commerciales, rendent des services signalés à la Chambre haute et font de sa présence un actif pour le Conseil législatif.

Quand à l'honorable M. Du Tremblay, il représente les journalistes en général à la Chambre haute...

(Rires de la députation)

Il est l'un de nos journalistes les plus distingués. Il y représente également *La Presse* qui, à cause de sa circulation de plusieurs milliers de fois plus considérable, vaut bien mieux que certains petits journaux qui lui font concurrence et qui se donnent une importance qu'ils n'ont pas.

À cause de toutes ces raisons, il est convenable de tenir compte des droits acquis de ces deux conseillers; il est juste que le Conseil législatif soit placé sur le même pied que l'Assemblée législative, à propos du double mandat.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je me suis demandé, en entendant parler le premier ministre, s'il n'est pas le jouet d'une imagination trop fertile. On croirait, à l'entendre, que l'honorable M. Nicol a consulté le chef de l'opposition du temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, ce n'est pas de l'inauguration². M. Godbout pensait être réélu et pouvoir ensuite nommer son ami Fontaine au Conseil législatif. Ce qui est arrivé, c'est que l'honorable M. Nicol avait envoyé sa lettre de démission au premier ministre, ce qui laissait toute latitude à ce dernier, au lieu de l'envoyer au lieutenant-gouverneur en conseil, ce qui aurait rendu cette démission immédiate.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre laisse de nouveau la bride sur le cou à son imagination fertile!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, pas du tout! Je suis sûr de ce que j'avance, car j'ai étudié la loi. J'affirme de nouveau que, si l'honorable M. Nicol avait envoyé sa démission au lieutenant-gouverneur en conseil, cette démission devenait opérante immédiatement. En la faisant parvenir au premier ministre, il laissait au chef de son parti le soin de décider.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Dans ces circonstances-là, il n'y a pas eu démission; c'est clair.

Il (M. Marler) approuve le principe de la loi et dit qu'il partage l'avis du premier ministre en ce qui concerne le double mandat. Les fonctions de sénateur, dit-il, comportent de grandes responsabilités, et je crois que le double mandat ne devrait pas exister au Conseil législatif, pas plus qu'à l'Assemblée législative. On réalise de plus en plus que les charges publiques requièrent de ceux qui les remplissent une somme de travail considérable.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 28 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Aide aux municipalités

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 pour venir en aide à certaines municipalités soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous voterions pour le projet de loi s'il disait tout simplement que les municipalités ne paieront plus à l'avenir. Mais comme il remet ce dégrèvement à plus tard et confère au lieutenant-gouverneur en conseil un pouvoir qui devrait relever de la Législature, nous voterons contre. Nous voulons, nous, que les municipalités soient toutes dégreuvées et non pas que cela soit laissé au bon vouloir du gouvernement. Les arguments apportés par le ministre de la Jeunesse et du Bien-être social (l'honorable M. Sauvé), pour justifier l'attitude du gouvernement, ne sont pas assez convaincants.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)

L'opposition est conséquente avec elle-même. C'est un régime libéral qui a imposé ce fardeau aux municipalités, et c'est une opposition libérale qui s'oppose aujourd'hui à ce que le gouvernement les libère de cette obligation. Il s'agit de libérer Montréal d'une contribution de \$75,000 par année; Québec de \$30,000; et les villes de Trois-Rivières, Hull et Saint-Hyacinthe de \$10,000 chacune. Nous avons créé le réseau d'enseignement spécialisé le plus complet qui existe au monde. Nous avons dépensé des millions pour la jeunesse.

Aujourd'hui, nous voulons faire un pas de plus et l'opposition s'y objecte. La province pourra facilement juger entre l'attitude de l'opposition et celle du gouvernement: d'une part, ceux qui ont imposé l'obligation et refusent aujourd'hui de l'abolir et, de l'autre, l'Union nationale qui veut dégrever les municipalités. C'est seulement normal que le cabinet ait un pouvoir discrétionnaire pour des raisons techniques et budgétaires, en raison des progrès importants réalisés quant aux établissements de formation pour les jeunes.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibault, Thuot, 63.

Contre: MM. Bélanger, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Rochon, Ross, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 27 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant

le Code de procédure civile soit maintenant lu une troisième fois.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): La restriction du droit d'appel est injuste pour les plaideurs et le gouvernement aurait dû au moins consulter le Barreau avant de présenter cette loi. La limitation du droit d'appel forcera les avocats à souffler le montant de leurs réclamations pour s'assurer un droit d'appel. Le premier ministre a presque avoué qu'il s'agit d'un essai, d'une tentative. J'ai bien peur que cette tentative ait un effet désastreux pour les plaideurs.

S'il y a encombrement des causes devant la Cour d'appel, qu'on réorganise le tribunal en créant deux bancs, un pour les affaires civiles et un autre pour les affaires criminelles. Peut-être que les juges Galipeault et Barclay ont demandé certaines modifications au premier ministre, mais ce qu'il faut surtout, c'est une réorganisation de la Cour d'appel. Le Code de procédure n'a pas l'importance du Code civil, mais un grand nombre de plaideurs perdent leurs causes par suite de défauts de procédure. C'est pourquoi il faut réfléchir beaucoup avant de modifier cet instrument essentiel de la justice.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Jusqu'à présent, pour pouvoir interjeter appel d'un jugement rendu par la Cour supérieure, il fallait que la réclamation fût au minimum de \$200; on parle maintenant de \$400. Mais il est à noter que la nouvelle loi proposée, une fois votée, ce n'est pas simplement une réclamation minimum de \$400 qui donnera le droit d'aller en appel. Il faudra que la différence entre la réclamation du demandeur et l'indemnité accordée par la Cour supérieure soit de \$400 au moins. Cela réduit considérablement le nombre des cas où il sera encore possible d'interjeter appel.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le bill est susceptible de créer des dénis de justice extrêmement néfastes. Il y a d'abord la première disposition qui interdit la signification des procédures aux procureurs des parties durant toute la journée du samedi. Le premier ministre dit qu'il faut faire diligence, mais avant qu'un procureur ne décide d'aller en appel, il étudie ordinairement de nouveau sa cause à fond.

Parfois, il veut consulter des experts. Il lui faut faire transcrire une grande partie ou toutes les dispositions. S'il arrive que le trentième jour tombe un lundi qui soit jour non juridique, comme la chose

s'est présentée le 5 décembre dernier, jour de l'Immaculée Conception, cela signifie que les délais d'appel de 30 jours seraient réduits à 27 jours au lieu de 30. Je n'ai pas eu le temps de vérifier, car le bill ne nous a été distribué que jeudi pour être étudié vendredi. Mais je crois que la Cour d'appel infirme les jugements de la Cour supérieure dans une proportion de 40 %, ce qui montre le sérieux des appels. Il (M. Hamel) s'oppose aux articles 32 et 35 du bill qui enlèvent au protonotaire le droit d'accorder des injonctions à la place d'un juge de la Cour supérieure. Je n'ai pu vérifier à cause du peu de délai qui nous a été accordé pour étudier ce projet de loi, mais le protonotaire devrait posséder ce pouvoir.

La seconde modification qu'il critique est celle qui enlève aux protonotaires le droit d'émettre des injonctions en l'absence d'un juge de la Cour supérieure. Depuis la création du Code de procédure civile, le premier ministre a cité un cas, dit-il. Mais est-ce une raison? Parce qu'il y aurait abus dans un cas, on enlève à tous les protonotaires de toute la province le droit d'émettre des injonctions. Nous avons reçu des protestations de la part d'avocats ruraux. Il arrive, dans les centres ruraux, qu'il n'y a pas de juge. Il faudra alors se rendre à Québec ou à Montréal, et parfois la question est très urgente.

J'ai obtenu un bref d'injonction d'un protonotaire. Lorsque j'ai fait cette demande, le protonotaire, qui est un homme prudent, a examiné sa juridiction. Je tiens à dire que, dans aucun cas, l'injonction accordée par un protonotaire n'est définitive. Si l'on n'est pas satisfait, on peut aller devant un juge pour faire casser l'injonction. Dans mon cas, j'avais demandé une injonction intérimaire pour cinq jours, mais le protonotaire a été très prudent. Il n'a pas voulu me l'accorder pour cinq jours, mais seulement pour jusqu'à ce qu'un juge soit disponible.

Cette façon de faire des lois pour couvrir des cas particuliers est très mauvaise. Nous en avons eu d'autres exemples en cette Chambre. Si un protonotaire a manqué à son devoir, qu'on change le protonotaire, mais qu'on ne change pas la loi. Dans le cas présent, on a préféré protéger un ami...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur: On n'a pas le droit d'imputer de mauvais motifs à un député. Je demande au député de retirer ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je les retire, mais je dis que c'est une mauvaise loi et que c'est un

mauvais principe que de changer la loi plutôt que de changer un protonotaire. Par cette loi, on coupe les ailes à tous les protonotaires, parce que l'un d'entre eux aurait fait une chute en prenant son vol. Je dis, de plus, qu'on ne devrait pas amender le Code de procédure civile sans consulter le Barreau de la province. Or, je suis informé que le Barreau de Montréal étudie actuellement les améliorations à apporter au Code de procédure civile. Le gouvernement n'attend pas le résultat de cette étude et se dépêche de faire voter le bill no 26.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit qu'il ne peut pas accepter un projet de loi qui limite ainsi le droit d'appel. Je n'aurais pas eu d'objection, dit-il, à porter le montant minimum de \$200 à \$400 ou même \$500, si l'on avait donné à la Cour d'appel le droit de permettre l'appel dans les autres cas. Cette dernière somme doit représenter non pas le montant de l'action, mais le montant en litige.

La valeur de l'argent a diminué depuis que les appels ont été limités aux causes de \$200 et plus, mais il croit que la nouvelle loi aurait quand même dû laisser à la Cour d'appel le droit de décider. On aurait dû donner au Barreau l'occasion de donner son avis sur les changements proposés, même si ce n'est pas à lui de décider. Il a le droit d'être consulté. Et le gouvernement devrait mettre fin aux pétitions de droit. Il critique le fait que le gouvernement n'ait pas inclus dans les amendements au Code de procédure l'abolition du droit de pétition.

M. Ross (Montréal-Verdun) s'oppose à cette loi, qui restreint le droit d'appel dans le Québec, où il l'est encore plus qu'en Ontario. Le droit d'appel existe dans les autres provinces à partir de \$100. Le minimum n'est de \$200 que devant la cour chargée d'étudier les causes concernant les successions. Notre loi actuelle le restreint déjà aux causes de \$200 et il est injuste de le restreindre davantage. Dans une cause de \$400, les frais sont souvent presque aussi élevés et l'intérêt en jeu est donc considérable, et celui qui a intérêt à aller en appel doit jouir de son droit. On n'a pas consulté le Barreau, qui a pourtant intérêt dans l'administration de la justice. Avant de priver les justiciables, on devrait modifier l'organisation de la Cour d'appel. La loi prévoit que la Cour suprême peut accorder le droit d'appel; pourquoi l'article 7 de la présente loi n'accorde-t-il pas le même droit à la Cour d'appel?

Il (M. Ross) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon), que la motion en discussion soit amendée en

remplaçant tous les mots après "que" par les suivants: "Le bill 26 modifiant le Code de procédure civile soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction d'en retrancher les dispositions qui ont pour but de restreindre le droit d'appel."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition se contente de répéter les mêmes discours et de parler pendant des heures pour invoquer, en somme, les mêmes arguments déjà exposés la semaine dernière. Elle prétend qu'on ne lui a pas donné assez de temps pour prendre connaissance du projet de loi. Et pourtant, l'opposition actuelle se trouve dans une situation privilégiée, puisqu'elle bénéficie des services d'un avocat qui a l'expérience de la législation contrairement à ce qui se passait pour nous autrefois. De plus, ce projet de loi a été déposé il y a une semaine. Il est clair, net, et ne peut prêter à confusion. Un étudiant en droit de deux semaines d'études le comprendrait facilement. Quand l'opposition se plaint, elle fait donc preuve d'une audace incroyable.

On paraît croire, de l'autre côté de la Chambre, que l'administration de la justice, c'est l'affaire des avocats et des juges. On oublie que l'administration de la justice est bien plus l'affaire des justiciables avant tout. L'opposition ignore les intérêts des justiciables qui, après tout, sont les plus directement intéressés à l'administration expéditive de la justice. Il ne faudrait pas accorder au Barreau un rôle qu'il ne prétend pas avoir. Il y a une tendance, du côté de l'opposition, à accorder au Barreau des principes qu'il ne s'arroge pas lui-même.

Le Barreau n'a jamais pensé qu'il était le seul à pouvoir décider les questions comme celles d'aujourd'hui. Le Barreau n'a jamais pensé qu'après lui, c'était la fin du monde. Il n'est pas nécessaire de consulter le Barreau pour une loi quelle qu'elle soit. Nous avons consulté l'intérêt public, l'expérience, les experts, plus que l'intérêt de quelques avocats. Nous avons consulté, nous, des experts qui comprennent très bien leurs devoirs. Et je crois que nous avons fait largement notre devoir.

Nous avons d'ailleurs reçu, depuis que les dispositions du projet de loi ont été rendues publiques il y a déjà plus d'une semaine, de nombreux témoignages approuvateurs, qui valent bien mieux que les opinions exprimées de l'autre côté de la Chambre. Ce sont des avocats sérieux qui ne sont pas intéressés à multiplier inutilement les frais et les délais. Ils sont plus intéressés à faire appliquer la justice qu'à utiliser des moyens dilatoires. Le

gouvernement ne tient compte que de l'intérêt public en agissant comme il le fait.

Le droit d'appel reste intact. Il y a 50 ans, la somme de \$200 pour les causes inscrites en appel valait plus que \$500, aujourd'hui. Et par ce bill, l'intérêt de l'appelant, dans un litige, est fixé à un montant minimum de \$400. Notre droit d'appel reste donc plus large qu'autrefois. Nous voulons tout simplement empêcher les délais, les procédures dilatoires, et ne pas laisser s'accréditer l'impression que la Cour supérieure rend de mauvais jugements et qu'il faut aller presque toujours en Cour d'appel pour obtenir justice. Les moyens dilatoires visent à entraver la justice et ils surchargent les tribunaux du Québec.

Il est normal de porter le minimum de \$200 à \$400. Est-il raisonnable, pour un avocat consciencieux, d'engager son client pour une affaire de \$200 dans des procédures, en Cour d'appel, qui vont coûter \$1,200 à \$1,500, quand le montant en litige n'atteint pas \$400? Pour ma part, quand je pratiquais comme avocat, je n'ai jamais conseillé pareille chose à un client. C'est une question de conscience. Le gouvernement prend les intérêts du peuple.

La discussion sur ce bill aura montré où sont ceux qui prennent les intérêts du peuple et, d'autre part, ceux qui prennent les intérêts d'ailleurs. Cette minorité d'avocats conseillent toujours leurs clients d'aller en appel sans considérer les risques et les coûts d'une telle entreprise. Bon nombre de personnes ont été ruinées par les moyens dilatoires et les frais accumulés par leurs conseillers.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) se plaint de l'article défendant les significations le samedi, en prétextant que cela raccourcirait le délai au cours duquel on peut interjeter appel. Le délai se trouverait réduit à 27 jours. Il n'y a pas un appel sérieux qui ne peut pas s'inscrire dans les 15 jours ou les trois semaines. Il (M. Duplessis) trouve étrange que le député de Saint-Maurice s'oppose à un délai de 27 jours, au lieu de 30 jours, pour loger un appel, lorsqu'il faut compter un délai de huit jours pour les procès sommaires et de 15 jours pour les cas ordinaires.

C'est encore plus, dit-il, que le délai imposé à un débiteur pour payer la réclamation à laquelle il est condamné, délai fixé à une semaine. Si c'était opportun, je favoriserais même personnellement un délai de 15 jours pour aller en appel. De trop longues procédures coûtent temps et argent.

Ce que nous voulons empêcher, ce sont les appels dilatoires qui causent des délais et des frais inutiles, au détriment des justiciables. L'un des grands

moyens de faciliter et de garantir l'administration de la justice, c'est de hâter les procédures. C'est ce que nous faisons. Nos amis de la gauche aiment mieux les délais, tant pis pour eux. Ça va leur en prendre beaucoup pour arriver au pouvoir. Les appels qui traînent jusqu'à la dernière minute sont des appels dilatoires.

Il faut hâter la marche des procédures, faire disparaître les tracasseries inutiles et rendre la justice plus expéditive. Un des moyens pouvant accélérer le cours de la justice consiste à accélérer les procédures, qui sont dispendieuses. Nous voulons éliminer les délais et rendre justice avec la loi à développer. Nous donnons à la justice les moyens de s'épanouir.

Si c'étaient les avocats qui payaient, ce serait un moindre mal; mais ce sont les clients qui payent. Aller en appel? On donne un délai de huit jours pour les cours sommaires, un délai de 15 jours pour les cours ordinaires. Et l'on n'est pas satisfait d'un délai de 27 jours pour aller en appel. Singulière attitude de l'opposition.

Le député de Saint-Maurice se plaint de ce que nous enlevons un droit aux protonotaires. Avec le développement de la province, les injonctions prennent parfois une telle importance qu'il n'est pas juste de donner aux protonotaires la responsabilité de les accorder. Il faut les confier aux juges. Que les protonotaires restent dans leurs fonctions et les juges de même.

L'opposition est allée jusqu'à citer des statistiques. Les membres de l'opposition semblent adopter une attitude dirigée contre les juges. Le député de Saint-Maurice prétend que 30 % ou 40 % des jugements sont renversés en Cour d'appel. Pourquoi déprécier ainsi les juges de la Cour supérieure? Même s'ils sont nommés par Ottawa, ce sont d'excellents juges et un jugement rendu par la Cour supérieure est *prima facie* un bon jugement. Nous sommes fiers de notre loi et nous sommes fiers que l'opposition vote contre cette loi. Ainsi, le peuple pourra apprécier de quel côté est la justice.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il (M. Marler) est contre le principe d'évaluer l'appel sur le montant du jugement rendu au lieu du montant de l'action inscrite. Il ne s'oppose pas à l'augmentation du minimum jusqu'à \$400 pour permettre un appel s'il est basé sur l'action inscrite à la Cour supérieure et non pas sur le jugement de la Cour supérieure. Le changement limite le droit d'appel.

Contrairement à l'opinion exprimée plus tôt par le premier ministre, le projet de loi ne raccourcit

en rien les délais légaux pour les plaideurs. Si le chef du gouvernement veut vraiment hâter les procédures, c'est à la Cour supérieure, le tribunal de première instance, qu'il faut commencer.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'accuse le premier ministre de faire de la démagogie en déclarant que j'ai fixé à 30 % ou 40 % du nombre des jugements de la Cour supérieure la proportion de ceux qui sont renversés en Cour d'appel. Ce que j'ai dit, c'est que des jugements qui vont en appel, 30 % à 40 % sont renversés.

Mais même un élève de première année de droit sait qu'il n'y a qu'une infime minorité des jugements de la Cour supérieure qui vont en appel. Ce fait est un témoignage qui en vaut bien d'autres. Le premier ministre eût mieux fait de comprendre cela que de tenter de monter ainsi la population contre les membres du Barreau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)³:

Le bill a pour objet de protéger ceux qui n'ont pas beaucoup de ressources et qui sont exposés à suivre les conseils de certains chez qui l'illogisme et le manque de suite dans les idées servent de valeur professionnelle. Il y a des gens, et on les reconnaît facilement, qui sont plus intéressés à accumuler les frais et les délais qu'à respecter les jugements des tribunaux supérieurs de la province.

L'Union nationale est intéressée à diminuer les frais et les délais. Son opinion ne varie pas comme celles de caméléons politiques qui prennent la couleur que leur inspirent leurs intérêts immédiats. Mais le peuple nous appuie et nous avons reçu des messages d'approbation de centaines de gens. Et l'opinion du gouvernement répond aux besoins de la province. Le bill no 26 est excellent et nous en sommes fiers.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bélanger, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 19.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon,

Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 63.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 64.

Contre: MM. Bélanger, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 19.

Ainsi, la motion principale est adoptée. Le bill 26 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Candidature aux élections provinciales

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill B modifiant la loi 15-16 George VI, chapitre 20, soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit qu'il approuve entièrement cette mesure.

La motion est mise aux voix⁴ et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron,

Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 83.

Contre: 0.

Adopté. Le bill B est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier reporte ce bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée a voté ledit bill sans amendement.

Relations ouvrières⁵

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 pour supprimer les retards dans le règlement des différends entre employés et employeurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'un projet de loi qui constitue une amélioration importante en matière de relations patronales et ouvrières. Le projet de loi a pour but de faire disparaître les délais dans les règlements des différends entre employeurs et ouvriers, en mettant fin à l'usage des brefs de prérogatives et de prohibition. Il met aussi fin aux appels des corporations municipales et scolaires à la Commission municipale. C'est une mesure qui s'ajoute au record déjà impressionnant de l'Union nationale dans le domaine des relations patronales-ouvrières.

Le gouvernement a organisé la Commission des relations ouvrières: 1. pour constituer un organisme qui étudierait et réglerait les questions ouvrières, et, 2. qui soustrairait ces problèmes ouvriers aux délais et aux procédures dilatoires devant les tribunaux ordinaires. Cette Commission a commencé à fonctionner et le gouvernement a tout de suite constaté qu'il y avait encore des améliorations à faire. D'un côté comme de l'autre, on paralysait le travail de la Commission par des brefs de prérogatives, avec le résultat que les problèmes qui devaient être réglés rapidement traînaient en longueur, souvent pendant des années, viciant l'atmosphère, alors qu'une solution rapide

aurait établi une atmosphère de compréhension rapide qui doit être à la base de la stabilité économique de notre province. Les conseils d'arbitrage sont formés pour régler les différends entre les patrons et leurs employés, et entre les corporations municipales et scolaires et leurs employés. Nous avons constaté que le travail des conseils d'arbitrage, de même que celui de la Commission des relations ouvrières, était gêné par des mesures dilatoires.

On se rappelle que, l'an dernier, le gouvernement a passé une première loi contre les mesures dilatoires. Mais certains jugements ont été rendus depuis, qui nous forcent à clarifier notre loi, à la bonifier, en mettant fin aux appels et aux brefs de prérogative contre les conseils d'arbitrage et contre la Commission des relations ouvrières. Cette année, c'est pour bonifier la législation de l'an dernier que nous présentons la législation actuelle. Par cette nouvelle loi, nous garantissons les bonnes relations entre les employeurs et les employés et nous faisons aussi disparaître l'appel devant la Commission municipale de Québec.

Cet appel avait été accordé pour qu'un organisme décide si les municipalités ou les commissions des écoles avaient le moyen de payer ou non les augmentations accordées par les commissions d'arbitrage. Cette procédure d'appel devant la Commission municipale a atteint son but et, comme le gouvernement veut réduire les délais, il la fait disparaître, avec l'approbation d'un grand nombre d'intéressés. Nous clarifions la loi et nous l'améliorons, comme c'est l'habitude sous l'Union nationale.

M. Hamel (Saint-Maurice)⁶: Le principe du bill est de supprimer les retards dans le règlement des différends entre employés et employeurs. Mon intention est d'en discuter avec toute la célérité possible, mais aussi avec toute la conviction que m'inspire la situation sociale. Il est absolument nécessaire de supprimer les délais dans la solution des problèmes ouvriers. Ces retards produisent trois inconvénients majeurs: le premier est de vicié l'atmosphère dans laquelle se déroulent les pourparlers des patrons et des employés. Je n'ai pas d'autre exemple à citer que ce qui se passe à Louiseville où...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député est hors d'ordre. De plus, il n'a pas à parler d'un sujet pour lequel une motion est déjà inscrite à l'ordre du jour, l'affaire est *sub judice*. Ceux qui ont intérêt à voir le problème se calmer doivent accepter de sacrifier l'agitation à l'action.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le député est parfaitement dans l'ordre. Il a droit de parler sur tout ce qui existe dans la province. L'article 556 que vous nous citez si souvent, et avec raison, M. l'Orateur, dit que l'on peut se servir de toute méthode nécessaire à atteindre les fins du bill. Or, il me semble que c'est demeurer dans l'ordre que de donner des exemples de retards dans un bill qui a pour fins de supprimer ces retards.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai voulu seulement dire ceci...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député...

Des députés du gouvernement: À l'ordre, à l'ordre.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre. Le député doit s'en tenir au principe du bill, soit la suppression des retards, dit-il.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne citerai donc pas d'exemple, mais je n'ai pas besoin de le faire pour prouver que les pourparlers qui traînent trop longtemps créent un climat défavorable. Les retards induisent viciant l'atmosphère des délibérations. Il en résulte souvent des pertes de salaires considérables se chiffrant parfois par plusieurs centaines de dollars. Ils permettent également des tentatives pour diviser les travailleurs.

Il (M. Hamel) étudie les causes de retard et soumet qu'au stage de la deuxième lecture, il est opportun de déterminer les causes de retard. Je connais un cas de négociations entamées en avril 1951, alors que la convention collective finissait en juillet, où les pourparlers durent toujours, sans qu'une commission d'arbitrage n'ait même été formée. Après 17 ou 18 mois, le tribunal d'arbitrage n'est même pas établi. Cela veut dire que le tribunal d'arbitrage ne pourra rendre de décision avant plusieurs mois. Et cela se produit souvent.

Le deuxième inconvénient de ces retards est donc une perte sèche de salaire qui peut atteindre plusieurs centaines de dollars, pour des ouvriers qui ne peuvent supporter cela.

Un troisième inconvénient est que des patrons espèrent à même ces délais gagner de l'argent. Il arrive malheureusement que des patrons ne sont pas prêts à admettre de bonne foi l'organisation syndicale. La plupart aujourd'hui la reconnaissent, et ils ont le droit de discuter leurs

intérêts avec les employés. Mais il est inconcevable qu'il y en ait encore de ces patrons qui s'obstinent encore aujourd'hui à ne pas vouloir reconnaître les organisations syndicales. Il est inconcevable que les unions ouvrières ne soient pas reconnues par la totalité des patrons. Les retards entraînent des tentatives pour épuiser les travailleurs et démolir leur organisation syndicale.

Pour arriver à supprimer les retards, il faut y travailler de bonne foi. Il (M. Hamel) énumère les délais légaux actuels. Depuis la dénonciation, dit-il, d'un contrat jusqu'à la nomination d'un tribunal d'arbitrage, le délai est, en mettant les choses au mieux, de 52 jours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député doit s'en tenir au principe de la loi; car on est en deuxième lecture.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il ne s'en écarte pas. Dans le principe du bill, il est question de retards; on peut donc, dans la discussion du bill, les mentionner. Il est difficile de parler des conséquences du bill sans parler de la situation des causes⁷. En vertu de la liberté de parole, il faut interpréter largement les règlements.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement a intitulé sa loi: Loi pour supprimer les retards dans le règlement des différends entre employés et employeurs. Je ne comprends pas qu'on ne puisse parler de retards.

M. l'Orateur: Le bill a deux principes; abolition des brevets de prérogative et abolition des appels à la Commission municipale. Le député doit s'en tenir là.

M. Hamel (Saint-Maurice): Puis-je demander alors qu'on prenne des mesures pour supprimer les retards. La loi vise à réduire les causes de retard. Je crois que la loi est justifiée en ce qui concerne les tribunaux d'arbitrage. Mais il reste un autre principe en jeu. Ce sont les appels des décisions de la Commission des relations ouvrières.

À mon avis, on devrait prendre d'autres mesures que celle de se contenter d'enlever le droit d'appel à la Commission municipale. On devrait faire disparaître les espoirs du patron à gagner sur les salaires de ses employés par la prolongation des procédures. On pourrait donner au tribunal d'arbitrage le droit de décréter obligatoire la rétroactivité de l'application des recommandations des arbitres, lorsque les

pourparlers ont traîné. On devrait organiser une liste de présidents de tribunaux d'arbitrage. Il y a des délais sans mauvaise foi, mais il y en a d'autres...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un autre point d'ordre. Le titre d'une loi n'en est pas le principe. Que l'opposition nous dise si oui ou non elle est en faveur de l'abolition des brefs de prérogative.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre oublie complètement l'article 556. La première partie de cet article dit: "Le débat sur toute motion en deuxième lecture doit être restreint à la portée, à l'à-propos, aux principes fondamentaux et à la valeur intrinsèque du bill pris dans son ensemble." Si l'article se limitait là, on pourrait soulever un point d'ordre. Mais il ajoute: "ou à toute autre méthode d'atteindre les fins du bill sans examiner toute la question." Il est donc différent de parler des conséquences du bill sans en examiner les causes qui les provoquent.

M. l'Orateur: La discussion du bill ne peut porter que sur le principe en deuxième lecture. L'article 556 est formel. Ce n'est pas moi qui ai fait les règlements, mon devoir strict est de les appliquer. Le député doit s'en tenir à l'étude de l'abolition des brefs de prérogative et aux appels à la Commission municipale. Il ne peut discuter toute la législation ouvrière; il en aura l'occasion en d'autres temps, notamment sur le budget et lors de l'étude des crédits du ministère du Travail.

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors je parlerai des appels à la Commission municipale. Ces appels constituent une mesure injuste, basés sur un principe faux. Cela équivaut à imposer aux employés municipaux et aux instituteurs une double taxe. Je suis en faveur de leur abolition.

À propos de l'abrogation de l'appel à la Commission municipale de Québec dans le cas d'arbitrage de différends entre les corporations municipales et les corporations scolaires de cités ou de villes et leurs employés, dans le cas des autres tribunaux d'arbitrage, même sans droit d'appel, il reste une soupape de sûreté: le "lockout" des patrons, la grève du personnel.

À propos de l'article interdisant les injonctions contre la Commission des relations ouvrières, la Chambre doit se demander, dit-il, si cette Commission, telle que constituée en 1952, a une autorité suffisante pour que sa décision soit finale et

sans appel. Mon expérience dans le domaine ouvrier me permet d'affirmer que la Commission des relations ouvrières n'a pas, chez les ouvriers de cette province, l'autorité nécessaire.

L'autorité doit être basée sur la confiance. Or, la Commission des relations ouvrières ne jouit pas de la confiance de la classe ouvrière du Québec. Je n'hésite pas à dire que la Commission des relations ouvrières ne jouit pas d'une confiance qui lui permette de rendre des décisions finales et sans appel, en ce qui concerne sa juridiction.

Il y a deux raisons:

1. Les membres de la Commission sont nommés selon le bon plaisir du gouvernement, avec la conséquence que si la Commission ne rend pas des décisions que le gouvernement est prêt à accepter, les membres peuvent être relevés de leurs fonctions. Je soumets que les membres, représentants des ouvriers comme représentants des patrons au sein de la commission, devraient être désignés par les organisations dont ils dépendent.

2. Une autre chose est injuste pour les commissaires comme pour les parties. Le justiciable, pour accepter comme finale une décision qui peut le priver de certains droits, doit savoir pourquoi telle ou telle décision est rendue. Si certains jugements rendus par la commission ont été motivés, il est arrivé que, dans d'autres cas, on n'a pas fait connaître les motifs. Il faudrait faire connaître les raisons de toutes les décisions. Les membres dissidents de la Commission des relations ouvrières devraient avoir le droit d'enregistrer une dissidence... Dissidence qui est sensible au cours des plaidoiries. Ont-ils ce droit? Je l'ignore. Ce que je sais, c'est que jamais aucune dissidence n'a été enregistrée.

Si nous voulons bonifier la loi des relations ouvrières dans la province, cette loi est certainement insuffisante. Il faudrait supprimer les retards.

L'honorable M. Barrette (Joliette)⁸: Je voudrais répondre succinctement à certaines objections du député de Saint-Maurice (M. Hamel) et faire disparaître une fois pour toutes les doutes qui ne devraient pas exister.

Il convient de rappeler d'abord le travail immense accompli par la Commission des relations ouvrières. Il y a actuellement 1,300 contrats de travail en vigueur dans la province, en vertu de la loi des relations ouvrières. Pour l'année 1951-1952, la Commission a disposé de 1,585 cas; 145 plaintes concernant des pratiques interdites ont été étudiées; 92 auditions accordées et on a ordonné 45 votes. Chaque fois qu'une requête fut présentée, il y a eu

audition. Depuis quelque temps, particulièrement l'an dernier, les procédures dilatoires, sous formes d'injonctions et de brefs de prérogative, ont été multipliées contre la Commission des relations ouvrières, retardant les arbitrages et tout le travail de la Commission en général. C'est la raison pour laquelle le bill a été présenté.

La Commission des relations ouvrières est composée de cinq membres. Elle est présidée par l'honorable juge Conrad Pelletier, au sujet duquel personne, à date, n'a osé porter la moindre accusation ou laisser planer la moindre insinuation. Son vice-président est M. Conrad Lebrun, un ancien fonctionnaire fédéral. Il y a Me Pierre Audet, c.r., de Québec; il y a aussi deux représentants des ouvriers désignés par les unions ouvrières. Je dirai au député de Saint-Maurice (M. Hamel), qui fait signe que non, qu'avant de nommer M. Alfred Charpentier⁹, ancien président général de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), j'ai consulté M. Gérard Picard et lui ai demandé s'il était prêt à accepter M. Charpentier, et il m'a dit oui. M. Marcel Francq, ancien président de la Fédération provinciale du travail, a également été nommé au sein de la Commission; il s'agit d'un chef ouvrier universellement respecté. La Fédération provinciale du travail a été consultée au sujet de sa nomination et elle l'a acceptée.

Personne n'a jamais protesté contre le choix des membres de la Commission. On a dit tout à l'heure que la Commission n'avait pas la considération qu'elle devrait avoir, que la Commission n'a pas la considération des ouvriers. Pourquoi? Dans ce cas, pourquoi n'aurait-on pas protesté contre les centaines de certifications qu'elle a accordées? Qu'on me nomme un seul cas particulier où les membres de la Commission ont failli à leur devoir, j'attends encore ça!

On a dit également que ses jugements devraient être motivés, accompagnés d'explications. Or, dans la presque totalité des cas, il s'agit de certifications émises pour permettre à l'union ouvrière de négocier officiellement avec l'employeur. Un sondage est fait. S'il y a un doute, la certification n'est pas accordée. Quand il n'y a pas de doute, la certification est émise, pour obliger l'employeur à négocier de bonne foi avec les employés.

En moyenne, on prend un vote par semaine. Si le vote est de 85 % ou 90 % des employés d'une même entreprise qui sont en faveur d'une union, est-il vraiment nécessaire de motiver la décision? Logiquement, automatiquement, la certification est émise.

J'ai cru comprendre que le député de Saint-Maurice a insinué qu'il y avait eu des interventions politiques. Est-ce ça?

M. Hamel (Saint-Maurice) fait signe que oui de la tête.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Qu'on me cite un cas où j'ai agi auprès d'une partie ou de l'autre. Je le mets au défi de dire que j'ai influencé une seule fois la décision de la Commission des relations ouvrières. J'ai toujours travaillé à réunir les parties. Mon travail s'est borné à agir comme médiateur. Jamais je ne suis intervenu autrement que pour aider et représenter les intérêts des ouvriers.

On dit que la loi ne va pas assez loin et, quelques minutes plus tard, on dit qu'elle va trop loin. N'oublions pas qu'au cours de l'année 1951-1952, il s'est formé 201 tribunaux d'arbitrage et je ne crois pas qu'il y ait eu des manœuvres de la part des patrons ni des ouvriers pour obtenir des délais, afin de retarder les procédures. Il est inévitable que nous ayons enregistré des délais. Mais aucun délai n'avait pour but de paralyser la procédure. La mesure est nécessaire en raison de l'augmentation du conseil d'arbitrage. Il y a encore une cinquantaine de tribunaux d'arbitrage en fonction actuellement. Si l'habitude se poursuivait de prendre des brefs contre les tribunaux d'arbitrage pour retarder le règlement des différends, ce serait un désastre pour les travailleurs concernés.

Il (l'honorable M. Barrette) pointe vers des télégrammes sur son bureau provenant de divers groupes ouvriers.

À ma connaissance, les 11¹⁰ derniers brefs pris contre les tribunaux d'arbitrage ont été enregistrés par les employeurs. Par conséquent, l'interdiction d'appel joue en faveur des ouvriers et personne ne peut prétendre que la présente loi n'est pas en faveur des ouvriers.

On a parlé de la rétroactivité. J'ai cru comprendre que le député de Saint-Maurice a dit que, parfois, les arbitrages traînent en longueur par la faute des employeurs qui veulent s'éviter de payer du salaire supplémentaire. Or, j'affirme que dans tous les cas où la chose m'est soumise, j'insiste pour que la rétroactivité soit payée, pour faire obtenir aux ouvriers les arrérages de salaires auxquels ils avaient droit. Il n'est pas un cas où je suis survenu et où la rétroactivité n'a pas été payée. Quand j'ai demandé l'opinion du premier ministre, il m'a répondu que la rétroactivité est un droit sacré.

(Applaudissements)

Il me vient un cas à l'esprit où les employés de la Canadair, de Montréal, avaient signé un covenant à l'effet que les ouvriers sacrifiaient leur droit de rétroactivité, afin d'obtenir une augmentation

plus élevée. J'ai convoqué les parties à mon bureau et je leur ai dit que, même s'il y avait entente, j'étais contre cette entente, parce qu'elle était de nature à jeter un doute dans l'esprit des ouvriers, quant au principe de la rétroactivité.

Au sujet des arbitres, il est certains cas où les délais sont incontrôlables. Je connais un homme qui a rempli en même temps le rôle d'arbitre syndical 13 fois. Dans ce cas, il est entendu que les tribunaux ne pouvaient siéger souvent. Je crois que l'on devrait limiter à cinq le nombre d'arbitrages qu'un même arbitre pourrait remplir en même temps. Dans ces cas, je comprends que les syndicats n'étaient pas pressés, car ils étaient assurés de leur rétroactivité.

J'ai reçu de nombreux télégrammes en fin de semaine me demandant de faire passer la loi. Toutes les grandes organisations ouvrières se sont empressées d'approuver le projet de loi. Elles ont demandé au gouvernement de la mettre en vigueur le plus tôt possible. Nous avons eu un télégramme de la Fédération provinciale du travail et lorsque la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) s'est présentée ici, elle a déclaré qu'elle était en faveur du principe du bill.

Il (M. Barrette) relève ensuite une affirmation du député de Saint-Maurice (M. Hamel). Il lui demande s'il a bien dit qu'il y a 1,200,000 syndiqués dans la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans le Canada.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Au Québec, il y a un million et quart d'ouvriers et 300,000 syndiqués. Tous les ouvriers sont anxieux de voir cette loi adoptée dans cette province. Quand il y a 200 tribunaux d'arbitrage par année, il faut voir à ce que leur travail ne soit pas paralysé.

En Ontario, les organisations ouvrières se sont émues lorsqu'une décision de la Commission des relations ouvrières a été portée en appel. Si l'on permet de renverser les décisions de la Commission, ont-elles dit, ce sera l'anarchie, le retour à la jungle. C'est ce que nous voulons éviter dans la province de Québec.

Dans cette province, 99 % des ouvriers obéissent aux lois. Une minorité s'oppose à l'application des décisions de la Commission des relations ouvrières. Lorsque j'en ai parlé au premier ministre, il m'a dit qu'il fallait que ce droit d'appel disparaisse. Sur 1,200 à 1,300¹¹ conventions collectives en vigueur dans la province, 80 % se renouvellent automatiquement; 10 % après des négociations entre les parties, soit sur l'intervention des conciliateurs, et 10 % à la suite d'arbitrage. À peine 1 % ne se règlent pas sans

conflit. Si des conflits surgissent parfois, ce n'est pas à cause du manque de dévouement du ministre du Travail.

M. Ledoux (Shefford): Les mouvements ouvriers sont d'accord sur le principe du bill 22, à condition que la Commission des relations ouvrières soit réformée et réellement représentative. C'est sur la composition de la Commission des relations ouvrières qu'ils font des réserves. Il (M. Ledoux) accuse le gouvernement d'avoir imposé aux organisations ouvrières leurs représentants au sein de la commission.

L'honorable M. Barrette (Joliette): M. le Président. Le député n'est pas sérieux. Avant que M. Charpentier ou M. Francq ne soient nommés, nous avons consulté la CTCC et la Fédération canadienne du travail.

M. Ledoux (Shefford): Ce que je mets en cause, c'est la manière dont la nomination a été faite. On a demandé à la CTCC: Acceptez-vous M. Charpentier? Mais déjà la décision était prise. Ces renseignements, je les tiens de la CTCC. La même chose avec la Fédération du travail.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous n'avons pris aucune décision, puisque nous avons demandé leurs avis aux organisations ouvrières. Elles étaient libres d'accepter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande l'ajournement. Il est alors près de 6 heures.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Projets de loi:

Relations ouvrières

La Chambre poursuit le débat suspendu ce jour sur la motion de l'honorable premier ministre, à l'effet que le bill 22 pour supprimer les retards dans le règlement des différends entre employés et employeurs soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Ledoux (Shefford): Les mouvements ouvriers réclament une Commission des relations ouvrières qui serait constituée sur une base représentative et paritaire. La commission actuelle est formée de fonctionnaires agissant sous les directives du gouvernement.

Le ministre du Travail nous a mis au défi de fournir une preuve de l'ingérence du gouvernement dans les affaires de la Commission des relations ouvrières. Je puis citer au moins un cas. On l'a bien vu dans l'affaire d'Asbestos.

Lors de la grève d'Asbestos, prétendue illégale, une annonce a été faite par le premier ministre, avertissant les ouvriers qu'ils perdraient leur certificat de reconnaissance syndicale s'ils continuaient la grève et comme question de fait, une semaine plus tard, le certificat était enlevé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est inexact. Jamais je ne suis intervenu, de près ou de loin, auprès de la Commission au sujet de l'anarchie d'Asbestos.

Lorsque la grève a éclaté, j'ai simplement, en me basant sur la loi et sur les faits, averti les ouvriers du risque qu'ils couraient. C'était un avis amical que je leur faisais.

M. Ledoux (Shefford): Admettons. Plus tard, lors des négociations, le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a dit au syndicat qu'il allait lui faire rendre son certificat et, comme question de fait, le certificat a été remis.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je pense que le député veut s'amuser. Ce n'est pas conforme aux faits. J'espère qu'il mettra au *Feuilleton* une motion pour discuter de la grève d'Asbestos. Au moment des négociations, les ouvriers étaient en effet inquiets. Ils m'ont demandé s'ils étaient assurés de retrouver leur certification. J'ai dit aux ouvriers que je demanderais à l'employeur de ne pas s'opposer à la remise du certificat.

C'est ce que j'ai fait. S'il n'y avait pas de contestation, ils pourraient la ravoïr. Le syndicat a fait sa demande. Sur mon intervention, les patrons n'ont pas contesté, et la Commission des relations ouvrières leur a remis sans difficulté la certification qu'ils demandaient.

M. Ledoux (Shefford): J'ai tenu à relater ces faits pour bien montrer qu'il y a eu ingérence gouvernementale.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ça prouve plutôt le contraire, Qu'il n'y en a pas eu.

M. Ledoux (Shefford): (Mi-souriant) Vous n'avez pas le droit de douter de ma parole. (Redevenant sérieux) Le principe de la loi est bon... (Applaudissements)

Des députés ministériels: Très bien! Très bien!

M. Ledoux (Shefford): Mais je vais voter contre.

Des voix: Votre chef va voter pour, lui.

M. Ledoux (Shefford): Il votera comme il voudra.

(Applaudissements à gauche)

Les unions sont pour le principe du bill, mais à condition que l'on réforme la Commission. Elles aiment mieux garder le *statu quo* si on ne réforme pas la commission.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les mémoires ont ajouté des considérations. Mais ils ne sont pas contre le bill.

M. Ledoux (Shefford): Je vais vous lire ce que dit le mémoire de la CTCC: "La CTCC félicite le gouvernement d'avoir introduit ce projet de loi qui améliorera notre législation. Toutefois, bien qu'elle soit d'accord sur le principe du bill, la CTCC fait une réserve sur l'immunité que l'on veut accorder à la Commission des relations ouvrières. Aussi longtemps que cette dernière ne sera pas informée sur une base représentative, tel que nous le réclamons depuis plusieurs années, la CTCC préfère conserver, dans ce cas, tous les recours que veut supprimer le bill 22."

L'honorable M. Barrette (Joliette): Mais elle a quand même félicité le gouvernement.

M. Ledoux (Shefford): C'est conditionnel. Il faut lire toute la phrase et non seulement la partie où il est question de félicitations. Je voterai contre la loi, parce que les ouvriers préfèrent garder les recours que l'on veut supprimer, tant que la Commission sera ce qu'elle est actuellement. Je voterai donc contre le bill, parce qu'il ne rend pas justice à la classe ouvrière.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il n'y a pas un homme sensé qui ne soit contre l'abolition des

retards, des délais, contre l'abolition des procédures dilatoires, mais par contre il n'y a personne de sensé qui voudra donner à l'actuelle Commission des relations ouvrières des pouvoirs illimités qui enlèveront tout recours aux intéressés. Des pouvoirs qui empêcheront le ministre du Travail ou quiconque dans la province d'attaquer un jugement de la Commission, même si celle-ci outrepassa ses droits, sa juridiction ou commet une injustice flagrante. C'est de la dictature et je suis contre cette méthode d'agir.

M. Bélanger (Lévis) rend hommage aux ouvriers de son comté, où il n'y a eu qu'une seule grève, laquelle s'est déroulée de façon exemplaire, facilitée sans doute par l'absence de la police provinciale. Il approuve l'idée de mettre fin aux brefs de prérogatives. Mais il est contre l'abolition des appels des décisions de la Commission des relations ouvrières, tant que cet organisme ne reconnaîtra pas d'une façon pratique les droits du syndicalisme libre et pour les raisons suivantes:

1. La Commission n'a pas la confiance des unions ouvrières.

2. Elle a encouragé de façon flagrante, dans le passé, les unions de boutique au détriment des unions libres, certifiant un grand nombre d'unions dominées ou influencées par l'employeur. Il (M. Bélanger) donne comme exemple le cas des professeurs catholiques de Montréal, le cas de la grève d'Asbestos où la certification a été enlevée une semaine après la déclaration de la grève, le cas de la Shell Oil à Villeray, où les représentants de l'union n'ont pu être entendus, de la Canadian General Electric où l'union, avec 56 % des membres a été finalement supplantée par l'union de boutique, etc. Selon des chiffres qui m'ont été fournis par des syndicalistes sérieux, en trois ans, de 1947 à 1950, la Commission a reçu 114 demandes d'unions de boutique et en a certifié 78 %, un pourcentage plus élevé que pour les unions reconnues.

3. Les anciens chefs ouvriers membres de la Commission n'ont plus aucune attache avec leurs anciens mouvements et sont plutôt sous le contrôle du gouvernement.

4. Les unions ouvrières et patronales devraient plutôt avoir le droit de désigner et de révoquer elles-mêmes leurs représentants au sein de cette Commission.

5. Les décisions de la commission ne sont jamais rendues publiques et encore moins motivées. Celle-ci devrait rendre des décisions publiques et motivées.

6. La Commission devrait surtout, avant de rendre une décision, donner aux parties lésées l'occasion de se faire entendre.

7. Pour accomplir un travail efficace, il faudrait que la Commission exige d'une union un affidavit à l'effet que celle-ci n'est ni contrôlée ni influencée par l'employeur.

8. La Commission n'a pas la même procédure et les mêmes délais pour toutes les unions.

9. Les ouvriers ne croient plus en l'efficacité de la Commission actuelle et ils le disent dans leurs journaux.

La loi est un trompe-l'œil qui tournera de nouveau au détriment des ouvriers.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les libéraux s'opposent aussi aux délais qui rendent inefficaces les règlements du conseil d'arbitrage et les décisions de la Commission des relations ouvrières. Il dit qu'il votera pour ce principe qui est de supprimer les retards dans les conflits entre les ouvriers et les patrons, ce qui ne veut pas dire qu'il en accepte toutes les modalités. Tous ceux, dit-il, qui ont à cœur le bien des ouvriers doivent désirer que les conflits qui les intéressent soient réglés le plus vite possible, sans attermoiements inutiles.

Il est évident que la paix ne peut pas être atteinte quand il y a des procédures vexatoires. Là-dessus, l'opposition est d'accord avec le gouvernement. Il approuve, en principe, les dispositions du bill qui ont pour objet de soustraire à l'application des brefs de prérogative et de l'article 50 du Code de procédure, les conseils d'arbitrage ordinaires et les conseils d'arbitrage en matière municipale et scolaire.

Il (M. Marler) est en faveur de l'abolition des appels à la Commission municipale. L'opposition, dit-il, lors de l'étude du bill de l'an dernier, a préconisé que le gouvernement, dans son projet de loi, devrait conserver l'appel des décisions rendues par la Commission des relations ouvrières dans les cas où cet organisme excède sa juridiction.

Un recours devant les tribunaux doit être maintenu pour assurer la justice, parce que le droit d'accès aux tribunaux, c'est le droit à la liberté. Il ne faut pas priver les gens des droits qu'ils ont en vertu du droit commun. Dans ce domaine, il (M. Marler) classe les cas de décertification sans qu'on permette à la partie lésée d'être entendue devant la Commission.

Puisque le principe du bill consiste à supprimer les retards inutiles, nous allons voter pour la deuxième lecture, quitte à voter contre la troisième lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition donne là une nouvelle preuve de son manque de logique. Dans cette loi, il y a quatre choses:

1. L'abolition de l'appel contre les décisions des tribunaux d'arbitrage; l'opposition est pour ça.

2. L'abolition des appels des corporations municipales et scolaires; l'opposition est pour ça.

3. L'abolition des appels à la Commission municipale par les corporations municipales et scolaires; l'opposition est pour ça.

4. L'abolition des brefs de prérogative dans le cas de la Commission des relations ouvrières; l'opposition est pour cela en partie, mais nous ne pouvons dire quelle partie.

L'opposition se déclare pour trois points et demi sur quatre, nous avons raison d'être fiers. Elle affirme néanmoins que le projet est insuffisant. Les libéraux semblent enclins à tout critiquer. Ils parlent sans arrêt puis votent pour. Cela veut dire que la loi est bonne et que nous avons lieu d'en être satisfaits. Il est vraiment de plus en plus délicieux de voir comment l'opposition libérale, édition 1952, se porte à la rescousse des régimes qu'elle a répudiés pendant les dernières élections. On entend, par exemple, le député de Lévis (M. Bélanger) prétendre que ce sont les libéraux qui ont découvert le syndicalisme. Or, la vérité c'est que le syndicalisme, de façon pratique, a été réalisé par le ministre du Travail actuel (l'honorable M. Barrette) qui a réduit de 60 % à 50 % plus un la majorité nécessaire aux ouvriers d'une entreprise pour l'obtention de leur certification.

Lorsque la Commission des accidents du travail rend des décisions...

M. Bélanger (Lévis): Je demande que le premier ministre s'en tienne au bill.

M. l'Orateur: Le premier ministre a le droit de répondre à l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Commission composée de cinq hommes n'est pas la première commission nommée par le gouvernement à avoir l'immunité des tribunaux. La Commission des accidents du travail rend des décisions sans appel. L'opposition n'a pas une notion exacte de la justice. La justice doit être pour tout le monde. L'Union nationale est en faveur de la justice. On ne réalise pas, du côté de l'opposition, que s'il y a un droit d'appel pour les ouvriers, il devrait y en avoir un aussi pour les patrons.

La mesure propose des droits extraordinaires, mais il est important de mettre fin aux délais en cour

qui visent à faire obstruction à la justice et de mettre fin aux abus de ceux qui ne veulent pas reconnaître la certification équitable. Plusieurs certifications sont présentement en suspens à cause des appels de certains patrons, ce qui résulte en des délais et en d'éventuelles réformes des organismes syndicaux. D'une manière similaire, les tactiques sont utilisées pour combattre les décisions des comités d'arbitrage. On veut créer une nouvelle sorte de justice. Ce que l'on voudrait de l'autre côté de la Chambre, c'est du favoritisme pour une partie en cause, mais de l'ostracisme contre l'autre. On prétend que la loi actuelle est de la dictature.

Voix à gauche: C'est vrai!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dictature dont l'opposition est en faveur trois fois et demie sur quatre. Si l'on en croit l'opposition, on devrait permettre à certaines unions d'en appeler des décisions rendues contre elles; dans le cas des patrons, on veut refuser cet appel. Nous voulons la justice pour toutes les classes. Dans bien des cas, des décisions de la Commission des relations ouvrières ont été retardées à cause des brefs qui, tous, avaient été pris par des patrons. Nous allons essayer cette loi. Le gouvernement va faire un essai loyal de cette mesure; si elle ne s'avère pas efficace et ne répond pas à son attente, il la modifiera. Nous sommes ici pour longtemps, surtout avec une proposition comme celle-là.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupuis, Dussault, Earl, Élie, Fox, Gagnon, Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marler, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Poirier, Poulin, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thibault, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 22 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 22 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il n'y a aucun contrôle sur les décisions de la Commission des relations ouvrières, lorsque celle-ci outrepassa sa juridiction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, de définir l'excès de juridiction. Il y a plusieurs tribunaux dont les sentences sont sans appel.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait une déclaration de principe sur les conséquences de l'exercice du droit de grève. Les syndicats, dit-il, ont un droit à la grève, pourvu que ce soit bien compris. La grève n'est jamais désirable. Elle fait tort à tout le monde; la cessation des travaux fait dommage à toute la communauté. Si deux personnes veulent se battre, qu'elles le fassent, mais tout le monde n'est pas obligé d'en subir les dommages qui en résultent.

C'est pour cela que le droit de grève doit toujours être exercé à bon escient et dans des conditions identiques à celles d'une opération chirurgicale majeure à laquelle on ne recourt qu'en cas d'absolue nécessité. On ne fait pas une opération majeure pour un mal de dents. Parce que la grève est un droit extraordinaire, il y a plusieurs délais accordés par la loi pour apporter une période de réflexion. Il ne faut pas oublier que les répercussions d'une grève retombent non seulement sur les patrons et les ouvriers, mais sur le public, en général.

Voilà pourquoi l'exercice du droit de vote est entouré de toutes les précautions imaginables et qu'il ne doit s'effectuer que suivant certaines conditions qui sont le fruit des expériences faites dans plusieurs pays. Une organisation qui ne respecte pas des délais ne peut être considérée comme une organisation de

bonne foi. C'est pour cela qu'avant de déclarer la grève, il faut passer par la conciliation, l'arbitrage, avec des limites de temps entre chaque cas et un délai supplémentaire avant qu'un droit de grève ne soit accordé. Quand les esprits sont échauffés, il est nécessaire qu'il y ait un délai pour permettre aux parties de se déchoquer. Mais il ne faut pas qu'il y ait d'autres délais pour se rechoquer. Les organisations ouvrières nous ont demandé de faire disparaître les délais qui peuvent troubler la situation. Ce que nous demandons, c'est pour la paix sociale.

Les seules causes actuellement devant les tribunaux, et qui retardent les conciliations, sont des causes prises par les employeurs. Le but de la loi, c'est de favoriser le syndicalisme de bonne foi. Il ne peut y avoir de bonne foi quand les lois fondamentales sont violées. Notre loi n'est dirigée contre personne. Elle n'a pour but que de créer une atmosphère favorable de compréhension mutuelle entre employés et employeurs, et j'ai confiance qu'elle donnera satisfaction. La mesure actuelle vise simplement à clarifier une loi qui a été acceptée l'année dernière et dont la jurisprudence a permis le droit d'appel d'un tribunal d'arbitrage.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit qu'il proteste contre le fait que la Commission des relations ouvrières va au-delà de ses pouvoirs. Il faudrait, dit-il, conserver aux intéressés le recours à la Cour supérieure quand il y a excès de juridiction. Tout ce que nous avons en vue, nous de l'opposition, c'est de prévenir l'arbitraire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans les mots "excès de juridiction", il y a des nids à procès. Nous allons faire l'expérience de la loi, et si nous trouvons qu'il y a lieu de l'améliorer, nous le ferons.

M. Hamel (Saint-Maurice) suggère la création, par le gouvernement, d'un comité de relations industrielles, comme on forme des comités des bills privés et publics, pour étudier toutes nos lois ouvrières dans une atmosphère sereine d'entendre les plaintes relatives aux différends entre les travailleurs et la direction.

Il (M. Hamel) est parfaitement d'accord avec le premier ministre que les grèves sont des événements extrêmement malheureux. C'est un geste *in extremis* auquel on ne doit recourir que lorsqu'il y a des principes fondamentaux en jeu. Mais la loi permet à la police de protéger les "scabs" ou briseurs de grèves. Quand une grève est déclarée, il devrait y

avoir une loi pour empêcher le passage de vitres, qui ne rend service à personne, et pour empêcher que les "scabs" ne rentrent à l'usine. Ils y rentrent malheureusement, avec la protection de la police provinciale. Ce sera une loi délicate et difficile qui sera cependant nécessaire.

C'est dans un comité de relations industrielles qu'on pourrait discuter tous ces problèmes. Un comité des relations ouvrières pourrait réviser la législation du travail et entendre les intéressés¹².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cela est hors d'ordre. Nous aurons, en une autre occasion, le loisir de discuter les actes de la police provinciale. Nous verrons alors où sont les victimes et où sont les bourreaux. Mais pour aujourd'hui, tenons-nous en au bill.

M. Hamel (Saint-Maurice): La Commission a donné des certifications à des unions de boutiques.

L'honorable M. Barrette (Joliette): En 1951-1952, La Commission a émis 530 certificats. En prenant pour acquis qu'elle aurait accordé en trois ans 114 certificats à des syndicats indépendants, soit une moyenne de 35 ou 40 par année, la proportion n'est tout de même pas considérable. Et je parle de syndicats indépendants, parce que jamais la Commission n'accorde de certificat à une union de compagnie lorsqu'une preuve suffisante a été faite. Cela ne s'est jamais produit quand on a fait la preuve qu'il s'agissait d'unions de boutiques.

Jamais elle n'a refusé la tenue d'un vote au scrutin secret, et il y en a eu 47 en 1951-1952. Jamais elle n'a refusé non plus une audition en séance publique, lorsque les circonstances l'exigeaient. Il y en a eu 92 l'an dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) observe que, dans le cas où la Commission excéderait sa juridiction, il y aurait toujours un recours, car la décision serait nulle.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bélanger), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 22 intitulé: Loi pour supprimer les retards dans le règlement des différends entre employés et employeurs soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender de façon qu'une décision arbitraire ou illégale de la

commission des relations ouvrières ne soit pas à l'abri de tout recours devant les tribunaux."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bélanger, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 19.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibault, 57.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale proposant la troisième lecture du bill 22 est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Prévost, Provençal, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibault, 57.

Contre: MM. Bélanger, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 19.

Ainsi, la motion principale est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Comité des subsides

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Comité des voies et moyens

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Ajournement¹³

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Jacques Monnier explique le contexte de cette question dans *L'Événement-Journal* du 17 décembre 1952, à la page 3, en disant que "le passage de la législation stipule qu'un citoyen, touchant une pension annuelle de plus de \$300 du gouvernement du Canada ne peut être membre du Conseil législatif du Québec. Or, depuis le 1^{er} janvier 1952, les conseillers âgés de 70 ans reçoivent chacun mensuellement d'Ottawa un chèque de \$40, c'est-à-dire annuellement \$480".

2. Selon *Le Soleil* du 17 décembre 1952, à la page 3, M. Duplessis dit bien le mot "inauguration".

3. Sachant que personne ne peut lui répondre, le premier ministre utilise alors son droit de réplique, peut-on apprendre dans *Le Canada* du 17 décembre 1952, à la page 5.

4. Il est écrit dans *Le Canada* du 17 décembre 1952, à la page 5, que "le premier ministre a tenu à ce

qu'un vote soit pris pour enregistrer au dossier de la Chambre cette unanimité sur une telle question".

5. Calixte Dumas, le correspondant de *L'Action catholique* du 17 décembre 1952, à la page 3, mentionne: "Le débat a été long et très animé. L'opposition s'est appliquée à faire le procès de la Commission des relations ouvrières", tandis qu'il est précisé dans *La Patrie* du 17 décembre 1952, à la page 2, que le président a dû intervenir "une dizaine de fois au moins".

6. On écrit dans le *Montréal-Matin* du 17 décembre 1952, à la page 2, que le député "a suscité de nombreux rappels à l'ordre, parce qu'on lui reprochait de ne pas s'en tenir au principe de la mesure".

7. Le chef de l'opposition réfère à l'article 556 du Règlement.

8. Le ministre intervient, précise-t-on dans le *Montréal-Matin* du 17 décembre 1952, à la page 2, "en gardant son ton courtois ordinaire".

9. Il est précisé dans *L'Action catholique* du 17 décembre 1952, à la page 3, qu'il a été recommandé par M. Gérard Picard.

10. Les quotidiens *Le Soleil* du 17 décembre 1952, à la page 7, et *Le Devoir* du 17 décembre 1952, à la page 8, indiquent pour leur part qu'il y a eu 12 cas.

11. *L'Action catholique* du 17 décembre 1952, à la page 8, parle de 1,200 à 1,400 conventions collectives.

12. Pierre Laporte indique dans *Le Devoir* du 17 décembre 1952, à la page 4, que l'idée est nouvelle et il ajoute: "C'est en tout cas, la première fois qu'elle est formulée directement en Chambre."

13. L'ajournement survient à point nommé car le correspondant parlementaire Dostaler O'Leary écrit, dans *La Patrie* du 17 décembre 1952, à la page 2: "Il faut remonter aux sessions de 1944 à 1948 pour retrouver un nombre de votes comparable à celui que les députés enregistrèrent dans la seule journée d'hier. Ils ont en effet voté sept fois au cours des deux séances de l'après-midi et du soir."

Séance du mercredi 17 décembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 184 modifiant la charte de la cité de Joliette;

- bill 160 modifiant la charte de la cité de Lachine;

- bill 132 modifiant la loi 34 Victoria, chapitre 63, intitulé Acte pour incorporer le Thistle Curling Club de Montréal.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs des bills 117 concernant la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec, et 193 concernant l'évaluation des propriétés de la Melchers Distilleries Limited à Berthierville, ont déclaré qu'ils désiraient les retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer sa demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Thistle Curling Club de Montréal

M. Cottingham (Argenteuil) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 modifiant la loi 34 Victoria, chapitre 63, intitulé Acte pour incorporer le Thistle Curling Club de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 132 sans l'amender.

M. Cottingham (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 160 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 160 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 184 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 184 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des architectes

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 225 modifiant la loi des architectes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Budget supplémentaire
1952-1953**

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable Monsieur l'Administrateur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Antonin Galipeault, l'honorable Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1953¹, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 17 décembre 1952
(Document de session no 2)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable Monsieur l'Administrateur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

Projets de loi:**Jean Fidèle Bernard**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 concernant une propriété de Jean Fidèle Bernard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Ville
de Ville-Marie**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 constituant en corporation la ville de Ville-Marie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Moniales Carmélites Déchaussées

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 constituant en corporation les Moniales Carmélites Déchaussées soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 03².

NOTES

1. Le ministre des Finances, l'honorable Onésime Gagnon, demande \$14,912,300 "pour permettre aux différents ministères de boucler leur budget", peut-on lire dans *L'Événement-Journal* du 18 décembre 1952, à la page 3. Il est également écrit: "Il est entré dans la tradition que le ministre des Finances présente un budget supplémentaire au début de chaque session".

2. On apprend dans le *Montréal-Matin* du 18 décembre 1952, à la page 4, que la séance "n'a duré que quelques minutes pour permettre au comité des bills privés de terminer l'étude du bill de Montréal". On apprend dans *Le Canada* du 18 décembre 1952, à la page 3 qu'"Une sixième séance du comité des bills privés de l'Assemblée législative a été nécessaire pour en finir avec le bill de Montréal". Il s'agirait, selon Dostaler O'Leary de *La Patrie* du 18 décembre 1952, à la page 5, de "l'une des plus brèves séances enregistrées dans les annales parlementaires". Les correspondants parlementaires ont donc jeté leur dévolu sur le Conseil législatif. En effet, c'était la première fois depuis 1947 qu'on y enregistrerait un vote. Le projet de loi en question concernait la vente, la fabrication et la possession de la margarine. Les "discours ont été substantiels autant que vigoureux", précise-t-on dans *L'Action catholique* du 18 décembre 1952, à la page 3.

Séance du jeudi 18 décembre 1952

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Hommage posthume
à Charles Nelson Crutchfield****L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Le défunt a joué un grand rôle dans le domaine de l'éducation chez nous et, depuis 40 ans, il a consacré tous ses instants à former de meilleurs citoyens, partout où il a exercé ses activités. Il fut également un promoteur constant de la bonne entente entre les deux grandes races au Canada. Il (M. Sauvé) retrace à grands traits la carrière du défunt, de 1908 à nos jours. Il fut principal des "high schools" de Buckingham, Sutton, Knowlton, Longueuil et de l'Académie de Huntingdon. Il a été le directeur de l'école pour les aveugles de Montréal et le directeur des écoles protestantes de Verdun. Il était un ancien trésorier et président de l'Association provinciale des professeurs protestants, président de la Canadian Teachers Association, directeur de la Canadian Education Association, président de l'Association provinciale des commissions scolaires protestantes. Au début de 1952, il a été nommé membre du comité protestant du Conseil de l'instruction publique de la province de Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

M. Crutchfield était un grand Canadien. Il (M. Marler) rappelle le grand intérêt du défunt dans le système éducationnel de la province de Québec, avec ses principes fondamentaux de compréhension et de liberté des minorités protestantes. Au nom de l'opposition, dit-il, j'offre à la famille en deuil l'expression de mes condoléances les plus vives.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

dit qu'il a eu l'avantage de connaître le Dr Crutchfield qui fut l'âme du Shawinigan Technical Institute¹. C'était, dit-il, un éducateur éminent qui avait de ses devoirs une compréhension théorique et pratique. M. Crutchfield a toujours eu une compréhension profonde de ses tâches. Il a joué un rôle important dans le système de l'éducation de

la province. On admirait son dévouement insurpassable et sa haute compétence. C'était un vrai et un grand Canadien, dans la véritable acception du mot. Il comprenait l'importance pour tout le pays de respecter les droits et les prérogatives des deux grandes races qui forment le Canada. La collaboration et la compréhension mutuelle des différentes races du pays sont des éléments nécessaires au progrès. Nous avons été heureux de le nommer membre du Conseil de l'instruction publique. Sa mort laisse un vide difficile à combler. Au nom du gouvernement, j'offre à sa famille l'expression de nos vives condoléances.

Rapports des comités permanents:**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 115 autorisant l'adoption de Peter Thomas Daley par John Harold Cooney et son épouse, dame Frances Anna Mahoney;

- bill 135 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville Sainte-Agathe-des-Monts, dans le comté de Terrebonne;

- bill 179 concernant la succession Peter Mastoris;

- bill 125 pour ratifier l'abolition de certaines restrictions, pour modifier certains règlements de la ville de Mont-Royal et pour modifier la charte de la ville de Mont-Royal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 166 validant un bail par la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque;

- bill 205 octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud;

- bill 182 concernant certaines écoles ménagères.

Et, sans amendement, le bill 203 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;
- bill 153 modifiant la charte de la ville Montréal-Nord;
- bill 136 modifiant la charte de la ville Sainte-Agathe-des-Monts;
- bill 149 modifiant la charte de la ville de Montréal-Sud.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 195 concernant l'Oeuvre du Service Familial, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer sa demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Adoption de Peter Thomas Daley

M. Cottingham (Argenteuil) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 autorisant l'adoption de Peter Thomas Daley par John Harold Cooney et son épouse, dame Frances Anna Mahoney.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 115 sans l'amender.

M. Cottingham (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession de Peter Mastoris

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 concernant la succession Peter Mastoris.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 179 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Mont-Royal

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 pour ratifier l'abolition de certaines restrictions, pour modifier certains règlements de la ville de Mont-Royal et pour modifier la charte de la ville de Mont-Royal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 125 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Substitution de M.-J.-A.-A. Larocque

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 166 validant un bail par la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 166 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Shawinigan-Sud

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 205 octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 205 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

École ménagère

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 concernant certaines écoles ménagères.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 182 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Hôtel-Dieu Saint-Vallier
de Chicoutimi**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 203 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 203 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Montréal-Nord

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 modifiant la charte de la ville Montréal-Nord.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 153 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Montréal-Sud

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 modifiant la charte de la ville de Montréal-Sud.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 149 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commissaires d'écoles de
Sainte-Agathe-des-Monts, Terrebonne**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville Sainte-Agathe-des-Monts, dans le comté de Terrebonne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Montréal

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 100 sans l'amender.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville Sainte-Agathe-des-Monts

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 modifiant la charte de la ville Sainte-Agathe-des-Monts.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ouvrages de voirie sur les terres publiques

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 concernant les ouvrages de voirie sur les terres publiques.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 19 modifiant la loi protégeant l'industrie laitière dans la province.

Questions et réponses:

Office du crédit agricole du Québec

M. Dupré (Verchères): Combien de prêts de \$6,000 l'Office du crédit agricole du Québec a-t-il consentis au cours de chacune des années 1949, 1950, 1951 et 1952 à date?

L'honorable M. Barré (Rouville): Relevé des prêts consentis à \$6,000 du 1^{er} janvier 1949 au 5 décembre 1952.

<i>Années</i>	<i>Nombre</i>
1949	84
1950	134
1951	174
1952	203
Total	595

Dépôt de documents:

Québec Pulp & Paper Corporation

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 10 décembre 1952, demandant la production d'une

copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} décembre 1951 jusqu'à date, relativement à la cession, la vente, l'échange ou la location des usines à pulpe de Chicoutimi ou de tous autres biens acquis de la Quebec Pulp & Paper Corporation. (Document de session no 17)

**Rivière Bersimis,
arrêtés ministériels**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 10 décembre 1952, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés depuis le 1^{er} janvier 1952 jusqu'à date, relativement au développement des forces hydrauliques de la rivière Bersimis, dans le comté de Saguenay. (Document de session no 18)

**Concessions
forestières**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 10 décembre 1952, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés en conseil adoptés par le lieutenant-gouverneur de la province, depuis le 21 novembre 1951 jusqu'à date, concernant des concessions forestières ou des échanges de concessions forestières. (Document de session no 19)

**Rivière Bersimis,
contrats**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 10 décembre 1952, demandant la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province ou l'Hydro-Québec, depuis le 1^{er} janvier 1952 jusqu'à date, relativement aux travaux se rapportant à la construction de barrages, d'usines hydroélectriques, de lignes de transmission d'électricité, en rapport avec le développement des forces hydrauliques de la rivière Bersimis, dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles. (Document de session no 20)

Subsides:

**Budget supplémentaire
1952-1953**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage des terres (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de protection de la jeunesse (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Clinique d'aide à l'enfance (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de

pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Jardin zoologique de Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux: construction de camps, etc. (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche: construction de cabines, etc. (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "frais de bureau (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts et garages: matériaux, outillage et gages (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de perception (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Journaux d'éducation (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction et agrandissement d'entrepôts, séchoirs, neigères, écoles et laboratoires (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale: Dépenses diverses (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Coroners: honoraires et déboursés", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et administration (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Institutions pour malades mentaux (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas six millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'assistance publique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service médical aux colons (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement postsecondaire (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de

bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Relations patronales ouvrières, salaires et dépenses (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparation, aménagement et loyers d'édifices publics, palais de justice et prisons (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Prévention des incendies (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues, frais légaux (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition, transformation, construction d'immeubles et bureaux d'enregistrement (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions sont lues et agréées.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1952-1953

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1953, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$14,912,300.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est convenu avec le chef de l'opposition (M. Marler) que la discussion sur le budget aura lieu lors de l'étude du budget de la prochaine année financière.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission

de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité des voies et moyens est lue et agréée.

Projets de loi:

Loi des subsides No 1, 1952-1953

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1953, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Oeuvre du service familial

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que le bill 195 concernant l'Oeuvre du service familial ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Melchers Distilleries Ltd.

M. Tellier (Montcalm) propose, du consentement unanime, que le bill 193 concernant l'évaluation des propriétés de la Melchers Distilleries Limited à Berthierville ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, du consentement unanime, que le bill 117 concernant la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Loi des architectes

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 225 modifiant la loi des architectes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Johnson (Bagot) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article qui se lit comme suit:

"1. L'article 6 de la loi des architectes (Statuts refondus, 1941, chapitre 272) est modifié en y ajoutant, après le paragraphe 2, le suivant:

"3. Nonobstant les dispositions de la présente loi, nul ne pourra, après le 16 décembre 1952, être admis comme membre de l'Association, à moins qu'il ne soit citoyen canadien. La disposition ci-dessus ne s'applique pas aux architectes qui remplissent les conditions prévues au paragraphe 2 du présent article, et qui sont engagés comme professeurs à la section d'architecture de l'École des beaux-arts de Montréal ou à l'École d'architecture de l'Université McGill, et ce, seulement pour la période de leur engagement; elle ne s'applique pas non plus, à la discrétion du Conseil, aux architectes qui ne sont pas citoyens canadiens, mais auxquels peut être accordé un permis d'exercice temporaire, suivant la troisième alinéa de l'article 12."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il est juste que les professions soient réservées

d'abord aux gens de la province de Québec et nous exerçons en ce domaine des droits que nous entendons conserver.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La disposition modifiant la loi des architectes est juste en principe. Après le 16 décembre, il faudra être citoyen canadien pour être admis à pratiquer la profession d'architecte dans la province. Mais il ne faudrait pas créer une injustice envers les étudiants qui sont actuellement inscrits dans les écoles d'architecture.

Je crois que nous devrions faire exception pour ces étudiants, s'il s'en trouve qui ne sont pas sujets canadiens et qui ont commencé leur cours dans l'espoir d'être admis dans l'association.

M. Johnson (Bagot): La clause en question avait été demandée par l'Association des architectes. Elle a adopté une résolution en assemblée spéciale. Il y a lieu de présumer que les architectes eux-mêmes sont au courant de la situation et que s'ils ne se sont pas préoccupés du cas des étudiants étrangers, c'est qu'il n'y en avait pas dans les écoles de la province de Québec.

D'ailleurs, en vertu d'une autre clause, l'Association pourra toujours accorder un permis temporaire, en attendant que les candidats obtiennent le titre de sujets canadiens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois qu'en principe les professions devraient être exercées par ceux qui sont sujets canadiens et citoyens de la province de Québec. Nous avons sur ce sol le droit de priorité du premier occupant et les professions constituent à l'heure actuelle un champ d'action où nous exerçons entièrement nos droits. Il y en a d'autres où le manque de revenus nous empêche d'exercer la plénitude de nos droits. C'est un champ d'action que nous avons droit de garder pour nous, en vertu de l'axiome anglais "Charity begins at home". Les professions doivent être exercées par nos concitoyens. C'est un droit précieux que nous avons l'intention de conserver.

Ce sont là des prérogatives qui nous appartiennent, et ceux qui veulent exercer des professions chez nous devront être au moins sujets canadiens ou se faire naturaliser.

D'ailleurs, cette qualité de Canadien a été mise dans toutes les chartes provinciales des professions et je suis content qu'on la place dans la charte des architectes. Il n'y a pas de raison pour que ça ne s'applique pas dans le cas des architectes. Nous

allons conserver tous nos droits dans un domaine qui est encore intact.

Le gouvernement de Québec favorise le placement des capitaux étrangers dans la province, étant donné que les Canadiens ne veulent pas consacrer leurs millions au développement de nos ressources naturelles. Si nous acceptons sans hésitation l'aide de capitaux étrangers, c'est parce que nous n'avons pas suffisamment de capital pour développer pleinement nos richesses naturelles, il est juste que les gens de la province de Québec gardent au moins la priorité quand il s'agit des emplois et des professions.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) répond qu'il s'entend assez bien avec le premier ministre sur le principe. Il n'y a pas de discussion possible là-dessus et nos architectes doivent être des sujets canadiens, dit-il. Mais j'ai attiré l'attention du gouvernement sur le cas de ceux qui suivent des cours dans nos écoles du Québec et qui ne sont pas sujets canadiens. Je doute qu'on m'ait bien compris. Je n'ai pas parlé de ceux qui pourront commencer leurs études d'architecture dans les années à venir, mais des étudiants inscrits qui sont déjà en deuxième ou troisième année à l'Université McGill ou à l'École des beaux-arts, et qui subiront ainsi un préjudice aussi grave qu'imprévisible.

Il me semble que nous devrions faire une exception pour eux, s'il s'en trouve qui ne sont pas encore naturalisés. S'ils ont voulu acquérir de la compétence dans nos écoles, il me semble qu'il faut les encourager plutôt que les exclure. Il ne serait pas logique de leur fermer ainsi la porte. Ils devront attendre cinq ans de résidence ici avant de pouvoir pratiquer. On devrait amender le bill pour l'éviter².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les gens visés par le chef de l'opposition pourront toujours gagner leur vie en travaillant provisoirement dans des bureaux d'architectes, en attendant l'expiration du délai requis pour leur naturalisation comme Canadiens. La position d'architecte appartient aux citoyens de la province de Québec. Ceux qui veulent la pratiquer chez nous doivent se faire naturaliser. S'ils veulent devenir membres de l'Association, qu'ils commencent par se faire naturaliser. Ailleurs, on ne nous traiterait pas autrement.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 225 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Sur division!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Vote!

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thuot, 60.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

À 4 heures, la Chambre suspend ses travaux.³

Reprise de la séance à 5 heures⁴

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 12 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

- bill 22 pour supprimer les retards dans le règlement des différends entre employés et employeurs;

- bill 27 pour venir en aide à certaines municipalités;

- bill 120 concernant la ville d'Acton Vale;

- bill 126 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Marc, dans le comté de Portneuf;

- bill 127 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc;

- bill 131 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;

- bill 143 changeant le nom de Mortimer Ross Rubenstein en celui de Mortimer Ross;

- bill 159 concernant la Commission scolaire de La Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval);

- bill 161 modifiant la charte de la ville de Victoriaville;

- bill 162 modifiant la loi constituant en corporation les Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains;

- bill 167 modifiant la charte de la ville d'Asbestos;

- bill 170 concernant la succession Éva Bélanger;

- bill 176 constituant en corporation Congregation Beth Moïshe;

- bill 187 concernant l'Union Canadienne, Compagnie d'Assurances.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 5 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant la première ligne par ce qui suit:

"7. L'article 25 de ladite loi, modifié par l'article 10 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, est de nouveau modifié".

2. L'article 9 est modifié:

- a) en remplaçant dans la deuxième ligne le nombre 13" par le nombre "12";

b) en remplaçant dans la quatrième ligne les mots "le suivant" par les mots "les suivants";

c) en biffant dans les septième et huitième lignes les mots "si ce n'est qu'à la demande du propriétaire".

3. L'article 17 est modifié en remplaçant dans les lignes 15, 16 et 17 les mots "le locataire ne fasse au plus tard le trente et un mars 1953" par les mots:

" , au plus tard le trente et un mars 1953, s'il s'agit d'un bail expirant le trente avril 1953, et au plus tard trente jours avant son expiration dans les autres cas, le locataire ne fasse".

4. L'article 18 est modifié en remplaçant dans la dernière ligne le nombre "16" par le nombre "17".

5. L'article 19 est modifié en remplaçant dans la quatrième ligne le nombre "16" par le nombre "17".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 9 modifiant la loi des véhicules automobiles, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en ajoutant immédiatement après le mot "courbes", dans la troisième ligne du paragraphe "e)", les mots "dangereuses et les".

2. L'article 8 est modifié en y ajoutant à la fin, après les mots "par l'article 41", les mots suivants:

"et, partout où elle diffère de cette dernière, elle doit être clairement indiquée par des signaux ou affiches à la vue du public, à défaut de quoi ce sont les dispositions de l'article 41 qui s'appliquent".

Projets de loi:

Loi sur la conciliation entre locataires et propriétaires

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 5 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des véhicules automobiles

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 9 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 202 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Marie de Beauce.

M. Ducharme (Lavolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 206 changeant le nom de Gilbert Thomas Robert Salmon en celui de Gilbert Thomas Robert Noall.

Projets de loi:

Commissaires d'écoles de Sainte-Marie de Beauce

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 202 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Marie de Beauce.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 202 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Gilbert Thomas Robert Salmon

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 206 changeant

le nom de Gilbert Thomas Robert Salmon en celui de Gilbert Thomas Robert Noall.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 206 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 184 modifiant la charte de la cité de Joliette.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 121 modifiant la charte de la ville de Richmond et concernant la corporation de la ville de Richmond, la Commission catholique des commissaires d'écoles de la ville de Richmond et la Commission protestante des commissaires d'écoles de la ville de Richmond, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 7 est biffé.

2. L'article 8 devient article 7.

3. L'article 9 qui devient article 8 est modifié en remplaçant le sous-article "528a" par le suivant:

"528a. La ville pourra annuellement imposer sur toute personne, corporation ou société possédant ou exploitant, de quelque manière que ce soit, tout distributeur automatique non interdit par le Code criminel et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou de jetons, et servant exclusivement à la vente d'une marchandise quelconque, d'une valeur marchande généralement reconnue, une taxe ou licence n'excédant pas cinquante dollars pour chaque distributeur automatique; et pour tout autre distributeur automatique, jeux mécaniques, phonographes, non interdits par le Code criminel et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou de

jetons, une taxe ou licence annuelle n'excédant pas cinquante dollars.

"Le présent article ne s'applique pas aux balances automatiques ni aux appareils téléphoniques, ni aux distributeurs automatiques de liqueurs douces."

4. Les articles 10, 11 et 12 deviennent articles 9, 10 et 11.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 128 modifiant la charte de la ville LaSalle, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article est biffé.

2. Les articles 2, 3, 4 et 5 deviennent articles 1, 2, 3 et 4.

3. L'article 6, qui devient article 5, est modifié en remplaçant dans le sous-article "526" dans la dix-septième ligne de la page 3, les mots "dollars" par les mots "deux cents dollars".

4. Les articles 7, 8 et 9 deviennent articles 6, 7 et 8.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 130 modifiant la charte du Brome-Missisquoi-Perkins Hospital, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié dans la quatrième ligne du deuxième paragraphe du sous-article 9, à la page 2, en remplaçant les mots "madame Blaisdell Basley" par les mots "madame Blaisdell Peasley".

2. L'article 3 est modifié:

a) en remplaçant dans les neuvième et dixième lignes du sous-article 13 les mots "de chaque membre unique nommé par les villes de" par les mots "d'un membre nommé par chacune des villes de";

b) dans la version anglaise seulement (...)

Projets de loi:

Charte de Richmond

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 121 modifiant la charte de la ville de Richmond et concernant la corporation de la ville de Richmond, la Commission catholique des commissaires d'écoles de la ville de Richmond et la Commission protestante des commissaires d'écoles de la ville de Richmond.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Brome-Missisquoi-Perkins Hospital

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 modifiant la charte du Brome-Missisquoi-Perkins Hospital.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la ville de LaSalle

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 122 modifiant la charte de la ville Saint-Michel, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en ajoutant, dans la sixième ligne, après les mots "La commission" les mots "métropolitaine de Montréal".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 129 modifiant la charte de la ville de Bedford, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 20 est modifié en remplaçant:

a) dans la onzième ligne du paragraphe "526a" le mot "dix" par les mots "vingt-cinq";

b) dans la dix-huitième ligne du paragraphe "526a" le mot "dix" par les mots "vingt-cinq".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 134 constituant en corporation le Centre Médical Claude Bernard Medical Centre, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 4 est modifié en biffant, dans la deuxième ligne, les mots "son nom corporatif ou".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 150 modifiant la charte de la cité de Sillery, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 7 est modifié:

a) en remplaçant, dans la septième ligne les mots "les montants suivants" par les mots "le montant suivant";

b) en biffant tout le paragraphe "2°" qui se lit comme suit:

"2° Trente mille dollars pour l'acquisition de terrains destinés à être érigés en terrains de jeu et en parcs publics."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 155 modifiant la charte de la ville de Trois-Pistoles, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant, à la page 1, dans la dernière ligne du paragraphe "526", le mot "cent" par les mots "deux cents".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 156 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié:

a) en biffant dans la sixième ligne les mots "(Annexe "A")";

b) en biffant dans les septième et huitième lignes de la page 2 les mots "(Annexe "B")".

Et les annexes sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 174 modifiant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 4 est modifié en biffant dans la dernière ligne le mot "(Annexe)".

Et l'annexe est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 178 modifiant la charte de la ville d'East Angus, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié dans la première ligne de la page 2 en remplaçant les mots "cinq ans" par les mots "dix ans".

Projets de loi:

Charte de la ville de Saint-Michel

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 122 modifiant la charte de la ville Saint-Michel.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la ville de Bedford

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 129 modifiant la charte de la ville de Bedford.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Centre Médical Claude Bernard

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 134 constituant en corporation le Centre Médical Claude Bernard Medical Centre.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la cité de Sillery

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 150 modifiant la charte de la cité de Sillery.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la ville de Trois-Pistoles

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 155 modifiant la charte de la ville de Trois-Pistoles.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de la cité de Rivière-du-Loup

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 156 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Village de la Pointe-au-Pic

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 174 modifiant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec ce bill, au Conseil législatif.

Charte de la ville d'East Angus

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 178 modifiant la charte de la ville d'East Angus.

L'amendement est lu.

M. Gérin (Stanstead) propose que l'amendement soit maintenant accepté.

Adopté après division⁵.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

18 décembre 1952

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 30 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1953, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Souhais de Noël et du jour de l'An

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je veux offrir mes meilleurs souhaits aux membres de l'Union nationale. J'espère qu'ils continueront dans le bien, conservant intacts les principes qui permettent à la province de faire beaucoup de progrès. Il (l'honorable M. Duplessis) présente ses souhaits de Noël et du jour de l'An à l'opposition. En ce qui concerne l'opposition, j'espère que le soleil de

janvier sera assez brillant pour faire disparaître les nuages qui empêchent nos honorables amis de reconnaître les mérites de l'Union nationale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne limiterai pas mes souhaits aux membres de l'Union nationale, mais les offrirai à tous les membres de l'Assemblée législative pour 1953. Nous attendons avec confiance le soleil de juillet 1956. J'espère qu'il sera alors facile de remplacer le gouvernement. S'il continue comme actuellement, il n'y a pas de doute que nous n'aurons pas de difficulté à le remplacer en 1956.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce que la séance est suspendue pour permettre une sanction de bills.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier de la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur l'Administrateur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif⁶.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur l'Administrateur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

B Loi modifiant la loi 15-16 George VI, chapitre 20;

5 Loi prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;

9 Loi modifiant la loi des véhicules automobiles;

12 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

16 Loi modifiant la loi relative aux problèmes de législation agricole;

19 Loi modifiant la loi protégeant l'industrie laitière dans la province;

22 Loi pour supprimer les retards dans le règlement des différends entre employés et employeurs;

27 Loi pour venir en aide à certaines municipalités;

120 Loi concernant la ville d'Acton Vale;

121 Loi modifiant la charte de la ville de Richmond et concernant la corporation de la ville de Richmond, la Commission catholique des commissaires d'écoles de la ville de Richmond et la Commission protestante des commissaires d'écoles de la ville de Richmond;

122 Loi modifiant la charte de la ville Saint-Michel;

126 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Marc, dans le comté de Portneuf;

127 Loi modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc;

128 Loi modifiant la charte de la ville LaSalle;

129 Loi modifiant la charte de la ville de Bedford;

130 Loi modifiant la charte du Brome-Missisquoi-Perkins Hospital;

131 Loi modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;

134 Loi constituant en corporation le Centre Médical Claude Bernard Medical Centre;

143 Loi changeant le nom de Mortimer Ross Rubenstein en celui de Mortimer Ross;

145 Loi modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec;

150 Loi modifiant la charte de la cité de Sillery;

155 Loi modifiant la charte de la ville de Trois-Pistoles;

156 Loi modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup;

159 Loi concernant la commission scolaire de La Présentation de la Sainte-Vierge (Dorval);

161 Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville;

162 Loi modifiant la loi constituant en corporation les Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains;

167 Loi modifiant la charte de la ville d'Asbestos;

170 Loi concernant la succession Éva Bélanger;

174 Loi modifiant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic;

176 Loi constituant en corporation Congregation Beth Moishe;

178 Loi modifiant la charte de la ville d'East Angus;

184 Loi modifiant la charte de la cité de Joliette;

187 Loi concernant l'Union Canadienne, Compagnie d'Assurances.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'Administrateur de la province sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative: s'adresse alors à l'honorable Monsieur l'Administrateur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

30 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1953, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'Administrateur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement⁷

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons suspendre la session.

(Le premier ministre sourit)

J'espère que le congé des fêtes va être assez long pour permettre au chef de l'opposition (M. Marler) et au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) d'aller se confesser.

M. Ledoux (Shefford): Est-ce que le premier ministre nous promet aussi qu'il ira se confesser?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement! Dans cette question-là, il n'y a jamais de grève.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si le premier ministre va se confesser, j'ai bien peur qu'il ne soit pas de retour pour le 13 janvier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si j'explique au confesseur l'obligation dans laquelle je me trouve d'avoir l'opposition en face de moi tous les jours, je suis sûr qu'il ne me donnera pas d'autre pénitence.

Il (l'honorable M. Duplessis) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée au mardi 13 janvier 1953.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 55⁸.

NOTES

1. Il en était le directeur depuis 1943, d'après l'édition du quotidien *The Montreal Daily Star* du 19 décembre 1952, à la page 16. Tandis que *The Chronicle Telegraph* du 19 décembre 1952, à la page 3, écrit: "Il a été nommé directeur de l'Institut technique de Shawinigan en septembre 1923, un poste qu'il a occupé jusqu'à sa mort."

2. "Une exception est faite toutefois dans le projet de loi pour les professeurs étrangers", selon *L'Événement-Journal* du 19 décembre 1952, à la page 3.

3. La Chambre suspend ses travaux "afin de permettre la reprise de l'étude du bill des instituteurs et institutrices au comité des bills publics", rapporte le journaliste de *L'Action catholique* du 19 décembre 1952, à la page 3.

4. "La Chambre siège de nouveau pour permettre à l'Orateur de faire rapport de plusieurs bills adoptés par le Conseil législatif", peut-on lire dans *L'Action catholique* du 19 décembre 1952, à la page 3. Guy Beaudry du quotidien *The Gazette* du 19 décembre 1952, à la page 16, explique qu'on met, de part et d'autre, les efforts voulus: "Les deux Chambres de l'Assemblée législative ont fait des efforts évidents pour conclure les affaires d'hier et pour empêcher qu'il y ait une séance ce matin."

5. Il est précisé dans *L'Action catholique* du 19 décembre 1952, aux pages 3 et 23:

"Dans le bill original, il était dit que la corporation d'East Angus était autorisée à fixer l'évaluation de tous les terrains, bâtisses industrielles, machinerie et accessoires que Thomas Bonar & Co. possède actuellement, à la somme de \$38,000 pour une période de dix ans, à compter du premier janvier 1953."

"Le comité des bills privés, de l'Assemblée législative, avait réduit la période de 10 ans à cinq ans. Le Conseil législatif a rétabli la période d'évaluation fixée à dix ans."

6. L'administrateur de la province, l'honorable juge Antonin Galipeault, remplace alors le lieutenant-

gouverneur, l'honorable Gaspard Fauteux, explique-t-on dans le *Montréal-Matin* du 19 décembre 1952, à la page 6.

7. Le correspondant parlementaire Arthur Langlois écrit dans *La Presse* du 19 décembre 1952, à la page 5, que les députés ont échangé à ce moment "des remarques piquantes, mais dans un climat de joie et de paix qui concorde parfaitement avec l'esprit de la fête de Noël".

8. On apprend dans le *Montréal-Matin* du 19 décembre 1952, à la page 6: "Après la dernière séance de la Chambre, le premier ministre a été entouré par les députés, dont plusieurs membres de l'opposition, qui désiraient lui serrer la main avant de retourner dans leur foyer. Tout le monde s'est séparé de joyeuse humeur."

Séance du mardi 13 janvier 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Souhaits
du premier ministre**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) offre à toute la députation provinciale ses meilleurs souhaits de bonne et heureuse année. Il souhaite à la gauche d'ouvrir ses yeux à la lumière, dit-il.

Chevaliers de Colomb

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Laviolette (M. Ducharme), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de M. le juge T. Adélard Fontaine et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation pour certaines fins les conseils locaux des Chevaliers de Colomb de la province de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de M. le juge T. Adélard Fontaine et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation pour certaines fins les conseils locaux des Chevaliers de Colomb de la province de Québec.

Ville d'Isle-Maligne

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Marcotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville d'Isle-Maligne, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'annexer certains territoires, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville d'Isle-Maligne, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'annexer certains territoires.

**Mutuelle des employés
de la Cie des Autobus & Taxis ltée**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Prévost), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Compagnie des Autobus et Taxis ltée, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite société, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Compagnie des Autobus et Taxis ltée, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite société.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 171 concernant la Commission scolaire de Pointe-Claireville, dans le comté de Jacques-Cartier;
- bill 200 permettant à la ville de Saint-Félicien d'annexer une portion déterminée de territoire.

Projets de loi:

Annexion à Saint-Félicien

M. Marcotte (Roberval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 200 permettant à la

ville de Saint-Félicien d'annexer une portion déterminée de territoire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 200 sans l'amender.

M. Marcotte (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Pointe-Claireville, Jacques-Cartier

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 concernant la Commission scolaire de Pointe-Claireville, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 171 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 37 instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels.

C'est un bill que nous considérons comme très important, dit-il. J'avise l'opposition que les journées de mardi et mercredi prochains seront consacrées par la Chambre basse à l'étude du bill qui crée une commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels et la répartition des revenus nationaux. Les députés devront céder aux mesures du gouvernement la journée du mercredi qu'ils consacraient d'ordinaire aux motions qu'ils présentent.

Les députés pourront se reprendre durant le débat sur le budget qui est très large et dans lequel ils auront toute la latitude nécessaire de faire valoir leurs opinions sur tous les sujets qu'ils voudront traiter.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Durant la première partie de la session les députés de l'opposition ont fait preuve de bonne volonté en n'inscrivant pas au *Feuilleton* une foule de questions et de motions qu'ils ont préparées. Il serait injuste de les priver de leurs privilèges dès la semaine prochaine. Il demande au premier ministre de reporter cela à la semaine suivante, afin de donner une journée de plus aux libéraux pour poser des questions et discuter leurs motions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) maintient son point de vue. Le bill des chiros sera étudié le 22 janvier au comité des bills privés de l'Assemblée législative, précise-t-il.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi sur la colonisation

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 35 modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la prévention des incendies

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Il s'agit de porter de \$500,000 à \$650,000 par année les octrois judicieux et généreux, dit-il, que le gouvernement verse aux municipalités désireuses de se protéger contre les incendies.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des loyers

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 concernant la Commission des loyers.

Il s'agit, dit-il, de porter de \$9,000 à \$11,000 le salaire du président, le juge André Régnier, et à

\$8,000 celui des deux commissaires, le notaire J.-M. Savignac et Me John O'Meara, de Montréal. Cette loi a été rendue nécessaire par l'augmentation du salaire des juges déjà votée par la Législature au cours de la première partie de la session.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des élections contestées

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 modifiant la loi des élections contestées de Québec.

Nous voulons décongestionner les affaires judiciaires soumises à la Cour supérieure et faire respecter le caractère québécois de toutes les procédures qui concernent la province, comme les contestations d'élections. Et en passant, je dirai à l'opposition que notre loi, augmentant le montant en jeu dans les causes portées en appel, nous a valu des félicitations chaleureuses².

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi électorale³

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 34 modifiant la loi électorale de Québec.

Désormais, dit-il, les élections ne pourront avoir lieu que 53 jours après la date de la dissolution des Chambres, au lieu de 46 jours comme auparavant. Nous donnons un délai additionnel de sept jours pour la révision des listes, parce que nous considérons la révision plus importante que la confection des listes. Celles-ci seront confectionnées par un seul énumérateur nommé par le directeur général des élections. L'énumérateur nommé jusqu'ici par l'opposition disparaît. De plus, les recomptages judiciaires se feront désormais devant la Cour de magistrat, au lieu de la Cour supérieure. Une autre disposition obligera les Canadiens naturalisés à produire leur certificat de naturalisation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'exécutif

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 modifiant la loi de l'exécutif.

La province de Québec se développe à pas de géant, dit le premier ministre. Le budget, qui fut un temps de \$5,000,000, n'était encore que de \$30,000,000, il y a une quinzaine d'années. Le gouvernement doit administrer maintenant un budget de près de \$300,000,000. Or, les ministres ont le même salaire depuis 20 ou 25 ans. Avec des coûts plus élevés pour les biens et services, on a jugé bon de proposer une augmentation. La loi porte de \$8,000 à \$10,000 le traitement des ministres avec portefeuille et de \$4,000 à \$5,000 celui des ministres sans portefeuille⁴. À Ottawa, les secrétaires parlementaires, qui n'ont pas l'importance d'un ministre de la province de Québec, ont \$4,000 de plus. Le bill ne prévoit aucun changement pour le salaire du premier ministre⁵.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Villes minières

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 38 organisant les villes minières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le principe est à peu près le même que pour l'organisation de villages miniers. La législation actuelle donne au cabinet le pouvoir d'organiser des villages miniers, d'empêcher les spéculateurs de vendre des terres à des prix exorbitants dans les régions où il y a un essor minier. La politique permet de créer de nouveaux villages et, désormais, des villages miniers, afin de récolter les avantages des revenus en développement pour le bien-être de tous.

La nouvelle loi propose que les villages miniers, bâtis sur les terres de la couronne, ne puissent pas comprendre plus de 25 milles carrés. Le conseil municipal sera nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil pour une durée de cinq ans. C'est aussi le lieutenant-gouverneur en conseil qui donnera son nom à la ville, émettra les lettres patentes, etc.

Le conseil municipal sera formé d'un maire et de quatre échevins. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra également nommer un gérant et lui donner les attributions qu'il jugera à propos. Après cinq ans, la ville retombera sous la loi des cités et villes.

En réponse à la grande demande en développement minier dans la province de Québec, le gouvernement va créer une ville de ce type dans le canton de Holland à Gaspé, où 75,000,000 à 80,000,000 de tonnes de minerai de cuivre sont

exploitées par la Gaspé Copper Mines Ltd., une filiale de la Noranda Mines, et également en Abitibi, où se trouve l'une des plus riches mines de zinc au monde, exploitée par la compagnie Barvue. Il valait mieux procéder par une loi d'ordre public qu'au moyen de bills privés. Comme dans le cas des villages miniers, tous les revenus provenant de la vente des terrains seront versés dans un fonds municipal pour servir à la confection des rues, à l'établissement d'un aqueduc, etc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Protection de la chasse et de la pêche

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 39 modifiant la loi pour protéger les richesses de la province dans le domaine de la chasse et de la pêche.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 37 instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels.

Adopté.

Loi de la prévention des incendies

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 36 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté.

Commission des loyers

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 concernant la Commission des loyers.

Adopté.

Loi électorale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 34 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

Loi de l'exécutif

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 33 modifiant la loi de l'exécutif.

Adopté.

Villes minières

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 38 organisant les villes minières.

Adopté.

Protection de la chasse et de la pêche

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 39 modifiant la loi pour protéger les richesses de la province dans le domaine de la chasse et de la pêche.

Adopté.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre tienne, à l'avenir, et jusqu'à nouvel ordre, deux séances le vendredi de chaque semaine; la première de onze heures du matin jusqu'à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois heures de l'après-midi jusqu'à onze heures du soir, avec suspension de six à huit heures du soir; et qu'à chacune de ces deux séances, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait à la séance du vendredi.

Les bills privés sont particulièrement abondants cette année. Ce sont, en somme, des procédures instituées par les députés et il importe de les considérer avec soin. Et je crois raisonnable que la Chambre siège le vendredi soir. Il s'agit de faciliter l'ouvrage. Il ne faut pas créer l'impression que ceux qui font les lois ont peur de travailler.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous n'avons pas l'intention de nous objecter à la motion. Nous voulons que les affaires soient réglées le plus rapidement possible. Mais je constate qu'avec cette motion, un bill qui aura été adopté en première lecture le matin pourra être appelé de nouveau dans l'après-midi, puisqu'il s'agira d'une nouvelle séance. J'espère que le gouvernement n'a pas l'intention de s'en servir pour passer à la vapeur des lois qui pourraient nécessiter une étude prolongée non seulement de la part des députés, mais aussi de la part du public.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les règlements étaient beaucoup plus larges à Québec qu'à Ottawa, où les règlements sont plus sévères. Ici, un député peut parler une heure, tandis qu'à Ottawa, les discours sont limités à 40 minutes. Les contribuables attendent des législateurs québécois du travail diligent et non des redites. Il est possible de procéder avec une diligence qui n'exclut pas l'exercice intégral des privilèges des députés. Quand nous étions dans l'opposition, on nous faisait souvent siéger la nuit et les bills étaient toujours présentés à la dernière minute. L'opposition actuelle bénéficie des services d'un personnel que nous n'avions pas. Il faut que les lois soient bien étudiées, mais il ne faut pas dépasser la mesure.

Le gouvernement actuel distribue toujours ses projets de loi longtemps d'avance. Quand l'opposition a eu plusieurs jours pour les étudier et qu'elle a répété les mêmes arguments quatre fois de suite, il me semble que c'est suffisant. Nous voulons procéder avec toute la diligence compatible avec les prérogatives des députés. Dès la semaine prochaine, les affaires du gouvernement auront préséance, même le mercredi, sur celles des députés. Les députés devront, jusqu'à la fin de la session, céder aux mesures du gouvernement la journée du mercredi qu'ils consacraient d'ordinaire aux motions qu'ils présentent.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je serais plus disposé à m'entendre avec le premier ministre à ce sujet si la suppression de la journée des députés ne devait commencer non la semaine prochaine mais la suivante. Durant la première partie

de la session, les députés de l'opposition ont fait preuve de bonne volonté en n'inscrivant pas immédiatement au *Feuilleton* une foule de questions et de motions qu'ils ont préparées. Nous n'avons pas inscrit beaucoup de motions, pour permettre au gouvernement d'expédier les affaires les plus urgentes. Si l'on abolit la journée des députés, nous ne pourrions plus faire discuter nos motions. Il serait injuste de les priver de leurs privilèges dès la semaine prochaine. L'on ne pourrait pas conserver une semaine de plus le règlement qui s'applique à la journée des députés, afin de donner une journée de plus aux libéraux pour poser des questions et discuter leurs motions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les motions pour production de documents n'entraîneraient, en somme, que des procédures platoniques qui n'aboutissent à rien de positif. À Ottawa, ces motions ne provoquent pas de débat. Privés de leur journée, les députés auront l'occasion de discuter toutes les questions qui les intéressent lors du débat sur le budget qui est très large. Ils auront toute latitude nécessaire de faire valoir leurs opinions sur tous les sujets qu'ils voudront traiter, sur les différents problèmes de l'heure.

Je n'aurais pas d'objection à retarder le changement d'une semaine, pourvu que nous avançons dans notre travail d'ici là. Il ne faut pas oublier que la session a été convoquée trois mois à l'avance. Si le travail avance assez rapidement, nous n'aurons pas d'objections à nous rendre au désir de l'opposition.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Ouvrages de voirie sur les terres publiques

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 concernant les ouvrages de voirie sur les terres publiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie les articles 1 et 2 qui se lisent comme suit:

"1. La loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1941, chapitre 93) est modifiée en y ajoutant, après l'article 103, le suivant:

"103*a*. Nul ne peut, sauf à travers ses propres concessions forestières et conformément à la loi à ce sujet, exécuter des travaux de voirie de quelque nature que ce soit sur une terre de la couronne, une concession forestière, une réserve forestière ou une autre terre publique quelconque, sans en avoir obtenu au préalable l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, que celui-ci peut accorder aux conditions, générales ou spéciales, qu'il détermine.

"Les dispositions de l'article 103 s'appliquent aux travaux de voirie exécutés à la suite d'une autorisation accordée en vertu du présent article."

"2. Les travaux de voirie visés par la présente loi et exécutés avant son entrée en vigueur peuvent être utilisés par toute personne, sous les réserves et aux conditions déterminées par l'article 103 de la loi des terres et forêts."

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Cette loi régira la construction des routes sur les terres de la couronne et le tarif que les propriétaires pourront exiger de ceux qui emploient ces chemins pour circuler, soit pour aller à la chasse, soit pour se livrer à la pêche. À l'avenir, après le passage du bill, lorsque quelqu'un voudra construire une route sur toute terre de la couronne, le concessionnaire ne pourra imposer un péage sans obtenir du gouvernement la permission de construire ces routes et faire approuver par le ministre des Terres et Forêts le droit de passage qu'on exigera des citoyens qui passent à cet endroit.

En outre, si cette personne veut plus tard exiger un droit de passage sur cette route, elle devra faire approuver son taux par le gouvernement. Ainsi, on évitera les abus auxquels se livrent les gens qui réclament des péages exorbitants. La loi s'appliquera à ceux qui obtiennent des droits de coupe et ceux qui obtiennent des permis temporaires, comme ceux qui vont installer des moulins à scie.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) signale un jugement de la Cour supérieure. Il demande au premier ministre si la cause des deux citoyens de la région de Charlevoix, celle de Bilodeau versus

Dufour, relative à des droits de passage sur un chemin construit sur des terres de la couronne, cause qui a été plaidée jusqu'en Cour suprême, a été à l'origine de cette loi, et si la loi réglera tous les cas dans l'avenir. La loi aura-t-elle un effet rétroactif?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi ne sera pas rétroactive, mais le cas de Bilodeau versus Dufour sera réglé par cette loi, de même que tout ce qui se présentera de ce genre dans l'avenir.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

demande si le chemin Bilodeau a réellement coûté \$40,000 de construction, comme le mentionne le jugement de la Cour supérieure. Il (M. Marler) admet cependant qu'il s'agit d'un fait isolé et se dit en faveur de la loi présentée. Je trouve que c'est tout à fait logique, dit-il, dès qu'il s'agit du domaine privé de la couronne.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Le chef de l'opposition a parlé tantôt du chemin de Bilodeau qui aurait coûté \$40,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas affirmé ça, j'ai cité le jugement de la Cour suprême.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Ce chemin n'a pas coûté \$40,000 et il a été payé, en partie, par les colons et par le gouvernement. La nouvelle loi concernera ceux qui ont des concessions forestières et ceux qui n'en ont pas. Il faut mettre fin aux abus.

Il y a des gens qui veulent se servir d'un jugement pour généraliser et se lancer dans des séries de poursuites. Il s'agissait simplement d'étendre la loi générale. On ne pouvait plus aller à la pêche en passant sur le chemin de quelqu'un qui avait fait des travaux sans se voir demander \$5.

En second lieu, il faut accorder un peu plus de contrôle au gouvernement. Depuis quelques années, les entreprises forestières se sont étendues et multipliées, et le département des Terres et Forêts saura exactement quels sont les chemins en forêt, leur longueur, etc. Il sera donc en mesure d'exercer la surveillance nécessaire.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): À certains endroits, le gouvernement permet d'installer des barrières. De cette façon, on sait qui passe sur une route forestière et, par ce moyen, on peut plus

facilement prévenir les feux de forêt. D'autre part, l'octroi de permis spéciaux de coupe cause souvent des ennuis. Dans 99 % des cas, le concessionnaire se croit propriétaire du chemin. Dorénavant, il devra demander la permission de le construire. Il saura ainsi qu'il n'est pas propriétaire et qu'il n'a pas le droit d'exiger de péage, de droit de passage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous voulons fermer la forêt, surtout pour prévenir les incendies. On veut limiter la circulation en forêt, ou la faire cesser, même pour les concessionnaires, à certaines périodes de l'année. La nouvelle loi facilitera la tâche de ceux qui ont pour mission de protéger la forêt, première ressource naturelle du Québec. On veut ensuite empêcher les abus de la part de ceux qui font des chemins, à l'égard de ceux qui s'en servent. Dorénavant, aucun particulier ne pourra charger de taux de péage sans autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Goulet (Témiscamingue)⁶: C'est justement ce que je voulais savoir. Est-ce que quelqu'un qui obtient un permis de pêche pour un lac et qui a un chemin peut empêcher les gens qui se rendent au même lac ou dans d'autres lacs de la région de passer sur ce chemin, même s'il est construit sur les terres de la couronne? Ça m'intéresse, car j'ai un cas de ce genre dans mon comté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est justement pour cela que nous passons cette loi. La nouvelle loi a pour but de réduire le nombre des feux de forêt. Ces chemins sont une cause de danger continuelle. Nos forêts constituent des ressources naturelles inépuisables, si on en prend soin, contrairement aux mines qui s'épuisent; elle aident à stabiliser notre monnaie, contribuant à la prospérité, favorisant un meilleur climat, le tourisme, la chasse et la pêche, et il faut les conserver.

M. Goulet (Témiscamingue): Je dirai même que c'est un ami politique du gouvernement et qu'il ne veut pas que personne ne passe sur cette route, soit à pied, soit en voiture. Et c'est le seul chemin pour aller à d'autres lacs non réservés. C'est un hôtelier qui a une tolérance, si on veut en savoir davantage. Et il ne laisse passer que ses amis sur ce chemin.

Il (M. Goulet) veut savoir si la nouvelle loi aiderait le gouvernement à faire cesser les abus de certains favorisés du parti, concessionnaires de lacs et contrôleurs de routes forestières y donnant accès

qui refusent le droit de passage à des "sportsmen" libéraux qui veulent aller faire la pêche sur des lacs non affermés. Les amis du gouvernement sont aussi dangereux que les autres. Il reproche à l'Union nationale de faire du favoritisme dans son comté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On veut empêcher les abus; nous faisons des lois pour corriger les erreurs de nos amis d'en face, pour corriger les abus permis par une loi passée par les amis du député de Témiscamingue, et il n'est pas content. Les anciens régimes libéraux ont jadis monopolisé la pêche.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Le gouvernement semble vouloir mettre un tarif sur les abus. En outre, l'article 103 de la loi des terres et forêts, article sur lequel est basé ce bill, dit qu'un droit est exigé seulement aux personnes qui utilisent une route se trouvant sur les terres de la couronne lorsqu'elle doit servir pour le charroriage du bois, des provisions, de l'outillage et le transport des hommes en forêt. Le cas des gens qui vont à la pêche et à la chasse n'est nullement prévu et je le signale au gouvernement. Est-ce que le gouvernement pourra régir le tarif dans ce dernier cas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Voilà une chose qui se pratique depuis longtemps et par de nombreuses institutions: taxer les abus pour qu'ils diminuent. Les feux de forêt constituent un danger considérable et nous voulons en diminuer le nombre. La loi permet le transport du bois, des provisions et du matériel; elle ne permet pas d'autre chose.

M. Goulet (Témiscamingue):

Que l'on protège la forêt, d'accord. Mais quand on vend des permis de pêche et de chasse aux gens, on devrait leur permettre l'accès à la forêt et aux lacs. La personne à laquelle j'ai fait allusion laisse passer sept, huit, 10 autos de ses amis politiques. Ceux-ci peuvent tout aussi bien mettre le feu que les autres, même s'ils ne sont pas des amis politiques. On se demande à quoi sert de se procurer des permis de pêche ou de chasse, quand de telles gens créent toutes sortes de difficultés aux amateurs de ce sport.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous voilà rendus à côté de la question, dans les pêcheries. Mais qu'importe! Je dirai à mon honorable ami que s'il veut parler de droits de pêche, il crache en l'air et ça va lui retomber sur le nez, car s'il y a

des régimes qui ont monopolisé les lacs et les droits de pêche, ce sont bien ceux des libéraux autrefois. Les précautions que prend actuellement le gouvernement pour protéger notre faune sont très efficaces et lui méritent des éloges partout; si l'on ne prend pas de telles précautions, nos animaux et nos poissons disparaîtront.

Quand j'étais jeune, j'allais au lac Archange, pas très loin de Trois-Rivières. Un jour, un individu fut nommé président de la Ligue pour la protection du poisson; après trois ans de présidence, il n'y avait plus un poisson dans le lac. Ouvrez les lacs à la circulation, au public, et, dans trois ans, il n'y aura plus rien. Il faut empêcher les abus⁷.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

L'article 3 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 29 sans l'amender.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté⁸.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

Nouvelle côte entre Les Éboulements et Saint-Joseph-de-la-Rive

M. Bédard (Québec): 1. Combien ont coûté, depuis le 1^{er} janvier 1951 jusqu'à date, les travaux de construction de la nouvelle côte entre Les Éboulements et Saint-Joseph-de-la-Rive, dans le comté de Charlevoix, y compris les expropriations?

2. Quel est l'estimé établi par les ingénieurs du gouvernement pour rendre cette nouvelle côte praticable à la circulation?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. \$68,059.55.

2. Cette côte est praticable à la circulation.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose l'ajournement de la Chambre à 4 h 30, afin de permettre aux députés de l'opposition d'étudier à fond les projets de loi qui ont subi leur première lecture lors de la séance.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTES

1. "Avant et après la séance, ministériels et oppositionnistes ont échangé des vœux de bonne année", explique-t-on dans *La Presse* du 14 janvier 1953, à la page 28.

2. Le premier ministre fait référence ici au bill 26, modifiant le Code de procédure civile, qui fut adopté par l'Assemblée législative lors de la séance du 16 décembre 1952.

3. *L'Action catholique* du 14 janvier 1953, à la page 19, précise que le texte du projet de loi n'avait pas encore été déposé.

4. Le correspondant parlementaire Jacques Monnier, mentionne, dans *L'Événement-Journal* du 14 janvier 1953, à la page 3, que les ministres ayant un portefeuille auront annuellement \$14,000, avec l'indemnité parlementaire de \$4,000 et l'allocation, tandis que les ministres sans portefeuille auront annuellement \$9,000, toujours avec l'indemnité parlementaire et l'allocation.

5. Il est également rapporté dans *L'Événement-Journal* du 14 janvier 1953, à la page 3, que le premier ministre reçoit \$18,000, avec "indemnité parlementaire et allocation comprises".

6. Il semblerait, selon *Le Canada* du 14 janvier 1953, à la page 3, que le député "est intervenu de façon aussi brillante qu'opportune".

7. Il est écrit dans *L'Action catholique* du 14 janvier 1953, à la page 3, que le débat prend fin "sur un ton amical".

8. *L'Action catholique* du 14 janvier 1953, à la page 3, écrit que le premier ministre reporte le vote à une autre séance, alors que l'Orateur propose la troisième lecture du projet de loi. Toutefois, le procès-verbal indique bel et bien que le projet de loi a été adopté en troisième lecture.

Séance du mercredi 14 janvier 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 197 modifiant la charte de la ville des Sept-Îles.
- bill 209 concernant une propriété de Jean Fidèle Bernard;
- bill 210 constituant en corporation la ville de Ville-Marie.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 165 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines;
- bill 199 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Matane.

Projets de loi:

Jean Fidèle Bernard

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 209 concernant une propriété de Jean Fidèle Bernard.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 209 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la cité de Thetford Mines

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 165 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 165 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville des Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 197 modifiant la charte de la ville des Sept-Îles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 197 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commissaires d'écoles de Matane

M. Dubé (Rimouski) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 199 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Matane.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 199 sans l'amender.

M. Dubé (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation du village de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi autorisant la corporation du village de Plessisville à imposer une taxe de vente de deux pour cent.

Projets de loi:

Taxe de vente à Plessisville

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. Roy), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 212 autorisant la corporation du village de Plessisville à imposer une taxe de vente.

Adopté.

M. Bernatchez (Lotbinière) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 212 autorisant la corporation du village de Plessisville à imposer une taxe de vente.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la cité de Saint-Hyacinthe

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Bertrand), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui

permettre de présenter le bill 116 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Demandes de documents:

Construction de ponts dans le comté de Saguenay

M. Dupré (Verchères) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 1^{er} janvier 1951 jusqu'à date, pour l'exécution de travaux de voirie et de construction de ponts dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

Associated Textiles, Louiseville¹

M. Ledoux (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Lafrance), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance et autres documents relatifs au différend ouvrier existant à l'usine de l'Associated Textiles à Louiseville, depuis le 1^{er} janvier 1951 jusqu'à date.

Il (M. Ledoux) rappelle d'abord les principaux événements qui ont précédé et suivi la grève de Louiseville. Une revue des événements est nécessaire pour bien faire comprendre ce qui s'est passé, dit-il. À l'automne de 1951, lorsque les négociations se sont engagées au sujet du renouvellement de la convention collective, le syndicat a demandé une augmentation de 25 cents l'heure et une clause établissant la procédure à suivre dans les cas de changements de classe. Cette dernière clause était acceptée par la compagnie. Quant à la demande d'augmentation de 25 cents l'heure, elle n'était sûrement pas exorbitante, car dans une usine semblable de Sherbrooke², employant à peu près le même nombre d'ouvriers, la moyenne du salaire horaire était de \$1.02, alors qu'à Louiseville, cette moyenne

n'était que de \$0.71 et huit dixièmes l'heure, bien qu'à ce dernier endroit, la machinerie soit plus moderne qu'à Sherbrooke.

En réponse à cette demande, la compagnie n'a fait qu'une seule offre. Elle offrait huit cents et demi d'augmentation, avec rétroactivité au 4 avril 1951. Le syndicat a refusé cette offre. Il y a eu conciliation, puis arbitrage. L'arbitrage a débuté en juillet 1951 et la décision a été rendue le 4 décembre. En aucun moment, durant les séances d'arbitrage, la compagnie n'a nié ni contredit la preuve offerte par le syndicat. Au contraire, le président du tribunal, le juge Herman Barrette, a même félicité publiquement les officiers syndicaux, chargés de la préparation de la cause, pour la clarté de leur exposé.

Cependant, le tribunal des arbitres n'a pas jugé bon de donner raison aux syndicats. Sur une trentaine de points en litige, aucun n'a été réglé en faveur du syndicat. Le jugement fut simplement l'expression des vues de la compagnie. La sentence majoritaire a donné raison à la compagnie sur tous les points. Elle accordait même moins de salaire que l'offre originale de la compagnie, puisqu'elle ne donnait par la rétroactivité jusqu'au 4 avril.

Il n'est donc pas étonnant que les ouvriers perdent confiance dans les tribunaux d'arbitrage, tels que constitués. Le syndicat n'a pas accepté la sentence et il a demandé qu'il y ait des négociations post arbitrales. Le résultat a été soumis à l'assemblée générale. Il y avait 516 ouvriers présents; 505 ont voté en faveur de la grève, neuf ont voté contre et il y a eu deux bulletins nuls³. Tout le monde réalisait à ce moment-là que les circonstances n'étaient pas propices au déclenchement d'une grève dans l'industrie textile, qui était en état de crise.

Dans l'espoir de l'éviter, nous avons demandé au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) d'intervenir, ce qu'il a accepté de bonne grâce. Il (M. Ledoux) souligne l'empressement du ministre du Travail à intervenir. Le ministre du Travail est venu à un cheveu de régler le problème, dit-il. Il y aurait réussi si la compagnie n'était pas revenue sur la parole qu'elle avait donnée au ministre. Le ministre du Travail a proposé que l'augmentation de huit cents et demi l'heure soit rétroactive au 4 avril, comme la compagnie l'avait d'abord offert. Le syndicat a fini par accepter le compromis au premier avril 1952.

Quand la compagnie a appris que le syndicat acceptait, elle a dit qu'elle était également consentante, mais à quatre conditions: qu'il n'y ait plus de retenue syndicale, chose qui existait à Louiseville depuis quatre ans; qu'il n'y ait plus de sécurité syndicale, chose qui existait également dans les contrats

antérieurs; que la compagnie ait le droit absolu de changer les tâches des ouvriers; et que la compagnie ait aussi le droit absolu de changer les heures de travail, sans que les ouvriers n'aient rien à y voir. De plus, elle ajoutait que si ces conditions n'étaient pas acceptées avant le 22, elle retirait toutes ses offres. Il est évident que les ouvriers ne pouvaient pas accepter toutes ces conditions nouvelles. L'acceptation de ces conditions de la part de l'union aurait signifié la fin des droits des ouvriers syndiqués.

Alors, la question a été soumise de nouveau à l'assemblée générale. Et cette fois, les ouvriers ont voté unanimement en faveur de la grève, malgré les conséquences que cela comportait. Celle-ci a été déclarée le 10 mars à 4 h 30, avec l'aide de quelques supporteurs étrangers. Les ouvriers se sont rendus au sous-sol de l'église. Plusieurs orateurs ont adressé la parole. Là, le député de Maskinongé (M. Caron) a dit que lui et le ministre du Travail avaient fait leur possible pour régler la grève, que la compagnie ne voulait rien entendre, que la grève était juste et qu'il appuierait le syndicat jusqu'au bout. Les grévistes se sont alors entendus avec la compagnie pour laisser pénétrer dans l'usine le personnel indispensable, gardiens, chauffeurs de bouilloire, etc.

Mais à peine cinq jours plus tard, la compagnie commence à faire pleuvoir ses injonctions en vertu du Code criminel qui vise à empêcher ceci ou cela. Tout a ensuite marché normalement jusqu'au jour de l'arrivée de la police provinciale. Mais ce que je trouve de plus épouvantable, c'est que la police provinciale protège un employeur qui viole la loi des conventions collectives, loi basée sur la bonne foi des parties. C'est qu'on utilise la police pour défendre un employeur qui ne se gêne pas pour dire qu'il tuera le syndicat et emploiera les moyens pour le faire.

La compagnie prétend maintenant qu'elle ne peut pas consentir à reprendre tous les ouvriers qui étaient à son emploi, le 10 mars, parce que l'industrie du textile est dans le marasme. Mais ce n'est pas la vraie raison. Ce n'est pas cela qui est en jeu. Ça ne lui coûterait pas un sou noir de les reprendre. Les ouvriers doivent aujourd'hui défendre le principe de la reconnaissance syndicale. Tout le mouvement ouvrier est prêt à lutter pour cette cause. Et je ne serais pas surpris que la menace qui plane aujourd'hui sur la province soit mise à exécution. Je ne pourrais pas non plus blâmer les ouvriers de le faire jusqu'au bout.

Quant à ce qui me concerne, j'avise la Chambre que je serai avec eux. Ce serait regrettable de laisser poser une telle action dans la province de Québec. Mais il me semble qu'on n'a pas le droit de laisser commettre des injustices aussi flagrantes comme

celles qui se font à Louiseville. Il est donc inconvenant que le gouvernement prenne l'attitude qu'il a adoptée.

L'honorable M. Barrette (Joliette) et **M. Lafrance (Richmond)** se lèvent en même temps.

Des députés de la droite crient au député de Richmond de se rasseoir.

M l'Orateur se lève et il y a un tumulte dans la Chambre.

M. l'Orateur dit qu'il a d'abord reconnu le député de Richmond qui était déjà debout.

M. Lafrance (Richmond): En vertu de l'article 246 des règlements, le seconneur d'une motion a le droit d'adresser la parole immédiatement après le proposeur.

Il félicite le député de Shefford (M. Ledoux) qui a pris une part active au mouvement ouvrier et qui a suivi de près tout ce qui s'est passé à Louiseville. Quatre choses sont absolument incontestables, dit-il. D'abord, la légitimité de la grève de Louiseville et la modération des revendications des ouvriers. Ensuite, la légalité incontestable de cette grève. Tous les moyens légaux furent utilisés afin de la prévenir. Les ouvriers n'aiment pas faire la grève, quoi qu'on puisse en dire en certains milieux. Ils ont reçu l'appui des autorités civiles. Il (M. Lafrance) cite le discours du député de Maskinongé (M. Caron), le représentant de Louiseville, apportant son appui aux grévistes. Ils ont aussi reçu l'appui des autorités religieuses, dit-il. En troisième lieu, la compagnie est une filiale d'une compagnie américaine dont le siège se trouve au Delaware aux États-Unis.

La mauvaise foi manifeste de l'Associated Textiles est patente. Cette mauvaise foi ressort de la déclaration d'un de ses directeurs américains⁴ qui a dit: "Quand même ça nous coûterait \$1,000,000 et quand même ça nous prendrait 10 ans, nous viendrons à bout des ouvriers de Louiseville". Un autre officier de la compagnie, de New York celui-là, a dit: "Nous les briserons. Avant longtemps, les ouvriers de Louiseville viendront se mettre à nos pieds pour avoir du pain". Quatrièmement, malgré toutes ces provocations, jusqu'au jour où le gouvernement provincial a envoyé sa police, les ouvriers ont fait preuve d'un sang-froid et d'une patience extraordinaires dans des circonstances aussi pénibles.

Qu'a fait le gouvernement? Il est admis que l'autorité a le devoir d'intervenir pour assurer l'ordre

dans la justice et le respect du droit de chacun; sinon, il ne peut y avoir d'ordre véritable. Mais le devoir d'un État qui se dit chrétien est de protéger le faible, le petit peuple sans défense contre les puissants, surtout quand il est aux prises avec une compagnie étrangère qui abuse de sa puissance pour lui refuser le droit à l'union, parfaitement inscrit dans nos Statuts, comme à Louiseville, comme à Lachute, comme à Asbestos...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous aurions pu empêcher la discussion sur cette motion dès le début. Nous ne l'avons pas fait, mais qu'on s'en tienne à Louiseville. Quant à ce qui s'est passé ailleurs, nous n'aurons pas d'objections à en discuter, mais en temps et lieu. Que le député s'en tienne à la grève de Louiseville.

M. l'Orateur: Le point d'ordre est bien fondé et l'on doit s'en tenir à l'affaire de Louiseville.

M. Lafrance (Richmond): Je parle de la grève de Louiseville et le premier ministre le sait très bien. Le gouvernement a envoyé sur les lieux sa police, mais non pour maintenir l'ordre. Pourquoi? Pour protéger les petits ouvriers de chez nous? Non pas. Nous pouvons démontrer de façon irréfutable qu'elle a aggravé la situation et que sa présence sur les lieux a marqué le début des actes de violence. Qu'on nous cite un seul cas où, depuis 1936, la police provinciale est intervenue en faveur des ouvriers! À part quelques interventions, la police a toujours protégé les puissantes compagnies, les employeurs, au détriment de l'ouvrier, en se faisant le complice des briseurs de grève.

Ainsi, le gouvernement en la matière a prostitué son autorité. Il a trahi sa mission de gardien du bien commun et de protecteur des droits du faible, du peuple de chez nous. Car la police provinciale est aux ordres du gouvernement et reçoit ses directives directement du procureur général. Certains peuvent croire que la police a agi sous le coup de l'énervement du moment. Mais après ce qui s'est passé à Louiseville et à Asbestos, il n'y a aucun doute que les actes de la police provinciale ont été voulus et prémédités. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à se rappeler cette déclaration du premier ministre au lendemain d'Asbestos...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Qu'on s'en tienne à Louiseville. Encore une fois, j'aurais pu empêcher le débat de cette motion. Les règlements de la Chambre nous le permettaient. Mais

nous l'avons laissé faire parce que le temps est arrivé de dire la vérité. Et nous allons dire la vérité.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le député de Richmond a le droit, à propos de la grève de Louiseville, de parler de la politique générale du gouvernement, de sa mentalité, de son attitude, d'invoquer d'autres faits. Il s'agit ici bien plus d'une mentalité que d'une série d'attitudes.

M. l'Orateur: La décision est déjà rendue. Les règlements sont précis. Le débat doit porter sur la motion. Il s'agit ici exclusivement de la grève de Louiseville et qu'on s'en tienne là. Autrement, le débat ne finira jamais.

M. Lafrance (Richmond): C'est bien mon désir de m'en tenir à Louiseville. On en a suffisamment à dire sur Louiseville. En 1949, le premier ministre disait: "Si c'était à recommencer, dans un autre conflit que celui d'Asbestos, j'agiserais exactement de la même façon". Il l'a prouvé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député ne comprend-il pas qu'il doit s'en tenir au débat?

M. Lafrance (Richmond): Jamais, au grand jamais on n'a désavoué la conduite immorale de la police à Louiseville. C'est lui qui lui donne des ordres. Tout est prémédité, voulu. Jamais le premier ministre n'a désavoué les tortures que sa police a fait subir à d'honnêtes ouvriers de Louiseville, ses tactiques inhumaines, les arrestations sommaires, son refus d'accorder aux ouvriers la permission de consulter un avocat, un droit qui n'est pas refusé aux criminels.

Si les grévistes étaient coupables de quelque offense, il appartenait à la justice, aux tribunaux, de statuer et non à de sales voyous de les juger et de les punir. Cette fois-ci, on ne pouvait même pas invoquer l'illégalité de la grève. C'est donc qu'on veut instaurer un régime de terreur en se servant de méthodes de banditisme et de gangsters. Voilà qui en dit assez sur les intentions du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je rappelle encore le député à l'ordre. Il s'agit ici de causes pendantes. C'est la quatrième fois que j'avertis le député. On n'a pas le droit de nous prêter des motifs comme ceux-là et je demande que le député retire ses paroles.

M. l'Orateur: Le député n'a pas le droit d'invoquer des causes pendantes...

M. Lafrance (Richmond): Ce n'est pas invoquer des causes pendantes que de désavouer les agissements de la police provinciale. Ce n'est pas contre les règlements de la Chambre de dénoncer le régime de terreur qu'elle a instauré à Louiseville avec des méthodes de bandits et de gangsters...

M. l'Orateur: Je demande au député de retirer ces paroles qui ne sont pas parlementaires.

M. Lafrance (Richmond): Je les retire. Quand un gouvernement d'une province laisse employer des méthodes qui sont indignes d'un peuple qui se dit civilisé et chrétien, personne ne peut plus se faire d'illusions sur les intentions du premier ministre. Il veut instaurer un régime de terreur dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les règlements interdisent au député de prêter des intentions aux membres de cette Chambre. Je lui demande de retirer ses paroles.

M. l'Orateur: Le député va retirer ses paroles.

M. Lafrance (Richmond): Je les retire. Je me mêle avec toutes ces chinoiseries de règlements...

M. l'Orateur: Le député n'était pas en Chambre quand les règlements ont été adoptés. Je lui demande néanmoins de les respecter. Il n'a pas le droit de qualifier de cette façon les règlements et je lui demande de retirer ses dernières paroles. S'il continue, je serai dans l'obligation de le nommer.

M. Lafrance (Richmond): Je retire mes paroles.

(Rires à droite)

Ce n'est pas drôle. Il n'y a rien de drôle là-dedans.

M. l'Orateur: Qu'on laisse parler le député.

M. Lafrance (Richmond): Il n'y a rien de drôle dans cette grève où peinent et souffrent des ouvriers à la merci d'intérêts puissants que protègent le gouvernement et la police. J'ai conscience de ma faiblesse devant certaines puissances. Mais mon opinion est de me faire le porte-parole de toute la population honnête de cette province. Je veux que le

premier ministre sache bien ce que ses amis n'ont peut-être pas le courage de lui dire: toute la population réprouve les actes de barbarie, la conduite scandaleuse de la police provinciale. Il me semble que la loi de l'émeute a été appliquée de façon illégale...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le voilà rendu sur le banc maintenant. Le député n'a pas le droit de monter sur le banc et de juger les causes pendantes.

M. l'Orateur: Ce débat aurait pu être empêché, d'abord parce qu'il n'est pas d'intérêt public de parler de cette question, alors que des pourparlers sont en cours, et ensuite, parce qu'il y a des causes pendantes devant les tribunaux. Les règlements interdisent au député de Richmond aussi de se servir de termes non parlementaires, comme banditisme. La discussion a été permise d'un commun accord, mais qu'on s'en tienne aux règlements. Autrement, je mettrai fin à la discussion.

M. Lafrance (Richmond): Je suis obligé de me servir des termes que me fournit la langue française pour m'exprimer. Je ne puis inventer de termes. Je veux simplement exprimer le sentiment des honnêtes gens de la province...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les honnêtes gens nous ont maintenus au pouvoir...

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre n'a pas plus le droit qu'un autre de nous interrompre. Qu'il donne donc l'exemple du respect des règlements. À Louiseville, la police provinciale a tiré des coups de feu dans l'intention de blesser, sinon de tuer. Ce qui est le plus dur, ce ne sont pas les mots, c'est le mal que les ouvriers ont enduré. La police provinciale a blessé grièvement des braves gens. Elle a commis des actes de vandalisme. Elle est entrée illégalement dans un local du syndicat qu'elle a viré à l'envers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de faire, alléguant qu'elle constitue une anticipation sur le jugement des tribunaux, qui ont actuellement devant eux plusieurs causes pendantes concernant les incidents survenus à Louiseville, au cours de la grève actuelle.

Tous ces faits sont devant la cour. Il s'agit là de causes pendantes. Qu'on n'anticipe pas sur l'issue des procès en cours. On n'a pas le droit de rendre

jugement avant les tribunaux. Nous prouverons en temps et lieu que la police provinciale a eu raison.

M. Lafrance (Richmond): La police provinciale a forcé brutalement des grévistes à monter dans des camionnettes pour les transporter à Montréal, refusant de leur permettre de manger et de voir un procureur. Elle a commis des actes de vandales; elle s'est emparée illégalement de la propriété privée, de locaux des ouvriers qu'elle a saccagés...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce sont là des choses *sub judice*. Je veux qu'on s'en tienne aux règlements.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne suis pas au courant que le refus de la police provinciale de donner un avocat aux personnes arrêtées soit devant les juges. Les procès portent sur les agissements des grévistes. Les actes de violence de Louiseville sont peut-être devant les tribunaux; mais ceux de la police provinciale sont devant le tribunal de l'opinion publique. Je ne puis pas accepter que la police provinciale puisse tout faire et que la Chambre n'ait pas le droit d'en parler. Ce n'est pas seulement notre droit, c'est notre devoir d'en parler.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Tous les faits peuvent servir à établir la preuve alléguée en défense par les grévistes. Aucun des aspects d'une cause *sub judice* ne peut être discuté devant cette Chambre.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il faut s'entendre. La cause pendante porte sur un acte d'accusation précis. On a malmené les ouvriers, on les a privés de manger. Ce n'est pas sur cela que la cour a à se prononcer. On peut discuter de ces choses en Chambre. Je demande le vote.

M. l'Orateur: J'ai déjà rendu plusieurs fois la même décision. On ne peut discuter de toute cause devant les tribunaux. Que le député s'en tienne aux faits. Les remarques du député sont hors d'ordre. Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, en matière criminelle, on a le droit d'établir devant les tribunaux tous les faits entourant un crime et toutes les circonstances qui l'ont accompagné, et les faits que l'honorable député est à commenter sont de cette nature. Je maintiens en conséquence le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre, puisqu'il s'agit bien de faits qui font l'objet de causes pendantes. J'ai déjà rendu la même décision plusieurs fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 59⁵.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard. 22.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Lafrance (Richmond): Après s'être emparé du local du syndicat, la police provinciale l'a saccagé...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député de s'en tenir à la décision de l'Orateur.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La décision de l'Orateur, nous l'acceptons! Mais je ne vois pas comment le premier ministre peut s'objecter aux paroles du député de Richmond. Il n'y a pas de cause pendante contre le local. Je prétends que le député a le droit de parler du local et de l'activité de la police...

M. l'Orateur: Les causes seront entendues par les tribunaux. Les actes reprochés à la police sont survenus pendant ou après les arrestations et regardent la justice. Je demande au député de n'en pas parler.

M. Lafrance (Richmond): La police a prétendu avoir découvert de la dynamite dans le local du syndicat. Mais cette découverte a été faite trois jours après que la police se fût emparée du local. La situation est telle qu'elle exige la création d'une commission royale pour une enquête en règle, pour

éclaircir toute cette affaire de Louiseville. Il (M. Lafrance) exprime son indignation devant ce qu'on a fait à des compatriotes dans ce qui s'appelait autrefois la Nouvelle-France et ce qui est un bastion de la chrétienté.

Voilà, dit-il, ce qui se passe dans cette catholique province de Québec, comme on dit parfois d'une façon si pharisaïque. Le peuple de Québec ne tolérera pas la répétition de ces actes; il refusera d'accepter plus longtemps un système que n'accepteraient pas même des peuples primitifs. Nous voulons l'ordre et la paix dans la province, et si les lois actuelles sont insuffisantes, qu'on les change au plus tôt.

Rien ni personne n'arrêtera la promotion de la classe ouvrière. Il (M. Lafrance) réclame un code du travail pour l'ouvrier qui a droit à sa part du patrimoine national, explique-t-il. L'ouvrier a le droit de dire son mot dans l'organisation de la société et il le dira. Il a le droit d'être traité comme un être humain et il se fera respecter. Il rapporte des paroles de Mgr Desranleau⁶ sur le syndicalisme. Si l'on ne veut pas que tout finisse mal, dit-il, il est temps d'adopter un code du travail qui institue un ordre social à base de justice et de charité.

L'honorable M. Barrette (Joliette)⁷: Quand je suis appelé comme médiateur ou comme conciliateur dans un conflit, je n'ai pas comme mission de prendre parti pour une classe ou pour une autre. Mon rôle est plutôt de donner à chacun toute sa part de justice, à toutes les classes de la société, les ouvriers comme les employeurs. Et c'est ce rôle que je continuerai à remplir.

Voici bientôt huit ans que j'ai l'honneur d'être ministre du Travail. J'ai eu l'occasion à maintes reprises de discuter des problèmes d'ordre social et relatifs au travail dans la province. Bien souvent, on m'a lancé de la boue et de la bave à la figure. J'ai cru que mon devoir était non pas de répondre à ces gens, mais de continuer à faire tout mon possible pour obtenir justice pour les gens qui avaient recours à mes services. Jamais je n'ai voulu répondre, parce que j'avais l'obligation de traiter chacun avec justice, en donnant toujours le bénéfice du doute à la partie la plus faible.

Personne plus que moi n'a aimé les ouvriers de cette province; personne plus que moi n'a mieux défendu leurs intérêts. Je n'ai jamais trahi les ouvriers. Je les ai servis et j'ai tenté de leur obtenir une pleine mesure de justice. C'est la ligne de conduite que je me suis tracée et je n'ai jamais manqué à mon devoir.

On a dit qu'il s'agissait d'une grève parfaitement légale. Au début, la grève de Louiseville était légale, c'est vrai. Elle était légale au moment où elle a été déclarée. Mais on a commis par la suite des actes illégaux sous la direction de chefs étrangers. Pendant des mois avant la déclaration de la grève, pendant des semaines et des semaines après, j'ai eu l'occasion, presque tous les jours, de parler de cette question avec les représentants ouvriers et patronaux.

Jamais je n'ai voulu discuter de tout ce qui s'était passé au moment de la déclaration de la grève. Car je pensais qu'il fallait tout tenter pour empêcher ou mettre un terme à ce conflit. Nul n'aime plus profondément et plus sincèrement que moi la classe ouvrière de Louiseville. Le député de Shefford (M. Ledoux), qui a fait un discours modéré dont je le félicite, a dit: "Jusqu'à la fin, quoi qu'il arrive, je serai avec les ouvriers de Louiseville". Et il a laissé planer une menace.

Il regarde le député de Shefford.

Eh bien! Il a déjà abandonné les ouvriers de Louiseville, au cours de la grève, quand il les a quittés pour aller faire de la politique dans Shefford contre le gouvernement. Si quelqu'un est resté avec les ouvriers tout le temps, c'est bien celui qui parle. En 1947, alors qu'une autre grève avait lieu à Louiseville, j'ai servi de médiateur et j'ai mis un terme au conflit. J'ai réussi à faire doubler l'offre d'augmentation de salaires qui avait été faite par la compagnie. L'Associated Textiles avait offert six cents l'heure⁸. Les représentants de Louiseville sont venus me rencontrer et je leur ai donné raison. Je leur ai obtenu 13 cents l'heure⁹ d'augmentation. J'ai alors dit à l'employeur qu'il devait aller à la limite des concessions possibles et qu'il aurait ensuite la paix dans son usine.

À ce moment-là aussi, des dommages pour plusieurs milliers de dollars avaient été faits à l'usine. J'ai moi-même insisté auprès de la compagnie pour qu'aucune procédure ne soit prise contre les employés pour favoriser les bonnes relations. Elle s'est rendue à cette demande et les rapports ont été bons entre employés et employeur jusqu'en 1951, lorsque le syndicat a fait de nouvelles demandes à la compagnie.

Le 4 avril 1951, le contrat de travail s'est terminé. La conciliation n'a pas eu de succès. Un tribunal d'arbitrage a été institué. Il a siégé pendant trois mois. La sentence a été prononcée le 10 octobre, et ce n'est que deux mois plus tard que le syndicat a informé officiellement le ministère que la sentence était refusée. On a voulu blâmer le gouvernement et le ministre du Travail de certains délais.

Or, je puis affirmer qu'entre le moment où la sentence a été rendue et le jour de la déclaration de la grève, soit en décembre, en janvier, en février, il ne s'est pas passé deux jours sans que je communique avec l'une ou l'autre des parties. J'avais la certitude que le conflit pouvait être réglé pacifiquement et voici pourquoi.

La sentence donnait une augmentation de huit cents et demi l'heure avec une rétroactivité de cinq cents pour cinq mois. J'ai reçu une délégation du syndicat me disant que la rétroactivité n'était pas suffisante. Je lui ai donné raison sans hésiter. Je leur ai dit que je mettrais dans la balance tout le poids de l'influence du gouvernement. Cela, d'ailleurs, je l'ai fait en plein accord avec le premier ministre, qui a toujours dit que les ouvriers avaient droit à une pleine rétroactivité, quelle que soit la durée des négociations. J'ai ensuite conféré pour la troisième fois avec les représentants de la compagnie qui ont accepté la rétroactivité à partir d'avril.

Le président de l'Associated Textiles m'a dit: "J'accepte votre demande, mais puisqu'il y a déjà neuf mois d'écoulés sur 12 depuis la fin du dernier contrat, je voudrais signer un contrat pour deux ans". À ce moment-là, j'ai appuyé la demande de l'employeur. Voilà comment l'on procède au ministère du Travail.

J'ai convoqué les représentants du syndicat à mon bureau et je leur ai dit: "Vu que neuf mois sont déjà écoulés et qu'il vous faudrait reprendre presque tout de suite les négociations pour un autre contrat, vous devriez signer pour deux ans". Ils ont accepté l'idée d'un contrat de deux ans, à la condition qu'on leur accorde une autre augmentation de trois cents et demi.

J'ai convoqué la compagnie, qui a d'abord accepté de donner 10 cents, puis 11 cents, et qui s'est finalement rendue à 12 cents, à la demande du député de Maskinongé (M. Caron). La compagnie se rendait donc à la demande du syndicat. L'employeur s'engageait à maintenir les mêmes conditions de travail.

Il n'y avait donc aucune espèce de raison pour qu'une grève soit déclarée à ce moment-là. Cette augmentation de 12 cents était la plus forte augmentation alors accordée dans l'industrie textile. Je le répète, la grève était légale au moment de sa déclaration, mais elle ne l'est pas restée longtemps. Le secrétaire du syndicat local, M. Masson, a juré, qu'à une heure le 10 mars, il ignorait qu'il y aurait grève à trois heures, le même jour.

Les travailleurs étaient au travail comme d'habitude. Voilà qui est grave. Et au moment de la déclaration de la grève à trois heures, il y avait des

gens de Granby, de Montréal, de Trois-Rivières et des environs sur les lieux. Ils sont entrés dans l'usine et ils ont dit aux gens: "Sortez ou nous allons vous sortir".

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Il y a des causes pendantes sur cette question-là précisément. Le ministre n'a pas droit d'en parler maintenant.

M. l'Orateur: Le ministre parle simplement de la déclaration de la grève.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est tout ce que j'avais à dire. Les officiers du local de Louiseville ignoraient, le 10 mars, à une heure que la grève serait déclarée à trois heures. Mais il y avait alors des gens qui étaient rendus à Louiseville pour forcer les ouvriers à sortir de l'usine. C'est la raison pour laquelle je répète que je plains la population ouvrière de Louiseville. Ils ont toute ma sympathie. Je ne blâme pas les ouvriers de Louiseville, mais je dis qu'il y a eu des influences étrangères mauvaises à l'œuvre, dont les ouvriers de Louiseville ont été victimes.

Au moment de sa déclaration, la grève était légale, parce qu'on avait passé par tous les stades de la conciliation et de l'arbitrage. Mais certains actes ont été commis qui l'ont mise totalement dans l'illégalité. On a posé des chaînes et des cadenas sur les barrières de la compagnie, après en avoir chassé tout le monde des établissements, et les propriétaires de l'usine n'ont pu y entrer que trois mois après.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce sont là précisément des faits qui sont devant les tribunaux, à la Cour d'appel, et le ministre rend son propre jugement là-dessus. Il n'a pas le droit de le faire.

M. l'Orateur: Tout à l'heure, un point d'ordre a été soulevé à la suite d'attaques contre la police provinciale. Les points d'ordre soulevés depuis le commencement l'ont été surtout à cause de la police provinciale. Ici, il n'est pas question de la provinciale. Le ministre n'a pas parlé de cela; il peut continuer.

(Rires à gauche)

Je rappelle le député de Shefford (M. Ledoux) à l'ordre et s'il continue, je devrai le nommer.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les propriétaires de l'usine ont pu y pénétrer pour la première fois le 1^{er} mai. Et ils ont été ensuite plusieurs semaines sans pouvoir y retourner. Ils ont

constaté que 50 moteurs électriques d'une grande puissance et d'une grande valeur ont été ruinés par les grévistes qui les ont laissés tourner pendant trois mois inutilement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un autre point d'ordre. C'est encore une question qui est devant les tribunaux. Le syndicat de Louiseville est actuellement poursuivi par la compagnie pour une somme de \$240,000 à ce sujet des moteurs. Le ministre ne peut pas rendre jugement avant les cours de justice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je l'ai dit au commencement, nous aurions pu soulever un point d'ordre à l'effet que toute cette discussion est hors d'ordre. Les discours ont traité en grande partie de questions qui sont soumises aux cours de justice. Nous avons laissé faire le débat. Mais le député de Shefford (M. Ledoux) a dit à plusieurs reprises que cette grève était légale, laissant dans l'esprit des gens qu'il n'y avait aucune illégalité du côté de ses amis. C'est le devoir du ministre de répondre aux assertions du député de Shefford. Il (l'honorable M. Barrette) prouve que les grévistes sont entrés dans le crime en cadenassant l'usine et en empêchant les propriétaires d'y entrer, et en laissant marcher les machines pendant trois mois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le même règlement s'applique aux ministres comme aux autres députés en cette Chambre. Je nie au ministre du Travail le droit de se prononcer sur le bien-fondé des prétentions émises de côté et d'autre dans cette affaire. Quand le ministre parle de ces faits *sub judice*, il donne tout de même son opinion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout le débat est illégal, mais nous avons le droit de nier les assertions de l'opposition.

M. l'Orateur: Tout ceci démontre que le présent débat est illégal et il n'aurait jamais dû avoir lieu à ce moment-ci. Il est nuisible aux négociations et il y a des causes soumises aux cours de justice. Si c'est vrai que des poursuites de \$240,000 ont été intentées par la compagnie aux ouvriers, je demande au ministre de ne pas parler des incidents qui font l'objet de causes pendantes¹⁰.

L'honorable M. Barrette (Joliette) acquiesce. Quand j'intervenais auprès des officiers de la compagnie, dit-il, ils me répondaient qu'ils ne

pouvaient rien avant d'avoir pu pénétrer dans l'usine. Ce n'est pas à moi de juger de cette question, mais j'en parle pour expliquer pourquoi le conflit a duré si longtemps. Le syndicat a pris deux mois pour aviser le ministère du Travail qu'il n'acceptait pas la sentence arbitrale. Et trois mois se sont écoulés avant que l'employeur ne puisse rentrer chez lui. Il y a eu aussi des élections. Tout cela a retardé les affaires.

Il n'y avait aucune raison de faire cette grève, particulièrement à un moment où l'industrie textile était en crise. Quand j'ai obtenu une augmentation de 12 cents l'heure, pour leur donner les meilleures conditions salariales de l'industrie à l'époque, la grève aurait dû être réglée, mais il est tout de suite survenu une autre demande. Quand j'ai avisé le syndicat que l'employeur se rendait à sa demande, on a voulu obtenir l'assurance qu'il y aurait d'autres augmentations si le coût de la vie montait de cinq points. Je cherche encore une raison à cette grève et je ne la trouve pas. Les ouvriers de Louiseville ont perdu \$1,000,000 en salaires, parce qu'ils ont été mal conseillés et mal guidés.

Je considère que c'est mon devoir de le dire. Si je ne le disais pas, je manquerais à mon devoir. J'espère que cette expérience tragique servira, et qu'à l'avenir, on y songera à deux fois avant de déclarer une grève pareille, comme moyen immédiat de régler les différends entre les employeurs et leurs employés. Quand des étrangers viendront dire à l'avenir à des ouvriers de la province de Québec de sortir des usines sous peine de se faire casser la gueule, ces ouvriers auront le courage de casser la figure de ces étrangers au lieu de leur obéir.

Je n'ai jamais trahi les ouvriers, je les ai servis et j'ai réclamé pour eux leur pleine part de justice et je continuerai à agir ainsi. C'est la ligne de conduite que je me suis tracée et je n'ai jamais manqué à mon devoir.

M. Caron (Maskinongé)¹¹ : J'aurais conscience de manquer à mon devoir si je ne profitais pas de l'occasion qui m'est offerte pour donner mon opinion franche, sincère et honnête sur la malheureuse grève de Louiseville. Je veux protester contre l'attitude de certains hebdomadaires qui, avides de publicité tapageuse, ont noirci le tableau avec un plaisir évident, ont grossi la nouvelle quand ils ne l'ont pas totalement déformée. Les ouvriers de Louiseville sont, dans une proportion de 99 % des cas, des gens paisibles, honnêtes, travailleurs, respectueux des lois et de l'ordre établi.

Malheureusement, il s'est trouvé une poignée de têtes chaudes qui, dirigées, inspirées et conseillées

par des étrangers, ont réussi à conduire notre syndicat local au désastre. Une organisation ouvrière, à mon sens, peut se comparer à une automobile; quand la direction ou la conduite est faussée, serait-ce une Cadillac du plus récent modèle, la conséquence fatale, c'est une catastrophe. La conduite de notre syndicat local a été faussée, ce qui a amené la catastrophe que nous connaissons et déplorons aujourd'hui.

Pour pouvoir se former une opinion assez juste sur l'opportunité de la grève de Louiseville, il faut, à mon sens, savoir quelle était la situation qui prévalait dans l'industrie textile en 1952. L'année 1952 a été pour l'industrie textile une année de crise et de marasme. À cette époque, au moment de la déclaration de la grève, il y avait 16,000 ouvriers du textile en chômage au Canada, alors que les 90,000 qui restaient travaillaient à temps partiel. Cette crise était mondiale. Elle se faisait sentir aussi bien en Angleterre qu'aux Indes et au Japon, tant aux États-Unis qu'au Canada.

L'usine de Louiseville fonctionnait elle-même au ralenti, soit trois ou quatre jours par semaine. À la demande du syndicat, l'Associated Textiles avait congédié 250 employés¹², en décembre 1951, afin de permettre aux autres de réaliser un meilleur salaire.

Lors de la présentation du mémoire annuel de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), l'an dernier, le ministre du Commerce (l'honorable M. Howe) a déclaré, à Ottawa, que cette crise mondiale dans le textile créait des difficultés auxquelles il fallait à tout prix remédier et qu'il n'y avait rien que le gouvernement canadien pouvait faire pour remédier à la situation. Partout au Canada, on parlait de "dumping" de la part des États-Unis. L'industrie et le commerce s'en plaignaient. Certains députés libéraux d'Ottawa ont tenté d'amorcer une révolte contre la crise du textile. Ils réclamaient à grands cris de leur gouvernement un changement de politique.

Durant la même époque, des filatures de la Nouvelle-Angleterre fermaient leurs portes et déménageaient dans le sud des États-Unis où les conditions de travail étaient plus faciles. C'est encore à cette époque que de puissantes compagnies américaines installaient des bureaux de vente à Montréal pour écouler leurs produits sur nos marchés. C'est ainsi que nous avons vu la Dan River Mill, J. P. Stevens & Co, et A. J. Julliards et autres ouvrir des bureaux de vente à Montréal. Le bureau même de l'Associated Textiles à Montréal trouvait le moyen de satisfaire ses clients canadiens avec de la marchandise d'exportation¹³, afin d'assurer du travail à ses employés.

Comme vous le voyez, M. l'Orateur, tous admettaient, dans le temps, tous, ministres fédéraux, députés, industriels, etc., s'accordaient à dire qu'une crise sérieuse existait dans l'industrie textile, sauf un, l'ex-président de la Fédération du textile et directeur de la grève de Louiseville, le député actuel de Shefford: M. Gaston Ledoux. Il (M. Caron) cite une déclaration rapportée dans *Le Devoir* du 19 avril 1952, et dans laquelle le député de Shefford affirme "qu'il ne croit pas à la crise du textile"¹⁴. Mais cette crise subsiste. Il cite une nouvelle parue dans l'édition du mardi 13 janvier de *L'Action catholique*, au sujet de l'importation des tissus de rayonne.

Il (M. Caron) ne veut pas juger les salaires payés à Louiseville. Étant donné la crise qui prévalait dans l'industrie textile, il était donc excessivement inopportun et extrêmement dangereux de déclarer une grève le 10 mars 1952. À cette époque, le salaire moyen à Louiseville était de 73 centins et demi l'heure. La compagnie leur accordait 85 centins, soit un salaire moyen de \$40.80 par semaine pour 48 heures par semaine, pour 48 heures de travail¹⁵.

Ce que je trouve étrange M. l'Orateur, c'est qu'au renouvellement du contrat antérieur, alors que l'année 1950 était à peu près normale dans le textile, le syndicat n'a pas exigé d'augmentation de salaire. Il s'est contenté du même salaire. Est-ce qu'on n'est pas en droit de demander si l'on attendait l'année des élections pour faire une demande plus considérable et embêter le gouvernement? Il (M. Caron) répond dans l'affirmative.

La sentence arbitrale rendue le 20 novembre 1951 accordait, dit-il, huit cents et demi d'augmentation et fut rejetée par le syndicat, et ce n'est que le 23 janvier¹⁶ 1952 suivant que le syndicat eut recours aux bons offices du ministère du Travail par l'intermédiaire de celui qui vous parle, soit deux mois plus tard.

Il (M. Caron) s'en prend aux activités d'orateurs à la solde des syndicats qui venaient chez nous, dit-il, prononcer des discours incendiaires pour monter l'ouvrier contre l'employeur, quand ce n'était pas contre le gouvernement. On discutait à Louiseville. On se battait, M. l'Orateur. Un groupe d'ouvriers voulait depuis longtemps l'intervention du gouvernement, et un autre groupe ne voulait pas de peur que j'en aie le crédit ou que le gouvernement en ait le crédit. Les plus fanatiques se déclaraient contre tout règlement avant les élections. Certains ont même dit publiquement à une assemblée du syndicat qu'on aimerait mieux recevoir cinq sous d'augmentation sans l'intervention du député, que 25 sous avec son aide. Sans en avoir été prié, précise-t-il, le député de

Maskinongé a fait démarche sur démarche auprès de la compagnie, afin de trouver une solution.

J'ai la conviction intime et profonde que cette grève aurait pu être évitée avec un minimum de bonne volonté de part et d'autre. Qu'il me suffise de vous dire, M. l'Orateur, qu'après l'arbitrage, voyant que la situation se gâtait, j'ai tenté un effort personnel auprès des autorités de la compagnie. Je suis allé à New York à mes frais. J'ai vu les directeurs de la compagnie et j'ai obtenu un cent d'augmentation, qui devait s'ajouter aux 11 centins l'heure déjà accordés au cours des négociations.

J'ai fait venir chez moi l'agent d'affaires du syndicat local, M. Raymond Gagnon, pour le mettre au courant de ces démarches. Je lui ai transmis cette offre à titre officieux. Refus catégorique de la part de ce dernier qui refusa en disant textuellement: "Christ, on a demandé 20 cents, on aurait dû demander 30 cents. On n'est pas pour accepter 12 cents".

(Un peu d'agitation dans l'Assemblée)

Il (M. Caron) demande qu'on l'excuse pour avoir répété le mot. Il l'accuse de n'avoir pas transmis l'offre aux ouvriers syndiqués. Il a des paroles peu élogieuses pour M. Gagnon qui, à 13 ans, était garçon d'écurie chez son frère, dit-il.

Il s'agit d'une grève politique. J'ai été roulé par les ouvriers de Louiseville, inspirés par des étrangers. Cette grève avait été conçue et fomentée par des étrangers. La date en était arrêtée quelque part à Granby. Les négociations n'étaient pas rompues quand, le 10 mars, des étrangers entraient chez nous avec des bâtons pour sortir les ouvriers de l'usine et la cadenasser.

On m'objectera peut-être, M. l'Orateur, les déclarations que j'ai faites en faveur des ouvriers contre la compagnie le 10 mars 1952, jour de la déclaration de la grève. Je croyais alors en la sincérité du syndicat local. Il était à cette époque très difficile de voir le jeu politique qui ne faisait que se dessiner dans l'ombre. À tout événement, j'ai été placé devant un fait accompli. Le 10 mars, j'étais avec l'ouvrier et je resterai avec l'ouvrier aussi longtemps que je vivrai. La grève a eu lieu, et ce, malgré les conseils que j'ai donnés à l'exécutif du syndicat local, malgré les avis du curé de l'endroit, malgré les conseils de tous les gens bien pensants, et malgré la demande du ministre du Travail, demande que j'ai transmise au syndicat d'accorder un délai de 15 jours pour continuer les négociations.

La grève a été décidée par le président de la Fédération du textile à Granby, siège social de ladite Fédération. Des forts à bras de Granby sont venus sortir nos ouvriers au travail de la façon la plus

brutale, façon qui ne serait pas tolérée derrière le rideau de fer. On a sorti également les employés de bureau qui n'appartenaient pas au même syndicat. Les chaînes et les cadenas étaient prêts. On a cadenassé toutes les entrées de l'usine. On a occupé l'édifice d'un club social voisin de l'usine et on a fait main basse sur la boisson et différents effets. On n'a même pas laissé le temps aux ouvriers d'arrêter les moteurs et autres machines qui devaient fonctionner durant des mois. C'était une atteinte à un droit fondamental dans la province de Québec: le droit de propriété.

La grève s'est déclarée à 3 h 30 et, deux heures auparavant, la plupart des membres de l'exécutif du syndicat local l'ignoraient. Tout a été machiné et organisé à Granby. Le 10 mars 1952, les négociations n'étaient pas rompues. Le 10 mars, c'est le jour même où M. Collette, président de la compagnie, prenait connaissance d'une lettre, que venait de lui adresser le ministre du Travail, lui demandant de faire une dernière concession pour éviter la grève. M. Collette n'eut même pas le temps de répondre à cette lettre que déjà la grève était déclarée. Qui a déclaré la grève? Le grand responsable de la déclaration de la grève est nul autre que celui qui, depuis décembre 1951, s'était fait donner un mandat en blanc par les ouvriers de chez nous pour déclarer la grève.

Des députés de l'opposition: Son nom?

M. Caron (Maskinongé): Puisqu'on me le demande, le grand responsable et l'organisateur de la journée du 10 mars, c'est nul autre que l'ex-président de la Fédération du textile, le directeur de la grève, un député de l'opposition, l'actuel député de Shefford, M. Ledoux. C'était criminel pour le député de Shefford d'avoir, par ses paroles, incité les ouvriers de Louiseville à se jeter dans un conflit ouvrier-patronal, d'être le grand responsable de la grève. Sa responsabilité est terrible, M. l'Orateur, et je ne voudrais pas avoir à porter la responsabilité de cet acte que je considère comme criminel. Par sa décision inopportune, par son geste que je vous laisse le soin de qualifier, il a semé la misère, la division, la haine et la rancœur parmi la brave population ouvrière de Louiseville.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je soulève un point d'ordre. Je crois que, parmi les paroles prononcées par le député de Maskinongé, le mot criminel dit à l'égard d'un membre de cette Chambre est absolument hors d'ordre. Cette expression n'est pas parlementaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Maskinongé a parlé du président de la Fédération et du député de Shefford. On ne sait pas si c'est le même homme.

M. l'Orateur: Je crois que, si la personne dont parlait le député est la même, l'expression n'est certainement pas parlementaire.

M. Caron (Maskinongé) s'apprête à reprendre son discours.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) insiste pour que le représentant de Maskinongé retire ses paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si c'est la même personne que le député...

Des voix à gauche: Le point d'ordre est maintenu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si c'était la même personne, que le député de Shefford se lève et dise si c'est lui. Alors, on verra.

(Rires)

M. l'Orateur: Est-ce que le chef de l'opposition admet que c'est la même personne?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Certainement.

M. Caron (Maskinongé) retire l'expression.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'insulter un de ses propres partisans en disant qu'il pose des actes criminels.

M. Caron (Maskinongé): J'aborde l'aspect politique de la grève de Louiseville. Il s'agit d'une grève politique. Tous les candidats libéraux de la région de Trois-Rivières ont tenté d'exploiter la grève à des fins politiques. De la politique libérale, M. l'Orateur, il s'en est fait sur le dos des ouvriers de Louiseville avant le 10 mars et après le 10 mars jusqu'aux élections, et après les élections jusqu'à ce jour. À chaque semaine, depuis un an, des orateurs de fortune, à la solde des syndicats catholiques, sont venus préparer et entretenir le climat, mentir effrontément aux ouvriers, les énerver, les exciter et les monter contre les patrons, quand ce n'était pas contre la

police provinciale et contre le gouvernement, et cela, au grand scandale de la population bien pensante de chez nous.

Les directeurs du syndicat de Louiseville ont prononcé des discours pour les candidats libéraux. En juillet dernier, le candidat libéral dans Shefford, qui était en même temps le directeur de la grève de Louiseville, ouvrait sa campagne à Granby et invitait à cette occasion l'exécutif de notre syndicat local. La plupart s'y rendirent et furent présentés sur l'estrade des officiers de syndicats que l'on considérait comme des victimes, des martyrs de la cause ouvrière, des victimes du régime de l'Union nationale.

Ce que l'on s'est bien gardé de dire à la foule de Granby, c'est que ces victimes venaient à peine de sortir de la prison de Trois-Rivières, où ils avaient été condamnés en Cour supérieure. Les libéraux se sont servis de la grève de Louiseville non seulement dans la Mauricie, mais également dans les Cantons-de-l'Est et notamment dans Shefford.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. L'affaire est devant la Cour d'appel et l'on n'a pas le droit d'anticiper son jugement.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre.

M. Caron (Maskinongé) entreprend de démontrer comment on s'est servi des malheureux incidents de Louiseville pour des fins électorales. Je pourrais écrire un volume sur les tractations et les manigances du Dr Avelin Dalcourt, candidat libéral dans Maskinongé, en rapport avec cette malheureuse grève. Qu'il me suffise toutefois de dire, M. l'Orateur, qu'il est parvenu avec l'aide des candidats libéraux de Shefford, Saint-Maurice, Champlain et Trois-Rivières à gagner à sa cause l'exécutif de notre syndicat local. Comme résultat l'agent d'affaires et les autres membres de l'exécutif de ce syndicat ont bataillé ouvertement pour le candidat libéral dans Maskinongé.

Une preuve irréfutable de cet avancé, M. l'Orateur, c'est cette pancarte politique, payée par le syndicat national catholique du textile de Louiseville à même l'argent souscrit par moi-même et mes concitoyens, invitant les ouvriers du comté de Maskinongé à voter pour le Dr Avelin Dalcourt, candidat libéral. Cette pancarte, comme vous le voyez, M. l'Orateur, montre un soi-disant ouvrier d'Asbestos supposé maltraité par la police provinciale. Les candidats libéraux ont distribué une circulaire qui porterait des photographies des incidents d'Asbestos. On n'a pas reconnu les figures.

Et comme je le disais à la population de chez nous, avant l'élection, si au lieu de prendre la photo de trois inconnus, on avait pris les portraits d'ouvriers authentiques de Louiseville tels que Georges Devault, Antoine Houle ou Gaston Lemire, littéralement massacrés par la Gestapo du syndicat local, parce qu'ils ne partageaient pas exactement les idées de l'exécutif...

M. l'Orateur, le syndicat local a organisé à Louiseville une véritable Gestapo moderne qui, avec des voitures louées, patrouillait et terrorisait la population paisible de Louiseville, et ce, durant des mois.

Voix à gauche: La police provinciale?

Les députés de l'opposition frappent longuement sur leurs pupites.

M. Caron (Maskinongé): Si on avait, dis-je, photographié ces ouvriers massacrés par la Gestapo du syndicat, la population aurait pu les reconnaître, et connaître en même temps les responsables véritables. Coïncidence étrange, M. l'Orateur, cette photo employée par le syndicat catholique est exactement la même qu'employait le Parti libéral durant la dernière campagne et également la même employée par le Parti communiste au cours de la même campagne. Ce qui faisait dire à quelqu'un de chez nous, si le syndicat catholique ne poursuit pas des fins communistes, il en emploie sûrement les moyens. Le candidat libéral dans Maskinongé a exploité à fond la misère des ouvriers de chez nous pour atteindre ses fins politiques et, en cela, il en était bien secondé par le maire Mongrain de Trois-Rivières, candidat libéral contre le premier ministre aux dernières élections...

(Applaudissements à gauche)

... qui a mordu la poussière.

(Applaudissements à droite)

M. Ledoux (Shefford): Je n'ai pas parlé du maire Mongrain dans mon discours. Je demande au député de revenir à la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève à mon tour un point d'ordre pour qu'on revienne à des questions sérieuses. Je crois que le député de Shefford a raison. En conséquence, qu'on ne parle pas du maire Mongrain.

M. Caron (Maskinongé): Il se publie à Trois-Rivières une feuille de choux qui s'appelle

L'Avenir de la Mauricie, organe officiel du maire Mongrain de Trois-Rivières. Cette feuille de choux qui préconisait la politique libérale aux dernières élections, c'est-à-dire la lutte de classe et qui prêchait ouvertement la révolte contre l'autorité établie, a exploité honteusement la grève de Louiseville. Or, sur les ordres du maire Mongrain, des centaines de copies étaient hebdomadairement distribuées gratuitement aux ouvriers de Louiseville durant toute la période électorale.

Qui ne se souvient pas de ce fameux pèlerinage organisé à Notre-Dame-du-Cap par les responsables de cette grève, qui en somme n'était qu'une excuse pour faire rencontrer aux ouvriers de Louiseville le maire Mongrain de Trois-Rivières. On se souvient également du thème qu'employa le maire Mongrain dans son fameux discours électoral "La marche des affamés."

Avant le départ des pèlerins, le président de la Fédération du textile (M. Ledoux) envoya deux télégrammes, dont un au premier ministre et l'autre au ministre du Travail, les conviant à cette assemblée dans le parc Champlain à Trois-Rivières où se trouvait le maire Mongrain.

Avant le départ des grévistes, on procéda également à la confection de sandwiches qui devaient être transportés à Trois-Rivières dans la camionnette de l'organisateur en chef du Parti libéral pour le comté de Maskinongé. Ces sandwiches-là furent servis à l'occasion d'une collation qu'offrait le maire Mongrain aux grévistes dans un élan de charité franchement débonnaire.

Réunis à Trois-Rivières, quelque 200 grévistes écoutent la harangue du maire Mongrain qui se scandalise de l'absence du premier ministre et du ministre du Travail qui, pourtant, avaient été convoqués.

D'autres ont trempé là-dedans. J'ai montré bien sommairement, M. l'Orateur, la part active prise par le candidat libéral de Shefford, le candidat libéral de Maskinongé et le candidat libéral de Trois-Rivières dans cette grève malheureuse.

Voyons maintenant quels étaient les conseillers et aviseurs légaux de notre syndicat local. C'est un des ces aviseurs et candidat libéral, M. l'Orateur, qui, plaçant pour le syndicat devant le tribunal de la Cour supérieure à Trois-Rivières, prétendit au grand scandale du juge et de ses confrères, qu'en temps de grève le droit de propriété était mitigé.

M. Hamel (Saint-Maurice): On parle d'une cause actuellement en appel. C'est *sub judice*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On ne parle pas de la cause, mais de déclarations faites par le député.

M. l'Orateur: Le député de Maskinongé n'a pas parlé de la cause.

M. Caron (Maskinongé): Ma délicatesse professionnelle m'interdisait de nommer cet avocat qui est aujourd'hui député.

Le principal aviseur légal du syndicat, M. l'Orateur, était également un candidat libéral de la Mauricie, l'actuel député de Saint-Maurice. Pour donner plus de senteur au côté politique de l'affaire et pour des raisons que je n'ai pas à apprécier, le syndicat local a jugé bon de s'adjoindre durant la campagne électorale les services du bureau légal de Me Jacques Lacourcière, candidat libéral dans Champlain.

Qu'est-ce que vous pensez de la situation du candidat de l'Union nationale du comté de Maskinongé, M. l'Orateur, de ma propre situation lorsque je voyais cinq candidats libéraux exploiter d'une façon que je ne qualifierai pas, le problème ouvrier de chez nous pour des fins purement politiques?

Et pourtant, Dieu sait si j'ai donné de mon temps, de mon travail, de mon argent, de mon cœur et de mon âme, autant pour empêcher cette grève que pour en favoriser le règlement. Je n'ai rien négligé: je me suis traîné jusqu'en prison pour visiter les malheureuses victimes d'une machination diabolique. J'ai imploré des juges pour obtenir des cautionnements en leur faveur. J'ai multiplié les entrevues avec les patrons, avec les ouvriers, avec le ministre du Travail, le solliciteur général, le premier ministre, toujours dans l'intérêt bien compris des ouvriers de chez nous. Je suis allé jusqu'à New York à mes frais, avec le président canadien de la compagnie pour y rencontrer les patrons américains. J'en suis revenu avec une augmentation de salaire d'un sou.

(Rires à gauche)

On voit bien là la mentalité de certaines gens.

(Reprenant son discours) Ce qui faisait dire au président général de la CTCC, après mon retour: Votre député est revenu de New York avec un cent, mais il s'est bien gardé cependant de dire qu'un sou représente environ \$20,000 par année pour les ouvriers de Louiseville. Voilà, M. l'Orateur, la reconnaissance qu'ont ces gens-là, quand un homme public travaille pour les ouvriers avec franchise, honnêteté, sincérité et dévouement.

J'ai passé par-dessus tous les affronts qu'on m'a faits, car je sais que ce ne sont pas les ouvriers qui en sont responsables. J'ai tout enduré, j'ai tout supporté parce que je voulais rester avec l'ouvrier en dépit de ceux qui voulaient m'en séparer. Personne de bonne foi ne peut nier cependant que l'intervention des candidats libéraux dans cette malheureuse affaire a été loin de créer un climat favorable au règlement de cette grève au cours de l'été.

Parlons maintenant du rôle de la police provinciale dans cette affaire. La police provinciale est venue à Louiseville sur les instances du conseil municipal de l'endroit qui s'adressa au solliciteur général, d'abord par résolution en date du 7 avril et, par télégramme, en date du 6 mai suivant. Comme vous le voyez, M. l'Orateur, il n'y a pas eu d'empressement de la part du solliciteur général à envoyer la police provinciale sur les lieux. Personnellement, j'ai retardé la venue de la police tant que j'ai pu, car je croyais toujours que le syndicat céderait et laisserait les autorités de la compagnie pénétrer dans leur usine comme c'était leur droit, d'ailleurs.

Vers le milieu de mai, j'ai reçu un appel du solliciteur général m'avisant que la situation était devenue intenable et que, vu les instances des autorités de la ville de Louiseville, la police provinciale devait être dépêchée sur les lieux. Je me trouvais alors à Québec, c'était un jeudi. J'ai immédiatement téléphoné au syndicat à Louiseville pour les aviser que la situation était grave et leur dire qu'il me serait impossible d'empêcher la venue de la police plus longtemps.

Parlant à Gaston Bourbonnière de Granby, directeur intérimaire de la grève représentant le président de la Fédération, je lui ai conseillé de laisser entrer les patrons à l'usine, et lui ai fait la proposition suivante: "Si vous voulez, je vais faire le nécessaire pour convoquer les patrons à Louiseville pour demain vendredi à 8 heures p.m., au Château Louise, où j'irai les rencontrer pour les accompagner jusqu'à l'usine." On m'a demandé 10 minutes pour se consulter. Au bout de 10 minutes, on m'a rappelé à Québec pour me dire que ma proposition était acceptée. J'en ai fait part au solliciteur général.

Le lendemain, vendredi, j'arrivai à Louiseville à 4 h 30 p.m., et me rendit immédiatement à la salle du syndicat. Les membres de l'exécutif avaient fait venir le président de la Fédération du textile de Granby et, le député de Shefford s'en souvient sans doute, là, on m'avisait que l'affaire ne marchait plus. Je me souviens d'avoir insisté auprès du président de la Fédération lui disant que la venue de la police à Louiseville nuirait à la cause du syndicat, à quoi il me

répondit, il s'en souvient sans doute: "Je ne suis pas si sûr que ce soit une mauvaise affaire pour le syndicat. Si la police vient, nous aurons la sympathie du public."

Ce sont ces gens-là, M. l'Orateur, qui intérieurement souhaitaient la venue de la police provinciale pour ensuite la provoquer et pouvoir critiquer le gouvernement à tort et à travers. Il est temps de les démasquer, il est temps que le public se rende compte jusqu'à quel point ils ont abusé des ouvriers de Louiseville. La police provinciale arriva à Louiseville vers le milieu de mai. Il était temps. Chose curieuse, durant plusieurs mois, il n'y a pas eu de bagarre entre la police et les grévistes. Au contraire, les piqueteurs fraternisaient avec la police, ils jouaient aux cartes et aux fers ensemble. À tel point que l'exécutif crut devoir défendre aux membres du syndicat cette fraternisation.

Malgré la présence de la police, la Gestapo du syndicat était très active. Très souvent, des gens se faisaient battre sur la rue, des jeunes filles étaient attaquées, des ouvriers battus, des vitres cassées, des bâtiments incendiés ou endommagés, des articles volés. En un mot, de mars 1952 à janvier 1953, il s'est commis plus de 200 actes criminels dans la municipalité de Louiseville; plus qu'en 100 ans, dans l'histoire de cette localité.

Au moins d'octobre 1952, trois caisses de dynamite furent volées aux environs de Louiseville à la carrière de Saint-Barthélemy. Un peu plus tard, en octobre également, un transformateur électrique alimentant l'usine de l'Associated textile sauta à la dynamite. Le 9 décembre suivant, un autobus est détruit à la dynamite dans la cour du Château Louise à Louiseville et, le 15 décembre¹⁷, au local du syndicat, la police trouve 10 détonateurs de dynamite ainsi que 80 pieds de mèche dans une armoire fermée à clef dans le bureau de l'exécutif du syndicat. À la même date, la police locale a également trouvé des fusils et des munitions dans l'édifice du syndicat.

Chose étrange, à chaque fois qu'il y a des troubles à Louiseville, ils sont provoqués par les étrangers. L'émeute du 3 octobre fut dirigée par Jean-Robert Ouellette de Shawinigan, à coups de bâton, qui guida entre 400 et 500 hommes d'une manière menaçante vers l'usine de textile.

Voix à gauche: C'était des balles de neige.

M. Caron (Maskinongé): Des balles de neige? (Le député de Maskinongé exhibe, avec l'aide de son voisin (M. Bertrand) trois bâtons de bois franc de deux à trois pieds de longueur trouvés sur les terrains entourant l'usine.)

(Protestations à gauche)

Ce sont des balles de neige, ça? Celui-ci a été laissé dans sa course par un individu de Louiseville. Il y en a 135 comme ça, en bois franc.

M. Pinard (Drummond): Je soulève un point d'ordre. Je demande que le député certifie que ces objets sont bien ceux qui ont été employés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas un point d'ordre, c'est une niaiserie.

M. Caron (Maskinongé): Le 11 décembre dernier, autre émeute organisée par des gens de Granby, une quarantaine d'ouvriers environ partis de Granby. Ils se sont rendus à Louiseville dans un autobus spécial vers deux heures du matin. L'ex-président de la Fédération du textile, M. Gaston Ledoux, reconnaîtra sans doute les noms de Raoul Cameron, Jean-Paul Breton, Jean-Paul Ménard et Ovide Nantel, pour n'en nommer que quelques-uns. Ceux-là ont plaidé coupables à une accusation d'attroupement illégal.

L'acte d'émeute a été lu ce jour-là. Il s'aurait comme absolument nécessaire. Il n'y avait pas d'autre solution pratique. Deux choses pouvaient se produire: la victoire de la police sur les émeutiers et conséquemment le rétablissement de l'ordre et de la paix, ou le contraire, la victoire des émeutiers sur la police, ce qui aurait voulu dire le désordre et l'anarchie.

Il (M. Caron) répond au député de Richmond (M. Lafrance) qui a affirmé que la police avait été envoyée à Louiseville contre le gré des autorités civiles et religieuses. La police provinciale est intervenue après deux résolutions de la part du conseil de ville¹⁸, dit-il. Une demande du conseil d'abord au solliciteur général de la province, le 7 avril. Ensuite, un télégramme, en date du 6 mai, pour réitérer la requête. Il est temps que le public sache quelles ont été les menées des organisateurs de cette grève. À ce moment, la situation est devenue intenable.

Avant que la police provinciale ne soit dépêchée sur les lieux, j'ai tenté de convaincre le syndicat de laisser la compagnie pénétrer dans son usine. Une réunion fut convoquée à Louiseville et M. Ledoux, à ce moment-là, aurait refusé de souscrire à ce projet, déclarant que si la police provinciale allait à Louiseville, le syndicat aurait la sympathie du public.

Au début, les gens dans les lignes de piquetage autour de l'usine fraternisaient avec les agents de la police provinciale, mais les dirigeants de la grève y ont mis fin, parce qu'il fallait donner l'impression que la police régnait sur la ville.

Avec tous les gens bien pensants de Louiseville, et ils sont légions, M. l'Orateur, je reconnais qu'il n'y avait pas d'autre alternative et je remercie le solliciteur général de s'être rendu à la demande de notre ville. En conclusion, M. l'Orateur, je puis dire sans craindre de me tromper que nous avons été victimes de machinations que je ne comprends pas, mais que d'autres comprennent. La grève de Louiseville a été dirigée par des incompetents notoires qui auraient mieux fait de s'occuper de leurs affaires que de chercher à faire de la politique. Nos pauvres ouvriers sont les malheureuses victimes de ces gens-là. Je puis dire également que cette grève est à mon sens un exemple frappant de grève politique et inopportune.

La grève de Louiseville est le résultat d'une infiltration étrangère dans le syndicat local. Ce fut, comme à la ligne Maginot avant la guerre, une drôle de grève, jusqu'au moment où elle devint tragique.

Malgré tout cela, je suis en faveur d'une union pour les ouvriers. J'ai la fierté bien légitime d'appartenir à un gouvernement qui a tout fait pour la classe ouvrière de chez nous. Pour une mesure sociale passée par les libéraux, ce gouvernement a passé au moins 50 lois sociales. Les droits des ouvriers ont été reconnus par l'Union nationale. Nous avons, dans le premier ministre, un champion qui n'a pas peur de prendre ses responsabilités, qui ne craint pas de dire: Halte-là!, quand on est rendu assez loin. Je rends aussi un hommage très mérité au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). C'est moi qui sais ce qu'il a fait pour empêcher et régler cette grève qui affecte les ouvriers de chez nous. J'espère qu'elle se règlera prochainement dans la justice et l'équité.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Demandes de documents:

Associated Textiles, Louiseville

La Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du député de Shefford (M. Ledoux) à l'effet qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre

une copie de toute correspondance et autres documents relatifs au différend ouvrier existant à l'usine de l'Associated Textiles à Louiseville, depuis le 1^{er} janvier 1951 jusqu'à date¹⁹.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit qu'il n'avait pas l'intention de participer au débat, mais qu'il a décidé de le faire devant les attaques injustifiées par les ministériels contre les chefs ouvriers, dit-il. J'ai cru de mon devoir de rétablir certains faits. Comme toujours, on a essayé de justifier l'inaction et l'incompétence du gouvernement en matière de relations ouvrières, en déclarant notamment que la grève était illégale.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Point d'ordre. Je n'ai pas dit que la grève était illégale, mais qu'elle était légale. J'ai aussi dit qu'elle avait été conduite continuellement de façon illégale.

M. Hamel (Saint-Maurice): Et c'est le député de Maskinongé qui a dit que des actes illégaux avaient été commis dans cette grève illégale.

M. Caron (Maskinongé): J'ai dit que l'on avait conduit une grève légale de façon illégale et qu'elle avait pris une tournure politique.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je prends note de ces admissions à l'effet que la grève de Louiseville était absolument légale. Une grève qui dure depuis plus de 10 mois et qui, malgré les interventions d'un grand nombre de personnes de bonne foi, dont le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), n'est pas plus avancée qu'au début. Le député de Maskinongé a aussi dit que la grève était inopportune? C'est pourtant lui qui, le 23 mars 1952, à une assemblée à laquelle j'assistais, a déclaré aux grévistes: "Vos réclamations sont justes, votre grève est légale, vos revendications sont raisonnables".

Voix à gauche: Farceur! Farceur!

M. Hamel (Saint-Maurice): On a accusé les libéraux d'avoir fait de la politique avec la grève de Louiseville.

Voix à droite: C'est vrai!

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai participé à la campagne, je suis allé à Louiseville, et jamais je n'ai dit un mot de cette grève, parce que la question était devant les tribunaux. Mais qu'on le veuille ou non, c'est un fait que la classe ouvrière a supporté les

libéraux aux dernières élections. Un jour, j'aurai l'occasion de discuter des droits politiques des ouvriers, de démontrer que les syndicats sont justifiés de prendre part à une campagne quand leurs droits sont en jeu, menacés. Aux dernières élections, toute la classe ouvrière s'est levée en bloc contre l'Union nationale, dont le programme social est en retard de 20 ans²⁰.

Ce n'est pas avec des matraques et l'intervention de la police provinciale qu'on va régler le problème des relations ouvrières dans le Québec. On pourra se réjouir de ce que la police provinciale, par des méthodes inqualifiables, et il faut la connaître pour savoir jusqu'où elle peut aller, a réussi à étouffer les aspirations de la classe ouvrière, à étouffer un syndicat, mais on n'aura pas réglé le problème social. Le député de Maskinongé, au lieu de parler comme il l'a fait aujourd'hui en Chambre, aurait mieux fait de prendre ses responsabilités en 1952.

M. Caron (Maskinongé): Je n'ai jamais déclaré que la grève n'est pas juste.

Une voix: Il ne sait pas ce qu'il dit.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député a dit qu'elle était inopportune.

M. Caron (Maskinongé): Oui!

M. Hamel (Saint-Maurice): Et une grève inopportune n'est pas juste, car elle est condamnée à l'inefficacité. Chaque fois qu'un problème a été en discussion entre les ouvriers et les patrons, on a répété tous les bobards que l'on entend dans les milieux anti-ouvriers, en mettant tout sur le dos des chefs ouvriers et en tentant de faire croire aux ouvriers qu'ils sont mal dirigés.

Il y a 13 ans que je m'occupe du mouvement ouvrier. Il y a peut-être eu des erreurs, mais des erreurs de tactique, auxquelles ont toujours recours ceux qui veulent miner la confiance des ouvriers en leurs chefs.

On a aussi dit qu'à Louiseville des étrangers ont mené le bal. D'abord, je vous signalerai que ce qu'il y a d'étrange dans tout ce débat, c'est que du côté ministériel, on n'a pas entendu une seule critique, pas l'ombre d'un reproche à l'endroit de la compagnie. Les ministériels cherchent à faire porter tout l'odieux de la grève sur les chefs ouvriers que l'on veut discréditer aux yeux des syndiqués.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Point d'ordre. Ce n'est pas exact. Lors de ma première

rencontre avec les représentants de la compagnie, je les ai blâmés de n'avoir pas garanti la rétroactivité.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est vrai. Mais c'est le seul blâme de tout le débat à la compagnie du côté ministériel; tout le reste est dirigé contre les ouvriers. Je parle du débat de cet après-midi. Pas un blâme pour la compagnie. Or, je dis qu'on ne réglera pas les problèmes en s'acharnant à trouver des défauts rien que d'un côté. Qu'il y ait eu des étrangers à Louiseville, c'est possible. Mais a-t-on parlé chez les ministériels des étrangers que la compagnie a employés pour régler son problème, pour briser la grève?

Qui s'occupe spécialement, pour la compagnie, d'empêcher la solution du conflit de Louiseville? C'est M. Bruno Germain, agent de relations industrielles pour la compagnie, qui n'est sûrement pas de Louiseville. Pourquoi reprocher aux ouvriers de n'avoir pas réglé leurs problèmes eux-mêmes quand la compagnie elle-même a utilisé les compagnies d'agents négociateurs étrangers à Louiseville?

Et qui encore la compagnie est-elle allée chercher, quand la grève est arrivée à sa phase critique, pour essayer de dompter les ouvriers? M. Marc Carrière, qui avait fait fureur à la grève de Lachute. Mais on a bien garde d'en parler. Tout le blâme est pour les ouvriers chez les ministériels.

Il y a 10 mois qu'on essaye de régler cette grève. Il est juste d'admettre que le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a fait des efforts sérieux pour en arriver à un règlement. Pourquoi ses efforts ont-ils été inefficaces? Au cours du mois de décembre, alors que le sang coulait à Louiseville et que la situation dans le textile était difficile, l'Association des producteurs de textiles se réunissait à Québec. Le premier ministre leur a recommandé quoi? La fermeté, entre autres choses. Si les démarches du ministre du Travail n'ont pas réussi, c'est que la compagnie savait qu'au-dessus du ministre du Travail, elle pouvait compter sur la coopération et les bons sentiments du premier ministre. Je sais que le premier ministre a, à certains moments, des sentiments extrêmement généreux. J'aurais beaucoup aimé que mes convictions me permettent de le supporter, d'autant plus que des raisons personnelles extrêmement sérieuses m'y conviaient.

Ce qui m'a séparé du premier ministre et de l'Union nationale, ce n'est pas le dépit, parce que, depuis 1938, je n'ai jamais rien demandé à l'Union nationale. C'est le fait, qu'à mon sens, le premier ministre n'a pas le doigté qu'il faut pour régler les

problèmes de relations industrielles de la province. Mes convictions profondes, ma conscience me disent, qu'au point de vue social, l'Union nationale ne comprend pas le problème comme il doit être compris.

Il n'y a qu'une chose qui empêche actuellement le règlement de la grève à Louiseville. Il ne s'agit pas de salaires, de la retenue obligatoire des cotisations, des griefs, etc., mais uniquement des "scabs". Le ministre du Travail a suggéré un plan; le syndicat l'a accepté et la compagnie l'a refusé. Pourquoi? Parce qu'elle est de mauvaise foi et qu'elle compte sur l'appui du premier ministre. Elle dit qu'il y a une crise dans le textile. Mais il en coûte beaucoup moins cher d'employer des ouvriers qualifiés que des gens en apprentissage. Je suis convaincu que, si l'Associated Textiles n'avait pas compté sur l'appui le plus entier du premier ministre, il y a longtemps que la grève serait réglée.

C'est pour régler de tels problèmes que j'ai suggéré la création d'un comité des relations industrielles, au début de la session. Le gouvernement prétend, parce qu'il a 68 députés contre 22, avoir la confiance du peuple; il faut être réaliste et le gouvernement doit se rappeler que 46 % de la population a voté contre lui. Et il n'a pas le droit de ne pas tenir compte de ceux qui représentent ces 46 % et il doit agir avec prudence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)²¹:

Tout ce débat a été provoqué par l'opposition qui se prétend l'amie des ouvriers de Louiseville, de la classe ouvrière. Examinons les faits. D'abord, depuis plusieurs mois, je ne crois pas qu'il y ait dans la province de Québec un homme qui ait été sujet à autant d'insultes, d'injures personnelles et gratuites et d'infâmes perfidies que celui qui parle, et cela, tant de la part de chefs de syndicats que de la part d'adversaires politiques. Mais je ne veux pas faire entrer ici en ligne de compte les questions personnelles. Je n'ai rien dit, pas un mot. Les provocations, je les ai mises de côté.

Je croyais que le problème était trop sérieux; la souffrance de certaines familles était trop grande, pour que, de près ou de loin, je pose un acte de nature à donner une couleur politique à un drame qui aurait toujours dû être considéré en dehors des considérations partisans. Mais il est des circonstances où la vérité a des droits particuliers et où l'ordre public oblige un homme à faire certaines mises au point.

Il (M. Duplessis) évoque la mémoire de son père pour rappeler que souvent les injures dénotent un cœur noir. Personnellement, les semences de haine, les rancœurs et les insultes me laissent

indifférent, dit-il. Ce que le premier ministre veut dans les circonstances, c'est faire toute la lumière possible. Je parle ici comme procureur général et comme premier ministre de la province. Je ne peux pas consciencieusement fermer les yeux devant certains abus et demeurer silencieux devant certaines attitudes et devant des violations évidentes de la loi.

Il est certains principes qui, à mon sens, sont indéniables. L'un de ces principes, c'est que, dans un pays où nous sommes appelés à de si grandes destinées, il est de notre devoir de faire respecter l'ordre et la loi. Dans le Québec, nous devons faire respecter l'ordre et la loi dans l'intérêt de tous, même des ouvriers que la loi protège et dont les droits sont basés sur la loi. C'est la meilleure garantie qu'on puisse offrir aux travailleurs. On ne doit pas oublier pourtant qu'on n'a pas le droit de se faire justice à soi-même. Et tout le monde a droit à la justice. La justice n'est pas un monopole pour une classe ou pour une autre. Elle n'est pas l'apanage de personne, mais au service de tous les citoyens et de toutes les classes.

Autre fait. Le droit de grève, qui est un droit nécessaire, ne doit être exercé qu'à bon escient et pour des bonnes raisons, sérieuses, à cause des conséquences énormes qu'il comporte pour la famille ouvrière, l'employeur et l'économie en général. Il est un autre fait qui ne peut être nié: l'autorité doit être respectée pour le maintien des droits de tous. Le mépris de l'autorité religieuse, civile ou judiciaire entraîne les plus graves désordres pour tout le monde, particulièrement les travailleurs.

La grève de Louiseville a commencé au mois de mars. Nous avons l'avantage de posséder dans la province de Québec un excellent ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), un homme qui ne compte ni son travail, ni ses sacrifices, qui se dépense corps et âme pour la classe ouvrière. Il s'est occupé de l'affaire de Louiseville pendant des mois et des mois.

La grève de Louiseville a été une grève politique qui s'est continuée, parce que le comté de Maskinongé est voisin du mien, Trois-Rivières, et qu'on voulait embêter le premier ministre en pleine période électorale. C'est tellement vrai qu'il s'agit d'une grève politique que les injures que m'adressent mes adversaires à la radio et ailleurs sont répétées par les gens du syndicat. C'est une grève politique faite sur le dos des familles, des mères et des enfants de Louiseville. On est même allé jusqu'à combattre un champion des syndicats catholiques, en la personne de M. René Chaloult, ancien député du comté de Québec.

Tout le monde a droit à son opinion, mais un chef ouvrier, quel qu'il soit, n'a pas le droit de poser à

la dictature et d'imposer ses opinions politiques aux ouvriers. Un syndicat ne doit jamais se mettre au service d'un parti politique et utiliser la grève pour assouvir des vengeances politiques. La misère humaine ne doit pas être employée à des fins politiques.

Il est certain que la grande majorité des ouvriers de ma province sont d'honnêtes citoyens. Il est également certain que la majorité des chefs ouvriers sont d'excellents citoyens. Les gens de Louiseville, en particulier, sont d'excellents citoyens, et s'ils avaient été laissés à eux-mêmes, nous n'aurions jamais eu à déplorer les événements qui font le sujet de ce débat. Mais ils ont été excités par des étrangers. On parle de grève légale, mais on ne fait pas les distinctions nécessaires entre le droit de grève et l'exercice de ce droit. J'ai le droit de conduire une automobile, mais je n'ai pas le droit de m'en servir pour tuer. Il y a la manière; il faut respecter le code de la route.

Le droit de grève ne doit pas dégénérer en un droit au sabotage, à l'anarchie et au crime. Il y a eu, depuis le début de la grève de Louiseville, au-delà de 100 crimes sérieux, défendus par le Code criminel, qui relève de l'autorité fédérale, et dont certains sont passibles du pénitencier, sans mentionner les lois provinciales.

Au-delà de 30 maisons ont été saccagées. Il y a 625 fenêtres de l'usine dont les vitres ont été brisées par les grévistes. Une trentaine²² d'hommes ont été assommés et ont dû se faire hospitaliser. Il y a eu dynamitage d'une automobile, dynamitage aussi d'un transformateur électrique, ce qui aurait pu provoquer des incendies et entraîner même des pertes de vies. Les dommages sont considérables. Jamais les gens de Louiseville n'auraient fait ça. Jamais les gens de Louiseville n'ont fait ça avant l'arrivée de certains étrangers, sans la pression exercée sur eux.

Comme procureur général, j'ai un devoir à remplir, une conscience à suivre. Ceux qui aiment réellement les ouvriers ne sont pas ceux qui font l'éloge du désordre et de l'anarchie, mais ceux qui, comme nous, font leur devoir et veulent le respect rigoureux de la loi et de l'ordre, dans l'intérêt des ouvriers de toutes les classes et de toute la province. Est-ce justifiable pour des grévistes de saccager les maisons, faire sauter les automobiles et un transformateur, d'assommer une trentaine de concitoyens, d'assommer même une jeune fille sans défense, qui avait le malheur d'être la sœur d'un homme travaillant à l'usine? Ce sont là des crimes.

M. Ledoux (Shefford): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit

d'attribuer aux grévistes la responsabilité de tous ces actes dont il ne connaît pas les auteurs. C'est aux tribunaux de décider.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'accuse personne en particulier et je ne comprends pas pourquoi, quand je parle de crimes, le député se lève.

M. Ledoux (Shefford): Le premier ministre parle des grévistes comme des auteurs de ces actes. Ce n'est pas prouvé.

M. l'Orateur: Le point d'ordre est rejeté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je connais les gens de chez nous, et ceux qui ont fait prolonger cette grève pour m'embêter ne m'ont pas embêté du tout, loin de là. Mais la société repose sur deux piliers indispensables pour la stabilité, qui s'appellent l'autorité civile et l'autorité religieuse. Les deux sont indispensables, et le sabotage de l'une conduit au sabotage de l'autre. C'est pour ça que je prends les moyens de sauvegarder les deux, dans l'intérêt de tout le monde, y compris les ouvriers.

Certes, la très grande majorité des ouvriers et des chefs ouvriers, en particulier à Louiseville, sont d'excellents citoyens. Mais je dis que, consciemment ou inconsciemment, certains chefs du syndicat suivent le programme édicté par Tim Buck et Fred Rose²³.

(Protestations à gauche)

M. l'Orateur rappelle la députation à l'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Et je le prouve. Je le prouve en citant les paroles mêmes de Fred Rose et de Tim Buck, paroles dont nous avons le texte grâce à la loi du cadenas et à la police provinciale, qui est l'une des meilleures du pays. Tim Buck disait en 1939: "Il faut entretenir le mécontentement, il faut provoquer des incidents tels que sabotages, explosions, attaques..." N'est-ce pas ce qui s'est passé à Louiseville? Je continue la citation: "Il faut provoquer des incidents tels que sabotages, explosions, attaques qui obligent la police à intervenir. Nous crions alors à la provocation policière et nous protestons contre les mesures dictatoriales du gouvernement qui se trouve obligé de défendre sa police".

Et voici ce que Fred Rose, en 1945, déclarait au lac L'Acigan: "Il est nécessaire de causer des mouvements d'impatience parmi la classe ouvrière. Une fois que nous sommes assurés d'une grève

politique, il n'y a qu'un pas à une grève générale, qui ouvre la porte à la révolution". Qu'on réfléchisse bien.

Vous voyez, M. l'Orateur, que ce qui s'est passé à Louiseville est conforme aux mots d'ordre et aux directives de Tim Buck et de Fred Rose pour semer l'agitation chez les ouvriers. Et Rose continue: "Croyez-moi, chers camarades, le jour où, à l'occasion d'une revendication sociale, les syndicats catholiques se mettront en opposition ouverte à l'autorité, la moitié du chemin vers la révolution sera faite. Vous aurez alors droit à la reconnaissance de Moscou".

Ces directives mettent en lumière les tactiques communistes. Je répète que la majorité des ouvriers et des chefs ouvriers sont d'excellents citoyens. Mais ça n'empêche pas que la conduite tenue par certains chefs ouvriers de la province suivait à la lettre les directives de Tim Buck et de Fred Rose.

Pour mettre en garde les gens de bonne foi, j'ai ici, grâce à la police provinciale qui se signale tous les jours par les services qu'elle rend - composée de chrétiens qui ont droit à autre chose que l'injure, l'insulte et la calomnie lancées par l'opposition et d'autres et qui font honneur à la province - un rapport à l'effet qu'une assemblée de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) a été tenue le 17 décembre 1952 à la salle de l'assistance publique, à Montréal. Il y avait environ 500 personnes présentes, dont 200 communistes, qui n'avaient pas été convoquées par les membres du syndicat, mais qui ont été acceptées pour apporter leur appui aux chefs du syndicat. Est-ce qu'il n'est pas de notre devoir d'intervenir? N'est-ce pas le devoir du procureur général d'intervenir et n'est-ce pas le devoir d'un Canadien qui aime sa province de le faire également? Un homme qui a du cœur doit avoir le courage de faire son devoir, même au prix de l'impopularité en certains milieux.

Il (l'honorable M. Duplessis) cite une opinion exprimée par le juge Ferron, de Trois-Rivières, qui disait dans un jugement impliquant un gréviste de Louiseville: "Certains témoins ont prétendu que les ouvriers ne peuvent pas réussir dans leurs revendications s'ils laissent les patrons jouir de leurs droits de propriétaires". Les gens sont assommés, les propriétés saccagées et brûlées, des automobiles dynamitées. Apparemment certains éléments voudraient que la police provinciale se croise les bras. La police ne peut pas se croiser les bras et laisser faire les massacres, les saccages et les dynamitages. Elle ne peut pas non plus se contenter de donner à l'assaillant une tape sur l'épaule en disant: "Ne fais pas ça, mon cher".

Non, sous l'Union nationale, nous n'aurons jamais une police comme celle-là. C'est un excellent

corps policier. Nous avons une police humaine, et jamais la province n'a eu une police aussi effective que celle que nous avons actuellement. J'ai consenti à ce que la police provinciale aille à Louiseville pour protéger les citoyens honnêtes et empêcher les saccages et les attentats, la destruction de la propriété privée. Je l'ai envoyée pour que les gens vivent en paix, pour faire respecter l'ordre par tous. Un homme conscient de ses responsabilités a le devoir d'empêcher que ne se commettent des crimes qui discréditent la province, qui sèment tellement de misère chez des centaines de familles.

Or, certains chefs syndicaux, qui ne sont pas étrangers à ces crimes, ont eu l'audace de menacer la province et le gouvernement d'une grève générale, exactement comme le prescrivent Tim Buck et Fred Rose. Dans la province de Québec, nous ne sommes pas pour être complices des théories et des techniques communistes. Et nous attirons l'attention de la population saine, honnête, sur le danger énorme que court actuellement le sain mouvement ouvrier dans cette province, à cause des directives de certaines personnes.

On n'est pas content des crimes isolés; on veut même généraliser le crime. Le procureur général est prêt à tendre une main cordiale à tous ceux qui veulent le bien de la province et aux unions ouvrières qui veulent travailler avec lui au respect de l'ordre et de l'autorité. Mais, je l'affirme, le procureur général de la province de Québec et député de Trois-Rivières, s'écrie-t-il avec force, ne chantera jamais.

Celui qui a parlé avant moi (M. Hamel) a fait allusion à certains dons généreux dont il aurait été le bénéficiaire et dont j'aurais été le dispensateur. Je lui laisse le soin d'écouter un jour la voix de sa conscience et de son cœur. Mais je lui dirai: il a des enfants, il aura des petits-enfants. C'est pour ses enfants et ses petits-enfants que je maintiens l'ordre et que je veux conserver nos institutions et la bonne réputation de la province de Québec.

Il n'y a pas d'anarchie catholique et il n'y a pas d'anarchie religieuse. Il n'y a pas de place pour l'anarchie dans la province de Québec, d'où qu'elle vienne. C'est dans le respect de l'ordre que se trouvent les meilleures garanties de prospérité pour notre province.

Je regrette tout ce débat. Nous étions obligés de le faire, pour ne pas laisser s'accréditer certaines déclarations, pour sonner le coup de clairon, signaler le danger, rétablir certains faits et rallier les bonnes volontés. Personnellement, je ne sais pas encore combien la Providence me réserve de temps sur cette

terre. Le jour où le Juge Suprême me rappellera à lui, je n'ai pas d'enfant et je ne laisserai personne en arrière dont je serai inquiet.

(Le premier ministre regarde toute la Chambre)²⁴

Je me bats et je me tiens debout pour vos enfants et vos petits-enfants. Il serait plus facile pour moi de laisser aller le bateau à la dérive. Si je voulais être égoïste, je laisserais l'anarchie s'infiltrer petit à petit pour s'établir définitivement sur les ruines de nos traditions, sur les ruines de l'Église. Mais j'ai un devoir à remplir et je le remplirai. Je ferai mon devoir, tout mon devoir.

Je crois que ce débat, que nous aurions pu arrêter dès le début, a assez duré, et je propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre passe maintenant à l'affaire du jour suivante.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 56.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 22.

Ainsi, la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre passe à l'affaire du jour suivante.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): La dictature l'a emporté!

Bureaux de la Régie des loyers

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant, relativement à la Régie provinciale des loyers et pour la période du 27 novembre 1951 au 1^{er} décembre 1952:

1° Combien de bureaux additionnels ont été établis et où chacun d'eux est situé;

2° Quelles sont les personnes nommées par le gouvernement dans chacun des bureaux depuis le 27 novembre 1951, et quel est le salaire annuel respectif de chacune de ces personnes;

3° Quels sont les noms des personnes qui ont cessé d'être employées dans lesdits bureaux depuis le 27 novembre 1951;

4° Combien a été dépensé pour l'aménagement desdits bureaux en meubles, papeterie, etc.;

5° Combien de requêtes ont été soumises à chacun desdits bureaux depuis le 27 novembre 1951, et combien de cas ont été réglés.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 28 concernant la Législature.

Projets de loi:

Loi de la prévention des incendies

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 modifiant la loi de la prévention des incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 55.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland,

Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 22.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 36 modifiant la loi de la prévention des incendies.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose: Que l'article 13 de la loi de la prévention des incendies (Statuts refondus, 1941, chapitre 151), remplacé par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 30, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, accorder aux corporations municipales de paroisse, de village et de ville des subventions pour les aider à se protéger efficacement contre les incendies.

"Ces subventions sont payables à même le fonds consolidé du revenu. Elles ne doivent pas excéder en totalité six cent cinquante mille dollars par année."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement se sert de ces crédits pour faire de la politique. L'idéal, c'est le système budgétaire, et des mesures comme celles-là sont du sabotage d'un système budgétaire bien compris.

Cette loi permet de ne pas inscrire dans le budget des octrois sur lesquels la Chambre avait jusqu'ici un contrôle complet. C'est un mauvais principe d'administration.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): La mesure répond à des besoins urgents. C'est la deuxième

fois en quelques années que le gouvernement augmente les montants mis au service de la protection contre l'incendie. Dans ce domaine, l'Union nationale est 16 fois plus généreuse que les libéraux. L'administration de ces octrois coûte 15 fois moins cher que sous les anciennes administrations.

M. Dupré (Verchères) accuse le gouvernement de ne distribuer ses octrois qu'à des amis et dans un but électoral. Le ministre ferait mieux de ne pas déclarer ce qu'il dépense et de dire comment il le dépense. Les maires "rouges" ne reçoivent aucun octroi, alors que les amis du gouvernement en ont.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Citez-nous un cas.

M. Dupré (Verchères) cite le cas d'un octroi en deux versements, dont le premier fut fait à la veille des élections municipales, et l'autre à la veille des élections provinciales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande une précision.

M. Dupré (Verchères) précise que c'est à McMasterville.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Ministère du Travail, rapport 1951-1952

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1952. (Document de session no 22)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Il s'agirait, selon *L'Action catholique* du 15 janvier 1953, à la page 3, de l'un des débats les "plus mouvementés qui se soient déroulés depuis plusieurs années à l'Assemblée législative".

2. D'après *Le Soleil* du 15 janvier 1953, à la page 1, il s'agirait de la Dominion Burlington Co.

3. Le correspondant parlementaire du *Soleil* du 15 janvier 1953, à la page 1, propose des chiffres très différents. Sept cents ouvriers sur 716 auraient souhaité la grève.

4. On fait référence à un certain M. Haskell dans *The Chronicle Telegraph* du 15 janvier 1953, à la page 1.

5. *L'Action catholique* du 15 janvier 1953, à la page 11, parle plutôt de "60 voix" en faveur du maintien.

6. Il devint le premier archevêque de Sherbrooke en 1951. Il mourut subitement en mai 1952.

7. Dans le *Montréal-Matin*, qui appuie l'Union nationale, du 15 janvier 1953, à la page 8, il est écrit que le ministre "a prononcé l'un des discours les plus éloquents et les plus vigoureux de sa carrière".

8. *Le Soleil* du 15 janvier 1953, à la page 10, fait état d'une offre de huit cents l'heure.

9. D'après le *Montréal-Matin* du 15 janvier 1953, à la page 8, il aurait obtenu 15 cents l'heure.

10. *Le Canada* du 15 janvier 1953, à la page 5, précise: "C'était la première fois, en huit ans, que M. Taché rendait une décision contre un membre du gouvernement."

11. On écrit dans *L'Action catholique* du 15 janvier 1953, à la page 11, que le discours du député a été "entrecoupé de nombreux applaudissements du côté ministériel, de points d'ordre fréquents, dont quelques-uns ont été maintenus, et de commentaires "entre les dents", à gauche et à droite de la Chambre".

12. *Le Devoir* du 15 janvier 1953, à la page 7, mentionne pour sa part 350 employés.

13. "Importation" lit-on dans *Le Nouvelliste* du 15 janvier 1953, à la page 1.

14. Ces propos proviennent de la chronique ouvrière de Fernand Dansereau. L'article de la page 5 a pour titre: La crise dans l'industrie textile est-elle réelle?

15. *La Presse* du 15 janvier 1953, à la page 37, mentionne qu'il s'agit d'une semaine de 42 heures.

16. Ce serait le 29 janvier, d'après *L'Action catholique* du 15 janvier 1953, à la page 11.

17. Ce serait plutôt le 13 décembre, d'après *Le Soleil* du 15 janvier 1953, à la page 15.

18. *The Montreal Daily Star* du 15 janvier 1953, à la page 5, indique que trois grévistes feraient partie du conseil de ville.

19. Il semblerait que les "galeries de la Chambre n'ont pas été remplies d'une telle foule depuis longtemps. La séance de cet après-midi a fait du bruit à Québec, et nombreux sont les curieux qui désirent assister à la suite du débat", mentionne-t-on dans *Le Canada* du 15 janvier 1953, à la page 5.

20. Chiffres tirés de *L'Action catholique*. Il est fait état de 25 ans dans *Le Soleil* du 15 janvier 1953, à la page 15.

21. Le correspondant parlementaire de l'édition du *Montréal-Matin* du 15 janvier 1953, à la page 1, écrit que le premier ministre paraissait ému lorsqu'il prit la parole. Il aurait "prononcé l'un de ses plus dynamiques discours", tandis que *The Montreal Daily Star* du 15 janvier 1953, à la page 1, mentionne que ce fut "l'un de ses plus dynamiques discours depuis le début de la session en cours".

22. On fait mention dans le *Montréal-Matin* du 15 janvier 1953, à la page 2, d'une centaine d'hommes.

23. Dans *Le Droit* du 15 janvier 1953, à la page 12, on ajoute: "Ancien membre du Parlement qui a été reconnu coupable d'avoir transmis à la Russie des secrets, lors du procès pour espionnage au Canada."

24. Il est souligné dans *The Montreal Daily Star* du 15 janvier 1953, à la page 5: "Plusieurs représentants de la CTCC étaient dans les gradins de l'Assemblée législative lorsque M. Duplessis s'est lancé dans une dénonciation acerbe des méthodes utilisées lors des dernières grèves."

Séance du jeudi 15 janvier 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 191 concernant l'évaluation des propriétés de la Gaspesia Sulphite Company Ltd. par la corporation du village de Chandler;

- bill 194 ratifiant l'adjudication et la vente pour taxes d'immeubles dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire;

- bill 211 constituant en corporation les Moniales Carmélites Déchaussées;

- bill 168 concernant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 188 changeant le nom de Joseph Robert Ola Ouellet en celui de Joseph Roland Bouchard.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 139 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre;

- bill 164 reconnaissant l'Église catholique polonaise nationale d'Amérique au Canada;

- bill 175 modifiant la loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy.

Projets de loi:

Gaspesia Sulphite Company

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 191 concernant l'évaluation des propriétés de la Gaspesia Sulphite Company Ltd. par la corporation du village de Chandler.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 191 sans l'amender.

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Moniales Carmélites Déchaussées

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 211 constituant en corporation les Moniales Carmélites Déchaussées.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 211 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Paroisse de Saint-Laurent

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 concernant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 168 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Joseph Robert
Ola Ouellet**

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 188 changeant le nom de Joseph Robert Ola Ouellet en celui de Joseph Roland Bouchard.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 188 sans l'amender.

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de la ville de Saint-Pierre

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 139 sans l'amender.

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Église catholique polonaise nationale d'Amérique

M. Cottingham (Argenteuil) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 164 reconnaissant l'Église catholique polonaise nationale d'Amérique au Canada.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 164 sans l'amender.

M. Cottingham (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ville de Sainte-Foy

M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 modifiant la loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 175 sans l'amender.

M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Joachim de la Pointe-Claire

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 194 ratifiant l'adjudication et la vente pour taxes d'immeubles dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 194 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Budget des dépenses
1953-1954**

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1954, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 15 janvier 1953
(Document de session no 1)

L'honorable M. Gagnon (Matane) annonce que le budget de la province de Québec pour l'exercice financier du 1^{er} avril 1953 au 31 mars 1954 se montera à \$286,904,800, soit \$26,056,556 de plus que l'an dernier, alors que le budget atteignait \$260,848,244¹.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'à partir de mardi prochain, le 20 janvier 1953, et jusqu'à nouvel ordre, les affaires du gouvernement aient préséance sur celles des députés, et que l'ordre des affaires, à chacune des séances où la Chambre siégera, soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait à la séance du mardi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit qu'il n'a pas d'objection, si le premier ministre veut changer la date du 20 janvier par celle du 27. L'opposition, dit-il, n'a pas abusé depuis le commencement de la session. Mais elle ne veut pas se priver de ce droit de présenter des motions pour

obtenir des renseignements, si c'est nécessaire. Il (M. Marler) demande d'attendre à plus tard pour prendre cette mesure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les députés ont le droit de poser toutes les questions qu'ils veulent en discutant les items du budget.

La motion est mise aux voix et adoptée après division.

Projets de loi:**Ville de Ville-Marie**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 210 constituant en corporation la ville de Ville-Marie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose des objections à la présentation du projet de loi. Il dit qu'il a reçu certains renseignements à ce sujet. On a donné une seule raison, dit-il, l'érection en vertu de la loi des cités et villes. La municipalité n'a que 1,200 habitants, ce qui n'est pas suffisant pour justifier le changement. À mon avis, d'après ce qu'on m'a dit, il y a là-dessous le désir de se libérer du conseil de comté et il y a aussi, probablement, une question de vente de liqueurs alcooliques, car la loi permet aux villes, dans un comté sous l'empire de la loi de prohibition, d'accorder des permis de vente de boisson, malgré le conseil de comté.

On semble, en dépit de l'opposition du conseil de comté et des autorités religieuses, demander une incorporation dans le seul but de pouvoir accorder des permis pour la vente des liqueurs alcooliques. Il semble y avoir une opinion générale assez prononcée, dans le comté de Témiscamingue, contre de tels permis. Le 10 décembre dernier, le conseil de comté de Témiscamingue a passé une résolution s'opposant au changement. C'est une objection sérieuse et je m'opposerai au bill. À Ville-Marie, on veut se soustraire du règlement de prohibition. C'est le seul but recherché, et je crois que cela mérite étude.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quand on veut présenter un bill, on publie d'abord un avis dans les journaux, dans un délai qui permet aux opposants d'exprimer leur opinion. Le projet de loi a été présenté après les avis légaux et il n'y a pas eu précipitation pour le faire adopter. Je crois que rien n'a été fait à l'encontre du bill. C'est la première fois que j'entends parler des faits rapportés par le chef de l'opposition.

Ville-Marie est située sur le bord d'un lac, a des initiatives importantes à son crédit, et le sentiment d'être érigée en ville, il me semble, est très légitime. Je ne vois pas comment l'érection en ville pourrait forcer le gouvernement à accorder des permis. D'ailleurs, quand les autorités religieuses s'opposent aux permis de vente de liqueurs, le gouvernement refuse de les accorder.

La chose se produit très souvent. Cependant, les raisons qu'on donne me paraissent sérieuses et c'est la première nouvelle que j'ai au sujet de la vente des boissons à cet endroit. Je puis dire que s'il y a un règlement de prohibition dans le comté, il n'y aura pas de permis de vente sans consultation des autorités compétentes. À cause de tout cela, nous allons suspendre l'étude du bill et rapporter progrès. Dans l'entre-temps, nous allons prendre des informations officielles à ce sujet.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

**Taxe de vente
à Plessisville**

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 212 autorisant la corporation du village de Plessisville à imposer une taxe de vente soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la cité
de Saint-Hyacinthe**

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 modifiant la charte de

la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Loi de la
prévention des incendies**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 36 modifiant la loi de la prévention des incendies.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Papineau (l'honorable M. Lorrain), à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

Que l'article 13 de la loi de la prévention des incendies (Statuts refondus, 1941, chapitre 151), remplacé par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 30, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, accorder aux corporations municipales de paroisse, de village et de ville des subventions pour les aider à se protéger efficacement contre les incendies.

"Ces subventions sont payables à même le fonds consolidé du revenu. Elles ne doivent pas excéder en totalité six cent cinquante mille dollars par année."

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le bill a pour effet d'autoriser le gouvernement actuel à augmenter pour la deuxième fois en cinq ans, c'est-à-dire de porter de \$500,000 à \$650,000 le total des primes annuelles accordées aux corporations de paroisse, de village et de ville pour les aider à se protéger. Rapportant les chiffres mentionnés lors de la première séance du comité plénier², sur les méfaits des incendies, il (l'honorable M. Lorrain) s'adresse au chef de l'opposition. Lui, dit-il, qui s'oppose aux crédits statutaires, sait-il que les libéraux ont voté des dépenses, non pas par des crédits, mais par des lois statutaires?

Il relève ensuite une remarque du chef de l'opposition sur les dépenses imputées à la propagande pour la protection contre les incendies. Pour la première fois dans l'histoire, dit-il, la

province de Québec a remporté le premier prix du concours de prévention des incendies, au Canada et dans tous les États de l'Amérique du Nord.

M. Dupré (Verchères) amorce le débat en reprenant et en complétant les arguments qu'il avait déjà énoncés à l'encontre du principe du bill. Je vois une seule raison au premier ministre, dit-il, pour réclamer des crédits statutaires. Le gouvernement, par ces lois pourvoyant à des dépenses considérables, ne veut qu'en empêcher l'opposition de discuter les items des crédits en même temps que le budget. Le gouvernement aime beaucoup recourir à cette politique.

Une voix: Jamais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais, depuis que je suis premier ministre, je n'ai empêché un député de cette Chambre de discuter un item, même une dépense autorisée par crédit statutaire.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Encore hier! Vous avez fait cesser un débat sur l'affaire de Louiseville, contre le gouvernement. C'est un moyen d'établir une dictature dans la province de Québec.

(Protestations à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je demande au député de retirer ses paroles. Premièrement, il n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur. Deuxièmement, le mot dictature n'est pas parlementaire. En troisième lieu, le gouvernement n'a fait qu'appliquer un règlement voté par les libéraux.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je retire mes paroles. Mais les ouvriers de la province vont s'en souvenir...

(Brouhaha dans la Chambre)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux que le député retire ses paroles sans condition, sans quoi je demanderai au président de faire rapport.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je les retire sans condition. Point.

M. Dupré (Verchères): S'il faut faire choquer le premier ministre tout de suite en partant, ça va mal aller! Il (M. Dupré) espère que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) et le

gouvernement ne distribueront pas des octrois sur une période de cinq et 10 ans, quitte à retarder de trois ou quatre ans les versements, dit-il, comme cela s'est déjà fait, et à choisir la période des élections municipales ou provinciales pour distribuer les chèques.

Avec un budget de \$300,000,000, il y a moyen de payer comptant ces petits octrois de \$4,000 et de \$5,000. On devrait placer ces dépenses dans le budget. L'opposition ne s'est jamais objectée à dépenser de l'argent pour la protection contre le feu. Hier, j'ai demandé des explications au ministre sur la façon dont il distribue ses octrois. Je suis peut-être dur à comprendre et le premier ministre a déjà dit que je n'étais pas intelligent...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai jamais dit cela. Je n'ai jamais nié que le député ait de l'intelligence. J'ai tout simplement déploré la façon dont il s'en sert.

M. Dupré (Verchères): De toute façon, l'utilisation des fonds du gouvernement provincial n'est pas juste. Le budget de la province est distribué d'une façon non équitable. C'est ainsi que 21 comtés de la province, ayant élu des députés de l'Union nationale, ont bénéficié de 55 % du budget annuel destiné à la prévention des incendies, tandis que les 61 autres comtés durent se contenter du reste. Ce n'est pas juste, parce que tous les citoyens paient des taxes au gouvernement pour qu'il fasse ces dépenses.

Il (M. Dupré) suggère que ces octrois pour la prévention des incendies soient distribués selon un barème établi d'avance, en procédant par pourcentage sur le prix de l'équipement acheté, et au *pro rata* de la population, dit-il. Il ne devrait jamais y avoir de favoritisme politique dans la distribution des octrois qui concernent la protection contre le feu, l'instruction publique et la voirie. Je demande au ministre des Travaux publics de nous expliquer la façon dont il accorde ses octrois aux municipalités.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): En 20 ans, il y a eu 1,700 pertes de vie par le feu dans la province, et des pertes matérielles de plus de \$300,000,000. Il y a donc nécessité urgente d'organiser la lutte au feu de façon plus rapide que ne l'ont fait les libéraux. Pour ne pas retourner en arrière, afin que nos amis de l'opposition ne disent pas: "C'était autrefois, les conditions n'étaient pas les mêmes, les budgets étaient plus petits". Disons que, de 1939 à 1944, le régime Godbout, dont faisaient partie le chef de l'opposition (M. Marler), le

député de Verchères (M. Dupré) et quelques autres, et dont les membres de l'opposition sont des défenseurs et les héritiers en ligne directe, le régime Godbout, dis-je, pour aider les quelque 1,400 municipalités tombant sous l'empire de la loi, leur a maigrement accordé, pour les aider à combattre les incendies, des octrois se chiffrant à \$181,672.91, tandis que le gouvernement actuel, de 1946 à 1952, leur a octroyé généreusement des subventions s'établissant au total à \$2,896,338.53 pour organiser la lutte. Eux accordaient \$36,000 par année, en moyenne, pour la prévention des incendies et le gouvernement actuel \$579,223.30 par an. En d'autres termes...

(Applaudissements à droite)

Nous avons accordé 16 fois plus. Le résultat, c'est que la province a obtenu cette année le premier prix dans un concours qui mettait aux prises les provinces du Canada et de tous les États d'Amérique. Pour faire ce que l'Union nationale a accompli en cinq ans, il aurait donc fallu à nos adversaires 80 ans. Nos adversaires, suivant leur habitude, parlent à tout propos de saines finances et cherchent à poser aux grands administrateurs. C'est leur affaire. Or, dans le cas qui nous occupe, pour administrer ces \$181,672.91, ils ont dépensé \$375,000, ce qui veut dire que, pour administrer \$1, il en coûtait \$2.

D'un autre côté, le gouvernement actuel n'a dépensé, pour les mêmes fins, que \$1.13 par dollar de subvention, ce qui revient à dire que, lorsque nos adversaires dépensaient \$2 en frais d'administration, il n'en coûtait au gouvernement actuel que \$0.13. Le gouvernement actuel administre donc 15 fois plus économiquement et 15 fois mieux, tout en se montrant 16 fois plus généreux envers les corporations municipales.

Je rappellerai que personne ne peut rester indifférent aux ravages causés par ce fléau qu'est l'incendie. Les corporations municipales nous adressent des demandes d'aide de plus en plus nombreuses et de plus en plus pressantes. Elles se rendent compte plus que jamais qu'elles ont à Québec, pour les diriger et les protéger, un gouvernement clairvoyant et réaliste, guidé par un grand homme d'État dont la sollicitude généreuse et rationnelle s'étend de plus en plus sur elles. Au nom de ces municipalités, je remercie le premier ministre d'avoir consenti une deuxième fois à augmenter le montant des subventions à accorder aux corporations municipales, comme je le remercie de m'avoir fait l'honneur de présenter cette loi.

J'ai confiance que la Chambre votera de façon unanime cette loi qui permettra aux corporations municipales de paroisse, de village et de ville de continuer à s'organiser ou à compléter leur

organisation contre les dangers d'incendie, car elle a pour effet de protéger d'abord la vie de nos concitoyens qui constitue la force de notre province et de protéger également les biens qui contribuent puissamment à son progrès et à sa richesse.

Le ministre des Travaux publics cite des statistiques sur le comté du député de Verchères (M. Dupré). Après avoir été deux ans sans rien donner au comté de Verchères, en 1940-1941 et 1942-1943, le gouvernement libéral accordait \$4,891 en 1943-1944, à la veille des élections. Mais l'Union nationale a donné deux fois plus, de 1948 à 1952, en accordant des octrois de \$8,440. Le maire de Belœil (M. Dupré), sans rien donner au comté du député de Verchères, a vendu un camion à la municipalité de McMasterville, sous le régime libéral. Ce véhicule était destiné à la protection contre les incendies.

Pourquoi reprocher aux autres ce qu'on a fait soi-même? La protection contre les incendies est une question trop importante pour en faire de la politique. Il (l'honorable M. Lorrain) ajoute que son département ne fait pas de politique avec une question aussi importante que la conservation de la vie et des biens des gens. Les octrois sont distribués de façon équitable, aux endroits les plus nécessaires, d'après le rapport des officiers.

M. Dupré (Verchères): Le pays était en guerre quand le gouvernement de Québec était libéral. Il était alors impossible d'obtenir de l'équipement et la municipalité de Belœil a dû attendre deux ans pour obtenir des boyaux à incendie. Il dit que le maire de McMasterville et lui-même collaborent, même s'ils sont d'opinions politiques différentes. Nous, dit-il, ne faisons pas de politique sur le banc du conseil.

Parlons du camion auquel a fait allusion le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain). Le camion en question a été vendu à la municipalité de la ville-sœur, McMasterville l'a acheté de moi parce que je lui ai vendu deux ou trois cents dollars en bas du prix de liste. C'est une faveur que j'ai faite à cette ville voisine de celle dont je suis maire. Quelque temps après cette vente, la ville de Belœil en a acheté un camion semblable à Saint-Jean, et elle a dû payer \$300 de plus que McMasterville. Mon garage est situé dans cette dernière municipalité, ce qui est très avantageux pour l'entretien du camion.

Quel scandale y a-t-il dans tout cela et peut-on reprocher à un citoyen, maire ou député de prendre les intérêts des contribuables, d'avoir aidé une ville voisine de la mienne?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui a parlé de scandale?

M. Dupré (Verchères): Le ministre des Travaux publics pourrait-il me dire s'il a une politique dans ses octrois. Accorde-t-il tant pour cent du prix d'achat d'un camion, tant pour cent du prix d'achat de boyaux d'incendie, tant pour cent sur les bornes-fontaines? Le ministre est-il capable de me répondre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre est très capable de répondre. Il a déjà dit à plusieurs reprises que les octrois sont accordés selon les besoins des municipalités. Il n'y avait pas de barèmes et on ne tenait compte que des besoins.

M. Dupré (Verchères) Le premier ministre aurait-il la bonté de donner à son ministre la permission de répondre lui-même?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Du temps des libéraux, il n'y avait pas de barème. Il n'y en a pas aujourd'hui non plus; nous procédons selon les besoins des municipalités et selon la nature de leurs projets. Une politique raisonnable et rationnelle est ensuite adoptée.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous prenons note de l'affirmation du ministre: il n'y a pas de barème. Par la lettre dont j'ai donné lecture précédemment, je crois comprendre que cela va dépendre de la façon dont les résidents des municipalités vont voter.

Nous savons comment se distribuent les octrois: selon les amitiés politiques. Le ministre pourrait-il nous dire comment il procède dans l'étude des demandes qui lui sont faites? Lui présente-t-on un rapport qu'il étudie?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le gouvernement se base sur la situation financière des municipalités et sur l'urgence de leurs besoins.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre croit-il que nous allons nous contenter de cette réponse qui n'en est pas une?

M. Lemieux (Wolfe): Je suis entièrement d'accord avec le chef de l'opposition et le député de Verchères (M. Dupré) sur le fait que ces crédits ne devraient pas être statutaires, mais votés chaque année et aussi distribués suivant un barème établi. Je veux aussi prouver que la distribution de ces octrois

est à base de patronage politique. J'ai trois exemples frappants. Il (M. Lemieux) cite le cas de trois municipalités de son comté qui ont été frustrées d'octrois promis par le député de l'Union nationale, avant les élections, alors qu'elles avaient, dit-il, fait des travaux dont les dépenses étaient disproportionnées à leur budget.

1. Dans la paroisse de Garthby, on a entrepris des travaux d'aqueduc et d'égout pour la distribution de l'eau potable et l'écoulement des eaux sales en se fiant sur la promesse du gouvernement et de l'ancien député, d'un octroi de \$15,000. On devait également améliorer le service contre les incendies. Ces travaux étaient nécessaires. Qu'est-il arrivé? Les élections ont eu lieu et l'ancien député, candidat de l'Union nationale, a été battu. L'octroi a été refusé. Les dépenses furent de \$125,000. La municipalité a dû faire face à des difficultés financières, doubler son évaluation et encaisser un déficit. On a écrit lettre sur lettre au ministre pour obtenir des renseignements au sujet de cet octroi qui n'est jamais venu, mais on n'a jamais eu de réponse; j'espère qu'avec le \$650,000 qu'il se fait voter aujourd'hui, il trouvera au moins quatre cents pour un timbre et une lettre!

2. Même chose à Weedon. Défaite de l'Union nationale. Le système d'aqueduc, qui date de 35 ans, a fait défaut et il a fallu le réparer. Un octroi de \$5,000 avait été promis par l'ancien député, mais il n'a jamais été accordé, on sait pourquoi!

3. À Wotton, toujours dans mon comté, le député avait promis à la municipalité un octroi de 50 % du prix d'achat sur une pompe à incendie. Le dimanche précédant les élections provinciales, le camion rentrait, sirène ouverte, durant la messe, dans le village. Aux élections, la municipalité a donné une majorité au candidat libéral, à celui qui parle. On a tout effacé ce qu'il y avait sur le camion et, dans la nuit, il est retourné où on l'avait pris!

Voilà comment le ministère des Travaux publics distribue les octrois dans le comté de Wolfe. On peut rire, mais ça n'est pas drôle pour la population. Voilà comment on traite un petit comté rural qui a eu le courage de lever le front et de refuser d'appuyer le gouvernement aux élections!

L'honorable M. Lorrain (Papineau): L'Union nationale a accordé à Weedon \$7,000 en 1944-1945 et \$6,000 en 1946-1947, alors que le gouvernement libéral, de 1939 à 1945, n'a rien donné du tout.

M. Lemieux (Wolfe): Il y a quelques années, alors que j'étais conseiller à Weedon, on a construit un système d'égout et, grâce à l'intervention du

député libéral Thomas Lapointe, le gouvernement avait payé 81 % du coût des travaux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre n'a donné aucune explication sur les faits soulevés par le député et il n'a pas davantage expliqué le système suivi dans la distribution des octrois. Il (M. Marler) demande alors si le gouvernement a déjà pris des engagements au sujet des octrois à venir. Le gouvernement devrait indiquer clairement la politique qu'il a adoptée au sujet de l'aide accordée aux municipalités. Il est regrettable que le ministre semble incapable d'expliquer la politique si l'on considère la taille de son budget.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous procédons suivant la loi, dans les limites de la Constitution. Dans la distribution des octrois, le gouvernement actuel procède bien mieux que les gouvernements précédents. Sous le régime libéral, les gouvernements Taschereau et Godbout ont adopté des ordres en conseil pour des octrois aux hôpitaux, pour une période de 20 ans, à condition que les revenus de la province le permettent. Cette politique mettait la direction d'hôpital, désireuse d'entreprendre des travaux de construction, dans une situation délicate.

Les porteurs d'obligations émises par cette direction à l'occasion de travaux n'étaient, avec de tels octrois, sujettes aux mêmes garanties que si les conditions avaient été autres. Les gouvernements libéraux promettaient d'un côté; mais d'un autre côté, ils prenaient ensuite les moyens de ne pas tenir leurs promesses, en truquant les *Comptes publics*.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Voulez-vous dire que les gouvernements précédents n'ont pas tenu leurs promesses?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La pratique n'était pas bonne. Même avec ces lois, les parlementaires gardent le contrôle de l'utilisation des fonds publics. Cette utilisation est l'objet de débats en Chambre et elle figure dans les *Comptes publics*. Ce n'est pas comme dans le cas de mandats spéciaux émis, par exemple, à l'occasion d'une conflagration entre deux sessions. En votant des crédits statutaires, nous pouvons envisager la situation plusieurs années à l'avance.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si le gouvernement continue sa politique de passer des lois affectant des années à l'avance des fonds pour

telle ou telle fin, nous en arriverons au point où il n'y aura plus besoin de budgets, sur lesquels les députés voteront. Il (M. Marler) relève une déclaration du premier ministre: "Les *Comptes publics* contiennent généralement, mais non nécessairement, les dépenses faites en vertu de telles lois; mais de toute façon, le public n'en prend connaissance qu'après coup". Il (M. Marler) demande que ces argents soient votés annuellement, dans le budget.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une loi, comme celle qu'étudie la Chambre, présente l'avantage qu'on sait à l'avance à quoi s'en tenir sur certaines dépenses. Aujourd'hui, il s'agit d'une somme de \$650,000 par an. S'il fallait répondre à tous les besoins légitimes de la province, si l'administration provinciale voulait répondre d'un coup à tous les besoins des municipalités de la province, au sujet de matériel pour la lutte contre l'incendie, il lui faudrait dépenser au-delà de \$700,000,000³, à cause de la négligence des gouvernements précédents.

Le gouvernement ne peut pas émettre de chèque en blanc à toutes les municipalités et paroisses. On ne peut établir une base rigide, parce que les conditions changent d'un jour à l'autre. Nous étudions toutes les demandes et nous traitons les cas qui le méritent le plus. Les députés ont encore l'opportunité de discuter des dépenses même si elles sont proposées par une loi ou par un item budgétaire.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): La loi pour la prévention des incendies était meilleure autrefois, car pour les octrois, on tenait compte des résultats des enquêtes du commissaire aux incendies. Est-ce que l'on compte consulter, à l'avenir, la Commission nommée il y a quelques années pour étudier les problèmes des aqueducs et des égouts, Commission qui n'a pas encore fait de rapport de son activité et qui a dépensé plus que les crédits prévus? Il (M. Noël) reproche au premier ministre d'avoir dit qu'il ferait passer ses amis politiques avant un adversaire politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit vouloir faire une rectification. Dans le cas où il y aurait \$10,000 à octroyer à trois municipalités, dit-il, dont deux érigées par des amis politiques et le troisième par un adversaire, les \$10,000 où les trois municipalités auraient besoin d'argent, où diviser les \$10,000 entre les trois ne résoudrait le problème ni de l'une ni de l'autre; il préférerait diviser efficacement les \$10,000 entre les deux municipalités amies.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): La troisième municipalité libérale pourra passer au feu. La manière d'agir du gouvernement est condamnable. La loi consacre un principe antidémocratique et inacceptable parce qu'il permet au gouvernement de favoriser ses amis politiques et de laisser passer au feu celles dont les administrateurs ne sont pas des partisans.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Jolicoeur, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 57.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 36 est, en conséquence, agréée.

Dépôt de documents:

Rapport des élections générales de 1952 et des élections partielles de 1948 à 1952

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des élections générales de 1952 et des élections partielles tenues pendant la

vingt-troisième législature (1948-1952)⁴. (Document de session no 23)

Commission des loyers

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 32 concernant la Commission des loyers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 3 de la loi 14-15 George VI, chapitre 20, soit remplacé par le suivant:

"3. Depuis le premier décembre 1952, le traitement du président de la Commission est de onze mille dollars par année et celui des autres commissaires, de huit mille dollars par année."

Lorsque le juge André Régnier a été appelé à diriger la Commission, les juges de ce tribunal recevaient \$8,000 par année. Ils ont maintenant \$10,000 et il est juste d'augmenter en conséquence le traitement du juge Régnier.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les commissaires doivent donner tout leur temps à l'accomplissement de leurs fonctions.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit qu'il n'a pas d'objection à l'adoption du projet de loi.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Loi de la prévention des incendies

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 modifiant la loi de la prévention des incendies soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Jolicoeur, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 57.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des loyers

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 concernant la Commission des loyers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'exécutif

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 33 modifiant la loi de l'exécutif.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 6a de la loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1941, chapitre 7), édicté par l'article 16 de la loi 10 George VI, chapitre 11 et modifié par l'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 16, soit de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la huitième ligne du premier alinéa, le mot "six" par le mot "huit";

b) en remplaçant, dans la douzième ligne du premier alinéa, le mot "deux" par le mot "trois".

2. Que la présente loi aura son effet depuis le premier janvier.

Il expose l'objet de ce projet de loi, qui est d'augmenter les indemnités des ministres avec portefeuille de \$2,000 et les ministres d'État de \$1,000. Ces indemnités, dit-il, n'ont pas changé depuis 25 ou 30 ans et ne correspondent plus aux besoins d'aujourd'hui. Les secrétaires parlementaires à Ottawa reçoivent \$5,000 et leurs fonctions sont infiniment moins importantes que celles des ministres provinciaux. Il est évident que le coût de la vie et l'importance des fonctions ministérielles ne sont pas les mêmes aujourd'hui qu'il y a un quart de siècle. On m'a signalé l'opinion que l'indemnité des députés devrait aussi être augmentée. Si une demande unanime est faite à ce sujet, je n'aurai pas d'objection à y acquiescer.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il m'a toujours semblé qu'un homme qui donne tout

son temps aux affaires publiques, pour ses concitoyens, devrait être payé raisonnablement et vivre convenablement. C'est aussi un excellent moyen pour amener à la vie politique les meilleurs hommes et non pas seulement ceux qui cherchent un enrichissement. J'ai cherché dans les statistiques et j'ai dû remonter très loin pour trouver la date à laquelle l'indemnité des ministres a été portée à \$8,000. En fait, il m'a fallu remonter jusqu'à 1928.

Je croyais que la dernière augmentation ne remontait qu'à 1946, mais on n'a à ce moment que changé la répartition. On a attribué une somme de \$2,000 aux frais de représentation. On propose dans ce bill de porter l'indemnité des ministres de \$8,000 à \$10,000.

Je trouve que l'augmentation prévue dans la résolution est tout à fait logique et conforme à la situation économique. Ce n'est pas tout à fait juste, parce qu'elle est loin de représenter l'augmentation du coût de la vie pendant cette période. Quant aux ministres sans portefeuille, sans aller à Ottawa, je puis dire que l'augmentation proposée est tout à fait logique.

Je constate que la résolution ne prévoit rien quant au traitement du premier ministre. Si j'en parle, ce n'est pas pour faire plaisir au premier ministre actuel, ni pour essayer de l'amaïouer. Je comprends les sentiments du premier ministre. Une augmentation pour lui-même serait indécente. Mais je crois que lui-même devrait reconsidérer la question et accepter que l'indemnité du premier ministre soit aussi augmentée. Je lui demande d'envisager cette question de façon abstraite, indépendamment de la personne du député de Trois-Rivières.

Je constate que l'indemnité totale du premier ministre, qui est de \$14,000, remonte à 1928. Je suis surpris que les collègues du premier ministre n'aient pas insisté pour augmenter ce traitement. S'ils l'ont fait, c'est un cas où les ministres devraient avoir raison sur le premier ministre. Il serait raisonnable que son indemnité qui doit être plus élevée que celle des ministres, soit également augmentée.

(Applaudissements de toute la Chambre)

Je crois que le gouvernement devrait y songer de nouveau. Il est des cas où les ministres doivent avoir raison sur le premier ministre et désobéir aux ordres. Je sais que je ne peux proposer un amendement, mais je me demande si les collègues du premier ministre devraient faire pression pour l'amener à la raison. Je dis ceci en toute sincérité. Il est évident que, depuis 1928, les dépenses du premier ministre ont augmenté. On sait que la valeur de l'argent a diminué depuis cette époque.

Et il ne manque pas de gens pour croire que les traitements des hommes qui sont dans la vie publique leur sont donnés pour leur permettre de contribuer à toutes sortes d'œuvres de bienfaisance. Ils ne peuvent suffire avec leurs indemnités. J'espère que le premier ministre réfléchira. Il trouvera des exemples ailleurs qui justifient pleinement la suggestion que je fais. Je crois qu'il serait raisonnable de lui voter une augmentation et je le dis en toute sincérité.

Je songe aussi au service civil. Je ne veux pas faire de discussion sur les dépenses gouvernementales et je ne veux pas faire de démagogie, mais si on augmente le traitement des ministres, on enlèvera le plafond qui pèse sur les salaires des sous-ministres, autres fonctionnaires supérieurs et autres employés. Il croit personnellement que des hommes qui consacrent leur temps aux affaires publiques devraient être bien payés pour maintenir leur rang dans la société et pour attirer vers ce travail des gens compétents.

Après avoir fait ces commentaires, je dois dire que je n'ai aucune objection au présent bill, et je demande au premier ministre de songer à nouveau à une augmentation du salaire du premier ministre, non pas dans son cas, mais d'une façon abstraite. Il faut qu'il y ait une différence assez notable entre le traitement du premier ministre et celui de ses ministres. En 1920, l'indemnité du premier ministre fut portée à \$12,000, il y avait une différence de \$6,000 entre le traitement du premier ministre et celui des ministres. Cette différence a persisté jusqu'en 1946.

Il ne serait pas raisonnable de changer le traitement des ministres sans changer celui du premier ministre. Il porte la responsabilité entière du gouvernement, de tous les ministères. Quelle que soit la situation du premier ministre, il doit se dévouer de façon démesurée pour être à la hauteur de ses responsabilités.

C'est pourquoi je n'ai pas d'objection à cette résolution, mais je crois qu'on devrait la retirer pour nous en présenter une autre qui répondrait mieux aux circonstances, aux conditions qui existaient dans le passé.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je tiens à remercier le chef de l'opposition pour la façon courtoise avec laquelle il vient de s'exprimer à l'endroit du chef du gouvernement. En faisant ces remarques, le chef de l'opposition a eu raison. Il s'est inspiré de sentiments qui sont au-dessus des questions partisans. Je l'en remercie et l'en félicite. Il a parfaitement raison en ce qui regarde le premier

ministre. Celui-ci supporte la charge de toute l'administration. Nul n'ignore son esprit de travail, qui le tient à la besogne de 15 à 16 heures par jour au service de la province. Il s'oublie constamment avec beaucoup de joie au service des autres.

Dans cette loi, il a refusé catégoriquement une augmentation de traitement en disant que sa famille n'était pas grosse et qu'il ne demandait rien pour lui. Mais je crois me faire l'interprète de tous en disant que le traitement du premier ministre devrait dépasser de quelques milliers de dollars celui des autres ministres, disons de \$4,000, si on me permet, car je crois que ce serait encore très modéré. Nous n'apprécions pas par là toute l'étendue de ses services, mais simplement ses obligations. On connaît sa bienveillance et sa générosité. Il n'a rien à lui et il est toujours prêt à aider les autres. Il (l'honorable M. Paquette) propose un amendement de ce genre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Je remercie mon collègue de la Santé (l'honorable M. Paquette) de ses paroles confraternelles, mais je lui ferai remarquer qu'en vertu de la solidarité ministérielle, un ministre n'a pas le droit de proposer un amendement à une loi du premier ministre. Quant au chef de l'opposition, je ne suis pas davantage surpris de l'attitude qu'il prend. Nous pouvons différer d'opinion, mais tous reconnaissent sa courtoisie naturelle, une courtoisie qui n'est pas de parade, mais une courtoisie née.

(Applaudissements de toute la Chambre)

C'est pour lui une seconde nature. Si j'avais proposé, dans les augmentations de la loi, d'augmenter le traitement du chef de l'opposition sans augmenter celui du premier ministre, on aurait pu en tirer des interprétations fausses et injustes dans certains quartiers. Il me fait également plaisir de dire que c'était par délicatesse, un devoir entre gentilshommes pour éviter de créer une situation fausse. Je considère que le chef de l'opposition, indépendamment de ses erreurs politiques et de ses illusions de jeune homme, devrait avoir un traitement égal à celui d'un ministre.

Il est à la tête d'un important bureau de notaires et il fait honneur à une profession importante, essentielle, même si je fais parfois des quolibets sur elle. Il possède une étude très importante. Il n'est pas obligé de faire de la politique, pas plus que moi. Il met tout ça de côté par esprit de devoir. Je regrette qu'il ait mis son désintéressement au service d'une mauvaise cause, mais il existe. Mais je crois qu'il devrait avoir le même salaire qu'un ministre et j'ai l'intention de proposer un amendement en ce sens.

Au point de vue des Statuts, il est considéré comme un ministre, dans l'opposition évidemment. L'opposition joue un rôle difficile, mais nécessaire. Pas aussi nécessaire que celui du moteur, mais aussi nécessaire que celui du frein. Quant aux députés, comme question de fait, s'ils s'entendent sur un montant qui provoquera l'unanimité parmi eux, je serai sympathique à l'idée d'augmenter les salaires de tous les députés.

(Applaudissements de toute la Chambre)

Je préparerai donc une loi concernant le salaire du chef de l'opposition et en même temps l'indemnité des députés, à la condition que la chose soit approuvée unanimement. Bien que je sois dictateur, une seule dissidence suffira à me faire céder devant l'opposition.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je suggère que l'on suspende l'étude de la résolution concernant l'augmentation du traitement des ministres, afin de permettre au gouvernement d'y apporter une modification, et que l'on présente, à une prochaine occasion, d'autres résolutions augmentant également l'indemnité du chef du gouvernement provincial, qui rendent le bill plus conforme aux désirs unanimes de cette Chambre⁵.

Rapport du comité plénier

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Loi sur la colonisation

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement cherche toujours à faire voter des lois l'autorisant à dépenser de l'argent, sans en tenir compte dans le budget annuel, soustrayant ainsi ses dépenses à l'examen des députés.

Il (M. Marler) dit qu'il a l'intention de s'opposer au principe de ce bill, pour les mêmes raisons qui l'ont incité à voter contre le principe du bill permettant

au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) de dépenser des sommes pour la protection contre le feu, sans les mettre dans le budget annuel.

En vertu de cette loi, explique-t-il, le gouvernement peut dépenser tout ce qu'il voudra pour la colonisation, sans placer ces sommes dans le budget annuel. Mieux vaut voter régulièrement les crédits dans le budget, ce qui permet à la Chambre de mieux contrôler la dépense des deniers publics. Si la loi disait que ces sommes seront mises dans le budget annuel, l'opposition n'aurait pas d'objection à ce projet de loi.

En comité plénier, les libéraux ont l'intention de démontrer que le gouvernement ne rend pas compte de façon satisfaisante des sommes qu'il dépense pour la colonisation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est facile de rendre compte de la dépense publique en consultant les comptes du ministère des Finances.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 57.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 35 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Route 2, Saint-Romuald-Montmagny et le Pont Rivard

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en

date du 10 décembre 1952, pour la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 20 novembre 1951 jusqu'à date, pour la reconstruction de la section de la route numéro 2, entre Saint-Romuald et Montmagny, et pour la construction du pont "Rivard" sur la rivière Montmagny, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de session no 24)

Palais de justice de Chicoutimi

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1952, pour la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 1^{er} avril 1947 jusqu'à date, pour la construction du palais de justice de Chicoutimi, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de session no 25)

Route 15, Montmorency-Beaupré

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1952, pour la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 29 novembre 1951 jusqu'au 20 novembre 1952, pour la construction de la route numéro 15, sur le bord du fleuve Saint-Laurent, entre Montmorency et Beaupré, et pour la construction du pont sur la rivière Montmorency, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de session no 26)

Questions et réponses:

Comité d'enquête sur la pénurie d'aqueducs et de systèmes de drainage

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quel montant total a coûté, depuis son institution en 1947 jusqu'au 30 novembre 1952, le comité nommé par le gouvernement de la province en vertu des dispositions du paragraphe 1, de la loi 11 George VI, chapitre 58,

pour faire une enquête sur le problème de la pénurie d'aqueducs et de systèmes de drainage dans les municipalités rurales?

2. Combien a été payé à chacun des membres, experts et autres employés de ladite commission:

a) en salaires et honoraires?

b) en dépenses de toutes sortes, frais de représentation et autres?

3. Combien de séances le susdit comité a-t-il tenues à date?

4. À combien de séances chacun des membres du susdit comité a-t-il assisté?

5. Combien de rapports le susdit comité a-t-il soumis aux autorités?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1. \$115,764.65

	<i>Salaires</i>	<i>Dépenses de voyage</i>
2.		
a) Beaudoin, A.	\$ 22,050.00	b) \$ 3,377.64
Deslongchamps, L. P. ...	15,500.00	8,758.77
Marchand, Clovis.....	15,750.00	1,470.69
Paris, U.....	17,150.00	18.46
Pelletier, L. P.	22,050.00	2,562.62
Thibault, Lorraine	6,080.00	.....
	\$ 98,580.00	\$ 16,188.18

Divers

Boucher, G.	\$ 105.00
Croteau, J.-R.	441.04
Frais postaux	36.84
Leclerc, J.-D. libraire	159.00
Vachon, Valère Ltée	156.00
Dépenses au-dessous de \$ 100.00	98.59
	\$ 996.47

Le président du comité ne reçoit plus de rémunération depuis avril 1950 mais continue de diriger le comité.

3. et 4. Le comité tient une séance régulière au moins une fois par semaine. Ses bureaux, qui sont situés à 59, Grande-Allée, Québec, sont ouverts au public tous les jours, comme les autres bureaux du gouvernement. Par ailleurs, les membres du comité font des enquêtes sur place à la demande des municipalités. Des rapports verbaux sont soumis une fois par mois.

Les membres du comité travaillent en étroite collaboration avec les officiers du Commissariat des incendies et ceux du ministère de la Santé, relativement aux systèmes d'aqueduc, à la potabilité

de l'eau et au drainage des eaux ménagères. Les précieux services rendus par ce comité ont grandement facilité l'étude des demandes des municipalités concernant la protection contre le feu et, par le fait même, la distribution des octrois à ces municipalités.

5. Grâce aux renseignements ainsi obtenus, les municipalités de la province ont généreusement et judicieusement bénéficié, depuis la formation du comité, de subventions annuelles qui se chiffrent en moyenne à \$500,000 par année comparativement à \$36,000 pour la période allant de 1939 à 1944.

Et depuis septembre 1944, le gouvernement actuel a accordé aux municipalités de la province 1,000 octrois totalisant une somme de \$3,553,513.75, concernant les aqueducs et les systèmes de protection contre l'incendie.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. C'est, écrit-on dans *L'Action catholique* du 16 janvier 1953, à la page 3, "le plus gros budget de l'histoire de la province". Il est annoncé dans *La Presse* du 16 janvier 1953, à la page 31, que le "discours même du ministre des Finances sera prononcé la semaine prochaine".

2. Il est question de la séance du mercredi 14 janvier 1953.

3. *L'Action catholique* du 16 janvier 1953, à la page 23, parle de \$750,000,000.

4. Le président général des élections est François Drouin, rapporte-t-on dans *L'Événement-Journal* du 16 janvier 1953, à la page 3.

5. Il est expliqué dans *Le Devoir* du 16 janvier 1953, à la page 5: "Les conseillers législatifs n'ont pas été

mentionnés au cours du débat, mais on considère comme virtuellement certain que leurs salaires seront augmentés dans la même proportion que ceux des députés".

Séance du vendredi 16 janvier 1953

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

**Route 15,
Montmorency-Beaupré**

M. Marquis (Québec-Est): 1. Combien ont coûté, depuis le 1^{er} janvier 1951 jusqu'à date, les travaux de la construction de la section de la route numéro 15, sur le bord du fleuve Saint-Laurent, entre Montmorency et Beaupré, y compris les travaux de la construction du pont sur la rivière Montmorency?

2. Quels sont les noms des entrepreneurs auxquels le gouvernement a confié l'exécution des susdits travaux?

3. Quels montants ont été payés à chacun de ces entrepreneurs?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) et l'honorable M. Lorrain (Papineau):

- | | |
|---|----------------|
| 1. \$ 1,839,244.66 pour les travaux de construction, d'arpentage, d'expropriation et matériaux fournis. | |
| 2. J.-Ulysse Ste-Marie | \$1,405,282.16 |
| 3. Les Constructions du Saint-Laurent | 21,728.50 |
| Michaud & Simard Inc. | 27,669.09 |
| Quemont Construction Inc. | 278,754.61 |
| Cie Nationale de Forages et Sondages | 3,775.24 |
| Laboratoires Industriels et Commerciaux Limitée | 3,680.00 |

**Route de ceinture
de l'Île-d'Orléans**

M. Bédard (Québec): 1. Quel est le coût total des travaux de voirie exécutés en 1952 sur le parcours de la route de ceinture de l'Île-d'Orléans?

2. Quels sont les noms des entrepreneurs qui ont exécuté ces travaux?

3. Quels montants ont été payés à chacun de ces entrepreneurs et quels montants leur seraient encore dus?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) et l'honorable M. Lorrain (Papineau):

1. \$ 37,651.74		
2. et 3.	<i>Montant payé</i>	<i>Montant dû</i>
Jean-Marie Côté	\$11,598.91	\$1,288.77
Gaulin & Chabot .....	.....	4,226.84
Auguste Blouin	7,195.48	799.50
Construction du Saint-Laurent	1,639.98	4,895.94
Michaud & Simard .....	.....	1,270.54

Les chiffres donnés ci-dessus ne comprennent pas, il va sans dire, les travaux de réparation qui ont dû être effectués aux piliers du pont de l'Île d'Orléans.

Le département des Travaux publics a dû dépenser une somme de \$583,535 pour réparer les piliers formant le noyau central, parce qu'il s'était formé des vides dans ces piliers par suite de défauts de construction.

Le département des Travaux publics prévoit qu'il faudra, dans un avenir assez prochain, dépenser une autre somme de \$100,000 pour effectuer d'autres réparations, à cause des vices de construction de ce pont construit par un ancien gouvernement.

Projets de loi:

**Loi sur
la colonisation¹**

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 35 modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 33, modifié par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 39, par l'article 1 de la loi

14 George VI, chapitre 62, et par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 14, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot "huit" par le mot "neuf".

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est un mauvais principe de mettre ainsi à la disposition du gouvernement des sommes considérables, à part les crédits votés annuellement dans le budget. Je reproche aux volumes des *Comptes publics*, distribués chaque année aux députés, de ne pas renseigner sur l'utilisation de certains fonds. Et la loi de 1945 nous en donne une belle illustration, dit-il. Il (M. Marler) a étudié le mouvement des fonds publics, à même l'autorisation de cette loi de 1945². Ainsi, explique-t-il, rien n'a été prévu dans le budget de 1946-1947 au sujet de l'utilisation de ce crédit de \$16,000,000. En vertu de la loi de 1945, dit-il, les *Comptes publics* révélaient que le ministère de la Colonisation a dépensé, en 1946-1947³, une somme de \$1,194,202 qui n'avait pas été prévue dans le budget, sans nommer à qui l'argent a été versé. On n'y trouvait des détails, des noms, etc., que pour une somme de \$175,000.

En 1947-1948, il n'y avait rien de prévu au budget en vertu de cette loi. Mais à la fin de l'année, le gouvernement avait dépensé \$4,218,000⁴, à même le crédit statutaire. Il est évident que le gouvernement s'est servi de cette loi purement à des fins électorales pour préparer ses élections de 1948. Encore là, les *Comptes publics* ne disent pas à qui les sommes ont été payées. Je dis que c'est un sabotage du système budgétaire bien compris. De même, en 1948-1949, l'année des élections, il y eut une dépense de \$5,628,514, alors que le budget n'avait prévu qu'une dépense de \$1,000,000 à prendre à même le crédit statutaire. Sur ce montant, il y eut \$4,000,000 dépensés pour les chemins de colonisation et il n'y a, dans les *Comptes publics*, que \$600,000 sur lequel on donne des détails. Les fonds pour la colonisation ont beaucoup été utilisés pendant les années électorales. Je pense qu'il s'agissait plutôt de chemins électoraux et non pas des chemins de colonisation!

Si c'est là la façon dont le gouvernement rend compte de la dépense publique, je suis opposé à cette méthode. L'Assemblée législative ne contrôle plus l'utilisation des fonds publics dont le gouvernement se sert dans un but électoral, en augmentant les dépenses à la veille des élections. Cela s'est produit pour les élections de 1948 comme pour celles de 1952. De même en 1949-1950, il y eut des prévisions de \$1,000,000, mais la dépense a atteint \$2,000,000. Cependant, on donne des détails dans les *Comptes*

publics seulement sur l'affectation de \$218,000. En 1952, la dépense fut de \$1,432,000 et on ne trouve des détails que sur une dépense de \$582,000.

Il (M. Marler) ajoute que l'an dernier il a attiré l'attention du ministre de la Colonisation sur cette façon de procéder, mais il a été déçu, puisque la chose s'est répétée cette année. Le devoir du gouvernement, dit-il, c'est de rendre exactement compte de l'usage qu'il fait des fonds publics, et d'indiquer à qui les sommes figurant dans les *Comptes publics* ont été payées. L'opposition et le public ont droit d'obtenir ces détails.

Nous aurons l'occasion de discuter, lors de la deuxième lecture de la loi, ce que le gouvernement a ou n'a pas fait en matière de colonisation, le nombre de paroisses fondées, le nombre de colons établis, etc. Pour l'instant, je veux m'en tenir au principe des crédits statutaires. Il n'est pas nécessaire de voter de tels crédits pour faire une politique de colonisation rationnelle et progressive ou pour organiser un système de lutte contre les incendies ou pour toute autre mesure.

Depuis 1944, le gouvernement a érigé en système le vote de crédits statutaires. Il s'est fait ainsi voter passablement d'argent en dehors du budget. Il pourrait peut-être y avoir des Statuts dans lesquels le gouvernement définirait sa politique, indiquerait les objets des octrois qu'il se propose de faire, les raisons pour lesquelles il tient à payer des primes, faire telle ou telle dépense. Mais ce n'est pas cela; il se sert de lois pour se faire voter des crédits en marge du budget.

Il cite (M. Marler) les sommes dépensées par le ministère de la Colonisation depuis 1944:

1945-1946.....	\$ 4,880,880
1946-1947.....	6,400,000
1947-1948.....	12,700,000
1948-1949.....	9,500,000
1949-1950.....	9,200,000
1950-1951.....	10,500,000

En 1947-1948, année des élections, les crédits ont augmenté et, en 1951-1952, autre année pré-électorale, les dépenses ont dû s'élever aux environs de \$14,000,000 à \$15,000,000.

Je m'élève donc contre ce principe de faire voter de l'argent en dehors du budget. L'opposition n'a jamais refusé de voter les crédits utiles et nécessaires; mais nous ne pouvons approuver les dépenses en dehors du budget. Nous ne mettons pas ici en cause les fins pour lesquelles l'argent est mis à la disposition du gouvernement, fins qui n'ont rien à

voir avec la façon dont l'argent est dépensé. Le gouvernement a recours aux dépenses statutaires pour défoncer le budget. De telles lois permettent de défoncer le budget n'importe quand. Elles donnent au gouvernement le pouvoir de dépenser n'importe quoi et de se faire voter des sommes d'argent surtout en campagne électorale. Cette pratique est contraire aux droits des représentants du peuple et d'une démocratie bien comprise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je regrette que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) soit retenu chez lui par une mauvaise grippe. Mais il sera ici plus tard et, lors de l'étude des crédits demandés par le ministère de la Colonisation, il donnera toutes les explications qu'on voudra sur son budget et prouvera que les fonds de son ministère ont été administrés selon la loi, comme les crédits de tous les autres départements. On constatera encore une fois que son ministère est administré sur des bases solides, conformément à la loi.

Les affirmations que vient de faire le chef de l'opposition, les sempiternelles redites de l'opposition, contredisent toutes les habitudes parlementaires sous tous les régimes démocratiques. Il veut toujours donner l'impression que les électeurs se vendent. Le chef de l'opposition insulte les gens du Québec. On a tort; ils s'en rappelleront aux prochaines élections, comme ils s'en sont rappelés en 1944, en 1948 et en 1952. Il n'y a pas d'électorat plus honnête que celui de la province de Québec. L'électorat québécois est au-dessus de ces sales et basses injures venant de l'opposition. Nous demanderons à l'électorat de s'en souvenir en temps et lieu.

Le chef de l'opposition dit qu'il s'agit d'une loi électorale. Il n'y a pas d'affirmation plus puérile. On appelle la loi de la colonisation une loi électorale? La loi a été votée en 1945; or, les élections avaient eu lieu en 1944. L'opposition critique toujours; elle critique quand on ne dépense pas, elle critique quand on dépense.

La vérité, c'est que nous avons voulu donner une impulsion à la colonisation dans la province et cet effet a été reconnu par toute la province. Le chef de l'opposition déclare que les \$16,000,000, mis à la disposition du ministère de la Colonisation par la loi de 1945, devraient figurer dans le budget. La loi comportait une dépense de \$16,000,000 pour l'exécution d'un plan d'ensemble. Cette somme a été votée démocratiquement par les députés. C'est la même chose que lorsqu'il s'agit du budget. La méthode ne présente rien de nouveau. Dans tous les Parlements, les gouvernements procèdent comme

nous procédons ici et c'est la seule façon de procéder.

La loi le permet et si la loi le permet, que veut-on de plus? Nous discutons présentement une loi et le budget est une loi. En vertu de la loi, nous aurions pu procéder par mandats spéciaux. Il n'y a rien d'illégal ou d'inconstitutionnel à subvenir aux dépenses par des lois spéciales. La loi donne même au gouvernement le droit de faire certaines dépenses par arrêté en conseil, sans demander l'autorisation des Chambres. Le gouvernement aurait pu procéder ainsi, mais il n'a pas voulu le faire. Il préfère les soumettre par des projets de loi débattus par les députés.

Les députés sont au courant des dépenses dont il s'agit. Le chef de l'opposition dit que nous ne donnons pas tous les détails dans les *Comptes publics*. Mais regardez donc la grosseur du volume. Nous ne pouvons le faire. S'il fallait donner encore plus de détails, il faudrait des volumes et des volumes, personne ne les lirait. Nous donnons les détails généraux. Et si l'on veut plus de détails encore, on pourrait convoquer le comité des comptes publics. Si elle n'est pas satisfaite, l'opposition peut toujours demander des détails sur l'utilisation des fonds publics. Le gouvernement fournira tous les détails au comité.

M. Lafrance (Richmond): Ça va venir. Ce sera dans quelques jours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il a hâte, dit-il. Oui, j'espère que ça va venir et le peuple de la province connaîtra les membres de l'opposition actuelle sous leur vrai jour. Il ne faut pas oublier que toutes les dépenses faites par le gouvernement sont vérifiées, et le vérificateur de la province a été nommé par nos adversaires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Cela ne nous empêche pas d'avoir nos obligations. Je me demande si le ministre du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) approuverait un rapport où l'on ignore où sont allés \$12,000,000 sur les \$15,000,000?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): On pourrait aller voir M. Currie.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il n'y a pas de doute qu'il y aurait matière à une enquête sur les crédits de la colonisation et nous le démontrerons de façon plus tangible plus tard à cette session.

Un gouvernement qui se respecte permet à la Chambre de discuter les crédits et ne passe pas des dizaines de lois pour placer des sommes d'argent en dehors du budget. Je comprends qu'il y a des cas où c'est nécessaire, comme pour les pensions de vieillesse, car s'il fallait donner tous les noms des pensionnaires, on n'en finirait plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi pour organiser la colonisation selon les méthodes rationnelles a été votée en 1945. Sur les \$16,000,000 votés alors, il reste aujourd'hui \$600,000. Cela prouve que nous avons montré de la prudence. La loi et son application ont obtenu l'approbation du peuple en 1948 et 1952. Et, M. le président, regardez de l'autre côté de la Chambre et vous voyez l'échantillon du résultat!

Le gouvernement a toujours procédé comme nous procédons aujourd'hui. Nous demandons l'autorisation de procéder de cette façon! L'opposition ne veut pas, c'est son affaire. Mais si la majorité le décide, c'est son droit. Qu'on aille devant les comptes publics. Nous sommes prêts. Nous sommes ici pour fournir la lumière, même pour ceux qui ne sont pas capables de l'observer. Qu'on cesse donc de répéter toujours les mêmes arguments.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Une chose qui nous fait rire, c'est d'entendre le premier ministre nous accuser de répétition. Ce n'est pas moi, mais lui qui a eu toute sa vie le monopole des répétitions...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dites plutôt le monopole des répétitions de victoire.
(Rires des députés à droite)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Des répétitions qui ont commencé en 1932 ou 1933. Le premier ministre a l'habitude de déformer les paroles de ses adversaires et de défigurer leur pensée. Je n'ai jamais dit que les électeurs de la province de Québec se vendent. J'ai dit qu'en 1947-1948 le gouvernement a dépensé \$1,200,000 et se servait des autorisations statutaires pour tenter de vendre la politique de l'Union nationale aux gens. Il n'achète pas l'électorat, mais il le menace. En 1948, le gouvernement disait aux colons: "Si vous voulez perdre vos primes, votez pour le Parti libéral".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le don de millions de dollars est une drôle de façon de les menacer.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les *Comptes publics* sont un témoignage excellent de la façon dont le gouvernement actuel s'est maintenu au pouvoir. J'attends d'ailleurs avec impatience les *Comptes publics* 1952-1953, qui nous en donneront certainement une autre confirmation. Je n'ai pas dit que la loi de la colonisation est une loi électorale, mais que cette loi est appliquée par les autorités provinciales dans un but électoral. Ce sont de telles lois qui caractérisent la politique financière du gouvernement.

Il (M. Marler) dit qu'il n'a pas l'intention de demander une réunion du comité des comptes publics; cependant, le gouvernement devrait fournir tous les renseignements pertinents. Le premier ministre, dit-il, prétexte qu'à cause de l'épaisseur restreinte du volume des *Comptes publics*, on ne peut y mettre tous les renseignements. Quant à moi, je trouve que les renseignements contenus dans les *Comptes publics* sont insuffisants, quand on sait qu'il se dépense des millions. Il reste que sur \$15,000,000 dépensés par l'exécutif, nous n'avons pas le nom des gens qui ont reçu plus de \$12,660,000.

Il (M. Marler) comprend que des dépenses de \$100 ne vont pas nécessairement figurer en détail dans les *Comptes publics*. Cependant, il se demande comment le gouvernement peut s'empêcher de donner des détails sur des dépenses de \$12,000,000. Même les questions inscrites au *Feuilleton* restent sans réponse depuis deux ou trois ans. Je ne suis pas convaincu que le fait que le gouvernement se dise disposé à répondre à nos questions justifie qu'il n'y ait pas plus de renseignements dans les *Comptes publics*. Sinon pourquoi n'en viendrait-on pas à réduire l'épaisseur du volume des *Comptes publics* à celle de la brochure des prévisions budgétaires?

Je répète que, quand le gouvernement dépense des millions, les contribuables devraient savoir comment l'argent est dépensé. Je ne suis pas prêt à abandonner mes prérogatives en tant qu'examineur des dépenses du gouvernement, et ceci, pour le bien du public, cela au nom des contribuables.

Certes, je ne demande pas que les *Comptes publics* nous donne les noms des pensionnés. Mais je répète que quand le gouvernement dépense des millions, les contribuables devraient savoir comment l'argent est dépensé. Le premier ministre a parlé de la légalité de la façon de procéder du gouvernement. Je ne dis pas qu'elle n'est pas légale. Je crois même que, dans certains cas particuliers, par exemple pour l'amortissement de la dette, le ministre des Finances doit avoir le droit d'utiliser des fonds sans être obligé de revenir devant la Chambre. Mais avec une loi

comme celle d'aujourd'hui, je trouve qu'il est inadmissible que le gouvernement puisse dépenser jusqu'à \$4,000,000 ou \$5,000,000 dans une année, alors que rien n'était prévu dans le budget étudié par les députés.

M. Goulet (Témiscamingue) dit que dans sa paroisse, dont il est maire depuis 20 ans, on s'était servi de la loi de 1945 pour faire certaines pressions sur les électeurs. Nous avons, dit-il, vainement demandé des bouts de chemins pour des colons pendant des années. Refus constant aux autorités municipales. Soudain, sans nous en parler, à la veille des élections, le gouvernement a commencé à donner des octrois de \$500 à des particuliers, surtout à ceux qui avaient de grosses familles, beaucoup de voteurs. La même chose s'est produite à Fabre et en d'autres centres du comté de Témiscamingue.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 35 sans l'amender.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 56.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 19.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié:

a) en remplaçant dans la neuvième ligne, à la page 3, les mots "autorisée par" par les mots "mentionnée à";

b) en ajoutant à la fin le paragraphe suivant:

"Toutefois, la cité ne pourra pas, à compter du 1^{er} mai 1953, imposer l'obligation de payer un permis, une taxe ou une licence spéciale tel que prévu aux sous-paragraphe *a* et *b* dudit paragraphe 132, sur tout autobus et son conducteur ou propriétaire qui circulent dans ses rues pour transporter des voyageurs entre la cité et une autre localité de la province située dans un rayon de plus de quinze milles de la croisée de la rue Bernard et du boulevard Saint-Laurent, à Montréal."

2. L'article 3 est remplacé par le suivant:

"3. L'article 363 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par les lois 1 Édouard VII, chapitre 43, article 1, 6 George V, chapitre 44, article 15, 8 George V, chapitre 44, article 15, 8 George V, chapitre 84, article 32, 22 George V, chapitre 105, article 19, 25-26 George V, chapitre 112, article 14, 1 George VI, chapitre 103, article 41, et 5 George VI, chapitre 73, article 28 est de nouveau modifié en y insérant, après le septième alinéa, l'alinéa suivant:

"Toutefois, si, après l'homologation du rôle, une personne devient occupant d'un local pour lequel la taxe de l'année entière a déjà été payée, elle ne sera pas cotisée pour la proportion à courir de l'exercice financier, si elle établit que la personne qui l'a ainsi payée lui en a cédé le bénéfice sous sa signature et si elle produit le compte ainsi acquitté."

3. L'article 7 est modifié dans la version anglaise seulement.

4. L'article 9 est remplacé par le suivant:

"9. L'article 468 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par les lois 1 George V

(1911), chapitre 60, article 26, 22 George V, chapitre 105, article 34, 1 George VI, chapitre 103, article 63, 5 George VI, chapitre 73, article 53, et 6 George VI, chapitre 72, article 11, est de nouveau modifié en y insérant, après le premier alinéa du paragraphe 3a, l'alinéa suivant:

"Toutefois, si, après l'homologation du rôle, une personne devient occupant d'un local pour lequel la taxe de l'année entière a déjà été payée, elle ne sera pas cotisée pour la proportion à courir de l'exercice financier, si elle établit que la personne qui l'a ainsi payée lui en a cédé le bénéfice sous sa signature et si elle produit le compte ainsi acquitté."

5. L'article 16 est remplacé par le suivant:

"16. L'article 358 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, modifié par des Statuts subséquents, est de nouveau modifié:

"a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"Sur l'émission d'un bref d'exécution ordonnant au shérif de prélever quelque somme d'argent due par la cité pour l'intérêt ou le principal de tout emprunt dont la cité est responsable, le demandeur peut exiger, et la cour peut ordonner, que le montant porté au bref d'exécution soit prélevé au moyen d'un impôt; et, si cet ordre est donné par la cour, le shérif fait signifier une copie de tel bref du trésorier de la cité;"

b) en retranchant le cinquième alinéa dudit article tel qu'ajouté par l'article 7 de la loi 5 George V, chapitre 89."

6. L'article 17 est remplacé par le suivant:

"17. Nonobstant les dispositions de l'article 58a de la loi 14 George VI, chapitre 79, tel qu'ajouté par 15-16 George VI, chapitre 66, article 8 et modifié par la loi 1-2 Elizabeth II, bill no 25, article 2, la cité, sur résolution du comité exécutif, peut s'engager à inclure dans chacun de ses budgets annuels un montant égal aux paiements annuels stipulés à l'égard des emprunts, obligations, débentures et autres titres de la Commission de transport de Montréal garantis par la cité en vertu de l'article 58 de la loi 14 George VI, chapitre 79, remplacé par l'article 37 de la loi 14-15 George VI, chapitre 124, modifié par l'article 7 de la loi 15-16 George VI, chapitre 66 et remplacé par la loi 1-2 Elizabeth II, bill no 25, article 1, et alors le directeur des finances devra tenir compte de ce montant, de même que des responsabilités de ladite Commission à l'égard de tels paiements annuels, en exécutant les dispositions des articles 15, 16 et 42 du Règlement numéro 1735 de la cité."

7. L'article 18 est remplacé par le suivant:

"18. L'article 503 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par les lois 2 George V, chapitre 56, article 25; 22 George V, chapitre 105, article 37; 14-15 George VI, chapitre 72, article 9, et 15-16 George VI, chapitre 65, article 7, est de nouveau modifié en remplaçant le 5^e alinéa par le suivant:

"Toute personne en possession de cet avis donné dans les cas de stationnement ou d'arrêt d'un véhicule en contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, peut éviter qu'une plainte ne soit faite contre elle, en se présentant au Département de la circulation de la cité (ou à tout autre endroit qui peut être désigné par le comité exécutif et indiqué sur cet avis) et en y payant comme amende une somme que le conseil est autorisé par règlement général à déterminer, mais qui ne doit pas excéder dix dollars. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui en est donné, libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise."

et en y ajoutant les alinéas suivants:

"Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec le présent article, le comité exécutif est autorisé à confier temporairement à des personnes qui ne font pas partie du corps régulier de la police de la cité et qui ne doivent pas être considérées en faire partie, la charge de procéder comme il est édicté dans le présent article, contre les contrevenants dans les cas de stationnement ou d'arrêt d'un véhicule en contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique.

"Dans l'exercice de leurs fonctions et pour les fins ci-dessus seulement, ces personnes jouissent de tous les pouvoirs et immunités que possèdent les constables ou agents de la paix ordinaires de la cité.

"La rémunération, la durée de l'engagement, les conditions et la nature du travail de ces personnes sont déterminées par le comité exécutif.

"Elles devront, avant de commencer à exercer leurs fonctions, obtenir du maire un certificat d'honorabilité et prêter serment, devant l'un des juges de la Cour municipale, de remplir les devoirs de leur charge avec honnêteté et justice.

"Un registre contenant le nom des personnes nommées, pour les fins du présent article, doit être tenu au greffe de la Cour municipale et le greffier de ladite Cour doit remettre à chacune un certificat établissant qu'elle a été dûment assermentée.

"Ce certificat est une preuve suffisante du droit desdites personnes d'exercer leurs fonctions."

8. L'article 29 est remplacé par le suivant:

"29. L'article 79 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par la loi 3 Édouard VII, chapitre 62, article 10, et remplacé par les lois 3 George V, chapitre 54, article 5, 11 George V, chapitre 112, (cédule B), article 22, 16 George V, chapitre 71, article 4, 24 George V, chapitre 88, article 3, et 25-26 George V, chapitre 113, article 2, est de nouveau remplacé par le suivant:

"79. L'élection du maire et des conseillers de la cité aura lieu tous les trois ans, le (quatrième lundi d'octobre) ou, si ce jour est non juridique, le jour juridique suivant, conformément aux dispositions de la présente charte et de ses amendements.

"Le terme de la charge du maire et des conseillers actuellement en fonction ou de leurs successeurs en cas de vacance expirera, à l'époque des prochaines élections générales qui sont fixées au quatrième lundi d'octobre de 1954, ou si ce jour est non juridique, au jour juridique suivant, mais conformément aux dispositions de la charte et ses amendements y compris la présente loi.

"Les droits, devoirs, privilèges, prérogatives attribués au maire, aux conseillers, aux membres du comité exécutif et aux membres de toutes les autres commissions ou organismes, en vertu de la charte ou de toutes autres lois, règlements ou résolutions, leur sont en conséquence continués.

"Toutes sommes et indemnités auxquelles le maire et les conseillers peuvent avoir droit en vertu de toute loi, seront, pour la période du deuxième lundi de décembre 1953 au quatrième lundi d'octobre 1954, calculées proportionnellement à la période additionnelle pendant laquelle ils seront en exercice."

9. L'article 35 est biffé.

10. Les articles 36, 37, 38 et 39 deviennent articles 35, 36, 37 et 38.

11. Ce qui suit est ajouté après l'article 38 comme articles 39, 40, 41 et 42.

"39. L'article 422 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 15 George V, chapitre 92, article 35, est remplacé par le suivant:

"En décrétant une expropriation ou en tout temps après, le conseil peut décider la possession préalable pourvu qu'il vote, pour couvrir les indemnités possibles, un crédit égal au triple de l'évaluation municipale s'il s'agit d'un immeuble entier, et au triple de l'évaluation municipale estimée par le chef estimateur, s'il s'agit de partie d'un immeuble ou d'une servitude.

"Dans ce cas, le simple dépôt au bureau d'enregistrement de Montréal:

"a) d'une copie certifiée de la résolution décrétant l'expropriation;

"b) d'une copie certifiée de la résolution décidant la possession préalable et votant le crédit requis;

"c) d'un certificat du directeur des finances attestant qu'il a et qu'il tient en disponibilité le crédit voté;

"d) d'un plan accompagné d'une description, signé par un arpenteur;

transporte à la cité la propriété de l'immeuble, de partie de l'immeuble ou de la servitude que le plan et la description indiquent, sans autre charge que l'obligation pour elle de déposer conformément à l'article 440 de la charte, le montant des indemnités, après qu'elles auront été plus tard déterminées suivant la procédure ordinaire, plus les intérêts au taux légal à compter de la prise de possession.

"Si la cité ne fait pas, dans le délai qui y est indiqué, le dépôt prévu par l'article 440, ceux qui y ont droit peuvent alors immédiatement faire exécuter le rapport homologué de la Régie des services publics comme tout jugement de la cour supérieure en matières ordinaires entre les particuliers, mais la cité peut toujours se libérer en déposant le montant des indemnités plus les intérêts et en payant les frais d'exécution s'il y a lieu.

"Si la cité désire la possession préalable de plusieurs immeubles ou de plusieurs parties d'immeubles ou de plusieurs servitudes, elle peut procéder par résolutions générales dont elle peut ne déposer qu'une copie certifiée avec un seul plan général accompagné des désignations.

"La cité peut au besoin et avec le même effet amender ou compléter les pièces déposées au bureau d'enregistrement.

"Si dans les quinze jours du dépôt au bureau d'enregistrement, conformément au deuxième alinéa du présent article, la cité néglige de donner l'avis prévu par l'article 430 de sa charte, l'exproprié peut lui-même, par requête à la cour supérieure signifiée à la cité un jour franc avant sa présentation, demander qu'une date soit fixée pour l'audition de sa cause en expropriation par la Régie des services publics, conformément à la charte.

"Dès que la Régie des services publics a clos et signé son rapport, l'exproprié peut s'adresser à la cour supérieure par requête signifiée à la cité un jour franc avant sa présentation, pour le faire confirmer conformément à l'article 439 de la charte. L'exproprié a aussi les mêmes droits que la cité pour demander à la cour supérieure de retourner le rapport ou la sentence à la Régie des services publics, dans le cas du premier alinéa de l'article 439a.

"Dès qu'elle est devenue propriétaire, la cité peut en donner avis écrit au dernier propriétaire

enregistré ou à l'un d'eux s'ils sont plusieurs, et à tout locataire ou à l'un d'eux s'ils sont plusieurs pour un même local, et si, huit jours après que cet avis a été déposé à la poste, une personne s'oppose à la prise de possession par la cité, cette dernière peut l'obtenir en suivant les dispositions du deuxième alinéa de l'article 440 de la charte.

"Toute cause en expropriation, relative à un immeuble, à une partie d'immeuble, ou à une servitude dont la propriété et la possession préalable ont été obtenues en vertu des dispositions du présent article, a préséance sur toutes autres causes de la cité devant la Régie des services publics.

"Toutes les autres dispositions de la charte de la cité relatives aux expropriations et qui ne sont pas incompatibles avec le présent article doivent être observées."

"40. L'article 421 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par les lois 3 George V, chapitre 54, article 20; 4 George V, chapitre 73, article 60; 11 George V, chapitre 111, article 4; 24 George V, chapitre 88, article 15; et 3 George VI, chapitre 104, article 17 et 14-15 George VI, chapitre 72, article 7 est de nouveau modifié:

1. En remplaçant les deuxième et troisième alinéas par les suivants:

"De plus, en vue de permettre un meilleur aménagement des abords de toute rue ou place publique dont elle décide l'ouverture ou l'élargissement, la cité est aussi autorisée à acquérir de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble ou toute partie d'immeubles ou toute servitude dans un rayon d'au plus 124 pieds de la ligne de ladite rue ou place publique projetée, pourvu toutefois que la cité seule en assume le coût. Ce pouvoir peut également être exercé dans le cas où l'élargissement ou l'ouverture d'une rue ou place publique a été décidé par le conseil dans le cours des cinq années précédant la date de la sanction de la présente loi.

"La cité peut subdiviser, resubdiviser, échanger ou vendre, en tout ou en partie, tout immeuble, toute partie d'immeuble ou toute servitude dont la cité est devenue propriétaire en vertu du pouvoir donné par l'alinéa précédent."

2. En ajoutant, après le quatrième alinéa, le suivant:

"Lorsqu'à l'occasion d'une expropriation, une construction ou un terrain appartenant à l'exproprié acquiert une plus-value par suite d'ouvrages ou d'améliorations effectuées par l'expropriant, soit sur cette construction ou ce terrain, à la demande ou avec le consentement tacite ou exprès de l'exproprié, soit sur un terrain contigu ayant fait l'objet de l'expropriation, cette plus-value

doit être évaluée et compensée, jusqu'à concurrence, avec l'indemnité d'expropriation."

"41. La loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifiée en y ajoutant après l'article 421*a*, le suivant:

"421*b*. La cité est autorisée à acquérir de gré à gré ou par expropriation tous les immeubles, parties d'immeubles ou servitudes, qu'elle juge à propos, pour les céder, aux conditions et en la matière indiquées ci-après, à la Compagnie du Marché Central Métropolitain Limitée, pour fins d'érection et d'utilisation par elle-même d'un marché central des produits agricoles à Montréal.

"Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec le présent article, le comité exécutif de la cité pourra, sur simple résolution, céder à ladite compagnie, gratuitement ou à titre onéreux, aux conditions qui pourront être arrêtées entre le comité exécutif et ladite compagnie, les propriétés ainsi acquises, de même que celles que la cité possède actuellement et qui sont mentionnées à l'article 3 du chapitre 11 des Statuts de Québec, 15-16 George VI.

"Les terrains cédés sous l'autorité du présent article à la Compagnie du Marché Central Métropolitain Limitée seront exempts de la contribution foncière ordinaire et annuelle de même que de la taxe scolaire, à compter du jour de l'enregistrement de ladite cession jusqu'à trois ans après le début des opérations commerciales de la compagnie, en autant qu'ils demeureront la propriété de ladite compagnie et seront utilisés par elle-même pour les fins ci-dessus mentionnées.

"Quelle que soit la date, durant l'année, où ladite exemption prendra fin, la compagnie sera tenue, à compter de cette date, de payer à la cité toutes ses taxes de l'année courante ou leurs proportions, suivant le certificat du chef estimateur, qui fera partie des rôles, et le compte préparé par le directeur des finances, à cette fin."

"42. L'article 476 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par l'article 48 de la loi 3 Édouard VII, chapitre 62, et tel que remplacé de nouveau par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 74, est de nouveau remplacé par le suivant:

"476. Il y a au plus sept juges municipaux pour la cité de Montréal et une cour d'archives appelée "la cour municipale de la cité de Montréal", laquelle est présidée par l'un de ces juges municipaux et possède un sceau.

"Ladite cour tient ses séances à l'hôtel de ville ou en tout autre endroit que le conseil a désigné ou désignera.

"Elle peut siéger chaque jour non férié et simultanément en plusieurs divisions, dont chacune est présidée par un de ces juges municipaux."

12. L'article 40 devient article 43.

Projets de loi:

Charte de la cité de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 26 modifiant le Code de procédure civile, avec les amendements suivants, qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté comme article 27 à la suite de l'article 26:

"27. Ledit Code est modifié en y ajoutant après l'article 549, le suivant:

"549a. Sans préjudice de la discrétion attribuée au tribunal par le premier alinéa de l'article 549, les frais de sténographie et de transcription des notes sténographiques de la preuve font partie des dépens taxables contre la partie qui succombe, dans tous les cas où le jugement de la Cour supérieure est susceptible d'appel par l'une ou plus d'une des parties."

2. Les articles qui suivent le nouvel article 27 sont modifiés en conséquence pour l'énumération.

3. L'article 65, qui devient article 66, est modifié en remplaçant dans les deuxième, troisième et quatrième lignes les mots "pendantes susceptibles d'appel à la date du 15 décembre devant la Cour du banc de la reine", par les mots "intentées avant le 15 décembre 1952".

4. L'article 66 devient article 67.

Projets de loi:

Code de procédure civile

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 26 modifiant le Code de procédure civile.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Protection de la chasse et de la pêche

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 modifiant la loi pour protéger les richesses de la province dans le domaine de la chasse et de la pêche soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 57.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et remis à la présente séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 39 modifiant la loi pour protéger les richesses de la province dans le domaine de la chasse et de la pêche.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose: Que l'article 3 de la loi 12 George VI, chapitre 25, soit modifié en remplaçant, dans la sixième ligne du premier alinéa et dans la cinquième ligne du second alinéa, le mot "cinq" par le mot "dix".

Une partie de cette somme seulement a été dépensée l'an dernier.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il s'agit encore là de dépenses statutaires. Pour les mêmes raisons que pour les autres bills du genre, il se dit opposé au principe de l'adoption de crédits statutaires. Le fait que l'on n'a dépensé qu'une partie d'une telle somme, dit-il, prouve que le budget aurait été assez large pour contenir ça.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) souligne l'urgence de certaines dépenses imprévues dans son ministère, comme, par exemple, certains frais légaux encourus en vertu de la loi de la chasse, les études biologiques sur les lacs et la faune, etc. D'autre part, dit-il, on ne peut taxer la présente loi d'avoir servi à des fins électORALES, car il reste encore au ministère \$31,000 à dépenser. Ça prouve que ça n'était pas une loi électorale, car j'aurais bien pu tout dépenser l'an dernier, pour les élections, si l'on en croit les députés de l'opposition.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): En achetant des poissons?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Non, pour ensementer... Cette loi nous fournit des crédits dans des cas imprévisibles, comme lorsque nous devons intenter des procès coûteux à des braconniers, quand des études biologiques présentent des difficultés imprévisibles, etc. La loi est élastique afin que nous puissions nous en servir à bon escient.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 57.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 39 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 39 modifiant la loi pour protéger les richesses de la province dans le domaine de la chasse et de la pêche soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cloutier, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fox, French, Gagnon, Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Provençal, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 57.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Ledoux, Lemieux, Marler, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois².

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

26 Loi modifiant le Code de procédure civile;

28 Loi concernant la Législature;

100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Les députés vont probablement étudier un projet de loi afin d'établir une commission d'enquête pour se renseigner sur les relations entre le fédéral et les provinces, et sur deux mesures visant à corriger la loi électorale du Québec.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTES

1. D'après le *Montréal-Matin* du 17 janvier 1953, à la page 4, le débat s'est continué "pendant une heure".

2. On indique dans *Le Canada* du 17 janvier 1953, à la page 7, que le premier ministre avait invité l'opposition la veille, lors de la séance du 15 janvier, à consulter les comptes du ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon).

3. Il est plutôt de question de 1945-1946 dans *Le Soleil* du 17 janvier 1953, à la page 7.

4. \$4,212,000, selon *Le Devoir* du 17 janvier 1953, à la page 3.

5. Pourtant, quelques journaux, dont l'édition du *Montréal-Matin* du 17 janvier 1953, à la page 6, affirment que la troisième lecture est remise à la semaine suivante. Le procès-verbal de la séance indique que la troisième lecture a bel et bien eu lieu au cours de la présente séance.

